CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE MULHOUSE
Procès-Verbal n° 01
SEANCE DU 08 FEVRIER 2024 à 15H

(Convocation expédiée le 1er février 2024)

La séance est ouverte à 15h.

Le quorum pour 55 élus en exercice est de 28 élus.

Sont **présents** à l'ouverture de la séance présidée par Mme Michèle LUTZ :

Mme le Maire (1) : Mme Michèle LUTZ

Mmes et MM. les Adjoints (16) : M. Ayoub BILA, Mme Claudine BONI DA SILVA, M. Jean-Philippe BOUILLÉ, M. Florian COLOM, Mme Marie CORNEILLE, M. Alain COUCHOT, Mme Anne-Catherine GOETZ, Mme Marie HOTTINGER, Mme Nathalie MOTTE (à partir du point 2), M. Alfred OBERLIN, M. Paul QUIN, Mme Catherine RAPP (arrivée point 4), Mme Chantal RISSER, Mme Cécile SORNIN, M. Christophe STEGER, et M. Philippe TRIMAILLE (jusqu'au point 18 inclus).

Les Conseillers Municipaux Délégués (17) : M. Beytullah BEYAZ, M. Hasan BINICI, Mme Nour BOUAMAIED, M. Jean-Claude CHAPATTE, M. Philippe D'ORELLI (arrivé au point 2), Mme Rose-Marie DURRWELL, Mme Aya HIMER, M. Charles HUNOLD, M. Alfred JUNG, Mme Corinne LOISEL, M. Hakim MAHZOUL (arrivé au point 2), M. Henri METZGER (jusqu'au point 21 inclus), Mme Peggy MIQUEE, M. Patrick PULEDDA, Mme Virginie RAPIN, Mme Malika SCHMIDLIN BEN M'BAREK, et Mme Saadia ZAGAOUI.

Les Conseillers Municipaux (9) :
Groupe Mulhouse Cause Commune (5) :
Mme Nadia EL HAJJAJI, M. Jason FLECK, M. Loïc MINERY, Mme Agnès SCHNEIDER et M. Joseph SIMEONI.
M Mulhouse ! (2) : M. Annouar SASSI et M. Paul-André STRIFFLER (arrivé au point 2).
Non - inscrits dans un Groupe (2) :
Mme Cléo SCHWEITZER et Mme Christelle RITZ.

Procuration (s) :

Procurations permanentes (6) :

Groupe majoritaire (4) :
Mme Emmanuelle SUAREZ à M. Paul QUIN,
M. Thierry NICOLAS à M. Florian COLOM,
Mme Laure HOUIN à Mme Claudine BONI DA SILVA,
Mme Oana TISSERANT à Mme Michèle LUTZ.

Groupe Mulhouse Cause Commune (1) :
Mme Maëlle PAUGAM à Mme Nadia EL HAJJAJI.

Non-inscrit dans un groupe (1) :
M. Jean-Yves CAUSER à Mme Cléo SCHWEITZER.

Procurations temporaires :
Groupe majoritaire :
Mme Nathalie MOTTE à Mme Marie HOTTINGER pour le point 1.
M. Philippe TRIMAILLE à M. M. Alain COUCHOT à partir du point 19.
M. Henri METZGER à M. Jean-Claude CHAPATTE à partir du point 22.

Excusés / absents non représentés (6) :
Groupe majoritaire (1)
Mme Maryvonne BUCHERT

M Mulhouse ! (3) :
Mme Fatima JENN, M. Antoine EHRET et M. Franck HORTER.

Non-inscrits dans un groupe (2) :
Mme Fabienne ZANETTE et M. Bertrand PAUVERT.

M. Jean-Luc HUMBERT, Directeur Général des Services, fait fonction de secrétaire de séance.

Assistent en outre à la séance :
M. Aubin BRANDALISE, Directeur de Cabinet.
M. Régis OCHSENBEIN, Directeur Général Adjoint,
Mme Olivia CODACCIONI, Directrice Générale Adjointe
M. Thierry YOH-RECHAM, Directeur Général Adjoint
M. Carino SPICACCI, Directeur délégué auprès du Directeur Général des Services
Mme Marie BRAUN, Directrice du Secrétariat Général

LE CONSEIL MUNICIPAL DU 08 FEVRIER 2024 A ADOPTE LES DELIBERATIONS SUIVANTES :

1°		Désignation du Secrétaire de séance
2°		Approbation du procès-verbal du conseil municipal du 14 décembre 2023
3°	1122	Installation d'une conseillère municipale (341/5.6.2/1122)
4°	1123	Fiscalité directe locale : vote des taux pour l'année 2024 (312/7.2/1123)
5°	1124	Taxe foncière sur les propriétés bâties : exonération temporaire des logements ayant fait l'objet de dépenses d'équipement en faveur des économies d'énergie (312/7.2/1124)
6°	1118	Dotation de soutien à l'investissement local 2024 : proposition d'opérations (313/7.5.8/1118)
7°	1116	Communication du rapport d'activités et du compte administratif 2022 de Mulhouse Alsace Agglomération (341/5.7/ 1116)
8°	1119	Contrat de territoire avec la Communauté européenne d'Alsace (CeA) : approbation de la convention de partenariat (313/7.5.8/1119)
9°	1110	Rapport des représentants de la ville de Mulhouse au conseil d'administration de CITIVIA SPL (3513/5.6.2/1110)
10°	1111	Rapport des représentants de la ville de Mulhouse au conseil d'administration de CITIVIA SEM (3513/5.6.2/1111)
11°	1132	Grand Projet Urbain quartier DMC : reconversion des bâtiments 59-60 (5301/1.1.1/1132)
12°	1128	Zones d'Accélération des Energies Renouvelables (ZAEnR): définition des zones et approbation de la cartographie (533/1.2.1.8/1128)
13°	1131	Mulhouse Diagonales : évolution et mise en œuvre du secteur 4 « promenade des halles » (0530/8.4/1131)
14°	1090	ZAC Gare : cession du foncier destiné à la construction du parking P3 (534/3.2.1./1090)
15°	1112	Copropriété dégradées : approbation de l'avenant n°1 à la convention d'Opération Programmée de l'Habitat Copropriétés Dégradées (OPAH CD) à Mulhouse (535 /8.5/1112)

16° 1109 Ecoles privées : participation aux dépenses de fonctionnement (2212/8.1/1109)

17° 1107 Agence de la participation citoyenne : attribution d'une subvention pour l'année 2024 (1321/7.5.6/1107)

18° 1129 Cinéma Le Palace : attribution d'une subvention d'investissement exceptionnelle en 2024 (218/7.5.6/ 1129)

19° 1125 Ouverture d'emplois permanents à des agents contractuels (322/4.2.1/1125)

20° 1126 Mise à jour du tableau des emplois permanents (324/4.1.1/1126)

21° 1133 Orchestre symphonique : modification des grilles de rémunération des musiciens (322/4.2.7/1133)

--- / ---

22° 1099 Désignation des représentants de la Ville de Mulhouse au sein des associations et organismes divers : délibération complémentaire (341/5.3.4/1099)

23° 1100 Désignation des représentants de la Ville de Mulhouse au comité syndical du syndicat mixte de la Doller (341/5.3.3/1100)

24° 1101 Désignation des représentants de la Ville de Mulhouse au comité d'administration du Syndicat Intercommunal Forestier de l'Agglomération Mulhousienne -SIFAM (341/5.3.3/1101)

25° 1102 Désignation des représentants de la Ville de Mulhouse au comité syndical du syndicat mixte de l'Ill (341/5.3.3/1102)

26° 1115 Information du conseil municipal sur les décisions prises par le Maire (341/5.2.3/1115)

27° 1130 Indemnités de fonction des membres du Conseil municipal : mise à jour - février 2024 (323/5.6.1/1130)

28° 1117 Groupe scolaire Pierrefontaine : attribution d'une subvention dans le cadre d'un cycle escalade (221/7.5.6/1117)

29° 1121 Classes vertes 2024 des écoles maternelles et élémentaires : participation de la Ville de Mulhouse (2212/7.5/1121)

30° 1113 Famille "clubs sportifs" : attribution de subventions de fonctionnement 2023/2024 (243/7.5.6/1113)

31°	1120	Aide pour travaux de restauration d'un immeuble situé dans le quartier Fonderie (531/7.5/1120)
32°	1108	Bibliothèques : convention avec la Ville de Montpellier et l'association L'Agrandisseur pour deux expositions photographiques sur Paul Wolff (212/8.9/1108)
33°	1134	Bien immobilier : avis à émettre sur une vente (1201/9.1/1134)
34°	1127	Remise gracieuse de créance (huis clos) (315/7.10.5/1127)

1° DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Mme le Maire : Je propose de désigner M. Jean -Luc HUMBERT secrétaire de séance, et je vais lui demander de procéder à l'appel.

Pour : 38 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 30 + 5 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5 + 1 procuration
Groupe M Mulhouse : 1
Non-inscrits dans un groupe : 2+ 1 procuration

M. Jean-Luc HUMBERT est désigné Secrétaire de séance à l'unanimité des suffrages exprimés.

(M. Jean-Luc HUMBERT procède à l'appel)

M. HUMBERT : Le quorum est atteint, Mme le Maire.

Mme le Maire : Merci, M. le Directeur. Mesdames, Messieurs, chers collègues, bienvenue à chacune et chacun d'entre vous pour cette première séance du Conseil municipal en 2024, première séance avec le nouvel horaire qui a été choisi par la majorité d'entre vous, à compter de ce jour et jusqu'à la fin du mandat.

Les différentes séquences de vœux aux Mulhousiens nous ont permis de nous croiser pour la plupart d'entre vous plusieurs fois au cours du mois de janvier. Ces soirées que j'ai voulues en toute simplicité, sobriété et convivialité, ont, je crois, été particulièrement appréciées. En tout cas, le public a été régulièrement au rendez-vous. Cela nous a permis de mettre en lumière différents artistes, jeunes talents, jeunes talentueux surtout, et associations qui ont agrémenté par leurs prestations ces soirées.

Je tiens également à saluer les personnes présentes dans le public qui ont souhaité assister à cette séance. Je leur souhaite chaleureusement la bienvenue et j'espère qu'ils passeront une après-midi enrichissante en notre compagnie.

Cette séance voit également l'installation d'une nouvelle élue au sein de l'assemblée, nous y reviendrons un tout petit peu plus tard au début de l'ordre du jour. Suite à la démission de Mme Béatrice FAUROUX-ZELLER que j'ai déjà eu l'occasion de remercier pour son implication, en tant que membre du groupe majoritaire, qui renonce à son mandat pour des raisons personnelles et professionnelles, elle est remplacée par Mme Virginie RAPIN à qui je souhaite la bienvenue. Bienvenue, chère Virginie. Je suis obligée de me rehausser parce qu'il y a un tableau qui m'empêche de te voir.

Concernant l'actualité nationale, chacun sait que je n'ai pas pour habitude de confondre les assemblées. Je tiens néanmoins à avoir quelques mots en soutien à nos agriculteurs, nos paysans. La crise qui les frappe si durement ces dernières semaines est hélas permanente, mais aujourd'hui tout particulièrement alarmante. Elle ne découle pas d'une mesure spécifique, d'une nouvelle norme ou je ne sais de quel dictat imposé d'ailleurs. C'est un cri de désespoir, comme un

appel de la dernière chance et je crois que sans exagérer, on peut parler d'une question de survie.

Le monde agricole n'est pas une entité monolithique. Selon les filières, les régions, la problématique rencontrée n'est pas identique. Le temps des crises est malheureusement trop bien installé. Elles se succèdent, elles sont protéiformes, conjoncturelles et pour ce qui est de celles qui touchent le monde agricole, structurelles.

Nous sommes bien sûr une grande ville, urbaine par définition, mais chacun doit se sentir concerné par la crise agricole. Tout le monde connaît un agriculteur, tout le monde s'alimente chaque jour, ça nous touche tous. En lien avec les autres collectivités locales, nous tenons à développer les circuits courts, à encourager le développement de l'agriculture urbaine jusque dans nos quartiers à l'image du projet Quartiers fertiles, financé à travers l'ANRU+, et à soutenir les commerces symboles de ce mode de vie à préserver, tel que Cœur Paysan que vous connaissez tous, implanté sur le site de la Fabrique rue de Bâle. J'avais l'occasion encore récemment ici dans ces lieux lors du salon FestiVitas de faire un petit clin d'œil et de remercier pour leur présence nos producteurs locaux.

La problématique de la gestion des corvidés en milieu urbain est une préoccupation que partagent bon nombre de villes. Les jeunes agriculteurs seront présents tout à l'heure devant le Parc des expositions et la délégation que nous venons de recevoir cet après-midi témoigne leur exaspération face à ce qui est vécu comme un fléau pour leur profession, mais aussi par de nombreux habitants qui nous interpellent à ce sujet. Un plan communal d'action est mis en œuvre depuis plusieurs années, nous avons déjà eu l'occasion d'en débattre au sein de cette assemblée. Pour endiguer ces nuisances sonores, comme au niveau de l'hygiène publique, nous avons souhaité compléter et renforcer ce plan d'action cette année. Nous nous heurtons à la réglementation en vigueur, mais nous multiplions néanmoins le panel des mesures dans ce cadre.

Les différentes crises qui traversent notre société sont l'expression d'inquiétudes et de sentiments de danger. La Mairie de Mulhouse se place résolument comme protectrice de la ville et de ses habitants. Face à la peur, aux besoins exprimés d'aides, nous agissons avec conviction et abnégation.

L'ensemble de nos équipes d'agents municipaux comme communautaires ne ménage pas leurs efforts pour assurer à tous un service public efficace et de qualité. J'aime le rappeler, le service public, c'est le bien commun, le bien de ceux qui n'ont rien. Plutôt que de jouer sur ces peurs, d'en faire un fonds de commerce électoral, nous préférons agir pour les conjurer.

Dans le domaine social, dans le secteur de l'éducation, dans les sujets liés à la nature, sur les questions de sécurité, partout la Mairie apparaît à la fois comme le premier et le dernier recours. Ainsi, au moment de la fermeture de la structure accueillant les jeunes atteints de diabète ou d'obésité, des parents se tournent vers nous face aux difficultés entre praticiens et Agence Régionale de la Santé. Nous recevrons prochainement une délégation de parents, les écouterons et leur indiquerons les actions de la collectivité dans ce cadre.

C'est cela que nous devons réussir collectivement. Je souhaite à nos dirigeants nationaux bonne chance et tous mes sincères vœux de succès. Ces encouragements n'ont rien de politicien ou de stratégique, au contraire. C'est parce qu'ils sont contraints au succès pour que notre pays ne soit pas condamné et tombe aux mains des extrêmes que nous combattrons toujours d'où qu'ils viennent.

Quand on connaît l'importance de l'enseignement et du sport dans le développement de nos enfants, on ne peut que déplorer les polémiques et les déclarations à l'emporte-pièce qui masquent les réelles difficultés. Je préférerais tellement que l'opinion se soucie de la situation des enfants à besoin particulier, ainsi que nous nous en préoccupons à Mulhouse, qu'on se soucie davantage des conditions de travail des équipes pédagogiques et plus particulièrement des enseignants, qu'on mette au cœur des débats le rôle de l'école, l'école de la République, qu'on s'interroge sur ce qui ne fonctionne pas ou plus, qu'on parle des effectifs dans les classes, de l'impact hautement stratégique, de la carte scolaire. La liste pourrait être longue encore, tant la question de l'éducation doit être au centre des préoccupations d'aujourd'hui, car cela façonne la société de demain. Qu'on se soucie du sport pour tous, du sport santé, de l'inclusion par le sport, du rôle social du sport dans les familles, dans les quartiers, à tous les âges de la vie.

Les Jeux Olympiques en France cette année doivent permettre ces débats de société bien plus importants à mes yeux que de savoir où sont scolarisés les enfants d'untel ou untel. En tout cas à Mulhouse, il s'agit de deux thématiques pour lesquelles nous nous engageons pleinement et nous agissons quand d'autres préfèrent commenter et polémiquer.

Dans un registre plus léger, dans le cadre des festivités à venir, j'ai le plaisir de vous annoncer le carnaval qui a d'abord débuté dans les quartiers, en amont du traditionnel carnaval qui se tiendra, je le rappelle, du 14 au 18 février avec la grande parade à Dornach en point d'orgue. Le *Pin's* de l'édition 2024 du carnaval vous sera remis ce soir, fidèlement à nos habitudes.

Enfin, je voudrais que nous ayons une pensée pour M. Paul ESCHEMANN qui vient de nous quitter dans sa 102e année. Officier de la Légion d'honneur, médaillé militaire, détendeur de la Croix de guerre 39-45, il était l'avant-dernier libérateur de notre ville. À sa famille et plus particulièrement à sa fille Anne, notre collègue élue à Guebwiller, nous présentons nos sincères condoléances et témoignons de notre gratitude et de notre reconnaissance. En hommage à l'action héroïque de M. Paul ESCHEMANN lors de la libération de notre ville, dont nous célébrons le 80e anniversaire cet automne, je vous propose d'observer une minute de silence.

(Minute de silence)

Mme le Maire : Merci à vous. Avant de passer au premier point de l'ordre du jour, je laisse la possibilité aux représentants des groupes minoritaires de s'exprimer. J'ai une première demande de M. MINERY. À vous, M. MINERY.

M. MINERY : Merci, Mme le Maire, merci, chers collègues. Au-delà du problème des corvidés que vous avez évoqué tout à l'heure, votre mot de soutien au

monde agricole et paysan est à vrai dire touchant, mais vous nous excuserez, ce soir, en tout cas cet après-midi plutôt, nous n'en croyons pas un mot où alors c'est sincère et dans ce cas, mesdames et messieurs, démissionnez tous de vos partis de droite respectifs, car vos amis politiques, vos eurodéputés, Anne SANDER en tête, ont voté, votent et voteront tous les traités de libre-échange qui mettent à mal nos paysans, qui tirent les revenus vers le bas, qui favorisent un modèle concurrentiel et intensif au détriment du bien-être animal, de la santé humaine, de l'environnement et de la dignité du travail des agriculteurs, assez du bal des tartuffes.

À Mulhouse, beaucoup d'habitants souffrent également et ça se voit. À chaque conseil municipal depuis maintenant bientôt deux ans, les mauvaises nouvelles en provenance de Bourtzwiller occupent une part substantielle de nos propos et ce jour ne fera pas exception. 1 200 familles de Mulhouse, de l'agglomération et de bien plus loin, se retrouvent dans une situation de grande détresse psychologique et médicale suite à la fermeture du Centre de santé Edens. Les enfants et de jeunes adultes sont aujourd'hui sans suivi alors que précisément le centre Edens proposait un accompagnement et une prise en charge globale pour les jeunes diabétiques ou atteints du trouble du sommeil ou de la nutrition.

Les locaux occupés jusqu'en janvier par Edens sont propriété de la Ville. Avez-vous été avisés en amont ? Pourquoi attendez-vous trois semaines pour rencontrer des familles ? Pourquoi n'y avait-il pas un seul représentant de votre majorité de 39 élus – 39 élus, je répète – lors de la mobilisation des familles samedi dernier Place de la Réunion ? Après, vous osez en plus prétendre que Bourtzwiller n'est pas lésé, mais comment vous croire quand ce quartier voit partir ou s'affaiblir autant de services à la population ? Comme pour le Centre de santé rue de Gunsbach, que faites-vous à part dire que c'est complexe, à part dire que nous ne sommes pas décisionnaires, à part renvoyer vers l'ARS ? Pourtant, il y a d'éminents médecins dans notre assemblée, pourtant on a un élu à la santé, pourtant on a le président du conseil de surveillance du GHRMSA dans notre assemblée également.

D'une certaine façon, vous êtes des élus à mi-temps. J'en veux pour preuve une première partie de mandat à m2A, vous ne dites pas grand-chose, vous vous abstenez timidement à bulletin secret lors de l'acquisition du nouveau siège de l'Agglomération et puis soudain, arriva le 28 janvier 2024, après trois ans et demi de torpeur et là, c'est la révélation. La majorité défend l'extension du tramway en séance publique, incroyable. Votre président de groupe, qui n'a pas découvert l'Amérique comme son nom pourrait le laisser penser, découvre tout aussi soudainement la tarification sociale, tant mieux. Dans votre élan, vous êtes allés jusqu'à demander d'aller plus vite dans les travaux du COPIL au chevet de la piscine Pierre et Marie Curie, en oubliant au passage que vous vous êtes très bien représentés dans ce COPIL puisque 50 % de ce comité est composé d'élus mulhousiens de la majorité. N'oubliez donc pas d'exiger de vous-mêmes d'aller plus vite sur ce sujet. Encore faudrait-il savoir dans quelle direction vous souhaitez aller pour l'avenir des bains municipaux.

Une consultation de la population pourrait peut-être vous aider, mais on a bien compris que la démocratie directe n'a pas tellement vos faveurs à tel point que vous organisez des réunions publiques sur des sujets comme la protection du patrimoine au Rebberg, sujet que précisément nous portons en Conseil

municipal, mais sans nous prévenir en amont, regrettable. Malgré des demandes fortes des citoyens, aucun engagement n'a été pris en faveur d'un site patrimonial remarquable au Rebberg, tout juste concédez-vous une concertation.

Pendant ce temps, Mulhouse perd des habitants et ça se voit notamment dans les statistiques officielles de l'Insee puisque notre ville passe de 111 000 habitants en 2015 à 107 000 habitants en 2021. C'est aussi cela votre bilan, même si vous n'en parlez pas dans vos vœux merveilleux. Mulhouse se transforme et allez, tous en cœur, vous l'avez pourtant répété… *(Intervention hors micro)*. Oui, je le concède. Malgré tout, il y a du changement. En effet, un changement d'heure, pour notre Conseil municipal est désormais convoqué à 15h au lieu de 17h. Là encore, à l'image de votre majorité relative, le choix de débuter en milieu d'après-midi l'a emporté par 22 voix sur un total de 55 élus. C'est évidemment une régression pour les élus minoritaires et plus généralement pour tous les élus salariés dont les facilités pour se libérer sont aléatoires en l'absence d'un statut de l'élu local consolidé.

Mais finissons par une note plus positive. Vous avez judicieusement pensé à nous consulter sur les futures dénominations des écoles en construction aux Coteaux. Nous vous remercions et souhaitons que la réflexion en la matière soit inspirante et signifiante avec le travail des élèves et de la communauté éducative, puis la consultation des Mulhousiens et c'est bien. Pour notre part, nous pensons qu'un rattrapage en faveur des femmes est incontournable. Aussi, nous mettons au pot commun, entre autres, les parcours de Nusch ELUARD, de Solange FERNEX, de Madeleine REBÉRIOUX, toutes mulhousiennes de naissance ou d'adoption. Je vous remercie.

Mme le Maire : J'ai une demande de parole de Mme RITZ.

Mme RITZ : Merci, Mme le Maire. Avant de lire les propos que j'avais préparés, je souhaite soutenir et surtout saluer la présence des agriculteurs à l'entrée du parc des expositions avec qui j'ai pu échanger, et cela en ma qualité de conseillère régionale siégeant en commission agriculture, viticulture et forêt. Plus que jamais, nous devons les soutenir. Aujourd'hui, ils sont venus vous exposer leur problème et les problèmes qu'ils rencontrent avec les corvidés ; j'ose espérer qu'ils seront entendus alors que vos collègues eurodéputés votent tous les traités de libre-échange mettant à mal notre agriculture et nos agriculteurs, pour le rappeler (*Intervention hors micro)*. Merci, M. MINERY, je ne vous ai pas coupé.

Mme le Maire, chers collègues, à vous écouter, à lire le procès-verbal du dernier Conseil municipal, je me dois de réagir en ce début de séance. En décembre dernier, vous vous félicitiez – une fois n'est pas coutume – d'avoir réussi à changer l'image de la ville, balayant les clichés éculés, les critiques chroniques. Hélas, ces clichés ne sont ni biaisés ni défraichis. D'ailleurs, là où vous aimez parler de cliché, je parle de réalité du quotidien des Mulhousiens.

Ces Mulhousiens que vous malmenez, que vous traitez avec mépris et arrogance, je reviendrai plus tard dans mon propos sur des témoignages de Mulhousiens qui attesteront mes dires. Mais avant tout, je souhaite revenir sur le dernier palmarès dont vous vous êtes félicitée ici, hissant Mulhouse à la première place des villes les plus séduisantes en matière d'immobilier. Oui, il est vrai, la ville aux 100 cheminées se transforme petit à petit en ville aux 100 mosquées. Après

des années de rebondissements dans le dossier de la mosquée de Dornach, Millî Görüş vient d'obtenir le 28 décembre dernier la validation de son permis de construire. Mosquée qui doit être érigée au sein du quartier de la Mer rouge à Mulhouse. Projet très controversé, dénoncé par les habitants, l'implantation de cette mosquée dans le quartier fait parler d'elle depuis plus de 10 ans. Pour cause, Millî Görüş représente l'islam le plus radical. Ne laissons pas le président turc ERDOGAN gagner en influence en Europe, en France, en Alsace, à Mulhouse. Millî Görüş incarne un islam anti-occidental et nationaliste turc qui a toujours exprimé clairement sa volonté d'islamiser la France, en qualifiant les minarets de baïonnettes, les coupoles de casques, les mosquées de casernes et les croyants de soldats. Sur le site privé mulhousien, une coupole abritera donc les lois de la charia, loin des lois, des règles de notre République.

Après la mosquée cathédrale An-Nour érigée à l'entrée de la ville, largement financée par le Qatar et soutenue par les Frères musulmans, voilà que l'on nous impose une mosquée dirigée par la très controversée association Millî Görüş qui a refusé de signer, rappelons-le, la charte de l'islam en France. Il devient donc urgent de dire « stop » à l'islamisation de la France et « stop » à l'implantation d'une énième ou d'un énième islam radical à Mulhouse. Dans ce dossier, rappelons-le ici, le deux poids deux mesures de la municipalité n'est plus à prouver. Jean ROTTNER, votre binôme tête de liste en 2020, s'affichait tout d'abord séduit et satisfait aux côtés des représentants de Millî Görüş lors d'une soirée festive de présentation du projet de la mosquée et de l'école en 2012. Si ça vous intéresse, nous sommes plusieurs à avoir gardé les clichés immortalisant la scène pour ensuite retourner sa veste pour des raisons électorales à l'automne 2013, alors qu'il claquait la porte du Lerchenberg lors d'une réunion publique sur le sujet, en criant haut et fort qu'il n'y aura pas de mosquée à la Mer rouge de Dornach.

De recours en recours, nous avons appris qu'en catimini un permis de construire avait été délivré pour l'installation de la première école musulmane privée du Haut-Rhin, l'école Avicenne au sein même du site en 2019. École, rappelons-le, qui exigeait sur le permis de construire une entrée distincte pour les filles et les garçons. Ce même permis de construire a été signé par votre adjointe, Mme RAPP. Mme RAPP ayant sans doute oublié la loi Haby de 75, instituant le collège pour tous et rendant obligatoire la mixité dans l'enseignement primaire et secondaire en France.

À des fins électorales, la municipalité a donc laissé se développer l'enseignement d'un islam radical à Mulhouse, cela pour éviter une candidature communautaire aux dernières élections municipales.

Après l'école, voilà la mosquée. Il vous appartient aujourd'hui, Mme le Maire, de dire « stop » à cette montée de l'islam radical et politique en déposant un recours pour ne pas voir une énième mosquée radicale se construire dans notre ville. Il vous reste quelques jours.

Aussi, les Mulhousiens seraient très intéressés que vous abordiez publiquement ce sujet. Parler de piétonnisation, de pistes cyclables vous semble plus aisé, soit, mais le communautarisme islamiste est une réalité dans notre ville et exige de votre part des réponses et des actes. Il ne suffit pas de palabrer dans cette magnifique chambre d'enregistrement qu'est le Conseil municipal. Vous le disiez

si bien en décembre et je vous cite : « Les écoles restent notre priorité absolue et la sécurité demeure un défi de chaque jour. Nous nous battons, nous progressons, nous avançons, Mulhouse se transforme et ça se voit, nous assumons nos choix dans la plus parfaite transparence ». Alors, Mme le Maire, soyez donc transparente avec les Mulhousiens et assumez, de grâce.

L'autre volet que vous qualifiez de priorité, mais qui l'est sans doute plus pour moi que pour vous est la sécurité. Ah, le vil sentiment d'insécurité des Mulhousiens qui vient perturber votre belle image de Mulhouse, ah, ces méchants Mulhousiens qui se plaignent sans cesse. Je vous invite donc à vous promener dans les différents quartiers de la ville, non pas dans votre voiture avec chauffeur, mais seule à pied à la tombée de la nuit dans les rues plongées dans la pénombre, selon votre volonté à des fins arbitraires, sous couvert écologique et de plan de sobriété énergétique.

La vérité, Mme le Maire, est que la sécurité est partout et je vois que ça vous fait sourire, mais que vos œillères vous empêchent de la regarder en face. Pour exemple, les pompiers agressés cette semaine à Mulhouse par la victime même qu'ils venaient secourir. S'attaquer à nos forces de l'ordre et à nos forces de secours est inadmissible et honteux. Nous devons exiger des peines exemplaires pour chaque individu qui s'en prend à celles et ceux qui assurent notre sécurité parfois au péril de leur vie et j'en profite ici pour réitérer mon soutien aux pompiers agressés et menacés dimanche.

La sécurité, Mme le Maire, se résume aussi dans une forme de tranquillité au quotidien à laquelle les Mulhousiens ne peuvent plus aspirer. En piétonnisant à tour de bras l'avenue Briand, la rue Franklin, le centre-ville, vous ne ferez qu'amplifier le communautarisme trop présent dans ces quartiers et ainsi isoler les habitants. Pour preuve, l'interpellation d'un Mulhousien résidant rue Huguenin. Il réside dans une copropriété communautarisée, il se plaint de ne plus être chez lui, de ne pouvoir vivre sereinement et d'être victime de nombreuses malversations. Il serait donc temps que votre politique réponde à cette problématique qui est loin d'être isolée dans notre ville.

Mais il est vrai que les interpellations, vous ne les supportez guère. J'étais abasourdie par l'interpellation d'une habitante de la rue Château Zu Rhein. Vous saurez de suite avec votre adjointe, Mme RAPP, de qui je veux parler quand je vous aurai exposé son problème, les coussins berlinois à la hauteur de l'arrière de l'église Saint-Barthélemy. Par respect, je ne rapporterai pas l'intégralité du témoignage de cette dame qui vous interpelle depuis des mois sur ce sujet et qui ne trouve que des réponses inadaptées et méprisantes pour rester polie.

Les habitants, Mme le Maire, attendent de vous d'être écoutés, respectés et entendus. Ils attendent des réponses concrètes et justes. Comment osez-vous mentir à cette dame en lui expliquant que vous subissez les mêmes nuisances sonores dues aux coussins berlinois sous vos fenêtres alors que de coussins berlinois, il n'y a point ? Comment osez-vous lui répondre qu'elle a demandé des ralentisseurs et qu'elle doit à présent supporter les nuisances sonores dues à votre choix et non aux siens. Comment pouvez-vous acquiescer la réponse faite à cette Mulhousienne par votre adjointe qui estime ces interpellations irrévérencieuses à votre encontre ?

Il me semble que nous sommes en République et que la monarchie de Mulhouse n'existe point. Redescendez de votre piédestal où Jean ROTTNER semble vous avoir placée et reprenez enfin les rênes de cette ville.

Peut-être pourrais-je vous suggérer une image. Imaginez-vous Mulhouse comme un salon de coiffure géant où les Mulhousiens seraient votre client et vous l'unique coiffeuse. Reprendre les rênes, Mme le Maire, c'est assumer sa politique en toute transparence, c'est également assumer cette politique dans les services, or votre mandat démontre votre incompétence à répondre aux attentes des Mulhousiens. Votre mentor n'étant plus là, allez donc creuser du côté de l'ère BOCKEL, certains de vos élus en sont encore issus ici, ils pourront vous conseiller quant à cette belle époque où chaque adjoint était présent dans son service et rencontrait les habitants pour répondre à leurs interpellations et où l'administration ne prenait pas les rênes du politique ; époque révolue hélas depuis bien longtemps. Merci.

Mme le Maire : J'ai une demande de M. SASSI.

M. SASSI : Bonjour. Mme le Maire, chers collègues, avant tout, permettez-moi à mon tour de me joindre aux différents appels et de réaffirmer mon soutien, je dirais d'ailleurs notre soutien aux agriculteurs, à leur combat légitime, à ceux qui se lèvent tôt pour que nous puissions nous coucher tard tranquillement.

Mme le Maire, en 2000, lors de votre campagne municipale, l'intitulé de votre campagne était « Mulhouse en grand ». Voir les choses en grand, c'est bien, les voir à la juste hauteur, c'est mieux. Votre projet de la ville du quart d'heure s'est vite évaporé pour laisser place à un certain nombre de difficultés que je vais vous exposer à l'instant.

Les grands projets ont pris la place au détriment des politiques de proximité. Les questions pratiques et les questions de sécurité, aujourd'hui, prennent un enjeu majeur dans notre ville. Il y a quelques mois, je vous avais interpellée sur la question de la rue Vauban qui devenait particulièrement dangereuse. Cet appel aurait dû tous nous interpeller et se dire que l'on peut mener des actions pour faire en sorte que la sécurité des usagers, des riverains et plus particulièrement de nos enfants soit assurée. Depuis, la situation s'est dégradée concernant le plan de circulation dans la ville de Mulhouse et j'en veux pour preuve la situation sur la rue Robert Schumann qui, tous les samedis après-midi, est devenue infernale pour les habitants.

Depuis quelque temps, les habitants de l'avenue Roger Salengro n'en peuvent plus, ils se sont d'ailleurs constitués en collectif qui ne manquera pas de vous contacter très prochainement, qui demande à vous rencontrer dans les meilleurs délais et qui souhaite que vous puissiez vous déplacer sur place pour des problèmes qui deviennent insupportables : problème de croisement, circulation dangereuse par manque de ralentisseurs tout le long de la rue Roger Salengro, des conflits entre automobilistes et surtout plusieurs accidents dont un particulièrement grave cette semaine où une voiture s'est renversée sur site. Il faut agir et vite, et c'est une question de sécurité.

Pourquoi est-ce que je vous parle de la question de la circulation à Mulhouse ? Il y a un certain nombre de mesures qui ont été prises comme la piétonnisation du

grand centre, comme le plan de circulation. Si sur le principe, tout le monde est d'accord, les conséquences doivent être évaluées, elles doivent être anticipées avec beaucoup plus d'attention et beaucoup plus, je dirais, de sérieux tout simplement.

Par ailleurs, la question de l'insalubrité prend des proportions particulièrement incroyables dans notre ville, les voitures tampons également appelées voitures ventouses sont un sujet récurrent depuis de nombreuses années mais il y a un phénomène qui s'est développé depuis plusieurs semaines, voire plusieurs mois, c'est la question du ramassage des ordures. C'est devenu un véritable fléau dans la ville de Mulhouse et dans tous les quartiers. J'ai été interpellé par des habitants de tous les quartiers et je vous transférerai des photos dès la fin de mon intervention. Plus qu'une situation simplement esthétique, on a une prolifération des rats, des cafards et autres blattes, on a une question aussi de l'hygiène et des maladies qui peuvent dégrader avec et pourtant des solutions existent. Dans le premier cas, on aurait tout simplement pu développer les parkings en bordure de ville pour faciliter l'accès au centre-ville, l'usage des transports en commun et on aurait pu réfléchir à étendre les heures de gratuité des transports en commun notamment le samedi après-midi, ce qui n'est pas une gratuité généralisée, mais qui aurait pu faciliter les choses.

Dans le second cas, les solutions sont à mettre au niveau de la ville. Bien évidemment le ramassage des ordures relève de l'Agglomération, mais les conséquences, ce sont bien les Mulhousiens qui les vivent au quotidien. Ce serait comme avoir un enfant qui est en échec scolaire et dire que ce n'est pas de ma faute, c'est de la faute de l'école. À la fin, l'enfant, on le récupère quand même à la maison. Donc, c'est notre sujet, c'est un sujet qui est bien municipal. Alors, est-ce qu'il faut un complément d'activités de la part de la ville ? Est-ce qu'il faut renforcer les moyens avec l'Agglomération ? Est-ce qu'il faut rendre le métier plus attractif pour faciliter la tâche aux agents de l'agglomération qui font un travail particulièrement difficile et harassant ? Bien évidemment, il y a une question également de civilité et de citoyenneté qui est à travailler.

Enfin, je terminerai sur un dernier point qui est dans un tout autre registre. Vous nous avez invités, vous avez invité notamment les groupes minoritaires de l'opposition à réfléchir sur la dénomination des écoles au sein du quartier des Coteaux, nous vous remercions pour ça, c'est une excellente chose et une excellente idée. Simplement, nous aimerions vous appeler à impliquer les habitants, les écoliers de façon beaucoup plus active, beaucoup plus forte et surtout à faire preuve d'audace dans le choix des noms qui vont être retenus et qui peuvent refléter la réalité sociale, historique de ce quartier-là. Merci, Mme le Maire.

Mme le Maire : Je laisse la parole à Florian COLOM.

M. COLOM : Merci, Mme le Maire. Avant de commencer mon intervention, je voulais saluer la présence de notre collègue Virginie RAPIN qui nous fait l'honneur d'être avec nous et de nous rejoindre cet après-midi au sein du Conseil municipal. On sait, Virginie, l'engagement que tu as pour Mulhouse et on a plaisir de te compter à nos côtés.

Au nom du groupe majoritaire de la Ville de Mulhouse, je voulais aussi souhaiter à tous les Mulhousiens et Mulhousiennes une très belle année 2024. Même s'il y a eu les différentes séquences de vœux, cela me paraissait opportun de leur souhaiter énormément d'épanouissement pour cette nouvelle année.

Chers collègues, plus que jamais la colère a grondé et gronde encore dans notre pays. Avant-hier avec nos pêcheurs du golfe de Gascogne, hier avec nos agriculteurs partout en France et aujourd'hui, avec nos enseignants. Les revendications sont à chaque fois légitimes et partagées par l'ensemble des élus du groupe majoritaire. Mais au-delà des différences de toutes ces manifestations, ces dernières se retrouvent toutes autour d'une même origine : la perte de sens, mais plus encore, la perte du bon sens.

Lorsque l'on interdit à près de 500 navires français de réaliser une pêche artisanale en les sanctionnant au même titre que les navires de pêche industrielle, on perd le bon sens. Lorsque l'on est extrêmement efficace pour réglementer la taille des bananes que l'on peut commercialiser, mais qu'on laisse simultanément être importés des aliments dont on interdit la production en France, on perd le bon sens.

Contrairement à ces constats que nous partageons, notre action municipale est plus que jamais tournée vers le bon sens, le bon sens des décisions locales prises par des élus locaux. Lorsque notre collègue Claudine BONI DA SILVA bâtit avec les habitants et les usagers de nouveaux plans de circulation pour les piétons, les vélos et les voitures, que de bon sens. Lorsque notre collègue Philippe TRIMAILLE, aux côtés des commerçants, les accompagne dans les changements que nous réalisons pour le développement de l'attractivité de Mulhouse, que de bon sens. Lorsque notre collègue Chantal RISSER dialogue en permanence avec le corps enseignant, les parents d'élèves et l'administration locale pour tirer vers le haut notre école mulhousienne, que de bon sens.

Alors, pour cette nouvelle année et plus encore jusqu'au terme de ce mandat, les Mulhousiennes et les Mulhousiens pourront toujours continuer à compter sur nous, notre disponibilité, notre proximité et plus encore, notre bon sens.

Je ne sais pas si c'est la féerie de Noël qui se poursuit ou si c'est les prémices du carnaval de Mulhouse qui ont pointé le bout de leur nez, mais j'ai l'impression que M. MINERY et que Mme RITZ ont tous les deux ont fait le choix de se draper dans le costume des reines des fées Carabosse réglant tous les problèmes de Mulhouse d'un coup de baguette magique.

Le Centre de santé l'Edens a fermé ses portes le 12 janvier dernier suite à une décision judiciaire. En l'état actuel des choses, le modèle économique de cette structure n'était pas équilibré et donc viable sur le long terme. Je pense que personne ne peut ici imaginer qu'une structure puisse durer dans le temps avec des médecins salariés se rémunérant sur la base d'une consultation de médecine générale. Les alertes de l'ARS sur son modèle économique ont été nombreuses, rappelant aux côtés de la CPAM qu'aucune subvention visant à mettre en place un financement pérenne n'était possible dans une telle situation, ce qui mécaniquement ne pouvait pas amener une fin différente que celle que nous avons le regret de constater.

Les marges d'action de la Ville restent faibles puisque nous ne possédons que la qualité de bailleur ; l'organisation des soins et l'agrément des centres de santé relevant de la compétence de l'ARS. Néanmoins – et contrairement à ce que vous avez pu dire –, nos élus mulhousiens et en tête de ligne Alain COUCHOT et Henri METZGER sont mobilisés et en action pour trouver des solutions émergentes en collaboration étroite avec les professionnels de santé, le GHRMSA, ainsi que les autorités sanitaires pour trouver un parcours de soins immédiat et durable.

Alors, nous restons mobilisés sur ce dossier sensible afin de répondre à la détresse légitime de tout parent dont l'accès aux soins pour ses enfants est rendu difficile. Difficile, mais contrairement à ce que vous avez pu dire, M. MINERY, pas interrompu, car un numéro d'appel est en place, les urgences sont traitées, les patients sont en cours de prise en charge par les structures existantes, le GHRMSA, les hôpitaux civils de Colmar, les hôpitaux universitaires de Strasbourg, étant rappelé que ce centre assurait principalement des consultations de suivi.

La Ville de Mulhouse reste donc dans l'attente d'un agrément d'une potentielle structure candidate à la reprise et dans une telle situation, naturellement, les locaux actuels et existants occupés par l'Edens seraient proposés au repreneur.

En ce qui concerne, M. MINERY, la baisse de la population mulhousienne. Les chiffres que vous avez évoqués s'imposent à nous, ils ne sont absolument pas contestés, mais ils sont à l'origine de plusieurs phénomènes, certains nationaux et d'autres locaux. Tout d'abord, il y a, suite à la crise Covid, ce qu'on appelle un exode urbain qui touche beaucoup de grandes villes, pour ne pas dire toutes, voyant leurs concitoyens préférer la campagne à la ville. C'est un mouvement de fond qui s'est installé partout en France. Ensuite, autre élément national, il y a une proportion plus forte des ménages seuls qu'auparavant. On est passé de près de 41 % en 2009 à près de 45 % en 2020 ; mécaniquement pour un même nombre de logements, ça fait moins de personnes.

Ensuite, de manière plus locale, il y a également les différentes démolitions d'immeubles que l'on a réalisées dans le cadre du projet de renouvellement urbain avec des relogements qui se sont faits à l'extérieur de la ville de Mulhouse. Là aussi, on explique une partie de la baisse. Enfin, la baisse de la natalité à Mulhouse, comme partout en France, s'inscrit également dans ces éléments de mise en perspective puisqu'en 2023, au niveau national, il y a une baisse de -6,6 % et que la baisse en 2023 sur Mulhouse est de -6,7 %. Donc, on est à ce niveau-là dans les standards.

Mais au-delà de ça, Mulhouse n'est pas la seule ville qui fait ce constat puisqu'un tiers des départements français ont perdu des habitants, donc c'est colossal. La population d'autres grandes villes dans le département, comme Colmar, baisse, elle aussi, de manière constante depuis près de cinq ans, passant sous la barre des 70 000 habitants. Je ne pense pas en ce qui concerne Colmar que l'on puisse mettre cela sous un déficit d'attractivité, loin s'en faut.

En ce qui nous concerne, nous assumons de ne pas avoir une politique du chiffre en la matière. Notre objectif n'est pas d'augmenter notre population pour le simple fait de l'augmenter, mais que l'on puisse toujours mieux vivre à

Mulhouse, que l'on puisse toujours mieux y apprendre, y étudier, y travailler, y fonder une famille et y être épanoui. Je pense que tout le monde en conviendra, nul besoin d'être 110 000, 120 000 ou encore 130 000 pour atteindre cet objectif-là.

Il y a cependant une particularité mulhousienne que nous connaissons toutes, la plus jeune des grandes villes de France. Là où ailleurs en France on cherche en permanence à fermer des classes d'école, à Mulhouse, on nous demande d'en ouvrir. Plus encore, nous y construisons dans les toutes prochaines années avec la CeA notre huitième collège sur le site de DMC. Alors voyez-vous, j'ai la faiblesse de considérer que lorsqu'on a la jeunesse avec nous, on a l'avenir devant nous.

Concernant le sujet de Millî Görüs qui a très largement occupé l'intervention de Mme RITZ. Ce terrain a été vendu en 2012 entre deux SCI privées. Si la Mairie à l'époque avait décidé de préempter ce bâtiment, cela aurait coûté 4 millions d'euros et il aurait fallu en plus de cela un projet pour motiver cette décision sinon la délibération aurait été alors invalidée. S'opposer à l'implantation d'un lieu de culte n'est jusqu'à preuve du contraire pas un motif légitime de préemption, et serait retoqué en termes de contrôle de la légalité par la Préfecture. Aussi, cela fait plus de 10 ans qu'il y a un contentieux juridique mené par la Mairie de Mulhouse qui en supporte le coût des frais de justice induits. Toutes les voies de recours administratives ont été épuisées sur ce dossier.

Suite à cela, la Mairie a demandé au précédent Préfet d'intervenir sur ce sujet. C'est cette intervention qui a motivé le retrait gracieux du permis de construire par la Mairie à la demande du Préfet et c'est ce dernier point qui vient d'être jugé juste avant Noël. La Mairie se réserve jusqu'à la fin du délai ou de fin février la possibilité d'interjeter appel avec un risque non négligeable d'être déboutée et condamnée quelques mois plus tard à verser des dommages et intérêts à Millî Görüs pour procédure abusive, et ce aux frais du contribuable. Cependant les échanges avec les services de l'État sont toujours en cours sur ce dossier.

Voyez-vous, Mme RITZ, vous avez un avantage sur la Maire de Mulhouse et sur moi-même, vous étiez élue en 2012 contrairement à Michèle LUTZ et moi-même. Vous étiez même adjointe au maire au début de l'année 2012 avant que vous ne soyez contrainte à la démission pour des propos, je cite les DNA de l'époque, « stigmatisant certaines personnes issues de l'immigration, mettant en cause la légitimité du nouveau Président de la République et faisant référence aux heures les plus noires de notre histoire ». Comme quoi, je constate que vous aviez déjà à l'époque un sens tout personnel de la gravité de l'expression publique et politique.

Étant donné que je suis quelqu'un de consciencieux, je me suis penché sur vos prises de parole de l'époque, et quelle ne fut pas ma surprise de constater que vous aviez été silencieuse. En résumé, vous concernant sur ce sujet, il y a beaucoup d'agitations, beaucoup de fantasmes, beaucoup de mensonges et de contrevérités sur fond électoraliste, la Mairie instruit techniquement, car c'est sa compétence sur le sujet plus global, elle a un devoir d'alerte auprès des services de l'État concernés et c'est ce que nous avons fait de manière constante depuis 10 ans. En France, ne vous en déplaise, on doit respecter le droit y compris celui de l'association et celui de culte.

Si on pense qu'une association religieuse n'est pas conforme aux lois de la République, les collectivités en informent l'État et il appartient à ce dernier d'agir et de prendre les dispositions adéquates. Accuser la Mairie de tous les mots est une ficelle populiste bien grossière et surtout éculée, nous n'avons pas et n'aurons jamais de complaisance avec le radicalisme, quel qu'il soit.

Je terminerai mon intervention, sur une phrase de conclusion un peu plus générale sur vos différentes interventions, pas uniquement sur Millî Görüs, pour constater que si la dignité était un pays, Mme RITZ, c'est vous qui seriez sous OQTF. Je vous remercie.

2° APPROBATION DU PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL DU 14 DECEMBRE 2023

Mme le Maire : Voilà. Il nous appartient maintenant après les différentes prises de parole d'approuver le procès-verbal du Conseil municipal du 14 décembre. Y a-t-il encore des rajouts, des modifications ? Rien ne nous est parvenu à ce jour ? Oui, M. SASSI. Non ? D'accord.

Je mets le procès-verbal du dernier Conseil municipal au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Mme RITZ s'abstient. Qui est pour ? Merci à vous.

Pour : 41 + 6 procurations
Groupe majoritaire : 33 + 4 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5 + 1 procuration
Non-inscrits dans un groupe : 1+ 1 procuration
Groupe M Mulhouse : 2

Abstention : Mme RITZ

Le PV du 14 décembre 2023 est adopté à l'unanimité des suffrages exprimés.

3° INSTALLATION D'UNE CONSEILLERE MUNICIPALE (341/5.6.2/1122)

A la suite de la démission de Madame FAUROUX-ZELLER par courrier réceptionné le 13 décembre 2023 par Madame le Maire, Madame Virginie RAPIN est appelée à la remplacer en application de l'article L 270 du code électoral.

Il est par conséquent procédé à l'installation de Madame Virginie RAPIN.

Madame Virginie RAPIN est installée.

Mme le Maire : Nous passons à la première délibération que je présente avec beaucoup de plaisir ce soir, c'est l'installation bien sûr d'une nouvelle conseillère municipale. Comme je l'ai dit précédemment dans mon propos liminaire, suite à la démission de notre ancienne collègue Béatrice FAUROUX-ZELLER en décembre

dernier, nous accueillons ce soir une nouvelle conseillère en la personne de Virginie RAPIN.

Chère Virginie, l'ensemble du Conseil municipal te souhaite la bienvenue et beaucoup d'épanouissement dans cette nouvelle fonction. Nous nous réjouissons de te compter à présent parmi nous dans cette assemblée. Comme il est d'usage, je te laisse la parole pour nous adresser quelques mots.

Mme RAPIN : Merci, Mme le Maire. Simplement je souhaitais dire qu'après neuf années passées au sein de la participation citoyenne, je suis très heureuse et très fière d'intégrer cette assemblée pour écrire une nouvelle histoire de mon histoire de citoyenne mulhousienne. Merci.

Mme le Maire : Merci, Virginie et on te souhaite vraiment le meilleur dans cet engagement et on est ravis de t'avoir à nos côtés. On va l'applaudir.

(Applaudissements)

4° FISCALITE DIRECTE LOCALE : VOTE DES TAUX POUR L'ANNEE 2024 (312/7.2/1123)

Conformément à l'article 1636 B sexies du Code général des impôts, le Conseil municipal vote chaque année les taux relatifs à la fiscalité directe locale.

Le schéma de financement des collectivités territoriales issu de la refonte de la fiscalité locale prévue par la loi de finances pour 2020 est entré en vigueur en 2021. La taxe d'habitation (TH) sur les résidences principales n'est plus perçue par les communes. La compensation de la perte de cette recette est réalisée par la perception de la part de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) départementale sur le territoire de la commune. Afin d'assurer une compensation intégrale des communes, un mécanisme de coefficient correcteur est ensuite appliqué.

Les résidences secondaires et les logements vacants ne sont pas concernés par la réforme et sont imposés, à compter de 2023, au taux de la taxe d'habitation voté par le Conseil municipal.

Le budget primitif 2024 a été élaboré dans un contexte d'inflation qui perdure sur l'ensemble des postes de dépenses, d'évolution de la masse salariale pour améliorer l'attractivité des métiers et d'évolution des intérêts de la dette.

Malgré ce contexte contraint, il est proposé de maintenir les taux de fiscalité directe à leur niveau 2023 selon le détail suivant :

Taxe d'habitation (résidences secondaires et logements vacants)	21,93%	taux inchangé
Taxe foncière sur les propriétés bâties	43,01%	taux inchangé
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	112,61%	taux inchangé

Les ajustements budgétaires nécessaires seront effectués ultérieurement, après transmission par la Direction départementale des finances publiques des montants définitifs des recettes fiscales.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- décide d'appliquer pour 2024 les taux suivants aux impôts directs locaux :

  - taxe d'habitation : 21,93 %,
  - taxe foncière sur les propriétés bâties : 43,01 %,
  - taxe foncière sur les propriétés non bâties : 112,61 %,

- charge Madame le Maire ou son Adjoint délégué de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Mme le Maire : Nous passons à présent à deux délibérations, la 1123 qui est la délibération concernant la fiscalité directe locale et la 1124 qui concerne la taxe sur les propriétés bâties.

La seconde délibération à l'ordre du jour qui est donc – je l'ai dit – la 1123, délibération annuelle concernant la fiscalité directe locale et le vote des taux pour 2024 : après une année assumée largement expliquée l'an passé, nous proposons de maintenir cette année les taux à l'identique. Je laisse immédiatement la parole à Florian COLOM pour nous présenter cette délibération, ainsi que la 1124 et nous reviendrons au départ pour passer au vote.

M. COLOM : Merci, Mme le Maire. Effectivement, deux délibérations à caractère fiscal vous sont présentées aujourd'hui. La première concernant le vote des taux que nous avons l'habitude de faire tous les ans maintenant depuis le début de ce mandat et bien avant pour ceux qui étaient engagés précédemment. Comme cela a été rappelé, après six années de stabilité fiscale, nous avons été contraints, suite au débat que nous avons pu avoir l'année passée à revaloriser le taux de taxe foncière et nous partons à nouveau pour cette année 2024 sur une pression fiscale qui se veut maîtrisée et mesurée avec la stabilité des taux pour 2024.

En plus de cela, nous proposons au Conseil municipal aujourd'hui une exonération de taxe foncière pour les contribuables mulhousiens. Une exonération d'un montant de 50 % de la part communale pour trois années qui est conditionnée par le fait que les Mulhousiens propriétaires de logements fassent des travaux d'amélioration de la performance énergétique. Des logements qui doivent être achevés avant le 1er janvier 1989 pour être vraiment éligibles à ces travaux et qui doivent être d'une ampleur financière de 10 000 € hors main-d'œuvre sur une année et 15 000 € hors main-d'œuvre sur les trois dernières années. Ça veut dire qu'en 2024, si vous réalisez des travaux à hauteur de 10 000 €, vous aurez dès l'année 2025, 50 % d'exonération sur la part communale et pour les trois prochaines années. Si vous n'avez pas forcément réalisé ces travaux en 2024 ou juste un peu, mais que vous en avez fait d'autres en 2023 et en 2022, vous pourrez également bénéficier de cette

exonération en 2025 en sachant que cette exonération se veut reconduite sur les prochaines années.

C'est donc une façon nouvelle, un peu audacieuse puisqu'à peine plus de 1 % des communes en France ont pris une telle délibération en ce sens. À Mulhouse, on fait partie de ces 1 % des communes qui vont délibérer sur ce sujet pour à la fois encourager les comportements vertueux en termes d'investissement sur les logements, également encourager les investisseurs à prendre les devants, pas uniquement les propriétaires occupants et rentrer véritablement dans un cycle vertueux qui se veut conjuguer finances, fiscalité et environnement. Je vous remercie.

Mme le Maire : Merci pour cette présentation. Je n'ai pas de demande de parole. Paul-André.

M. STRIFFLER : On est d'accord que je peux parler de la délibération 1123 et de la délibération 1124 en même temps ? C'est logique.

Mme le Maire : On fera juste une distinction pour le vote tout à l'heure.

M. STRIFFLER : Évidemment sur la délibération 1124, c'est pour moi tout à fait favorable, c'est quelque chose qu'il faut encourager et je le dis là. En revanche, sur la 1123, nous nous abstiendrons sur le vote en cohérence puisque nous n'avons pas voté le budget, il est logique que nous nous abstenions. Néanmoins, nous sommes contents que le taux ne soit pas augmenté cette année.

Mme le Maire : D'autres prises de parole ? Je n'en ai pas. Donc, je mets la délibération 1123 au vote. Qui est pour ? C'est la non-augmentation des taux, pour ceux qui hésiteraient. Merci à vous. (Intervention hors micro)
J'ai oublié les « contre ». Je trouvais que c'était bien de ne pas augmenter. Pardon, j'étais tellement contente de partager avec vous.

Qui est contre ? Y a-t-il des abstentions ? Je vous remercie. Attends, il faut qu'on te redonne la parole.

Pour : 41+ 6 procurations
Groupe majoritaire : 34 + 4 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5+ 1 procuration
Non-inscrits dans un groupe : 2 + 1 procuration

Abstentions :
Groupe M Mulhouse : 2

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés

M. STRIFFLER : Je redonne l'explication que j'ai donnée. Nous ne nous abstenons pas parce que nous sommes mécontents que les taux n'augmentent pas, il ne faut pas le tourner comme ça.

Mme le Maire : Peu importe, c'est une abstention.

M. STRIFFLER : Il ne faut pas expliquer mon vote autrement que comme moi-même je l'ai expliqué.

Mme le Maire : Écoute, pas de souci, on le prend en tant que tel.

.5° TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES : EXONERATION TEMPORAIRE DES LOGEMENTS AYANT FAIT L'OBJET DE DEPENSES D'EQUIPEMENT EN FAVEUR DES ECONOMIES D'ENERGIE (312/7.2/1124)

Dans le but d'accompagner les propriétaires de logements dans la réalisation de travaux de rénovation énergétique sur le territoire mulhousien, il est proposé au Conseil Municipal d'adopter un dispositif d'exonération de la part communale de taxe foncière sur les propriétés bâties.

L'article 1383-0 B du Code Général des Impôts prévoit qu'une commune peut accorder une exonération temporaire de taxe foncière sur les propriétés bâties, totale ou partielle, sur les logements ayant fait l'objet par le propriétaire de dépenses de prestations de rénovation énergétique et d'équipements associés, destinées aux économies d'énergie et au développement durable.

La durée de cette exonération est fixée à 3 ans et ne peut pas être renouvelée au cours des dix années suivant l'année d'expiration d'une période d'exonération.

L'exonération temporaire est accordée par la commune pour sa part communale de taxe foncière sur les propriétés bâties pour une quotité fixée entre 50% et 100%.

Pour bénéficier du dispositif, le logement doit satisfaire cumulativement les trois conditions suivantes :

- le logement est achevé avant le 1er janvier 1989 ;

- le total des dépenses payées au cours de l'année qui précède la première année d'application de l'exonération est supérieur à 10 000 € hors main d'œuvre ou le total des dépenses payées au cours des trois années qui précèdent la première année d'application de l'exonération est supérieur à 15 000 € hors main d'œuvre par logement ;

- les dépenses éligibles sont les dépenses de prestations de rénovation énergétique et d'équipements associés mentionnées au 3° du I de l'article 278-0 bis A du Code Général des Impôts, autres que les prestations d'entretien.

Ces dépenses portent notamment sur la pose, l'installation ou l'adaptation de matériaux, d'équipements, d'appareils ou de systèmes ayant pour objet d'économiser l'énergie ou de recourir à de l'énergie produite à partir de sources renouvelables par l'amélioration :

- de l'isolation thermique ;
- du chauffage et de la ventilation ;
- de la production d'eau chaude sanitaire.

Conformément au Code Général des Impôts, afin d'obtenir cette exonération, le propriétaire devra effectuer, avant le 1er janvier de la première année au titre de laquelle l'exonération est applicable, une déclaration au centre des impôts fonciers du centre des finances publiques de Mulhouse comportant tous les éléments d'identification des biens dont la date d'achèvement des logements.
Cette déclaration devra être accompagnée de tous les éléments justifiant de la nature des dépenses et de leur montant.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- décide d'exonérer de taxe foncière sur les propriétés bâties, pour une durée de trois ans, les logements achevés avant le 1er janvier 1989, qui ont fait l'objet de dépenses de prestations de rénovation énergétique et d'équipements associés,

- fixe le taux d'exonération à 50%,

- charge le Maire ou son Adjoint délégué de notifier cette décision aux services préfectoraux.

(Voir échanges ci-dessous).

Mme le Maire : 1124, je mets cette délibération au vote. Il s'agit de la taxe foncière sur les propriétés bâties. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Qui est pour ? Merci à vous.

Pour : 43 + 6 procurations
Groupe majoritaire : 34+ 4 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5+1 procuration
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 2+1 procuration

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

6° DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT LOCAL 2024 : PROPOSITION D'OPERATIONS (1118/7.5.8/313)

La Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL), régie par l'article L 2334-42 du Code Général des Collectivités Locales, est prolongée en 2024 pour accompagner les investissements structurants des communes et des établissements publics à coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre. Les projets issus du Pacte Territorial de Relance et de Transition Ecologique peuvent être également proposés dans ce cadre.

A ce titre, les projets ci-dessous sont susceptibles d'être éligibles aux axes thématiques suivants de la DSIL 2024 :

1) Concernant le développement des aménagements doux :

- **développement des mobilités douces – 1ère phase** : cette opération consiste en l'extension du centre-ville piéton, la création d'un réseau cyclable continu et sécurisé et le développement des modes de transports dits « doux », pour un montant de 8 393 343€ HT (soit 10 072 011€ TTC). Le plan de financement prévisionnel de la réalisation s'établit comme suit :

Financeur	Montant participation HT	%
Etat – DSIL 2024	1 000 000 €	11,91
AERM	989 000 €	11,78
Fonds Vert 2023	1 000 000 €	11,91
Région Grand Est	1 000 000 €	11,91
CEA – FAA	176 900 €	2,11
m2A	180 000 €	2,14
ANRU	1 546 000 €	18,42
Ville de Mulhouse	2 501 443 €	29,80
TOTAL	**8 393 343 €**	**100**

2) Concernant le développement des aménagements cyclables :

- **aménagements cyclables rue d'Illzach** : le projet concerne la liaison cyclable Ouest Est à travers le quartier Neppert, pour relier le Boulevard Roosevelt au Boulevard des Alliés via la rue d'Illzach, pour un montant de 66 550€ HT (soit 79 800€ TTC) ;

- **aménagements cyclables rue Gutenberg** : le projet permettra de réaliser une liaison vers la rue de l'Arsenal et l'avenue Kennedy, pour un montant estimé à 70 400€ HT (soit 84 480€ TTC) ;

- **aménagements cyclables secteur Bâle-Bateliers** : l'opération prévoit une traversée sécurisée entre le quai de l'Alma et la rue de Bâle, des adaptations rue de la Hardt, pont à Arches, et la création d'une piste bidirectionnelle rue de Bâle. Le montant des travaux est estimé à hauteur de 64 602€ HT (soit 77 522€ TTC) ;

- **aménagements cyclables secteur Kléber-Corneilles-Manège :** l'aménagement de cet axe permettra, dans le même esprit que les projets mentionnés *supra*, de relier le centre-ville au Rebberg et de desservir l'école Kléber, tout en alimentant l'axe entre la Fonderie et la Gare de Mulhouse. Le montant des travaux est estimé à 592 213€ HT (soit 710 655€ TTC).

Pour ces opérations, les plans de financement s'établissent comme suit :

Opération	Montant total HT	DSIL	%	Région	%	CEA	%	m2A	%	Ville de Mulhouse	%
Illzach	**66 550€**	19 965€	30	6 655€	10	19 965€	30			13 310€	20
Gutenberg	**70 400€**	21 120€	30	14 080€	20	7 040€	10	14 080€	20	14 080€	20
Bâle - Bateliers	**64 602€**	19 381€	30	25 841€	40	6 460€	10			12 920€	20
Kléber – Corneilles Manège	**592 213€**	177 663€	30	177 663€	30	62 442€	10	56 000€	9	118 442€	20
TOTAL	**793 765€**	**238 129€**	**30**	**224 239€**	**28**	**95 907€**	**12**	**70 080€**	**8**	**158 752€**	**20**

3) Concernant la mise aux normes et la rénovation des bâtiments scolaires :

- **création d'un préau à l'école maternelle La Wanne**, pour un montant de 106 465€ HT (soit 127 758€ TTC) ;

- **rénovation de la chaufferie de l'école maternelle La Wanne**, pour un montant de 100 000€ HT (soit 120 000€ TTC).

Les plans de financement des réalisations s'établissent comme suit :

Opération	Montant total HT	DSIL	%	Ville de Mulhouse	%
Création d'un préau EM La Wanne	**106 645€**	31 940€	30	74 526€	70
Rénovation chaufferie EM La Wanne	**100 000€**	30 000€	30	70 000€	70
TOTAL	**206 645€**	**61 940€**	**15**	**144 526**	**70**

4) Concernant le développement des projets de nature en ville :

- **aménagement de la Place des Victoires** : l'opération consiste en la création d'un ilot de fraicheur en cœur de ville, pour des travaux estimés à 800 000€ HT (soit 960 000€ TTC) ;

- **création de la cour d'école résiliente Pranard** : les travaux viseront à l'amélioration du cadre de vie pour les élèves et de l'adaptation au changement climatique avec la création d'îlot de fraicheur, pour un montant estimé à 95 832€ HT (soit 115 000€ TTC) ;

- **création de la cour d'école résiliente Brant** : tout comme les travaux prévus pour l'école Pranard, l'opération s'inscrit dans la lutte contre la surchauffe urbaine, pour un montant estimé à 108 332€ HT (soit 130 000€ TTC) ;

- **création de la cour d'école résiliente Nordfeld** : des travaux similaires aux écoles Pranard et Brant, pour un montant de 116 152€ HT (soit 139 382€ TTC).

Les plans de financement des réalisations s'établissent comme suit :

Opération	Montant total HT	DSIL	%	Région	%	AERM	%	Ville de Mulhouse	%
Place des Victoires	**800 000€**	216 000€	27	264 000€	33	160 000€	20	160 000€	20
Cour d'école Pranard	**95 832€**	28 750€	30	9 583€	10	38 333€	40	19 167€	20
Cour d'école Brant	**108 332€**	32 500€	30	10 833€	10	43 333€	40	21 666€	20
Cour d'école Nordfeld	**116 152€**	34 846€	30	11 615€	10	46 461€	40	23 231€	20
TOTAL	**1 120 316€**	**312 096€**	**28**	**296 031€**	**26**	**288 127€**	**26**	**224 064€**	**20**

5) Concernant la résorption des friches :

- **reconversion des bâtiments 59-60 sur le site DMC (phase 1)** : une première phase de travaux permettra la résorption de la friche DMC avec l'intervention sur deux bâtiments du site pour une reconversion en espace d'activités, pour un montant de 1 377 120€ HT (soit 1 652 544€ TTC). Le plan de financement s'établit comme suit :

Montant total HT	DSIL	%	Région	%	Etat relance	%	Ville de Mulhouse	%
1 337 120€	413 136€	30	320 260€	23	228 000€	16	415 724€	30,2

6) Concernant la rénovation énergétique des bâtiments publics :

- **optimisation énergétique des plateaux scéniques de la Filature** : les travaux permettront la modernisation de l'éclairage et des outils numériques de la Filature, afin d'adapter la scène aux enjeux environnementaux et artistiques actuels. L'opération est estimée à 1 257 402 € HT (soit 1 508 882€ TTC) ;
- **remplacement de l'éclairage des courts de tennis du FCM Mulhouse**, pour un montant de 31 650€ HT (soit 37 980€ TTC).

Les plans de financement s'établissent comme suit :

Opération	Montant total HT	DSIL	%	Région	%	CEA	%	Ville de Mulhouse	%
Filature	**1 257 402€**	377 220€	30	200 000€	16	120 980€	9,6	559 201€	44
FCM Mulhouse	**31 650€**	10 000€	32					21 650€	68
TOTAL	**1 289 052€**	**387 220€**	**30**	**200 000€**	**16**	**120 980€**	**9,6**	**580 851€**	**45**

Les crédits sont prévus sur les Autorisations de Programme suivantes et sur les lignes de crédit suivantes :

AP F001 :
- ligne de crédit 14942 : « MAINTENANCE ET EFFICACITE ENERGETIQUE PATRIMOINE »

AP F003 :
- ligne de crédit 37406 : « MD S4 PROMENADE DES HALLES »

AP F004 :
- ligne de crédit 31068 : « NPNRU BRIAND – PERICENTRE NORD AMENAGEMENT D'ESPACES PUBLICS ET MAITRISE FONCIERE »

AP F005 :
- ligne de crédit 36091 : « PERICENTRE NORD – ROOSEVELT HORS QPV »

AP F006 :
- ligne de crédit 10851 : « PREAUX ET ABRI A VELOS ECOLES »
- ligne de crédit 29742 : « COURS D'ECOLE »

AP F007 :
- ligne de crédit 33583 : « ILOT DE FRAICHEUR »

AP F008 :

- ligne de crédit 31269 : « PLAN VELO »

AP F009 :

- ligne de crédit 37396 : « FILATURE AMENAGEMENTS SCENIQUES »

AP F012 :
- ligne de crédit 34814 : « DMC - RECONVERSION BATIMENTS 59-60 »

AP F014 :
- ligne de crédit 36107 : « RUE DE LATTRE DE TASSIGNY »
- ligne de crédit 36108 : « PORTE DE BALE – BONNES GENS »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve ces opérations,

- approuve les plans de financements prévisionnels exposés,

- précise qu'en cas de diminution de recettes attendues, la Ville de Mulhouse augmentera d'autant sa participation,

- autorise le Maire ou son Adjoint délégué à introduire les demandes de subventions et de signer les actes nécessaires à leurs formalisations.

Mme le Maire : Nous passons à présent à la délibération 1118 sur la Dotation de Soutien à l'Investissement Local 2024 avec les propositions d'opération, la fameuse DSIL. Pour rappel, la DSIL a été instituée en 2016 et permet de financer les grandes priorités d'investissement des communes ou de leur groupement. Les années précédentes, des projets comme le remplacement des fauteuils de la Filature, la rénovation du gymnase Montaigne qui débute d'ailleurs, la chaufferie de l'école Haut-Poirier, l'aménagement des terrasses du musée, la passerelle du pont des Noyers, les travaux sont en cours, l'aménagement de la place Hauger ou encore les berges de l'Ill, la cour résiliente de l'école Pierre Brossolette…la liste bien sûr est encore plus longue que celle-ci, mais je ne serai pas plus exhaustive, je laisse la parole à mon 1er adjoint, Alain COUCHOT.

M. COUCHOT : Merci, Mme le Maire. La Dotation de soutien à l'investissement local est un fonds mis en place par l'État pour aider les collectivités locales à financer des projets d'investissement. Son objectif est de soutenir le développement des territoires en finançant des initiatives qui contribuent à améliorer la qualité de vie des citoyens et à dynamiser l'économie locale. Concrètement, la DSIL permet aux communes, départements et régions de bénéficier d'une aide financière pour réaliser des projets d'infrastructures publiques tels que la construction ou la rénovation d'écoles, de routes, de bâtiments ou encore la mise en place d'équipements sportifs ou culturels.

Ce dispositif s'adresse principalement aux territoires qui ont des besoins spécifiques en termes d'infrastructures. Les projets soutenus par la DSIL doivent répondre à des critères d'éligibilité précis et être en cohérence avec les priorités définies par l'État et les collectivités locales. En somme, la DSIL joue un rôle essentiel dans le financement des investissements locaux en permettant aux collectivités de réaliser des projets qui contribuent au développement et au bien-être des habitants de leur territoire.

À ce titre, la Ville a déposé auprès des services de l'État une liste de 14 projets éligibles qui font l'objet de cette délibération. Ils sont regroupés en quatre chapitres :

- le développement des mobilités douces et notamment des aménagements de pistes cyclables ;
- la mise aux normes et la rénovation des bâtiments scolaires ;
- le développement des projets de nature en ville que je passerai rapidement en revue :
  - l'aménagement de la Place des Victoires ;
  - la création de la cour d'école résiliente Pranard ;
  - la création de la cour d'école résiliente Brant ;
  - la création de la cour d'école résiliente Nordfeld.

Ces projets illustrent la cohérence de nos actions en faveur du développement durable, que ce soit en matière de fiscalité comme on vient de le voir, en matière de relation avec l'État et les autres collectivités comme nous aurons l'occasion de le voir plus tard dans ce Conseil ou en matière de renouvellement urbain, toutes nos politiques sont marquées du sceau de la responsabilité environnementale.

Mme le Maire : Merci pour cette présentation.

Y a-t-il des demandes de parole ? Les expressions ? Dans ce cas-là, nous pouvons mettre la délibération au vote.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci à vous.

Pour : 43 + 6 procurations
Groupe majoritaire : 34+ 4 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5+1 procuration
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 2+1 procuration

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

7° COMMUNICATION DU RAPPORT D'ACTIVITÉS ET DU COMPTE ADMINISTRATIF 2022 DE MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (341/5.7/1116)

Conformément aux dispositions de l'article L 5211-39 du code général des collectivités territoriales, le rapport annuel d'activités de la communauté d'agglomération, accompagné du compte administratif, fait l'objet d'une communication aux conseils municipaux des communes membres.

Après en avoir débattu et délibéré, le conseil municipal prend acte, par son vote, de la communication du rapport d'activités et du compte administratif 2022 de Mulhouse Alsace Agglomération.

PJ : 2
- le rapport d'activités 2022 de m2A,
- le compte administratif 2022 de m2A (budget principal, budget annexe du chauffage urbain, budget annexe des transports urbains et budget annexe de la ZAE de Bantzenheim).

m2A

Rapport annuel
2022

Territoire de tous les possibles

30

Mulhouse Alsace Agglomération

Ville de Mulhouse

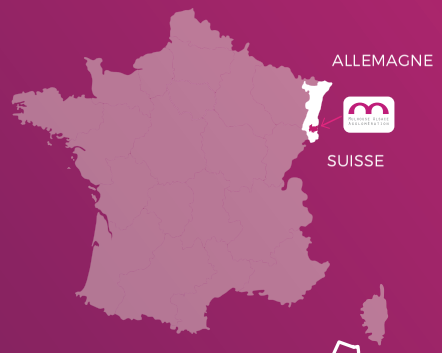
Procès-verbal du conseil municipal du 08 février 2024

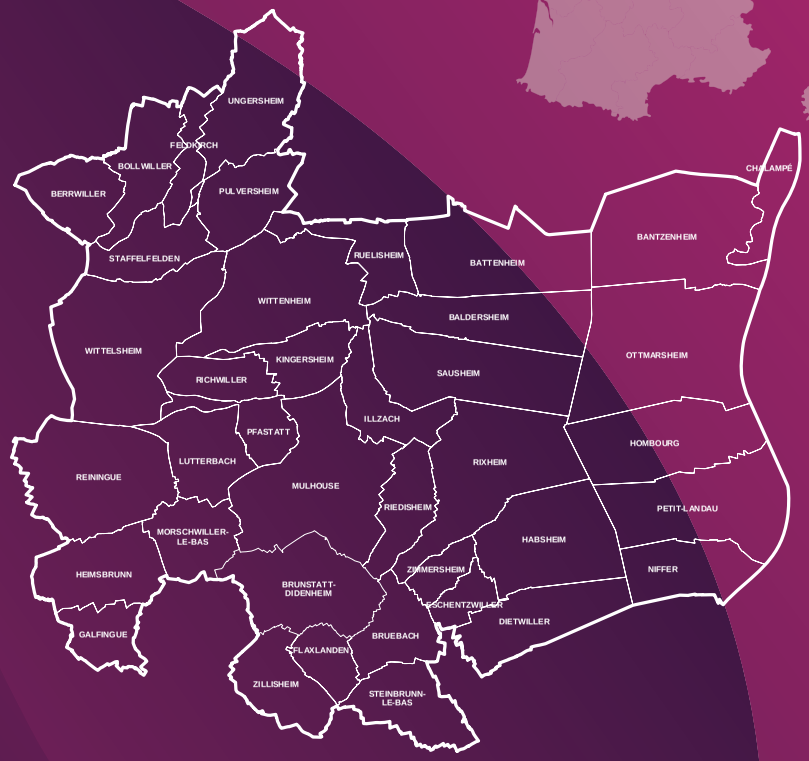
m2A
RAPPORT ANNUEL 2022

39 COMMUNES · UN TERRITOIRE

Baldersheim · Bantzenheim · Battenheim · Berrwiller · Bollwiller · Bruebach
Brunstatt-Didenheim · Chalampé · Dietwiller · Eschentzwiller · Feldkirch
Flaxlanden · Galfingue · Habsheim · Heimsbrunn · Hombourg · Illzach
Kingersheim · Lutterbach · Morschwiller-le-Bas · Mulhouse · Niffer
Ottmarsheim · Petit-Landau · Pfastatt · Pulversheim · Reiningue · Richwiller
Riedisheim · Rixheim · Ruelisheim · Sausheim · Staffelfelden · Steinbrunn-le-Bas
Ungersheim · Wittelsheim · Wittenheim · Zillisheim · Zimmersheim

m2A,
1re AGGLOMÉRATION DU GRAND EST





39 communes

280 000 habitants

440 km²

+ de 1 650 agents

ÉDITO

L'année 2022 aura été marquée par deux nouvelles crises : la guerre en Ukraine et la crise énergétique mondiale.

Elus et agents de notre Agglomération se sont à nouveau fortement mobilisés, malgré ces épreuves, pour poursuivre **notre Projet de Territoire « Vision 2030 »**. C'est ainsi que collectivement, forts de nos valeurs de solidarité, d'audace et d'exemplarité, nous avons à nouveau relevé des défis importants et réalisé des actions d'envergure, comme l'opération humanitaire *Solidarité Ukraine*.

Dans le même temps, m2A a poursuivi ses engagements en matière de nouvelle donne environnementale, énergétique et écologique, avec la 1re édition des Fermes ouvertes et le renforcement du Fonds Climat Nouvelle Donne. Face à la crise, m2A s'est d'ailleurs elle-même dotée d'un Plan stratégique « Énergies 2030 », intégrant notamment la décarbonation de sa flotte automobile et l'extension de son réseau de chaleur.

Pour renforcer son développement économique, m2A peut s'appuyer sur l'expertise de son réseau de partenaires : chambres consulaires, fédérations, filiales et antennes… Elle veille pour sa part à accompagner les entreprises dans leur installation, leur développement et leur transformation. Elle les accueille dans ses zones d'activités qu'elle aménage pour optimiser les synergies, comme à La Fonderie ou sur le site de Marie-Louise. Elle s'efforce également de consolider les filières d'avenir en lien avec l'Université de Haute-Alsace tant sur le volet de l'enseignement supérieur que de la recherche. En 2022, m2A affirme sa volonté de rayonner à l'échelle internationale en se dotant d'une agence d'attractivité dédiée.

Cette attractivité passe naturellement par des **services publics de proximité et de haute qualité**, avec des accueils périscolaires et de petite enfance renforcés, l'accompagnement de nos Aînés, la collecte et la propreté urbaine, l'amélioration de l'habitat… Avec la levée des dernières mesures « barrière » courant mars, 2022 aura en outre vu le retour progressif du public dans les équipements de loisirs et les sites culturels… Une relance plus qu'attendue pour tout le secteur touristique et l'ensemble du monde sportif !

Territoire d'équilibre et de coopération, m2A affirme sa culture partenariale à travers de multiples instances et initiatives : travaux du Conseil de développement, échanges transfrontaliers, rencontres entre Présidents d'intercommunalités. Objectif vertueux de cette transversalité : développer une vision à 360° et une puissance d'action accrue sur des sujets toujours plus stratégiques.

Ce rapport d'activité témoigne du dynamisme et de l'engagement constants de notre binôme « élu-agent », socle de la réussite de chacun de nos projets.

Ensemble, jour après jour, nous construisons le territoire de tous les possibles !

Fabian JORDAN
Président de Mulhouse Alsace Agglomération

SOMMAIRE

.01

Un territoire de nouvelle donne environnementale, énergétique et écologique 11

Lutter contre le changement climatique
Le Plan Climat opérationnel face à la crise énergétique 12

Développer et adapter les mobilités au défi de demain
m2A, Laboratoire européen des mobilités 14
Le vélo en poupe sur le territoire 16

Tendre vers l'autonomie énergétique de notre territoire
Un Schéma directeur des Réseaux de chaleur actualisé et opérationnel 18
Un Plan Énergies 2030 pour mieux envisager l'avenir. 20

Développer et promouvoir une agriculture à faible impact environnemental pour tendre vers l'autonomie alimentaire et améliorer la santé des habitants
Vers une agriculture locale, saine et durable 22

Réduire la production de déchets et assurer la collecte pour une valorisation optimale
Propreté et collecte : pour un territoire où il fait bon vivre. 24
Agir au quotidien pour réduire nos déchets 26

Sanctuariser, valoriser et enrichir notre patrimoine local de biodiversité
50 000 personnes sensibilisées à l'environnement. . . 28
Le GERPLAN, des actions fédératrices. 30
Eau, biodiversité et agriculture durable 31

Garantir l'accès à une eau de qualité
L'Eau, une ressource rare à préserver à l'échelle du territoire. 32

.02

Un territoire d'accueil dynamique. 35

Accompagner les écosystèmes, filières et initiatives pour un développement durable, novateur et performant
La « Supply Chain » en voie de décarbonation sur le territoire, grâce à Blue Industries Sud Alsace . . 36
Le travail en partenariat essentiel au dynamisme industriel du futur 38
Un projet « DiaBioLiq » pour sauver des vies !. 40
m2A aux côtés de l'UHA pour promouvoir la Recherche et l'Innovation ! 41

Renforcer les liens entre l'emploi et la formation
Un nouveau nom, reflet des ambitions affichées. 42

Développer une identité territoriale
Le Parc Expo, un investissement massif de m2A pour l'attractivité du territoire 43

Adapter notre urbanisme aux enjeux environnementaux et aux nouvelles nécessités alimentaires
L'ambition du Règlement Local de Publicité intercommunal : améliorer les paysages du territoire. 44

Adapter notre urbanisme aux enjeux environnementaux en accompagnant les écosystèmes, filières et initiatives pour un développement économique durable, novateur et performant
L'aménagement du territoire, véritable levier économique et social. 46

Soutenir et accompagner l'activité physique et l'excellence sportive
Tout un territoire mobilisé autour des Jeux 48
m2A, porte d'entrée des J.O. 2024 50

Accroître la notoriété touristique du territoire et renforcer l'offre
Développer une stratégie culturelle et touristique à travers un récit territorial commun. 52

Développer une identité territoriale
Les voyants au vert pour l'Office de Tourisme et des Congrès de Mulhouse et sa région (OTC). 54

Accroître la notoriété touristique du territoire et renforcer les offres
De nouveaux espoirs pour la conservation des espèces. 56
Une clinique premium pour une médecine de pointe ! 58
Destination Automobile, succès populaire d'un grand événement de territoire. 59

.03

Un territoire solidaire au service de tous ses habitants 61

Conforter les services à la population en synergie avec les communes

Tout un territoire mobilisé pour « Solidarité Ukraine » ! 62
Des infrastructures adaptées aux besoins des familles 64
Un service d'accueil sur-mesure 66
Les citoyens de demain 67

Développer une offre de logement équilibrée sur l'ensemble du territoire

Quand « Habitat et Logement » rime avec qualité de vie des habitants 68

Rénover, réhabiliter et concevoir des équipements sportifs publics de haute qualité

La sécurité des usagers, une priorité 70

.04

Un territoire d'équilibre et de coopération. 73

Conforter et étendre un service d'appui aux communes

Mieux vaut prévenir, que punir. 74
Une précaution particulière pour les quartiers dits « prioritaires ». 75
Le PTRTE, outil partenarial au service de la relance économique 76

Conforter et étendre un service d'appui aux communes / Faire évoluer nos modes de fonctionnement pour déployer le Projet de Territoire / Accélerer la digitalisation des services communaux et intercommunaux

L'accès au droit pour tous 78
Le patrimoine local est bien gardé ! 78
Égalité en ligne : tous connectés 79
39 communes, une seule Agglomération 79

Fédérer les acteurs locaux au sein d'une Maison de Territoire / Développer les coopérations / Faire évoluer les modes de coopération pour déployerle Projet de territoire

La coopération au cœur de l'action de m2A 80
Des rencontres riches avec les intercommunalités et avec le Pôle métropolitain 81

Développer les coopérations

La Landesgartenschau, festival et symbole de la coopération transfrontalière. 82
Une passerelle pour connecter Neuenburg et Chalampé. 83

.05

Vie de l'Agglomération 85

Se donner les moyens de nos ambitions par un budget élaboré au service de notre investissement

Finances : les chiffres clés 86
Les dépenses communautaires 87
Ressources Humaines : l'humain au cœur des métiers 87

Faire évoluer nos modes de fonctionnement pour déployer le Projet de Territoire

Les Moyens généraux aux petits soins pour les collaborateurs. 88
Géomètres, topographes, géomaticiens, sigistes... des professionnels à la hauteur 88
Affaires juridiques et Commande publique 89
Dans les coulisses des systèmes et applications TIC . . 89

AMBITION .01

UN TERRITOIRE DE NOUVELLE DONNE ENVIRONNEMENTALE, ÉNERGÉTIQUE ET ÉCOLOGIQUE

PLAN CLIMAT NOUVELLE DONNE

LE PLAN CLIMAT OPÉRATIONNEL FACE À LA CRISE ÉNERGÉTIQUE

Ville de Mulhouse – Procès-verbal du conseil municipal du 08 février 2024

L'adoption définitive du Plan Climat « Nouvelle donne » en 2022 marque son entrée dans une phase opérationnelle avec le développement de plusieurs actions phares.

Un Plan Climat Air Énergie Territorial, ou PCAET, oriente pour les six années à venir l'action d'une collectivité. Initié en 2018 sous le nom de **Plan Climat « Nouvelle Donne »**, celui de m2A a fait l'objet en 2021 d'un important travail d'actualisation et de concertation pour renforcer, au niveau local, les engagements en faveur de la transition écologique.
Adopté définitivement en 2022 par m2A et ses communes membres pour répondre aux défis climatiques, le Plan Climat « Nouvelle Donne » est la feuille de route du territoire pour réaliser sa transition écologique et énergétique.

Panneaux photovoltaïques de la zone d'activités Marie-Louise à Staffelfelden

Un soutien renforcé à l'action des communes en période de crise énergétique

Créé en 2021, **le Fonds Climat Nouvelle Donne Environnementale** est doublé en 2022 pour faire face aux enjeux de la crise énergétique et favoriser une transition écologique plus rapide. Destiné aux communes, il les aide à réaliser leurs projets en faveur des énergies renouvelables et de la réduction des gaz à effet de serre. **Désormais doté de 2 M€**, il a permis à m2A de soutenir **48 projets de 32 de ses communes membres**, à raison de subventions pouvant aller jusqu'à 45 000 € maximum par projet.
En 2022, face à la crise énergétique, le Fonds Climat Nouvelle Donne Environnementale a également été ouvert aux associations œuvrant pour la transition écologique. 283 000 € ont ainsi été alloués à **19 projets associatifs du territoire**.

Signature de la convention avec la Chambre Agriculture Alsace

Un engagement partenarial quinquennal en faveur du territoire

En 2022, m2A a signé **une convention cadre de partenariat avec la Chambre d'Agriculture Alsace, la Ville de Mulhouse et le SIVOM de la région mulhousienne, pour une durée de 5 ans** (2022-2026).

Ce partenariat vise à coordonner les efforts de chacun pour conforter leurs actions respectives en faveur du développement durable, d'une agriculture économiquement viable y compris pour les jeunes agriculteurs, ainsi que des circuits courts et de proximité. Chaque année, les signataires s'engagent dans un plan d'actions validé et budgété. Pour 2022, m2A s'est ainsi fixé, entre autres, la réalisation des actions suivantes : l'accompagnement général et individuel au déploiement des Paiements pour Services Environnementaux (PSE), la création d'une manifestations « Fermes ouvertes » ou encore la mise à jour de la carte des producteurs locaux. ■

3 M€

En 2022, m2A a triplé son investissement pour la mise en place du nouveau Plan Climat et des actions à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés collectivement.

4

Chaque année, les 4 partenaires de la convention cadre adoptent un plan d'actions autour de 4 objectifs stratégiques :

- préserver les exploitations agricoles et maintenir les exploitations sur le territoire,
- développer une agriculture durable et locale, respectueuse de la ressource en eau, de la biodiversité et des milieux,
- développer une nouvelle économie agricole au service du territoire,
- renforcer le lien entre habitants, agriculteurs et territoires.

Le montant prévisionnel 2022 des actions pour m2A s'élève à 52 985 € ; des subventions à hauteur de 40, 60 ou 80 % ont été possibles par le biais de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse.

m2A, LABORATOIRE EUROPÉEN DES MOBILITÉS

Laboratoire européen des mobilités

Autorité organisatrice des mobilités, Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) s'affirme comme un territoire résolument engagé en faveur de l'environnement, de l'attractivité et de la qualité de vie en promouvant une offre de mobilité innovante, douce, partagée et durable. m2A se positionne ainsi comme un véritable laboratoire européen des mobilités, avec pour ambition de co-construire l'avenir des mobilités.

Pour élaborer sa stratégie en matière de mobilités, m2A veille à fédérer tous les acteurs concernés. Elle organise notamment une deuxième **« Rencontre Inspirante »** le 17 juin 2022 afin de présenter aux entreprises du territoire les leviers en faveur de la mobilité douce. À l'occasion de la Semaine européenne de la Mobilité, m2A rouvre les portes du **Village des Mobilités** le 24 septembre 2022, avec 13 acteurs locaux. Au sein de ce village, un espace « 100% Compte Mobilité » est dédié au lancement de la toute nouvelle version du Compte Mobilité m2A

Les acteurs du Village des Mobilités m2A

Le Compte Mobilité m2A, une innovation technologique au service d'une mobilité plus durable

Le Compte Mobilité m2A est l'application unique pour tous les déplacements dans l'Agglomération mulhousienne depuis 2017, m2A étant alors pionnière en Europe, récompensée et reconnue parmi les smart cities. Ce concept de mobilité servicielle qu'on appelle la MAS («Mobilité par Association de Service » ; aussi connu sous le nom de MaaS « Mobility as a Service » en anglais) permet à m2A de développer l'usage des modes alternatifs à la voiture individuelle. En 2022, elle innove encore avec sa **nouvelle version optimisée** du Compte Mobilité m2A qui compte alors plus de 10 000 clients. Leur expérience utilisateur est encore enrichie pour une plus grande facilité d'utilisation, plus de sécurité, et de nouvelles options, dont l'ouverture aux moins de 18 ans avec l'intégration des abonnements scolaires, ou celle des abonnements annuels Soléa. m2A s'appuie sur l'expertise de Monkey Factory pour cette actualisation, pour un investissement de **650 000 €**.

L'expertise de m2A reconnue au plan national pour expérimenter la plateforme moB

m2A ayant été précurseur et en avance sur toutes les autres agglomérations françaises voire européennes dans le domaine, le Ministère de la transition écologique l'a sollicitée, avec la région Île-de-France, pour expérimenter la plateforme moB. Financée par l'ADEME, cette initiative est portée par Capgemini Invent et La Fabrique des Mobilités. Ainsi, depuis octobre 2022, l'application du Compte Mobilité m2A inclue une information sur toutes les aides à la mobilité dont chacun peut bénéficier pour se déplacer de manière plus durable, avec un accès direct via France Connect : aides de l'État comme la prime à l'achat d'un vélo électrique, aides des employeurs pour les déplacements de ses salariés, aides de m2A pour les personnes ayant moins de ressources, aides des communes pour les abonnements des jeunes, et plus encore. ■

LE VÉLO EN POUPE SUR LE TERRITOIRE

Mulhouse Alsace Agglomération développe une stratégie multimodale en matière de déplacements, en donnant la part belle aux mobilités douces comme le vélo, tant par ses investissements que par des actions de promotion de son usage.

Des aménagements cyclables de qualité

À l'issue du 1er atelier-projet « Mobilités », m2A s'engage en 2022 dans la démarche d'identification et de réalisation d'un **Réseau Express Vélo** Intercommunal sur son territoire. Il s'agit d'un itinéraire cyclable qui offre des conditions optimales de circulation de bout en bout (sécurité, lisibilité, confort de roulement), un itinéraire jalonné et praticable toute l'année. Dans le cadre de son nouvel **atelier-projet « Programmation des aménagements cyclables »**, m2A travaille avec les communes pour programmer les projets avec une priorité audit Réseau.

En mai 2022, m2A inaugure ainsi une **nouvelle piste cyclable entre Dietwiller et Eschentzwiller**, véritable voie verte d'1,7 kilomètres, portant ainsi à 407 kilomètres les aménagements cyclables du territoire.

Inauguration de la piste cyclable d'Eschentzwiller-Dietwiller

200 vélos d'occasion offerts aux étudiants !

m2A a invité ses habitants à faire don de leurs vélos inutilisés à des étudiants du territoire. Les deux roues collectées ont ensuite été vérifiés et, si besoin, remis en état par des associations partenaires locales. Cette action à la fois de soutien et de sensibilisation en faveur des mobilités douces s'est déroulée sur le campus Fonderie de Mulhouse à l'occasion de la Semaine de la Mobilité.
Les associations qui ont œuvré à la remise en état sont les suivantes : Idéenov (Wittelsheim), Les Tisserands d'EBN (Mulhouse), Loisirs Rixheim Vélos (Rixheim), Médiacycles (Mulhouse), Repair Café (Brunstatt-Didenheim) et la recyclerie de la Cité du Réemploi (Sausheim / Illzach-Modenheim).

Inauguration de la ligne 13 Morschwiller-le-Bas

EN CHIFFRES

10 ans

C'est la durée de la délégation de service public mise en place par m2A au 1er janvier 2022 pour l'exploitation du parc de stationnement de la gare TGV à Mulhouse, pour un investissement de 802 000 €. Confiée à CITIVIA, cette dernière s'engage à prendre à sa charge les travaux à venir, en conformité avec la politique de m2A, avec notamment la mise en place de bornes de recharges pour véhicules électriques. L'accès au parking est possible directement via le Compte Mobilité m2A.

2 135 000 €

investis pour une flotte de véhicules plus verte

Afin de diminuer l'impact carbone des véhicules communautaires et d'améliorer les conditions de travail des agents, m2A a fait l'acquisition de 7 véhicules légers électriques, 10 véhicules légers thermiques, 7 poids lourds et 1 engin. Ils répondent aux dernières normes de dépollution (Euro 6) et de véhicules électriques zéro émission.

13

+ de 280 000 €

m2A investit dans les mobilités partagées avec l'extension de la ligne 13 de Soléa

En vue de toujours mieux desservir son territoire, m2A acquiert 2 « midibus » à hauteur de 228 000 € et aménage l'extension de la ligne de bus 13 pour 55 200 € sur le territoire de Morschwiller-le-Bas. L'achat de ces véhicules un peu plus courts et moins haut que les bus traditionnels est nécessaire au regard des contraintes technique de la trémie de Brunstatt-Didenheim. **La ligne 13 de Soléa, dessert ainsi Morschwiller-le-Bas sur 6 nouveaux arrêts depuis le 5 septembre 2022**, jusqu'au terminus Campanule, avec un cadencement d'environ 20 minutes. Soléa assure la gestion de cette ligne dans le cadre de la délégation de service public délivrée par m2A, pour un fonctionnement annuel estimé à 170 000 €.

Les gagnants du Challenge Vélo 2022

Une 2e édition du Challenge Vélo m2A innovante

Après le succès de sa 1re édition, m2A renouvelle cette opération de promotion de l'usage du vélo pour les courts trajets du quotidien, entre le domicile et le boulot/l'école.
m2A innove en outre en lançant une **nouvelle plateforme challenge-velo.m2A.fr**, accessible sur smartphone et d'interface simplifiée, permettant une inscription en ligne au collectif d'entreprise, de lycées ou d'école et un suivi quotidien de ses kilomètres individuels.

**Du 2 au 28 mai 2022,
ce ne sont pas moins de 718 participants
issus de 54 structures qui se sont engagés
dans le Challenge Vélo m2A.
Sur trois semaines,
80 767 kilomètres à vélo ont été parcourus.**

38

EN CHIFFRES

8 millions d'euros

C'est le montant consacré par m2A aux projets en faveur des vélos dans la Programmation Pluriannuelle des Investissements (PPI) 2020/2026. Ce chiffre comprend aussi bien les projets sous maîtrise d'ouvrage m2A que les subventions aux communes ou à la Collectivité européenne d'Alsace (CeA).

15 tonnes de CO_2 économisées

grâce à la mobilisation croissante dans le cadre du Challenge Vélo m2A, soit l'équivalent de 15 vols aller/retour Paris-New-York (par passager !).

PLAN CLIMAT NOUVELLE DONNE

UN SCHÉMA DIRECTEUR DES RÉSEAUX DE CHALEUR ACTUALISÉ ET OPÉRATIONNEL

Ville de Mulhouse

Procès-verbal du conseil municipal du 08 février 2024

Depuis 2020, l'Agglomération a mandaté, avec le soutien financier de l'ADEME, le bureau d'étude INDDIGO pour mener une étude relative à la réactualisation du schéma directeur des réseaux de chaleur de m2A, qui avait fixé en 2016 sa vision à 10 ans en matière de stratégie énergétique. Le rendu final a été remis fin 2022 et approfondit la volonté de m2A de « verdir » ses réseaux, conformément à son Plan Climat Nouvelle Donne.

Le schéma directeur actualisé vient ainsi préciser les perspectives en matière de cogénération pour la Centrale Thermique de l'Illberg, en lui fixant également un objectif d'augmentation de la part des EnR&R (énergies renouvelables et de récupération) dans son mixte énergétique. Ce schéma directeur inclut aussi la question du maillage des réseaux de chaleurs existants sur le territoire. Enfin, il prévoit l'analyse de la ressource biomasse, dont le bois énergie, et le développement des réseaux froids.

Extension du réseau de chaleur urbain de la Centrale Thermique de l'Illberg avec les travaux de raccordement du quartier Bel Air à Mulhouse

Ces travaux débutés début 2022 pour une mise en service en 2023 représentent 3 M€ d'investissements, répartis à parts égales entre l'ADEME, m2A et les droits de raccordement. Cette extension de 2,6 kilomètres permet de raccorder 800 logements en copropriétés, des groupes scolaires et une maison de retraite. En leur permettant de se raccorder au réseau de chaleur urbain de la Centrale Thermique de l'Illberg, m2A leur offre la possibilité de remplacer leurs anciennes chaudières à gaz, réduisant de manière significative les émissions de gaz à effet de serre (GES) dans le quartier : 1 200 tonnes de CO_2 ainsi évitées ! En outre, leur raccordement permet de proposer aux abonnés un tarif avantageux et moins soumis aux fluctuations des prix de l'énergie fossile. ■

Inauguration Chaufferie Rixheim

Inauguration du nouveau réseau de chaleur intercommunal géré par Valorim

Le 28 juin 2022, le nouveau réseau de chaleur intercommunal dont Valorim, groupement de R-CUA/Dalkia, assure la gestion en délégation de service public est inauguré. Il relie la chaufferie urbaine multi-énergie historique de Rixheim/Riedisheim à l'usine d'incinération des résidus urbains (UIRU) du Sivom de la région mulhousienne situé à Sausheim. Cette dernière produit en effet de la chaleur fatale que ce nouveau réseau récupère pour produire une énergie décarbonée desservant des abonnés de Rixheim, Riedisheim, Illzach et Mulhouse, à savoir des copropriétés, des établissements scolaires et des équipements de l'Agglomération (comme la Piscine des Jonquilles). Cet investissement, de près de 25 M€ hors taxe à charge de Valorim, a bénéficié d'un soutien de plus de 8 M€ de l'ADEME et a impliqué la réalisation d'un portique de raccordement en 2021 entre Rixheim et Illzach. ■

Avec le soutien de

56,2 %

C'est le taux d'énergie renouvelable (EnR), c'est-à-dire la quantité d'énergie produite à partir de sources EnR&R (énergies renouvelables et de récupération), par la Centrale Thermique de l'Illberg en 2022. Cette dernière permet d'éviter l'émission de 12 500 tonnes de CO_2 par an, auxquels s'ajoutent désormais des 1 200 tonnes de l'extension raccordée au quartier Bel Air !

Jusqu'à

15 000

tonnes de CO_2 évitées par an

Grâce aux 15 kilomètres du nouveau réseau de chaleur intercommunal, c'est l'équivalent de 15 000 allers-retours Paris- New York qui ne viennent pas impacter l'air du territoire. De plus, en s'appuyant sur la récupération de chaleur fatale de l'usine d'incinération, cette chaufferie fonctionne à 75% d'EnR&R, produisant jusqu'à 80 GWh par an. Des extensions à venir viendront encore améliorer ces chiffres, pour le bien-être des habitants du territoire !

Bel Air, réseaux de chaleur

96 GWh

C'est la quantité d'énergie thermique produite revendue par m2A en 2022. L'Agglomération est également productrice et fournisseuse d'énergie électrique avec 24 GWH vendus en 2022.

UN PLAN ÉNERGIES 2030 POUR MIEUX ENVISAGER L'AVENIR

En 2022, m2A prend les devants face à la crise énergétique en proposant un ambitieux plan pour une meilleure maîtrise des ressources et des impacts énergétiques et financiers.

La centrale thermique de Brunstatt-Didenheim

m2A mobilisée pour tous face à la crise énergétique

Ainsi, son Plan Énergies 2030 comprend 10 mesures énergétiques et financières pour réduire sa consommation, que ce soit celle de ses bâtiments, des habitants usagers, de ses agents ou de ses communes membres. Pour soutenir ces dernières, m2A investit par exemple dans le Fonds Climat Nouvelle Donne, visant à aider au financement de leurs projets en matière d'environnement et de sobriété énergétique.

Les agents de la collectivité se montrent également exemplaires dans l'évolution de leurs usages, avec la mise en place de « Référents Energie ». Le fonctionnement des équipements m2A est adapté, fait l'objet d'audits énergétiques, et le programme d'investissements vise davantage encore à valoriser la rénovation énergétique des bâtiments, le déploiement de la télégestion, le passage en éclairage LED…

m2A va au-delà en investissant massivement dans les véhicules propres et les mobilités douces, et en soutenant le secteur de l'habitat, fortement impacté par la hausse des prix du gaz et de l'électricité. Son réseau de chaleur permet d'ailleurs de limiter à 35% la hausse des tarifs, contre des hausses au plan national pouvant aller jusqu'à 400%.

Une gestion maîtrisée du prix du gaz pour m2A

En 2022, m2A a dû renouveler le marché du gaz par groupement de commande. Un exercice délicat en période de crise énergétique et d'inflation du prix du gaz. Grâce à l'engagement et l'expertise de Camila Salinas, Ingénieure Gestion de l'Energie au sein de la Direction Performances énergétiques et Bâtiments, les négociations menées par le binôme élu-agent cher à m2A ont permis de limiter l'impact financier de la crise sur les ressources de l'Agglomération et des communes membres du groupement. ■

1

nouvelle chaufferie pour le CSRA, exemple d'investissement nécessaire

Le Centre Sportif Régional Alsace (CSRA), équipement sportif emblématique de m2A, poursuit sa mue et sa modernisation afin d'accueillir dans les meilleures conditions les athlètes, des plus jeunes en formation ou athlètes olympiques internationaux lors de leur préparation aux Jeux de Paris 2024. Il est ainsi doté d'une nouvelle chaufferie, plus adaptée aux contraintes énergétiques et climatiques, comme diagnostiqué dans le cadre du suivi énergétique des bâtiments de m2A

Ville de Mulhouse
Procès-verbal du conseil municipal du 08 février 2024

PLAN ÉNERGIES 2030

10 mesures de sobriété et d'efficacité énergétiques

PLAN CLIMAT NOUVELLE DONNE

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

1 Chauffage et éclairage maîtrisés

m2A RÉDUIT SA CONSOMMATION D'ÉNERGIE

Objectif global de réduction de 10% de la consommation de gaz sur les équipements m2A
10% de consommation en moins – Économie de 230 000 €

- 15°C dans les équipements sportifs
- –1°C de température de l'eau dans les équipements aquatiques Économie de 150 000 €
- 19°C dans les locaux administratifs et réduction du chauffage pendant les périodes d'inoccupation des locaux – Économie de 50 000 €
- Maintien de la température dans les crèches et les périscolaires
- Éclairage optimisé : extinction de l'éclairage public la nuit dans les zones d'activités économiques communautaires de 23 h à 5 h et incitation intercommunale via le RLPi : extinction des panneaux publicitaires lumineux de 23 h à 7 h

2 Environnement de travail écoresponsable

m2A ET SES AGENTS MONTRENT L'EXEMPLE

L'État fixe 15% de réduction de consommation
Économie de 2,5 GWh, soit 700 000 € pour m2A

- Mise en place de « Référents Énergies », ambassadeurs de la sobriété énergétique au sein de chaque service m2A
- Démarche de sensibilisation et adoption des écogestes par les agents (chauffage, éclairage, eau, température, numérique, télétravail…)
- Extinction des lumières, des appareils en veille et fermeture systématique des volets dans les bâtiments m2A

3 Fonctionnement des équipements

m2A ET SES PARTENAIRES ADAPTENT LEURS ÉQUIPEMENTS FACE À LA CRISE

- Arrêt d'exploitation de la piscine Pierre et Marie Curie à Mulhouse Économie de 490 000 €, 31 ETP redéployés sur des postes vacants
- Ouverture d'un centre nautique sur deux en période de vacances scolaires
- Création d'une charte écoresponsable à destination des usagers des équipements sportifs m2A, notamment les associations et clubs
- Patinoire olympique : réflexion sur l'adaptation de l'ouverture estivale
- Fermeture partielle de musées : Musée du papier peint : fermeture le lundi et le mardi • Musée de l'Impression Sur Étoffes : fermeture en janvier

4 Audits énergétiques et télégestion des bâtiments

m2A OPTIMISE SA CONSOMMATION D'ÉNERGIE

- Poursuite du déploiement de la télégestion. La télégestion de 100% des bâtiments permettrait une économie de 15%. Un plan d'investissement de 500 000 € permettrait d'atteindre ces objectifs
- Lancement d'une campagne massive d'audits énergétiques avec un schéma directeur de gestion du patrimoine

5 Construction durable

m2A INVESTIT POUR L'AVENIR

- Phase 1 : Programme d'investissement de 720 000 € – Économie d'énergie après travaux de 150 000 €
- Travaux d'optimisation de l'éclairage des bâtiments m2A en 2023 :
  - Centre Sportif Régional Alsace - travaux de 250 000 € Baisse de 25% des consommations électriques, soit 55 000 € d'économie
  - Patinoire olympique - travaux de 150 000 €. Baisse de 40% des consommations électriques sur l'éclairage soit 75 000 € d'économie
  - Stade de l'Ill - travaux de 320 000 €
- Phase 2 : Programme de rénovation énergétique de 4 à 5 M€/an

6 Énergies renouvelables et décarbonation

m2A BÂTIT UN ÉCOSYSTÈME ÉNERGÉTIQUE VERTUEUX

- Poursuite de l'extension du réseau de chaleur pour un chauffage urbain vertueux :
  - Exploitation de la chaleur fatale des industries du territoire
  - Investissement de + de 100 M€
- Accompagnement renforcé en faveur de la décarbonation des entreprises avec le Programme Blue Industries Sud Alsace
- Stratégie de développement du photovoltaïque à grande échelle (autoconsommation et production locale)

7 Mobilités et multimodalité

m2A, LABORATOIRE EUROPÉEN DE MOBILITÉS PROPRES

- Schéma directeur des mobilités douces. 20 km de pistes cyclables créés depuis 2020 et ensuite création de 10 km/an, soit 1,2 million d'euros d'investissement/an jusqu'en 2026
- 7 bus biogaz livrés en 2023, 6 livrés en 2024 pour 4,7 M€
- Flotte m2A avec des véhicules propres pour les services. 40 véhicules électriques déjà en circulation et 770 000 € investis en 2022 et 2023
- Déploiement des bornes électriques en 2023-2024. 158 bornes, 4,1 M€ d'investissement pour le déploiement par l'opérateur retenu
- Incitation au covoiturage : lancement d'un service entre m2A et les intercommunalités voisines en 2023
- Soléa, un délégataire engagé auprès de m2A : réduction des dépenses d'éclairage (baisse lumière en station de tramway et mise en place éclairage LED sur le site…) et des dépenses de chauffage…

8 Aides à la rénovation énergétique des logements

m2A SOUTIENT LE SECTEUR DE L'HABITAT

- Financement de l'ALME – Agence locale de maîtrise de l'énergie – de 41 000 € et reversement par m2A à l'ALME des financements de la SARE (Service d'accompagnement à la rénovation énergétique) de 120 000 €
- Financement de l'ADIL, Agence départementale d'information sur le logement, de 86 000 €/an
- Financement d'OKTAVE de 60 000 € sur 3 ans
- Soutien aux copropriétés en OPAH copropriétés dégradées – Opération programmée d'amélioration de l'habitat - et plans de sauvegarde
- Nouvelle programmation d'aides directes aux particuliers

9 Solidarité énergétique

m2A AUX COTÉS DES USAGERS ET DES COMMUNES

A contrario des augmentations constatées au niveau national allant jusqu'à 400%, m2A limitera la hausse de ses tarifs.
Le prix moyen pour les usagers du réseau de chaleur n'augmentera que de 35% et ce, grâce au mix-énergétique et à une gestion vertueuse

- Poursuite du lobbying auprès des instances nationales et de l'État
- Fonds Climat Nouvelle Donne pour accompagner les communes (2 M€)

10 Démarche partenariale écoresponsable

m2A ET SES PARTENAIRES CONSTRUISENT ENSEMBLE LEUR AVENIR ÉNERGÉTIQUE

- Renforcement de la démarche partenariale avec l'ADEME : programme TERRITOIRE ENGAGÉ TRANSITION ÉCOLOGIQUE et labellisation CLIMAT-AIR-ÉNERGIE
- Groupement intercommunal de commande d'achats de gaz et d'électricité pour des tarifs maîtrisés
- Mise en place d'un « Comité de suivi énergétique » associant le conseil participatif Climat, les partenaires, l'ADEME… pour suivi et ajustement des mesures et prospectives à l'horizon 2030
- Échanges de bonnes pratiques avec les communes et les autres EPCI du Sud Alsace

Mesures immédiates | Mesures à moyen/long terme

VERS UNE AGRICULTURE LOCALE, SAINE ET DURABLE

Développement des circuits courts, soutien des agriculteurs, actions de sensibilisation auprès des habitants, m2A s'engage plus que jamais à offrir une alimentation saine et accessible à tous sur son territoire.

Labellisé en juin 2018, puis une seconde fois en août 2021 par le Ministère de l'Agriculture, le Projet Alimentaire Territorial (PAT) de m2A se concrétise dans l'Agglomération. Baptisé « Soyons-Food », il s'axe autour de 5 objectifs stratégiques :

- Développer l'autonomie alimentaire du territoire
- Développer et promouvoir une agriculture à faible impact environnemental
- Permettre l'accessibilité à tous à une alimentation saine et de qualité
- Maintenir et développer l'emploi dans la filière alimentaire de proximité
- Contribuer à une filière équitable

En 2022, le PAT est entré dans une nouvelle phase active de mise en œuvre :

Une convention de partenariat avec la Chambre d'Agriculture Alsace :

Ce partenariat, conclu pour la période 2022 - 2026, vise, dans le respect des prérogatives de chacun des partenaires, à coordonner leurs efforts pour conforter leurs actions respectives au regard de ces nouvelles attentes sociétales, ou réaliser ensemble des actions nouvelles, en faveur de l'agriculture et du PAT. Ses signataires sont la Chambre d'Agriculture Alsace, la Ville de Mulhouse, le SIVOM de la région mulhousienne et m2A.

Les Paiements pour Services Environnementaux (PSE) :

Les Paiements pour Services Environnementaux (PSE) sont un dispositif de rémunération des agriculteurs pour des actions qui contribuent à préserver l'environnement et maintenir la qualité des écosystèmes sur le territoire. Ils se formalisent par un contrat de 5 ans avec chaque agriculteur qui s'engage, avec un paiement annuel en fonction de la création et/ou du maintien des services. En 2022, accompagnée de la Chambre d'Agriculture Alsace, 50 diagnostics ont été réalisés auprès des agriculteurs pour une signature de 35 contrats, soit 8 865 hectares de surface agricole. Cela représente un coût total de 1 300 000 € avec une subvention de 872 000 € de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse (AEURM).

Le développement des circuits-courts en restauration hors domicile :

La promotion d'une agriculture durable au sein du territoire passe également par l'approvisionnement des restaurants collectifs en produits bio et ou locaux. Grâce à l'opération « OPEBIO », réalisée en partenariat avec « Bio en Grand Est », m2A a investi 14 975 € en 2022, pour l'accompagnement de son service périscolaire à l'intégration de produits sains, bio et issus de circuits courts dans les repas distribués, mais aussi d'autres structures. Un accompagnement a également été réalisé auprès de 2 secteurs de communes, autour de la filière des céréales anciennes.

Line Schurrer, maraîchère à Flaxlanden

Le concours « Soyons Food ! Les Fermes de demain »

Lancé en 2021 dans le cadre du Projet Alimentaire Territorial, ce concours vise à soutenir l'installation de nouveaux agriculteurs répondant aux objectifs de développement de la filière alimentaire de proximité définie dans les objectifs opérationnels du PAT. Le concours est doté de 15 000 €, avec trois prix équivalents d'une valeur de 5 000 €. L'aide financière est versée par m2A en 1 seule fois aux 3 lauréats définis par le jury du concours. Ils ont été récompensés lors d'une cérémonie de remise des prix organisée en avril 2022. Voici les trois vainqueurs : KRUST Thomas, éleveur à Berrwiller, HERMANN Matthieu, céréalier à Petit Landau et SCHURRER Line, micro-ferme maraîchère à Flaxlanden. Une nouvelle édition du concours a été lancée à l'automne 2022.

Les « Fermes Ouvertes »

En 2022, Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) a organisé pour la première fois l'opération « Fermes ouvertes ». À cette occasion, quatre fermes ont ouvert leurs portes aux habitants du territoire, dont les trois lauréates du concours 2021 « Soyons Food ! Les Fermes de demain ». L'objectif ? Promouvoir les produits locaux et des vocations, au travers d'animations ludiques et pédagogiques !

« La Marmite à projet »

Pour faciliter l'émergence des initiatives et accompagner les projets, m2A s'est dotée d'un outil d'ingénierie et d'animation favorisant la création, le suivi, ou l'accompagnement d'activités et projets concourant aux objectifs du PAT : « la Marmite à Projet » Cet outil d'animation territoriale mutualisé, original, concret et efficient est animé par Ecooparc. 6 projets ont été soutenus en 2022 allant de la création d'une sécurité sociale à la mise en place de petits déjeuners sociaux, locaux et bio pour une école élémentaire. Cet outil est soutenu financièrement par m2A à hauteur de 21 000 € pour un total de 41 000 € sur 4 ans.

Un accompagnement des communes dans la réalisation de leurs projets agricoles

Afin de limiter l'étalement urbain, m2A accompagne les communes au développement d'une agriculture à faible intrants chimiques et biologique sur le territoire. En 2022, m2A a soutenu à hauteur de 11 500 € cet accompagnement aux projets des communes, dont un diagnostic foncier à Habsheim et Rixheim.

Le développement de filières agricoles à bas niveau d'impact sur la ressource en eau :

Dans le cadre du Contrat de territoire Eau et Climat (CTEC), m2A et les structures du Sud Alsace ont identifié la nécessité d'une étude diagnostic des systèmes alimentaires en Sud Alsace (SASA). Celle-ci a été lancée en 2022. Elle est portée par m2A, cofinancée par l'ensemble des partenaires du Sud Alsace et subventionnée à hauteur de 80% par l'AERM. Les objectifs de cette étude sont au nombre de quatre :

- Connaître l'offre et l'organisation des filières agricoles
- Définir les enjeux et vulnérabilités par territoire et à l'échelle du Sud Alsace
- Organiser une synergie des actions pour une meilleure efficacité
- Coordonner les politiques d'intervention

TROPHÉE DE L'AVPU 2022

PROPRETÉ ET COLLECTE : POUR UN TERRITOIRE OÙ IL FAIT BON VIVRE

Ville de Mulhouse

m2A a fait de la propreté urbaine, un enjeu de territoire pour offrir un haut niveau de qualité de vie à ses habitants

Depuis 2020, Mulhouse Alsace Agglomération s'engage dans le développement d'un Projet Propreté. Pour cela, une stratégie sur 5 ans construite autour de 3 axes majeurs a été définie : lutter contre les incivilités, innover en matière de collecte des déchets et miser sur les compétences et la technicité des agents. L'objectif étant d'instaurer une propreté globale et durable de l'espace public.

Une mobilisation récompensée par l'Association des Villes pour la Propreté Urbaine

À l'occasion des Rencontres Nationales de l'Association des Villes pour le Propreté Urbaine (APVU), les 16 et 17 novembre 2022, m2A s'est vue remettre le Trophée 2022 de l'AVPU dans la catégorie « Développement durable ». Le partenariat entretenu avec la Collectivité européenne d'Alsace (CeA) sur les opérations de prévention et de nettoyage des entrées des villes et de certaines routes départementales et bretelles d'autoroutes a été salué et récompensé. Une collaboration réussie en réponse directe à une problématique de propreté urbaine.

Des actions concrètes engagées pour un territoire labellisé « Ville Eco-Propre ** »

Mulhouse Alsace Agglomération s'engage durablement à améliorer la propreté des espaces publics. Cet engagement, valorisé par le label « Ville Eco-propre ** », se distingue, entre autres, au travers de la définition d'un plan d'actions pour maintenir les villes propres en respectant l'environnement, la lutte contre les incivilités. En mars 2022, s'est déroulée la 28e édition du « Nettoyage de Printemps », coordonnée par le service Propreté de m2A et ses partenaires. Près de 100 agents se sont mobilisés pour que les espaces publics du territoire fassent peau neuve et plus particulièrement à Mulhouse et Pulversheim. 17 tonnes de déchets ont été ramassées, signe d'une grande efficacité. Par ailleurs, en avril 2022, et ce pour la 5e année, Mulhouse Alsace Agglomération et la Ville de Mulhouse, en partenariat avec la Collectivité européenne d'Alsace (CeA) ont orchestré l'opération « Osterputz Kinepolis ». Elle consiste au nettoyage spécifique du réseau routier de l'entrée de ville située dans le secteur du cinéma Kinepolis de Mulhouse.

164
agents au service « Propreté et Déneigement » m2A

167
agents mobilisés pour la collecte des déchets

103 000
tonnes de déchets collectées sur le territoire, soit : 71 000 tonnes d'ordures ménagères résiduelles, 21 000 tonnes de collecte sélective, 8 000 tonnes de verre, 2 200 tonnes de déchets verts et 800 tonnes de biodéchets.

4 873

corbeilles dont 64 nouvelles implantations et 171 remplacements pour un investissement de 73 000€ TTC investissement de la part de m2A

Une réorganisation de la collecte, pour une gestion optimale et soucieuse de l'environnement

Depuis le 1er juillet 2022, le groupe Nicollin, situé à Sausheim, effectue la prestation de collecte des ordures ménagères de 24 communes de l'Agglomération pour plus de 100 000 habitants. m2A a sélectionné ce prestataire soucieux et respectueux de l'environnement. En effet, ce dernier est équipé de bennes à ordures fonctionnant au biocarburant « OLEO 100 », issu de cultures françaises. Cette énergie renouvelable, biodégradable et non biotoxique, permet une réduction de 60% des émissions de CO_2 ainsi que 80% de particules fines en moins par rapport au gasoil.

Plus de 40 ans au service de la propreté de l'Agglomération !

Philippe Jung, agent désormais en retraite, s'est investi durant 41 années pour l'amélioration du cadre de vie des habitants du territoire. Il a terminé sa carrière en tant que Technicien Responsable d'Activités au sein du service Propreté de m2A. Il y a notamment accompagné la mise en place de cette compétence dans les communes de l'Agglomération, dont celles du Bassin Potassique en 2005. ■

4 810

tonnes de déchets ramassés par les agents du Service Propreté dont 500 tonnes de dépôts sauvages, 17 tonnes de déchets au nettoyage de printemps et 4000 pneus sur Mulhouse

7

sorties en déneigement sur Mulhouse. À la suite d'un phénomène de pluie verglaçante survenu en décembre 2022, le service concerné s'est mobilisé pour garantir la sécurité des habitants. Au total, ce sont 906 tonnes de sels consommées sur l'ensemble de l'année.

AGIR AU QUOTIDIEN POUR RÉDUIRE NOS DÉCHETS

Inscrire le territoire dans une démarche de transition écologique et vertueuse, voilà tout l'enjeu du Programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA).
En cours d'élaboration, il permettra d'amplifier la prévention des déchets sur le territoire, de mobiliser de nouveaux acteurs et de développer l'économie circulaire.

9E ÉDITION DE LA SERD (SEMAINE EUROPÉENNE DE RÉDUCTION DES DÉCHETS)

Vitrine de la prévention des déchets sur l'Agglomération, cette édition, a connu une forte mobilisation des acteurs : 346 actions déposées à l'ADEME (321 menées) par une centaine de partenaires. Plusieurs collectes ont été organisées, notamment par le SIVOM et le Relais Est, ce qui a permis d'éviter 6 548 Kg de déchets. Le thème du textile a été inspirant pour les acteurs de l'Agglomération.

- **346 animations**
- **Une centaine de partenaires**
- **8 300 personnes sensibilisées**
- **6,5 tonnes de déchets évités**

4E DON DE POULES AUX HABITANTS

- **200 habitants ont adopté 2 poules rousses pondeuses**, offertes par m2A, pour réduire leurs déchets et bénéficier d'œufs frais quasi-quotidiennement.
- **29,2 tonnes de déchets évités**

Ville de Mulhouse
Procès-verbal du conseil municipal du 08 février 2024

L'espace Réemploi installé à la Foir'Expo

m2A ENGAGÉE DANS UN PROGRAMME LOCAL DE PRÉVENTION DES DÉCHETS (PLP).

De cette démarche, s'est développé, dans l'Agglomération, un mouvement Zéro Déchet dont l'objectif est de rendre attentif les habitants aux enjeux environnementaux liés à la réduction des déchets. Ainsi, m2A, porteuse du mouvement, se mobilise via de nombreuses actions de sensibilisation. Son nouvel espace réemploi présent à la Foire de Mulhouse l'illustre parfaitement, tout comme les ateliers « Objectif Zéro Déchet » proposés gratuitement tout au long de l'année.

ESPACE « RÉEMPLOI » À LA FOIR'EXPO

Pour la 1re fois, une douzaine d'acteurs (structures d'insertion et artistes) travaillant avec des matériaux et objets de seconde main se sont rassemblés pour animer un espace dédié au réemploi. m2A en a assuré la coordination, la communication et a financé la location des stands.

ATELIERS ZÉRO DÉCHET

Après 4 éditions du Défi « Objectif zéro déchet », m2A a décidé de transformer la formule pour apporter plus de souplesse et de proximité aux participants. Le nouveau dispositif se présentera sous forme d'ateliers et rencontres thématiques gratuites, déployés sur l'ensemble du territoire de l'Agglomération. 38 ateliers zéro déchet sur la consommation, l'univers de bébé, le compostage et la couture ont été déployés sur le territoire de m2A pour inciter les habitants à réduire leurs déchets et à adopter des gestes alternatifs. 430 participants en ont bénéficié.

50 000 PERSONNES SENSIBILISÉES À L'ENVIRONNEMENT

m2A intervient directement lors d'animations environnementale organisées par les communes ou d'autres acteurs : en 2022, elle est intervenue à Sausheim et Rixheim. Elle a soutenu, pour les communes qui le souhaitaient, des opérations de la « Fresque du Climat », qui ont concerné 4 communes en 2022.

3 SITES TOTEMS POUR LA SENSIBILISATION

Les C.I.N.E et le parc zoologique et botanique sont des structures chargées par m2A de sensibiliser les habitants à la biodiversité, ainsi que de dynamiser et d'animer le territoire. **Les 2 centres d'initiation à la nature et à l'environnement (CINE), le Moulin Nature à Lutterbach et la Petite Camargue Alsacienne** (pour la bande rhénane) font des interventions grand public et en écoles ou sur le terrain sur la réduction des déchets, l'éco-citoyenneté, le jardinage au naturel, ou la découverte de la biodiversité ou de la ressource en eau.

Le Parc Zoologique et Botanique de Mulhouse fait découvrir la faune exotique aux scolaires et aux visiteurs par le biais de parcours pédagogiques et d'animations. Il sensibilise sur les thèmes de la gestion durable des milieux, l'homme, la biodiversité et le climat, la diversité des félins ou encore la faune de France et d'Alsace.

D'AUTRES PARTENAIRES MOBILISÉS

Le SIVOM intervient auprès des élèves de maternelles et d'élémentaires sur différents thèmes liés à la réduction des déchets ou de la découverte du cycle de l'eau. Enfin l'Agence Locale de Maitrise de l'Énergie (ALME), en plus des conseils qu'elle donne aux particuliers et copropriétaires, sensibilise le grand public à la rénovation du bâti en vue de réduire les déperditions d'énergie.

LE SUCCÈS DES PREMIÈRES FERMES OUVERTES

Elle a aussi été organisatrice des opérations « Les fermes Ouvertes » destinées à faire connaître au grand public certains agriculteurs locaux.
4 fermes ont accueilli 900 participants sur la journée du dimanche 18 septembre 2022.

DES ACTIONS QUI RENCONTRENT LEURS PUBLICS

Parmi les projets, le programme « La nature près de chez moi », mis en œuvre par chacun des deux CINE, a été organisé dans chaque commune. Les 400 participants ont pu découvrir autant les champs, que forêts, les parcs, étangs et même les étoiles ! m2A a aussi été organisatrice des opérations « Les fermes Ouvertes » destinées à faire connaître au grand public certains agriculteurs locaux. 4 fermes ont accueilli 900 participants sur la journée du dimanche 18 septembre 2022. ■

DES PARTENAIRES ENGAGÉS

Le CINE Moulin Nature, la Petite Camargue Alsacienne, le SIVOM, le Parc Zoologique et botanique, l'ALME (Agence Locale de Maitrise de l'Energie), les écoles et les communes de m2A.

Subventions aux structures permettant de faire de la sensibilisation
149 140€ attribués par m2A dont :

- 98 000 € pour le CINE Moulin Nature à Lutterbach,
- 10 000 € pour le CINE Petite Camargue Alsacienne
- 41 140 € pour l'ALME (Agence Locale de Maitrise de l'Energie)

50 000€ de prestations pour les 2 CINE

m2A assure l'entretien des locaux du CINE Moulin Nature de Lutterbach dont elle est propriétaire.

LE GERPLAN, DES ACTIONS FÉDÉRATRICES

Concilier activité agricole, développement urbain et économique et préservation des milieux naturels, tel est le but de la démarche de plan de gestion de l'espace rural et périurbain (GERPLAN). Mise en place dès 2004 sur le territoire de m2A, les projets éligibles des communes et des associations sont soutenus à hauteur de 40 % par la CeA et 20 % par m2A. Le programme d'actions 2022 a permis de soutenir 18 projets.

Quelques actions développées en 2022 :

- Conseils et expertise auprès des communes pour la préservation de la biodiversité,
- Expertise biodiversité auprès du service aménagement de m2A,
- Accompagnement financier (subventions) des communes dans le cadre du GERPLAN,
- Élaboration d'un protocole d'actions concernant la problématique des nuisances liées aux corvidés,
- Sensibilisation des habitants à la biodiversité avec le CINE du Moulin Nature de Lutterbach : « La nature près de chez moi »,
- Formation sur l'ambroisie à destination des communes.

Ville de Mulhouse
Procès-verbal du conseil municipal du 08 février 2024

LES PARTENAIRES GERPLAN

CeA, communes m2A et Agence de l'Eau Rhin-Meuse

PROGRAMME D'ACTIONS GERPLAN

18 projets instruits

Subventions m2A

- 5 000€ en fonctionnement
- 57 400 € en investissement

QUAND LES CORVIDÉS S'INSTALLENT

Suite aux nuisances liées aux corvidés, un protocole d'actions annuelles a été défini par un groupe de travail composé de m2A, la Ville de Mulhouse, la LPO, la DDT 68, la FDSEA 68 et les Jeunes Agriculteurs du Haut-Rhin. L'enjeu est double : coordonner les actions menées sur le territoire pour limiter les nuisances des corvidés en ville (dégâts sur l'immobilier urbain, bruits…) comme en campagne (picorage des semis de maïs et des fruits…) et lutter contre l'érosion de la biodiversité du territoire en fédérant les différents acteurs et partenaires (CeA, Agence de l'Eau Rhin-Meuse, communes, associations naturalistes…).

UN TIMING BIEN HUILÉ

Avril, juillet et septembre : Réunions du groupe de travail

Mai : Enquête lancée auprès des communes

Novembre : Diffusion du protocole d'actions.

EAU, BIODIVERSITÉ ET AGRICULTURE DURABLE

Le Contrat de Territoire « Eau et Climat » (CTEC) du territoire a été signé en juin 2019 pour la période 2019-2022. Ce contrat regroupe les grandes actions du territoire liées à l'eau, la biodiversité et l'agriculture durable. Un des principaux objectifs pour le volet biodiversité de ce CTEC était de renforcer les synergies entre les actions des communes de l'Agglomération, apporter une source de financement supplémentaire et ainsi favoriser des projets plus ambitieux en faveur de la biodiversité.

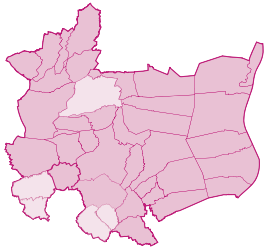
Actions réalisées en 2022 :

- Lancement de l'étude Système alimentaire en Sud Alsace,
- Lancement des Paiements pour Service Environnementaux (PSE) sur le territoire. Action transversale qui regroupe plusieurs acteurs (m2A, la Ville de Mulhouse et le SIVOM). Ce dispositif vise à rémunérer les agriculteurs ayant des méthodes de production respectueuses de l'environnement ou qui abandonneraient certaines pratiques (cf p. 22). ■

L'EAU, UNE RESSOURCE RARE À PRÉSERVER À L'ÉCHELLE DU TERRITOIRE

En 2022, en cohérence avec les engagements pris auprès des services de l'État, élus et services compétents ont œuvré pour permettre à m2A d'assurer, au 1er janvier 2023 et à l'échelle du territoire, la maîtrise de la gestion de l'eau, dans le cadre de sa compétence « Eau », tout en garantissant une continuité de service aux habitants.

En effet, la loi NOTRe d'août 2015 prévoyait le transfert de la compétence « Eau », désormais obligatoire, aux communautés d'agglomération, avec effectivité au 1er janvier 2020. Plusieurs assouplissements successifs, dont ceux de la loi Engagement et proximité, avaient permis d'ouvrir aux communautés d'agglomération la possibilité de déléguer par convention tout ou partie de cette compétence à l'une de ses communes membres ou à un syndicat gestionnaire. Ces conventions de délégation mises en place sur le territoire arrivant à échéance, Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) reprend l'exercice de sa compétence en régie publique au 1er janvier 2023.



34 communes
pour 260 000 usagers

Le choix partenarial d'une gestion en régie publique pour répondre aux enjeux

La gestion de l'eau est un enjeu majeur, tant en matière d'accès à ce bien commun qu'en matière de santé publique. En raison des enjeux climatiques, la maîtrise de la ressource en eau est aujourd'hui indispensable pour faire face à la raréfaction de la ressource, aux conflits d'usage, à la pollution, à son accès pour tous.

À cette fin, grâce au travail de terrain mené par les élus référents de m2A et aux rencontres réalisées avec les communes et syndicats de gestion assurant jusqu'à présent cette gestion de la compétence « Eau », les élus de m2A se sont accordés sur le principe de la création d'une régie communautaire publique, sous l'autorité de m2A et à seule autonomie financière, pour piloter et maîtriser le processus de gestion de l'eau, de sa captation à sa distribution, avec la logique de répondre à l'intérêt général.

Le siège de la Régie de l'Eau m2A

La création de la « Régie de l'Eau m2A »

En Conseil d'Agglomération du 12 décembre 2022, m2A définit le cadre de fonctionnement opérationnel de la « Régie de l'Eau m2A », chargée à compter du 1er janvier 2023 de :

- la production d'eau, la protection du point de prélèvement, le traitement, le transport, le stockage et de la distribution d'eau destinée à la consommation humaine, conformément à l'article L. 2224-7 du Code général des collectivités territoriales ;
- la réalisation des travaux et des contrôles du réseau de production - distribution ;
- les études relatives à la gestion de l'eau potable ;
- la relation avec les usagers.

Le pilotage de la « Régie de l'Eau m2A » prévoit ainsi la désignation d'un conseil d'exploitation, organe de gouvernance, d'un directeur et de 5 animateurs de secteurs. Toujours en cohérence avec son pacte de gouvernance qui laisse une large place à la culture partenariale, m2A a également prévu des sièges d'invités permanents pour les 3 syndicats œuvrant encore sur le territoire de l'Agglomération, au sein du conseil d'exploitation de la « Régie de l'Eau m2A », sans voix délibérative.

LES CHIFFRES CLÉS DE L'EAU SUR LE TERRITOIRE DE m2A

- **près de 260 000 habitants desservis**
- **55 000 abonnés**
- **30 réservoirs**
- **3 unités de traitement**
- **1 500 km de réseaux**
- **15 millions de m3 consommés**
- **115 agents m2A dédiés à la compétence « Eau »**
- **10 créations de poste d'agents m2A**

AMBITION

.02

UN TERRITOIRE D'ACCUEIL DYNAMIQUE

LA « SUPPLY CHAIN » EN VOIE DE DÉCARBONATION SUR LE TERRITOIRE, GRÂCE À BLUE INDUSTRIES SUD ALSACE

Dans le cadre de son programme Blue Industries Sud Alsace 2022-2026, m2A agit en faveur d'une « croissance verte », en accompagnant ses filières économiques à allier performance et décarbonation face aux enjeux écologiques et climatiques. Pour aider la « Supply Chain », identifiée comme filière d'avenir du territoire, m2A s'appuie sur son programme « Blue Industries Sud Alsace » pour agir en faveur de sa transition énergétique.

La « Supply Chain », ou chaîne logistique, correspond aux différentes étapes de la chaîne d'approvisionnement des acteurs industriels, de l'achat des matières premières à la livraison d'un produit ou service au client. Face à l'urgence écologique, les industriels du territoire sont confrontés à la nécessité d'adapter leur fonctionnement en tenant compte des défis à relever, notamment en développant la décarbonation de leurs activités.

Pour les aider, en tant que « Territoire d'Industrie Sud Alsace » et en conformité avec sa feuille de route économique #ADNBusiness, m2A propose un accompagnement adapté et opérationnel : trois actions majeures ont ainsi été mises en place en 2022.

Un succès pour le lancement du 1er salon « Euro Supply Chain »

Il manquait un grand rendez-vous international des professionnels de la « Supply Chain » sur l'Est de la France ? m2A l'a fait ! Le 02 juin 2022, ce salon économique national, en collaboration avec celui de la « Ouest Supply Chain » à Quimper et avec le soutien de la Région Grand Est, a ouvert

ses portes à 50 exposants et plus de 600 visiteurs. Grâce à l'emplacement stratégique de m2A, véritable hub multimodal transfrontalier, cette 1re édition d'« Euro Supply Chain » a en prime pris une vocation internationale !

Les acteurs de la filière ont ainsi pu y retrouver des leviers pour :

- accompagner la transition énergétique et digitale de son secteur : hydrogène, automatisation…
- faciliter le développement des circuits-courts : développement d'un sourcing de proximité pour renforcer les synergies locales, accélérer les relocalisations d'activités,
- créer un écosystème « Supply Chain » en attirant les offreurs de solution (green supply chain, numérique, robotique, intelligence artificielle) en lien avec les infrastructures de transports internationales, les clients potentiels et les zones d'activités économiques du territoire.

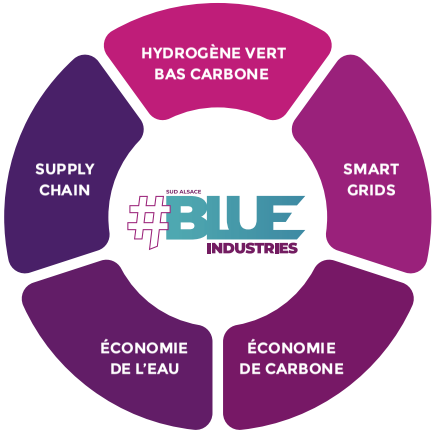
Vers un écosystème hydrogène incluant les zones portuaires

C'est à l'occasion d'un autre salon financé par l'Agglomération, « BE 4.0 », que m2A, l'Euro Rhein Ports et la Banque des Territoires ont signé le 29 novembre 2022 une convention de partenariat pour travailler au développement d'un écosystème hydrogène et décarboné en Sud Alsace et à la constitution d'un hub économique et décarboné au sein du Rhin supérieur jusqu'en 2026. Les partenaires s'engagent ainsi à travailler sur les 5 axes prioritaires suivants :

- la chaine d'approvisionnement et logistique (« Supply Chain ») avec des enjeux de verdissement, de multimodalités et de performance,
- le développement de l'hydrogène vert/bas carbone,
- le développement de réseaux intelligents (smart grid) : réseaux de chaleur, réseaux électriques,
- le captage, la valorisation et le stockage de CO_2,
- l'optimisation et la valorisation des eaux industrielles pour préserver les ressources.

Une offre de stations multi énergies pour favoriser la mobilité décarbonée

Enfin, pour soutenir la filière industrielle et économique, m2A œuvre au développement d'une offre d'avitaillement en hydrogène pour répondre aux besoins de la mobilité lourde privée et publique. ■



LE TRAVAIL EN PARTENARIAT ESSENTIEL AU DYNAMISME INDUSTRIEL DU FUTUR

Ville de Mulhouse

Faire ensemble est dans l'ADN de l'Agglomération et la pertinence de cette approche se confirme encore en matière de développement économique, que ce soit dans la concertation pour une stratégie partagée au sein d'un pôle d'attractivité économique comme La Fonderie, ou pour accompagner la transformation d'un site historique du territoire, du Groupe Stellantis.

UN « COMITÉ FONDERIE » MIS EN PLACE POUR ASSOCIER LES ACTEURS AU DEVENIR DU SITE

Le quartier de « La Fonderie » est un site qui répond aux enjeux du monde économique industriel. Il est le 1er site labellisé « Accélérateur industrie du futur et numérique » par l'État, qui le soutient son projet dans le cadre de la démarche « Territoires d'Industrie ». Les acteurs présents sur le site accompagnent les entreprises, petites, moyennes ou grandes, dans leur transformation digitale. m2A et la Ville de Mulhouse s'appuient sur un comité de pilotage et un comité technique pour porter et concrétiser leurs fortes ambitions pour ce quartier : y proposer un environnement urbain de qualité d'une part et favoriser son développement économique permanent d'autre part.

Pour créer une dynamique globale au sein de cet accélérateur « industrie du futur et numérique », il a été décidé de créer un comité de site Fonderie, pour réunir les acteurs du site deux fois par an et les informer de l'avancement des projets publics et privés en développement sur le site.

LA FONDERIE
depuis 1826
Hub de transformation de l'industrie

Le 1er « Comité Fonderie » s'est tenu le 13 mai 2022.

Se sont ainsi réunis, à la Maison de l'Industrie, les partenaires et les dirigeants des 13 structures « résidentes » de la Fonderie : MHI Equipement Alsace (MEA) du Groupe Mitsubishi Heavy Industries, le Cetim Grand Est, KMØ, Nodarius, Technistub, Ecole 42, le Conservatoire national des arts et métiers (Cnam), Epitech, l'Université de Haute-Alsace (UHA), Le Village by CA (Crédit Agricole Alsace Vosges), l'incubateur de start-up innovantes SEMIA, Le Pantographe et le NoMad.
Il a permis de découvrir le Cetim Grand Est et Technistub sous un format dynamique et ludique, ainsi que les projets de transformation à l'échelle du quartier, avec la requalification et l'aménagement des espaces publics du Village Industriel et les projets de stationnement/parking. ■

Procès-verbal du conseil municipal du 08 février 2024

La pose de la 1re pierre pour l'ambitieux projet « BAT 36 » du Groupe Nodarius

Membre de ce « Comité Fonderie », le Groupe Nodarius (groupe de sociétés d'ingénieries spécialisées), investit à son tour le site de la Fonderie en entamant son projet de réhabilitation du Bâtiment 36, chargé de l'histoire industrielle locale, venant enrichir l'avenir industriel du quartier. Cet espace rebaptisé « **BAT 36** » a vocation à accueillir les bureaux de son siège et de certaines de ses huit agences suisses et françaises, ainsi que son Centre de Compétences du Pôle Innovation c omprenant un bureau d'études, un laboratoire et un FabLab ouvert à tous et dédié à l'innovation. Un restaurant public sera intégré au rez-de-chaussée pour dynamiser ce quartier économique. Des espaces pourront être loués aux jeunes start-ups et autres sociétés désireuses de bénéficier de l'écosystème favorable de la Fonderie.
La pose de la 1re pierre a eu lieu le 07 avril 2022 et les travaux menés par le cabinet d'architecture DRLW devraient s'achever à la fin du second semestre 2023.

Dans le cadre du dossier post-Fessenheim, m2A participe au groupe de travail sur la reconversion des salariés d'EDF et des sous-traitants du site. Ainsi, m2A soutient le prot «CyMoVe» piloté par l'UHA , dans le cadre du Campus des métiers et Qualifications de la Fonderie.

49

L'AVENIR DU SITE DE STELLANTIS PORTÉ PAR UNE DÉMARCHE CONCERTÉE ET COORDONNÉE

L'Automobile est dans l'ADN de m2A, avec la production de véhicule depuis 60 ans sur le site actuel de Stellantis Mulhouse.
m2A a coordonné en 2022 un dispositif d'accompagnement, en partenariat avec l'État, la Région Grand Est et la Collectivité européenne d'Alsace (CeA), pour soutenir Stellantis Mulhouse, basé à Sausheim, dans ses défis de transition industrielle mais également pour le positionner comme un site stratégique pour le développement de nouvelles filières (hydrogène, électricité, pôle métallurgie du futur, mécanique de pointe, data...) dans une logique d'économie circulaire et de synergies renforcée avec le territoire. Ce **schéma de développement**, intégrant la question de la décarbonation, contribuera à le positionner comme un site vitrine national et européen de l'excellence industrielle.
Le 17 octobre 2022, l'annonce faite par le Président de la République et Carlos Tavares, Directeur Général de Stellantis, d'attribuer la production des véhicules électriques Peugeot e308, e308 SW et e408 au site Stellantis de Mulhouse est venue confirmer la méthode d'accompagnement partenariale mise en place par m2A, et consolider les points forts, atouts stratégiques et perspectives d'avenir identifiés collectivement pour le site de Stellantis Mulhouse. ■

Stellantis Mulhouse à Sausheim

250 000€

ont été investis dans l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour permettre de maintenir sur le territoire le plus grand site industriel de la région en termes d'emplois, avec le soutien de l'État, la Région Grand Est, la Collectivité européenne d'Alsace et la Caisse des Dépôts.

UN PROJET « DiaBioLiq » POUR SAUVER DES VIES !

Parmi les filières clés du territoire, la « Medtech » (ou Technologie médicale) est l'un des secteurs que l'Agglomération souhaite voir se développer sur le Sud Alsace, en associant les nombreux acteurs émérites présents sur le territoire. Car c'est en s'alliant pour la Recherche et le Développement des solutions techniques face aux enjeux médicaux que la santé de tous sera améliorée. C'est notamment le cas avec ce nouveau projet d'envergure, « DiaBioLiq », pour lutter contre les tumeurs cérébrales.

Les cerveaux du Pôle médical et medtech de m2A mobilisés

L'Institut de Recherche en Hématologie et Transplantation (IRHT) a été créé en 1987 et est implanté au sein du Groupe hospitalier de Mulhouse et Sud-Alsace (GHRMSA), dont le service Hématologie est l'un de ses partenaires de proximité. Depuis plus de 20 ans, l'IRTH lutte contre les leucémies et autres maladies du sang. Il dispose à cet égard d'une expertise mondialement reconnue dans le domaine des cellules souches sanguines.

Avec l'appui de m2A et de la Région Grand Est, l'IRHT a mené avec BioValley France un travail visant à renforcer son offre de recherche et d'expertise dans le domaine de la détection de tumeurs cérébrales ne pouvant pas faire l'objet de prélèvement sans causer de séquelle lourde pour les patients.

150 000€

investis par m2A dans ce projet « DiaBioLiq », d'un montant prévisionnel global de 1 788 240 € (dont 1 001 650 € d'investissement), en complément de son soutien de fond et de son rôle de facilitateur dans la mobilisation des acteurs.

C'est ainsi qu'est né en 2022 le projet « DiaBioLiq» pour « DIAgnostic par BIOpsie LIQuide ». Il vise à développer des moyens de diagnostics non invasifs de ces tumeurs cérébrales pour permettre un traitement rapide des patients et adapté à la typologie de tumeurs. Ce projet contribue en effet à améliorer la vitesse du diagnostic et donc du traitement par le GHRMSA, entre autres, accélérant ainsi la prise en charge du patient et améliorant ses chances de survie. Les résultats concluants de cette recherche redonnent de l'espoir pour les patients du monde entier !

Autour de ce projet, c'est tout le Pôle médical et medtech de m2A qui rayonne, puisque de nombreuses compétences sont à mobiliser pour la pleine réussite opérationnelle du projet, de la medtech à la sécurisation des data, aux côtés également de CellProthera et et de l'Université de Haute-Alsace (UHA). Cette performance locale contribue donc à l'attractivité de ce pôle pour les acteurs locaux et les experts venus de l'international, grâce à ce projet « DiaBioLiq », représentant une avancée importante au bénéfice des patients. ■

m2A AUX CÔTÉS DE L'UHA POUR PROMOUVOIR LA RECHERCHE ET L'INNOVATION !

Partenaire de longue date et constant de l'Université de Haute-Alsace (UHA), m2A s'engage à nouveau auprès d'elle grâce à l'axe « Enseignement supérieur, Recherche et Innovation » du dernier Contrat de Plan État-Région (CPER) 2021-2027, qui comprend deux volets : Immobilier-Aménagement et Recherche-Numérique.

Pour conforter l'attractivité de l'UHA, 15e du classement 2022 des 68 universités françaises selon le magazine L'Etudiant, m2A travaille à l'élaboration d'une convention cadre qui sera signée en 2023, par laquelle m2A apporterait un soutien financier en faveur de l'UHA de **5 M€** pour la durée du Contrat de Plan État-Région, en contrepartie de l'engagement de l'UHA à s'investir auprès des entreprises du territoire par des transferts de technologie.

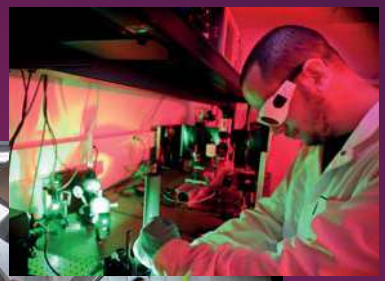
150 000€

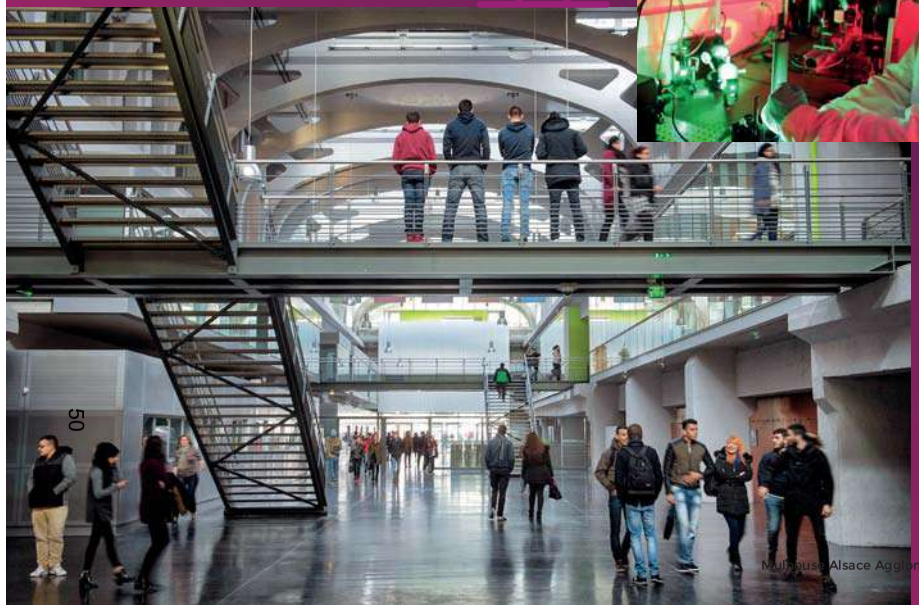
C'est le montant investi dans la Recherche en 2022 par m2A pour permettre à l'UHA d'acquérir deux équipements de pointe en cofinancement, à savoir un spectromètre XPS et une spectroscopie rapide UV couplée à un dispositif d'impression 3D. Ces équipements contribueront à l'avancée du **projet « MAT-GE » (Matériaux et Nanosciences)** porté par l'IS2M (Institut des Sciences des Matériaux de Mulhouse, via une convention avec le Centre National de la Recherche Scientifique - CNRS) et le LPIM (Laboratoire de Photochimie et d'Ingénierie Macromoléculaire).

Ce montant montre l'ambition et l'engagement de m2A aux côtés de l'UHA, notamment pour :

- soutenir ses deux projets immobiliers d'envergure (Ensisa Lumière et Ensisa Werner) à hauteur de 4 700 000 €,
- lui permettre de maintenir son leadership dans le domaine de la chimie et de la physique des Polymères et Matières molles.

Ces 5 M€ sont inscrits par m2A dans sa programmation pluriannuelle des investissements (PPI) 2021-2026.





UN NOUVEAU NOM, REFLET DES AMBITIONS AFFICHÉES

« La journée des carrières et des formations » devient « Le Salon de l'Orientation et de l'Évolution professionnelle ».

Organisé par m2A et ses partenaires, le salon dédié à l'orientation change de dénomination pour refléter les ambitions du territoire en matière de formation, d'apprentissage et d'emploi. Il s'est tenu le 15 janvier 2022 au Parc Expo de Mulhouse.

Une référence dans l'aide à l'orientation en Alsace

Le Salon de l'Orientation et de l'Évolution professionnelle s'articule autour de deux thématiques : les formations et les métiers. Il s'adresse aussi bien aux étudiants, qu'aux personnes en reconversion. Plus de 300 professionnels de tous secteurs d'activité y ont présenté leur profession aux côtés de 150 écoles, universités et organismes de formation. Des ateliers interactifs, complétés par la présence de psychologues de l'Éducation Nationale et de chargés d'informations ont permis d'accompagner au mieux les visiteurs.

Un salon multi partenarial

De nombreux partenaires ont participé à la création du Salon de l'Orientation et de l'Évolution professionnelle aux côtés de m2A : Sémaphore MSA, l'Université de Haute-Alsace (UHA), l'Éducation Nationale, le Centre d'Information et d'Orientation de Mulhouse, la MEF Mulhouse Sud Alsace, les lycées Roosevelt, Louis Armand, Amélie Zurcher, l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie (UIMM), France Chimie Grand Est, la Ville de Mulhouse, le Rotary Club et la Chambre de Commerce et d'Industrie Alsace Eurométropole.

12 000

visiteurs pour l'édition 2022.

Ville de Mulhouse
Procès-verbal du conseil municipal du 08 février 2024

LE PARC EXPO, UN INVESTISSEMENT MASSIF DE m2A POUR L'ATTRACTIVITÉ DU TERRITOIRE

Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), affectataire du Parc Expo et actionnaire principal de la société anonyme d'économie mixte locale – SAEML qui l'exploite, a souhaité redimensionner le Parc Expo pour en faire un outil réceptif, autrement dit un lieu de réceptions d'événements divers, qui soit moderne et qui réponde aux besoins du territoire.

8 millions d'euros

de retombées attendus par année d'exploitation !

Une emprise supplémentaire de 3 000 m² pour accueillir événements et animations

Le Parc Expo pourra accueillir dans de meilleures conditions les exposants et visiteurs lors de ses grandes manifestations annuelles en s'agrandissant de 3 000 m² avec une nouvelle halle, dessinée par l'architecte René-Pierre Ortiz du Cabinet AEA Architectes, dans la continuité du bâtiment existant.
Cette halle est reliée au Hall 3 du bâtiment existant pour faciliter la circulation entre les différents espaces du Parc Expo. Elle bénéficie d'un éclairage naturel lumineux au travers de hauts jours périphériques tout en étant bien protégée des surchauffes estivales. En cas d'intempéries, les visiteurs pourront s'abriter sous son parvis extérieur.

Les travaux ont été lancés en février 2022, avec une phase d'évacuation des terres polluées du site et le démarrage des travaux de clos couvert actuellement en cours. La suite du chantier, avec les aménagements intérieurs et finitions, devrait permettre une inauguration de la nouvelle halle à l'automne 2024. ■

Un investissement multipartenarial à retombées économiques !

À ce jour, le montant des travaux engagés pour ce projet de nouvelle halle s'inscrit dans une enveloppe globale d'opération de 13,45 M€ HT.
L'agrandissement permettra à terme au Parc Expo d'accueillir une trentaine de nouvelles manifestations chaque année, soit 120 000 visiteurs et 4 000 nuitées supplémentaires

Le soutien de partenaires financiers autant privés que publics

- L'Union européenne (via le FEDER, Fonds européen de développement régional),
- L'État,
- La Région Grand Est,
- La Chambre de Commerce et d'Industrie Alsace Eurométropole (CCI),
- La Collectivité européenne d'Alsace (CeA),
- La Ville de Mulhouse,
- L'Association Journées d'Octobre,
- Le Crédit Mutuel,
- La Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne,
- La Chambre de Métiers d'Alsace,
- Le Crédit Agricole,
- La Caisse d'Epargne,
- La Chambre d'Agriculture Alsace.

PLAN CLIMAT NOUVELLE DONNE

L'AMBITION DU RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITÉ INTERCOMMUNAL : AMÉLIORER LES PAYSAGES DU TERRITOIRE

Inscrit dans son Projet de Territoire « Vision 2030 », le Règlement Local de Publicité intercommunale (RLPi) de m2A a pour objectif premier d'améliorer la qualité de l'environnement urbain tout en respectant le droit des entreprises à communiquer sur leur offre de biens et de services.
Il est par conséquent le résultat d'une recherche d'équilibre entre ces deux exigences.

L'ADOPTION DU RLPi, LA CLÉ D'UN TRAVAIL DE CO-CONSTRUCTION

m2A a tenu à ce que la réglementation conjugue cohérence intercommunale et attentes des communes sur leur territoire. C'est pourquoi, suite à la prescription du RLPi en décembre 2019, une 1re phase de co-construction a débuté avec notamment les maires des 39 communes du territoire.
Au total, ce ne sont pas moins de 8 phases qui ont permis d'aboutir à l'adoption partagée du RLPi en Conseil d'Agglomération du 26 septembre 2023.
Au cours de ces phases, les avis de l'ensemble des acteurs concernés ont été recueillis (associations de défense de l'environnement, représentants des commerçants, partenaires institutionnels…) ainsi que celui du public, au travers d'une réunion publique puis de la consultation publique réalisée du 28 mars au 29 avril 2022. Après avis favorable du commissaire enquêteur, le RLPi a été adopté en l'ajustant pour prendre en compte les avis exprimés dès lors qu'ils étaient compatibles avec les objectifs stratégiques de m2A.

Cette démarche de coconstruction démontre l'ambition partagée d'offrir aux habitants un environnement urbain plus qualitatif, tout en renforçant l'attractivité résidentielle et économique de l'Agglomération. Malgré la diminution programmée du nombre de dispositifs publicitaires, la capacité des acteurs économiques à promouvoir leur offre de biens et services reste par ailleurs préservée par le RLPi. Les afficheurs ont quant à eux deux ans à compter du 26 septembre 2022 pour se mettre en conformité.

60%

de diminution des grands panneaux publicitaires, tel est l'objectif fixé par m2A pour améliorer ses paysages urbains. En s'engageant ainsi dans le RLPi, les communes de l'Agglomération réalisent un effort financier significatif, renonçant en effet aux recettes de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE).

7 types de zones identifiés par le RLPi

entre axes structurant, zones résidentielles, zones sensibles, zones économiques de différentes typologies (selon le degré de présence des activités commerciales) et les centres-villes de Mulhouse et Illzach. Pour chacune de ces zones, la réglementation est spécifique.

Des interdictions de publicité à l'échelle du territoire pour protéger les paysages et les jeunes publics

Outre la réglementation spécifique par type de zone, le RLPi prévoit que la publicité est désormais interdite sur l'ensemble du territoire de m2A : le long des voies d'eau, à moins de 5 mètres d'un arbre de plus de 3 mètres, dans les espaces verts, aux entrées d'Agglomération, sur les murs de clôtures, aveugles ou non, sur les bâches (hors bâches de chantiers) et aux abords des établissements scolaires.

Afut agence de fabrique urbaine et territoriale SUD-ALSACE

Pour ses 30 ans, en décembre 2022, l'Agence d'urbanisme de la région mulhousienne (AURM) devient l'Agence de fabrique urbaine et territoriale du Sud-Alsace (AFUT Sud-Alsace). Ce fut un partenaire privilégié de m2A dans le cadre du processus d'élaboration du RLPi et ce sera un des acteurs techniques important du futur PLUi.

LES 6 OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU RLPi DEFINIS EN CONSEIL D'AGGLOMERATION DE DÉCEMBRE 2019

1. Améliorer la qualité du paysage urbain, résidentiel et d'activités afin de renforcer l'attractivité résidentielle et économique de l'Agglomération mulhousienne
2. Intégrer les enjeux du développement durable
3. Préserver la trame verte et bleue
4. Protéger les secteurs patrimoniaux
5. Renforcer l'attractivité des pôles commerciaux
6. Harmoniser la règlementation en matière de publicité et d'enseignes à l'échelle de l'Agglomération, notamment sur les axes routiers structurants

Une forte limitation de la publicité numérique et lumineuse pour limiter la pollution lumineuse

La publicité numérique ne sera autorisée que sur les communes d'Illzach, Kingersheim, Mulhouse et Wittenheim lorsque le zonage le permet (axes structurants et certaines rues du centre-ville de Mulhouse sur du mobilier urbain de 2 m² maximum, type MUPI). Les dispositifs numériques de grands formats (8 m²) seront réservés aux grands pôles commerciaux (Kingersheim – Wittenheim et Ile Napoléon).
Les dispositifs publicitaires lumineux et les enseignes lumineuses devront par ailleurs être éteints de 23 h à 7 h (contre de 1h à 6h du matin dans la règlementation nationale).

L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, VÉRITABLE LEVIER ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Urbanisme, aménagement et habitat sont étroitement liés au développement économique d'un territoire, car ils permettent d'accueillir des porteurs de projets, souvent créateurs d'emploi et d'attractivité pour de nouveaux habitants. En la matière, m2A a une vision novatrice, toute en veillant à l'amélioration du cadre de vie de tous. A cet égard, l'année 2022 a été marquée par trois grands projets.

LA FONDERIE depuis 1826

LE QUARTIER FONDERIE POURSUIT SA TRANSFORMATION

m2A a pour ambition de faire du quartier de la Fonderie un pôle « Industrie du futur et numérique » attractif, où il fait bon vivre et travailler. Cela transparaît dans les 3 grands projets de réhabilitation des bâtiments et d'aménagement des espaces publics lancés en 2022, qui s'appuient sur le principe du zéro artificialisation nette et dont les marchés ont été attribués cette année.

BÂTIMENT 47

Quatrium CETIM Grand Est

attribué à L'Agence « Formats urbains - Architectes associés »

24,9 M€

dont 10,3 M€ de participation de m2A

BÂTIMENT 74

Technistub

attribué au Cabinet d'architectes « S&I Architectes associés »

4,85 M€

dont 1,6 M€ de participation de m2A

AMÉNAGEMENT DES ESPACES PUBLICS

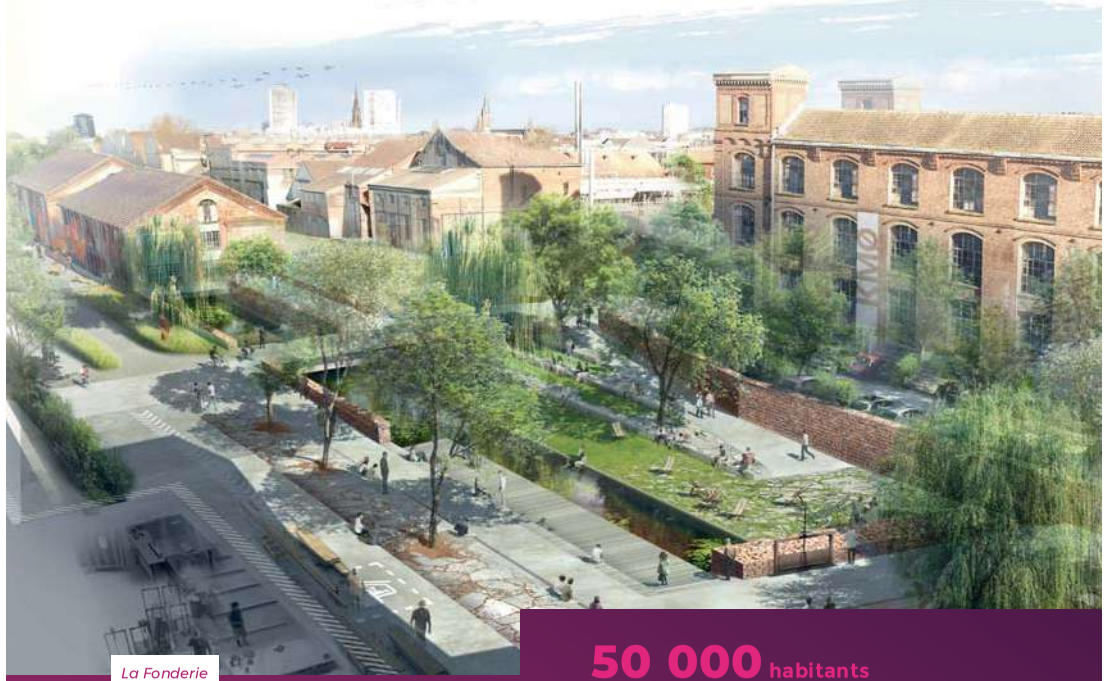
Fonderie

attribué à l'Architecte paysagiste « Sortons du Bois », au Bureau d'études techniques « Ingerop », à l'Agence « DeA Architectes » et au Bureau d'études environnement « IMAÉE »

15,77 M€

dont 8,02 M€ de participation de m2A

Par ailleurs, KMØ, déjà bien implanté dans le quartier de la Fonderie, souhaite s'étendre avec l'acquisition du Bâtiment 24B pour accueillir davantage d'entreprises et créer une structure « KMØ Network » favorisant la mutualisation et la synergie.
Après constitution d'une nouvelle société civile de construction vente (SCCV) constituée par KARBONE et CITIVIA SEM, au regard du projet dessiné par l'Agence « DeA Architectes », m2A lui a accordé la vente du Bâtiment 24 pour 600000 €, contribuant ainsi au développement économique du site.



La Fonderie

PLUS DE PROXIMITÉ POUR LES AIDES À LA PIERRE !

Les aides à la pierre sont des aides financières destinées à la production (construction ou acquisition), la réhabilitation et la démolition des logements locatifs sociaux (hors ANRU), à la création de places d'hébergement, ou encore à l'amélioration de l'habitat privé (sous aides de l'ANAH). L'Etat les a déléguées à m2A pour l'ensemble de son territoire pour la période 2020-2025, ce qui lui permet de fixer les orientations en termes de production de logements et de rénovation à l'échelle de l'Agglomération.
La convention prévoyait en outre une montée en puissance avec le passage d'une délégation de type 2 à 3. Ainsi, depuis le 1er janvier 2022, m2A assure désormais directement l'instruction des dossiers de demande de subvention pour le parc privé et pour les agréments de logement locatif. Un tuilage a été réalisé avec les services de l'Etat tout au long du 1er semestre pour former les agents dédiés : Sophie Da Fies et Brahim Souidi.

50 000 habitants

sont concernés par le projet de renouvellement urbain. Il s'agit de la population des quatre quartiers concernés : Coteaux à Mulhouse, Péricentre (Fonderie-Briand-Franklin) à Mulhouse, Drouot-Jonquilles à cheval sur les communes de Mulhouse et Illzach, et Markstein-La Forêt à Wittenheim.

LE RENOUVELLEMENT URBAIN VOIT PLUS GRAND !

ANRU
Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine

Le 03 octobre 2022, Mulhouse Alsace Agglomération, dans le cadre de son rôle de coordinateur et de fédérateur en matière de rénovation urbaine, s'est rendue avec les représentants des trois communes concernées (Mulhouse, Illzach et Wittenheim) devant le Comité d'engagement de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).
En effet, m2A a formulé une demande supplémentaire de soutien financier pour des opérations nouvelles à intégrer à son programme de renouvellement urbain, déjà financé à hauteur de 101,7 M€ de subventions ANRU dans le cadre de la convention initiale du 7 décembre 2020. Si le soutien de l'ANRU est acquis suite à cette présentation, son montant devra être confirmé en 2023 et faire l'objet de la signature d'un avenant.

TOUT UN TERRITOIRE MOBILISÉ AUTOUR DES JEUX

Labellisée « Terre de Jeux 2024 » et « Centre de Préparation aux Jeux Paris 2024 » par le Comité d'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques (COJOP) de Paris 2024, m2A a pris part dès 2019 à l'aventure olympique et paralympique au nom du territoire. Toute une année de mobilisation pour faire vivre les Jeux sur le territoire.

Janvier : En route pour la Semaine Olympique et Paralympique 2022 !

La Semaine Olympique et Paralympique (SOP) est un temps pour la promotion de la pratique sportive chez les jeunes et mobiliser la communauté éducative autour des valeurs citoyennes et sportives inscrites dans l'ADN de l'Olympisme et du Paralympisme. Organisée au Centre Sportif Régional Alsace (CSRA), elle a accueilli 30 classes du territoire sur le thème du sport pour l'environnement et le climat. Elle a permis aux jeunes de pratiquer différentes disciplines sportives, de découvrir le mouvement olympique et paralympique mais aussi de changer leur regard sur le handicap.

Juin : La Journée olympique et paralympique 2022 partout dans l'agglo

Du 23 juin au 2 juillet 2022, Mulhouse Alsace Agglomération a invité des milliers de jeunes du territoire à découvrir les valeurs de l'Olympisme à travers une multitude de disciplines sportives proposées dans 11 communes.

Mettre plus de sport dans le quotidien

À 2 ans des Jeux Olympiques de Paris 2024, la Journée Olympique et Paralympique est l'occasion de faire découvrir à des milliers de jeunes de m2A âgés de 6 à 14 ans des dizaines de disciplines sportives ainsi que les valeurs de l'Olympisme, de l'éducation, de la citoyenneté et du respect de l'environnement. Le tout dans un esprit de respect de soi et des autres avec la convivialité pour mot d'ordre.

C'est aussi l'opportunité pour les nombreuses associations sportives qui maillent le territoire de faire connaître leur discipline auprès des jeunes.

800 collégiens venus de toute l'Alsace

Jeudi 23 juin, Mulhouse a été l'une des 3 villes hôtes du Grand Est, avec Troyes et Épinal, à accueillir les Jeux Régionaux des Jeunes (JRJ) organisés par le Comité Régional Olympique et Sportif (CROS) et l'Union Nationale des Sports Scolaires (UNSS).

Objectifs ? Permettre à 800 élèves de la 6e à la 4e, issus de 27 collèges alsaciens labellisés Génération 2024, de se rencontrer autour de 50 activités sportives et éducatives dans un esprit de convivialité. Ces dernières ont été réparties autour de 5 équipements sportifs mulhousiens mis à disposition par la Ville de Mulhouse, Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) et l'Université de Haute Alsace (UHA) : Stade de l'Ill, Stade Cockouri, Stade nautique de l'Illberg, Gymnase universitaire, Centre sportif régional Alsace.

20 TERRE DE JEUX 24

« Terre de Jeux 2024 » est un label destiné à tous les niveaux de collectivités territoriales et au mouvement sportif qui souhaitent, quels que soient leur taille et leurs moyens, s'engager dans l'aventure des Jeux. Ce label est destiné à mettre en valeur leurs bonnes pratiques et à inciter à mettre encore plus de sport dans le quotidien, partout en France.

Une année riche d'animations

FÉVRIER 2022 : La patinoire olympique de Mulhouse se met à l'heure des JO d'hiver de Pékin ! avec de nombreux ateliers pour divertir et initier petits et grands à l'aventure olympique et paralympique et la participation des clubs partenaires.

AVRIL 2022 : Le territoire a accueilli la 100e assemblée générale de la Fédération Française d'Athlétisme au Parc des Expositions.

MAI 2022 : Le territoire a accueilli l'assemblée générale de la Fédération Française de Volley à la SIM

JUIN 2022 : Le « Ping Tour – Terre de Jeux » en partenariat avec la Fédération Française de Tennis de Table s'est déroulé au stade de l'Ill.

SEPTEMBRE 2022 : Nicolas Vandenelsken, fondateur du « Green Nico tour » - 100 marathons en 100 jours avec pour lutte principale, le réchauffement climatique - envahit le stade de l'Ill lors de l'édition « des Mulhousiennes » avec des ateliers sur le respect de l'environnement par le sport.

Des communes mobilisées dans un riche programme

Sports collectifs, individuels, challenges entre collèges et écoles d'une même commune (Habsheim), entre écoles élémentaires de plusieurs communes (Ottmarsheim), le 23 juin a aussi accueilli des élèves de Chalampé et Bantzenheim pour des épreuves d'athlétisme, de hockey, de badminton et de foot. Petit-Landau, le 28 juin, a rassemblé des élèves venus de Hombourg et Niffer pour les mêmes disciplines… Les initiatives et animations ont foisonné.

À Illzach, pas moins de 443 élèves de CE1 et CE2 des 7 écoles élémentaires ont bénéficié d'une journée découverte et initiations des disciplines olympiques proposées par les clubs de la commune (Taekwondo, escrime, boxe, judo, athlétisme…). ■

m2A, PORTE D'ENTRÉE DES J.O. 2024

En qualité de 2e Centre de Préparation aux Jeux (CPJ) de France, m2A a accueilli de nombreuses délégations sportives internationales. Du Japon à la Nouvelle Zélande en passant par l'Amérique, des athlètes de haut niveau sont récemment venus tester les infrastructures d'excellence de m2A. C'est ici que commencent les Jeux !

La dernière étape avant les J.O. de Paris 2024 se fera dans l'agglo pour près de 500 sportifs de haut niveau venus du monde entier. m2A recense 17 sites d'excellence qui englobent 35 disciplines olympiques et paralympiques. La qualité de ces nombreuses infrastructures a attiré bon nombre de délégations sportives étrangères. En août 2022, le Climbing Mulhouse Center (CMC), salle d'escalade la plus haute de France, a reçu l'équipe nationale japonaise d'escalade pour pour l'organisation d'un stage de préparation olympique. La fédération néo-zélandaise de natation a également visité les équipements aquatiques du territoire pour l'organisation d'un stage de préparation olympique. Une deuxième visite technique a permis aux représentants de « Panam Sport Organization » de confirmer leur choix en vue de l'organisation du camp d'entraînement des Jeux Olympiques de Paris 2024 sur le territoire. ■

Le Climbing Mulhouse Center

Ville de Mulhouse – Procès-verbal du conseil municipal du 6 février 2024

L'EXPOSITION « AU CŒUR DE L'OLYMPISME » S'INSTALLE DANS LES COMMUNES

L'exposition pédagogique intitulée « Au cœur de l'olympisme » a été déployée sur Mulhouse, Ottmarsheim, Pulversheim, Sausheim, Wittenheim, et au départ du Tour Alsace cyclisme au Musée National de l'Automobile en juillet dernier. Elle retrace en 15 thèmes la grande histoire des jeux olympiques depuis l'Antiquité. Co-financée par m2A et Mulhouse, l'exposition « Au cœur de l'olympisme » constitue un formidable outil pédagogique pour faire connaître l'histoire et les valeurs de l'olympisme à nos 280 000 habitants. Elle a d'ailleurs vocation à voyager dans nos 39 communes afin de faire vivre l'esprit des jeux sur tout le territoire. ■

DÉVELOPPER UNE STRATÉGIE CULTURELLE ET TOURISTIQUE À TRAVERS UN RÉCIT TERRITORIAL COMMUN

À l'initiative de m2A et de sa direction « Tourisme & Musées », les acteurs institutionnels du territoire finançant les musées de l'Agglomération se sont réunis pour élaborer un diagnostic global sur notre pôle d'attractivité muséal. Le constat a été dressé du besoin d'apporter un nouveau souffle à l'ensemble de l'écosystème en élaborant une stratégie partagée.

À la suite de cette rencontre, un travail technique de fond a été engagé, **associant pour la première fois l'ensemble des interlocuteurs autour d'une même démarche** : Mulhouse Alsace Agglomération (m2A), la Région Grand Est, la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC), la Collectivité européenne d'Alsace (CeA) et la Banque des Territoires.

Cette démarche partenariale s'est traduite par l'élaboration d'un cahier des charges en juillet 2022 validé par l'ensemble des partenaires et le lancement d'une mission d'étude avec pour objectif de **co-construire une stratégie de développement culturel et touristique ambitieuse au service d'une filière économique à part entière**.

Cette étude s'est appuyée sur **trois cercles d'analyse : un cercle d'analyse internationale et globale** pour identifier des bonnes pratiques ailleurs dans le monde et pousser à une prise de hauteur de l'ensemble de l'écosystème ; un cercle d'analyse interne pour rassembler les acteurs de

LES VOYANTS AU VERT POUR L'OFFICE DE TOURISME ET DES CONGRÈS DE MULHOUSE ET SA RÉGION (OTC)

Si accompagner touristes et entreprises dans l'organisation de leur séjour sur le territoire est la mission prioritaire de l'OTC, l'Office a su rebondir depuis la période Covid, chiffres à l'appui.

CHIFFRES CLÉS

932 000
nuitées marchandes dans l'Agglomération
(soit **+ 63.5 %** par rapport à 2021)
Dont **67 %** Français et **33 %** étrangers

58 %
de taux d'occupation
(soit une hausse de **34 %** par rapport à 2021)

688 024
entrées dans les musées
(soit **+ 69.7 %** par rapport à 2021)

La promotion Tourisme d'affaires et loisirs BtoB

Inspirer les professionnels dans leurs offres de séjour pour développer la programmation du territoire et les retombées économiques pour les acteurs touristiques.

- **64** contacts qualifiés pour le tourisme d'affaires et **129** pour le segment loisirs

Développer l'accueil d'événements professionnels, accompagner les porteurs de projet, commercialiser les prestations de nos partenaires

- **22** événements organisés sur le territoire via le Bureau des Congrès
- **6** événements commercialisés
- **2 200** K € de consommation territoriale

Avec le service Réceptif

Organiser les séjours de groupes sur demande, développer l'offre des visites guidées à destination des individuels.

- **58** groupes accueillis
- **108 732** € de consommation territoriale
- **300** demandes d'information traitées

Avec le service Communication et Relations Presse

Développer la notoriété du territoire et de ses acteurs auprès de nos clientèles cibles, créer des supports adaptés au service des visiteurs

- **330 000** € de contre-valeur publicitaire
- **252 231** visites sur nos sites internet
- **17 348** fans sur Facebook

Animation du réseau des socioprofessionnels

Favoriser les échanges entre tous, être à l'écoute des besoins et attentes, accompagner les projets

- **162** adhérents
- **196** participants à nos rendez-vous
- **100** % de satisfaction

Avec le service Conseil et Information

Conseiller les visiteurs et les inspirer pour leurs activités sur le territoire selon leurs profils et centres d'intérêts

60 347 visiteurs
259 309 € H.T.de chiffre d'affaires réalisé en boutique (hors billetterie)

l'offre culturelle et touristique de l'Agglomération. Cette approche s'est traduite par des entretiens et un séminaire de travail en décembre 2022 ; et enfin, un cercle d'analyse plus prospectif pour établir un narratif sur les éléments qui relient les acteurs de l'écosystème entre eux.

Dans le cadre de cette nouvelle stratégie de développement culturel et touristique, un certain nombre d'actions issues de ces réflexions ont été identifiées comme prioritaires ; et notamment, la constitution d'un **Établissement public de coopération culturelle (EPCC)** qui permettrait de mutualiser des moyens en matière de direction du musée, de conservation et d'appui logistique (régisseur) et de renforcer des coopérations entre musées.

Construire et déployer un récit territorial commun

L'ensemble des travaux liés au schéma de développement touristique et culturel a en outre mis en évidence la nécessité d'affirmer un récit territorial commun aux structures muséales du territoire.

À la suite d'un benchmark à l'échelle nationale, m2A a identifié plusieurs thèmes narratifs pouvant correspondre à son histoire, son patrimoine et l'ADN de son territoire :

- **Les musées comme lieu d'expression de multiples histoires industrielles** qui se réinventent aujourd'hui : textile, transport, mécanique, exploitation de la potasse… La diversité de ces champs de spécialisation industriels du territoire reflète l'ampleur de l'expertise industrielle et de la capacité d'innovation du territoire.
- **Les musées comme vecteur de connaissance** sur la vie quotidienne et sur l'histoire populaire. Par ce biais, la finalité est de susciter un lien intime entre le public et les structures muséales.
- **Les musées comme reflet d'un cosmopolitisme** qui trouve son ancrage dans l'espace rhénan mais va bien au-delà.

Des actions identifiées pour fédérer les acteurs

Plusieurs actions opérationnelles pourraient voir le jour comme des événements communs entre musées, artistes, artisans et structures associatives locales, des expositions temporaires ou l'organisation d'un **événement muséal commun** à mettre en place courant 2024.

L'Écomusée d'Alsace à Ungersheim, plus grand musée à ciel ouvert de France

Penser l'avenir culturel du territoire

En matière de médiation culturelle, m2A pourrait également jouer un rôle moteur en instaurant une rencontre régulière entre les structures pédagogiques, les acteurs de l'animation socio-culturelle locale, les musées et équipements touristiques, et les partenaires institutionnels pour faciliter la mise en place de projets communs.

Autre projet envisagé dans le cadre de cette stratégie territoriale, **la création d'un pôle de conservation et de recherche** qui pourrait voir le jour soit au sein d'un musée technique du territoire soit sous forme de portail numérique. Le but de cette approche par la recherche serait de susciter davantage de passerelles entre les mondes culturel, scientifique et économique, notamment industriel au fondement de notre patrimoine culturel local.

Quels que soient les projets et les actions qui verront le jour en cohérence avec ce récit territorial à faire émerger collectivement, m2A souhaite pleinement jouer son rôle de facilitateur et de coordinateur au service du **rayonnement culturel et touristique du territoire** à l'échelle européenne et internationale. ■

La Direction « Tourisme & Musées », une taskforce au service de la culture et du patrimoine

- 1 chef de service
- 1 assistante de direction
- 1 conservatrice en chef
- 1 attachée de conservation (au sein du Musée de l'Automobile)
- 1 assistant de conservation
- 1 responsable « Taxe de séjours » (administration, finances)

Budget de fonctionnement :
2 405 000 €

Budget d'investissement :
1 978 998 €

L'Auberge de Jeunesse

11 327 nuitées
341 274 € HT de chiffre d'affaires
3 labels pérennisés Marque Tourisme & Handicap (4 déficiences), Labels Territoire Vélo et Famille Plus

UN CAMPING RÉNOVÉ POUR UN ACCUEIL AMÉLIORÉ !

Rareté dans le domaine des hébergements touristiques, le Camping de l'Ill*** est un camping urbain, posé dans un écrin de nature. Idéalement situé, labellisé Territoire Vélo, il permet d'allier l'aspect touristique, culturel, environnemental le temps d'un séjour sur le territoire de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A).

Les travaux 2022 de rénovation ont permis d'en révéler tout le potentiel :

- le changement du portail d'accueil de l'entrée principale du camping,
- la rénovation de l'espace accueil (terrasse) et de l'espace de convivialité,
- la rénovation de l'atelier et de la laverie,
- l'installation de panneaux photovoltaïque et,
- la voirie.

La Collectivité européenne d'Alsace (CeA) a soutenu les travaux de réaménagement du site à hauteur de **127 783 €** en 2019 et **84 600 €** en 2021.

148 emplacements
et **32** hébergements

1,5 M€ d'investissements
pour les travaux depuis 2018

35 048 nuitées
au Camping de l'Ill***

UNE NOUVELLE AGENCE À 360° POUR RAYONNER À L'ÉCHELLE EUROPÉENNE

Dans la continuité des travaux menés dans le cadre de la démarche « Mulhouse Alsace Attractiv' », initiée en mars 2018 avec la CCI Alsace Eurométropole et 150 acteurs du territoire, m2A a décidé la création d'une agence d'attractivité. Structure pluridisciplinaire, cette agence d'un nouveau genre agira à 360° pour améliorer l'attractivité globale du territoire et accroître son rayonnement en France et en Europe.

Une transformation de l'Office de Tourisme en véritable agence d'attractivité

L'Office de Tourisme et des Congrès de Mulhouse et sa région est officiellement devenue l'Agence d'Attractivité Mulhouse Sud Alsace en octobre dernier. La promotion touristique de la destination fait naturellement toujours partie des missions de cette nouvelle agence mais celles-ci vont être étendues à l'économie, la culture, les tournages, la recherche de nouveaux talents, l'accueil des nouveaux salariés ou encore des étudiants.

MULHOUSE ALSACE CITY PASS

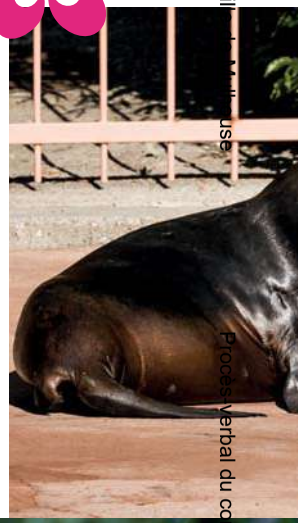
NOUVEAUTÉ LE CITY-PASS DIGITAL !

Avec l'application, plus besoin de venir à l'Office de Tourisme, les visiteurs ont leurs guides et tickets directement sur leur smartphone.

2 700 Pass vendus dont 300 Pass Junior
5 400 entrées générées

DE NOUVEAUX ESPOIRS POUR LA CONSERVATION DES ESPÈCES

Grâce à l'expertise du Parc zoologique et botanique de Mulhouse en matière de conservation ex-situ, des animaux en danger d'extinction ont vu le jour sur le territoire.



Pôle européen de conservation et de connaissances, le Parc zoologique et botanique de Mulhouse a accueilli de nombreux nouveaux nés, pour le plus grand bonheur des équipes, des visiteurs et de la communauté scientifique. En effet, parmi ces petits, plusieurs d'entre eux appartiennent à des espèces menacées gérées par un programme européen d'élevage (EEP). Leur naissance constitue ainsi un véritable message d'espoir pour la conservation.

Nina, la petite otarie à crinière

Nina, femelle otarie, est née le 27 juillet 2022 au Parc. Elle est la fille du couple formé par Bowie, le père, et Ava, la mère. Première naissance de l'espèce pour le Parc en 15 ans, son arrivée est exceptionnelle. En effet, Nina est née dans le cadre d'un EEP destiné à la conservation de l'espèce dans les parcs zoologiques européens ; espèce menacée par l'activité humaine dans son milieu naturel.

Un nouveau zèbre de Grévy

Jack et Zaira ont donné naissance à un bébé zèbre femelle, le 20 juillet 2022. Elle a été baptisée « Milia » par les soigneurs, ce qui signifie « rayé » en swahili. Cette naissance est particulièrement remarquable puisque les zèbres de Grévy font partie des espèces classées « en danger » par l'IUCN.

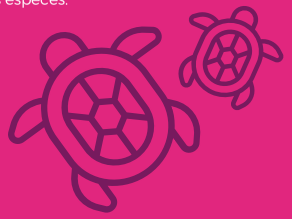
Ville de Mulhouse
Procès-verbal du conseil municipal du 08 février 2024

D'autres naissances remarquables

Tout au long de la saison, de nombreux autres jeunes ont vu le jour au Parc tels qu'un bœuf musqué, deux aras à gorge bleue, des fuligules de baer, des cistudes d'Europe, un chat des sables, des suricates, des chouettes harfang, des ibis chauves, des flamants rouges, des spatules roses, des ibis rouges, des touracos pauline...

UN PROJET DE RÉINTRODUCTION RÉUSSI !

Une centaine de cistudes d'Europe, petites tortues nées au Parc, ont été réintroduites dans leur milieu naturel à Lauterbourg. Ce projet local mené en collaboration avec le Centre national de la recherche scientifique de Strasbourg (CNRS) vise à sauver l'une des deux seules espèces de tortue aquatique d'Europe. Une fierté pour le Parc qui souligne son engagement dans la protection et la conservation des espèces.



UNE CLINIQUE PREMIUM POUR UNE MÉDECINE DE POINTE !

Après 8 mois de travaux, la clinique vétérinaire du Parc a ouvert ses portes.

En 2022, le Parc zoologique et botanique de Mulhouse s'est doté d'un nouvel équipement pour les vétérinaires et les animaux : une clinique innovante, à l'image des ambitions affichées par m2A pour le Parc. Celle-ci répond aux besoins d'accueil et de soins de toutes les espèces animales, aux normes réglementaires les plus récentes et au niveau de qualité professionnelle des équipes. La clinique comprend un vestiaire, une salle de soin et d'analyse, une salle d'opération, une salle d'hospitalisation, un open-space, un bureau ainsi qu'une salle d'autopsie. Composée d'une équipe très qualifiée et active dans la recherche vétérinaire, elle reflète parfaitement l'expertise scientifique du Parc en matière de bien-être animal.

600 000 € TTC

ont été nécessaires pour réaliser ce projet.

Un bâtiment écoresponsable

D'une superficie de 180 m², la clinique vétérinaire du Parc répond aux normes d'isolation RT 2020. Elle bénéficie également, grâce au partenariat de Barrisol Clim, d'un système innovant et moderne de plafonds tendus pour une diffusion régulière de l'air en flux léger, avec en complément un système d'UV stérilisateur d'air.

Une clinique m2A soutenue par ses partenaires

Inaugurée le 07 juillet 2022, la clinique du Parc a vu le jour grâce à une forte implication de m2A et d'autres partenaires : Crédit Mutuel, la Collectivité européenne d'Alsace (CeA), Barrisol Normalu SAS et son partenaire Carrier, Les Amis de la maternité Mulhouse, MLT ((Medizinische Laser Technologie) et Life on White.

DESTINATION AUTOMOBILE, SUCCÈS POPULAIRE D'UN GRAND ÉVÉNEMENT DE TERRITOIRE

Grâce à cette 3e édition, Destination Automobile s'est imposée comme un grand évènement de territoire, reconnu et attendu. Une parade des légendes composée de 180 véhicules d'exception a sillonné le 11 septembre 2022 les 39 communes de l'Agglomération, un record de participation ! L'automobile a ainsi pu être mise à l'honneur à travers l'histoire et le patrimoine !

En effet, l'automobile est emblématique de l'ADN automobile de m2A, constitué de manière historique par le site de production automobile de Mulhouse en 1962, basé à Sausheim et porté aujourd'hui par le groupe STELLANTIS, ou encore le Musée National de l'Automobile qui a fêté en 2022 ses 40 ans.

Outre le Musée de l'Automobile qui a accueilli sur son autodrome **le grand final de la Parade des Légendes**, deux autres musées du territoire se sont fortement investis pour proposer des animations aux petits et grands.

L'Ecomusée d'Alsace à Ungersheim s'est fortement engagé pour cette 3e édition en accueillant le départ des 3 circuits et qui s'est animé tout au long de la journée aux couleurs de l'événement, avec l'exposition de plusieurs modèles dont une Citroën Rosalie, une Peugeot 203 et une Simca 5 de 1923.

Autre nouveauté 2022, Destination automobile a également donné la part belle aux deux-roues avec une journée « Portes ouvertes » avec entrée gratuite à **la Grange à Bécanes à Bantzenheim**. L'occasion de découvrir ce musée d'intérêt communautaire, et son exposition temporaire « À nous les Anglaises ! », ainsi qu'une exposition de motos anciennes sur le parvis extérieur. ■

UNE ÉDITION PLACÉE SOUS LE SIGNE DU CINÉMA !

L'édition 2022 de Destination Automobile a marqué son empreinte avec une nouveauté : la présence de 4 véhicules mythiques de cinéma. « Terre de cinéma » connue et reconnue pour l'accueil de tournages, m2A a fait un clin d'oeil au 7e art avec la célèbre Jeep de "Jurassic Park", la fantastique DeLorean de "Retour vers le Futur", le "Taxi" Peugeot 407 de la série filmographique du même nom, et la mythique Batmobile du Batman de Tim Burton !
75% de la chaleur de récupération sont issus de l'usine d'incinération, avec un appoint au gaz naturel lors des pics de demandes.

AMBITION

.03

UN TERRITOIRE SOLIDAIRE AU SERVICE DE TOUS SES HABITANTS

TOUT UN TERRITOIRE MOBILISÉ POUR « SOLIDARITÉ UKRAINE » !

Dès les premières frappes russes en Ukraine fin février 2022, l'ensemble du territoire de Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) s'est solidairement mobilisé, autour de ses communes, des associations locales et des habitants désireux de soutenir les Ukrainiens sur place et à leur arrivée en France.

DATES CLÉS DU LANCEMENT DE L'OPÉRATION :

1ER MARS 2022 : 1er comité territorial

04 MARS 2022 : plateforme solidarité-ukraine.m2A.fr

07 MARS 2022 : plateforme téléphonique m2A

17 MARS 2022 : ouverture du site de tri des dons à La Fonderie, géré par OlgAlsace

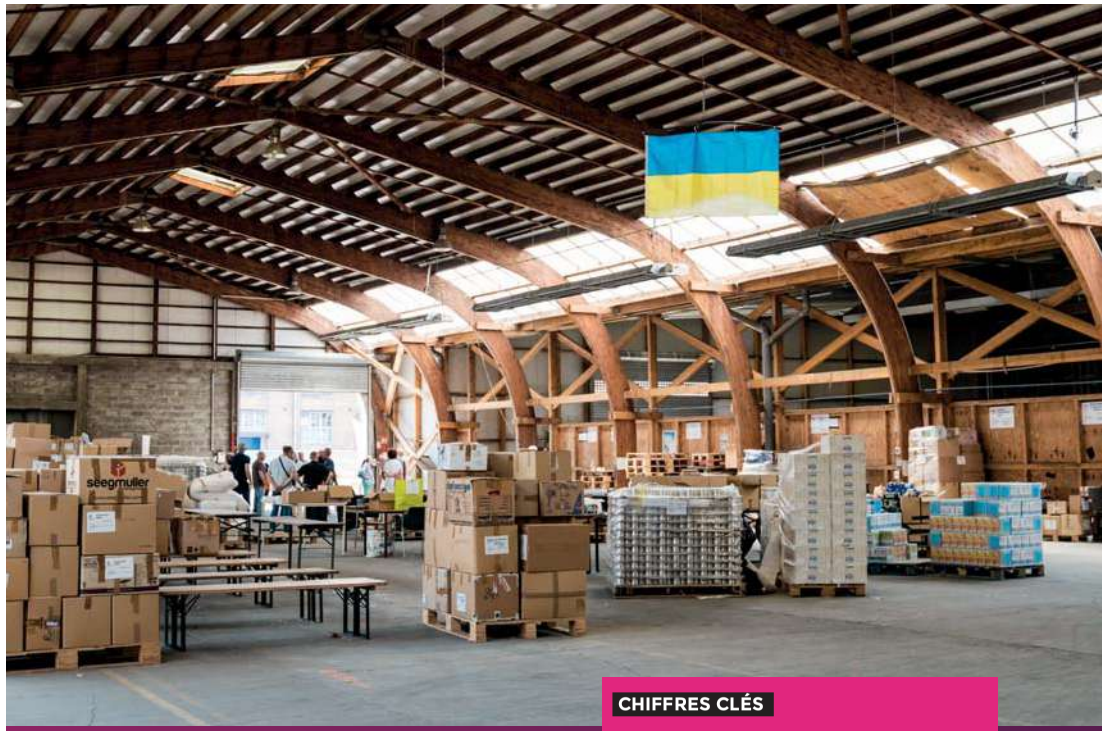
Une mobilisation active et partenariale face à l'urgence humanitaire

Forte de son expérience suite à la mise en place de la gestion d'opérations sanitaires telles que le Vacci'Bus, m2A a su se saisir de sa mission de solidarité en impulsant cette opération humanitaire en faveur de l'Ukraine.

Initiée par m2A, et soutenue par l'ensemble des maires de l'Agglomération, l'action a permis une mobilisation massive et structurée via la mise en place d'un comité territorial « Solidarité Ukraine » dès le 1er mars 2022.

Réunissant les maires des 39 communes-membres de m2A, les associations *Accueil des enfants de Tchernobyl*, *Association Amitié Franco Ukrainienne - AAFU*, *OlgAlsace*, *le collectif des Associations Unies du Haut-Rhin - AU68* ainsi que *Accès*, *Aléos*, *la Banque alimentaire*, *la Croix-Rouge française*, *Terre des Hommes Alsace et la Protection civile*, ce comité a permis à cette action de s'adapter en temps réels aux besoins en termes de collectes, de stockages et d'envois de dons, notamment par la mise en place d'une plateforme en ligne (renseignements, carte interactive des sites de collecte, types de dons, bénévolat, offre d'accueil, réorientation, appui technique comme pour l'étiquetage…) et d'un numéro de téléphone dédié.

Procès-verbal du conseil municipal du 08 février 2024
Ville de Mulhouse



L'opération « Solidarité Ukraine », des chiffres clés et des valeurs partagées !

Face à la diminution des appels et des dons, les partenaires ont opté pour la fermeture progressive de la plateforme téléphonique et du site de tri de la Fonderie entre juin et juillet 2022. La plateforme numérique a continué d'orienter vers les associations compétentes encore mobilisées. En juin 2022, les chiffres témoignaient de l'engagement du territoire pour cette cause solidaire.

CHIFFRES CLÉS

- **189** propositions de familles d'accueil et **29** mises à disposition de logements recensées sur la plateforme en ligne
- **894** appels reçus sur la plateforme téléphonique tenue par 39 bénévoles (jusqu'à **52** appels par jour au démarrage du dispositif !)
- **+ de 18** camions envoyés en Ukraine (entre 38 et 44 tonnes par camion) par l'association OlgAlsace
- **87** tonnes de dons alimentaires récoltés dont un tiers géré par la Banque Alimentaire
- **79** palettes de dons d'hygiène, **80** palettes de dons « logistique » et **84** palettes de dons de secours acheminés par la Protection civile
- **1 000** m³ de dons récoltés, dont **300** m³ de vêtements textiles
- des collectes de dons (près de 70 000€)
- **39** mobilisées pour proposer un lieu de dépôt des dons, mettre à disposition des logements communaux et/ou accueillir et accompagner des Ukrainiens.
- sans compter la mise à disposition d'agents m2A, de membres d'associations et l'engagement de nombreux bénévoles !

DES INFRASTRUCTURES ADAPTÉES AUX BESOINS DES FAMILLES

Un programme ambitieux d'investissement en matière de périscolaire a été engagé par m2A. Celui-ci s'est poursuit en 2022 avec l'ouverture de nouveaux sites.

102

sites périscolaires dont 68 en régie et 34 en gestion déléguée

m2A a intégré la compétence « périscolaire », pour rappel facultative, à son champ d'action dès sa création. L'enfance et la jeunesse demeurent un pilier essentiel dans la vie de l'Agglomération. Il est ainsi primordial de proposer des équipements d'accueil de qualité, adaptés aux évolutions démographiques et sociales du territoire et aux besoins des familles. En 2022, 4 sites périscolaires ont été aménagés sur le territoire.

Périscolaire de Berrwiller

96 enfants de la commune de Berrwiller peuvent y être accueillis le midi, contre 62 auparavant. Ce site périscolaire a été agrandi de 460 m² supplémentaires pour une surface nouvelle de 720 m². L'investissement prévisionnel de m2A est de 957 321€ HT.

Périscolaire « Au Péri des Merveilles » à Brunstatt-Didenheim

Une extension de 500 m² a été réalisée sur ce site afin de permettre aux élèves de l'école maternelle du Centre et de l'école élémentaire Jacques Prévert de se restaurer sur place, supprimant ainsi les trajets du midi aux enfants. Grâce à cette rénovation, la capacité d'accueil a pu être réévaluée à la hausse : 220 enfants le midi et 158 le soir. Au total, 1 070 000 € HT ont été investis pour ce chantier, dont 80% par m2A et 20% par la commune.

Périscolaire « Bartholdi » à Riedisheim

Jusqu'en 2022, ce site périscolaire ne bénéficiait pas de restauration sur place. m2A et la Ville de Riedisheim ont collaboré ensemble à la réalisation d'une extension de 210 m² à l'école Bartholdi. Cet agrandissement comprend la création d'espaces de restauration et de sanitaires permettant un accueil efficient des enfants pour près de 150 familles.
m2A a financé ce projet à hauteur de 539 155 € HT (montant prévisionnel).

Périscolaire « Louise Michel » à Kingersheim

Le site périscolaire « Louise Michel » répond à une double ambition pour m2A et la commune de Kingersheim : accueillir les enfants qui en ont besoin et prendre en compte l'impact écologique de ce bâtiment qui intègre le programme « CLIMAXION », fruit de la collaboration entre l'ADEME et la Région Grand Est. Ce nouveau site assure l'accueil de 100 enfants le midi, grâce à une salle de restauration et 60 enfants le soir.
Le montant de l'opération est fixé à 1 404 485 € HT, ce qui représente un investissement de 1 197 485 € HT de m2A et de 207 000 HT € de la commune.

11 823
enfants accueillis dans les périscolaires de m2A

8 185
places le midi et 5 154 places le soir

7 500
repas servis le midi et 4 500 goûters servis le soir

PRIORITÉ DONNÉE À L'ENVIRONNEMENT

Après deux ans d'arrêt, liés à la crise sanitaire, un nouveau thème d'animation inter-sites a pu être initié. En lien avec le Plan Climat Nouvelle Donne de m2A, la thématique de l'environnement a ainsi été retenue comme fil-rouge pour l'ensemble des sites périscolaires de m2A. À ce titre, les équipes ont été sensibilisées à l'importance de la protection environnementale, par le biais notamment d'ateliers ludiques et éco-responsables autour de 6 thèmes : Energie, solidarité, biodiversité, santé, déchets et alimentation. L'événement « Peri Green Trip » a ainsi permis de clôturer cette thématique.

UN SERVICE D'ACCUEIL SUR-MESURE

Ville de Mulhouse

De nombreuses structures de garde sont proposées aux familles du territoire, pour un accueil parfaitement adapté aux jeunes enfants.

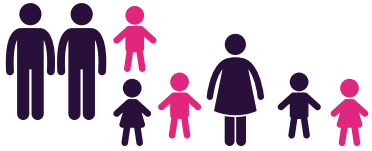
m2A veille à offrir aux familles de l'Agglomération des modes d'accueil diversifiés. Le service petite enfance coordonne en direct 4 multi-accueils et assure également la gestion de 3 Relais Petite Enfance (RPE). Le bien-être des enfants et leur parfaite sécurité sont une priorité pour m2A. L'ensemble des professionnels intervenants sont spécialisés en petite enfance, formés à répondre aux besoins et à l'éveil des tout-petits. Au cours de l'année 2022, le personnel des crèches a notamment été formé aux gestes de premiers secours.

Sensibiliser à l'environnement dès le plus jeune âge

Tout comme pour les sites périscolaires, la thématique de l'environnement a également été retenue comme fil-rouge de l'année dans les quatre multi-accueils en régie directe. Celle-ci s'est illustrée à travers le projet « nature-jardinage ».

Valoriser les agents et leurs missions

Les directrices et animatrices des Relais Petite Enfance ont été conviées au forum des élus qui s'est tenu le 08 septembre 2022. L'occasion de présenter leurs activités et de partager un moment de convivialité.

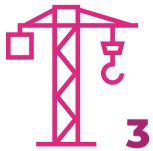


793 695 €
investis pour la petite enfance

35
structures petite enfance, dont 4 en régie directe

11
Relais Petite Enfance (RPE) et plus de 800 assistantes maternelles

1 580
places disponibles en multi-accueil



3 300 000 € TTC
Il s'agit du montant prévisionnel des travaux pour la création des nouveaux locaux du multi-accueil « La Grande Ourse » à Illzach, dont le chantier a démarré en 2022

Procès-verbal du conseil municipal du 08 février 2024

LES CITOYENS DE DEMAIN

L'Aventure citoyenne, action d'éducation à la citoyenneté, est proposée à tous les enseignants de CE2, CM1 et CM2 de l'Agglomération. Elle vise à mettre en place un parcours de découverte et d'éveil à la citoyenneté, tout au long de l'année scolaire ; l'objectif étant d'aider les enfants à prendre conscience de leurs droits individuels et des intérêts collectifs afin qu'ils deviennent de jeunes citoyens acteurs. Cette action leur permet aussi de découvrir de nombreux partenaires de l'Agglomération et d'être accompagnés par des intervenants sur des temps en classe. L'édition 2021-2022 portait sur le thème de l'environnement. Le but était de faire découvrir les gestes à adopter pour préserver la planète au quotidien autour d'ateliers et de sorties. Cette belle aventure s'est clôturée par une journée festive au Parc de Wesserling ainsi qu'au centre du Torrent à Storckensohn où plus de 600 écoliers se sont réunis.

24

classes ont participé à l'édition 2021-2022

119 289 €

investis pour ce projet

28 314

prêts

832

cartes d'adhérents

2 138

documents achetés

LE BIBLIOBUS ENTRE EN SCÈNE

Bibliothèque mobile de m2A, le Bibliobus dessert 10 communes de l'Agglomération : Berrwiller, Brunstatt-Didenheim, Feldkirch, Lutterbach, Morschwiller-le-Bas, Reiningue, Richwiller, Ruelisheim, Staffelfelden et Zillisheim. Il donne accès à un large éventail de livres et CD, empruntables à domicile. Pour la première fois, le Bibliobus a proposé un programme de spectacles lors de sa tournée en juin et en octobre. Au total, 18 rendez-vous contés ont transporté petits et grands dans des univers enchantés.

QUAND « HABITAT ET LOGEMENT » RIME AVEC QUALITÉ DE VIE DES HABITANTS

La qualité de vie passe par la qualité du logement. Ce dernier doit être accessible et de qualité, et l'offre de logements justement répartie sur le territoire en fonction des besoins. Dans son projet de territoire « Vision 2030 », m2A se donne notamment comme objectifs d'assurer la production de logements neufs et d'accroître la qualité du parc existant. En 2022, plusieurs actions ont été menées pour y répondre.

Une charte de bonnes pratiques pour optimiser les projets de nouveaux logements sociaux

Délégataire pour le compte de l'Etat des aides à la pierre, m2A accorde les agréments de droit commun pour les opérations de création de logements sociaux, dans le cadre d'une politique de l'habitat définie dans le programme local d'habitat (PLH). Pour faciliter la prise en compte de l'avis des communes sur la dimension du projet, la typologie des logements, la forme architecturale et le nombre de logements sociaux dans des projets souvent mixtes, m2A a élaboré une charte avec l'AREAL (association représentant les bailleurs sociaux alsaciens) pour améliorer la procédure et mieux inclure ses 39 communes membres dans le processus de délivrance des agréments.

Par cette charte, les bailleurs sociaux s'engagent à ne plus demander de financement additionnel aux communes, ne plus se concurrencer entre eux sur une même opération, obtenir l'accord écrit du maire de la commune avant toute demande d'agrément à m2A, respecter un délai de livraison de 4 ans et prendre part à la reconstitution de l'offre démolie dans le cadre du projet de renouvellement urbain.

La charte, signée par m2A, chef de file de cette initiative, de l'AREAL, des organismes de logement social et des communes volontaires, a une validité d'un an renouvelable.

AREAL

Ville de Mulhouse

Procès-verbal du conseil municipal du 16 février 2024

LES ENGAGEMENTS DE m2A EN 2022 POUR LES LOGEMENTS SOCIAUX

- **395** agréments (281 logements en droit commun et 114 dans le cadre du renouvellement urbain)
- **1 500** € de soutien financier de m2A par logement pour la réhabilitation thermique
- **2 500** € de soutien financier de m2A par logement locatif social neuf (PLAI)
- **302** logements prévus pour une opération de réhabilitation thermique lourde dans le cadre du plan de relance
- des marges d'ajustements proposées pour la maîtrise des loyers du parc social public.

Une politique incitative pour assurer le redressement des copropriétés

Au niveau national comme local, la question des copropriétés fragiles et dégradées est un enjeu d'envergure. En effet, si des travaux importants sont nécessaires, notamment pour les immeubles construits entre les années 1950 et 1980, pour faire face aux enjeux climatiques et énergétiques, les nouveaux propriétaires aux revenus modestes sont le plus souvent dans l'impossibilité de prendre en charge lesdits travaux.

Pour y faire face, Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) s'est dotée d'une politique publique de plus en plus incitative pour les copropriétés en difficulté sur son territoire, avec le soutien des communes de résidence, répondant ainsi à son ambition d'un territoire solidaire au service de tous ses habitants.

m2A a ainsi mis en place plusieurs dispositifs de veille et de programmation pour mieux accompagner les copropriétés en difficulté sur son territoire selon leurs besoins identifiés et leur situation spécifique.

Pour mieux mobiliser les aides de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) liées à une obligation de cofinancement public, m2A a mis en place un soutien financier conditionné à la participation à même hauteur de la commune. Elle favorise ainsi l'effet levier sur les aides de l'Anah. Avec ces subventions complémentaires et des réductions d'impôts ainsi accessibles et cumulables, les copropriétés sont davantage en mesure d'agir, de réaliser les travaux, et ainsi d'améliorer leur cadre de vie et celui de la collectivité tout en réduisant fortement leurs factures en énergie. ■

LA SÉCURITÉ DES USAGERS, UNE PRIORITÉ

> m2A s'investit pour la sécurité et le confort des habitants dans les milieux sportifs de son territoire.

m2A met à disposition des établissements scolaires et des usagers du territoire, ses équipements sportifs d'excellence. En continuité de cette démarche, l'Agglomération soutient l'apprentissage de la natation dès le plus jeune âge, offre une formation aux métiers de Maître-Nageur Sauveteur et investit dans la rénovation de ses infrastructures pour assurer davantage de sûreté aux habitants.

Le savoir-nager, une compétence fondamentale

Encouragée par l'Éducation Nationale, m2A met tout en œuvre pour que le savoir-nager, compétence clé, soit acquise à l'entrée des enfants au collège.

Ainsi, les élèves des écoles primaires du territoire bénéficient d'une quarantaine de séances de natation dans les structures aquatiques de m2A. L'Agglomération propose également aux élèves de CM2 une carte gratuite appelée « Carte Splash », leur permettant d'accéder librement aux bassins pendant les vacances scolaires d'été. De cette manière, ils peuvent améliorer leur aisance dans l'eau et gagner en confiance avant d'entrer en 6e.

Pour promouvoir la natation en dehors de l'école et prévenir les risques de noyade, des « stages massés » sont expérimentés. Consciente de l'impact de la crise sanitaire sur l'apprentissage de la natation aux enfants, m2A propose ainsi, aux élèves en classe de CE2 de bénéficier gratuitement de séances intensives afin de les remettre à niveau. Pour les enfants de 4 à 6 ans, l'Agglomération développe des « classes bleues » sous la forme de stage et intègre à ce dispositif, un volet de formation pour des stagiaires encadrants.

Vigilance et sécurité, une prééminence pour m2A

Après les divers confinements, m2A a trouvé nécessaire de rappeler la responsabilité des parents, dans la surveillance des baignades de leurs enfants, même lorsque l'espace est déjà sous la surveillance d'un Maître-Nageur Sauveteur (MNS). Pour garantir un service de qualité et de sécurité, m2A a lancé une campagne de préparation au Brevet National de Sécurité et de Sauvetage Aquatique (BNSSA). L'objectif est de former de futurs Maîtres-Nageurs Sauveteurs et des surveillants sauveteurs, afin d'assurer la sécurité des habitants dans les différents équipements aquatiques du territoire. ■

Des investissements sur les équipements, confort et sécurité pour les habitants

Afin d'assurer un fonctionnement optimal des infrastructures et préserver la sûreté des usagers, des travaux ont été réalisés entre janvier et décembre 2022. m2A a investi 850 000 € TTC pour ses équipements aquatiques communautaires et 600 000 € TTC pour ses équipements terrestres communautaires. En plus d'assurer la sécurité des habitants, ces investissements contribuent au développement de l'attractivité du territoire.

CHIFFRES CLÉS

Activités aquatiques

399 270 entrées dans les piscines

64 348 inscrits en « classes bleues »

19 072 participants aux activités aquatiques

29 814 inscrits à l'école de natation

3 509 bébés nageurs et Jardin aquatique

18 personnes ayant obtenu le BNSSA

211 agents communautaires et mutualisés

Patinoire

106 876 entrées à la patinoire

CENTRE SPORTIF RÉGIONAL ALSACE

RÉSEAU GRAND INSEP

41 athlètes en internat (48 en 2019)

19 300 nuitées (18 997 en 2020)

62 499 prestations de restauration

11 300 personnes pour la mise à disposition de salles de réunion

78 000 personnes pour la mise à disposition de salles de sport

IMSSA CRYOCENTRE
INSTITUT MEDICO SPORTIF SUD ALSACE

41 851
personnes ont fréquenté l'IMSSA, l'Institut Médico-Sportif Sud Alsace, ouvert en février 2020 au sein du CRSA.

AMBITION .04

UN TERRITOIRE D'ÉQUILIBRE ET DE COOPÉRATION

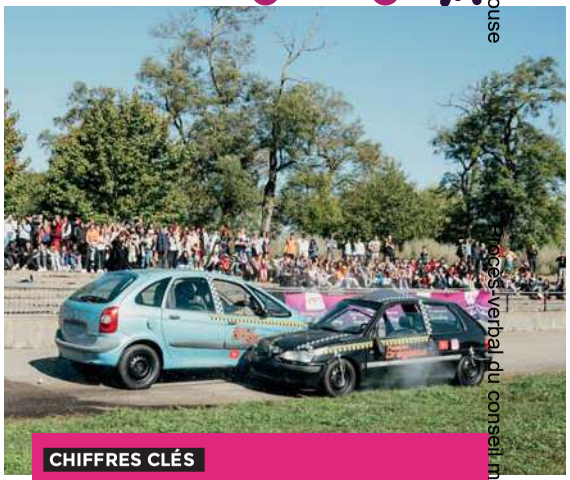
MIEUX VAUT PRÉVENIR, QUE PUNIR

Grâce à des actions fortes et ciblées, m2A souhaite prévenir la délinquance sur son territoire.

Tout au long de l'année 2022, m2A s'est impliquée à dynamiser sa Stratégie Territoriale de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (STSPD), en organisant plusieurs temps forts. En parallèle, l'Agglomération a mené une évaluation des actions et des dispositifs de sa stratégie, sur la période 2017-2021, pour dresser un diagnostic territorial de sécurité. Ce diagnostic a permis à m2A d'identifier les enjeux actuels en vue de mettre à jour sa stratégie pour la période 2022-2026.

Des images chocs, pour prévenir les dangers

Afin de sensibiliser les jeunes aux dangers de la route, un crash-test pédagogique a été organisé à l'occasion de la semaine « Prévention et sécurité routière ». L'opération s'est déroulée sur l'autodrome du Musée National de l'Automobile – Collection Schlumpf. Pendant 1 heure, les élèves ont pu assister à une démonstration de freinage, une percussion entre un véhicule et un scooter, une simulation de secours à la personne, une collision entre deux véhicules, le tout commenté en continu par un pilote professionnel du risque routier. 381 collégiens ont assisté à ce crash-test pédagogique.
En continuité des actions de prévention routière, m2A a mis en place une campagne d'affichage sur les distracteurs au volant. ■



Ville de Mulhouse
Procès-verbal du conseil municipal du 08 février 2024

CHIFFRES CLÉS

26 stages « Horizon » ont été demandés.
Il permet de prévenir le décrochage scolaire et de lutter contre les comportements de rupture et de violence scolaires.

19 élèves ont été placés dans un cursus de stage
(à raison de 8 jours de stage en moyenne).

3 Conseils Intercommunaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD)
et 1 plénier ont été organisés.

3 projets ont été soutenus par m2A,
visant la prévention de la délinquance, de la radicalisation et de la sécurité routière.

4 structures associatives ont été financièrement soutenues par m2A.

Une nouvelle arrivée

Le 1er septembre 2022, la Direction du Développement Intercommunal a accueilli dans son équipe, Virginie Hoflack, en tant que chargée de mission de sécurité et de prévention de la délinquance. Il s'agit d'une création de poste, qui a pour objectif de développer l'action de m2A sur ces thématiques. Virginie Hoflack dispose de 18 années d'expérience au sein de l'administration pénitentiaire et a notamment travaillé dans un Centre d'Information et de Documentation des Femmes et des Familles (CIDFF).

CHIFFRES CLÉS

108 500 € investis pour soutenir **13 projets** en 2022.

6 réunions de coordination avec les élus politique de la ville m2A ont été organisées.

10 réunions de l'équipe projet contrat de ville ont été programmées.

4 projets réalisés cette année : le pilotage-suivi du bilan annuel 2021 et le lancement du travail d'évaluation finale du contrat de ville, le lancement de l'appel à initiative 2022 et l'organisation de l'instruction des demandes de subventions 2022.

UNE PRÉCAUTION PARTICULIÈRE POUR LES QUARTIERS DITS « PRIORITAIRES »

m2A soutient les structures qui œuvrent dans les quartiers dits « prioritaires » du territoire, en particulier ceux de Mulhouse, Illzach et Wittenheim.

L'Agglomération met en œuvre des actions visant à renforcer le lien social entre les habitants et à améliorer la qualité de vie dans ces différents quartiers. En effet, les multiples crises sont particulièrement ressenties par les résidents des quartiers populaires. C'est pourquoi m2A accompagne les projets innovants, répondant ainsi aux enjeux de lutte contre les inégalités sociales, territoriales et de santé pour les habitants.

L'insertion des jeunes sur le marché de l'emploi, un défi

m2A souhaite dynamiser la réussite à l'école et favoriser l'insertion des jeunes sur le marché de l'emploi, afin d'amortir les effets de ces crises. L'Agglomération aide les jeunes dans leur recherche et lutte contre le décrochage scolaire pour les collégiens en vue d'une insertion socioprofessionnelle. Dans cette même démarche, m2A a assuré le suivi des travaux de la Cité de l'emploi, dispositif déployé à Mulhouse depuis la fin d'année 2021. Elle permet la collaboration entre tous les acteurs locaux afin d'améliorer l'identification et l'accompagnement des résidents des Quartiers Prioritaires de Ville (QPV), pour leur offrir un suivi plus personnalisé et adapté.

Une collaboration autour du futur contrat de ville

En partenariat avec l'Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville (ORIV), m2A a mené une réflexion sur la politique de la ville de son Agglomération, permettant la rédaction du rapport annuel 2021 du contrat de ville. En lien avec l'Agence de fabrique urbaine et territoriale (AFUT), anciennement : Agence d'Urbanisme de la Région Mulhousienne (AURM), l'ORIV a aidé m2A à définir une méthode participative pour élaborer le futur contrat de ville. Pour la réalisation de cette mission, m2A a soutenu l'Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville à hauteur de 25 000 €.

LE PTRTE, OUTIL PARTENARIAL AU SERVICE DE LA RELANCE ÉCONOMIQUE

En partenariat avec l'État, la Région Grand Est, la CeA et toutes les communes de l'Agglomération, Mulhouse Alsace Agglomération (m2A) a participé dès 2021 à la rédaction du Pacte territorial de relance et de transition énergétique (PTRTE). Il s'agit désormais de faire vivre ce pacte jusqu'en 2026 pour la relance et le développement économiques de tout le territoire.

Ce pacte territorial de relance a été officiellement signé le 10 janvier 2022 au Parc expo de Mulhouse par le Président de m2A et les 39 maires des communes membres, le Président de la Région Grand Est et le Président de la CeA, **en présence de Jacqueline Gourault**, alors Ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, et des services de l'État.

Basé sur une démarche partenariale active, ce document est le fruit d'une année entière de travail entre les services de la Région Grand Est, de l'État, de la CeA, de m2A, de la Ville de Mulhouse et des 38 autres communes de l'Agglomération. Il recense de manière exhaustive **plus de 500 projets** portés par m2A, la Ville de Mulhouse et les 38 autres communes pour les six années à venir.

Ces projets qui représentent au total 506 M€ ont tous été annexés au PTRTE. Parmi les projets structurants de m2A, nous pouvons citer : l'extension du parc expo avec la construction d'une nouvelle halle, l'extension de nos réseaux de chaleur notamment celle de 2,4 km entre l'Illberg et le quartier Bel-Air, la réalisation d'itinéraires cyclables sur le territoire, la création ou la réhabilitation de sites périscolaires ou la construction du nouvel espace Horizon Afrique sur le site du parc zoologique et botanique de Mulhouse.

Jacqueline Gourault lors de la signature du PTRTE de m2A

Échange entre les maires de m2A et la ministre Jacqueline Gourault

Sur le plan organisationnel et méthodologique, **deux comités techniques et un comité de pilotage** se sont réunis pour examiner avec attention l'avancée des projets et permettre aux dossiers les plus matures, de bénéficier de subventions de la part des différents partenaires. L'objectif est également de pouvoir réunir les partenaires en mode projet aussi souvent que nécessaire. ■

LE PTRTE, LA CULTURE PARTENARIALE DE m2A EN ACTION

Le PTRTE est une démarche d'accompagnement territorial en proximité sur 6 années (de 2021 à 2026). Son objectif vise à simplifier les contractualisations menées conjointement par l'État, la Région Grand Est et la CeA. Il s'agit de rechercher davantage de convergence et de lisibilité dans le déploiement des programmes et politiques sur le territoire et de développer une vision commune des enjeux du territoire, en termes de développement économique, d'environnement, de cohésion sociale et territoriale.

EN CHIFFRES

506 millions d'euros

+ de 500 projets identifiés

Mulhouse Alsace Agglomération :

194 M€

Ville de Mulhouse :

261 M€

38 autres communes-membres :

51 M€

L'ACCÈS AU DROIT POUR TOUS

La Maison de la Justice et du Droit (MJD) est un dispositif partenarial entre le Ministère de la Justice, la Ville de Mulhouse et m2A.

Elle est ouverte à tous les citoyens de l'Agglomération ayant besoin d'un renseignement juridique. L'accueil est géré par deux agents de la Direction du Développement Intercommunal de m2A. En fonction de leur demande, les usagers sont orientés vers le professionnel de la justice le plus adéquat. Plusieurs permanences sont tenues au sein de cet établissement par des avocats, notaires, conciliateurs de Justice, huissiers de Justice, et délégué du Défenseur des Droits. Il est possible de rencontrer un écrivain public ou des associations qui œuvrent dans le domaine de l'accès au droit des femmes et des familles (CIDFF) et de l'aide aux victimes (APPUIS). La MJD accueille aussi les différents stages de citoyenneté, mesures alternatives aux poursuites mises en place par le tribunal judiciaire de Mulhouse. ■

CHIFFRES CLÉS

3 367 personnes reçues à la MJD.
5 143 appels téléphoniques réceptionnés.
157 stages de citoyenneté organisés.
216 stages de sensibilisation aux violences conjugales organisés.
82 stages de sensibilisation aux produits stupéfiants organisés.

LE PATRIMOINE LOCAL EST BIEN GARDÉ !

Les Archives de l'Agglomération collectent des documents et des données, produits et reçus par les autres services communautaires.

CHIFFRES CLÉS

9 km linéaires de documents, de toutes provenances confondues.
350 lecteurs annuels.
550 consultations annuelles.

Les Archives prodiguent des conseils et de l'aide en matière d'archivage, grâce à la mise au point de modules d'archivage et de protocoles de description des données, pour la collecte et la conservation des documents électroniques, des archives privées (familles, associations, entreprises) susceptibles d'enrichir la mémoire collective. Le service classe les documents collectés et élabore des instruments de recherche permettant leur exploitation. Il conserve matériellement de nombreux fonds d'archives, ainsi que la collection muséale de l'entreprise DMC. Enfin, le service communique des archives au public (administrations, généalogistes, étudiants, historiens locaux, particuliers, ...) et aide à mener des recherches à caractère scientifique, administratif et généalogique. En 2022, une exposition ouverte au public a permis de mettre en lumière les jeunes années de l'illustre réalisateur William Wyler et les cinémas de Mulhouse. Autre temps fort de l'année, le service a réalisé un guide des fonds à destination des généalogistes. ■

ÉGALITÉ EN LIGNE : TOUS CONNECTÉS

m2A se mobilise pour que tous ses citoyens, élus et agents, en situation de handicap ou non, puissent avoir accès aux sites internet institutionnels du territoire.

L'Agglomération s'engage pour l'égalité entre tous ses habitants. m2A a porté un projet, permettant aux personnes en situation de handicap d'avoir elles-aussi, un accès confortable et inclusif à ses sites internet institutionnels. Au début de l'été, le projet a été présenté aux différentes communes. Une demande de subvention a été sollicitée par l'Agglomération, au titre du volet numérique du fonds européens REACT-EU (Recovery Assistance for Cohesion and the Territories of Europe). Ce fonds aide les porteurs de projet, comme m2A à atteindre leurs objectifs, grâce à un soutien financier et il contribue aussi à relancer l'économie. L'Agglomération a également cherché un prestataire pour réaliser des audits d'accessibilité des sites du territoire, et pour former les agents créateurs de contenu à l'accessibilité numérique dès la conception. La société strasbourgeoise « Alsacréations » a été sélectionnée pour cette mission. Ainsi, les premiers audits ont eu lieu à la fin de l'année 2022.

155 885 € HT
ont été investis par m2A pour ce projet

39 COMMUNES, UNE SEULE AGGLOMÉRATION

La bonne entente entre les différentes communes qui composent son Agglomération est primordiale pour m2A.

Plusieurs projets intercommunaux, ainsi que des moments de rencontre entre les élus, sont organisés par m2A. Ils permettent de favoriser la bonne entente entre les communes et l'Agglomération. m2A souhaite créer du lien entre les Directeurs Généraux des Services (DGS) des 39 communes, pour soutenir la bonne organisation des instances politiques. L'Agglomération sert également d'interface entre les communes et ses différents services. C'est pourquoi plusieurs conférences plénières et territorialisées avec les maires, 5 collégiales entre les Directeurs Généraux des Services, ainsi que 3 forums des élus, ont été organisés par m2A en 2022.

13
dossiers ont été traités avec les communes pour les services

46
sollicitations directes des communes ont été réalisées

LA COOPÉRATION AU CŒUR DE L'ACTION DE m2A

m2A a dans son ADN les principes de coopération et de co-construction : entre binômes élu-agent, entre services, avec ses 39 communes, avec les partenaires du territoire publics comme privés, sans oublier avec les habitants, comme en témoigne la Journée citoyenne. Le Conseil de développement et la coopération entre intercommunalités en sont de bons exemples, et la Maison du Territoire en sera un symbole fort.

L'engagement citoyen du Conseil de développement

Le Conseil de développement de m2A est depuis 2003 l'instance de démocratie participative prévue au niveau intercommunal. C'est aussi une instance consultative, force de proposition pour les élus de m2A, et un espace de dialogue et de réflexion sur des questions d'intérêt général.

Une année productive pour le Conseil de développement

Chaque année, le Conseil de développement enrichit de ses contributions la gouvernance de m2A, dans l'intérêt des habitants du territoire. Ainsi, son action en 2022 a été marquée par :

- la publication en mars 2022 d'un avis sur « Environnement et santé, quels leviers d'amélioration pour Mulhouse Alsace Agglomération ? »,
- l'organisation les 27 et 28 septembre 2022 d'un atelier participatif et d'une rencontre-débat autour de la sobriété énergétique, avec Barbara Nicoloso sur le thème : « Devenons acteurs de la sobriété énergétique »,
- la participation à la consultation publique sur le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) de m2A, appelé « Plan Climat Nouvelle Donne ».

LE CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT 2021-2022 EN CHIFFRES

127 membres

4 collèges : **35%** de citoyens, **32%** de représentants des associations et institutions, **27%** de représentants des communes et 6% de personnes qualifiées

3 thématiques de travail : Changement climatique, Citoyenneté et Culture

10 groupes de travail

Procès-verbal du conseil municipal du 08 février 2024

La Maison du Territoire, un lieu de rassemblement des agents et des acteurs

LA MAISON DU TERRITOIRE

2 675 000 €

C'est le capital que détient Mulhouse Alsace Agglomération au sein de la société anonyme d'économie mixte locale (SAEML) Maison du Territoire. Avec 42,8% des parts, m2A reste l'actionnaire majoritaire de cette SAEML qui compte 11 actionnaires, dont trois partenaires publics.

Rencontre des Présidents des EPCI du Haut-Rhin

Lancement de la 1re saisine citoyenne de France

La saisine citoyenne du Conseil de développement est un outil de démocratie participative inédit inscrit dans le projet de territoire « Vision 2030 » de m2A.

Elle permet aux citoyens de saisir le Conseil de développement sur des sujets qu'ils proposent et relevant de la compétence de l'Agglomération.

Les sujets sont ensuite validés par le Conseil de développement et ceux retenus sont mis en ligne sur le site de m2A. Les saisines citoyennes doivent recueillir un minimum de 50 soutiens, dans un délai de 3 mois pour faire l'objet d'un groupe de travail.

Les membres du Conseil y apportent leur expertise citoyenne qui est ensuite portée à la connaissance des élus de l'Agglomération, dans un esprit de co-construction.

La phase d'expérimentation d'un an a débuté le 5 juillet 2022. Fin 2022, 5 saisines ont été déposées : 3 ont été rejetées car n'entrant pas dans les champs de compétences de l'Agglomération, 2 ont été acceptées dont une mise en ligne au mois de novembre 2022. ■

DES RENCONTRES RICHES AVEC LES INTER-COMMUNALITÉS ET AVEC LE PÔLE MÉTROPOLITAIN

À l'initiative de Fabian Jordan, Président de m2A, **trois rencontres ont été mises en place entre les présidents des Établissements publics de coopération intercommunale** (EPCI) du Haut-Rhin. Les présidents de ces grandes collectivités ont ainsi pu échanger sur des sujets communs, de la hausse du coût de l'énergie à la solidarité en Ukraine, en passant par un dossier fédérateur : les Mobilités. Ces dernières ont fait l'objet d'un groupe de travail entre EPCI et ont abouti à l'élaboration d'un schéma directeur des mobilités partagée, pour promouvoir l'attractivité des territoires et leur développement économique.

m2A est également membre du Pôle métropolitain avec l'Eurométropole de Strasbourg, la communauté d'Agglomération de Haguenau, Colmar Agglomération et Saint-Louis Agglomération. Ce Pôle s'est réuni à deux reprises en 2022 et a décidé d'apporter collectivement son soutien financier pour des projets, à hauteur de :

- **35 000 €** pour le Centre d'études japonaises en Alsace (CEJA) basé à Colmar,
- **110 000 €** pour l'opération « Meet in Alsace » d'Alsace Destination Tourisme. ■

LA LANDESGARTENSCHAU, FESTIVAL ET SYMBOLE DE LA COOPÉRATION TRANSFRONTALIÈRE

Du 22 avril au 03 octobre 2022 s'est tenu l'événement transfrontalier « Die Landesgartenschau - RiveRhin », un festival des parcs et jardins entre voisins allemands et alsaciens, organisé en lien avec notre Direction des relations internationales et transfrontalières.

Landesgartenschau - Pavillon alsacien

Inauguration officielle de la Landesgartenschau en avril 2022.

Durant six mois, les visiteurs ont ainsi pu découvrir un espace de promenade le long du Rhin entre Neuenburg am Rhein et les communes de la bande rhénane, mais aussi goûter des spécialités alsaciennes, parcourir les musées de l'Agglomération mulhousienne ou les chemins de randonnée dans les Vosges. Objectif de ce festival en plein air : mettre en lumière le savoir-faire d'acteurs privés et publics en matière de jardinerie, de paysagisme et d'aménagement des espaces verts.

Pendant 8 semaines sur le pavillon « Alsace » imaginé pour l'occasion, les équipes de m2A mais aussi de la CeA, de la Ville de Mulhouse, de l'Office de Tourisme et des musées du territoire ont pu faire la promotion du territoire et de ses nombreux sites culturels et touristiques. ■

Ville de Mulhouse
Procès-verbal du conseil municipal du 06 février 2024

UNE PASSERELLE POUR CONNECTER NEUENBURG ET CHALAMPÉ

Renforcer la proximité entre voisins (la philosophie de la Landesgartenschau) passe également par les infrastructures routières. Le pont entre Neuenburg am Rhein et Chalampé a ainsi été ouvert à la circulation avant le démarrage de RiveRhin 2022. Sous l'impulsion de m2A, et grâce à l'implication de la CeA et des partenaires publics allemands, la passerelle a été élargie afin de permettre aux piétons et aux cyclistes de circuler en toute sécurité. Un souhait qui avait été émis par le maire de Neuenburg également. L'inauguration de la passerelle a eu lieu le 14 avril 2022. Au-delà de l'accessibilité des territoires, ce pont traduit une dimension symbolique de coopération transfrontalière, dans le but de développer nos relations de voisinage avec l'Allemagne.

Premiers cyclistes empruntant la passerelle de Chalampé

Une Direction transversale et multi-projets

Au-delà de l'événement « RiveRhin 2022 » et de l'aménagement de cette passerelle pour piétons et cyclistes, la Direction des relations internationales et transfrontalières, pilotée par Martine Moser, a travaillé activement sur la création officielle du réseau européen « Innovative Red Brick Cities » à Mulhouse et sur la clôture du programme d'échanges avec la ville de Trois-Rivières dans le cadre du fonds franco-québécois pour la coopération décentralisée. Cette direction à 360° constitue un appui véritablement transversal aux élus et aux services sur les projets à dimension transfrontalière, européenne et internationale. Porteuse de l'ambition résolument européenne de m2A, elle accompagne m2A et les acteurs du territoire sur des projets partenariaux transfrontaliers et internationaux. ■

Landesgartenschau - Inauguration du pavillon alsacien

Claudia Meschede à gauche lors d'une des visites de la délégation de Panam Sports Organization.

Accompagner la dynamique olympique de m2A

D'origine allemande et parfaitement trilingue (français, allemand et anglais), Claudia Meschede de la Direction des relations internationales et transfrontalières participe à l'accueil de représentants de délégations sportives étrangères et des comités nationaux olympiques à la recherche de sites d'entraînement et de préparation dans la perspective des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024. Elle a notamment accueilli, aux côtés de notre Direction des Sports et des élus de la Commission « Sport », une délégation panaméricaine de Panam Sports Organization (PSO) représentant pas moins de 38 comités nationaux olympiques d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud. Un rôle d'interprète et de traductrice indispensable à la réussite de notre ambition de Centre de Préparation aux Jeux - CPJ » ; m2A étant le 2e CPJ de France avec 35 disciplines sportives homologuées.

VIE DE L'AGGLOMÉRATION

FINANCES : LES CHIFFRES CLÉS

Le compte administratif 2022 de Mulhouse Alsace Agglomération s'élève à 248 M€ en dépenses de fonctionnement et à 72 M€ en dépenses d'investissement pour le budget principal.

m2A S'ENGAGE SUR UNE GESTION DES FONDS EUROPÉENS AVEC LA RÉGION

Le Fonds Européen de Développement Régional, plus communément appelé FEDER, est l'un des principaux programmes de financements européens de l'Union Européenne visant à promouvoir la cohésion économique, sociale et territoriale entre les régions. m2A s'est vu confier une enveloppe de **7M€**. Elle a pu définir en co-construction avec la Région les grands axes et les projets éligibles sous la forme d'un Investissement Territorial Intégré (ITI) à gestion intermédiaire.

m2A dispose de 3 budgets annexes :

- pour la gestion des transports urbains,
- pour les réseaux de chaleur et les centrales thermiques,
- pour la Zone d'Activité Economique (ZAE) de Bantzenheim.

Budget Transports urbains
75,7 M€ pour les dépenses de fonctionnement
14,9 M€ pour les dépenses d'investissement

Budget Chauffage urbain
11,6 M€ en dépenses de fonctionnement
7,2 M€ en dépenses d'investissement

Budget ZAE de Bantzenheim
53 K€ en dépenses de fonctionnement
913 K€ pour l'investissement

Les grandes masses financières du budget principal : l'évolution des ressources communautaires

L'essentiel des ressources de la collectivité est constitué par les ressources à caractère fiscal et par les dotations et subventions.

Les recettes fiscales représentent un total de 154,2 M€ et sont constituées par les recettes qui se substituent à l'ancienne taxe professionnelle et par les recettes ménages (**114,5 M€**), par la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (**38,2 M€**) et par des recettes diverses (**1,5 M€**).

Les dotations et subventions se sont élevées en 2022 à 52,7 M€ et comprennent les dotations d'État ainsi que des participations de nos divers partenaires (notamment la CAF). Figurent parmi les dotations les plus importantes :

- La dotation de compensation de la suppression de la part salaires pour **20,6 M€** ;
- Les compensations de l'État au titre notamment de la taxe professionnelle pour **18 M€** ;
- La dotation d'intercommunalité pour **5,5 M€** ;
- Les aides diverses et notamment celles de la CAF pour un total de **8,6 M€**.

LES DÉPENSES COMMUNAUTAIRES

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 248 M€.

Les charges de personnel représentent 30 % des dépenses,
le reversement de contributions/compensations aux communes 26,9 %.

Les dépenses d'investissement représentent un peu plus de 72,15 M€, dont :

Aménagement du territoire et zones d'activités
2,1 M€

Rénovation des équipements aquatiques et sportifs
1,2 M€

Propreté urbaine et parc auto
2,2 M€

Parc zoologique et botanique
1,4 M€
947 800 € pour Horizon Afrique
358 820 € pour la clinique vétérinaire

Périscolaire
388 600 €

Patrimoine touristique
110 690 €

Pistes cyclables
123 600 €

Petite enfance
630 550 €

RESSOURCES HUMAINES

L'humain au coeur des métiers

La Direction des Ressources Humaines assure la coordination entre la stratégie générale formalisée par la Direction Générale en matière de service public et les moyens RH à mettre en œuvre. Elle recrute et gère la vie des 1668 agents de la collectivité tout au long de leurs carrières en leur garantissant la préservation de leurs droits prévus dans les statuts de la fonction publique territoriale. Les 55 agents ont coordonné le recrutement de 188 collaborateurs et l'accompagnement social de 128 agents.

LES MOYENS GÉNÉRAUX AUX PETITS SOINS POUR LES COLLABORATEURS

L'équipe des Moyens Généraux

Une quarantaine d'agents œuvrent au bien-être du personnel à travers l'aménagement, l'organisation et l'entretien des espaces de travail, la mise à disposition des fournitures de bureau, des consommables informatiques, des produits d'entretien et d'hygiène, la gestion de l'imprimerie, le tri et la distribution du courrier, l'accueil physique et téléphonique et la gestion du centre d'accueil Alfred Wallach.

L'année 2002 a été marquée par la mise en place de bornes de tri uniques situées sur les étages en remplacement des corbeilles individuelles des bureaux afin de diminuer les risques de troubles musculosquelettiques des agents et de réduire la consommation des sacs plastiques en optimisant le tri sélectif. Un bon point ! Ces bornes de tri sont totalement recyclables et fabriquées localement. Le service a également piloté la création du restaurant pour le personnel de de la Maison du Territoire.

1 324 077 € dépenses de fonctionnement
556 898 € recette de fonctionnement
193 878 € en investissement

877 067 m²
Surface annuelle cumulée nettoyée pour les bâtiments de m2A

120 000
courriers adressés et mis sous plis

9 millions
Nombre de documents imprimés

Centre Alfred Wallach
13 000 repas servis
12 677 personnes accueillies

120 894
appels entrants au standard

GÉOMÈTRES, TOPOGRAPHES, GÉOMATICIENS, SIGISTES… DES PROFESSIONNELS À LA HAUTEUR

Établir des cartes intelligentes, à l'aide de données géographiques, de levés topographiques nécessaires à l'établissement de plans et projets d'aménagements communaux ou communautaires : c'est la mission des **17 collaborateurs du Service Informations Géographiques (SIG)**. Ces cartes sont destinées à alimenter des outils d'aide à la décision pour l'Agglomération et ses communes membres.

28 100 € en dépenses de fonctionnement
10 100 € en recettes de fonctionnement
60 600 € en dépenses d'investissement

QUELQUES PROJETS MARQUANTS :

- Réalisation d'une orthophotographie haute résolution (8 cm le pixel) sur l'ensemble de m2A avec édition et fourniture de posters à chaque commune de m2A,
- Réalisation de 5 documents d'arpentages dans le cadre de cessions, découpages de terrains sur les zones d'activités Hohmatten et Amélie à Wittelsheim, ZAE Dietwiller, Village Industriel de la Fonderie et DMC à Mulhouse,
- Levés topographiques pour les projets d'aménagements : pistes cyclables à Wittenheim (Rue Schweitzer) et Wittelsheim (RD19), création d'un multi-accueil à Pfastatt, base de canoé kayak à Riedisheim,
- Mise à jour en propre régie des plans topographiques des communes de Morschwiller-le-bas et Bruebach,
- Cartographie des réseaux de chaleur suite aux travaux et extensions dans les quartiers Bel Air et Coteaux.

AFFAIRES JURIDIQUES ET COMMANDE PUBLIQUE

14 agents assurent principalement le conseil juridique interne en lien avec les référents juridiques et le suivi des contentieux, souscrivent les marchés d'assurances, gèrent les sinistres, les atteintes au patrimoine, la protection juridique des agents, les abonnements et les procédures de passation des marchés publics et contrats complexes (délégations de service public, concessions ...) en lien avec les référents commande publique et conseillent les directions en matière de commande publique. ■

360 700 € en fonctionnement
35 575 € en investissement
114 avis juridiques et **11** affaires contentieuses
130 marchés notifiés
31 abonnements gérés

LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS :

- Renouvellement du marché d'assurance des biens du Musée de la Moto Grange à Bécanes de m2A
- Mise en place de la nouvelle charte de la commande publique en concertation avec les Chambres consulaires et les Fédérations professionnelles et approbation du Schéma de promotion des achats publics socialement et économiquement responsables
- Accompagnement juridique sur des projets transversaux tels que la création de la Régie communautaire de l'Eau, le déploiement des infrastructures de recharge pour véhicules électriques, le renouvellement de Délégations de Service Public et de Concession.

DANS LES COULISSES DES SYSTÈMES ET APPLICATIONS TIC

30 agents du service Systèmes d'informations sont en charge du développement et de l'intégration de logiciels, de la relation avec les collaborateurs et des infrastructures et réseaux. ■

LES ÉVÉNEMENTS MARQUANTS :

- Création de la cellule cybersécurité DSI/MRN (Mission Risques Numériques)
- Mise en place de la CVthèque
- Participation à l'action environnementale du Lions Club en cédant des déchets électroniques et des équipements informatiques plus utilisés par les collectivités
- Soutien logistique à l'Ukraine (l'accueil de réfugiés)

CHIFFRES CLÉS DU SERVICE

1 104 800 € en fonctionnement
1 000 000€ en investissement 2 200 PC
340 imprimantes réseau
dont **160** multifonctions
310 serveurs virtuels et 23 serveurs physiques
250 applications utilisées au quotidien
70 sites reliés en haut débit via fibre optique propriétaire
7 sites reliés en haut débit par Radio longue distance
71 sites reliés par Internet (VPN)
81 To de données utiles (hors sauvegarde et redondance)
165 400 emails reçus de l'extérieur pendant 1 mois (hors spam)
177 900 emails envoyés vers l'extérieur pendant 1 mois
2 000 postes téléphoniques
dont **1 600** postes sous IP
725 smartphones gérés avec abonnement data,
573 téléphones portables/smartphones sans abonnement data, **250** Tablettes

Mulhouse Alsace Agglomération
2, rue Pierre et Marie Curie
BP 90019 - 68948 Mulhouse Cedex
Tél : 03 89 32 58 58
m2A.fr

Dépôt légal : **11/2022**. ISSN : **2270-6496**
Date de parution : **11/12/2023**
Rédaction : **Thomas de Gruttola, Orlane Foucault, Nelly Pratz-Meyer, Laura Souto Maior**
Direction artistique : **Véronique Rapoport**
Crédits photos : **Grégory Muller, Marie Nussbaumer, Istockphoto, Tristan Vuano**
Photo de couverture : **Équipe d'escalade du Japon au CMC**

Mulhouse Alsace Agglomération

m2A.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur
068-200066009-20230626-1016C-2023-CABP-BF
Réception par le préfet : 06/07/2023
Publication : 06/07/2023
CERTIFIE CONFORME Acte exécutoire le 6 juillet 2023 Le Président

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION
Sous la présidence de Jean-Luc SCHILDKNECHT
1er vice-président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'AGGLOMÉRATION
Séance du 26 juin 2023

76 élus présents (102 en exercice, 14 procurations)

M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est désigné secrétaire de séance.

COMPTE ADMINISTRATIF 2022 – BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES (311/7.1.3/1016C)

Le Compte Administratif reflète la gestion de Mulhouse Alsace Agglomération pour un exercice alors que le budget primitif et le budget supplémentaire sont des documents de prévision et d'autorisation.

Les résultats de la gestion 2022 constatent les réalisations de dépenses et les recouvrements de recettes effectués au cours de l'année, tant dans le budget principal que dans les budgets annexes du chauffage urbain, des transports urbains et de la ZAE de Bantzenheim.

Conformément à l'article L2121-14 du CGCT, il est procédé à l'élection d'un Président temporaire.
M. Jean-Luc SCHILDKNECHT est élu Président pour approuver le présent compte administratif.

1 – LE BUDGET PRINCIPAL

1.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

Le résultat de la section de fonctionnement s'élève à 8 709 131,90 €.

Cumulé avec l'excédent de 2021 de 41 948 876,79 €, il fera l'objet pour 50 658 008,69 € d'une délibération séparée pour décider de son affectation.

A- Dépenses

Les dépenses réelles réalisées s'élèvent à 231 438 437,09 €, alors que les inscriptions de crédits pour 2022 en termes réels étaient de 271 586 042,56 €, soit un taux de réalisation de 85,22 %.

B- Recettes

Les recettes réelles hors excédent, s'élèvent à 256 499 211,49 € ce qui représente un taux de réalisation de 104,3 % puisque les inscriptions étaient de 245 892 692 €.

C- Résultat

Le solde sur les opérations réelles est égal à 25 060 744,40 €. Après imputation du solde des opérations d'ordre, il ressort un résultat annuel excédentaire de 8 709 131,90 €.
Après prise en compte de l'excédent de l'exercice antérieur de 41 948 876,79 € affecté à la section de fonctionnement, le résultat à affecter est de 50 658 008,69 €.

Il doit permettre de financer en priorité le cas échéant, le besoin de la section d'investissement corrigé du solde des restes à réaliser d'investissement, le reste de l'excédent pouvant être affecté à de nouvelles opérations d'investissement ou de fonctionnement.

1.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

A- Dépenses

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 72 157 229,10 €. Elles comprennent 51 947 641,23 € d'opérations réelles et 18 008 638,39 € de mouvements d'ordre.

Parmi les opérations réelles, il convient de distinguer :
- les opérations financières dont le montant est de 23 697 325,31 € ;
- les opérations d'équipement pour un montant de 28 250 315,92 € (subventions d'investissement comprises) correspondant à des investissements réalisés par Mulhouse Alsace Agglomération.

B- Recettes

Les recettes d'investissement ont été enregistrées pour 67 567 868,79 € dont 34 360 280,89 € pour les opérations d'ordre et 33 207 587,90 € pour les recettes réelles.

C- Résultat

Le besoin brut de financement de la section d'investissement s'élève à 4 589 360,31 €.

En investissement les restes à réaliser en dépenses sont de 22 163 790,94 €.
Les restes à réaliser en recettes s'élèvent à 12 269 751,84 €.

Compte tenu du solde négatif des restes à réaliser d'investissement de - 9 894 039,10 €, le résultat réel de clôture de la section d'investissement est déficitaire de – 14 483 399,41 €.

1.3 – RESULTAT

Le résultat global dégagé par le budget principal est de 36 174 609,28 €.

2 – LE BUDGET ANNEXE DU CHAUFFAGE URBAIN

2.1 – SECTION D'EXPLOITATION

Le total des dépenses d'exploitation s'élève à 11 615 153,70 €.

Les recettes se montent à 24 929 736,82 €.

Le résultat d'exploitation est excédentaire de 13 314 583,12 €.

2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement réalisées s'élèvent à 7 225 068,99 €.

Le total des recettes représente 4 538 503,28 €.

Le résultat de la section d'investissement est déficitaire à hauteur de – 2 686 565,71 €.

2.3 - RESULTAT

En reprenant les restes à réaliser de la section d'investissement, le Compte administratif 2022 du budget annexe du chauffage urbain dégage un résultat global de fin d'exercice de 10 086 716,39 €.

3 – LE BUDGET ANNEXE DES TRANSPORTS URBAINS

3.1 – SECTION D'EXPLOITATION

Les dépenses d'exploitation atteignent 75 745 169,99 €.

Les recettes se montent à 83 562 761,01 €.

Le résultat d'exploitation est excédentaire de 7 817 591,02 €.

3.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement réalisées s'élèvent à 14 973 552,83 €.

Le total des recettes d'investissement représente 13 134 896,27 €.

Le résultat de la section d'investissement est déficitaire de – 1 838 656,56 €.

3.3 - RESULTAT

En reprenant les restes à réaliser de la section d'investissement, le Compte administratif 2022 du budget annexe des transports urbains dégage un résultat global de fin d'exercice positif de 2 526 444,33 €.

4 – LE BUDGET ANNEXE DE LA ZAE DE BANTZENHEIM

4.1 – SECTION D'EXPLOITATION

Le total des dépenses d'exploitation s'élève à 53 238,15 €.

Les recettes se montent à 3 188 €.

Le résultat d'exploitation est déficitaire de 50 050,15 €.

4.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement réalisées s'élèvent à 913 483,69 € (essentiellement déficit antérieur reporté).

Il n'y a pas de recettes d'investissement.

Le résultat de la section d'investissement est déficitaire à hauteur de 913 483,69 €.

4.3 - RESULTAT

Le Compte administratif 2022 du budget annexe de la ZAE de Bantzenheim dégage un résultat global de fin d'exercice déficitaire de 963 533,84 €.

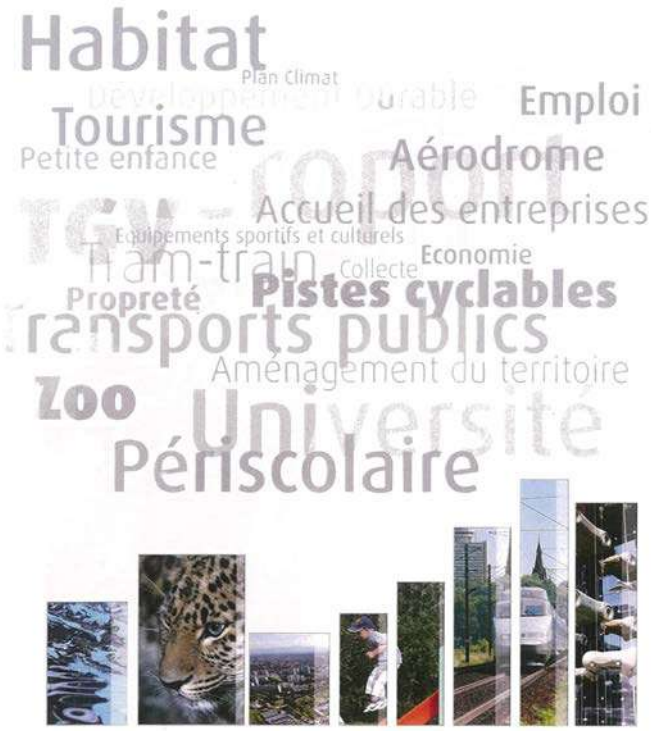
Après en avoir délibéré, le Conseil d'Agglomération approuve le Compte Administratif 2022 du budget principal et des budgets annexes de Mulhouse Alsace Agglomération.

PJ : 2

Contre (3) : Nadia EL HAJJAJI, Maëlle PAUGAM et Joseph SIMEONI.
Abstentions (3) : Jean-Yves CAUSER, Loïc MINERY et Pascale Cléo SCHWEITZER (représentée par Jean-Yves CAUSER).
La délibération est adoptée à la majorité des suffrages exprimés.

Le secrétaire de séance	Le Président
Jean-Luc SCHILDKNECHT	Fabian JORDAN

Mulhouse Alsace **Agglomération**



" Compte administratif année 2022 "

MULHOUSE ALSACE AGGLOMÉRATION

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION
COMPTE ADMINISTRATIF 2022

I BUDGET GENERAL

II BUDGET ANNEXE CHAUFFAGE URBAIN

III BUDGET ANNEXE TRANSPORTS URBAINS

IV BUDGET ANNEXE ZAE BANTZENHEIM

BUDGET GENERAL

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNAUTE COMMUNES AGGLO MULH - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 20006600900016

POSTE COMPTABLE : RESP COMPTABLE SGC MULHOUSE

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (3)

ANNEE 2022

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 9
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 10
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 12
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 14
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 17
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 19
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 21
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 24

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 25
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement 40
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement 85
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 128
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 129
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 139
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 141
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 142
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements 144
A4 - Etat des provisions 146
A5 - Etalement des provisions 147
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 148
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 149
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3) 151
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3) 161
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4) 171
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4) 172
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement 173
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement 174
A8 - Etat des charges transférées 175
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers 176
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 189
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties 206
A10.3 - Opérations liées aux cessions 212
A10.4- Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie 213
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement 215
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 269
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés 270
B1.6 - Etat des engagements reçus 271
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions 272

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emplois des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 276
C1.2 - Actions de formation des élus Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier 289
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement 292
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 293
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe 294
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes 295
C3.6 - Identification des flux croisés 298

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes 299
D2 - Arrêté et signatures 300

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.
(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).
(3) Cf. article R. 2313-3 du CGCT.
(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.
(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « Informations générales » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.
(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION	CA 2022

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	278186
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	1902
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	
Mulhouse Alsace Agglomération	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
145650961		520,02	

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3) DGCL - Les collectivités locales en chiffres 2021
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	832	430
2	Produit des impositions directes/population	138	227
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	922	530
4	Dépenses d'équipement brut/population	78	120
5	Encours de dette/population	453	475
6	DGF/population	93	94
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	31,4%	39,2%
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	95,9%	89,4%
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	8,4%	22,7%
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	49,2%	89,5%

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux)
(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.
Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.
(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE(1)

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) budgétaires (délibération du 17/12/2010).

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.
(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.
(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.
(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement).
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	248 046 645,57	G	256 755 777,47
	Section d'investissement	B	69 956 279,62	H	67 538 658,41
		*		*	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	41 948 877,56 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	2 200 949,68 (si déficit)	J	29 211,00 (si excédent)
		=		=	
	TOTAL (réalisations + reports)	= A+B+C+D	320 203 874,87	= G+H+I+J	366 272 524,44
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	22 163 790,94	L	12 269 751,84
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	22 163 790,94	= K+L	12 269 751,84
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	248 046 645,57	= G+I+K	298 704 655,03
	Section d'investissement	= B+D+F	94 321 020,24	= H+J+L	79 837 621,25
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	342 367 665,81	= G+H+I+J+K+L	378 542 276,28

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 22 163 790,94	L 12 269 751,84
010	Stocks (4)	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	402 614,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	2 400,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	989 638,85	0,00
204	Subventions d'équipement versées	3 168 807,69	1 500,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
21	Immobilisations corporelles	4 349 811,15	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 965 107,33	0,00
26	Participat° et créances rattachées	409 334,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	268 785,25
454100006	Opération pour compte de tiers n° 00006 - AIDE A LA PIERRE 2006 (2)	1,00	0,00
454100007	Opération pour compte de tiers n° 00007 - AIDE A LA PIERRE 2007 (2)	1,00	0,00
454100009	Opération pour compte de tiers n° 00009 - AIDE A LA PIERRE 2009 (2)	1,00	0,00
454100010	Opération pour compte de tiers n° 00010 - AIDE A LA PIERRE 2010 (2)	1,00	0,00
454100011	Opération pour compte de tiers n° 00011 - AIDE A LA PIERRE 2011 (2)	1,00	0,00
454100012	Opération pour compte de tiers n° 00012 - AIDE A LA PIERRE 2012 (2)	56 405,32	0,00
454100013	Opération pour compte de tiers n° 00013 - AIDE A LA PIERRE 2013 (2)	8 000,00	0,00
454100014	Opération pour compte de tiers n° 00014 - AIDE A LA PIERRE 2014 (2)	101 929,01	0,00
454100015	Opération pour compte de tiers n° 00015 - AIDE A LA PIERRE 2015 (2)	138 284,09	0,00
454100016	Opération pour compte de tiers n° 00016 - AIDE A LA PIERRE 2016 (2)	441 180,65	0,00
454100017	Opération pour compte de tiers n° 00017 - AIDE A LA PIERRE 2017 (2)	251 746,17	0,00
454100018	Opération pour compte de tiers n° 00018 - AIDE A LA PIERRE 2018 (2)	922 238,42	0,00
454100019	Opération pour compte de tiers n° 00019 - AIDE A LA PIERRE 2019 (2)	941 632,98	0,00
454100020	Opération pour compte de tiers n° 00020 - AIDE A LA PIERRE 2020 (2)	694 185,60	0,00
454100021	Opération pour compte de tiers n° 00021 - AIDE A LA PIERRE 2021 (2)	877 545,80	0,00
454100022	Opération pour compte de tiers n° 00022 - AIDE A LA PIERRE 2022 (2)	3 412 487,93	0,00
454100103	Opération pour compte de tiers n° 00103 - PIG AVANCE CREDITS DEPARTEMENT (2)	26 388,45	0,00
454100104	Opération pour compte de tiers n° 00104 - PIG 2 RBST CONSEIL DEPARTEMENTAL (2)	18 500,00	0,00
454102022	Opération pour compte de tiers n° 02022 - ANAH - AIDE A LA PIERRE 2022 (2)	3 386 414,00	0,00
454200005	Opération pour compte de tiers n° 00005 - PRU WITTENHEIM (2)	0,00	10 000,17
454200010	Opération pour compte de tiers n° 00010 - AIDE A LA PIERRE 2010 (2)	0,00	1,00
454200011	Opération pour compte de tiers n° 00011 - AIDE A LA PIERRE 2011 (2)	0,00	1,00
454200012	Opération pour compte de tiers n° 00012 - AIDE A LA PIERRE 2012 (2)	0,00	8 405,32
454200013	Opération pour compte de tiers n° 00013 - AIDE A LA PIERRE 2013 (2)	0,00	8 003,00
454200014	Opération pour compte de tiers n° 00014 - AIDE A LA PIERRE 2014 (2)	0,00	17 929,01
454200015	Opération pour compte de tiers n° 00015 - AIDE A LA PIERRE 2015 (2)	0,00	34 284,39
454200017	Opération pour compte de tiers n° 00017 - AIDE A LA PIERRE 2017 (2)	0,00	845 929,00
454200018	Opération pour compte de tiers n° 00018 - AIDE A LA PIERRE 2018 (2)	0,00	1 155 966,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
454200019	Opération pour compte de tiers n° 00019 - AIDE A LA PIERRE 2019 (2)	0,00	1 122 620,00
454200020	Opération pour compte de tiers n° 00020 - AIDE A LA PIERRE 2020 (2)	0,00	604 264,25
454200021	Opération pour compte de tiers n° 00021 - AIDE A LA PIERRE 2021 (2)	0,00	800 869,00
454200022	Opération pour compte de tiers n° 00022 - AIDE A LA PIERRE 2022 (2)	0,00	3 452 568,00
454200103	Opération pour compte de tiers n° 00103 - PIG RBST DEPARTEMENT (2)	0,00	26 698,45
454200104	Opération pour compte de tiers n° 00104 - PIG 2 RBST CONSEIL DEPARTEMENTAL (2)	0,00	53 500,00
454202022	Opération pour compte de tiers n° 02022 - ANAH - AIDE A LA PIERRE 2022 (2)	0,00	3 386 414,00
458100007	Opération pour compte de tiers n° 00007 - ROUTE MARIE LOUISE (2)	4 148,50	0,00
458200007	Opération pour compte de tiers n° 00007 - ROUTE MARIE LOUISE (2)	0,00	67 000,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES — A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	59 146 839,56	28 010 706,35	4 003 749,66	0,00	27 132 383,55
012	Charges de personnel, frais assimilés	76 319 899,00	72 527 185,43	308 945,57	0,00	3 483 768,00
014	Atténuations de produits	67 805 000,00	66 196 680,49	563 613,00	0,00	1 044 706,51
65	Autres charges de gestion courante	64 088 204,00	54 308 632,07	3 210 215,02	0,00	6 569 356,91
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**267 359 942,56**	**221 043 204,34**	**8 086 623,25**	**0,00**	**38 230 214,97**
66	Charges financières	3 135 200,00	1 660 877,07	532 302,13	0,00	942 020,80
67	Charges exceptionnelles	1 090 900,00	115 305,30	225,00	0,00	975 369,70
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**271 586 042,56**	**222 819 386,71**	**8 619 050,38**	**0,00**	**40 147 605,47**
023	*Virement à la section d'investissement (2)*	*6 629 662,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*9 805 615,00*	*16 608 208,48*			*-6 802 593,48*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***16 435 277,00***	***16 608 208,48***			***-172 931,48***
TOTAL		**288 021 319,56**	**239 427 595,19**	**8 619 050,38**	**0,00**	**39 974 673,99**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		(3) **0,00**				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	232 500,00	383 222,73	7 800,00	0,00	-158 522,73
70	Produits services, domaine et ventes div	34 565 695,00	33 911 080,28	1 047 535,42	0,00	-392 920,70
73	Impôts et taxes	150 318 368,00	154 189 972,68	0,00	0,00	-3 871 604,68
74	Dotations et participations	58 066 843,00	50 409 148,06	2 305 259,13	0,00	5 352 435,81
75	Autres produits de gestion courante	2 493 025,00	2 121 967,49	346 645,67	0,00	24 411,84
Total des recettes de gestion courante		**245 676 431,00**	**241 015 391,24**	**3 707 240,22**	**0,00**	**953 799,54**
76	Produits financiers	193 361,00	190 595,39	0,00	0,00	2 765,61
77	Produits exceptionnels	22 900,00	6 704 185,29	4 881 799,35	0,00	-11 563 084,64
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**245 892 692,00**	**247 910 171,92**	**8 589 039,57**	**0,00**	**-10 606 519,49**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*179 750,00*	*256 565,98*			*-76 815,98*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***179 750,00***	***256 565,98***			***-76 815,98***
TOTAL		**246 072 442,00**	**248 166 737,90**	**8 589 039,57**	**0,00**	**-10 683 335,47**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		(3) **41 948 877,56**				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(2) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*
(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	3 044 190,64	1 376 680,00	989 638,85	677 871,79
204	Subventions d'équipement versées	22 050 614,78	15 603 052,99	3 168 807,69	3 278 754,10
21	Immobilisations corporelles	12 342 883,86	5 247 567,50	4 349 811,15	2 745 505,21
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	9 717 331,64	4 763 721,68	1 965 107,33	2 988 502,63
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**47 155 020,92**	**26 991 022,17**	**10 473 365,02**	**9 690 633,73**
10	Dotations, fonds divers et réserves	69 921,88	69 921,81	0,00	0,07
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	19 665 500,00	14 580 846,50	0,00	5 084 653,50
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	434 353,00	0,00	409 334,00	25 019,00
27	Autres immobilisations financières	9 122 057,00	9 046 557,00	0,00	75 500,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	**29 291 831,88**	**23 697 325,31**	**409 334,00**	**5 185 172,57**
45...	**Total des opé. pour compte de tiers (6)**	**14 350 883,24**	**1 259 293,75**	**11 281 091,92**	**1 810 477,57**
Total des dépenses réelles d'investissement		**90 797 716,04**	**51 947 641,23**	**22 163 790,94**	**16 686 283,87**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*179 750,00*	*256 565,98*		*-76 815,98*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*18 482 526,00*	*17 752 072,41*		*730 453,59*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***18 662 276,00***	***18 008 638,39***		***653 637,61***
TOTAL		**109 459 992,04**	**69 956 279,62**	**22 163 790,94**	**17 339 921,48**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		(2) **2 200 949,68**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	7 047 907,00	5 060 663,78	402 614,00	1 584 629,22
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	27 705 961,88	5 500 000,00	0,00	22 205 961,88
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	1 500,00	128 316,54	1 500,00	-128 316,54
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**34 755 368,88**	**10 688 980,32**	**404 114,00**	**23 662 274,56**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	1 050 000,00	4 629 314,56	0,00	-3 579 314,56
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	11 853 078,25	11 853 078,25	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	16 200,00	25 675,48	2 400,00	-9 875,48
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	99 994,25	0,00	-99 994,25
27	Autres immobilisations financières	5 276 053,00	4 754 017,54	268 785,25	253 250,21
024	Produits des cessions d'immobilisations	9 335 182,00		0,00	
	Total des recettes financières	**27 532 513,25**	**21 362 080,08**	**271 185,25**	**5 899 247,92**
45...	**Total des opé. pour le compte de tiers (6)**	**14 426 045,59**	**1 127 317,12**	**11 594 452,59**	**1 704 275,88**
Total des recettes réelles d'investissement		**76 713 927,72**	**33 178 377,52**	**12 269 751,84**	**31 265 798,36**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (1)*	*6 629 662,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*9 805 615,00*	*16 608 208,48*		*-6 802 593,48*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*18 482 526,00*	*17 752 072,41*		*730 453,59*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***34 917 803,00***	***34 360 280,89***		***557 522,11***
TOTAL		**111 631 730,72**	**67 538 658,41**	**12 269 751,84**	**31 823 320,47**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		(2) **29 211,00**			

(1) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*
(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).
(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.
(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	32 014 456,01		32 014 456,01
012	Charges de personnel, frais assimilés	72 836 131,00		72 836 131,00
014	Atténuations de produits	66 760 293,49		66 760 293,49
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	57 518 847,09		57 518 847,09
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	2 193 179,20	*0,00*	2 193 179,20
67	Charges exceptionnelles	115 530,30	*6 836 621,08*	6 952 151,38
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*9 771 587,40*	9 771 587,40
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		**231 438 437,09**	***16 608 208,48***	**248 046 645,57**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1				**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	69 921,81	*0,00*	69 921,81
13	Subventions d'investissement	0,00	*10 194,00*	10 194,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*20 500,00*	20 500,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	14 580 846,50	*0,00*	14 580 846,50
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations (5)*		*188 239,08*	188 239,08
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	1 376 680,00	*75 490,16*	1 452 170,16
204	Subventions d'équipement versées	15 603 052,99	*146 089,22*	15 749 142,21
21	Immobilisations corporelles (6)	5 247 567,50	*17 568 125,93*	22 815 693,43
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	4 763 721,68	*0,00*	4 763 721,68
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	9 046 557,00	*0,00*	9 046 557,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	1 259 293,75	*0,00*	1 259 293,75
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
Dépenses d'investissement –Total		**51 947 641,23**	***18 008 638,39***	**69 956 279,62**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1				**2 200 949,68**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	391 022,73		391 022,73
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Produits services, domaine et ventes div	34 958 615,70		34 958 615,70
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*37 632,90*	*37 632,90*
73	Impôts et taxes	154 189 972,68		154 189 972,68
74	Dotations et participations	52 714 407,19		52 714 407,19
75	Autres produits de gestion courante	2 468 613,16	*0,00*	2 468 613,16
76	Produits financiers	190 595,39	*0,00*	190 595,39
77	Produits exceptionnels	11 585 984,64	*198 433,08*	11 784 417,72
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*20 500,00*	20 500,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
	Recettes de fonctionnement – Total	**256 499 211,49**	***256 565,98***	**256 755 777,47**
	Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1			**41 948 877,56**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	4 629 314,56	0,00	4 629 314,56
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	11 853 078,25		11 853 078,25
13	Subventions d'investissement	5 060 663,78	0,00	5 060 663,78
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*5 670,00*	5 670,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	5 525 675,48	0,00	5 525 675,48
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (8)	0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations*		*827 648,00*	827 648,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	*471 544,20*	471 544,20
204	Subventions d'équipement versées	128 316,54	*0,00*	128 316,54
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*6 008 973,08*	6 008 973,08
22	Immobilisations reçues en affectation(5) (9)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*17 134 438,99*	17 134 438,99
26	Participations et créances rattachées	99 994,25	*0,00*	99 994,25
27	Autres immobilisations financières	4 754 017,54	*0,00*	4 754 017,54
28	*Amortissement des immobilisations*		*8 986 017,14*	*8 986 017,14*
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	1 127 317,12	146 089,22	1 273 406,34
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*779 900,26*	*779 900,26*
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	*0,00*
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	*0,00*
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**33 178 377,52**	**34 360 280,89**	**67 538 658,41**
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1			**29 211,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET — III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer) Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
011	**Charges à caractère général**	**59 146 839,66**	**28 010 706,35**	**4 003 749,66**	**0,00**	**27 132 383,65**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	3 668 550,00	3 353 157,90	175 484,18	0,00	139 907,92
60611	Eau et assainissement	938 136,00	562 379,51	349 951,67	0,00	25 804,82
60612	Energie - Electricité	2 990 855,60	2 822 782,37	22 423,68	0,00	145 669,55
60613	Chauffage urbain	701 872,00	618 595,13	73 072,06	0,00	10 204,81
60621	Combustibles	59 487,00	57 425,17	1 878,54	0,00	183,29
60622	Carburants	1 872 377,00	1 714 834,52	157 014,00	0,00	528,48
60623	Alimentation	1 032 611,00	1 006 792,40	21 678,15	0,00	4 140,45
60624	Produits de traitement	86 511,00	84 801,16	0,00	0,00	1 709,84
60628	Autres fournitures non stockées	28 193 094,56	2 499 613,74	101 822,24	0,00	25 591 658,58
60631	Fournitures d'entretien	175 512,00	173 267,59	1 550,87	0,00	693,54
60632	Fournitures de petit équipement	330 032,00	254 073,98	14 688,27	0,00	61 269,75
60636	Vêtements de travail	487 695,00	481 287,92	0,00	0,00	6 407,08
6064	Fournitures administratives	156 962,00	135 202,63	570,88	0,00	21 188,49
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	35 596,00	34 582,69	1 000,00	0,00	13,31
6068	Autres matières et fournitures	16 455,00	10 454,16	0,00	0,00	6 000,84
611	Contrats de prestations de services	5 260 424,00	4 693 692,09	435 126,87	0,00	131 605,04
6132	Locations immobilières	860 525,00	714 343,42	0,00	0,00	146 181,58
6135	Locations mobilières	290 838,00	281 465,69	1 230,00	0,00	8 142,31
614	Charges locatives et de copropriété	285 956,00	154 305,93	80 930,78	0,00	50 719,29
61521	Entretien terrains	546 046,00	156 513,84	383 166,12	0,00	6 366,04
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	1 013 603,00	792 177,88	171 573,36	0,00	49 851,76
615231	Entretien, réparations voiries	5 410,00	372,00	0,00	0,00	5 038,00
61551	Entretien matériel roulant	987 840,00	864 416,55	119 986,08	0,00	3 437,37
61558	Entretien autres biens mobiliers	106 415,00	85 373,11	15 755,94	0,00	5 285,95
6156	Maintenance	1 193 775,00	970 070,16	153 465,69	0,00	70 239,15
6161	Multirisques	828 349,00	604 582,24	12 015,57	0,00	11 751,19
617	Etudes et recherches	273 120,00	71 034,72	166 263,00	0,00	35 822,28
6182	Documentation générale et technique	83 608,00	79 587,90	203,00	0,00	3 817,10
6184	Versements à des organismes de formation	308 868,40	257 315,36	39 634,00	0,00	11 919,04
6185	Frais de colloques et de séminaires	5 714,00	5 212,98	0,00	0,00	501,02
6188	Autres frais divers	198 414,00	137 969,81	38 855,28	0,00	21 588,91
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6226	Honoraires	377 497,00	254 233,90	8 800,00	0,00	114 463,10
6227	Frais d'actes et de contentieux	7 042,00	1 143,12	0,00	0,00	5 898,88
6228	Divers	231 355,00	231 313,31	0,00	0,00	41,69
6231	Annonces et insertions	247 663,00	202 879,97	0,00	0,00	44 783,03
6232	Fêtes et cérémonies	3 134,00	2 936,59	0,00	0,00	197,41
6233	Foires et expositions	5 640,00	0,00	0,00	0,00	5 640,00
6236	Catalogues et imprimés	135 445,00	105 622,15	2 000,00	0,00	27 822,85
6237	Publications	2 749,00	1 204,35	0,00	0,00	1 544,65
6238	Divers	581 608,00	441 666,97	117 243,00	0,00	22 698,03
6241	Transports de biens	91 894,00	45 402,91	0,00	0,00	46 491,09
6247	Transports collectifs	59 691,00	52 161,34	5 779,20	0,00	1 750,46
6248	Divers	8 545,00	8 544,80	0,00	0,00	0,20
6251	Voyages et déplacements	65 061,00	60 796,91	0,00	0,00	4 264,09
6257	Réceptions	133 396,00	102 954,77	2 866,72	0,00	27 574,51
6261	Frais d'affranchissement	312 797,00	309 003,02	0,00	0,00	3 793,98
6262	Frais de télécommunications	482 044,00	423 846,67	15 545,32	0,00	42 652,01
627	Services bancaires et assimilés	52 403,00	26 716,51	0,00	0,00	25 686,49
6281	Concours divers (cotisations)	99 656,00	83 978,24	1 420,00	0,00	14 257,76
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts,	2 407,00	2 406,18	0,00	0,00	0,82
6283	Frais de nettoyage des locaux	495 170,00	457 644,72	23 623,38	0,00	13 901,90
6284	Redevances pour services rendus	1 975,00	1 973,62	0,00	0,00	1,38
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	1 985 237,00	605 214,68	1 268 755,81	0,00	111 266,51
62878	Remb. frais à d'autres organismes	29 700,00	0,00	0,00	0,00	29 700,00
6288	Autres services extérieurs	7 877,00	4 869,00	46,00	0,00	2 962,00
63512	Taxes foncières	909 070,00	908 228,00	0,00	0,00	842,00
63513	Autres impôts locaux	2 200,00	1 890,00	0,00	0,00	310,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	6 000,00	3 959,80	0,00	0,00	2 040,20
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	12 120,00	-8 959,41	18 330,00	0,00	2 749,41
6358	Autres droits	1 292,00	1 219,68	0,00	0,00	72,32
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	1 020,00	190,00	0,00	0,00	830,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**76 319 899,00**	**72 527 185,43**	**308 945,57**	**0,00**	**3 483 768,00**
6217	Personnel affecté par la commune membre	4 002 000,00	3 752 341,26	230 078,91	0,00	19 579,83
6218	Autre personnel extérieur	850 702,00	755 891,74	0,00	0,00	95 010,26
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	394 600,00	369 409,57	0,00	0,00	25 190,43

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer) Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
64111	Rémunération principale titulaires	32 003 925,00	28 975 143,30	56 696,19	0,00	2 972 085,51
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	1 358 400,00	1 256 308,01	0,00	0,00	102 091,99
64114	Personnel titulaire Indemnité inflat°	529 299,00	529 298,86	0,00	0,00	0,14
64118	Autres indemnités titulaires	7 266 349,00	7 219 590,13	0,00	0,00	46 758,87
64131	Rémunérations non tit.	10 350 829,00	10 307 467,93	0,00	0,00	43 361,07
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	32 100,00	32 100,00	0,00	0,00	0,00
64171	Apprentis - rémunérations	153 258,00	153 257,62	0,00	0,00	0,38
64172	Apprentis indemnité inflation	1 000,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	8 698 826,00	8 678 318,52	19 740,47	0,00	767,01
6453	Cotisations aux caisses de retraites	8 981 761,00	8 981 751,02	0,00	0,00	9,98
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	1 200,00	81,00	0,00	0,00	1 119,00
6471	Prestat° versées pour le compte du FNAL	211 750,00	195 985,98	0,00	0,00	15 764,02
64731	Allocations chômage versées directement	473 400,00	407 432,31	0,00	0,00	65 967,69
6475	Médecine du travail, pharmacie	70 000,00	58 507,07	0,00	0,00	11 492,93
6478	Autres charges sociales diverses	845 000,00	790 508,79	0,00	0,00	54 491,21
6488	Autres charges	95 500,00	62 992,32	2 430,00	0,00	30 077,68
014	**Atténuations de produits**	**67 805 000,00**	**66 196 680,49**	**563 613,00**	**0,00**	**1 044 706,51**
7391178	Autres restitut° dégrévt contrib. direct	48 941,00	-515 178,94	563 613,00	0,00	506,94
739211	Attributions de compensation	66 300 000,00	65 287 652,75	0,00	0,00	1 012 347,25
739212	Dotation de solidarité communautaire	1 000 000,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	390 000,00	358 148,00	0,00	0,00	31 852,00
7398	Reverst., restitut° et prélèvt divers	66 059,00	66 058,68	0,00	0,00	0,32
65	**Autres charges de gestion courante**	**64 088 204,00**	**54 308 632,07**	**3 210 215,02**	**0,00**	**6 569 356,91**
6512	Droits d'utilisat° informatique nuage	56 942,00	43 326,16	3 780,00	0,00	9 835,84
6518	Autres	81 478,00	54 910,50	15 480,00	0,00	11 088,50
6531	Indemnités	832 603,00	832 601,42	0,00	0,00	1,58
6532	Frais de mission	14 231,00	9 369,33	0,00	0,00	4 861,67
6533	Cotisations de retraite	101 669,00	101 668,01	0,00	0,00	0,99
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	193 897,00	193 896,22	0,00	0,00	0,78
6536	Frais de représentation du maire	5 000,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	1 200,00	1 190,75	0,00	0,00	9,25
6541	Créances admises en non-valeur	34 950,00	3 220,20	0,00	0,00	31 729,80
6542	Créances éteintes	28 016,00	28 012,23	0,00	0,00	3,77
65548	Autres contributions	18 128 134,00	18 072 512,01	0,00	0,00	55 621,99
65733	Subv. fonct. Départements	9 500,00	9 500,00	0,00	0,00	0,00
657364	Subv. fonct. Établ. Industriel, commerc	14 830 000,00	12 000 000,00	2 830 000,00	0,00	0,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	15 000,00	15 000,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	29 755 310,00	22 938 250,63	360 955,02	0,00	6 456 104,35
65888	Autres	273,00	174,61	0,00	0,00	98,39
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)	**267 389 942,55**	**221 043 204,34**	**8 086 523,25**	**0,00**	**38 230 214,97**
66	**Charges financières (b)**	**3 135 200,00**	**1 660 877,07**	**532 302,13**	**0,00**	**942 020,80**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	2 100 000,00	2 052 797,32	0,00	0,00	47 202,68
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	40 000,00	-501 240,42	532 302,13	0,00	8 938,29
6615	Intérêts comptes courants et de dépôts	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
666	Pertes de change	200,00	86,47	0,00	0,00	113,53
6688	Autres	990 000,00	109 233,70	0,00	0,00	880 766,30
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**1 090 900,00**	**115 306,30**	**225,00**	**0,00**	**975 369,70**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	5 857,00	3 575,58	0,00	0,00	2 281,42
6712	Amendes fiscales et pénales	170,00	170,00	0,00	0,00	0,00
6713	Secours et dons	18 000,00	11 887,61	0,00	0,00	6 112,39
6714	Bourses et prix	2 000,00	1 500,00	0,00	0,00	500,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	4 020,00	3 698,01	225,00	0,00	96,99
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	1 035 253,00	87 552,77	0,00	0,00	947 700,23
6748	Autres subventions exceptionnelles	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	15 600,00	6 921,33	0,00	0,00	8 678,67
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**				
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e	**271 586 042,55**	**222 819 386,71**	**8 619 050,38**	**0,00**	**40 147 605,47**
023	***Virement à la section d'investissement***	***6 629 662,00***	***0,00***			***6 629 662,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)***	***9 805 615,00***	***16 608 208,48***			***-6 802 593,48***
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*	*6 008 973,08*			*-6 008 973,08*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*	*827 648,00*			*-827 648,00*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*9 020 000,00*	*8 986 017,14*			*33 982,86*
6812	*Dot. amort. et prov. Charges à répartir*	*514 945,00*	*514 900,26*			*44,74*
6815	*Dot. prov. pour risques fonct. courant*	*5 670,00*	*5 670,00*			*0,00*

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer) Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
6862	*Dot. amort. charges financ. à répartir*	*265 000,00*	*265 000,00*			*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	***16 435 277,00***	***16 608 208,48***			***-172 931,48***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (7)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	***16 435 277,00***	***16 608 208,48***			***-172 931,48***
	TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**288 021 319,55**	**239 427 595,19**	**8 619 050,38**	**0,00**	**39 974 673,99**
	Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1	**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	532 302,13
Montant des ICNE de l'exercice N-1	501 240,42
= Différence ICNE N – ICNE N-1	31 061,71

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*
(5) Dont 675 et 676.
(6)*Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.*
(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET — III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges**	232 500,00	383 222,73	7 800,00	0,00	-158 522,73
6419	Remboursements rémunérations personnel	25 000,00	17 377,21	0,00	0,00	7 622,79
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	207 500,00	365 845,52	7 800,00	0,00	-166 145,52
70	**Produits services, domaine et ventes div**	34 565 895,00	33 911 080,28	1 047 535,42	0,00	-392 920,70
70323	Redev. occupat° domaine public communal	1 100,00	1 104,24	0,00	0,00	-4,24
70388	Autres redevances et recettes diverses	30 000,00	287 119,39	91 972,10	0,00	-349 091,49
704	Travaux	2 015 270,00	1 849 743,86	43 053,37	0,00	122 472,77
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	1 356 000,00	1 361 525,62	0,00	0,00	-5 525,62
70613	Redevance enlèvement déchets industriels	161 955,00	144 823,97	0,00	0,00	17 131,03
70631	Redevances services à caractère sportif	1 521 000,00	1 427 042,77	94 176,78	0,00	-219,55
70632	Redevances services à caractère loisir	2 556 500,00	2 537 506,57	2 909,00	0,00	16 184,43
7066	Redevances services à caractère social	500 000,00	579 895,70	0,00	0,00	-79 895,70
70688	Autres prestations de services	7 013 630,00	6 945 047,95	208 611,57	0,00	-140 029,52
7078	Autres marchandises	457 400,00	552 127,83	41 525,86	0,00	-136 253,69
7082	Commissions	19 000,00	22 217,98	0,00	0,00	-3 217,98
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	85 760,00	94 698,00	11 160,00	0,00	-19 098,00
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	1 900 000,00	1 719 626,85	0,00	0,00	180 373,15
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	12 039 795,00	11 628 898,12	202 487,01	0,00	208 409,87
70846	Mise à dispo personnel autres organismes	2 938 200,00	3 087 019,37	255 320,09	0,00	-404 139,46
70872	Remb. frais B.A. et régies municipales	51 300,00	57 192,38	8 564,13	0,00	-14 456,51
70875	Remb. frais par les communes du GFP	1 197 930,00	912 185,67	85 506,72	0,00	200 237,61
70878	Remb. frais par d'autres redevables	341 755,00	310 572,38	2 248,79	0,00	28 933,83
7088	Produits activités annexes (abonnements)	378 000,00	392 731,63	0,00	0,00	-14 731,63
73	**Impôts et taxes**	160 318 368,00	154 189 972,68	0,00	0,00	-3 871 604,68
73111	Impôts directs locaux	36 136 767,00	36 168 136,00	0,00	0,00	-31 369,00
73112	Cotisation sur la VAE	19 021 765,00	19 021 765,00	0,00	0,00	0,00
73113	Taxe sur les Surfaces Commerciales	3 678 699,00	4 292 404,00	0,00	0,00	-613 705,00
73114	Imposition Forf. sur Entrep. Réseau	1 662 956,00	1 754 412,00	0,00	0,00	-91 456,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	1 686 793,00	2 248 637,00	0,00	0,00	-561 844,00
73211	Attribution de compensation	2 235,00	2 235,00	0,00	0,00	0,00
73221	FNGIR	14 569 273,00	14 569 273,00	0,00	0,00	0,00
7328	Autres fiscalités reversées	200 000,00	191 610,78	0,00	0,00	8 389,22
7331	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	38 031 171,00	38 261 204,00	0,00	0,00	-230 033,00
7336	Droits de place	11 200,00	25 160,81	0,00	0,00	-13 960,81
7346	Taxe milieux aquatiques et inondations	420 000,00	422 473,00	0,00	0,00	-2 473,00
7362	Taxes de séjour	700 000,00	811 987,09	0,00	0,00	-111 987,09
7382	Fraction de TVA	34 197 509,00	36 420 675,00	0,00	0,00	-2 223 166,00
74	**Dotations et participations**	68 066 843,00	60 409 148,06	2 306 259,13	0,00	5 352 435,81
74124	Dotation d'intercommunalité	5 516 554,00	5 516 554,00	0,00	0,00	0,00
74126	Dot. compensat° groupements de communes	20 603 607,00	20 603 607,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	70 000,00	136 136,34	0,00	0,00	-66 136,34
74718	Autres participations Etat	483 215,00	136 295,46	55 223,59	0,00	291 695,95
7472	Participat° Régions	119 497,00	0,00	0,00	0,00	119 497,00
7473	Participat° Départements	517 797,00	486 000,00	0,00	0,00	31 797,00
74741	Participat° Communes du GFP	453 881,00	417 202,15	10 000,00	0,00	26 678,85
74748	Participat° Autres communes	2 352 337,00	2 352 337,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	9 503 908,00	2 163 003,11	2 240 035,54	0,00	5 100 869,35
748313	Dotat° de compensation de la TP	7 468 000,00	7 518 232,00	0,00	0,00	-50 232,00
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	10 466 695,00	10 553 247,00	0,00	0,00	-86 552,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	511 352,00	526 534,00	0,00	0,00	-15 182,00
75	**Autres produits de gestion courante**	2 493 025,00	2 121 967,49	346 545,67	0,00	24 411,84
752	Revenus des immeubles	1 286 000,00	1 191 154,27	163 120,70	0,00	-68 274,97
757	Redevances versées par fermiers, conces.	178 000,00	114 552,55	67 000,00	0,00	-3 552,55
7588	Autres produits div. de gestion courante	1 029 025,00	816 260,67	116 524,97	0,00	96 239,36
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013	245 676 431,00	241 015 291,24	3 707 240,22	0,00	953 799,54
76	**Produits financiers (b)**	193 361,00	190 595,39	0,00	0,00	2 765,61
766	Gains de change	0,00	1,92	0,00	0,00	-1,92
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital.	180 861,00	180 860,88	0,00	0,00	0,12
7688	Autres	12 500,00	9 732,59	0,00	0,00	2 767,41
77	**Produits exceptionnels (c)**	22 900,00	6 704 185,29	4 881 799,35	0,00	-11 563 084,64
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	-12 060,00	17 800,00	0,00	-5 740,00
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	1 396,81	0,00	0,00	-1 396,81
7718	Autres produits except. opérat° gestion	200,00	1 341,94	4 763 999,35	0,00	-4 765 141,29
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	7 613,03	0,00	0,00	-7 613,03
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	6 648 382,00	0,00	0,00	-6 648 382,00

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
7788	Produits exceptionnels divers	22 700,00	57 511,51	100 000,00	0,00	-134 811,51
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d	245 892 692,00	247 910 171,92	8 589 039,57	0,00	-10 606 519,49
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)*	179 750,00	256 565,98			-76 815,98
722	*Immobilisations corporelles*	148 840,00	37 632,90			111 207,10
7761	*Diff / réal (+) transférées en invest.*	0,00	188 239,08			-188 239,08
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	10 410,00	10 194,00			216,00
7815	*Rep. prov. charges fonctionnt courant*	20 500,00	20 500,00			0,00
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	0,00	0,00			0,00
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	179 750,00	256 565,98			-76 815,98
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)	246 072 442,00	248 166 737,90	8 589 039,57	0,00	-10 683 335,47
	Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1	41 948 877,55				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040*
(4) Dont 776.
(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET — III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	0,00	0,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	3 044 190,64	1 376 680,00	989 638,85	677 871,79
2031	Frais d'études	1 733 252,12	524 305,43	641 674,60	567 272,09
2033	Frais d'insertion	56 897,18	17 450,61	336,06	39 110,51
2051	Concessions, droits similaires	1 254 041,34	834 923,96	347 628,19	71 489,19
204	**Subventions d'équipement versées (sauf opérations)**	22 050 614,78	15 603 052,99	3 168 807,69	3 278 754,10
204112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	295 491,98	212 521,49	69 276,34	13 694,15
204132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	813 300,33	0,00	331 513,15	481 787,18
2041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	2 336 954,00	625 350,98	1 562 766,29	148 836,73
2041412	Subv Cne GFP : Bâtiments, installations	4 360 454,56	2 296 749,52	209 160,00	1 854 545,04
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	185 000,00	140 000,00	45 000,00	0,00
204171	Autres EPL : Bien mobilier, matériel	24 000,00	24 000,00	0,00	0,00
204172	Autres EPL : Bâtiments, installations	590 682,00	327 000,00	58 682,00	205 000,00
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	161 000,00	10 964,00	0,00	150 036,00
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	3 254 250,00	2 841 250,00	250 000,00	163 000,00
204183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	6 292 310,70	6 292 310,70	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	273 400,50	182 540,30	23 329,20	67 531,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	3 463 770,71	2 650 366,00	619 080,71	194 324,00
21	**Immobilisations corporelles (sauf opérations)**	12 342 883,86	5 247 567,50	4 349 811,15	2 745 505,21
2111	Terrains nus	279 356,00	147 263,34	0,00	132 092,66
2128	Autres agencements et aménagements	192 644,12	49 935,98	17 567,79	125 240,35
21318	Autres bâtiments publics	3 509 031,56	1 048 335,59	1 467 936,95	992 756,02
2132	Immeubles de rapport	3 512,30	3 512,30	0,00	0,00
2138	Autres constructions	989 138,67	20 333,46	7 507,00	961 298,21
2151	Réseaux de voirie	50 000,00	0,00	0,00	50 000,00
2152	Installations de voirie	991 833,94	662 543,24	28 217,38	301 073,32
21533	Réseaux câblés	173 692,47	58 565,13	79 357,58	35 769,76
21538	Autres réseaux	90 000,00	0,00	0,00	90 000,00
21561	Matériel roulant	18 569,00	0,00	0,00	18 569,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	11 400,00	6 022,86	1 728,25	3 648,89
21578	Autre matériel et outillage de voirie	213 687,59	151 286,28	62 395,23	6,08
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	271 037,64	96 020,83	160 119,25	14 897,56
2161	Oeuvres et objets d'art	1 500,00	1 500,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	3 737 544,08	1 586 936,23	2 147 502,55	3 205,30
2183	Matériel de bureau et informatique	786 128,26	553 580,69	207 997,69	4 549,88
2184	Mobilier	246 294,12	231 944,69	9 058,93	5 290,50
2188	Autres immobilisations corporelles	797 514,11	629 986,88	160 419,55	7 107,68
22	**Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)**	0,00	0,00	0,00	0,00
23	**Immobilisations en cours (sauf opérations)**	9 717 331,64	4 763 721,68	1 965 107,31	2 988 502,63
2313	Constructions	7 450 378,93	4 227 278,87	1 396 933,80	1 826 166,26
2315	Installat°, matériel et outillage techni	2 266 952,71	536 442,81	568 173,53	1 162 336,37
	Total des dépenses d'équipement	47 158 020,92	26 991 022,17	10 473 365,02	9 690 533,73
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	69 921,88	69 921,81	0,00	0,07
10222	FCTVA	1 229,00	1 228,93	0,00	0,07
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	68 692,88	68 692,88	0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	19 665 500,00	14 580 846,50	0,00	5 084 653,50
1641	Emprunts en euros	14 700 000,00	14 466 506,60	0,00	233 493,40
165	Dépôts et cautionnements reçus	35 500,00	2 399,90	0,00	33 100,10
166	Refinancement de dette	4 800 000,00	0,00	0,00	4 800 000,00
16878	Dettes - Autres organismes, particuliers	130 000,00	111 940,00	0,00	18 060,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	0,00	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	434 353,00	0,00	409 334,00	25 019,00
261	Titres de participation	434 353,00	0,00	409 334,00	25 019,00
27	**Autres immobilisations financières**	9 122 057,00	9 046 557,00	0,00	75 500,00
274	Prêts	4 097 650,00	4 024 500,00	0,00	73 150,00
27634	Créance Communes du GFP	5 024 407,00	5 022 057,00	0,00	2 350,00
020	**Dépenses imprévues**	0,00			
	Total des dépenses financières	29 291 831,88	23 697 325,31	409 334,00	5 185 172,57
454100005	PRU WITTENHEIM (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
454100006	AIDE A LA PIERRE 2006 (3)	7 500,00	0,00	1,00	7 499,00
454100007	AIDE A LA PIERRE 2007 (3)	130 869,58	0,00	1,00	130 868,58
454100009	AIDE A LA PIERRE 2009 (3)	523 081,00	0,00	1,00	523 080,00
454100010	AIDE A LA PIERRE 2010 (3)	31 450,92	0,00	1,00	31 449,92
454100011	AIDE A LA PIERRE 2011 (3)	2 240,00	0,00	1,00	2 239,00

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
454100012	AIDE A LA PIERRE 2012 (3)	77 205,32	20 800,00	56 405,32	0,00
454100013	AIDE A LA PIERRE 2013 (3)	36 000,00	28 000,00	8 000,00	0,00
454100014	AIDE A LA PIERRE 2014 (3)	101 929,01	0,00	101 929,01	0,00
454100015	AIDE A LA PIERRE 2015 (3)	138 284,09	0,00	138 284,09	0,00
454100016	AIDE A LA PIERRE 2016 (3)	553 208,65	112 028,00	441 180,65	0,00
454100017	AIDE A LA PIERRE 2017 (3)	320 363,55	68 617,38	251 746,17	0,00
454100018	AIDE A LA PIERRE 2018 (3)	1 033 025,27	110 786,85	922 238,42	0,00
454100019	AIDE A LA PIERRE 2019 (3)	1 038 302,40	96 669,42	941 632,98	0,00
454100020	AIDE A LA PIERRE 2020 (3)	865 728,00	171 542,40	694 185,60	0,00
454100021	AIDE A LA PIERRE 2021 (3)	948 869,00	71 323,20	877 545,80	0,00
454100022	AIDE A LA PIERRE 2022 (3)	3 452 568,00	0,00	3 412 487,93	40 080,07
454100103	PIG AVANCE CREDITS DEPARTEMENT (3)	26 388,45	0,00	26 388,45	0,00
454100104	PIG 2 RBST CONSEIL DEPARTEMENTAL (3)	35 500,00	17 000,00	18 500,00	0,00
454102022	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2022 (3)	4 790 091,00	328 436,00	3 386 414,00	1 075 241,00
458100005	AMENAGEMENT STATION DORNACH MULHOUSE (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
458100007	ROUTE MARIE LOUISE (3)	238 239,00	234 090,50	4 148,50	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	14 350 863,24	1 269 293,75	11 281 091,92	1 810 477,57
	TOTAL DEPENSES REELLES	90 797 716,04	51 947 641,23	22 163 790,94	16 686 283,87
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	179 750,00	256 565,98		-76 815,98
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	30 910,00	30 694,00		216,00
13911	*Etat et établissements nationaux*	7 120,00	6 916,00		204,00
13912	*Sub. transf cpte résult. Régions*	250,00	241,00		9,00
13913	*Sub. transf cpte résult. Départements*	1 340,00	1 337,00		3,00
13918	*Autres subventions d'équipement*	1 700,00	1 700,00		0,00
15112	*Provisions pour litiges*	20 500,00	20 500,00		0,00
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	0,00	188 239,08		-188 239,08
	Charges transférées (6)	148 840,00	225 871,98		-77 031,98
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	0,00	188 239,08		-188 239,08
21318	*Autres bâtiments publics*	123 856,00	12 650,45		111 205,55
2152	*Installations de voirie*	24 984,00	24 982,45		1,55
041	*Opérations patrimoniales (7)*	18 482 526,00	17 752 072,41		730 453,59
202	*Frais réalisat° documents urbanisme*	74 900,00	74 874,80		25,20
204411	*Sub nat org pub - Biens mob, mat, études*	227 287,00	0,00		227 287,00
204412	*Sub nat org pub - Bâtiments, installat°*	347 949,00	146 089,22		201 859,78
2051	*Concessions, droits similaires*	1 240,00	615,36		624,64
2111	*Terrains nus*	150 000,00	0,00		150 000,00
2128	*Autres agencements et aménagements*	157 894,00	7 296,00		150 598,00
21318	*Autres bâtiments publics*	2 038 379,00	2 038 362,35		16,65
2138	*Autres constructions*	131 100,00	131 062,95		37,05
2152	*Installations de voirie*	15 353 166,00	15 353 164,91		1,09
21533	*Réseaux câblés*	321,00	320,50		0,50
2158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	290,00	286,32		3,68
454100007	*AIDE A LA PIERRE 2007*	0,00	0,00		0,00
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	18 662 276,00	18 008 638,39		653 637,61
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	109 459 992,04	69 956 279,62	22 163 790,94	17 339 921,48
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	2 200 949,68			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042.*
(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Dont 192.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	7 047 907,00	5 060 663,78	402 614,00	1 584 629,22
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	81 400,00	51 400,00	30 000,00	0,00
1317	Subv. transf. Budget communautaire, FS	152 928,00	0,00	152 928,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	5 000,00	0,00	-5 000,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	2 567 799,00	1 668 315,06	127 000,00	772 483,94
1322	Subv. non transf. Régions	1 238 091,00	935 439,20	0,00	302 651,80
1323	Subv. non transf. Départements	2 465 207,00	1 378 875,00	0,00	1 086 332,00
13241	Subv. non transf. Communes du GFP	306 615,00	533 039,00	0,00	-226 424,00
13258	Subv. non transf. Autres groupements	19 129,00	0,00	19 129,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	3 307,00	0,00	-3 307,00
1327	Subv. non transf. Budget communautaire	8 781,00	0,00	0,00	8 781,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	207 957,00	485 288,52	73 557,00	-350 888,52
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	27 705 961,88	5 500 000,00	0,00	22 205 961,88
1641	Emprunts en euros	22 905 961,88	5 500 000,00	0,00	17 405 961,88
166	Refinancement de dette	4 800 000,00	0,00	0,00	4 800 000,00
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	1 500,00	128 316,54	1 500,00	-128 316,54
204112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	0,00	105 189,59	0,00	-105 189,59
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	23 126,95	0,00	-23 126,95
20422	Privé : Bâtiments, installations	1 500,00	0,00	1 500,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	34 755 368,88	10 688 980,32	404 114,00	23 662 274,56
10	Dotations, fonds divers et réserves	12 903 078,25	16 482 392,81	0,00	-3 579 314,56
10222	FCTVA	1 000 000,00	4 584 630,56	0,00	-3 584 630,56
10251	Dons et legs en capital	50 000,00	44 684,00	0,00	5 316,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	11 853 078,25	11 853 078,25	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	18 200,00	25 675,48	2 400,00	-9 875,48
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	99 994,25	0,00	-99 994,25
261	Titres de participation	0,00	99 994,25	0,00	-99 994,25
27	Autres immobilisations financières	6 276 053,00	4 754 017,54	268 785,25	253 250,21
274	Prêts	5 255 168,00	4 693 533,21	268 785,25	292 849,54
27638	Créance Autres établissements publics	0,00	39 610,00	0,00	-39 610,00
2764	Créances sur personnes de droit privé	20 885,00	20 874,33	0,00	10,67
024	Produits des cessions d'immobilisations	9 335 182,00		0,00	
	Total des recettes financières	27 532 813,25	21 362 080,08	271 185,25	5 899 247,92
454100011	AIDE A LA PIERRE 2011 (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
454200005	PRU WITTENHEIM (2)	10 000,17	0,00	10 000,17	0,00
454200006	AIDE A LA PIERRE 2006 (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
454200007	AIDE A LA PIERRE 2007 (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
454200009	AIDE A LA PIERRE 2009 (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
454200010	AIDE A LA PIERRE 2010 (2)	261 718,00	0,00	1,00	261 717,00
454200011	AIDE A LA PIERRE 2011 (2)	39 635,00	0,00	1,00	39 634,00
454200012	AIDE A LA PIERRE 2012 (2)	8 405,32	0,00	8 405,32	0,00
454200013	AIDE A LA PIERRE 2013 (2)	16 334,96	8 331,96	8 003,00	0,00
454200014	AIDE A LA PIERRE 2014 (2)	325 898,73	307 969,72	17 929,01	0,00
454200015	AIDE A LA PIERRE 2015 (2)	47 973,56	13 689,17	34 284,39	0,00
454200016	AIDE A LA PIERRE 2016 (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
454200017	AIDE A LA PIERRE 2017 (2)	845 929,00	0,00	845 929,00	0,00
454200018	AIDE A LA PIERRE 2018 (2)	1 355 966,00	200 000,00	1 155 966,00	0,00
454200019	AIDE A LA PIERRE 2019 (2)	1 322 620,00	200 000,00	1 122 620,00	0,00
454200020	AIDE A LA PIERRE 2020 (2)	820 838,40	216 574,15	604 264,25	0,00
454200021	AIDE A LA PIERRE 2021 (2)	948 869,00	148 000,00	800 869,00	0,00
454200022	AIDE A LA PIERRE 2022 (2)	3 452 568,00	0,00	3 452 568,00	0,00
454200103	PIG RBST DEPARTEMENT (2)	26 698,45	0,00	26 698,45	0,00
454200104	PIG 2 RBST CONSEIL DEPARTEMENTAL (2)	85 500,00	32 000,00	53 500,00	0,00
454202022	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2022 (2)	4 790 091,00	0,00	3 386 414,00	1 403 677,00

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
458100005	AMENAGEMENT STATION DORNACH MULHOUSE (2)	0,00	752,12	0,00	-752,12
458200005	AMENAGEMENT STATION DORNACH MULHOUSE (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
458200007	ROUTE MARIE LOUISE (2)	67 000,00	0,00	67 000,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	14 426 045,59	1 127 317,12	11 594 452,59	1 704 275,88
	TOTAL DES RECETTES REELLES	76 713 927,72	33 178 377,62	12 269 751,84	31 265 798,36
021	Virement de la sect° de fonctionnement	6 629 662,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)	9 805 615,00	16 608 208,48		-6 802 593,48
15112	Provisions pour litiges	5 670,00	5 670,00		0,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	827 648,00		-827 648,00
2111	Terrains nus	0,00	45 869,08		-45 869,08
2138	Autres constructions	0,00	5 963 104,00		-5 963 104,00
28031	Frais d'études	30 570,00	30 564,82		5,18
28033	Frais d'insertion	10 760,00	10 755,57		4,43
2804111	Subv. Etat : Bien mobilier, matériel	600,00	600,00		0,00
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	44 250,00	44 242,00		8,00
2804121	Subv.Régions : Bien mobilier, matériel	123 350,00	123 350,00		0,00
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	56 000,00	55 995,00		5,00
28041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	25 410,00	26 636,00		-1 226,00
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	1 419 700,00	1 419 694,38		5,62
28041482	Subv.Cne : Bâtiments, installations	4 610,00	4 610,00		0,00
28041582	GFP : Bâtiments, installations	71 970,00	71 968,00		2,00
2804171	Autres EPL : Bien mobilier, matériel	78 420,00	82 043,00		-3 623,00
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	658 540,00	658 531,00		9,00
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	170 150,00	170 145,00		5,00
2804182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	2 067 870,00	2 067 862,22		7,78
2804183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	177 560,00	177 551,00		9,00
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	136 130,00	136 127,00		3,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	659 300,00	659 295,00		5,00
2804411	Sub nat org pub - Biens mob, mat, études	3 970,00	3 967,00		3,00
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	130 420,00	130 415,97		4,03
2804422	Sub nat privé - Bâtiments et installat°	11 650,00	11 641,00		9,00
28051	Concessions et droits similaires	637 490,00	637 486,85		3,15
28132	Immeubles de rapport	10 180,00	10 175,00		5,00
28135	Installations générales, agencements, ...	15 300,00	15 294,97		5,03
281568	Autres matériels, outillages incendie	9 430,00	9 472,33		-42,33
281571	Matériel roulant	15 760,00	15 753,00		7,00
281578	Autre matériel et outillage de voirie	51 000,00	50 997,68		2,32
28158	Autres installat°, matériel et outillage	154 160,00	154 048,81		111,19
281735	Installations générales (m. à dispo)	1 820,00	1 810,94		9,06
281784	Mobilier (m. à dispo)	2 330,00	2 330,00		0,00
28181	Installations générales, aménagt divers	4 870,00	4 863,00		7,00
28182	Matériel de transport	1 215 050,00	1 177 367,57		37 682,43
28183	Matériel de bureau et informatique	319 360,00	319 359,88		0,12
28184	Mobilier	171 390,00	171 387,38		2,62
28185	Cheptel	250,00	250,00		0,00
28188	Autres immo. corporelles	497 870,00	496 923,04		946,96
28232	Immeubles de rapport (affectation)	32 420,00	32 416,73		3,27
28258	Matériel, outillage voirie (affectation)	10,00	10,00		0,00
28288	Autres immo. corporelles (affectation)	80,00	76,00		4,00
4815	Charges liées à crise sanitaire Covid-19	451 400,00	451 355,53		44,47
4817	Pénalités de renégociation de la dette	265 000,00	265 000,00		0,00
4818	Charges à étaler	63 545,00	63 544,73		0,27
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	16 435 277,00	16 608 208,48		-172 931,48
041	Opérations patrimoniales (5)	18 482 526,00	17 752 072,41		730 453,59
13241	Subv. non transf. Communes du GFP	150 000,00	0,00		150 000,00
2031	Frais d'études	622 850,00	465 117,85		157 732,15
2033	Frais d'insertion	0,00	6 426,35		-6 426,35
2111	Terrains nus	227 287,00	0,00		227 287,00
2118	Autres terrains	201 859,00	0,00		201 859,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	17 134 440,00	17 134 438,99		1,01
454200005	PRU WITTENHEIM	0,00	0,00		0,00

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
454200006	AIDE A LA PIERRE 2006	0,00	0,00		0,00
458200005	AMENAGEMENT STATION DORNACH MULHOUSE	146 090,00	146 089,22		0,78
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	34 917 803,00	34 360 280,89		557 522,11
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	111 631 730,72	67 538 658,41	12 269 751,84	31 823 320,47
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	29 211,00			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042*.
(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041*.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES — IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1) — A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnement	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Dépenses réelles	14 890 171	2 308 546	0	2 816 874	566 139	2 896 494	0	791 712	2 152 480	12 790 904	12 734 321	51 947 641
- Equipements municipaux (2)		1 667 341	0	409 551	1 899	2 896 494	0	630 521	24 150	2 593 600	2 922 610	11 387 969
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		614 205	0	2 407 324	564 240	0	0	161 191	1 103 126	941 156	9 811 711	15 503 053
- Opérations financières	14 890 171											14 890 171
Dépenses d'ordre	18 008 638											18 008 638
Solde d'exécution reporté de N-1	2 200 950											2 200 950
Total dépenses	**35 099 759**	**2 308 546**	**0**	**2 816 874**	**566 139**	**2 896 494**	**0**	**791 712**	**2 152 480**	**12 790 904**	**12 734 321**	**72 157 229**
Total recettes	**56 181 111**	**422 475**	**0**	**1 536 102**	**300 000**	**352 888**	**0**	**595 405**	**1 652 266**	**4 793 034**	**1 734 588**	**67 567 869**
Solde d'investissement	**21 081 352**	**-1 886 071**	**0**	**-1 280 773**	**-266 139**	**-2 543 606**	**0**	**-196 307**	**-500 213**	**-7 997 870**	**-10 999 733**	**-4 589 360**
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	**234 314**	**2 463 975**	**0**	**430 722**	**87 816**	**1 617 598**	**0**	**464 077**	**11 887 606**	**3 806 821**	**1 170 861**	**22 163 791**
Total RAR recettes	**0**	**185 328**	**0**	**100 000**	**0**	**27 000**	**0**	**0**	**11 528 963**	**159 686**	**268 785**	**12 269 762**
SOLDE RAR investissement	**-234 314**	**-2 278 647**	**0**	**-330 722**	**-87 816**	**-1 590 598**	**0**	**-464 077**	**-358 654**	**-3 647 135**	**-902 075**	**-9 894 030**
FONCTIONNEMENT												
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Total dépenses	**83 444 359**	**55 083 105**	**293 739**	**20 576 974**	**2 120 247**	**18 712 197**	**0**	**11 341 237**	**631 856**	**50 748 157**	**5 094 772**	**248 946 646**
Total recettes	**240 373 445**	**23 881 622**	**30 600**	**9 071 481**	**6 677**	**7 072 894**	**35 000**	**5 775 933**	**263 290**	**10 902 671**	**1 591 153**	**296 704 655**
Solde de fonctionnement	**156 929 085**	**-31 501 484**	**-263 139**	**-11 505 493**	**-2 113 570**	**-11 639 303**	**35 000**	**-5 565 304**	**-368 578**	**-39 845 487**	**-3 503 619**	**50 658 009**
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total RAR recettes	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
SOLDE RAR fonctionnement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV – ANNEXES — IV
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE — A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnement	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT													
DEPENSES													
Total dépenses d'investissement		**35 334 073**	**4 772 521**	**0**	**3 247 596**	**653 956**	**4 514 092**	**0**	**1 255 789**	**14 040 086**	**16 597 725**	**13 905 182**	**94 321 020**
Dépenses réelles		15 124 485	4 772 521	0	3 247 596	653 956	4 514 092	0	1 255 789	14 040 086	16 597 725	13 905 182	74 111 432
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	69 922	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	69 922
10222	FCTVA	1 229	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 229
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	68 693	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	68 693
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	14 578 447	2 400	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 580 847
1641	Emprunts en euros	14 466 507	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 466 507
165	Dépôts et cautionnements reçus	0	2 400	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 400
16878	Dettes - Autres organismes, particuliers	111 940	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	111 940
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	476 117	754 794	0	36 411	0	43 640	0	39 510	0	498 819	515 028	2 366 319
2031	Frais d'études	0	166 515	0	0	0	30 360	0	0	0	454 076	515 028	1 165 980
2033	Frais d'insertion	17 451	0	0	0	0	0	0	0	0	336	0	17 787
2051	Concessions, droits similaires	458 666	588 279	0	36 411	0	13 280	0	39 510	0	44 406	0	1 182 552
204	Subventions d'équipement versées	0	2 107 658	0	2 657 324	648 100	0	0	169 520	1 713 789	1 594 482	9 880 988	18 771 861
2041112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	207 797	74 001	281 798
2041132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	331 513	0	331 513
2041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	0	2 107 658	0	0	0	0	0	0	0	80 459	0	2 188 117
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0	0	0	2 277 324	16 760	0	0	0	0	192 400	19 426	2 505 910
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0	0	0	0	0	0	0	0	0	185 000	0	185 000
204171	Autres EPL : Bien mobilier, matériel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	24 000	24 000
204172	Autres EPL : Bâtiments, installations	0	0	0	0	0	0	0	0	385 682	0	0	385 682
204181	Autres org.pub - Biens mob,'mat, études	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 964	0	10 964
204182	Autres org.pub - Bâtiments et installat°	0	0	0	380 000	0	0	0	0	0	500 000	2 211 250	3 091 250

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnement	9 Action économique	TOTAL
454100014	AIDE A LA PIERRE 2014	0	0	0	0	0	0	0	0	101 929	0	0	101 929
454100015	AIDE A LA PIERRE 2015	0	0	0	0	0	0	0	0	138 284	0	0	138 284
454100016	AIDE A LA PIERRE 2016	0	0	0	0	0	0	0	0	553 209	0	0	553 209
454100017	AIDE A LA PIERRE 2017	0	0	0	0	0	0	0	0	320 364	0	0	320 364
454100018	AIDE A LA PIERRE 2018	0	0	0	0	0	0	0	0	1 033 025	0	0	1 033 025
454100019	AIDE A LA PIERRE 2019	0	0	0	0	0	0	0	0	1 038 302	0	0	1 038 302
454100020	AIDE A LA PIERRE 2020	0	0	0	0	0	0	0	0	865 728	0	0	865 728
454100021	AIDE A LA PIERRE 2021	0	0	0	0	0	0	0	0	948 869	0	0	948 869
454100022	AIDE A LA PIERRE 2022	0	0	0	0	0	0	0	0	3 412 488	0	0	3 412 488
454100103	PIG AVANCE CREDITS DEPARTEMENT	0	0	0	0	0	0	0	0	26 388	0	0	26 388
454100104	PIG 2 RBST CONSEIL DEPARTEMENTAL	0	0	0	0	0	0	0	0	35 500	0	0	35 500
454102022	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2022	0	0	0	0	0	0	0	0	3 714 850	0	0	3 714 850
458100007	ROUTE MARIE LOUISE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	238 239	0	238 239
Dépenses d'ordre		*18 008 638*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*18 008 638*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*256 566*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*256 566*
13911	*Etat et établissements nationaux*	*6 916*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*6 916*
13912	*Sub. transf cpte résult. Régions*	*241*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*241*
13913	*Sub. transf cpte résult. Départements*	*1 337*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 337*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*1 700*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 700*
15112	*Provisions pour litiges*	*20 500*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*20 500*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*188 239*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*188 239*
21318	*Autres bâtiments publics*	*12 650*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*12 650*
2152	*Installations de voirie*	*24 982*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*24 982*
041	*Opérations patrimoniales*	*17 752 072*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*17 752 072*
202	*Frais réalisat° documents urbanisme*	*74 875*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*74 875*
204412	*Sub nat org.pub - Bâtiments, installat°*	*146 089*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*146 089*
2051	*Concessions, droits similaires*	*615*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*615*
2128	*Autres agencements et aménagements*	*7 296*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*7 296*
21318	*Autres bâtiments publics*	*2 038 362*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 038 362*
2138	*Autres constructions*	*131 063*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*131 063*
2152	*Installations de voirie*	*15 353 165*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*15 353 165*
21533	*Réseaux câblés*	*321*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*321*
2156	*Autres inst ,matériel,outil. techniques*	*286*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*286*
001	Solde d'exécution reporté de N-1	2 200 950	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 200 950

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
	RECETTES												
Total recettes d'investissement		**56 181 111**	**607 803**	**0**	**1 636 102**	**300 000**	**379 888**	**0**	**595 405**	**13 181 219**	**4 952 720**	**2 003 373**	**79 837 621**
Recettes réelles		21 937 709	607 803	0	1 636 102	300 000	379 888	0	595 405	13 181 219	4 806 630	2 003 373	45 448 129
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	16 437 709	0	0	0	0	44 664	0	0	0	0	0	16 482 393
10222	FCTVA	4 584 631	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 584 631
10251	Dons et legs en capital	0	0	0	0	0	44 664	0	0	0	0	0	44 664
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	11 853 078	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 853 078
13	Subventions d'investissement	0	432 967	0	1 612 975	0	335 204	0	595 405	425 707	633 689	1 427 331	5 463 278
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	0	30 000	0	0	0	0	0	0	0	51 400	0	81 400
1317	Subv. transf. Budget communautaire. FS	0	152 928	0	0	0	0	0	0	0	0	0	152 928
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 000
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0	0	0	499 222	0	45 500	0	124 267	0	182 963	943 364	1 795 315
1322	Subv. non transf. Régions	0	0	0	415 439	0	120 000	0	0	0	0	400 000	935 439
1323	Subv. non transf. Départements	0	0	0	668 664	0	169 704	0	150 000	0	306 640	83 967	1 378 975
13241	Subv. non transf. Communes du GFP	0	245 039	0	0	0	0	0	0	288 000	0	0	533 039
13258	Subv. non transf. Autres groupements	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19 129	0	19 129
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L	0	0	0	0	0	0	0	0	3 307	0	0	3 307
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0	0	0	29 750	0	0	0	321 139	134 400	73 557	0	558 846
16	Emprunts et dettes assimilées	5 500 000	28 075	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 528 075
1641	Emprunts en euros	5 500 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 500 000
165	Dépôts et cautionnements reçus	0	28 075	0	0	0	0	0	0	0	0	0	28 075
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	23 127	0	0	0	0	1 500	105 190	0	129 817
204112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	105 190	0	105 190
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0	0	0	23 127	0	0	0	0	0	0	0	23 127
20422	Privé : Bâtiments, installations	0	0	0	0	0	0	0	0	1 500	0	0	1 500

Page 29

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	99 994	0	0	99 994
261	Titres de participation	0	0	0	0	0	0	0	0	99 994	0	0	99 994
27	Autres immobilisations financières	0	146 760	0	0	300 000	0	0	0	0	4 000 000	576 042	5 022 803
274	Prêts	0	107 150	0	0	300 000	0	0	0	0	4 000 000	555 168	4 962 318
27638	Créance Autres établissements publics	0	39 610	0	0	0	0	0	0	0	0	0	39 610
2764	Créances sur personnes de droit privé	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 874	20 874
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	12 654 018	67 752	0	12 721 770
454200005	PRU WITTENHEIM	0	0	0	0	0	0	0	0	10 000	0	0	10 000
454200010	AIDE A LA PIERRE 2010	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1
454200011	AIDE A LA PIERRE 2011	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1
454200012	AIDE A LA PIERRE 2012	0	0	0	0	0	0	0	0	8 405	0	0	8 405
454200013	AIDE A LA PIERRE 2013	0	0	0	0	0	0	0	0	16 335	0	0	16 335
454200014	AIDE A LA PIERRE 2014	0	0	0	0	0	0	0	0	325 899	0	0	325 899
454200015	AIDE A LA PIERRE 2015	0	0	0	0	0	0	0	0	47 974	0	0	47 974
454200017	AIDE A LA PIERRE 2017	0	0	0	0	0	0	0	0	845 929	0	0	845 929
454200018	AIDE A LA PIERRE 2018	0	0	0	0	0	0	0	0	1 355 966	0	0	1 355 966
454200019	AIDE A LA PIERRE 2019	0	0	0	0	0	0	0	0	1 322 620	0	0	1 322 620
454200020	AIDE A LA PIERRE 2020	0	0	0	0	0	0	0	0	820 838	0	0	820 838
454200021	AIDE A LA PIERRE 2021	0	0	0	0	0	0	0	0	948 869	0	0	948 869
454200022	AIDE A LA PIERRE 2022	0	0	0	0	0	0	0	0	3 452 568	0	0	3 452 568
454200103	PIG RBST DEPARTEMENT	0	0	0	0	0	0	0	0	26 698	0	0	26 698
454200104	PIG 2 RBST CONSEIL DEPARTEMENTAL	0	0	0	0	0	0	0	0	85 500	0	0	85 500
454202022	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2022	0	0	0	0	0	0	0	0	3 386 414	0	0	3 386 414
456100005	AMENAGEMENT STATION DORNACH MULHOUSE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	752	0	752
456200007	ROUTE MARIE LOUISE	0	0	0	0	0	0	0	0	0	67 000	0	67 000
Recettes d'ordre		*34 214 192*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*146 089*	*0*	*34 360 281*
040	*Opéra° ordre transfert entre sections*	*16 608 208*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*16 608 208*
15112	*Provisions pour litiges*	*5 670*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*5 670*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*827 648*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*827 648*
2111	*Terrains nus*	*45 869*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*45 869*
2138	*Autres constructions*	*5 963 104*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*5 963 104*

Page 30

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
2182	*Matériel de transport*	*1 177 368*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 177 368*
2183	*Matériel de bureau et informatique*	*319 360*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*319 360*
2184	*Mobilier*	*171 387*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*171 387*
2185	*Cheptel*	*250*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*250*
2188	*Autres immo. corporelles*	*496 923*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*496 923*
28232	*Immeubles de rapport (affectation)*	*32 417*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*32 417*
28258	*Matériel, outillage voirie (affectation)*	*10*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*10*
28288	*Autres immo. corporelles (affectation)*	*76*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*76*
4815	*Charges liées à crise sanitaire Covid-19*	*451 356*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*451 356*
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*265 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*265 000*
4818	*Charges à étaler*	*63 545*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*63 545*
041	*Opérations patrimoniales*	*17 605 983*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*148 089*	*0*	*0*	*17 752 072*
2031	*Frais d'études*	*465 118*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*465 118*
2033	*Frais d'insertion*	*6 426*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*6 426*
238	*Avances versées commandes immo incorp.*	*17 134 439*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*17 134 439*
458200005	*AMENAGEMENT STATION DORNACH MULHOUSE*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*148 089*	*0*	*0*	*148 089*
001	Solde d'exécution reporté de N-1	29 211	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	29 211

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES											
Total dépenses de fonctionnement		**83 444 359**	**55 083 105**	**293 739**	**20 576 974**	**2 120 247**	**18 712 197**	**0**	**11 341 237**	**631 858**	**50 748 157**	**5 094 772**	**248 046 646**
Dépenses réelles		66 836 151	55 083 105	293 739	20 576 974	2 120 247	18 712 197	0	11 341 237	631 858	50 748 157	5 094 772	231 438 437
011	Charges à caractère général	0	7 590 130	48 373	4 366 121	28 760	6 908 745	0	1 001 090	149 926	10 811 267	1 110 044	32 014 456
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0	474 035	0	2 579 210	0	153 185	0	122 475	53 700	28 463	117 574	3 528 642
60611	Eau et assainissement	0	6 577	0	20 144	392	816 433	0	9 472	0	58 273	1 039	912 331
60612	Energie - Electricité	0	177 025	0	203 281	7 620	2 133 011	0	119 774	0	204 476	0	2 845 186
60613	Chauffage urbain	0	0	0	0	0	643 966	0	16 071	0	31 630	0	691 667
60621	Combustibles	0	0	0	5 022	0	54 282	0	0	0	0	0	59 304
60622	Carburants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 871 849	0	1 871 849
60623	Alimentation	0	4 006	0	247 462	160	749 253	0	17 579	0	11 011	0	1 028 471
60624	Produits de traitement	0	0	0	0	0	84 801	0	0	0	0	0	84 801
60626	Autres fournitures non stockées	0	49 709	9 695	146 806	2 084	719 481	0	7 671	0	1 665 434	556	2 601 436
60631	Fournitures d'entretien	0	82 686	0	32 804	0	42 048	0	17 281	0	0	0	174 818
60632	Fournitures de petit équipement	0	53 863	0	26 154	542	93 543	0	15 116	0	79 545	0	268 762

Page 32

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
73911178	Autres restitut° dégdvt contrib. direct	0	48 434	0	0	0	0	0	0	0	0	0	48 434
739211	Attributions de compensation	65 287 653	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	65 287 653
739212	Dotation de solidarité communautaire	1 000 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 000 000
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	358 148	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	358 148
7398	Reversl., restitut° et prélèvt divers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	66 059	66 059
65	Autres charges de gestion courante	0	17 306 675	156 545	5 350 771	1 462 823	179 445	0	10 195 330	490 587	19 035 128	3 341 543	57 518 847
6512	Droits d'utilisat° informatique nuage	0	39 042	0	0	0	8 064	0	0	0	0	0	47 106
6518	Autres	0	60 725	0	0	0	6 380	0	0	0	3 286	0	70 391
6531	Indemnités	0	832 601	0	0	0	0	0	0	0	0	0	832 601
6532	Frais de mission	0	9 369	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 369
6533	Cotisations de retraite	0	101 668	0	0	0	0	0	0	0	0	0	101 668
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0	193 896	0	0	0	0	0	0	0	0	0	193 896
6536	Frais de représentation du maire	0	5 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 000
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	0	1 191	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 191
6541	Créances admises en non-valeur	0	3 220	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 220
6542	Créances éteintes	0	28 012	0	0	0	0	0	0	0	0	0	28 012
65548	Autres contributions	0	55 600	0	0	0	0	0	0	0	18 016 912	0	18 072 512
65733	Subv. fonct. Départements	0	9 500	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 500
657364	Subv. fonct. Établ. industriel, commerc	0	14 830 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 830 000
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0	15 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15 000
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0	1 121 847	156 545	5 350 771	1 462 652	165 000	0	10 195 330	490 587	1 014 931	3 341 543	23 299 206
65888	Autres	0	3	0	0	171	0	0	0	0	0	0	175
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	109 320	2 083 859	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 193 179
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0	2 052 797	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 052 797
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0	31 062	0	0	0	0	0	0	0	0	0	31 062
666	Pertes de change	86	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	86
6688	Autres	109 234	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	109 234
67	Charges exceptionnelles	81 030	15 543	0	1 021	0	13 592	0	262	0	1 714	2 367	115 530
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	0	3 576	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 576
6712	Amendes fiscales et pénales	0	0	0	0	0	0	0	0	0	170	0	170
6713	Secours et dons	0	11 888	0	0	0	0	0	0	0	0	0	11 888
6714	Bourses et prix	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 500	1 500

Page 35

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
60636	Vêtements de travail	0	470 563	0	0	0	10 725	0	0	0	0	0	481 288
6064	Fournitures administratives	0	129 677	0	2 552	0	905	0	0	0	2 640	0	135 774
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0	0	0	0	28 938	297	0	6 348	0	0	0	35 583
6068	Autres matières et fournitures	0	0	0	0	0	0	0	10 454	0	0	0	10 454
611	Contrats de prestations de services	0	715 568	26 452	97 650	16 565	156 838	0	16 591	69 920	4 029 255	0	5 128 819
6132	Locations immobilières	0	609 453	1 548	74 878	0	0	0	28 464	0	0	0	714 343
6135	Locations mobilières	0	148 279	0	1 661	0	79 289	0	0	0	52 986	480	282 696
614	Charges locatives et de copropriété	0	204 794	0	27 663	0	0	0	2 780	0	0	0	235 237
61521	Entretien terrains	0	382 296	0	508	0	106 042	0	6 808	0	3 660	40 366	539 680
615221	Entretien; réparations bâtiments publics	0	62 522	0	74 233	0	411 834	0	234 120	0	110 505	70 537	963 751
615231	Entretien; réparations voiries	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	372	372
61551	Entretien matériel roulant	0	0	0	0	0	0	0	0	0	984 403	0	984 403
61558	Entretien autres biens mobiliers	0	24 106	0	7 815	0	33 285	0	5 683	0	16 657	13 583	101 129
6156	Maintenance	0	731 386	0	7 660	0	214 873	0	64 447	0	103 486	1 664	1 123 536
6161	Multirisques	0	178 278	0	0	0	800	0	0	0	437 520	0	616 598
617	Etudes et recherches	0	12 214	0	-9 216	0	0	0	0	0	2 369	229 931	237 298
6182	Documentation générale et technique	0	68 430	0	2 781	0	1 870	0	952	0	5 468	290	79 791
6184	Versements à des organismes de formation	0	287 057	1 000	0	0	2 600	0	0	0	6 293	0	296 949
6185	Frais de colloques et de séminaires	0	904	0	0	0	4 309	0	0	0	0	0	5 213
6188	Autres frais divers	0	40 931	0	59 468	0	0	0	7 216	0	69 189	0	176 805
6226	Honoraires	0	250 361	0	0	0	1 440	0	0	0	10 679	553	263 034
6227	Frais d'actes et de contentieux	0	1 143	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 143
6228	Divers	0	0	0	0	0	25 055	0	0	0	0	206 258	231 313
6231	Annonces et insertions	0	195 428	0	3 246	0	0	0	0	0	4 206	0	202 880
6232	Fêtes et cérémonies	0	2 937	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 937
6236	Catalogues et imprimés	0	89 800	0	0	0	16 901	0	0	0	0	921	107 622
6237	Publications	0	0	1 050	0	0	148	0	0	0	0	0	1 204
6238	Divers	0	399 979	0	0	0	20 753	0	0	0	138 178	0	558 910
6241	Transports de biens	0	25 826	0	0	0	19 470	0	0	0	107	0	45 403
6247	Transports collectifs	0	0	8 623	19 883	0	1 397	0	328	0	27 710	0	57 941
6248	Divers	0	0	0	0	0	8 545	0	0	0	0	0	8 545
6251	Voyages et déplacements	0	54 972	0	0	0	112	0	0	0	5 713	0	60 797
6257	Réceptions	0	60 994	0	945	90	16 057	0	0	79	27 265	391	105 821
6261	Frais d'affranchissement	0	308 881	0	0	0	123	0	0	0	0	0	309 003
6262	Frais de télécommunications	0	368 994	0	66 067	0	2 331	0	2 000	0	0	0	439 392
627	Services bancaires et assimilés	0	6 578	0	3 705	0	15 382	0	1 051	0	0	0	26 717
6281	Concours divers (cotisations)	0	33 036	0	0	0	16 170	0	0	8 000	18 567	9 606	85 398

Page 33

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts,	0	0	0	0	0	2 406	0	0	0	0	0	2 406
6283	Frais de nettoyage des locaux	0	78 241	0	56 434	4 613	130 701	0	77 942	0	124 229	9 109	481 268
6284	Redevences pour services rendus	0	0	0	0	0	1 974	0	0	0	0	0	1 974
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0	266 204	0	602 722	-32 259	115 502	0	210 466	18 227	666 211	26 897	1 873 970
6288	Autres services extérieurs	0	2 691	0	1 544	0	680	0	0	0	0	0	4 915
63512	Taxes foncières	0	527 311	0	0	0	0	0	0	0	0	380 917	908 228
63513	Autres impôts locaux	0	1 890	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 890
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 960	0	3 960
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0	0	0	0	0	41	0	0	0	9 330	0	9 371
6358	Autres droits	0	508	0	0	0	712	0	0	0	0	0	1 220
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0	0	0	0	15	175	0	0	0	0	0	190
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	28 038 455	88 820	10 859 002	628 663	11 610 414	0	144 554	-8 656	20 900 049	574 759	72 836 131
6217	Personnel affecté par la commune membre	0	3 982 420	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 982 420
6218	Autre personnel extérieur	0	67 474	0	0	0	410 100	0	0	0	278 117	0	755 692
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0	126 542	560	60 748	2 535	64 372	0	846	9	110 161	3 616	369 410
64111	Rémunération principale titulaires	0	8 592 094	21 238	4 562 031	192 414	5 257 984	0	52 337	1 063	10 195 640	157 038	29 031 839
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0	336 309	737	229 281	16 923	182 529	0	6 490	0	477 987	6 051	1 256 308
64114	Personnel titulaire: indemnité inflat°	0	529 299	0	0	0	0	0	0	0	0	0	529 299
64118	Autres indemnités titulaires	0	2 615 207	2 179	898 345	51 231	992 303	0	11 498	0	2 589 354	59 474	7 219 590
64131	Rémunérations non tit.	0	4 376 669	39 227	2 369 065	142 227	1 536 926	0	34 170	0	1 616 333	192 850	10 307 468
64134	Personnel non tit. - Indemnité inflat°	0	32 100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	32 100
64171	Apprentis - rémunérations	0	73 107	0	35 165	0	28 623	0	0	0	16 362	0	153 258
64172	Apprentis: indemnité inflation	0	1 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 000
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0	3 012 960	16 300	1 670 094	134 620	1 451 796	0	20 242	-9 744	2 302 308	99 465	8 698 059
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0	2 906 973	9 257	1 000 192	85 696	1 651 922	0	18 536	16	3 256 815	54 342	8 981 751
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0	0	0	81	0	0	0	0	0	0	0	81
6471	Prestat° versées pour le compte du FNAL	0	64 440	301	34 059	3 015	33 859	0	437	0	57 973	1 903	195 988
64731	Allocations chômage versées directement	0	407 432	0	0	0	0	0	0	0	0	0	407 432
6475	Médecine du travail, pharmacie	0	58 507	0	0	0	0	0	0	0	0	0	58 507
6478	Autres charges sociales diverses	0	790 509	0	0	0	0	0	0	0	0	0	790 509
6488	Autres charges	0	65 422	0	0	0	0	0	0	0	0	0	65 422
014	Atténuations de produits	66 645 801	48 434	0	0	0	0	0	0	0	0	66 059	66 760 293

Page 34

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	48	0	0	0	0	3 875	0	0	0	0	0	3 923
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	75 162	0	0	0	0	9 717	0	262	0	1 544	967	87 553
678	Autres charges exceptionnelles	5 821	80	0	1 021	0	0	0	0	0	0	0	6 921
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*16 608 208*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*16 608 208*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*16 608 208*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*16 608 208*
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*6 008 973*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*6 008 973*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*827 648*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*827 648*
6811	*Dot. amort. et prov. immos incorporelles*	*8 986 017*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*8 986 017*
6812	*Dot. amort. et prov. Charges à répartir*	*514 900*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*514 900*
6815	*Dot. prov. pour risques fonct. courant*	*5 670*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*5 670*
6862	*Dot. amort. charges financ. à répartir*	*265 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*265 000*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
002 Déficit de fonctionnement reporté		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

		RECETTES											
Total recettes de fonctionnement		**240 373 445**	**23 581 622**	**30 600**	**9 071 481**	**6 577**	**7 072 894**	**35 000**	**5 775 933**	**263 280**	**10 902 671**	**1 591 153**	**298 704 655**
Recettes réelles		198 168 001	23 581 622	30 600	9 071 481	6 577	7 072 894	35 000	5 775 933	263 280	10 902 671	1 591 153	256 499 211
013	**Atténuations de charges**	**0**	**391 023**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**391 023**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0	17 377	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 377
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0	373 646	0	0	0	0	0	0	0	0	0	373 646
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0**	**19 634 682**	**0**	**5 256 795**	**6 577**	**5 607 464**	**0**	**579 896**	**7 140**	**3 835 044**	**31 018**	**34 958 616**
70323	Redev. occupat° domaine public communal	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 104	1 104
70388	Autres redevances et recettes diverses	0	0	0	0	0	349 178	0	0	0	0	29 914	379 091
704	Travaux	0	1 104	0	0	0	0	0	0	0	1 891 693	0	1 892 797
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 361 526	0	1 361 526

Page 36

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
Recettes d'ordre		*256 566*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*256 566*
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***256 566***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***256 566***
722	*Immobilisations corporelles*	*37 633*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*37 633*
7761	*Diff / réal (+) transférées en invest.*	*188 239*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*188 239*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*10 194*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*10 194*
7815	*Rep. prov. charges fonctionnt courant*	*20 500*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*20 500*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***
002 Excédent de fonctionnement reporté		41 948 878	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	41 948 878

(1)Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
70613	Redevance enlèvement déchets industriels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	144 824	0	144 824
70631	Redevances services à caractère sportif	0	0	0	0	0	1 521 220	0	0	0	0	0	1 521 220
70632	Redevances services à caractère loisir	0	0	0	0	6 577	2 533 839	0	0	0	0	0	2 540 416
7066	Redevances services à caractère social	0	0	0	0	0	0	0	579 896	0	0	0	579 896
70688	Autres prestations de services	0	1 083 687	0	5 244 619	0	639 869	0	0	0	185 284	0	7 153 660
7078	Autres marchandises	0	562 885	0	0	0	0	0	0	0	30 769	0	593 654
7082	Commissions	0	0	0	0	0	22 218	0	0	0	0	0	22 218
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0	11 099	0	0	0	94 759	0	0	0	0	0	105 858
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	0	1 719 627	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 719 627
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	0	11 793 284	0	38 101	0	0	0	0	0	0	0	11 831 385
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0	3 326 964	0	0	0	15 375	0	0	0	0	0	3 342 339
70872	Remb. frais B.A. et régies municipales	0	65 757	0	0	0	0	0	0	0	0	0	65 757
70875	Remb. frais par les communes du GFP	0	996 335	0	-33 472	0	27 690	0	0	7 140	0	0	997 692
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0	66 340	0	7 348	0	18 185	0	0	0	220 948	0	312 821
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0	7 600	0	0	0	385 132	0	0	0	0	0	392 732
73	**Impôts et taxes**	**150 498 172**	**2 663 042**	**0**	**0**	**0**	**24 541**	**0**	**0**	**192 230**	**0**	**811 987**	**154 189 973**
73111	Impôts directs locaux	36 168 136	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	36 168 136
73112	Cotisation sur la VAE	19 021 765	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	19 021 765
73113	Taxe sur les Surfaces Commerciales	4 292 404	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 292 404
73114	Imposition Forf. sur Entrep. Réseau	1 754 412	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 754 412
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0	2 248 637	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 248 637
73211	Attribution de compensation	2 235	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 235
73221	FNGIR	14 569 273	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14 569 273
7328	Autres fiscalités reversées	0	0	0	0	0	0	0	0	191 611	0	0	191 611
7331	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	38 261 204	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	38 261 204
7336	Droits de place	0	0	0	0	0	24 541	0	0	619	0	0	25 161
7346	Taxe milieux aquatiques et inondations	8 068	414 405	0	0	0	0	0	0	0	0	0	422 473
7362	Taxes de séjour	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	811 987	811 987

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
7382	Fraction de TVA	36 420 675	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	36 420 675
74	**Dotations et participations**	**47 206 647**	**181 039**	**30 600**	**2 512 686**	**0**	**672 800**	**35 000**	**1 631 398**	**63 910**	**350 629**	**29 497**	**52 714 407**
74124	Dotation d'intercommunalité	5 516 554	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 516 554
74126	Dot. compensat° groupements de communes	20 603 607	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 603 607
744	FCTVA	136 136	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	136 136
74718	Autres participations Etat	0	105 224	30 600	0	0	0	0	0	0	26 195	29 497	191 519
7473	Participat° Départements	0	0	0	0	0	475 800	0	10 200	0	0	0	486 000
74741	Participat° Communes du GFP	0	10 000	0	220 202	0	197 000	0	0	0	0	0	427 202
74748	Participat° Autres communes	2 352 337	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 352 337
7478	Participat° Autres organismes	0	65 815	0	2 292 483	0	0	35 000	1 621 198	63 910	324 631	0	4 403 039
748313	Dotat° de compensation de la TP	7 518 232	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 518 232
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	10 553 247	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 553 247
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	526 534	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	526 534
75	**Autres produits de gestion courante**	**0**	**695 860**	**0**	**1 144**	**0**	**712 478**	**0**	**1 496**	**0**	**338 985**	**718 651**	**2 468 613**
752	Revenus des immeubles	0	476 596	0	1 144	0	255 011	0	1 496	0	0	620 026	1 354 275
757	Redevances versées par fermiers, conces.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	181 553	0	181 553
7588	Autres produits div. de gestion courante	0	219 261	0	0	0	457 467	0	0	0	157 432	98 625	932 785
76	**Produits financiers**	**180 861**	**9 733**	**0**	**0**	**0**	**2**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**190 595**
766	Gains de change	0	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	2
76911	Sortie empr. risque avec IRA capital	180 861	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	180 861
7688	Autres	0	9 733	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 733
77	**Produits exceptionnels**	**282 321**	**6 243**	**0**	**1 300 857**	**0**	**55 609**	**0**	**3 563 143**	**0**	**6 377 612**	**0**	**11 585 985**
7711	Dédits et pénalités perçus	0	5 290	0	0	0	450	0	0	0	0	0	5 740
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	1 397	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 397
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0	387	0	1 300 857	0	0	0	3 463 143	0	955	0	4 765 341
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	7 072	541	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 613
775	Produits des cessions d'immobilisations	271 500	25	0	0	0	0	0	0	0	6 376 857	0	6 648 382
7788	Produits exceptionnels divers	2 353	0	0	0	0	55 159	0	100 000	0	0	0	157 512
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES	**83 444 359,37**	**55 019 521,19**	**0,00**	**63 584,10**	**0,00**	**138 527 464,66**
	Réalisations	**83 444 359,37**	**55 019 521,19**	**0,00**	**63 584,10**	**0,00**	**138 527 464,66**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**7 580 097,56**	**0,00**	**10 032,00**	**0,00**	**7 590 129,56**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	464 865,30	0,00	9 170,00	0,00	474 035,30
60611	Eau et assainissement	0,00	6 577,25	0,00	0,00	0,00	6 577,25
60612	Energie - Electricité	0,00	177 024,52	0,00	0,00	0,00	177 024,52
60623	Alimentation	0,00	4 006,09	0,00	0,00	0,00	4 006,09
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	49 708,64	0,00	0,00	0,00	49 708,64
60631	Fournitures d'entretien	0,00	82 685,69	0,00	0,00	0,00	82 685,69
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	53 862,67	0,00	0,00	0,00	53 862,67
60636	Vêtements de travail	0,00	470 563,15	0,00	0,00	0,00	470 563,15
6064	Fournitures administratives	0,00	129 676,55	0,00	0,00	0,00	129 676,55
611	Contrats de prestations de services	0,00	715 567,69	0,00	0,00	0,00	715 567,69
6132	Locations immobilières	0,00	609 452,94	0,00	0,00	0,00	609 452,94
6135	Locations mobilières	0,00	148 279,35	0,00	0,00	0,00	148 279,35
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	204 793,61	0,00	0,00	0,00	204 793,61
61521	Entretien terrains	0,00	382 296,25	0,00	0,00	0,00	382 296,25
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	62 521,53	0,00	0,00	0,00	62 521,53
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	24 106,20	0,00	0,00	0,00	24 106,20
6156	Maintenance	0,00	731 385,84	0,00	0,00	0,00	731 385,84
6161	Multirisques	0,00	178 277,81	0,00	0,00	0,00	178 277,81
617	Etudes et recherches	0,00	12 213,60	0,00	0,00	0,00	12 213,60
6182	Documentation générale et technique	0,00	68 429,67	0,00	0,00	0,00	68 429,67
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	287 056,56	0,00	0,00	0,00	287 056,56
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	903,73	0,00	0,00	0,00	903,73
6188	Autres frais divers	0,00	40 931,06	0,00	0,00	0,00	40 931,06
6226	Honoraires	0,00	250 361,24	0,00	0,00	0,00	250 361,24
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	1 143,12	0,00	0,00	0,00	1 143,12
6231	Annonces et insertions	0,00	195 427,82	0,00	0,00	0,00	195 427,82
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	2 936,59	0,00	0,00	0,00	2 936,59
6236	Catalogues et imprimés	0,00	89 800,10	0,00	0,00	0,00	89 800,10
6238	Divers	0,00	399 978,63	0,00	0,00	0,00	399 978,63
6241	Transports de biens	0,00	25 826,40	0,00	0,00	0,00	25 826,40
6251	Voyages et déplacements	0,00	54 971,72	0,00	0,00	0,00	54 971,72
6257	Réceptions	0,00	60 994,23	0,00	0,00	0,00	60 994,23
6261	Frais d'affranchissement	0,00	308 880,50	0,00	0,00	0,00	308 880,50
6262	Frais de télécommunications	0,00	368 994,46	0,00	0,00	0,00	368 994,46
627	Services bancaires et assimilés	0,00	6 577,92	0,00	0,00	0,00	6 577,92

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
73	Impôts et taxes	150 498 172,00	2 663 042,66	0,00	0,00	0,00	153 161 214,66
73111	Impôts directs locaux	36 168 136,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 168 136,00
73112	Cotisation sur la VAE	19 021 765,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 021 765,00
73113	Taxe sur les Surfaces Commerciales	4 292 404,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 292 404,00
73114	Imposition Forf. sur Entrep. Réseau	1 754 412,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 754 412,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	2 248 637,00	0,00	0,00	0,00	2 248 637,00
73211	Attribution de compensation	2 235,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 235,00
73221	FNGIR	14 569 273,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 569 273,00
7331	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	38 281 204,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 281 204,00
7346	Taxe milieux aquatiques et inondations	8 068,00	414 405,00	0,00	0,00	0,00	422 473,00
7362	Fraction de TVA	36 420 675,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 420 675,00
74	Dotations et participations	47 206 647,34	181 039,44	0,00	0,00	0,00	47 387 686,78
74124	Dotation d'intercommunalité	5 516 554,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 516 554,00
74126	Dot. compensat° groupements de communes	20 603 607,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 603 607,00
744	FCTVA	136 136,34	0,00	0,00	0,00	0,00	136 136,34
74718	Autres participations Etat	0,00	105 223,59	0,00	0,00	0,00	105 223,59
74741	Participat° Communes du GFP	0,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
74748	Participat° Autres communes	2 352 337,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 352 337,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	65 815,85	0,00	0,00	0,00	65 815,85
74833	Dotat° de compensation de la TP	7 518 232,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 518 232,00
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	10 553 247,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 553 247,00
74834	Etat - Compens. exonérations foncière	526 534,00	0,00	0,00	0,00	0,00	526 534,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	695 859,67	0,00	0,00	0,00	695 859,67
752	Revenus des immeubles	0,00	476 598,37	0,00	0,00	0,00	476 598,37
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	219 261,30	0,00	0,00	0,00	219 261,30
76	Produits financiers	180 860,88	9 732,59	0,00	0,00	0,00	190 593,47
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital	180 860,88	0,00	0,00	0,00	0,00	180 860,88
7688	Autres	0,00	9 732,59	0,00	0,00	0,00	9 732,59
77	Produits exceptionnels	282 321,06	6 243,07	0,00	0,00	0,00	288 564,13
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	5 290,00	0,00	0,00	0,00	5 290,00
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	1 396,81	0,00	0,00	0,00	0,00	1 396,81
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	386,74	0,00	0,00	0,00	386,74
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	7 071,70	541,33	0,00	0,00	0,00	7 613,03
775	Produits des cessions d'immobilisations	271 500,00	25,00	0,00	0,00	0,00	271 525,00
7788	Produits exceptionnels divers	2 352,55	0,00	0,00	0,00	0,00	2 352,55
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	156 329 065,45	-31 437 899,48	0,00	-63 584,10	0,00	125 427 601,87

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES		52 031 529,38	1 120 356,40	0,00	1 296 211,99	562 423,42	0,00	0,00	0,00	63 584,10
Réalisations		52 031 529,38	1 120 356,40	0,00	1 296 211,99	562 423,42	0,00	0,00	0,00	63 584,10

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	32 635,90	0,00	400,00	0,00	33 035,90
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	78 241,23	0,00	0,00	0,00	78 241,23
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	266 204,00	0,00	0,00	0,00	266 204,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	2 229,32	0,00	462,00	0,00	2 691,32
63512	Taxes foncières	0,00	527 311,00	0,00	0,00	0,00	527 311,00
63513	Autres impôts locaux	0,00	1 890,00	0,00	0,00	0,00	1 890,00
6358	Autres droits	0,00	507,68	0,00	0,00	0,00	507,68
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	28 917 312,97	0,00	21 152,10	0,00	28 938 464,07
6217	Personnel affecté par la commune membre	0,00	3 982 420,17	0,00	0,00	0,00	3 982 420,17
6218	Autre personnel extérieur	0,00	67 474,31	0,00	0,00	0,00	67 474,31
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	126 429,39	0,00	112,86	0,00	126 542,25
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	8 580 286,09	0,00	11 807,45	0,00	8 592 093,54
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	336 106,67	0,00	201,92	0,00	336 308,79
64114	Personnel titulaire : indemnité inflat°	0,00	529 298,86	0,00	0,00	0,00	529 298,86
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	2 612 129,53	0,00	3 077,49	0,00	2 615 207,02
64131	Rémunérations non tit.	0,00	4 376 669,22	0,00	0,00	0,00	4 376 669,22
64134	Personnel non tit. - indemnité inflat°	0,00	32 100,00	0,00	0,00	0,00	32 100,00
64171	Apprentis - rémunérations	0,00	73 107,24	0,00	0,00	0,00	73 107,24
64172	Apprentis : indemnité inflation	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	3 010 899,29	0,00	2 070,75	0,00	3 012 970,04
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	2 903 150,55	0,00	3 822,22	0,00	2 906 972,77
6471	Prestat° versées pour le compte du FNAL	0,00	64 380,56	0,00	59,40	0,00	64 439,96
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	407 432,31	0,00	0,00	0,00	407 432,31
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	58 507,07	0,00	0,00	0,00	58 507,07
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	790 508,79	0,00	0,00	0,00	790 508,79
6488	Autres charges	0,00	65 422,32	0,00	0,00	0,00	65 422,32
014	Atténuations de produits	66 645 800,75	48 434,06	0,00	0,00	0,00	66 694 234,81
7391178	Autres restitut° dégrèvt contrib. direct.	0,00	48 434,06	0,00	0,00	0,00	48 434,06
739211	Attributions de compensation	65 287 652,75	0,00	0,00	0,00	0,00	65 287 652,75
739212	Dotation de solidarité communautaire	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000 000,00
739223	Fonds péréquation res. com. et intercom	358 148,00	0,00	0,00	0,00	0,00	358 148,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	16 998 268,48	0,00	0,00	0,00	0,00	16 998 268,48
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	6 008 973,06	0,00	0,00	0,00	0,00	6 008 973,06
6761	Différences sur réalisations (positives)	627 648,00	0,00	0,00	0,00	0,00	627 648,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	8 986 017,14	0,00	0,00	0,00	0,00	8 986 017,14
6812	Dot. amort. et prov. Charges à répartir	514 900,26	0,00	0,00	0,00	0,00	514 900,26
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	5 670,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 670,00
6862	Dot. amort. charges financ. à répartir	265 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	265 000,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	17 274 274,79	0,00	32 400,00	0,00	17 306 674,79
6512	Droits d'utilisat° informatique nuage	0,00	39 041,74	0,00	0,00	0,00	39 041,74
6518	Autres	0,00	60 725,19	0,00	0,00	0,00	60 725,19
6531	Indemnités	0,00	832 601,42	0,00	0,00	0,00	832 601,42
6532	Frais de mission	0,00	9 369,33	0,00	0,00	0,00	9 369,33
6533	Cotisations de retraite	0,00	101 668,01	0,00	0,00	0,00	101 668,01
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	193 896,22	0,00	0,00	0,00	193 896,22
6536	Frais de représentation du maire	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	0,00	1 190,75	0,00	0,00	0,00	1 190,75

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	6 509 075,04	0,00	0,00	1 071 922,52	0,00	0,00	0,00	0,00	10 032,00
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	464 865,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 170,00
60611	Eau et assainissement	6 577,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	174 337,38	0,00	0,00	2 687,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	4 006,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	45 454,75	0,00	0,00	4 253,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	82 685,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	51 493,97	0,00	0,00	2 368,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	470 563,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	129 676,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	486 183,28	0,00	0,00	229 384,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	609 452,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	36 551,27	0,00	0,00	111 728,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	204 793,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	382 296,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	62 521,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	24 106,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	731 385,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	178 277,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	12 213,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	67 551,49	0,00	0,00	878,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	287 056,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	903,73	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	40 931,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	157 858,40	0,00	0,00	92 502,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	1 143,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	96 912,26	0,00	0,00	98 515,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	2 936,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	5 009,93	0,00	0,00	84 790,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	399 978,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	25 826,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	54 971,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	18 272,08	0,00	0,00	42 722,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	308 880,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	3 220,20	0,00	0,00	0,00	3 220,20
6542	Créances éteintes	0,00	28 012,23	0,00	0,00	0,00	28 012,23
65548	Autres contributions	0,00	55 599,50	0,00	0,00	0,00	55 599,50
65733	Subv. fonct. Départements	0,00	0,00	0,00	9 500,00	0,00	9 500,00
657364	Subv. fonct. Etabl. Industriel, commerc	0,00	14 830 000,00	0,00	0,00	0,00	14 830 000,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00	15 000,00
6574	Subv. fonct. Association", personnes privée	0,00	1 113 847,00	0,00	7 900,00	0,00	1 121 847,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,20
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	109 320,17	2 083 859,03	0,00	0,00	0,00	2 193 179,20
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	2 052 797,32	0,00	0,00	0,00	2 052 797,32
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	31 061,71	0,00	0,00	0,00	31 061,71
666	Pertes de change	86,47	0,00	0,00	0,00	0,00	86,47
6688	Autres	109 233,70	0,00	0,00	0,00	0,00	109 233,70
67	Charges exceptionnelles	81 029,97	15 543,18	0,00	0,00	0,00	96 573,15
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	0,00	3 575,58	0,00	0,00	0,00	3 575,58
6713	Secours et dons	0,00	11 887,61	0,00	0,00	0,00	11 887,61
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	47,57	0,00	0,00	0,00	0,00	47,57
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	75 161,73	0,00	0,00	0,00	0,00	75 161,73
678	Autres charges exceptionnelles	5 820,67	79,99	0,00	0,00	0,00	5 900,66
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	240 373 444,82	23 581 621,71	0,00	0,00	0,00	263 955 066,53
	Réalisations	240 373 444,82	23 581 621,71	0,00	0,00	0,00	263 955 066,53
002	Résultat de fonctionnement reporté	41 948 877,56	0,00	0,00	0,00	0,00	41 948 877,56
013	Atténuations de charges	0,00	391 022,73	0,00	0,00	0,00	391 022,73
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	17 377,21	0,00	0,00	0,00	17 377,21
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0,00	373 645,52	0,00	0,00	0,00	373 645,52
042	Opérat° ordre transfert entre sections	296 565,98	0,00	0,00	0,00	0,00	296 565,98
722	Immobilisations corporelles	37 632,90	0,00	0,00	0,00	0,00	37 632,90
7761	Diff / réal (+) transférées en invest	188 239,08	0,00	0,00	0,00	0,00	188 239,08
777	Quote-part subv invest transf cptle résul	10 194,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 194,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	20 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 500,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	19 634 682,21	0,00	0,00	0,00	19 634 682,21
704	Travaux	0,00	1 104,41	0,00	0,00	0,00	1 104,41
70688	Autres prestations de services	0,00	1 083 686,78	0,00	0,00	0,00	1 083 686,78
7078	Autres marchandises	0,00	562 884,57	0,00	0,00	0,00	562 884,57
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	11 099,00	0,00	0,00	0,00	11 099,00
70841	Mise à dispo personnel B.A. , régies	0,00	1 719 626,85	0,00	0,00	0,00	1 719 626,85
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	0,00	11 793 284,49	0,00	0,00	0,00	11 793 284,49
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	3 326 964,46	0,00	0,00	0,00	3 326 964,46
70672	Remb. frais B.A. et régies municipales	0,00	65 756,51	0,00	0,00	0,00	65 756,51
70875	Remb. frais par les communes du GFP	0,00	996 335,03	0,00	0,00	0,00	996 335,03
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	66 340,07	0,00	0,00	0,00	66 340,07
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	7 600,04	0,00	0,00	0,00	7 600,04

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
62	Frais de télécommunications	368 994,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	6 508,27	0,00	0,00	69,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	32 635,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	78 241,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	266 204,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	2 229,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	462,00
63512	Taxes foncières	527 311,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63513	Autres impôts locaux	1 890,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	507,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**27 230 556,56**	**0,00**	**0,00**	**224 332,59**	**562 423,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 152,10**
6217	Personnel affecté par la commune membre	3 982 420,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	67 474,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	121 949,66	0,00	0,00	3 914,42	565,31	0,00	0,00	0,00	112,86
64111	Rémunération principale titulaires	8 520 144,02	0,00	0,00	0,00	60 142,07	0,00	0,00	0,00	11 807,45
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	328 492,36	0,00	0,00	6 541,48	1 073,03	0,00	0,00	0,00	201,92
64114	Personnel titulaire Indemnité initial°	529 298,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	2 561 473,38	0,00	0,00	38 473,65	12 182,50	0,00	0,00	0,00	3 077,49
64131	Rémunérations non tit.	3 916 303,94	0,00	0,00	0,00	460 365,28	0,00	0,00	0,00	0,00
64134	Personnel non tit. - Indemnité initial°	32 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64171	Apprentis - rémunérations	57 086,69	0,00	0,00	16 020,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64172	Apprentis indemnité inflation	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	2 882 749,09	0,00	0,00	116 065,17	12 075,03	0,00	0,00	0,00	2 070,76
6453	Cotisations aux caisses de retraites	2 844 109,61	0,00	0,00	43 317,32	15 723,62	0,00	0,00	0,00	3 822,22
6471	Prestat° versées pour le compte du FNAL	64 083,98	0,00	0,00	0,00	296,58	0,00	0,00	0,00	59,40
64731	Allocations chômage versées directement	407 432,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	38 507,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	790 508,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6488	Autres charges	65 422,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**48 434,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7391178	Autres restitut° dégrévt contrib. direct	48 434,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739211	Attributions de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739212	Dotation de solidarité communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Page 45

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**23 198 243,60**	**0,00**	**383 378,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**23 198 243,60**	**0,00**	**383 378,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**17 377,21**	**0,00**	**373 645,52**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	17 377,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6459	Rembourst charges SS et prévoyance	0,00	0,00	373 645,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
722	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7761	Diff. réal (+) transférées en invest.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
777	Quote-part subv. invest. transf. cpte résul.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**19 634 682,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
704	Travaux	1 104,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	1 083 686,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7078	Autres marchandises	562 884,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	11 099,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Page 47

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
70641	Mise à dispo personnel B.A. régies	1 719 626,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	11 793 284,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	3 326 964,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70872	Remb. frais B.A. et régies municipales	65 756,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	996 335,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	66 340,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	7 600,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**2 663 042,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73111	Impôts directs locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73112	Cotisation sur la VAE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73113	Taxe sur les Surfaces Commerciales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73114	Imposition Forf. sur Entrep. Réseau	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	2 249 637,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73221	FNGIR	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7331	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7346	Taxe milieux aquatiques et inondations	414 405,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7362	Fraction de TVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	**181 039,44**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74124	Dotation d'intercommunalité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74126	Dot. compensat° groupements de communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	105 223,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74741	Participat° Communes du GFP	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74748	Participat° Autres communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	65 815,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748313	Dotat° de compensation de la TP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Page 48

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
739223	Fonds péréquation ress. com. et intercom.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
675	Valeurs comptables immobilisations cédée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6812	Dot. amort. et prov. Charges à répartir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6862	Dot. amort. charges financ. à répartir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**16 144 918,39**	**1 129 366,40**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**32 400,00**
6512	Droits d'utilisat° informatique nuage	39 041,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6518	Autres	60 725,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6531	Indemnités	0,00	832 601,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6532	Frais de mission	9 369,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	0,00	101 668,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	193 896,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6536	Frais de représentation du maire	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65372	Cotis. fonds financt alloc. fin mandat	0,00	1 190,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	3 220,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	28 012,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65548	Autres contributions	55 599,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65733	Subv. fonct. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 500,00
657364	Subv. fonct. Établ. Industriel, commerc.	14 830 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65738	Subv. fonct. Autres organismes publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	1 113 947,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 900,00
65888	Autres	3,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Page 46

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
75	**Autres produits de gestion courante**	**695 859,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	476 598,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	219 261,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**9 732,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76811	Sortie empr. risque avec IRA capital	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7688	Autres	0,00	0,00	9 732,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	**Produits exceptionnels**	**6 243,07**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7711	Dédits et pénalités perçus	5 290,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	386,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	541,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	25,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-28 833 285,78**	**-1 129 356,40**	**383 378,11**	**-1 296 211,99**	**-662 423,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-63 884,10**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
74	Dotations et participations	30 600,00	0,00	0,00	30 600,00
74718	Autres participations Etat	30 600,00	0,00	0,00	30 600,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-263 138,66	0,00	0,00	-263 138,66

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
	DEPENSES	**293 738,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	293 738,66	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	48 373,46	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	9 695,12	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	26 451,60	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	1 548,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6237	Publications	1 056,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	8 622,74	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	88 820,20	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	580,43	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	21 238,04	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	737,13	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	2 178,93	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	39 227,17	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	16 300,39	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	8 257,13	0,00	0,00	0,00	0,00
6471	Prestat° versées pour le compte du FNAL	300,98	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	156 545,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	156 545,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**30 600,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	30 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES	**293 738,66**	**0,00**	**0,00**	**293 738,66**
	Réalisations	293 738,66	0,00	0,00	293 738,66
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	48 373,46	0,00	0,00	48 373,46
60628	Autres fournitures non stockées	9 695,12	0,00	0,00	9 695,12
611	Contrats de prestations de services	26 451,60	0,00	0,00	26 451,60
6132	Locations immobilières	1 548,00	0,00	0,00	1 548,00
6184	Versements à des organismes de formation	1 000,00	0,00	0,00	1 000,00
6237	Publications	1 056,00	0,00	0,00	1 056,00
6247	Transports collectifs	8 622,74	0,00	0,00	8 622,74
012	Charges de personnel, frais assimilés	88 820,20	0,00	0,00	88 820,20
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	580,43	0,00	0,00	580,43
64111	Rémunération principale titulaires	21 238,04	0,00	0,00	21 238,04
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	737,13	0,00	0,00	737,13
64118	Autres indemnités titulaires	2 178,93	0,00	0,00	2 178,93
64131	Rémunérations non tit.	39 227,17	0,00	0,00	39 227,17
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	16 300,39	0,00	0,00	16 300,39
6453	Cotisations aux caisses de retraites	8 257,13	0,00	0,00	8 257,13
6471	Prestat° versées pour le compte du FNAL	300,98	0,00	0,00	300,98
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	156 545,00	0,00	0,00	156 545,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	156 545,00	0,00	0,00	156 545,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	**30 600,00**	**0,00**	**0,00**	**30 600,00**
	Réalisations	30 600,00	0,00	0,00	30 600,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	30 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	30 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-263 138,66	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES	**36 231,45**	**0,00**	**0,00**	**985 004,52**	**0,00**	**19 555 738,10**	**0,00**	**20 576 974,07**
	Réalisations	**36 231,45**	**0,00**	**0,00**	**985 004,52**	**0,00**	**19 555 738,10**	**0,00**	**20 576 974,07**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**1 079,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 365 041,37**	**0,00**	**4 366 120,52**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 579 210,24	0,00	2 579 210,24
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 144,05	0,00	20 144,05
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	203 280,51	0,00	203 280,51
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 021,92	0,00	5 021,92
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	247 461,66	0,00	247 461,66
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	146 805,96	0,00	146 805,96
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 803,77	0,00	32 803,77
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 153,60	0,00	26 153,60
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 552,00	0,00	2 552,00
611	Contrats de prestations de services	1 079,15	0,00	0,00	0,00	0,00	96 571,02	0,00	97 650,17
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74 878,45	0,00	74 878,45
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 660,88	0,00	1 660,88
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 663,29	0,00	27 663,29
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	507,75	0,00	507,75
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	74 233,18	0,00	74 233,18
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 814,96	0,00	7 814,96
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 680,00	0,00	7 680,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 216,00	0,00	6 216,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 780,78	0,00	2 780,78
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 488,24	0,00	59 488,24
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 246,00	0,00	3 246,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 882,70	0,00	19 882,70
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	944,85	0,00	944,85
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 066,56	0,00	66 066,56
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 705,16	0,00	3 705,16
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	56 433,84	0,00	56 433,84
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	602 721,92	0,00	602 721,92
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 544,08	0,00	1 544,08

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**35 152,30**	**0,00**	**0,00**	**850 004,52**	**0,00**	**9 973 905,10**	**0,00**	**10 859 061,92**
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	222,98	0,00	0,00	0,00	0,00	60 524,80	0,00	60 747,78
64111	Rémunération principale titulaires	11 228,66	0,00	0,00	90 249,58	0,00	4 460 553,13	0,00	4 562 031,37
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	582,63	0,00	0,00	0,00	0,00	228 698,85	0,00	229 281,48
64118	Autres indemnités titulaires	937,24	0,00	0,00	0,00	0,00	897 407,99	0,00	898 345,23
64131	Rémunérations non tit	12 088,12	0,00	0,00	757 699,63	0,00	1 599 277,20	0,00	2 369 064,95
64171	Apprentis - rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 165,09	0,00	35 165,09
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	5 878,33	0,00	0,00	0,00	0,00	1 664 215,87	0,00	1 670 094,20
6453	Cotisations aux caisses de retraites	4 097,03	0,00	0,00	0,00	0,00	996 095,28	0,00	1 000 192,31
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	81,00	0,00	81,00
6471	Prestat° versées pour le compte du FNAL	117,31	0,00	0,00	2 055,31	0,00	31 885,89	0,00	34 058,51
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**135 000,00**	**0,00**	**5 215 770,96**	**0,00**	**5 350 770,96**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	135 000,00	0,00	5 215 770,96	0,00	5 350 770,96
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 020,67**	**0,00**	**1 020,67**
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 020,67	0,00	1 020,67
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 071 481,01**	**0,00**	**9 071 481,01**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 071 481,01**	**0,00**	**9 071 481,01**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 256 794,87**	**0,00**	**5 256 794,87**
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 244 919,01	0,00	5 244 919,01
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 100,64	0,00	38 100,64

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 555 738,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 555 738,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 365 041,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	0,00	2 579 210,24	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	20 144,05	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	203 280,51	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	5 021,92	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	247 461,66	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	146 805,96	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	32 803,77	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	26 153,60	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	2 552,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	96 571,02	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	74 878,45	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	1 660,88	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	27 663,29	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	507,75	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	74 233,18	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	7 814,96	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	7 680,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	6 216,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	2 780,78	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	59 488,24	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	3 246,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	19 882,70	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	944,85	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	66 066,56	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	3 705,16	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	56 433,84	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	602 721,92	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	1 544,08	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 973 905,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	60 524,80	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	4 460 553,13	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	228 698,85	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	897 407,99	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit	0,00	0,00	0,00	1 599 277,20	0,00	0,00	0,00	0,00
64171	Apprentis - rémunérations	0,00	0,00	0,00	35 165,09	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	1 664 215,87	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	996 095,28	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	81,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6471	Prestat° versées pour le compte du FNAL	0,00	0,00	0,00	31 885,89	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 215 770,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	5 215 770,96	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 020,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	1 020,67	0,00	0,00	0,00	0,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 071 481,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 071 481,01**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 256 794,87**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	5 244 919,01	0,00	0,00	0,00	0,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	0,00	0,00	0,00	38 100,64	0,00	0,00	0,00	0,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	0,00	0,00	0,00	-33 472,30	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	0,00	7 347,52	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	Réalisations	0,00	0,00	6 577,00	0,00	0,00	6 577,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	6 577,00	0,00	0,00	6 577,00
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	6 577,00	0,00	0,00	6 577,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-1 253,94	0,00	-1 934 183,92	-178 231,80	0,00	-2 113 669,66

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	192 095,06	1 450 863,96	297 801,80	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	192 095,06	1 450 863,96	297 801,80	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	40 719,64	-11 969,45	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	392,28	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 620,40	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	160,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	2 083,94	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	541,62	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	0,00	28 937,53	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	8 981,55	7 583,32	0,00	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90,45	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 612,80	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-32 258,70	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	15,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	151 375,42	0,00	297 801,80	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	785,51	0,00	1 649,18	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	86 062,02	0,00	96 572,17	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	3 110,59	0,00	12 962,92	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	20 065,47	0,00	27 998,96	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 611,41	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	14 412,28	0,00	83 681,77	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	26 526,09	0,00	48 456,24	0,00
6471	Prestat° versées pour le compte du FNAL	0,00	0,00	0,00	0,00	413,46	0,00	869,25	0,00

Page 59

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	2 512 685,60	0,00	0,00	0,00	0,00
74741	Participat° Communes du GFP	0,00	0,00	0,00	220 202,15	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	2 292 483,35	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	1 144,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	1 144,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	1 300 856,64	0,00	0,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	0,00	1 300 856,64	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	0,00	0,00	-10 484 257,09	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Page 57

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 462 623,41	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 462 652,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	171,41	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 577,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 577,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 577,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 577,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	-192 095,06	-1 444 286,96	-297 801,80	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Page 60

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 3 – Culture

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES	1 253,94	0,00	1 940 760,92	178 231,80	0,00	2 120 246,66
	Réalisations	1 253,94	0,00	1 940 760,92	178 231,80	0,00	2 120 246,66
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	28 760,19	0,00	0,00	28 760,19
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	392,28	0,00	0,00	392,28
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	7 620,40	0,00	0,00	7 620,40
60623	Alimentation	0,00	0,00	160,00	0,00	0,00	160,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	2 083,94	0,00	0,00	2 083,94
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	541,62	0,00	0,00	541,62
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	28 937,53	0,00	0,00	28 937,53
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	16 564,87	0,00	0,00	16 564,87
6257	Réceptions	0,00	0,00	90,45	0,00	0,00	90,45
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	4 612,80	0,00	0,00	4 612,80
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	-32 258,70	0,00	0,00	-32 258,70
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	15,00	0,00	0,00	15,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 253,94	0,00	449 177,32	178 231,80	0,00	628 663,06
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	8,64	0,00	2 434,69	92,05	0,00	2 535,38
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	182 634,19	9 779,94	0,00	192 414,13
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	16 073,51	849,72	0,00	16 923,23
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	48 064,43	3 166,34	0,00	51 230,77
64131	Rémunérations non tit.	909,89	0,00	25 611,41	115 706,03	0,00	142 227,33
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	292,64	0,00	98 094,05	36 232,91	0,00	134 619,60
6453	Cotisations aux caisses de retraites	38,22	0,00	74 962,33	10 677,32	0,00	85 697,87
6471	Prestat° versées pour le compte du FNAL	4,55	0,00	1 282,71	1 727,49	0,00	3 014,75
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	1 462 623,41	0,00	0,00	1 462 623,41
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	1 462 652,00	0,00	0,00	1 462 652,00
65888	Autres	0,00	0,00	171,41	0,00	0,00	171,41
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	6 577,00	0,00	0,00	6 577,00

Page 58

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES	**1 778 862,20**	**16 933 037,79**	**297,00**	**0,00**	**18 712 196,99**
	Réalisations	**1 778 862,20**	**16 933 037,79**	**297,00**	**0,00**	**18 712 196,99**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**6 908 448,03**	**297,00**	**0,00**	**6 908 745,03**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	153 185,05	0,00	0,00	153 185,05
60611	Eau et assainissement	0,00	816 433,45	0,00	0,00	816 433,45
60612	Energie - Electricité	0,00	2 133 010,66	0,00	0,00	2 133 010,66
60613	Chauffage urbain	0,00	843 965,65	0,00	0,00	843 965,65
60621	Combustibles	0,00	54 281,79	0,00	0,00	54 281,79
60623	Alimentation	0,00	748 252,61	0,00	0,00	748 252,61
60624	Produits de traitement	0,00	84 801,16	0,00	0,00	84 801,16
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	719 461,43	0,00	0,00	719 461,43
60631	Fournitures d'entretien	0,00	42 048,35	0,00	0,00	42 048,35
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	93 543,07	0,00	0,00	93 543,07
60636	Vêtements de travail	0,00	10 724,77	0,00	0,00	10 724,77
6064	Fournitures administratives	0,00	904,78	0,00	0,00	904,78
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	297,00	0,00	297,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	156 838,45	0,00	0,00	156 838,45
6135	Locations mobilières	0,00	79 289,09	0,00	0,00	79 289,09
61521	Entretien terrains	0,00	106 041,69	0,00	0,00	106 041,69
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	411 834,17	0,00	0,00	411 834,17
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	33 285,35	0,00	0,00	33 285,35
6156	Maintenance	0,00	214 872,97	0,00	0,00	214 872,97
6161	Multirisques	0,00	800,00	0,00	0,00	800,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	1 870,48	0,00	0,00	1 870,48
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	2 600,00	0,00	0,00	2 600,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	4 309,25	0,00	0,00	4 309,25
6226	Honoraires	0,00	1 440,00	0,00	0,00	1 440,00
6228	Divers	0,00	25 054,90	0,00	0,00	25 054,90
6236	Catalogues et imprimés	0,00	16 900,92	0,00	0,00	16 900,92
6237	Publications	0,00	148,35	0,00	0,00	148,35
6238	Divers	0,00	20 752,95	0,00	0,00	20 752,95
6241	Transports de biens	0,00	19 469,53	0,00	0,00	19 469,53
6247	Transports collectifs	0,00	1 397,00	0,00	0,00	1 397,00
6248	Divers	0,00	8 544,80	0,00	0,00	8 544,80
6251	Voyages et déplacements	0,00	112,20	0,00	0,00	112,20
6257	Réceptions	0,00	16 057,38	0,00	0,00	16 057,38
6261	Frais d'affranchissement	0,00	122,52	0,00	0,00	122,52
6262	Frais de télécommunications	0,00	2 330,97	0,00	0,00	2 330,97

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
	DEPENSES	**0,00**	**0,00**	**4 387 549,77**	**12 545 488,02**	**0,00**	**297,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**4 387 549,77**	**12 545 488,02**	**0,00**	**297,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**0,00**	**0,00**	**3 953 955,21**	**2 954 492,82**	**0,00**	**297,00**	**0,00**	**0,00**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	300,00	152 885,05	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	626 302,31	190 131,14	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	1 437 784,34	695 226,32	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	544 361,72	99 603,93	0,00	0,00	0,00	0,00
60621	Combustibles	0,00	0,00	23 159,93	31 121,86	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	6 963,21	741 289,40	0,00	0,00	0,00	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	79 686,91	5 114,25	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	478 808,43	240 653,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	33 812,12	8 236,23	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	6 587,43	86 955,64	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	10 724,77	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	904,78	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	297,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	8 947,02	147 891,43	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	34 853,57	44 435,52	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	106 041,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
627	Services bancaires et assimilés	0,00	15 382,11	0,00	0,00	15 382,11
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	16 170,21	0,00	0,00	16 170,21
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts,	0,00	2 406,18	0,00	0,00	2 406,18
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	130 701,19	0,00	0,00	130 701,19
6284	Redevances pour services rendus	0,00	1 973,62	0,00	0,00	1 973,62
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	115 501,79	0,00	0,00	115 501,79
6288	Autres services extérieurs	0,00	679,60	0,00	0,00	679,60
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	40,59	0,00	0,00	40,59
6358	Autres droits	0,00	712,00	0,00	0,00	712,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	175,00	0,00	0,00	175,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**1 639 862,20**	**9 970 552,29**	**0,00**	**0,00**	**11 610 414,49**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	410 100,32	0,00	0,00	410 100,32
6336	Cotisations CNFPT et CDG/FPT	8 683,39	55 688,76	0,00	0,00	64 372,15
64111	Rémunération principale titulaires	819 131,36	4 438 852,83	0,00	0,00	5 257 984,19
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	33 699,36	148 830,04	0,00	0,00	182 529,40
64118	Autres indemnités titulaires	199 752,70	792 550,18	0,00	0,00	992 302,88
64131	Rémunérations non tit.	131 511,75	1 405 414,36	0,00	0,00	1 536 926,11
64171	Apprentis - rémunérations	0,00	28 622,80	0,00	0,00	28 622,80
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	172 760,58	1 279 035,44	0,00	0,00	1 451 796,02
6453	Cotisations aux caisses de retraites	269 743,09	1 382 178,54	0,00	0,00	1 651 921,63
6471	Prestat° versées pour le compte du FNAL	4 579,97	29 279,02	0,00	0,00	33 858,99
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**139 000,00**	**40 444,73**	**0,00**	**0,00**	**179 444,73**
6512	Droits d'utilisat° informatique nuage	0,00	8 064,42	0,00	0,00	8 064,42
6518	Autres	0,00	6 380,31	0,00	0,00	6 380,31
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	139 000,00	26 000,00	0,00	0,00	165 000,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**13 592,74**	**0,00**	**0,00**	**13 592,74**
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	3 875,44	0,00	0,00	3 875,44
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	9 717,30	0,00	0,00	9 717,30
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**75 375,00**	**6 997 518,56**	**0,00**	**0,00**	**7 072 893,56**
	Réalisations	**75 375,00**	**6 997 518,56**	**0,00**	**0,00**	**7 072 893,56**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**18 375,00**	**5 592 088,64**	**0,00**	**0,00**	**5 607 463,64**
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	349 177,65	0,00	0,00	349 177,65
70631	Redevances services à caractère sportif	0,00	1 521 219,55	0,00	0,00	1 521 219,55
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	2 533 838,57	0,00	0,00	2 533 838,57
70688	Autres prestations de services	0,00	639 869,30	0,00	0,00	639 869,30
7082	Commissions	0,00	22 217,98	0,00	0,00	22 217,98

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	281 455,41	130 378,76	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	17 975,44	15 309,91	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	151 191,46	63 681,49	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	0,00	0,00	800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	212,06	1 658,42	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	2 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	0,00	0,00	0,00	4 309,25	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	1 440,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	25 054,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	162,00	16 738,92	0,00	0,00	0,00	0,00
6237	Publications	0,00	0,00	0,00	148,35	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	16 500,00	4 252,95	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	19 469,53	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	1 397,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6248	Divers	0,00	0,00	8 544,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	112,20	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	1 781,11	14 276,27	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	122,52	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	1 572,00	758,97	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	4 925,08	10 457,03	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	16 170,21	0,00	0,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage (églises, forêts,	0,00	0,00	2 406,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	40 441,30	90 259,89	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00	0,00	1 973,62	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	115 501,79	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	679,60	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	40,59	0,00	0,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	0,00	0,00	0,00	712,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	175,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**416 743,52**	**9 553 808,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	410 100,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDG/FPT	0,00	0,00	30,66	55 658,10	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	4 760,03	4 434 092,80	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	148 830,04	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,06	792 550,12	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	1 811,38	1 403 602,98	0,00	0,00	0,00	0,00
64171	Apprentis - rémunérations	0,00	0,00	0,00	28 622,80	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	1 279 035,44	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	41,05	1 382 137,49	0,00	0,00	0,00	0,00
6471	Prestat° versées pour le compte du FNAL	0,00	0,00	0,00	29 279,02	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**7 200,42**	**33 244,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6512	Droits d'utilisat° informatique nuage	0,00	0,00	7 200,42	864,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6518	Autres	0,00	0,00	0,00	6 380,31	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	35 000,00	0,00	35 000,00
	Réalisations	0,00	35 000,00	0,00	35 000,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	35 000,00	0,00	35 000,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	35 000,00	0,00	35 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	35 000,00	0,00	35 000,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	26 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	9 650,64	3 942,10	0,00	0,00	0,00	0,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	0,00	0,00	2 909,94	965,50	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	0,00	6 740,70	2 976,60	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	2 072 402,58	4 926 115,98	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	2 072 402,58	4 926 115,98	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	1 934 167,25	3 657 931,29	0,00	0,00	0,00	0,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	349 177,65	0,00	0,00	0,00	0,00
70631	Redevances services à caractère sportif	0,00	0,00	1 207 318,52	313 901,03	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	0,00	0,00	0,00	2 533 838,57	0,00	0,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	596 038,00	43 831,30	0,00	0,00	0,00	0,00
7082	Commissions	0,00	0,00	17 856,49	4 361,49	0,00	0,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres q/immeubles)	0,00	0,00	94 759,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	0,00	0,00	0,00	27 689,66	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	18 185,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	0,00	0,00	385 131,59	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	20 350,45	4 190,96	0,00	0,00	0,00	0,00
7336	Droits de place	0,00	0,00	20 350,45	4 190,96	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	672 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	0,00	475 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74741	Participat° Communes du GFP	0,00	0,00	0,00	197 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	118 014,88	537 462,85	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	88 913,88	106 096,92	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	29 101,00	431 365,93	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	1,92	0,00	0,00	0,00	0,00
766	Gains de change	0,00	0,00	0,00	1,92	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	2 880,00	52 728,96	0,00	0,00	0,00	0,00
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	450,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	2 880,00	52 278,96	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	0,00	-2 315 147,19	-7 620 372,04	0,00	-297,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52					
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 6 – Famille

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES	111 327,51	174 373,00	0,00	0,00	11 055 536,62	0,00	11 341 237,13
	Réalisations	111 327,51	174 373,00	0,00	0,00	11 055 536,62	0,00	11 341 237,13
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	**Charges à caractère général**	0,00	0,00	0,00	0,00	1 001 090,22	0,00	1 001 090,22
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	0,00	0,00	122 475,33	0,00	122 475,33
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	9 472,38	0,00	9 472,38
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	119 774,07	0,00	119 774,07
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	16 071,36	0,00	16 071,36
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	17 578,99	0,00	17 578,99
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	7 670,57	0,00	7 670,57
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	17 280,65	0,00	17 280,65
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	15 116,30	0,00	15 116,30
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	0,00	8 348,16	0,00	8 348,16
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	10 454,16	0,00	10 454,16
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	16 591,03	0,00	16 591,03
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	28 464,03	0,00	28 464,03
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	2 779,81	0,00	2 779,81
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	6 807,87	0,00	6 807,87
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	234 120,00	0,00	234 120,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	5 683,15	0,00	5 683,15
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	64 447,17	0,00	64 447,17
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	952,00	0,00	952,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	7 216,46	0,00	7 216,46
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	328,00	0,00	328,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00	2 000,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	1 051,32	0,00	1 051,32
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	77 941,58	0,00	77 941,58
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	210 465,83	0,00	210 465,83
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	111 327,51	0,00	0,00	0,00	33 226,88	0,00	144 554,39
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	617,59	0,00	0,00	0,00	228,07	0,00	845,66
64111	Rémunération principale titulaires	49 845,18	0,00	0,00	0,00	2 490,82	0,00	52 337,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	6 489,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 489,57
64118	Autres indemnités titulaires	11 497,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 497,59
64131	Rémunérations non tit.	11 901,04	0,00	0,00	0,00	22 268,64	0,00	34 169,68
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	13 098,72	0,00	0,00	0,00	7 142,84	0,00	20 241,56
6453	Cotisations aux caisses de retraites	17 550,92	0,00	0,00	0,00	985,19	0,00	18 536,11
6471		325,90	0,00	0,00	0,00	111,32	0,00	437,22

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	Prestat° versées pour le compte du FNAL							
014	**Atténuations de produits**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	**Autres charges de gestion courante**	0,00	174 373,00	0,00	0,00	10 020 957,04	0,00	10 195 330,04
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	174 373,00	0,00	0,00	10 020 957,04	0,00	10 195 330,04
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	**Charges financières**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles**	0,00	0,00	0,00	0,00	262,48	0,00	262,48
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	262,48	0,00	262,48
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	5 775 932,85	0,00	5 775 932,85
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	5 775 932,85	0,00	5 775 932,85
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	**Atténuations de charges**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	**Produits des services, du domaine, vente**	0,00	0,00	0,00	0,00	579 895,70	0,00	579 895,70
7066	Redevances services à caractère social	0,00	0,00	0,00	0,00	579 895,70	0,00	579 895,70
73	**Impôts et taxes**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	0,00	0,00	0,00	0,00	1 621 398,44	0,00	1 621 398,44
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	10 200,00	0,00	10 200,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	1 621 198,44	0,00	1 621 198,44
75	**Autres produits de gestion courante**	0,00	0,00	0,00	0,00	1 496,00	0,00	1 496,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	1 496,00	0,00	1 496,00
76	**Produits financiers**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	**Produits exceptionnels**	0,00	0,00	0,00	0,00	3 663 142,71	0,00	3 663 142,71
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	3 463 142,71	0,00	3 463 142,71
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	100 000,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-111 327,51	-174 373,00	0,00	0,00	-5 279 603,77	0,00	-5 565 304,28

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivant les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissant à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 7 – Logement

(2)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES	431 778,69	0,00	200 079,00	0,00	0,00	631 857,69
	Réalisations	431 778,69	0,00	200 079,00	0,00	0,00	631 857,69
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	**Charges à caractère général**	141 847,45	0,00	8 079,00	0,00	0,00	149 926,45
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	53 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 700,00
611	Contrats de prestations de services	69 920,00	0,00	0,00	0,00	0,00	69 920,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	79,00	0,00	0,00	79,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	18 227,45	0,00	0,00	0,00	0,00	18 227,45
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	-8 655,76	0,00	0,00	0,00	0,00	-8 655,76
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	8,75	0,00	0,00	0,00	0,00	8,75
64111	Rémunération principale titulaires	1 062,74	0,00	0,00	0,00	0,00	1 062,74
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	-9 743,67	0,00	0,00	0,00	0,00	-9 743,67
6453	Cotisations aux caisses de retraites	16,42	0,00	0,00	0,00	0,00	16,42
014	**Atténuations de produits**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	**Autres charges de gestion courante**	298 587,00	0,00	192 000,00	0,00	0,00	490 587,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	298 587,00	0,00	192 000,00	0,00	0,00	490 587,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	**Charges financières**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	71 669,40	0,00	191 610,78	0,00	0,00	263 280,18
	Réalisations	71 669,40	0,00	191 610,78	0,00	0,00	263 280,18
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	**Atténuations de charges**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	**Produits des services, du domaine, vente**	7 140,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 140,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	7 140,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 140,00
73	**Impôts et taxes**	619,40	0,00	191 610,78	0,00	0,00	192 230,18
7328	Autres fiscalités reversées	0,00	0,00	191 610,78	0,00	0,00	191 610,78
7336	Droits de place	619,40	0,00	0,00	0,00	0,00	619,40

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

(2)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
74	Dotations et participations	63 910,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 910,00
7479	Participat° Autres organismes	63 910,00	0,00	0,00	0,00	0,00	63 910,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-360 109,29	0,00	-8 468,22	0,00	0,00	-368 577,51

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune ittembre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Page 73

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

(2)	Libellé	01 Services urbains	02 Aménagement urbain	03 Environnement	04 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	99 661,31	6 741,78	3 768,27	0,00	110 161,36
64111	Rémunération principale titulaires	9 418 653,49	506 984,47	269 992,40	0,00	10 195 640,36
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	455 167,91	13 881,70	8 937,88	0,00	477 987,49
64118	Autres indemnités titulaires	2 264 124,85	205 233,99	119 994,93	0,00	2 589 353,77
64131	Rémunérations non tit.	1 269 572,17	192 970,15	153 791,01	0,00	1 616 333,33
64171	Apprentis - rémunérations	16 362,49	0,00	0,00	0,00	16 362,49
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	2 049 792,96	163 109,41	89 403,51	0,00	2 302 305,88
6453	Cotisations aux caisses de retraites	2 978 330,78	188 786,88	88 696,84	0,00	3 255 814,50
6471	Prestat° versées pour le compte du FNAL	52 437,87	3 553,48	1 981,19	0,00	57 972,54
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	17 459 242,22	820 500,00	755 385,99	0,00	19 035 128,21
6518	Autres	3 285,00	0,00	0,00	0,00	3 285,00
65548	Autres contributions	17 421 957,22	0,00	594 955,29	0,00	18 016 912,51
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	34 000,00	820 500,00	160 430,70	0,00	1 014 930,70
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	1 713,96	0,00	0,00	0,00	1 713,96
6712	Amendes fiscales et pénales	170,00	0,00	0,00	0,00	170,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	1 543,96	0,00	0,00	0,00	1 543,96
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	3 929 453,57	6 510 966,26	463 219,10	0,00	10 902 670,93
	Réalisations	3 929 453,57	6 510 966,26	463 219,10	0,00	10 902 670,93
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	3 614 095,96	0,00	220 948,34	0,00	3 835 044,30
704	Travaux	1 891 692,82	0,00	0,00	0,00	1 891 692,82
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	1 361 525,62	0,00	0,00	0,00	1 361 525,62
70613	Redevance enlèvement déchets industriels	144 823,97	0,00	0,00	0,00	144 823,97
70688	Autres prestations de services	185 284,43	0,00	0,00	0,00	185 284,43
7078	Autres marchandises	30 769,12	0,00	0,00	0,00	30 769,12
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	220 948,34	0,00	220 948,34
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	108 598,71	242 270,76	0,00	350 929,47
74718	Autres participations Etat	0,00	26 198,46	0,00	0,00	26 198,46
7478	Participat° Autres organismes	0,00	82 360,25	242 270,76	0,00	324 631,01
75	Autres produits de gestion courante	313 432,41	25 552,55	0,00	0,00	338 984,96
757	Redevances versées par fermiers, conces	156 000,00	25 552,55	0,00	0,00	181 552,55
7588	Autres produits div. de gestion courante	157 432,41	0,00	0,00	0,00	157 432,41
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	955,20	6 376 857,00	0,00	0,00	6 377 812,20
7718	Autres produits except. opérat° gestion	955,20	0,00	0,00	0,00	955,20

Page 75

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

(2)	Libellé	01 Services urbains	02 Aménagement urbain	03 Environnement	04 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	6 376 857,00	0,00	0,00	6 376 857,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-43 919 315,88	4 287 630,04	-1 223 890,37	0,00	-39 845 576,21

(2)	Libellé	Sous-fonction 01						
		010 Services communs	011 Eau et assainissement	012 Collecte et traitement ordures ménagères	013 Propreté urbaine	014 Eclairage public	015 Transports urbains	016 Autres réseaux et services divers
	DEPENSES	29 135 422,06	0,00	17 337 307,22	1 449,03	0,00	473 620,84	0,00
	Réalisations	29 135 422,06	0,00	17 337 307,22	1 449,03	0,00	473 620,84	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	10 679 788,16	0,00	0,00	0,00	0,00	33 903,87	0,00
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 462,50	0,00
60611	Eau et assainissement	58 272,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	204 354,52	0,00	0,00	0,00	0,00	121,37	0,00
60613	Chauffage urbain	31 630,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	1 671 848,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	11 011,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	1 660 871,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	78 158,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	2 640,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	3 997 479,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	52 986,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	3 660,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	110 505,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	984 402,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	16 656,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	103 485,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	437 520,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	5 036,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	6 292,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	69 189,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	106,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	27 710,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	5 712,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	23 180,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	4 266,57	0,00	0,00	0,00	0,00	5 320,00	0,00

Page 76

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(2)	Libellé	01 Services urbains	02 Aménagement urbain	03 Environnement	04 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES	46 947 799,15	2 112 338,22	1 687 020,07	0,00	50 748 157,44
	Réalisations	46 947 799,15	2 112 338,22	1 687 020,07	0,00	50 748 157,44
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	10 604 612,03	11 576,36	195 076,25	0,00	10 811 265,64
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	28 462,50	0,00	0,00	0,00	28 462,50
60611	Eau et assainissement	58 272,93	0,00	0,00	0,00	58 272,93
60612	Energie - Electricité	204 475,89	0,00	0,00	0,00	204 475,89
60613	Chauffage urbain	31 630,18	0,00	0,00	0,00	31 630,18
60622	Carburants	1 671 848,52	0,00	0,00	0,00	1 671 848,52
60623	Alimentation	11 011,20	0,00	0,00	0,00	11 011,20
60628	Autres fournitures non stockées	1 660 871,46	4 562,95	0,00	0,00	1 665 434,41
60632	Fournitures de petit équipement	78 158,25	1 386,74	0,00	0,00	79 544,99
6064	Fournitures administratives	2 640,18	0,00	0,00	0,00	2 640,18
611	Contrats de prestations de services	3 997 479,55	0,00	31 755,60	0,00	4 029 235,15
6135	Locations mobilières	52 986,37	0,00	0,00	0,00	52 986,37
61521	Entretien terrains	3 660,00	0,00	0,00	0,00	3 660,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	110 505,00	0,00	0,00	0,00	110 505,00
61551	Entretien matériel roulant	984 402,63	0,00	0,00	0,00	984 402,63
61558	Entretien autres biens mobiliers	16 656,59	0,00	0,00	0,00	16 656,59
6156	Maintenance	103 485,82	0,00	0,00	0,00	103 485,82
6161	Multirisques	437 520,00	0,00	0,00	0,00	437 520,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	2 369,26	0,00	2 369,26
6182	Documentation générale et technique	5 036,18	431,79	0,00	0,00	5 467,97
6184	Versements à des organismes de formation	6 292,80	0,00	0,00	0,00	6 292,80
6188	Autres frais divers	69 189,33	0,00	0,00	0,00	69 189,33
6226	Honoraires	0,00	0,00	10 679,42	0,00	10 679,42
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	4 206,15	0,00	4 206,15
6238	Divers	0,00	0,00	138 178,39	0,00	138 178,39
6241	Transports de biens	106,98	0,00	0,00	0,00	106,98
6247	Transports collectifs	27 710,10	0,00	0,00	0,00	27 710,10
6251	Voyages et déplacements	5 712,99	0,00	0,00	0,00	5 712,99
6257	Réceptions	23 180,67	1 194,88	2 889,43	0,00	27 264,98
6281	Concours divers (cotisations)	9 586,57	4 000,00	5 000,00	0,00	18 586,57
6283	Frais de nettoyage des locaux	124 228,70	0,00	0,00	0,00	124 228,70
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	666 210,84	0,00	0,00	0,00	666 210,84
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	3 959,80	0,00	0,00	0,00	3 959,80
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	9 330,00	0,00	0,00	0,00	9 330,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	18 882 220,94	1 281 261,86	736 565,83	0,00	20 900 048,63
6218	Autre personnel extérieur	278 117,11	0,00	0,00	0,00	278 117,11

Page 74

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 81							
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
6263	Frais de nettoyage des locaux	124 228,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	665 210,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	3 959,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	9 330,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**19 559 714,94**	**0,00**	**0,00**	**1 449,03**	**0,00**	**321 066,97**	**0,00**
6218	Autre personnel extérieur	278 117,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	98 127,04	0,00	0,00	0,00	0,00	1 534,27	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	9 269 632,90	0,00	0,00	0,00	0,00	149 030,59	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	449 818,75	0,00	0,00	0,00	0,00	5 349,16	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	2 191 244,63	0,00	0,00	0,00	0,00	72 880,22	0,00
64131	Rémunérations non tit.	1 255 641,66	0,00	0,00	0,00	0,00	13 930,51	0,00
64171	Apprentis - rémunérations	14 913,62	0,00	0,00	1 448,87	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	2 019 733,71	0,00	0,00	0,00	0,00	30 059,25	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	2 930 850,22	0,00	0,00	0,00	0,00	47 480,56	0,00
6471	Prestat° versées pour le compte du FNAL	51 635,30	0,00	0,00	0,16	0,00	802,41	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**3 285,00**	**0,00**	**17 337 307,22**	**0,00**	**0,00**	**118 650,00**	**0,00**
6518	Autres	3 285,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65548	Autres contributions	0,00	0,00	17 337 307,22	0,00	0,00	84 650,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 000,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**1 713,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6712	Amendes fiscales et pénales	170,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	- 1 543,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**0,00**	**3 364 804,41**	**407 679,16**	**0,00**	**156 000,00**	**0,00**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**3 364 804,41**	**407 679,16**	**0,00**	**156 000,00**	**0,00**
002		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
	Résultat de fonctionnement reporté							
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**3 206 416,80**	**407 679,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
704	Travaux	0,00	0,00	1 669 298,09	222 394,73	0,00	0,00	0,00
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	0,00	0,00	1 361 525,62	0,00	0,00	0,00	0,00
70613	Redevance enlèvement déchets industriels	0,00	0,00	144 823,97	0,00	0,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	185 284,43	0,00	0,00	0,00
7078	Autres marchandises	0,00	0,00	30 769,12	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**157 432,41**	**0,00**	**0,00**	**156 000,00**	**0,00**
757	Redevances versées par fermiers, concess.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	156 000,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	157 432,41	0,00	0,00	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**955,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	955,20	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-29 135 422,04**	**0,00**	**-13 972 500,81**	**406 230,13**	**0,00**	**-317 620,84**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
	DEPENSES	**629 099,99**	**0,00**	**236 780,25**	**0,00**	**1 247 457,98**	**926 024,08**	**594 955,29**	**0,00**	**166 040,70**

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
	Résultat de fonctionnement reporté									
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**220 948,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70613	Redevance enlèvement déchets industriels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70688	Autres prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	220 948,34	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**66 558,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**42 999,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**242 270,76**
74718	Autres participations Etat	26 198,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	40 360,25	0,00	0,00	0,00	42 000,00	0,00	0,00	0,00	242 270,76
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**25 552,55**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
757		0,00	0,00	25 552,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	820 Services communs	821 Equipements de voirie	Sous-fonction 82 — 822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	Sous fonction 83 — 831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
	Redevances versées par fermiers, conces.									
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	**Produits exceptionnels**	0,00	0,00	0,00	0,00	6 376 857,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	6 376 857,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-562 541,28	0,00	-211 227,70	0,00	5 171 399,02	-705 075,74	-594 955,29	0,00	76 230,06

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique) Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).
(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.
(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES (IV)

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT (A1.1)

FONCTION 9 – Action économique

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES	3 927 262,20	0,00	0,00	170 168,90	0,00	997 341,17	0,00	0,00	5 094 772,27
	Réalisations	3 927 262,20	0,00	0,00	170 168,90	0,00	997 341,17	0,00	0,00	5 094 772,27
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	**Charges à caractère général**	966 341,20	0,00	0,00	0,00	0,00	143 702,74	0,00	0,00	1 110 043,94
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	117 573,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	117 573,66
60611	Eau et assainissement	1 038,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 038,84
60628	Autres fournitures non stockées	555,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	555,91
6135	Locations mobilières	480,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	480,00
61521	Entretien terrains	36 366,40	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	40 366,40
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	70 537,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 537,36
615231	Entretien, réparations voiries	372,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	372,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	13 582,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 582,80
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 664,05	0,00	0,00	1 664,05
617	Etudes et recherches	92 430,86	0,00	0,00	0,00	0,00	136 500,00	0,00	0,00	228 930,86
6182	Documentation générale et technique	290,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	290,00
6226	Honoraires	553,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	553,24
6228	Divers	206 258,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	206 258,41
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	921,13	0,00	0,00	921,13
6257	Réceptions	390,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	390,60
6281	Concours divers (cotisations)	8 988,00	0,00	0,00	0,00	0,00	617,56	0,00	0,00	9 605,56
6283	Frais de nettoyage des locaux	9 108,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 108,76
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	26 897,36	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 897,36
63512	Taxes foncières	380 917,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	380 917,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	574 759,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	574 759,40
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	3 615,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 615,81
64111		157 038,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	157 038,12

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	Rémunération principale titulaires									
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	6 050,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 050,92
64118	Autres indemnités titulaires	59 473,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 473,94
64131	Rémunérations non tit.	192 850,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	192 850,14
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	99 485,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	99 485,16
6453	Cotisations aux caisses de retraites	54 342,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 342,28
6471	Prestat° versées pour le compte du FNAL	1 903,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 903,03
014	**Atténuations de produits**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 058,68	0,00	0,00	66 058,68
7398	Reverst., restitut° et prélèvt divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	66 058,68	0,00	0,00	66 058,68
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	**Autres charges de gestion courante**	2 384 661,60	0,00	0,00	170 168,90	0,00	786 712,45	0,00	0,00	3 341 542,95
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	2 384 661,60	0,00	0,00	170 168,90	0,00	786 712,45	0,00	0,00	3 341 542,95
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	**Charges financières**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles**	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	867,30	0,00	0,00	2 367,30
6714	Bourses et prix	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	867,30	0,00	0,00	867,30
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	337 391,67	0,00	0,00	0,00	0,00	1 253 761,40	0,00	0,00	1 591 152,97
	Réalisations	337 391,67	0,00	0,00	0,00	0,00	1 253 761,40	0,00	0,00	1 591 152,97
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	**Atténuations de charges**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	**Produits des services, du domaine, vente**	31 018,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 018,08
70323	Redev. occupat° domaine public communal	1 104,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 104,24

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
70388	Autres redevances et recettes diverses	29 913,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 913,84
73	**Impôts et taxes**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	811 987,09	0,00	0,00	811 987,09
7362	Taxes de séjour	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	811 987,09	0,00	0,00	811 987,09
74	**Dotations et participations**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 497,00	0,00	0,00	29 497,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 497,00	0,00	0,00	29 497,00
75	**Autres produits de gestion courante**	306 373,49	0,00	0,00	0,00	0,00	412 277,31	0,00	0,00	718 650,80
752	Revenus des immeubles	207 748,49	0,00	0,00	0,00	0,00	412 277,31	0,00	0,00	620 025,80
7588	Autres produits div. de gestion courante	98 625,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	98 625,00
76	**Produits financiers**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	**Produits exceptionnels**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-3 589 870,63	0,00	0,00	-170 168,90	0,00	256 420,23	0,00	0,00	-3 503 619,30

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique) Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).
(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.
(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	**36 334 073,02**	**4 772 520,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 106 593,94**
	Réalisations	**35 099 759,17**	**2 308 545,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**37 408 304,96**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**2 200 949,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 200 949,68**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**266 865,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**266 865,98**
13911	État et établissements nationaux	6 916,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 916,00
13912	Sub. transf cpte résult. Régions	241,00	0,00	0,00	0,00	0,00	241,00
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	1 337,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 337,00
13918	Autres subventions d'équipement	1 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 700,00
15112	Provisions pour litiges	20 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 500,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	188 239,08	0,00	0,00	0,00	0,00	188 239,08
21318	Autres bâtiments publics	12 650,45	0,00	0,00	0,00	0,00	12 650,45
2152	Installations de voirie	24 982,45	0,00	0,00	0,00	0,00	24 982,45
041	**Opérations patrimoniales**	**17 752 072,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 752 072,41**
202	Frais réalisat° documents urbanisme	74 874,80	0,00	0,00	0,00	0,00	74 874,80
204412	Sub nat org.pub - Bâtiments, installat°	146 089,22	0,00	0,00	0,00	0,00	146 089,22
2051	Concessions, droits similaires	615,36	0,00	0,00	0,00	0,00	615,36
2128	Autres agencements et aménagements	7 296,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 296,00
21318	Autres bâtiments publics	2 038 362,35	0,00	0,00	0,00	0,00	2 038 362,35
2138	Autres constructions	131 962,95	0,00	0,00	0,00	0,00	131 962,95
2152	Installations de voirie	15 353 164,91	0,00	0,00	0,00	0,00	15 353 164,91
21533	Réseaux câblés	320,50	0,00	0,00	0,00	0,00	320,50
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	286,32	0,00	0,00	0,00	0,00	286,32
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**69 921,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**69 921,81**
10222	FCTVA	1 228,93	0,00	0,00	0,00	0,00	1 228,93
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	68 692,88	0,00	0,00	0,00	0,00	68 692,88
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**14 578 446,60**	**2 399,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 580 846,50**
1641	Emprunts en euros	14 466 506,60	0,00	0,00	0,00	0,00	14 466 506,60
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	2 399,90	0,00	0,00	0,00	2 399,90
16878	Dettes - Autres organismes, particuliers	111 940,00	0,00	0,00	0,00	0,00	111 940,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	**Immobilisations incorporelles**	**241 802,69**	**532 568,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**774 370,72**
2031	Frais d'études	0,00	13 197,00	0,00	0,00	0,00	13 197,00
2033	Frais d'insertion	17 450,61	0,00	0,00	0,00	0,00	17 450,61
2051	Concessions, droits similaires	224 352,08	519 371,03	0,00	0,00	0,00	743 723,11
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**614 305,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**614 305,00**
2041411	Subv.Cne GFP : Bien.mobilier, matériel	0,00	614 305,00	0,00	0,00	0,00	614 305,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**1 133 047,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 133 047,86**
2111	Terrains nus	0,00	147 283,34	0,00	0,00	0,00	147 283,34
21318	Autres bâtiments publics	0,00	142 336,53	0,00	0,00	0,00	142 336,53
2138	Autres constructions	0,00	12 841,79	0,00	0,00	0,00	12 841,79
21533	Réseaux câblés	0,00	58 565,13	0,00	0,00	0,00	58 565,13
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	5 982,72	0,00	0,00	0,00	5 982,72
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	7 445,72	0,00	0,00	0,00	7 445,72
2162	Matériel de transport	0,00	26 400,00	0,00	0,00	0,00	26 400,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	532 727,86	0,00	0,00	0,00	532 727,86
2184	Mobilier	0,00	180 978,79	0,00	0,00	0,00	180 978,79
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	18 505,98	0,00	0,00	0,00	18 505,98
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**1 725,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 725,00**
2313	Constructions	0,00	1 725,00	0,00	0,00	0,00	1 725,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**24 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 500,00**
274	Prêts	0,00	24 500,00	0,00	0,00	0,00	24 500,00
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**234 313,85**	**2 463 975,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 698 288,98**
	RECETTES (2)	**56 181 111,48**	**607 802,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**56 788 914,42**
	Réalisations	**56 181 111,48**	**422 474,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**56 603 586,42**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**29 211,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 211,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**16 608 208,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 608 208,48**
15112	Provisions pour litiges	5 670,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 670,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	627 648,00	0,00	0,00	0,00	0,00	627 648,00
2111	Terrains nus	45 869,08	0,00	0,00	0,00	0,00	45 869,08
2138	Autres constructions	5 963 104,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 963 104,00
28031	Frais d'études	30 564,82	0,00	0,00	0,00	0,00	30 564,82
28033	Frais d'insertion	10 755,57	0,00	0,00	0,00	0,00	10 755,57
2804111	Subv. État : Bien mobilier, matériel	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00
2804112	Subv. État : Bâtiments, installations	44 242,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 242,00

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
10222	FCTVA	4 584 630,56	0,00	0,00	0,00	0,00	4 584 630,56
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	11 853 078,25	0,00	0,00	0,00	0,00	11 853 078,25
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**250 039,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**250 039,00**
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1317	Subv. transf. Budget communautaire, FS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
13241	Subv. non transf. Communes du GFP	0,00	245 039,00	0,00	0,00	0,00	245 039,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**5 500 000,00**	**25 675,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 525 675,48**
1641	Emprunts en euros	5 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 500 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	25 675,48	0,00	0,00	0,00	25 675,48
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
274	Prêts	0,00	107 150,46	0,00	0,00	0,00	107 150,46
27638	Créance Autres établissements publics	0,00	39 610,00	0,00	0,00	0,00	39 610,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**185 328,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**185 328,00**
	SOLDE (2)	**20 847 038,46**	**-4 164 717,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 682 320,48**

(1)	Libellé	Sous-fonction 02								Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
	DEPENSES (2)	**4 725 600,90**	**0,00**	**0,00**	**46 920,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**2 263 015,79**	**0,00**	**0,00**	**45 530,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13911	État et établissements nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13912	Sub. transf cpte résult. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13918	Autres subventions d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
15112	Provisions pour litiges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
202	Frais réalisat° documents urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21533	Réseaux câblés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**2 399,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	2 399,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16878	Dettes - Autres organismes, particuliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
20	**Immobilisations incorporelles**	**487 038,03**	**0,00**	**0,00**	**45 530,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	13 197,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	473 841,03	0,00	0,00	45 530,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**614 305,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	614 305,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**1 133 047,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	147 263,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	142 336,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	12 841,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21533	Réseaux câblés	58 565,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	5 982,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	7 445,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	26 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	532 727,86	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	180 978,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	18 505,98	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**1 725,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	1 725,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	**Autres immobilisations financières**	**24 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
274	Prêts	24 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**2 462 585,11**	**0,00**	**0,00**	**1 390,02**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES (2)	**500 652,48**	**0,00**	**107 150,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**315 324,48**	**0,00**	**107 150,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
15112	Provisions pour litiges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
192	Plus ou moins-values sur cession immo.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804111	Subv. Etat : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804121	Subv.Régions : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041482	Subv.Cne : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041582	GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804171	Autres EPL : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804172	Autres EPL : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat° générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
2804411	Sub nat org pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804412	Sub nat org pub - Bâtiments, installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804422	Sub nat privé - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28051	Concessions et droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28132	Immeubles de rapport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28135	Installations générales, agencements, ..	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281571	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28158	Autres installat°, matériel et outillage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281735	Installations générales (m. à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281784	Mobilier (m. à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28181	Installations générales, aménagt divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28185	Cheptel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28232	Immeubles de rapport (affectation)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28258	Matériel, outillage voirie (affectation)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28288	Autres immo. corporelles (affectation)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4815	Charges liées à crise sanitaire Covid-19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4817	Pénalités de renégociation de la dette	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4818	Charges à étaler	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-Fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	**250 039,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1317	Subv. transf. Budget communautaire. FS	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13241	Subv. non transf. Communes du GFP	245 039,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**25 675,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	25 675,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**39 610,00**	**0,00**	**107 150,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
274	Prêts	0,00	0,00	107 150,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27638	Créance Autres établissements publics	39 610,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		185 328,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-4 224 948,42	0,00	107 150,46	-46 920,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).
(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

(1)	Libellé	110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
		Sous-fonction 11				
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).
(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	13 236,00	0,00	530 000,00	0,00	2 704 360,35	0,00	3 247 596,35
Réalisations		0,00	13 236,00	0,00	151 019,71	0,00	2 652 618,67	0,00	2 816 874,38
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 410,50	0,00	38 410,50
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	38 410,50	0,00	38 410,50
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	130 000,00	0,00	2 277 323,72	0,00	2 407 323,72
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 277 323,72	0,00	2 277 323,72
204182	Autres org.pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	130 000,00	0,00	0,00	0,00	130 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	13 236,00	0,00	0,00	0,00	245 795,25	0,00	259 031,25
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	162 426,36	0,00	162 426,36
2156	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	13 236,00	0,00	0,00	0,00	4 336,44	0,00	17 572,44
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 902,62	0,00	2 902,62
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 348,61	0,00	44 348,61
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 781,22	0,00	31 781,22
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	21 019,71	0,00	91 089,20	0,00	112 108,91

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	21 019,71	0,00	91 089,20	0,00	112 108,91
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	378 980,29	0,00	51 741,68	0,00	430 721,97
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	1 059 087,00	0,00	577 014,83	0,00	1 636 101,83
Réalisations		0,00	0,00	0,00	959 087,00	0,00	577 014,83	0,00	1 536 101,83
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	959 087,00	0,00	553 887,88	0,00	1 512 974,88
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	399 221,68	0,00	399 221,68
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	315 748,00	0,00	99 691,20	0,00	415 439,20
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	643 339,00	0,00	25 225,00	0,00	668 564,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 750,00	0,00	29 750,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 126,95	0,00	23 126,95
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 126,95	0,00	23 126,95
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
SOLDE (2)		0,00	-13 236,00	0,00	529 087,00	0,00	-2 127 345,52	0,00	-1 611 494,52

(1)	Libellé	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
		Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
DEPENSES (2)		0,00	0,00	13 236,00	2 704 360,35	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	13 236,00	2 652 618,67	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	38 410,50	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	38 410,50	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	2 277 323,72	0,00	0,00	0,00	0,00
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	2 277 323,72	0,00	0,00	0,00	0,00
204182	Autres org.pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	13 236,00	245 795,25	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	162 426,36	0,00	0,00	0,00	0,00
2156	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	13 236,00	4 336,44	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	2 902,62	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	44 348,61	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	31 781,22	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	91 089,20	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	91 089,20	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	300 000,00
274	Prêts	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	300 000,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	-353 955,85	0,00	0,00	-353 955,85

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et chorè.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	1 899,45	652 056,40	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	1 899,45	564 240,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	564 240,00	0,00	0,00
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	564 240,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	1 899,45	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	1 899,45	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	51 741,68	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	577 014,83	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	577 014,83	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	553 887,68	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	399 221,68	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	99 691,20	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	25 225,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	29 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	23 126,95	0,00	0,00	0,00	0,00
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	23 126,95	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	-13 236,00	-2 127 345,52	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).
(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	87 816,40	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	-1 899,45	-352 056,40	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).
(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	653 955,85	0,00	0,00	653 955,85
Réalisations		0,00	0,00	566 139,45	0,00	0,00	566 139,45
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	564 240,00	0,00	0,00	564 240,00
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	564 240,00	0,00	0,00	564 240,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	1 899,45	0,00	0,00	1 899,45
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	1 899,45	0,00	0,00	1 899,45
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	87 816,40	0,00	0,00	87 816,40
RECETTES (2)		0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	300 000,00
Réalisations		0,00	0,00	300 000,00	0,00	0,00	300 000,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	2 480,35	10 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	45 882,34	0,00	138 823,53	420 973,74	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	29 639,98	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	45 882,34	0,00	15 050,64	302 779,73	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	9 530,72	46 925,42	0,00	0,00	0,00	0,00
2161	Oeuvres et objets d'art	0,00	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	14 386,81	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	114 242,17	25 741,80	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	595 488,10	1 682 046,02	0,00	0,00	0,00	0,00
2313	Constructions	0,00	0,00	595 488,10	1 682 046,02	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		53 000,00	0,00	621 434,94	943 163,25	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	71 006,80	308 881,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	71 006,80	281 881,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	44 684,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10251	Dons et legs en capital	0,00	0,00	0,00	44 684,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	71 006,80	237 197,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	18 499,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	120 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	52 507,00	117 197,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Page 107

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	4 514 092,27	0,00	0,00	4 514 092,27
Réalisations		0,00	2 896 494,08	0,00	0,00	2 896 494,08
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	13 280,35	0,00	0,00	13 280,35
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	13 280,35	0,00	0,00	13 280,35
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	605 679,61	0,00	0,00	605 679,61
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	29 639,98	0,00	0,00	29 639,98
21318	Autres bâtiments publics	0,00	363 712,71	0,00	0,00	363 712,71
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	56 456,14	0,00	0,00	56 456,14
2161	Oeuvres et objets d'art	0,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	14 386,81	0,00	0,00	14 386,81
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	139 983,97	0,00	0,00	139 983,97
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	2 277 534,12	0,00	0,00	2 277 534,12
2313	Constructions	0,00	2 277 534,12	0,00	0,00	2 277 534,12
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	1 617 598,19	0,00	0,00	1 617 598,19
RECETTES (2)		0,00	379 887,80	0,00	0,00	379 887,80
Réalisations		0,00	352 887,80	0,00	0,00	352 887,80

Page 105

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	27 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-98 882,34	0,00	-1 287 220,12	-2 748 102,01	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

Page 108

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	44 684,00	0,00	0,00	44 684,00
10251	Dons et legs en capital	0,00	44 684,00	0,00	0,00	44 684,00
13	Subventions d'investissement	0,00	308 203,80	0,00	0,00	308 203,80
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	18 499,80	0,00	0,00	18 499,80
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	120 000,00	0,00	0,00	120 000,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	169 704,00	0,00	0,00	169 704,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	27 000,00	0,00	0,00	27 000,00
SOLDE (2)		0,00	-4 134 204,47	0,00	0,00	-4 134 204,47

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		98 882,34	0,00	1 358 226,92	3 056 983,01	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		45 882,34	0,00	736 791,98	2 113 819,76	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	2 480,35	10 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Page 106

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	1 255 789,31	0,00	1 255 789,31
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	791 712,07	0,00	791 712,07
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	39 510,00	0,00	39 510,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	39 510,00	0,00	39 510,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	161 190,80	0,00	161 190,80
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	161 190,80	0,00	161 190,80
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	165 844,88	0,00	165 844,88
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	114 025,79	0,00	114 025,79
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	1 836,60	0,00	1 836,60
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	6 617,29	0,00	6 617,29
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	43 365,20	0,00	43 365,20
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	425 166,39	0,00	425 166,39
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	425 166,39	0,00	425 166,39
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	464 077,24	0,00	464 077,24
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	595 405,42	0,00	595 405,42

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	595 405,42	0,00	595 405,42
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	**Stocks**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	**Opérations patrimoniales**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	0,00	0,00	0,00	0,00	595 405,42	0,00	595 405,42
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	124 266,90	0,00	124 266,90
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00	0,00	150 000,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	321 138,52	0,00	321 138,52
16	**Emprunts et dettes assimilées**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	**Immobilisations en cours**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	**Autres immobilisations financières**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	-660 383,89	0,00	-660 383,89

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).
(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	14 036 573,38	3 512,30	0,00	0,00	0,00	14 040 085,68
	Réalisations	2 148 967,25	3 512,30	0,00	0,00	0,00	2 152 479,55
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	**Stocks**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	**Opérations patrimoniales**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	1 103 126,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 103 126,00
204172	Autres EPL : Bâtiments, installations	327 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	327 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	776 126,00	0,00	0,00	0,00	0,00	776 126,00
21	**Immobilisations corporelles**	20 638,00	3 512,30	0,00	0,00	0,00	24 150,30
2128	Autres agencements et aménagements	20 196,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 196,00
2132	Immeubles de rapport	0,00	3 512,30	0,00	0,00	0,00	3 512,30
2188	Autres immobilisations corporelles	442,00	0,00	0,00	0,00	0,00	442,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	**Immobilisations en cours**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	**Autres immobilisations financières**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		1 025 203,25	0,00	0,00	0,00	0,00	1 025 203,25
454100006	AIDE A LA PIERRE 2006	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454100007	AIDE A LA PIERRE 2007	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454100009	AIDE A LA PIERRE 2009	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454100010	AIDE A LA PIERRE 2010	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454100011	AIDE A LA PIERRE 2011	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454100012	AIDE A LA PIERRE 2012	20 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 800,00
454100013	AIDE A LA PIERRE 2013	28 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 000,00

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
454100014	AIDE A LA PIERRE 2014	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454100015	AIDE A LA PIERRE 2015	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454100016	AIDE A LA PIERRE 2016	112 028,00	0,00	0,00	0,00	0,00	112 028,00
454100017	AIDE A LA PIERRE 2017	68 617,38	0,00	0,00	0,00	0,00	68 617,38
454100018	AIDE A LA PIERRE 2018	110 786,85	0,00	0,00	0,00	0,00	110 786,85
454100019	AIDE A LA PIERRE 2019	96 669,42	0,00	0,00	0,00	0,00	96 669,42
454100020	AIDE A LA PIERRE 2020	171 542,40	0,00	0,00	0,00	0,00	171 542,40
454100021	AIDE A LA PIERRE 2021	71 323,20	0,00	0,00	0,00	0,00	71 323,20
454100022	AIDE A LA PIERRE 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454100103	PIG AVANCE CREDITS DEPARTEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454100104	PIG 2 RBST CONSEIL DEPARTEMENTAL	17 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00
454102022	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2022	328 436,00	0,00	0,00	0,00	0,00	328 436,00
	Restes à réaliser au 31/12	11 887 606,13	0,00	0,00	0,00	0,00	11 887 606,13
	RECETTES (2)	13 177 911,84	0,00	3 307,00	0,00	0,00	13 181 218,84
	Réalisations	1 648 959,25	0,00	3 307,00	0,00	0,00	1 652 266,25
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	**Stocks**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	**Opérations patrimoniales**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	422 400,00	0,00	3 307,00	0,00	0,00	425 707,00
13241	Subv. non transf. Communes du GFP	288 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	288 000,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	3 307,00	0,00	0,00	3 307,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	134 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	134 400,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	**Immobilisations en cours**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	99 994,25	0,00	0,00	0,00	0,00	99 994,25
261	Titres de participation	99 994,25	0,00	0,00	0,00	0,00	99 994,25
27	**Autres immobilisations financières**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		1 126 565,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 126 565,00
454200005	PRU WITTENHEIM	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454200010	AIDE A LA PIERRE 2010	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454200011	AIDE A LA PIERRE 2011	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454200012	AIDE A LA PIERRE 2012	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
454200013	AIDE A LA PIERRE 2013	8 331,96	0,00	0,00	0,00	0,00	8 331,96
454200014	AIDE A LA PIERRE 2014	307 969,72	0,00	0,00	0,00	0,00	307 969,72
454200015	AIDE A LA PIERRE 2015	13 689,17	0,00	0,00	0,00	0,00	13 689,17
454200017	AIDE A LA PIERRE 2017	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454200018	AIDE A LA PIERRE 2018	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
454200019	AIDE A LA PIERRE 2019	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
454200020	AIDE A LA PIERRE 2020	216 574,15	0,00	0,00	0,00	0,00	216 574,15
454200021	AIDE A LA PIERRE 2021	148 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	148 000,00
454200022	AIDE A LA PIERRE 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454200103	PIG RBST DEPARTEMENT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454200104	PIG 2 RBST CONSEIL DEPARTEMENTAL	32 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 000,00
454202022	ANAH - AIDE A LA PIERRE 2022	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	11 528 952,59	0,00	0,00	0,00	0,00	11 528 952,59
	SOLDE (2)	-858 661,54	-3 512,30	3 307,00	0,00	0,00	-858 866,84

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).
(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	**4 606 884,45**	**11 145 253,28**	**845 587,23**	**0,00**	**16 597 724,96**
	Réalisations	**2 227 229,13**	**10 330 506,84**	**233 167,60**	**0,00**	**12 790 903,57**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**45 505,80**	**50 650,26**	**45 980,70**	**0,00**	**142 136,76**
2031	Frais d'études	45 505,80	50 650,26	45 980,70	0,00	142 136,76
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**869 146,33**	**72 009,98**	**0,00**	**941 156,31**
204112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	0,00	207 796,83	0,00	0,00	207 796,83
204132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	11 045,98	0,00	11 045,98
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	140 000,00	0,00	0,00	140 000,00
204181	Autres org.pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00	10 964,00	0,00	10 964,00
204182	Autres org.pub - Bâtiments et installat°	0,00	500 000,00	0,00	0,00	500 000,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	21 349,50	0,00	0,00	21 349,50
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	50 000,00	0,00	50 000,00
21	**Immobilisations corporelles**	**2 181 723,33**	**43 620,68**	**2 891,64**	**0,00**	**2 228 235,65**
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	26 037,29	0,00	2 891,64	0,00	28 928,93
2152	Installations de voirie	35 367,80	41 893,88	0,00	0,00	77 261,68
21568	Autres matériels, outillages incendie	40,14	0,00	0,00	0,00	40,14
21578	Autre matériel et outillage de voirie	151 286,28	0,00	0,00	0,00	151 286,28
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	12 647,08	0,00	0,00	0,00	12 647,08
2182	Matériel de transport	1 560 436,23	0,00	0,00	0,00	1 560 436,23
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	1 726,80	0,00	0,00	1 726,80

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
	DEPENSES (2)	**131 518,60**	**0,00**	**0,00**	**4 475 366,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**57 473,60**	**0,00**	**0,00**	**2 169 755,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**45 505,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	45 505,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
2188	Autres immobilisations corporelles	395 908,51	0,00	0,00	0,00	395 908,51
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**110 942,07**	**112 285,28**	**0,00**	**223 227,35**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	110 942,07	112 285,28	0,00	223 227,35
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**9 022 057,00**	**0,00**	**0,00**	**9 022 057,00**
274	Prêts	0,00	4 000 000,00	0,00	0,00	4 000 000,00
276341	Créance Communes du GFP	0,00	5 022 057,00	0,00	0,00	5 022 057,00
	Opérations d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	**234 090,50**	**0,00**	**0,00**	**234 090,50**
458100007	ROUTE MARIE LOUISE	0,00	234 090,50	0,00	0,00	234 090,50
	Restes à réaliser au 31/12	**2 379 655,32**	**814 746,44**	**512 419,63**	**0,00**	**3 806 821,39**
	RECETTES (2)	**51 400,00**	**4 777 056,65**	**124 263,00**	**0,00**	**4 952 719,65**
	Réalisations	**51 400,00**	**4 710 056,65**	**31 577,00**	**0,00**	**4 793 033,65**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**146 089,22**	**0,00**	**0,00**	**146 089,22**
458200005	AMENAGEMENT STATION DORNACH MULHOUSE	0,00	146 089,22	0,00	0,00	146 089,22
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**51 400,00**	**458 025,72**	**31 577,00**	**0,00**	**541 002,72**
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	51 400,00	0,00	0,00	0,00	51 400,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	151 385,72	31 577,00	0,00	182 962,72
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	306 640,00	0,00	0,00	306 640,00
13258	Subv. non transf. Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**105 189,59**	**0,00**	**0,00**	**105 189,59**
204112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	0,00	105 189,59	0,00	0,00	105 189,59
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**4 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**4 000 000,00**
274	Prêts	0,00	4 000 000,00	0,00	0,00	4 000 000,00
	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	**752,12**	**0,00**	**0,00**	**752,12**
458100005	AMENAGEMENT STATION DORNACH MULHOUSE	0,00	752,12	0,00	0,00	752,12
458200007	ROUTE MARIE LOUISE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
204181	Autres org.pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204182	Autres org.pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**11 967,80**	**0,00**	**0,00**	**2 169 755,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	26 037,29	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	11 967,80	0,00	0,00	23 400,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	40,14	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	151 286,28	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	12 647,08	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	1 560 436,23	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	395 908,51	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276341	Créance Communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458100007	ROUTE MARIE LOUISE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	**76 045,00**	**0,00**	**0,00**	**2 305 610,32**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES (2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**51 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**51 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458200005	AMENAGEMENT STATION DORNACH MULHOUSE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**51 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	51 400,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13258	Subv. non transf. Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	15 349,50	0,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**42 868,56**	**0,00**	**752,12**	**2 891,64**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 891,64	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	41 141,76	0,00	752,12	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	1 726,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**110 942,07**	**0,00**	**0,00**	**112 285,28**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00	0,00	110 942,07	0,00	0,00	112 285,28	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 022 057,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
276341	Créance Communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	5 022 057,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**234 090,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458100007	ROUTE MARIE LOUISE	0,00	0,00	0,00	0,00	234 090,50	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		**336,06**	**0,00**	**620 205,10**	**4,00**	**194 201,28**	**131 311,38**	**0,00**	**481 108,25**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**549 649,59**	**0,00**	**4 227 407,06**	**92 686,00**	**0,00**	**31 577,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**549 649,59**	**0,00**	**4 160 407,06**	**0,00**	**0,00**	**31 577,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**146 089,22**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458200005	AMENAGEMENT STATION DORNACH MULHOUSE	0,00	0,00	0,00	0,00	146 089,22	0,00	0,00	0,00	0,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**444 460,00**	**0,00**	**13 565,72**	**0,00**	**0,00**	**31 577,00**	**0,00**
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458100005	AMENAGEMENT STATION DORNACH MULHOUSE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458200007	ROUTE MARIE LOUISE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-131 518,60**	**0,00**	**0,00**	**-4 423 965,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		**39 671,94**	**0,00**	**1 037 534,37**	**4,00**	**10 068 042,97**	**252 193,70**	**0,00**	**593 393,53**	**0,00**
Réalisations		**39 335,88**	**0,00**	**417 329,27**	**0,00**	**9 873 841,69**	**120 882,32**	**0,00**	**112 285,28**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**39 335,88**	**0,00**	**11 314,38**	**0,00**	**0,00**	**45 980,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	39 335,88	0,00	11 314,38	0,00	0,00	45 980,70	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**363 146,33**	**0,00**	**506 000,00**	**72 009,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	207 796,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204132	Subv. Dpt : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041411	Subv Cne GFP : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 045,98	0,00	0,00	0,00
2041412	Subv Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041582	Autres grpts - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	140 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 964,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	137 820,00	0,00	13 565,72	0,00	0,00	31 577,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	0,00	306 640,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13258	Subv. non transf. Autres groupements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**105 189,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	0,00	0,00	105 189,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**752,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458100005	AMENAGEMENT STATION DORNACH MULHOUSE	0,00	0,00	0,00	0,00	752,12	0,00	0,00	0,00	0,00
458200007	ROUTE MARIE LOUISE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**67 000,00**	**92 686,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-39 671,94**	**0,00**	**-487 684,78**	**-4,00**	**-5 840 635,91**	**-159 507,70**	**0,00**	**-561 816,53**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	**13 728 254,58**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**176 927,30**	**0,00**	**0,00**	**13 905 181,88**
	Réalisations	**12 599 627,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**134 694,10**	**0,00**	**0,00**	**12 734 321,24**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**368 971,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**368 971,67**
2031	Frais d'études	368 971,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	368 971,67
204	**Subventions d'équipement versées**	**9 787 711,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 000,00**	**0,00**	**0,00**	**9 811 711,16**
204112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	4 724,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 724,68
2041412	Subv Cne GFP : Bâtiments, installations	19 425,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 425,80
204171	Autres EPL : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00	0,00	0,00	24 000,00
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	2 211 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 211 250,00
204183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	6 292 310,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 292 310,70

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20422	Privé : Bâtiments, installations	1 260 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 260 000,00
21	**Immobilisations corporelles**	**798 226,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**31 451,93**	**0,00**	**0,00**	**829 678,50**
21318	Autres bâtiments publics	205 453,34	0,00	0,00	0,00	0,00	31 451,93	0,00	0,00	236 905,27
2138	Autres constructions	7 491,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 491,67
2152	Installations de voirie	585 281,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	585 281,56
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**1 644 717,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**79 242,17**	**0,00**	**0,00**	**1 723 959,91**
2313	Constructions	1 331 502,28	0,00	0,00	0,00	0,00	79 242,17	0,00	0,00	1 410 744,45
2315	Installat°, matériel et outillage techni	313 215,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	313 215,46
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
261	Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**1 128 627,44**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**42 233,20**	**0,00**	**0,00**	**1 170 860,64**
RECETTES (2)		**1 961 073,29**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**42 300,00**	**0,00**	**0,00**	**2 003 373,29**
	Réalisations	**1 692 288,04**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**42 300,00**	**0,00**	**0,00**	**1 734 588,04**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**1 385 630,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**42 300,00**	**0,00**	**0,00**	**1 427 930,96**
1321	Subv. non transf. Etat, établi nationaux	943 363,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	943 363,96
1322	Subv. non transf. Régions	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00
1323	Subv. non transf. Départements	41 667,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 300,00	0,00	0,00	83 967,00

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
DEPENSES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**368 971,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**368 971,67**
2031	Frais d'études	368 971,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	368 971,67
204	**Subventions d'équipement versées**	**9 787 711,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**24 000,00**	**0,00**	**0,00**	**9 811 711,16**
204112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	4 724,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 724,68
2041412	Subv Cne GFP : Bâtiments, installations	19 425,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 425,80
204171	Autres EPL : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00	0,00	0,00	24 000,00
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	2 211 250,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 211 250,00
204183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	6 292 310,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 292 310,70

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A2.1

A2.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N	Montant des remboursements N		Encours restant dû au 31/12/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
5191 Avances du Trésor						
5192 Avances de trésorerie						
51931 Lignes de trésorerie						
51932 Lignes de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
519 Crédits de trésorerie (Total)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989.
(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant (article L. 2122-22 du CGCT).
(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615 sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES — IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial: Niveau de taux (5)	Taux initial: Taux actuariel	Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**239 530 872,53**									
1641 Emprunts en euros (total)					239 530 872,53									
110	SFIL CAFFIL	22/12/2006	22/12/2006	01/05/2007	5 000 000,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.009 sur Euribor 3M) + 0.009	3,716	3,824	EUR	T	C	O	A-1
111	CREDIT FONCIER DE FRANCE	02/11/2007	02/11/2007	02/02/2008	5 000 000,00	F	Taux fixe à 4.305 %	4,305	4,440	EUR	T	C	O	A-1
1161	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/07/2008	01/07/2008	01/07/2009	5 000 000,00	F	Taux fixe à 4.84 %	4,840	4,840	EUR	A	P	O	A-1
1162	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	05/05/2008	17/04/2009	01/05/2010	2 000 000,00	V	Euribor 12M-Floor 0 sur Euribor 12M	1,762	1,788	EUR	A	C	O	A-1
1163	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	05/05/2008	07/12/2009	01/12/2010	2 400 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 1.17	2,420	2,420	EUR	A	C	O	A-1
117	SOCIETE GENERALE	15/12/2008	22/12/2008	30/03/2009	5 000 000,00	C	Taux fixe annulable à 4.18 % (date d'exercice 30/12/2013)	4,180	4,309	EUR	T	C	O	A-1
118	CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES	17/12/2009	21/12/2009	31/03/2010	8 000 000,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.47 sur Euribor 3M) + 0.47	1,182	1,205	EUR	T	C	O	A-1
119	CREDIT FONCIER DE FRANCE	07/12/2009	15/12/2009	15/03/2010	6 000 000,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.47 sur Euribor 3M) + 0.47	1,184	1,207	EUR	T	C	O	A-1
120	CCM RIEDISHEIM ET ENVIRONS	13/04/2007	30/04/2007	31/07/2007	2 136 000,00	F	Taux fixe à 3.8 %	3,800	3,854	EUR	T	P	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial: Niveau de taux (5)	Taux initial: Taux actuariel	Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
121	SOCIETE GENERALE	28/12/2009	28/12/2009	28/03/2010	1 560 000,00	V	Euribor 3M + 0.55	1,256	1,280	EUR	T	C	O	A-1
123	SFIL CAFFIL	07/05/2010	07/05/2010	01/12/2010	750 000,00	F	Taux fixe à 2.36 %	2,360	2,381	EUR	T	P	O	A-1
124	CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES	31/12/2010	31/12/2010	31/03/2011	10 000 000,00	C	Taux fixe 3.05% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé)	3,050	3,131	EUR	T	C	O	B-1
125	CAISSE D'EPARGNE	28/12/2010	28/12/2010	31/03/2011	9 000 000,00	F	Taux fixe à 3.4 %	3,400	3,444	EUR	T	C	O	A-1
126	CAISSE D'EPARGNE	23/08/2011	26/08/2011	30/11/2011	10 000 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 1.3	3,550	3,596	EUR	T	C	O	A-1
127	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	14/12/2011	29/12/2011	01/01/2013	5 000 000,00	F	Taux fixe à 4.51 %	4,510	4,510	EUR	A	P	O	A-1
128	Caisse Fédérale de Crédit Mutuel	21/12/2011	15/02/2012	31/03/2012	6 000 000,00	F	Taux fixe à 4.46 %	4,460	4,535	EUR	T	P	O	A-1
129	CAISSE D'EPARGNE	10/07/2012	31/07/2012	31/10/2012	5 000 000,00	F	Taux fixe à 4.86 %	4,860	4,949	EUR	T	C	O	A-1
131 Réam	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	01/01/2018	01/01/2018	01/02/2018	3 576 379,69	V	(Livret A(Préfixé) + 1.35)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,100	2,100	EUR	T	C	O	A-1
132	SFIL CAFFIL	01/08/2009	01/08/2009	01/08/2010	782 978,05	F	Taux fixe à 4.16 %	4,160	4,160	EUR	A	P	O	A-1
133	SFIL CAFFIL	01/05/2009	01/05/2009	01/05/2010	136 526,17	F	Taux fixe à 4.81 %	4,810	4,810	EUR	A	P	O	A-1
134	CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES	26/09/2013	01/10/2013	01/01/2014	5 000 000,00	V	Euribor 3M + 1.5	1,724	1,761	EUR	T	C	O	A-1
135	SOCIETE GENERALE	24/09/2013	31/01/2014	30/04/2014	5 000 000,00	F	Taux fixe à 3.81 %	3,810	3,922	EUR	T	C	O	A-1
136	SaarLB	12/11/2013	29/11/2013	29/05/2014	10 000 000,00	V	Euribor 6M + 1.5	1,827	1,862	EUR	S	C	O	A-1
137	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	17/01/2014	28/02/2014	01/02/2017	892 321,96	V	Livret A(Préfixé) + 1	2,250	2,250	EUR	A	C	O	A-1
138	CAISSE D'EPARGNE	16/10/2014	30/10/2014	31/01/2015	10 000 000,00	F	Taux fixe à 2.69 %	2,690	2,717	EUR	T	C	O	A-1
139	SaarLB	08/12/2014	19/12/2014	19/06/2015	8 000 000,00	V	Euribor 6M + 1.2	1,378	1,403	EUR	S	C	O	A-1
140	SFIL CAFFIL	15/07/2015	01/09/2015	01/01/2016	2 750 000,00	F	Taux fixe à 3.29 %	3,290	3,338	EUR	A	C	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial: Niveau de taux (5)	Taux initial: Taux actuariel	Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
141	SFIL CAFFIL	15/07/2015	01/09/2015	01/01/2016	2 650 000,00	F	Taux fixe à 3.29 %	3,290	3,338	EUR	A	C	O	A-1
142	SFIL CAFFIL	15/07/2015	01/09/2015	01/09/2016	10 000 000,00	F	Taux fixe à 2.78 %	2,780	2,821	EUR	A	C	O	A-1
143	CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES	30/11/2015	30/11/2015	31/03/2016	5 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0.98)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,980	0,998	EUR	T	C	O	A-1
144	CAISSE D'EPARGNE	07/12/2015	31/12/2015	31/03/2016	5 000 000,00	F	Taux fixe à 1.8 %	1,800	1,812	EUR	T	P	O	A-1
146	SFIL CAFFIL	28/11/2016	28/07/2017	01/04/2018	9 000 000,00	F	Taux fixe à 0.61 %	0,610	0,611	EUR	T	C	O	A-1
147	CAISSE D'EPARGNE	02/12/2016	30/12/2016	31/03/2017	3 000 000,00	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	0,893	EUR	T	C	O	A-1
148-Consolidation	SOCIETE GENERALE	19/12/2016	31/01/2017	30/04/2017	7 500 000,00	F	Taux fixe à 0.6 %	0,600	0,610	EUR	T	C	O	A-1
149	CREDIT MUTUEL	21/07/2016	01/01/2017	31/01/2017	2 996 666,66	F	Taux fixe à 1.55 %	1,550	1,559	EUR	T	C	O	A-1
150	SaarLB	13/09/2017	30/11/2017	30/05/2018	10 000 000,00	V	(Euribor 6M + 0.4)-Floor -0.4 sur Euribor 6M	0,126	0,128	EUR	S	C	O	A-1
151-Consolidation	SFIL CAFFIL	12/09/2017	09/04/2018	01/08/2018	10 000 000,00	F	Taux fixe à 0.82 %	0,820	0,835	EUR	T	C	O	A-1
152	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	12/10/2018	15/10/2018	15/11/2018	1 000 000,00	F	Taux fixe à 1.23 %	1,230	1,255	EUR	M	C	O	A-1
153	SOCIETE GENERALE	16/11/2018	02/09/2019	02/12/2019	5 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0.38)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,380	0,386	EUR	T	C	O	A-1
154 Consolidation	SFIL CAFFIL	05/12/2019	31/07/2020	01/11/2020	6 500 000,00	F	Taux fixe à 0.68 %	0,680	0,692	EUR	T	C	O	A-1
155	SFIL CAFFIL	16/06/2020	25/09/2020	01/01/2021	5 000 000,00	F	Taux fixe à 0.49 %	0,490	0,498	EUR	T	C	O	A-1
156	SOCIETE GENERALE	16/10/2020	16/11/2020	16/02/2021	5 000 000,00	V	(Euribor 3M + 0.33)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,330	0,335	EUR	T	C	O	A-1
157	SFIL CAFFIL	10/12/2020	21/12/2020	01/06/2021	3 400 000,00	F	Taux fixe à 0.22 %	0,220	0,223	EUR	T	C	O	A-1
158	CREDIT COOPERATIF	15/12/2020	26/01/2021	05/05/2021	10 000 000,00	F	Taux fixe à 0.33 %	0,330	0,330	EUR	T	C	O	A-1
159	Societe Financiere de la NEF	07/12/2021	31/01/2022	30/04/2022	2 500 000,00	F	Taux fixe à 0.65 %	0,650	0,661	EUR	T	C	O	A-1
160	BANQUE POPULAIRE	25/01/2022	30/11/2022	25/04/2023	3 000 000,00	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	0,732	EUR	X	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial: Niveau de taux (5)	Taux initial: Taux actuariel	Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**1 094 900,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					1 094 900,00									
4001	Caisse Allocations Familiales	14/03/2012	27/10/2015	01/07/2016	156 400,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
4002	Caisse Allocations Familiales	14/03/2012	27/10/2015	01/07/2016	87 400,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
4003	Caisse Allocations Familiales	05/01/2013	24/11/2016	01/07/2017	30 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
4004	Caisse Allocations Familiales	20/12/2013	10/06/2016	01/01/2017	9 200,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
124	N	0,00	B-1	1 999 999,99	3,00	C	Taux fixe 3.05% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé)	3,084	666 666,67	74 499,08	0,00	169,44
125	N	0,00	A-1	3 200 000,00	8,00	F	Taux fixe à 3.4 %	3,391	400 000,00	117 300,00	0,00	0,00
126	N	0,00	A-1	2 499 999,97	3,67	V	Livret A(Préfixé) + 0.3	1,513	666 666,64	40 624,99	0,00	4 791,67
127	N	0,00	A-1	2 044 672,84	4,00	F	Taux fixe à 4.51 %	4,497	357 548,97	108 340,20	0,00	91 958,60
128	N	0,00	A-1	2 007 464,16	4,00	F	Taux fixe à 4.46 %	4,450	448 644,63	102 109,09	0,00	0,00
129	N	0,00	A-1	1 583 333,47	4,58	F	Taux fixe à 4.86 %	4,848	333 333,32	87 075,00	0,00	12 825,00
131 Réam	N	0,00	A-1	2 364 047,69	9,58	V	(Livret A(Préfixé) + 1.35)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,673	242 466,40	61 329,94	0,00	12 819,34
132	N	0,00	A-1	235 637,77	3,58	F	Taux fixe à 4.16 %	4,151	53 147,34	12 013,46	0,00	4 057,16
133	N	0,00	A-1	50 080,03	4,33	F	Taux fixe à 4.81 %	4,800	8 680,20	2 826,37	0,00	1 599,21
134	N	0,00	A-1	2 000 000,00	5,75	V	Euribor 3M + 1.5	1,468	333 333,33	23 723,88	0,00	13 301,61
135	N	0,00	A-1	2 812 500,00	11,08	F	Taux fixe à 3.81 %	3,852	250 000,00	114 670,42	0,00	18 157,03
136	O	4 000 000,06	A-1	4 000 000,06	5,91	F	Taux fixe à 2.06 %	2,871	666 666,66	114 974,77	-14 343,33	9 881,33
137	N	0,00	A-1	624 625,36	13,08	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,950	44 616,10	10 038,62	0,00	11 416,77
138	N	0,00	A-1	6 000 000,00	11,83	F	Taux fixe à 2.69 %	2,683	500 000,00	169 806,26	0,00	26 900,00
139	N	0,00	A-1	3 733 333,28	6,97	V	Euribor 6M + 1.2	1,140	533 333,34	43 325,63	0,00	4 595,73
140	N	0,00	A-1	1 000 000,00	3,00	F	Taux fixe à 3.29 %	3,327	250 000,00	41 696,18	0,00	33 265,55
141	N	0,00	A-1	963 636,37	3,00	F	Taux fixe à 3.29 %	3,327	240 909,09	40 179,96	0,00	32 055,89
142	N	0,00	A-1	6 500 000,00	12,67	F	Taux fixe à 2.78 %	2,811	500 000,00	197 302,78	0,00	60 735,28
143	N	0,00	A-1	3 250 000,00	13,00	V	(Euribor 3M + 0.98)-Floor 0 sur Euribor 3M	1,282	250 000,00	43 738,05	0,00	0,00
144	N	0,00	A-1	3 450 136,86	13,00	F	Taux fixe à 1.8 %	1,795	233 514,84	64 735,40	0,00	0,00
146	N	0,00	A-1	6 150 000,00	10,00	F	Taux fixe à 0.61 %	0,608	600 000,00	39 802,50	0,00	9 274,54

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Péri-odicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Até-gorie d'em-prunt (8)
4005	Caisse Allocations Familiales	19/12/2013	01/01/2017	01/01/2018	30 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4006	Caisse Allocations Familiales	-06/06/2017	06/06/2017	01/01/2019	70 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4007	Caisse Allocations Familiales	06/06/2017	06/06/2017	01/01/2019	52 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4008	Caisse Allocations Familiales	06/06/2017	06/06/2017	01/01/2019	52 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4009	Caisse Allocations Familiales	31/07/2014	09/06/2017	01/01/2018	25 400,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4010	Caisse Allocations Familiales	31/07/2014	31/12/2017	01/07/2018	62 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
4011	Caisse Allocations Familiales	06/01/2013	21/10/2016	01/07/2017	30 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	P	O	A-1
4013	Caisse Allocations Familiales	12/09/2011	01/01/2017	01/07/2017	85 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4014	Caisse Allocations Familiales	12/09/2011	01/01/2017	01/07/2017	60 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4015	Caisse Allocations Familiales	11/09/2017	12/12/2019	01/07/2020	52 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4021	Caisse Allocations Familiales	21/11/2018	12/12/2019	01/07/2020	43 750,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4022	Caisse Allocations Familiales	21/11/2018	16/09/2020	01/07/2021	49 000,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4023	Caisse Allocations Familiales	21/11/2018	21/10/2020	01/07/2021	52 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4024	Caisse Allocations Familiales	21/11/2018	18/11/2020	01/07/2021	52 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4025	Caisse Allocations Familiales	21/11/2018	18/11/2020	01/07/2021	52 500,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
4026	Caisse Allocations Familiales	21/11/2018	18/11/2020	01/07/2021	43 750,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
Total général					**249 925 772,53**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois)
(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.
(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres à préciser.
(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales)

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
147	N	0,00	A-1	1 800 000,00	9,00	F	Taux fixe à 0.89 %	0,888	200 000,00	17 132,50	0,00	0,00
148-Consolidation	N	0,00	A-1	4 625 000,00	9,08	V	Taux fixe à 0.6 % (Euribor 3M + 0.55)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,886	500 000,00	31 426,49	0,00	16 888,31
149	N	0,00	A-1	1 756 666,58	8,33	F	Taux fixe à 1.55 %	1,546	206 666,68	29 230,42	0,00	4 538,05
150	N	0,00	A-1	6 666 666,70	9,91	V	(Euribor 6M + 0.4)-Floor -0.4 sur Euribor 6M	0,400	666 666,66	12 126,67	0,00	16 280,74
151-Consolidation	N	0,00	A-1	6 999 999,94	10,33	F	Taux fixe à 0.82 %	0,829	666 666,68	61 655,56	0,00	9 566,67
152	N	0,00	A-1	722 222,00	10,79	F	Taux fixe à 1.23 %	1,244	66 666,72	9 458,47	0,00	394,82
153	N	0,00	A-1	3 916 666,58	11,67	V	(Euribor 3M + 0.38)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,698	333 333,35	22 504,06	0,00	7 423,93
154-Consolidation	N	0,00	A-1	5 525 000,03	12,58	F	Taux fixe à 0.68 %	0,688	433 333,32	39 955,98	0,00	6 261,67
155	N	0,00	A-1	4 333 333,36	12,75	F	Taux fixe à 0.49 %	0,495	333 333,32	22 562,68	0,00	5 367,32
156	N	0,00	A-1	4 333 333,28	12,88	V	(Euribor 3M + 0.33)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,633	333 333,36	18 953,11	0,00	11 488,75
157	N	0,00	A-1	2 805 000,00	8,17	F	Taux fixe à 0.22 %	0,222	340 000,00	6 729,92	0,00	514,25
158	N	0,00	A-1	8 833 333,31	13,10	F	Taux fixe à 0.33 %	0,329	666 666,68	30 525,00	0,00	4 453,47
159	N	0,00	A-1	2 374 999,99	14,08	F	Taux fixe à 0.65 %	0,626	125 000,01	12 070,89	0,00	2 658,58
160	N	0,00	A-1	3 000 000,00	15,07	F	Taux fixe à 0.73 %	0,905	0,00	54,76	0,00	2 348,07
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**4 000 000,06**		**126 589 792,73**					**14 466 506,60**	**2 147 687,69**	**-14 343,33**	**531 447,66**
1641 Emprunts en euros (total)		4 000 000,06		126 589 792,73					14 466 506,60	2 147 687,69	-14 343,33	531 447,66
110	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	TAG 3M(Postfixé) + 0.009-Floor -0.009 sur TAG 3M(Postfixé)	0,000	83 333,53	0,00	0,00	0,00
111	N	0,00	A-1	0,00	0,00	V	(Euribor 3M + 0.0085)-Floor -0.0085 sur Euribor 3M	0,033	333 333,45	51,22	0,00	0,00
1161	N	0,00	A-1	3 500 787,44	15,50	F	Taux fixe à 4.84 %	4,827	142 990,27	175 358,84	0,00	84 951,16
1162	N	0,00	A-1	1 133 333,29	16,33	V	Euribor 12M-Floor 0 sur Euribor 12M	0,110	66 666,67	0,00	0,00	1 275,12
1163	N	0,00	A-1	1 300 000,00	16,92	V	Livret A(Préfixé) + 1.17	1,782	80 000,00	24 048,00	0,00	3 543,45
117	N	0,00	A-1	1 500 000,00	6,00	F	Taux fixe à 4.19 %	4,226	250 000,00	70 181,91	0,00	174,17
118	N	0,00	A-1	2 800 000,00	7,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.47 sur Euribor 3M) + 0.47	0,472	400 000,00	14 176,38	0,00	207,82
119	N	0,00	A-1	800 000,00	1,96	V	(Euribor 3M-Floor -0.47 sur Euribor 3M) + 0.47	0,458	400 000,00	3 827,25	0,00	894,58
120	N	0,00	A-1	829 939,57	4,33	F	Taux fixe à 3.8 %	3,790	126 014,07	26 944,69	0,00	3 989,62
121	N	0,00	A-1	546 000,00	6,99	V	Euribor 3M + 0.55	0,535	78 000,00	3 055,65	0,00	122,44
123	N	0,00	A-1	158 022,81	2,67	F	Taux fixe à 2.36 %	2,355	54 974,29	4 542,59	0,00	300,42

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver- ture éventu- elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Barrière simple (B)														
124	CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES	10 000 000,00	1 999 999,99	1	15,00		Taux fixe 3.05% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé)	Taux fixe 3.05% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé)	-1 567,21	Taux fixe 3.05% à barrière 5.5% sur Euribor 3M(Postfixé)	3,084	74 499,08	0,00	1,57
TOTAL (B)		**10 000 000,00**	**1 999 999,99**						**-1 567,21**			**74 499,08**	**0,00**	**1,57**
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL		**10 000 000,00**	**1 999 999,99**						**-1 567,21**			**74 499,08**	**0,00**	**1,57**

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.
(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.
(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.
(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N												
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice				
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**574 645,00**					**111 940,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		574 645,00					111 940,00	0,00	0,00	0,00
4001	N	0,00	A-1	46 920,00	2,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	15 640,00	0,00	0,00	0,00
4002	N	0,00	A-1	26 220,00	2,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	8 740,00	0,00	0,00	0,00
4003	N	0,00	A-1	12 000,00	3,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 000,00	0,00	0,00	0,00
4004	N	0,00	A-1	2 480,00	3,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	620,00	0,00	0,00	0,00
4005	N	0,00	A-1	15 000,00	4,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 000,00	0,00	0,00	0,00
4006	N	0,00	A-1	42 000,00	5,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	7 000,00	0,00	0,00	0,00
4007	N	0,00	A-1	31 500,00	5,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 250,00	0,00	0,00	0,00
4008	N	0,00	A-1	31 500,00	5,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 250,00	0,00	0,00	0,00
4009	N	0,00	A-1	12 700,00	4,00	F	Taux fixe à 0 %	0,000	2 540,00	0,00	0,00	0,00
4010	N	0,00	A-1	31 250,00	4,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	6 250,00	0,00	0,00	0,00
4011	N	0,00	A-1	12 000,00	3,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	3 000,00	0,00	0,00	0,00
4013	N	0,00	A-1	28 500,00	2,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	9 500,00	0,00	0,00	0,00
4014	N	0,00	A-1	15 000,00	1,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	7 500,00	0,00	0,00	0,00
4015	N	0,00	A-1	36 750,00	6,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 250,00	0,00	0,00	0,00
4021	N	0,00	A-1	30 625,00	6,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 375,00	0,00	0,00	0,00
4022	N	0,00	A-1	39 200,00	7,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 900,00	0,00	0,00	0,00
4023	N	0,00	A-1	42 000,00	7,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 250,00	0,00	0,00	0,00
4024	N	0,00	A-1	42 000,00	7,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 250,00	0,00	0,00	0,00
4025	N-	0,00	A-1	42 000,00	7,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	5 250,00	0,00	0,00	0,00
4026	N	0,00	A-1	35 000,00	7,50	F	Taux fixe à 0 %	0,000	4 375,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**4 000 000,06**		**127 164 437,73**					**14 578 446,60**	**2 147 687,69**	**-14 343,33**	**631 467,66**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.
(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».
(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.
(8) Montant, index ou formule.
(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.
(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.
(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 766.

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.
(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.
(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.
(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A2.4

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	65	0	0	0	0	
	% de l'encours	98,44	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	125 164 437,74	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	1,57	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	1 999 999,99	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A2.5

A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture								Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 31/12/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		4 000 000,06					4 000 000,06				0,00	0,00	0,00
136/S	136	4 000 000,06	30/11/2028	SaarLB	swap	taux	4 000 000,06	29/11/2013	30/11/2028	S	0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		4 000 000,06					4 000 000,06				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.
(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.
(3) Indiquer s'il s'agit d'un swap, d'une option (cap, floor, tunnel, swaption).
(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A2.5

A2.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						1 360 839,99	-71 684,90		
136/S	136	Taux fixe à 2,08 %	2,122	Euribor 6M	2,487	1 360 839,99	-71 684,90	A-1	A-1
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						1 360 839,99	-71 684,90		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.
(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.
(7) A compléter si l'instrument de couverture est un swap.
(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN	
METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE

Biens de faible valeur
Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 150 €

Délibération du 18 décembre 2006

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	2031 - frais d'études non suivies de réalisation	5	17/12/2010
L	d'urbanisme	10	17/12/2010
L	2032 - frais de recherches et de développement - réussite du projet	5	17/12/2010
L	2032 - frais de recherches et de développement - échec du projet	1	17/12/2010
L	2033 - frais d'insertion non suivis de réalisation	5	17/12/2010
L	2051 - Concessions et droits similaires	2	17/12/2010
L	208 - Autres immobilisations corporelles	2	17/12/2010
L	2132 - immeuble de rapport	25	17/12/2010
L	21561 - Matériel & outillage d'incendie - matériel roulant	10	17/12/2010
L	21568 - Matériel & outillage d'incendie - autre matériel	10	17/12/2010
L	21571 - Matériel & outillage de voirie - matériel roulant	8	17/12/2010
L	21578 - Matériel & outillage de voirie - autre matériel	8	17/12/2010
L	2158 - autres installations, matériel et outillage techniques	8	17/12/2010
L	2181 - installations généraux, agencements, aménagements divers	15	17/12/2010
L	2182 - Matériel de transport	10	17/12/2010
L	2183 - Matériel de bureau et informatique	5	17/12/2010
L	2184 - Mobilier	8	17/12/2010
L	2185 - Cheptel	10	17/12/2010
L	2188 - Autres immobilisations corporelles	8	17/12/2010
L	21732 - immeuble de rapport reçu au titre d'une mise à disposition	25	17/12/2010
L	21757 - Matériel et outillage de voirie reçus au titre d'une mise à disposition	8	17/12/2010
L	21758 - Autres installation, matériel et outillage techniques reçus au titre d'une mise à dispo.	8	17/12/2010
L	21782 - Matériel de transport reçus au titre d'une mise à disposition	10	17/12/2010
L	21783 - Matériel de bureau et informatique reçus au titre d'une mise à disposition	5	17/12/2010
L	21784 - Mobilier reçus au titre d'une mise à disposition	8	17/12/2010
L	21785 - Cheptel reçus au titre d'une mise à disposition	10	17/12/2010
L	21788 - Autres immobilisations corporelles reçues au titre d'une mise à disposition	8	17/12/2010
L	2232 - immeuble de rapport reçu en affectation	25	17/12/2010
L	2256 - Matériel & outillage d'incendie et de défense civile reçus en affectation	8	17/12/2010
L	2257 - Matériel & outillage de voirie reçus en affectation	8	17/12/2010
L	2258 - Autres installations, matériel et outillage techniques reçus en affectation	8	17/12/2010
L	2281 - Installations générales, agencements, aménagements divers reçues en affectation	15	17/12/2010
L	2282 - Matériel de transport reçu en affectation	10	17/12/2010
L	2283 - Matériel de bureau et matériel informatique reçu en affectation	5	17/12/2010
L	2284 - Mobilier reçu en affectation	8	17/12/2010
L	2285 - Cheptel reçu en affectation	10	17/12/2010
L	2288 - Autres immobilisations corporelles reçues en affectation	8	17/12/2010
L	204111 - Biens mobiliers, matériel et études	5	24/03/2016
L	204112 - bâtiments et installation	30	24/03/2016
L	204113 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	24/03/2016

L	204121 - Biens mobiliers, matériel et études	5	24/03/2016
L	204122 - bâtiments et installations	30	24/03/2016
L	204123 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	24/03/2016
L	204131 - Biens mobiliers, matériel et études	5	24/03/2016
L	204132 - bâtiments et installations	30	24/03/2016
L	204133 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	24/03/2016
L	2041411 - Biens mobiliers, matériel et études	5	24/03/2016
L	2041412 - bâtiments et installations	30	24/03/2016
L	2041413 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	24/03/2016
L	2041481 - Biens mobiliers, matériel et études	5	24/03/2016
L	2041482 - bâtiments et installations	30	24/03/2016
L	2041483 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	24/03/2016
L	2041511 - Biens mobiliers, matériel et études	5	24/03/2016
L	2041512 - bâtiments et installations	30	24/03/2016
L	2041513 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	24/03/2016
L	2041581 - Biens mobiliers, matériel et études	5	24/03/2016
L	2041582 - bâtiments et installations	30	24/03/2016
L	2041583 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	24/03/2016
L	2041611 - Biens mobiliers, matériel et études	5	24/03/2016
L	2041612 - bâtiments et installations	30	24/03/2016
L	2041613 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	24/03/2016
L	2041621 - Biens mobiliers, matériel et études	5	24/03/2016
L	2041622 - bâtiments et installations	30	24/03/2016
L	2041623 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	24/03/2016
L	2041631 - Biens mobiliers, matériel et études	5	24/03/2016
L	2041632 - bâtiments et installations	30	24/03/2016
L	2041633 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	24/03/2016
L	2041641 - Biens mobiliers, matériel et études	5	24/03/2016
L	2041642 - bâtiments et installations	30	24/03/2016
L	2041643 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	24/03/2016
L	204171 - Biens mobiliers, matériel et études	5	24/03/2016
L	204172 - bâtiments et installations	30	24/03/2016
L	204173 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	24/03/2016
L	204181 - Biens mobiliers, matériel et études	5	24/03/2016
L	204182 - bâtiments et installations	30	24/03/2016
L	204183 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	24/03/2016
L	20421 - Biens mobiliers, matériel et études	5	24/03/2016
L	20422 - bâtiments et installations	30	24/03/2016
L	20423 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	24/03/2016
L	204411 - Biens mobiliers, matériel et études	5	24/03/2016
L	204412 - bâtiments et installations	30	24/03/2016
L	204413 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	24/03/2016
L	204421 - Biens mobiliers, matériel et études	5	24/03/2016
L	204422 - bâtiments et installations	30	24/03/2016
L	204423 - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	24/03/2016
L	202 - frais liés à la réalisation des documents d'urbanisme et à la numérisation du cadastre	5	26/03/2018

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS	A4

A4 – ETAT DES PROVISIONS

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	**5 670,00**		**2 721 050,00**	**2 726 720,00**	**20 500,00**	**2 706 220,00**
Provisions pour litiges	5 670,00		44 750,00	50 420,00	20 500,00	29 920,00
Provisions pour garanties d'emprunts	0,00	01/01/2006	2 676 300,00	2 676 300,00	0,00	2 676 300,00
Provisions pour dépréciation (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES	**5 670,00**		**2 721 050,00**	**2 726 720,00**	**20 500,00**	**2 706 220,00**
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour dépréciation (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...)

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A5

A5 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**14 910 331,88**	**I 14 658 562,41**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**14 830 000,00**	**14 578 446,60**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	14 700 000,00	14 466 506,60
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	130 000,00	111 940,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**80 331,88**	**80 115,81**
10...	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
10222	FCTVA	1 229,00	1 228,93
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	68 692,88	68 692,88
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*10 410,00*	*10 194,00*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**14 658 562,41**	**22 163 790,94**	**2 200 949,68**	**39 023 303,03**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		32 046 512,00	III	19 210 229,75
Ressources propres externes de l'année (a)		6 276 053,00		9 438 642,35
10222	FCTVA	1 000 000,00		4 584 630,56
10223	TLE	0,00		0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00		0,00
10228	Autres fonds	0,00		0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
261	Titres de participation	0,00		99 994,25
27…	Autres immobilisations financières			
274	Prêts	5 255 168,00		4 693 533,21
27638	Créance Autres établissements publics	0,00		39 610,00
2764	Créances sur personnes de droit privé	20 885,00		20 874,33
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		25 770 459,00		9 771 587,40
15…	*Provisions pour risques et charges*			
15112	*Provisions pour litiges*	*5 670,00*		*5 670,00*
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*30 570,00*		*30 564,82*
28033	*Frais d'insertion*	*10 760,00*		*10 755,57*
2804111	*Subv. Etat : Bien mobilier, matériel*	*600,00*		*600,00*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*44 250,00*		*44 242,00*
2804121	*Subv.Régions : Bien mobilier, matériel*	*123 350,00*		*123 350,00*
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*56 000,00*		*55 995,00*
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	*25 410,00*		*25 636,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*1 419 700,00*		*1 419 694,38*
28041482	*Subv.Cne : Bâtiments, installations*	*4 610,00*		*4 610,00*
28041582	*GFP : Bâtiments, installations*	*71 970,00*		*71 968,00*
2804171	*Autres EPL : Bien mobilier, matériel*	*78 420,00*		*82 043,00*
2804172	*Autres EPL : Bâtiments, installations*	*658 540,00*		*658 531,00*
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	*170 150,00*		*170 145,00*
2804182	*Autres org pub - Bâtiments et installat°*	*2 067 870,00*		*2 067 862,22*
2804183	*Autres org pub-Proj infrastruct int nat.*	*177 560,00*		*177 551,00*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*136 130,00*		*136 127,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*659 300,00*		*659 295,00*
2804411	*Sub nat org pub - Biens mob, mat, études*	*3 970,00*		*3 967,00*
2804412	*Sub nat org pub - Bâtiments, installat°*	*130 420,00*		*130 415,97*
2804422	*Sub nat privé - Bâtiments et installat°*	*11 650,00*		*11 641,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*637 490,00*		*637 486,85*
28132	*Immeubles de rapport*	*10 180,00*		*10 175,00*
28135	*Installations générales, agencements,…*	*15 300,00*		*15 294,97*
281568	*Autres matériels, outillages incendie*	*9 430,00*		*9 472,33*
281571	*Matériel roulant*	*15 760,00*		*15 753,00*
281578	*Autre matériel et outillage de voirie*	*51 000,00*		*50 997,68*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*154 160,00*		*154 048,81*
281735	*Installations générales (m. à dispo)*	*1 820,00*		*1 810,94*
281784	*Mobilier (m. à dispo)*	*2 330,00*		*2 330,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*4 870,00*		*4 863,00*
28182	*Matériel de transport*	*1 215 050,00*		*1 177 367,57*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*319 360,00*		*319 359,88*

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
28184	*Mobilier*	*171 390,00*	*171 387,38*
28185	*Cheptel*	*250,00*	*250,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*497 870,00*	*496 923,04*
28232	*Immeubles de rapport (affectation)*	*32 420,00*	*32 416,73*
28258	*Matériel, outillage voirie (affectation)*	*10,00*	*10,00*
28288	*Autres immo. corporelles (affectation)*	*80,00*	*76,00*
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*		
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
4815	*Charges liées à crise sanitaire Covid-19*	*451 400,00*	*451 355,53*
4817	*Pénalités de renégociation de la dette*	*265 000,00*	*265 000,00*
4818	*Charges à étaler*	*63 545,00*	*63 544,73*
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*		
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	9 335 182,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*6 629 662,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	19 210 229,75	12 269 751,84	29 211,00	11 853 078,25	43 362 270,84

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	39 023 303,03
Ressources propres disponibles	IV	43 362 270,84
Solde	V = IV – II (3)	4 338 967,81

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.
(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

ACTION FONCIERE ET GESTION IMMOBILIERE (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
	Total des dépenses réelles	156 434,50
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	156 434,50

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	280 268,67
75200099	REVENUS DES IMMEUBLES	280 268,67
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	271 500,00
775	PDTS CESSIONS IMMOB	271 500,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
	Total des recettes réelles	551 768,67
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	551 768,67

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.
(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

CSRA (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	0,00

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	23 142,32
70631099	REDEVANCES A CARACT SPORTIFS	18 780,83
70820099	COMMISSIONS	4 361,49
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
	Total des recettes réelles	23 142,32
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	23 142,32

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.
(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

DEVELOPPEMENT ECO (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	0,00

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	525 999,38
75200099	REVENUS DES IMMEUBLES	335 277,31
75200099	REVENUS DES IMMEUBLES	190 722,07
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
	Total des recettes réelles	525 999,38
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	525 999,38

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.
(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

DEVELOPPEMENT ECO (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	0,00

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	24 086,21
75200099	REVENUS DES IMMEUBLES	16 776,42
758800099	AUTRES PDTS DIV GEST COUR	7 309,79
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
	Total des recettes réelles	24 086,21
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	24 086,21

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.
(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

EQUIPEMENTS SPORTIFS (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	4 232,16
6542	PERTE CREANCES IRRECOUVRABLES- ETEINTES	4 232,16
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
	Total des dépenses réelles	4 232,16
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	4 232,16

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
	Total des recettes réelles	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.
(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

HABITAT ET RENOUV URBAIN (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	0,00

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
73	Impôts et taxes	619,40
73360099	DROITS DE PLACE	619,40
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
	Total des recettes réelles	619,40
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	619,40

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.
(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

PARC ZOOLOGIQUE (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
	Total des dépenses réelles	180 366,55
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	180 366,55

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	414 557,85
706320099	REDEVANCES CARACTERE LOISIRS	29 426,27
70880099	AUTRES PDTS ACT ANNEXES	385 131,59
73	Impôts et taxes	4 190,95
73380099	DROITS DE PLACE	4 190,95
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	39 134,44
758800099	AUTRES PDTS DIV GEST COUR	39 134,44
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
	Total des recettes réelles	457 883,26
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	457 883,26

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.
(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

PROPRETE ET DENEIGEMENT (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
	Total des dépenses réelles	24 849,40
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	24 849,40

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	1 694 038,29
70400099	TRAVAUX	1 585 713,34
70613099	ABT REDEV ENLEVEMENT DECHETS I&C	90 653,00
70780099	VENTES DE MSES- AUTRES	17 671,95
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
	Total des recettes réelles	1 694 038,29
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	1 694 038,29

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.
(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

SPORT ET JEUNESSE (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	0,00

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	18 276,09
70820099	COMMISSIONS	18 276,09
73	Impôts et taxes	19 930,84
73380099	DROITS DE PLACE	19 930,84
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	39 398,00
758800099	AUTRES PDTS DIV GESTION COUR.	39 398,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
	Total des recettes réelles	77 604,93
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	77 604,93

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.
(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.2.1

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

URBANSIME (1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (3)	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
	Total des dépenses réelles	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	0,00

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00
73	Impôts et taxes	0,00
74	Dotations et participations	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00
76	Produits financiers	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (3)	0,00
013	Atténuations de charges	0,00
	Total des recettes réelles	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.
(3) Si la commune ou l'établissement a opté pour les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

ACTION FONCIERE ET GESTION IMMOBILIERE(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	368 971,67
20310099	FRAIS ETUDES	368 971,67
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	404 555,47
213180099 213180099 213180099 213180099	BATIMENTS PUBLICS AUTRES BATIMENTS PUBLICS AUTRES BATIMENTS PUBLICS AUTRES AUTRES CONSTRUCTIONS	205 453,34 147 263,34 38 997,00 12 841,79
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	53 919,52
23130099	IMMO EN COURS - CONSTRUCTION	53 919,52
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		827 446,66
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		827 446,66

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

CSRA(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

DEVELOPPEMENT ECO(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

DEVELOPPEMENT ECO (1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

EQUIPEMENTS SPORTIFS(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

HABITAT ET RENOUV URBAIN(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

PARC ZOOLOGIQUE(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

PROPRETE ET DENEIGEMENT(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		*0,00*
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

SPORT ET JEUNESSE(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
	Total des dépenses réelles	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	0,00

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
	Total des recettes réelles	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.2.2

(Article R. 2313-3 du CGCT – Services assujettis sans faire l'objet d'un budget distinct du budget général)

URBANSIME(1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations.)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	16 042,18
213180099	BATIMENTS PUBLICS AUTRES	16 042,18
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
	Total des dépenses réelles	16 042,18
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	16 042,18

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES – TITRES EMIS		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
	Total des recettes réelles	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre	*0,00*
	TOTAL GENERAL	0,00

(1) Compléter par le nom du service assujetti à la TVA.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par le service.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	A7.3.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

A7.3.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	**Charges à caractère général**	**10 571 940,00**
60	Achats et variation de stocks	3 920 019,00
61	Services extérieurs	5 787 214,00
62	Autres services extérieurs	851 417,00
63	Impôts, taxes et versements assimilés	13 290,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**11 621 159,00**
64	Charges de personnel	11 621 159,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**17 340 592,00**
651	Redevances	3 285,00
655	Contingents et participations obligatoires	17 337 307,00
66	**Charges financières**	**508 241,00**
66	Charges financières	508 241,00
67	**Charges exceptionnelles**	**1 714,00**
67	Charges exceptionnelles	1 714,00
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (3)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
	Total des dépenses réelles	**40 043 646,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***1 542 234,00***
68	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*1 542 234,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
	Total des dépenses d'ordre	***1 153 848,00***
	TOTAL GENERAL	41 197 494,00

A7.3.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Recettes issues de la TEOM		**38 261 204,00**
7331	Taxe d'enlèvement des ordures ménagères	38 261 204,00
Dotations et participations reçues		**0,00**
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		**2 936 291,00**
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**2 936 291,00**
704	Produits facturation travaux	1 575 035,00
706	Produits facturation prestations	1 361 256,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (3)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
	Total des recettes réelles	**41 197 495,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***1 542 234,00***
28	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*1 542 234,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
	Total des recettes d'ordre	***0,00***
	TOTAL GENERAL	41 197 495,00

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(3) Si la commune ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	A7.3.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

A7.3.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**1 685 817,00**
1641	Emprunts	1 685 817,00
Acquisitions d'immobilisations		**2 224 592,00**
205	Acquisition logiciels	0,00
213	Constructions	26 037,00
215	Installations, matériel et outillage technique	240 483,00
2182	Matériel de transport	1 560 436,00
2183	Matériel de bureau et matériel informatique	1 727,00
2188	Autres immobilisations corporelles	395 909,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Autres dépenses éventuelles		**41 197 494,00**
023	Virement à la section d'investissement	-388 386,00
60	Achats et variation de stocks	3 920 019,00
61	Services extérieurs	5 787 214,00
62	Autres services extérieurs	851 417,00
63	Impôts, taxes et versements assimilés	13 290,00
64	Charges de personnel	11 621 159,00
651	Redevances	3 285,00
655	Contingents et participations obligatoires	17 337 307,00
66	Charges financières	508 241,00
67	Charges exceptionnelles	1 714,00
68	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 542 234,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
	Total des dépenses réelles	**3 910 409,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
	Total des dépenses d'ordre	***0,00***
	TOTAL GENERAL	3 910 409,00

A7.3.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**2 756 561,00**
1641	Emprunts	2 756 561,00
Dotations et subventions reçues		**0,00**
Autres recettes éventuelles		**1 153 848,00**
021	Virement de la section de fonctionnement	-388 386,00
28	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 542 234,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
	Total des recettes réelles	**2 756 561,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***0,00***
	Total des recettes d'ordre	***1 153 848,00***
	TOTAL GENERAL	3 910 409,00

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION DE FONCTIONNEMENT	A7.4.1

A7.4.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	Libellé (1)	Montant
011	Charges à caractère général	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00
66	Charges financières	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires	0,00
014	Atténuations de produits	0,00
Total des dépenses réelles		0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la com/mune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES LIEES A LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE DU COVID-19 – SECTION D'INVESTISSEMENT	A7.4.2

A7.4.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES – MANDATS EMIS		
Article (1)	Libellé (1)	Montant
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		0,00
TOTAL GENERAL		0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A8

A8 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étale-ment (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étale-ment (en mois)	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6862) (III)	Solde (1)
TOTAL				2 650 000,00	1 855 000,00	265 000,00	530 000,00
2022	Etalement d'une indemnité de remboursement anticipé d'un emprunt CAFFIL indexé sur le cours EURCHF	120	24/08/2015	2 650 000,00	1 855 000,00	265 000,00	530 000,00

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A9

A9 – CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 00006	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2006					Date de la délibération :	
		Sur l'exercice					
		Cumul des réalisations avant l'exercice	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
	DEPENSES (a)	504 623,51	7 500,00	0,00	1,00	7 499,00	504 623,51
454100006 (2)		504 623,51	7 500,00	0,00	1,00	7 499,00	504 623,51
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)		504 623,51	7 500,00	0,00	1,00	7 499,00	504 623,51
	RECETTES (b)	512 124,04	0,00	0,00	0,00	0,00	512 124,04
454200006 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)		263 647,04	0,00	0,00	0,00	0,00	263 647,04
040 Financement par le mandataire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers		248 477,00	0,00	0,00	0,00	0,00	248 477,00
Annulations sur recettes (d) (3)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)		512 124,04	0,00	0,00	0,00	0,00	512 124,04

N° opération : 00008	Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2008					Date de la délibération :	
		Sur l'exercice					
		Cumul des réalisations avant l'exercice	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
	DEPENSES (a)	3 834 143,88	0,00	0,00	0,00	0,00	3 834 143,88
454100008 (2)		3 834 143,88	0,00	0,00	0,00	0,00	3 834 143,88
040 Travaux réalisés par le personnel du mandataire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Opérations d'ordre à l'intérieur de la section		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)		3 834 143,88	0,00	0,00	0,00	0,00	3 834 143,88
	RECETTES (b)	3 834 144,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 834 144,00
454200008 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)		3 834 144,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 834 144,00
040 Financement par le mandataire		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 Financement par emprunt à la charge du tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)		3 834 144,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 834 144,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

N° opération : 00009 — Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2009 — Date de la délibération :

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice: Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
DEPENSES (a)	**2 934 315,59**	**523 081,00**	**0,00**	**1,00**	**523 080,00**	**2 934 315,59**
454100009 (2)	2 934 315,59	523 081,00	0,00	1,00	523 080,00	2 934 315,59
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**2 934 315,59**	**523 081,00**	**0,00**	**1,00**	**523 080,00**	**2 934 315,59**
RECETTES (b)	**3 535 725,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 535 725,83**
454200009 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	3 535 725,83	0,00	0,00	0,00	0,00	3 535 725,83
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**3 535 725,83**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 535 725,83**

N° opération : 00010 — Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2010 — Date de la délibération :

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice: Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
DEPENSES (a)	**657 325,08**	**31 450,92**	**0,00**	**1,00**	**31 449,92**	**657 325,08**
454100010 (2)	657 325,08	31 450,92	0,00	1,00	31 449,92	657 325,08
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**657 325,08**	**31 450,92**	**0,00**	**1,00**	**31 449,92**	**657 325,08**
RECETTES (b)	**678 646,00**	**261 718,00**	**0,00**	**1,00**	**261 717,00**	**678 646,00**
454200010 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	678 646,00	261 718,00	0,00	1,00	261 717,00	678 646,00
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**678 646,00**	**261 718,00**	**0,00**	**1,00**	**261 717,00**	**678 646,00**

Page 177

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

N° opération : 00011 — Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2011 — Date de la délibération :

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice: Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
DEPENSES (a)	**570 000,00**	**2 240,00**	**0,00**	**1,00**	**2 239,00**	**570 000,00**
454100011 (2)	570 000,00	2 240,00	0,00	1,00	2 239,00	570 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**570 000,00**	**2 240,00**	**0,00**	**1,00**	**2 239,00**	**570 000,00**
RECETTES (b)	**570 000,00**	**39 635,00**	**0,00**	**1,00**	**39 634,00**	**570 000,00**
454200011 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	570 000,00	39 635,00	0,00	1,00	39 634,00	570 000,00
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**570 000,00**	**39 635,00**	**0,00**	**1,00**	**39 634,00**	**570 000,00**

N° opération : 00012 — Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2012 — Date de la délibération :

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice: Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
DEPENSES (a)	**645 056,68**	**77 205,32**	**20 800,00**	**56 405,32**	**0,00**	**665 856,68**
454100012 (2)	645 056,68	77 205,32	20 800,00	56 405,32	0,00	665 856,68
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**645 056,68**	**77 205,32**	**20 800,00**	**56 405,32**	**0,00**	**665 856,68**
RECETTES (b)	**713 856,68**	**8 405,32**	**0,00**	**8 405,32**	**0,00**	**713 856,68**
454200012 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	713 856,68	8 405,32	0,00	8 405,32	0,00	713 856,68
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**713 856,68**	**8 405,32**	**0,00**	**8 405,32**	**0,00**	**713 856,68**

Page 178

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

N° opération : 00013 — Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2013 — Date de la délibération :

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice: Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
DEPENSES (a)	**640 000,00**	**36 000,00**	**28 000,00**	**8 000,00**	**0,00**	**668 000,00**
454100013 (2)	640 000,00	36 000,00	28 000,00	8 000,00	0,00	668 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**640 000,00**	**36 000,00**	**28 000,00**	**8 000,00**	**0,00**	**668 000,00**
RECETTES (b)	**659 665,04**	**16 334,96**	**8 331,96**	**8 003,00**	**0,00**	**667 997,00**
454200013 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	659 665,04	16 334,96	8 331,96	8 003,00	0,00	667 997,00
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**659 665,04**	**16 334,96**	**8 331,96**	**8 003,00**	**0,00**	**667 997,00**

N° opération : 00014 — Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2014 — Date de la délibération :

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice: Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
DEPENSES (a)	**917 679,99**	**101 929,01**	**0,00**	**101 929,01**	**0,00**	**917 679,99**
454100014 (2)	917 679,99	101 929,01	0,00	101 929,01	0,00	917 679,99
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**917 679,99**	**101 929,01**	**0,00**	**101 929,01**	**0,00**	**917 679,99**
RECETTES (b)	**693 710,27**	**325 898,73**	**307 969,72**	**17 929,01**	**0,00**	**1 001 679,99**
454200014 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	693 710,27	325 898,73	307 969,72	17 929,01	0,00	1 001 679,99
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**693 710,27**	**325 898,73**	**307 969,72**	**17 929,01**	**0,00**	**1 001 679,99**

Page 179

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

N° opération : 00015 — Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2015 — Date de la délibération :

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice: Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
DEPENSES (a)	**668 660,19**	**138 284,09**	**0,00**	**138 284,09**	**0,00**	**668 660,19**
454100015 (2)	668 660,19	138 284,09	0,00	138 284,09	0,00	668 660,19
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**668 660,19**	**138 284,09**	**0,00**	**138 284,09**	**0,00**	**668 660,19**
RECETTES (b)	**758 970,72**	**47 973,56**	**13 689,17**	**34 284,39**	**0,00**	**772 659,89**
454200015 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	758 970,72	47 973,56	13 689,17	34 284,39	0,00	772 659,89
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**758 970,72**	**47 973,56**	**13 689,17**	**34 284,39**	**0,00**	**772 659,89**

N° opération : 00016 — Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2016 — Date de la délibération :

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice: Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
DEPENSES (a)	**1 401 541,35**	**553 208,65**	**112 028,00**	**441 180,65**	**0,00**	**1 513 569,35**
454100016 (2)	1 401 541,35	553 208,65	112 028,00	441 180,65	0,00	1 513 569,35
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 401 541,35**	**553 208,65**	**112 028,00**	**441 180,65**	**0,00**	**1 513 569,35**
RECETTES (b)	**1 954 750,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 954 750,00**
454200016 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	1 954 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 954 750,00
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 954 750,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 954 750,00**

Page 180

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

N° opération : 00017 — Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2017 — Date de la délibération :

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice: Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
DEPENSES (a)	**615 565,45**	**320 363,55**	**68 617,38**	**251 746,17**	**0,00**	**684 182,83**
454100017 (2)	615 565,45	320 363,55	68 617,38	251 746,17	0,00	684 182,83
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**615 565,45**	**320 363,55**	**68 617,38**	**251 746,17**	**0,00**	**684 182,83**
RECETTES (b)	**90 000,00**	**845 929,00**	**0,00**	**845 929,00**	**0,00**	**90 000,00**
454200017 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	90 000,00	845 929,00	0,00	845 929,00	0,00	90 000,00
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**90 000,00**	**845 929,00**	**0,00**	**845 929,00**	**0,00**	**90 000,00**

N° opération : 00018 — Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2018 — Date de la délibération :

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice: Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
DEPENSES (a)	**412 940,73**	**1 033 025,27**	**110 786,85**	**922 238,42**	**0,00**	**523 727,58**
454100018 (2)	412 940,73	1 033 025,27	110 786,85	922 238,42	0,00	523 727,58
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**412 940,73**	**1 033 025,27**	**110 786,85**	**922 238,42**	**0,00**	**523 727,58**
RECETTES (b)	**90 000,00**	**1 355 966,00**	**200 000,00**	**1 155 966,00**	**0,00**	**290 000,00**
454200018 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	90 000,00	1 355 966,00	200 000,00	1 155 966,00	0,00	290 000,00
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**90 000,00**	**1 355 966,00**	**200 000,00**	**1 155 966,00**	**0,00**	**290 000,00**

Page 181

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

N° opération : 00019 — Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2019 — Date de la délibération :

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice: Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
DEPENSES (a)	**284 317,60**	**1 038 302,40**	**96 669,42**	**941 632,98**	**0,00**	**380 987,02**
454100019 (2)	284 317,60	1 038 302,40	96 669,42	941 632,98	0,00	380 987,02
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**284 317,60**	**1 038 302,40**	**96 669,42**	**941 632,98**	**0,00**	**380 987,02**
RECETTES (b)	**0,00**	**1 322 620,00**	**200 000,00**	**1 122 620,00**	**0,00**	**200 000,00**
454200019 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	1 322 620,00	200 000,00	1 122 620,00	0,00	200 000,00
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**1 322 620,00**	**200 000,00**	**1 122 620,00**	**0,00**	**200 000,00**

N° opération : 00020 — Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2020 — Date de la délibération :

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice: Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
DEPENSES (a)	**0,00**	**865 728,00**	**171 542,40**	**694 185,60**	**0,00**	**171 542,40**
454100020 (2)	0,00	865 728,00	171 542,40	694 185,60	0,00	171 542,40
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**865 728,00**	**171 542,40**	**694 185,60**	**0,00**	**171 542,40**
RECETTES (b)	**44 889,60**	**820 838,40**	**216 574,15**	**604 264,25**	**0,00**	**261 463,75**
454200020 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	44 889,60	820 838,40	216 574,15	604 264,25	0,00	261 463,75
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**44 889,60**	**820 838,40**	**216 574,15**	**604 264,25**	**0,00**	**261 463,75**

Page 182

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

N° opération : 00021 — Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2021 — Date de la délibération :

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice: Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
DEPENSES (a)	**0,00**	**948 869,00**	**71 323,20**	**877 545,80**	**0,00**	**71 323,20**
454100021 (2)	0,00	948 869,00	71 323,20	877 545,80	0,00	71 323,20
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**948 869,00**	**71 323,20**	**877 545,80**	**0,00**	**71 323,20**
RECETTES (b)	**0,00**	**948 869,00**	**148 000,00**	**800 869,00**	**0,00**	**148 000,00**
454200021 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	948 869,00	148 000,00	800 869,00	0,00	148 000,00
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**948 869,00**	**148 000,00**	**800 869,00**	**0,00**	**148 000,00**

N° opération : 00022 — Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2022 — Date de la délibération :

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice: Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
DEPENSES (a)	**0,00**	**3 452 568,00**	**0,00**	**3 412 487,93**	**40 080,07**	**0,00**
454100022 (2)	0,00	3 452 568,00	0,00	3 412 487,93	40 080,07	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**3 452 568,00**	**0,00**	**3 412 487,93**	**40 080,07**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**3 452 568,00**	**0,00**	**3 452 568,00**	**0,00**	**0,00**
454200022 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	3 452 568,00	0,00	3 452 568,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**3 452 568,00**	**0,00**	**3 452 568,00**	**0,00**	**0,00**

Page 183

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

N° opération : 00103 — Intitulé de l'opération : PIG AVANCE CREDITS DEPARTEMENT PIG RBST DEPARTEMENT — Date de la délibération :

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice: Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
DEPENSES (a)	**569 111,55**	**26 388,45**	**0,00**	**26 388,45**	**0,00**	**569 111,55**
454100103 (2)	569 111,55	26 388,45	0,00	26 388,45	0,00	569 111,55
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**569 111,55**	**26 388,45**	**0,00**	**26 388,45**	**0,00**	**569 111,55**
RECETTES (b)	**569 612,21**	**26 698,45**	**0,00**	**26 698,45**	**0,00**	**569 612,21**
454200103 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	569 612,21	26 698,45	0,00	26 698,45	0,00	569 612,21
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**569 612,21**	**26 698,45**	**0,00**	**26 698,45**	**0,00**	**569 612,21**

N° opération : 00104 — Intitulé de l'opération : PIG 2 RBST CONSEIL DEPARTEMENTAL — Date de la délibération :

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice: Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
DEPENSES (a)	**95 500,00**	**35 500,00**	**17 000,00**	**18 500,00**	**0,00**	**112 500,00**
454100104 (2)	95 500,00	35 500,00	17 000,00	18 500,00	0,00	112 500,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**95 500,00**	**35 500,00**	**17 000,00**	**18 500,00**	**0,00**	**112 500,00**
RECETTES (b)	**77 500,00**	**85 500,00**	**32 000,00**	**53 500,00**	**0,00**	**109 500,00**
454200104 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	77 500,00	85 500,00	32 000,00	53 500,00	0,00	109 500,00
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**77 500,00**	**85 500,00**	**32 000,00**	**53 500,00**	**0,00**	**109 500,00**

Page 184

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

N° opération : 45400102 — Intitulé de l'opération : PASS FONCIER 2010 — Date de la délibération :

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice: Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
DEPENSES (a)	**300 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**
454100102 (2)	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**300 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**300 000,00**
RECETTES (b)	**224 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**224 000,00**
454200102 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	224 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	224 000,00
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**224 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**224 000,00**

N° opération : 45800005 — Intitulé de l'opération : AMENAGEMENT STATION DORNACH MULHOUSE — Date de la délibération :

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice: Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
DEPENSES (a)	**601 769,05**	**0,00**	**-752,12**	**0,00**	**752,12**	**601 016,93**
458100005 (2)	601 769,05	0,00	-752,12	0,00	752,12	601 016,93
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**601 769,05**	**0,00**	**-752,12**	**0,00**	**752,12**	**601 016,93**
RECETTES (b)	**454 927,71**	**0,00**	**146 089,22**	**0,00**	**-146 089,22**	**601 016,93**
458200005 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	454 927,71	0,00	146 089,22	0,00	-146 089,22	601 016,93
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**454 927,71**	**0,00**	**146 089,22**	**0,00**	**-146 089,22**	**601 016,93**

Page 187

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

N° opération : 02022 — Intitulé de l'opération : ANAH - AIDE A LA PIERRE 2022 — Date de la délibération :

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice: Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
DEPENSES (a)	**0,00**	**4 790 091,00**	**328 436,00**	**3 386 414,00**	**1 075 241,00**	**328 436,00**
454102022 (2)	0,00	4 790 091,00	328 436,00	3 386 414,00	1 075 241,00	328 436,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**4 790 091,00**	**328 436,00**	**3 386 414,00**	**1 075 241,00**	**328 436,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**4 790 091,00**	**0,00**	**3 386 414,00**	**1 403 677,00**	**0,00**
454202022 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	4 790 091,00	0,00	3 386 414,00	1 403 677,00	0,00
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**4 790 091,00**	**0,00**	**3 386 414,00**	**1 403 677,00**	**0,00**

N° opération : 45400005 — Intitulé de l'opération : PRU WITTENHEIM — Date de la délibération :

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice: Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
DEPENSES (a)	**150 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**
454100005 (2)	150 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**150 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**150 000,00**
RECETTES (b)	**150 000,00**	**10 000,17**	**0,00**	**10 000,17**	**0,00**	**150 000,00**
454200005 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	135 004,00	10 000,17	0,00	10 000,17	0,00	135 004,00
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	14 996,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 996,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**150 000,00**	**10 000,17**	**0,00**	**10 000,17**	**0,00**	**150 000,00**

Page 185

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

N° opération : 45800007 — Intitulé de l'opération : ROUTE MARIE LOUISE — Date de la délibération :

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice: Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
DEPENSES (a)	**283 971,86**	**238 239,00**	**234 090,50**	**4 148,50**	**0,00**	**518 062,36**
458100007 (2)	283 971,86	238 239,00	234 090,50	4 148,50	0,00	518 062,36
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**283 971,86**	**238 239,00**	**234 090,50**	**4 148,50**	**0,00**	**518 062,36**
RECETTES (b)	**393 000,00**	**67 000,00**	**0,00**	**67 000,00**	**0,00**	**393 000,00**
458200007 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	393 000,00	67 000,00	0,00	67 000,00	0,00	393 000,00
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**393 000,00**	**67 000,00**	**0,00**	**67 000,00**	**0,00**	**393 000,00**

N° opération : 45800008 — Intitulé de l'opération : STADE DE PULLVERSHEIM — Date de la délibération :

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice: Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
DEPENSES (a)	**186 187,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**186 187,51**
458100008 (2)	186 187,51	0,00	0,00	0,00	0,00	186 187,51
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**186 187,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**186 187,51**
RECETTES (b)	**174 300,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**174 300,20**
458200008 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	174 300,20	0,00	0,00	0,00	0,00	174 300,20
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**174 300,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**174 300,20**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.
(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.
(4) Indiquer le chapitre.

Page 188

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

N° opération : 45400007 — Intitulé de l'opération : AIDE A LA PIERRE 2007 — Date de la délibération :

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice: Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
DEPENSES (a)	**995 291,42**	**130 889,58**	**0,00**	**1,00**	**130 888,58**	**995 291,42**
454100007 (2)	889 905,42	130 889,58	0,00	1,00	130 888,58	889 905,42
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	105 386,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105 386,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**995 291,42**	**130 889,58**	**0,00**	**1,00**	**130 888,58**	**995 291,42**
RECETTES (b)	**1 126 181,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 126 181,00**
454200007 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	1 126 181,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 126 181,00
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 126 181,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 126 181,00**

N° opération : 45400101 — Intitulé de l'opération : PASS FONCIER 2009 — Date de la délibération :

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice: Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Op. à annuler	Cumul des réalisations au 31/12/N
DEPENSES (a)	**83 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**83 000,00**
454100101 (2)	83 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**83 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**83 000,00**
RECETTES (b)	**88 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**88 000,00**
454200101 Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	88 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	88 000,00
040 *Financement par le mandataire*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**88 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**88 000,00**

Page 186

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A10.1

A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
	ETUDE 17 - FAISABILITE ZA CARREAU AMELIE	42 930,00	0,00	0
	ETUDES17 - PROJET 1750043 INSTAL DE BÂTIMENTS MODULAIRES PERI MORSCHWILLER	212,86	0,00	0
	PROJET 1750043 INSTAL BAT MODULAIRES ACCUEIL PERISCOLAIRE MORSCHWILLER	273,67	0,00	0
	ETUDE18 - FAISABILITE CARREAU AMELIE WITTELSHEIM	28 749,00	0,00	0
	TVX18 - PERI STAFFELFELDEN	7 443,60	0,00	0
	ETUDES19 - LOTISSEMENT AMELIE	13 725,00	0,00	0
	ETUDES19 - POSE DE PIEZOMETRES ET INVESTIGATIONS SUR LES EAUX	17 976,00	0,00	5
	TVX19 - PERI WITTENHEIM SAINTE BARBE ET PASTEUR	1 089,25	0,00	0
	TVX PERI PLEIN CIEL - MATISSE	30 003,87	0,00	0
	TVX19 - CSR CENTRE SPORTIF REGIONAL	9 889,79	0,00	0
	EX20 - MA OTTMARSHEIM	333 917,86	0,00	0
	EX20 - CSR CENTRE SPORTIF REGIONAL POLE MEDICAL	112 988,01	0,00	0
	TVX20 - PERI ZUBER	22 971,75	0,00	0
	INSERTION20 - BATIMENT MODULAIRE PERISCOLAIRE PLEIN CIEL MULHOUSE	294,77	0,00	0
	ETUDES20 - REMPLACEMENT FENETRES QUARTIER FONDERIE	303,31	0,00	5
	ETUDES20 -INSTALLATION D'UNE STATION DE GAZ NATUREL COMPRESSE ATELIERS SOLEA	353,12	0,00	5
	ETUDES20 - REMPLACEMENT DE FENETRES AL QUARTIER FONDERIE	222,14	0,00	5
	ETUDES20 - DIAGNOSTIC RESEAU SURVEILLANCE NAPPE ET ETABLISSEMENT DE PRECONISATIO	293,81	0,00	5
	TVX20 - PERI PLEIN CIEL	6 861,90	0,00	0
	TVX20 - PETITE ENFANCE EGLANTINE RIEDISHEIM	1 952,40	0,00	0
	ETUDE20 - REPRISE EI AMELI WITTELSHEIM	4 500,00	0,00	0
	INSERTION20 - PROJET 2050080 REHABILITATION PASSIVE HALLE INDUSTR SITE FONDERIE	333,22	0,00	0
	TVX20 PISCINE RIXHEIM	65 761,34	0,00	0
	TVX20 - PISCINE UNGERSHEIM	14 105,86	0,00	0
	TVX20 CSR CENTRE SPORTIF REGIONAL	47 521,01	0,00	0
	TVX20 - PATINOIRE	93 667,93	0,00	0
	TVX20 - PLAINE SPORTIVE P§ WALDECK	24 180,53	0,00	0
	TVX20 -PALAIS DES SPORTS PDS	4 088,78	0,00	0
	TVX20 - MA EGLANTINE	0,00	0,00	0
	TVX20 - MA EGLANTINE	182,04	0,00	0
	TVX21 - MA OTTMARSHEIM	94 147,50	0,00	0
	ETUDES21 - DMC	119 629,73	0,00	0
	ETUDES21 - VIF TECHNOCENTRE BAT 47	11 100,00	0,00	0
	ETUDES21 - REVISION POS EN PLU HEIMSBRUNN	7 712,40	0,00	5
	ETUDES21 - ASSISTANCE JURIDIQUE PLU TERRIL THEODORE	1 596,00	0,00	5
	ETUDES21 - MODIFICATION PLU ZAC MIXITE SOCIALE NORMES	6 436,80	0,00	5
	ETUDES21 - MODIFICATION PLU WITTENHEIM	1 465,00	0,00	5
	ETUDES21 - MODIFICATION PLU HABSHEIM	3 640,80	0,00	5
	ETUDES21 - MODIFICATION PLU RUELISHEIM	2 678,40	0,00	5
	ETUDES21 - REVISION PLU ILLZACH	2 310,00	0,00	5
	ETUDES21 - REVISION PLU FELDKIRCH	6 296,60	0,00	5
	ETUDES21 - ETUDE FAISABILITE PARKING FONDERIE	7 298,00	0,00	0
	ETUDES21 - REAL EVALUATION ENVIRO PLU KINGERSHEIM	17 952,00	0,00	5
	ETUDES21 - REVISION PLU ILLZACH	1 320,00	0,00	5
	ETUDES21 - REVISION PLU BRUNSTATT-DIDENHEIM	8 596,80	0,00	5
	ETUDES21 - REVISION PLU ILLZACH	14 650,00	0,00	5

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	ETUDES21 - DEPOLLUTION PARC EXPO	76 042,20	0,00	0
	ETUDES21 - COULEUR DE VIE - ATELIER MIMESIS	2 160,00	0,00	0
	ETUDES21 - VIF TECHNOCENTRE	84 111,12	0,00	0
	ETUDES21 - MISE CONFORMITE ATEX ATELIER BUS SOLEA	456,14	0,00	5
	ETUDES21 - CONCOURS MAITRISE D'OEUVRE POUR REHAB. BAT74 VIF	569,54	0,00	0
	ETUDES21 - DEPLACEMENT RD 52 ET CREATION ACCES SITE ECO HOMBOURG	585,36	0,00	0
	ETUDES21 - CREATION D'UNE CLINIQUE VETERINAIRE AU ZOO	487,10	0,00	0
	ETUDES21 - DEPLACEMENT DE LA RD 52 ET CREATION ACCES SITE ECO HOMBOURG	299,14	0,00	0
	ETUDES21 - REFONTE DU SITE INTRANET DE MULHOUSE ALSACE AGGLO	307,68	0,00	2
	ETUDES21 - RECTIFICATIF DEPLACEMENT DE LA RD 52 ET CREATION ACCES SITE ECO HOMB	307,68	0,00	0
	ETUDES21 - TRAVAUX D'EXTENSION ET DE CABLAGE INFORMATIQUE	320,50	0,00	0
	ETUDES21 - FOURNITURE D'UNE BENNE A ORDURES	286,32	0,00	8
	ETUDES21 - CREATION CLINIQUE VETERINAIRE PARC ZOO	307,68	0,00	0
	ETUDES21 - REALISATION DU MAGAZINE AMBITIONS AGGLO	499,82	0,00	5
	ETUDES21 - MAITRISE D'OEUVRE POUR REALISATION DE TRAVAUX AMENAGEMENT CYCLABLE	585,36	0,00	0
	ETUDES21 - ZAE AMELIE 1 DE WITTELSHEIM-VIABILISATION 3 EME TRANCHE	423,02	0,00	0
	ETUDES21 - REFECTION DE LA CHAUDIERE 223 PISCINE CURIE	277,78	0,00	0
	ETUDES21 - CONSTRUCTION D'UN MULTI-ACCUEIL A LA GRANDE OURS ILLZACH	466,74	0,00	0
	ETUDES21 - REFECTION DE LA CHAUDIERE PISCINE CURIE	247,78	0,00	0
	ETUDES21 - REALISATION DU MAGAZINE AMBITIONS AGGLO	525,46	0,00	5
	ETUDES21 - REFONTE DU SITE INTRANET DE MULHOUSE ALSACE AGGLO	307,68	0,00	2
	TVX21 - PERI EM PLEIN CIEL	349 512,73	0,00	0
	TVX21 - PERI MORSCHWILLER	11 813,50	0,00	0
	TVX21 - PERI MATISSE	1 050,00	0,00	0
	TVX21 - PERI PERGAUD	1 050,00	0,00	0
	TVX21 PISCINE DES JONQUILLES	25 071,41	0,00	0
	TVX21 - CSR CENTRE SPORTIF REGIONAL	38 945,03	0,00	0
	TVX21 - PISCINE ILLBERG	19 991,28	0,00	0
	TVX21 PISCINE DE RIXHEIM	19 981,82	0,00	0
	TVX21 PLAINE SPORTIVE WALDECK	53 297,73	0,00	0
	TVX21 - PISCINE AQUARHIN	16 055,47	0,00	0
	TVX21 PISCINE UNGERSHEIM	25 728,35	0,00	0
	TVX21 - PDS PALAIS DES SPORTS	27 362,28	0,00	0
	TVX21 PISCINE CURIE	12 214,46	0,00	0
	TVX21 - PLAN REININGUE	12 878,40	0,00	0
	TVX21 - PISCINE DE BOURTZWILLER	1 027,26	0,00	0
	TVX21 - PISCINE ILLZACH	2 615,83	0,00	0
	MICRO HF 245_M12 INV	295,00	0,00	8
	FRIGO - 3611	250,00	0,00	8
	PATINOIRE ASPIRATEUR EAU	107,40	0,00	1
	CNHN SENSEO	74,99	0,00	1
	PERI BERRWILLER - ECOTEL - 1ER EQUIPEMENT DEVELOPPEMENT	648,23	0,00	8
	PERI RIEDI BART - ECOTEL - VAISSELLE	2 236,40	0,00	8
	VAISSELLE DEVELOPPEMENT	1 411,82	0,00	8
	VAISSELLE 1ER EQUIPT	2 633,62	0,00	8
	MATERIEL PHOTO	179,90	0,00	1
	1 PONCEUSE	222,50	0,00	8
	1 PONCEUSE INV 245_M12	0,00	0,00	8
	CAFETIERE BOUILLOIRE	93,19	0,00	1
	ONDULEUR 4 PRISES AQUARHIN	270,00	0,00	8
	1 TABLE BLANC	98,68	0,00	1
	FRIGO	199,20	0,00	8

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	2 ROP 1 FAC	449,10	0,00	8
	MACHINE A CAFE PIECE DETACHEE	109,20	0,00	1
	LAVEUSES SOLS INV 242_M5	7 177,15	0,00	8
	MATERIEL PHOTO - 3010	990,08	0,00	8
	JEUX	309,99	0,00	8
	JEUX	362,00	0,00	8
	PERI PASTEUR - CASTO - PARASO	287,40	0,00	8
	PERCOLATEUR-PERI / GLUCK	182,33	0,00	8
	BOITE OUTILS	636,51	0,00	8
	COFFRET SCIE	780,35	0,00	8
	PERCOLATEUR-PERI / GLUCK	248,39	0,00	8
	CLIMATISEUR HEBERGEMENT	449,10	0,00	8
	4 PARASOLS	756,00	0,00	8
	BOUILLOIRE-GPDIS	102,63	0,00	1
	2 TABOURETS BAR TABLE	258,98	0,00	8
	2 HORLOGES	311,23	0,00	8
	BACS CUVES COUVERCLES RATTRAPAGE DE REVISION	307,84	0,00	8
	MALLES STOCKAGE PDS	461,00	0,00	8
	PLANCHE RESCUE	688,80	0,00	8
	TALKIES TTES PISCINES	3 244,08	0,00	8
	CLIMATISEUR MOBILE MAGASIN	679,20	0,00	8
	BACS CUVES COUVERCLES	36 466,88	0,00	8
	1 POMPE DOSEUSE ECO PLUS	1 032,12	0,00	8
	POSTE TELEPHONIQUE	644,64	0,00	8
	POSTES TELEPHONE	1 895,45	0,00	8
	BAIN MARIE- MA	477,60	0,00	8
	PISCINES PAV.BAIGNADE FLAMMES	230,40	0,00	8
	2 HORLOGES MURALES AFFICHAGE	291,19	0,00	8
	FILETS SEPARATION	2 305,68	0,00	8
	FRIGO-RAM MORSCHWILLER	199,00	0,00	8
	APPAREIL FITNESS CURIE	2 009,94	0,00	8
	TABLE - MA HABSHEIM	0,00	0,00	8
	TABLE - MA HABSHEIM	757,99	0,00	8
	PESE BEBE - BARRIERE	207,88	0,00	8
	1 LAVEUSE SOLS	3 583,80	0,00	8
	1 ASPIRATEUR CLEANFIX	306,23	0,00	8
	OUTILLAGE	133,37	0,00	1
	SECHES LINGE - MULTI ACCUEILS	8 319,12	0,00	8
	POMPE	678,00	0,00	8
	POMPE KRIPSOL	634,85	0,00	8
	MOTO VENTILATEUR	1 035,80	0,00	8
	FRIGO - CORA	4 536,00	0,00	8
	BACS CUVES	35 775,68	0,00	8
	LAMPES KLARUS PATINOIRE	483,00	0,00	8
	DIRECTION ENFANCE ET FAMILLLE - MALLE	225,00	0,00	8
	TAILLE HAIE	550,00	0,00	8
	ACCES MARCHES TOBOGGAN	487,00	0,00	8
	1 PULVERISATEUR	173,88	0,00	1
	CHAUFFE-EAU THERMOR 200L	419,65	0,00	8
	SEPARATEUR-DIRECTION ENFANCE ET FAMILLE	755,00	0,00	8
	CARRE POTAGER-PERI NORDFELD	470,00	0,00	8
	1 ASPIRATEUR CLEANFIX	289,79	0,00	8
	BACS CUVES PUCES ELECTRONIQUES	63 554,98	0,00	8
	1 SENSEO JONQUILLES	159,98	0,00	8
	EQUIPEMT - RAM	186,98	0,00	8
	CARRE POTAGER - PERI LA WANNE	299,00	0,00	8
	MATERIEL DE BUREAU	1 161,00	0,00	8
	COUSSINS POUF-PERI FILOZOF	463,22	0,00	8
	TRICYCLE GONG-PERI REININGUE	408,50	0,00	8
	POTS DE FLEURS- IKEA	204,00	0,00	8
	EQUIPT - RAM BOURTZWILLER	224,50	0,00	8
	PLASTIFIEUSE AUTOMATIQUE - 3613	7 080,00	0,00	8
	ASPIRATEUR	347,26	0,00	8
	REFRIGERATEUR	199,00	0,00	8
	JEUX	126,38	0,00	1
	EQUIPEMENT - PERI DORNACH	59,90	0,00	1
	LOT 3 - HISLER - PERI BERRWILLER	422,00	0,00	8
	LOT 3 - HISLER - PERI ZIMMERSHEIM	229,00	0,00	8
	LOT 3 - HISLER - PERI KOECHLIN	495,00	0,00	8
	EQUIPEMENT - PERI BATTENHEIM	59,90	0,00	1
	PERI LA WANNE-LOT 2 - HISLER	154,07	0,00	1

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	EQUIPEMENT - PERI BATTENHEIM	0,00	0,00	1
	PERI FELDKIRCH-LOT 3 -	186,21	0,00	8
	PERI PLEIN CIEL-LOT 3 HISLER –	254,40	0,00	8
	CURIE 1 POMPE ECO	657,84	0,00	8
	TAPIS - WESCO - MA WITTENHEIM	286,88	0,00	8
	TABLE A LANGER - WESCO - RAM WITTELSHEIM	207,59	0,00	8
	CHAUFFEUSE - WESCO - RPE WITTENHEIM	515,71	0,00	8
	1 AFFICHEUR ILLBERG	2 640,00	0,00	8
	REFRIGERATEUR	449,99	0,00	8
	DIRECTION PERI / PE	92,99	0,00	1
	DIRECTION PERI SONO BLUETOOTH	35,05	0,00	1
	ENCEINTE SONO REPORT21	379,99	0,00	8
	PROJET CT AQUARHIN MIDLAND	1 254,48	0,00	8
	1 TRANSPALETTE REPORT21	2 348,09	0,00	8
	1 PHOTOMETRE REPORT21	540,00	0,00	8
	1 MONOBROSSE REPORT21	1 625,88	0,00	8
	1 DEFIBRILLATEUR	1 248,00	0,00	8
	POS SKI ERG	1 985,90	0,00	8
	COUR LORRAINE LOT 3 - HISLER - PERI	194,90	0,00	8
	TVX 22 PERISCOLAIRE PLEIN CIEL	18 775,02	0,00	0
	TVX 22 PETITE ENFANCE PFASTATT RIBAMINELLE	3 012,00	0,00	0
	TVX 22 PETITE ENFANCE GRANDE OURSE ILLZACH	227 369,41	0,00	0
	TVX 22 COPFRS MULTI ACCUEIL OTTMARSHEIM	29 791,14	0,00	0
	TVX 22 RAM WITTELSHEIM	14 073,44	0,00	0
	TVX 22 UNIVERSITE BIBLIOTHEQUE LEARNING CENTER	21 019,71	0,00	0
	TVX ZOO - HORIZON AFRIQUE	947 839,41	0,00	0
	TVX ZOO - CLINIQUE VETERINAIRE	358 873,80	0,00	0
	TVX 22 PISCINE CURIE	189 599,70	0,00	0
	TVX 22 STADE ILL	220 878,83	0,00	0
	TVX 22 MAISON DU TERRITOIRE	1 725,00	0,00	0
	TVX 22 CAMPING PHASE 3	79 242,17	0,00	0
	TVX 22 DMC REHABILITATION BATIMENTS SECURITE	407 976,49	0,00	0
	TVX 22 DMC DEPOLLUTION	47 397,00	0,00	0
	TVX 22 PARC EXPO DEPOLLUTION	622 209,27	0,00	0
	EX22 - PERI RIXHEIM	2 075,57	0,00	0
	EX 22 - HAUT POIRIER	31 229,56	0,00	0
	EX22 - PERISCOLAIRE NIFFER	111 969,28	0,00	0
	EX22 - MA SOURIS VERTE	31 132,43	0,00	0
	EX22 - MA PECHEURS DE LUNE	19 068,00	0,00	0
	EX22 - MA ACCUEILLETTE	4 609,80	0,00	0
	EX22 - MA HABSHEIM	4 740,00	0,00	0
	EX22 - MA LE CHAT BOTTE WITTENHEIM	12 871,08	0,00	0
	EX22 - CINE	35 614,46	0,00	0
	EX22 - CTC RICHWILLER	26 037,29	0,00	0
	EX22 - TECHNOPOLE	28 131,60	0,00	0
	EX22 - CRS CENTRE SPORTIF REGIONAL	265 987,47	0,00	0
	EX22 - PATRIMOINE	0,00	0,00	0
	EX22 - PATRIMOINE	0,00	0,00	0
	EX22 - PATRIMOINE	3 625,92	0,00	0
	EX22 - PATINOIRE	17 165,42	0,00	0
	EX22 - AUBERGE DE JEUNESSE	17 606,93	0,00	0
	EX22 - CAMPING	13 845,00	0,00	0
	EX22 - ZOO	25 424,10	0,00	0
	EX22 - AUBERGE DU ZOO	0,00	0,00	0
	IPAD PRO	1 623,99	0,00	5
	ECLAIRAGE PROJECTEURS	2 894,40	0,00	5
	SLIDER MOTORISE STUDIO TV	1 563,02	0,00	5
	2 ROP	6 357,98	0,00	5
	MAT. INFO. - CIS - RAM WITTELSHEIM	1 033,80	0,00	5
	MAT. INFO. - CIS - RAM WITTELSHEIM	802,80	0,00	5
	PATINOIRE 1 IMPRIMANTE	314,99	0,00	5
	AQUARHIN 1 IMPRIMANTE	0,00	0,00	1
	AQUARHIN 1 IMPRIMANTE	108,92	0,00	5
	DIRECTION PERI / PE - LOOS	215,29	0,00	5
	PERI - SYNOVO - ORDI ACCESSOIRES	2 251,51	0,00	5
	PERI - CABLE ANTIVOL PC	93,95	0,00	1
	REPORT X012168 - PERI - SYNOVO - ORDI ACCESSOIRES	0,00	0,00	5
	PERI - SYNOVO - ORDI ACCESSOIRES	59,69	0,00	5

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	DIRECTION PERI / PE - HISLER	292,18	0,00	5
	CARTE ANALOGIQUE	1 859,40	0,00	5
	ILE NAPOLÉON 1 COMPTEUSE BILLETS	204,90	0,00	5
	CSRA CAISSE TACTILE DELL INVENTAIRE N°A220029	4 896,00	0,00	5
	SIEGE PLIABLE LAFUMA CDE VIRGINIELEGROS	402,25	0,00	5
	LAMPES-PORTE MANTEAU	1 730,40	0,00	5
	LAMPES-PORTE MANTEAU	467,18	0,00	5
	LAMPES-PORTE MANTEAU	311,45	0,00	5
	LAMPES-PORTE MANTEAU	2 784,30	0,00	5
	LATITUDE 3520 ACCESSOIRES	19 226,64	0,00	5
	BTS LATITUDE 5320 ACCESSOIRES	3 820,80	0,00	5
	PC PORTABLES ACCESSOIRES	14 915,35	0,00	5
	POSTE TELEPHONIQUE TEAMS YEALINK VP59	564,72	0,00	5
	ACCESSOIRES VIDEOPROJECTEUR EPSON	71,02	0,00	5
	ACCESSOIRES VIDEOPROJECTEUR EPSON	132,90	0,00	5
	VIDEOPROJECTEUR EPSON	2 046,38	0,00	5
	PC PORTABLE CAO ACCESOIRES	4 838,21	0,00	5
	50 ECRANS LED	9 000,00	0,00	5
	BTS LATITUDE 5320 ACCESSOIRES	624,00	0,00	5
	LATITUDE 3520 ACCESSOIRES	5 564,40	0,00	5
	LENOVO THINKBOOK 15 ET ACCESSOIRES	9 897,36	0,00	5
	ECRAN NUMERIQUE ACCESSOIRES DGS MDT	2 884,44	0,00	5
	ACCESSOIRES	23,28	0,00	5
	ACCESSOIRES	36,17	0,00	5
	VIDEOPROJECTEUR EPSON	510,61	0,00	5
	70 PC WYSE 5070	28 056,00	0,00	5
	ACCESSOIRES - 70 CLAVIERS ET OPTIPLEX	1 636,80	0,00	5
	PC FIXE LENOVO THINKCENTRE DSI-DIL	4 360,00	0,00	5
	5 PC CAO LENOVO THINKSTATION P350	6 084,36	0,00	5
	POSTES TRAVAIL LENOVO THINKSTATION P350	4 099,32	0,00	5
	EXTENSION AUDIOVIDEO BARCO CLICKSHARE MDT	2 597,14	0,00	5
	CLE USB CABLE SOURIS	252,12	0,00	5
	LECTEURS ET GRAVEURS DVD/CD	0,00	0,00	1
	LECTEURS ET GRAVEURS DVD/CD	72,47	0,00	5
	STATION D'ACCUEIL	1 914,91	0,00	5
	STATION D'ACCUEIL	256,00	0,00	5
	PC PORTABLES LENOVO ThinkBOOK ACCESSOIRE	6 825,22	0,00	5
	LENOVO THINBOOK ACCESSOIRES	10 130,40	0,00	5
	MATERIELS POUR ALIMENTATION SWITCH	1 833,60	0,00	5
	MEMOIRES RAM SERVEURS	6 873,22	0,00	5
	UBIQUITI ROUTER UBIQUITI SWITCH	2 994,22	0,00	5
	UNIFI SWITCH ET UBIQUITI NETWORKS	2 082,31	0,00	5
	UBIQUITI UNIFI PRO 24POE SWITCH	1 848,00	0,00	5
	UBIQUITI NETWORKS SWITCH	8 377,68	0,00	5
	UBIQUITI ET ACCESSOIRES	3 912,00	0,00	5
	PC OPTIPLEX 3000	720,00	0,00	5
	BAIE DE SAUVEGARDE DISQUES	76 551,72	0,00	5
	IMPRIMANTE CONFIG TYPE 4	3 013,20	0,00	5
	IMPRIMANTE MULTI CX522ADE	635,77	0,00	5
	IMPRIMANTES	2 562,07	0,00	5
	SMARTPHONES XIAOMI REDMI 10 ETUI	444,00	0,00	5
	SAMSUNG GALAXY TAB A8 ETUI	719,76	0,00	5
	ETUIS REDMI 9C NFC NOIR	900,00	0,00	5
	SAMSUNG GALAXY A32 ETUIS	1 543,20	0,00	5
	XIAOMI REDMI ACCESSOIRES	407,40	0,00	5
	FILMS TIGER POUR SAMSUNG GALAXY A32	600,00	0,00	5
	ORANGE AIRBOX 3-4G	61,08	0,00	5
	IMPRIMANTES PERISCOLAIRE	402,00	0,00	5
	IMPRIMANTES PERISCOLAIRE	402,00	0,00	5
	IMPRIMANTES PERISCOLAIRE	402,00	0,00	5
	IMPRIMANTES PERISCOLAIRE	402,00	0,00	5
	IMPRIMANTES PERISCOLAIRE	402,00	0,00	5
	IMPRIMANTES PERISCOLAIRE	402,00	0,00	5
	IMPRIMANTES PERISCOLAIRE	402,00	0,00	5
	IMPRIMANTES PERISCOLAIRE	0,00	0,00	5
	IMPRIMANTES PERISCOLAIRE	402,00	0,00	5
	IMPRIMANTES PERISCOLAIRE	402,00	0,00	5
	IMPRIMANTES PERISCOLAIRE	402,00	0,00	5
	IMPRIMANTES PERISCOLAIRE	402,00	0,00	5

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	IMPRIMANTES PERISCOLAIRE	402,00	0,00	5
	IMPRIMANTES PERISCOLAIRE	402,00	0,00	5
	IMPRIMANTES PERISCOLAIRE	402,00	0,00	5
	IMPRIMANTES PERISCOLAIRE	402,00	0,00	5
	IMPRIMANTES PERISCOLAIRE	402,00	0,00	5
	IMPRIMANTES PERISCOLAIRE	402,00	0,00	5
	IMPRIMANTES PERISCOLAIRE	402,00	0,00	5
	IMPRIMANTES PERISCOLAIRE	402,00	0,00	5
	IMPRIMANTES PERISCOLAIRE	402,00	0,00	5
	IMPRIMANTES PERISCOLAIRE	402,00	0,00	5
	IMPRIMANTES PERISCOLAIRE	402,00	0,00	5
	IMPRIMANTES PERISCOLAIRE	402,00	0,00	5
	TERMINAL ZEBRA - REPORT AÛT2178	1 726,80	0,00	5
	VENTILATEUR ENROULEUR CHANTIER	0,00	0,00	1
	VENTILATEUR ENROULEUR CHANTIER	139,40	0,00	8
	PERCEUSE	470,91	0,00	8
	BACHE RING BOXE	1 500,00	0,00	8
	AUTOLAVEUSE	4 172,72	0,00	8
	BOURTZWILLER 1 POMPE CENTRIFUGEUSE MAGNETIQ	750,00	0,00	8
	TTES PISCINES POMPE DOSEUSE	2 310,00	0,00	8
	CHARIOTS LINGE 100L	614,11	0,00	8
	HEBERGEMENT M1 LAVE LINGE FRONTAL	1 074,34	0,00	8
	HEBERGEMENT LAVE LINGE FRONTAL	2 509,98	0,00	8
	REFRIGERATEUR ASPIRATEUR -3612	498,99	0,00	8
	NETTOYEUR HTE PRESSION UNO 5M-	4 236,44	0,00	8
	SOIGNEURS / TERRARIUMS SUR MESURE - QTE 2	9 196,61	0,00	8
	SOIGNEURS / BARRES PESEUSES - QTE 2	4 080,00	0,00	8
	SOIGNEURS / KIT VISSEUSE COFFRETS	0,00	0,00	8
	SOIGNEURS / KIT VISSEUSE COFFRETS	1 432,85	0,00	8
	SOIGNEURS / TRANSPALETTE ELECTRIQUE	3 600,00	0,00	8
	TOYOTA OCCASION - QTE 1			
	SOIGNEURS / BALANCE DE COMPTOIR SOEHNLE - QTE 2	0,00	0,00	8
	SOIGNEURS / BALANCE DE COMPTOIR SOEHNLE - QTE 2	504,00	0,00	8
	CLINIQUE / ECHOGRAPHE DOPPLER COULEUR PORTABLE GE	9 000,00	0,00	8
	SALEUSE 3.5 M3 SAUMURE-IMMAT SAP2204 SALEUSE	31 217,26	0,00	8
	LAME DE DENEIGEMENT	6 570,00	0,00	8
	LAME ACO27	9 308,92	0,00	8
	LAME ACO25	9 118,69	0,00	8
	SALEUSE 2M3	27 475,86	0,00	8
	LAME ACOPS28	7 087,50	0,00	8
	ETRAVE DE DENEIGEMENT A NEZ GALBE ACO VARIO	15 295,81	0,00	8
	SALEUSE TRACTEUR	15 729,92	0,00	8
	SALEUSE 1.2 M3	22 341,30	0,00	8
	LOT 3 - HISLER - PERI COUR LORRAINE	390,00	0,00	8
	LOT 3 - HISLER - PERI LEFEBVRE	290,00	0,00	8
	LOT 3 - HISLER - PERI HAUT-POIRIER	314,00	0,00	8
	LOT 3 - PERI FELDKIRCH	329,00	0,00	8
	LOT 3 - HISLER - PERI PLEIN CIEL	273,00	0,00	8
	PERI STAFFELFELDEN CITE - ARMOIRE	253,49	0,00	8
	PERI KING VDE - VESTIAIRE	537,50	0,00	8
	PERI BATTENHEIM - FAUTEUIL	251,83	0,00	8
	PERI ESCHENTZWILLER - ARMOIRE	0,00	0,00	8
	ARMOIRE-PERI ESCHENTZWILLER	253,67	0,00	8
	ARMOIRE VESTIAIRE-PERI KOECHLIN	900,13	0,00	8
	CHAISE VESTIAIRE-PERI VICTOR HUGO	519,77	0,00	8
	FAUTEUIL-PERI FRANCOIS FREY	502,03	0,00	8
	ARMOIRE-PERI WITTENHEIM CENTRE	253,49	0,00	8
	ARMOIRE-PERI ILLZACH 4 SAISONS	0,00	0,00	8
	ARMOIRE-PERI ILLZACH 4 SAISONS	253,49	0,00	8
	VESTIAIRE-PERI WITTENHEIM PASTEUR	268,75	0,00	8
	CHAISES-PERI SELLIER	500,80	0,00	8
	ARMOIRE VESTIAIRE-PERI PLEIN CIEL	900,13	0,00	8
	PERI LES ERABLES	268,34	0,00	8
	ARMOIRE-PERI BERRWILLER	253,49	0,00	8
	VESTIAIRE-MOBIDECOR - PERI ILLBERG	373,15	0,00	8
	VESTIAIRE-MOBIDECOR - PERI JEAN ZAY	537,50	0,00	8

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	ARMOIRE-MOBIDECOR - PERI RUELISHEIM	248,17	0,00	8
	MOBIDECOR - PERI WITT JEUNE BOIS	365,22	0,00	8
	VESTIAIRE-MOBIDECOR - PERI PULVERSHEIM	0,00	0,00	8
	VESTIAIRE-MOBIDECOR - PERI PULVERSHEIM	159,66	0,00	8
	CHAISES - PERI ILLZACH DAUDET	366,36	0,00	8
	CHAISES - PERI KINGERSHEIM STRUETH	228,48	0,00	8
	CHAISE-PERI REININGUE	611,14	0,00	8
	CHAISES - PERI BATTENHEIM	198,67	0,00	8
	CHAISES - PERI ESCHENTZWILLER	76,67	0,00	8
	CHAISE - PERI KOECHLIN	231,03	0,00	8
	CHAISES - PERI BROSSOLETTE	76,86	0,00	8
	CHAISES - PERI LUTTERBACH CHEVREUILSES	203,42	0,00	8
	TABLES CHAISES - PERI WITTENHEIM STE BARBE	2 108,88	0,00	8
	ARMOIRE - PERI SELLIER	232,17	0,00	8
	TABLES CHAISES - PERI PLEIN CIEL	1 002,60	0,00	8
	VESTIAIRE - PERI LES ERABLES	79,28	0,00	8
	CHAISES - PERI FURSTENBERGER	305,14	0,00	8
	TABLES CHAISES MOBIDECOR - PERI ILLBERG	1 048,21	0,00	8
	CHAISES-MOBIDECOR-PERI LUTTERBACH CASSIN	1 122,24	0,00	8
	CHAISES TABLES- MOBIDECOR - PERI RUELISHEIM	2 318,99	0,00	8
	TABLES- MOBIDECOR - PERI PULVERSHEIM	533,88	0,00	8
	CHAISES PERI ILLZACH DAUDET	330,04	0,00	8
	RAM WITTELSHEIM - FIDUCIAL	348,57	0,00	8
	RAM WITTELSHEIM- FIDUCIAL	1 294,02	0,00	8
	CHAISES - WESCO - RAM WITTELSHEIM	645,31	0,00	8
	TABLE RONDE AVEC ASSISE -MA SAUSHEIM - 2 OURS	1 436,00	0,00	8
	CHAISE ET TABLES - MA WITTENHEIM - WESCO	1 044,00	0,00	8
	TABLE CHARIOT	355,50	0,00	8
	TABOURETS	282,82	0,00	8
	CMD SIEGE ERGO FIPHFP TG	614,16	0,00	8
	FRAIS LOCIS MME S.T	1 563,23	0,00	8
	Armoire Haute - 2 portes	0,00	0,00	8
	Armoire Haute - 2 portes	602,57	0,00	8
	Bureau rectangle - aniel	981,84	0,00	8
	Bureau rectangle - caisson	1 454,26	0,00	8
	BUREAU INDIVIDUEL CHENE CLAIR	2 093,81	0,00	8
	CAISSON MOBILE	209,26	0,00	8
	PIED COLONNE ARGENT	74,27	0,00	8
	ARMOIRE RIDEAUX - GRISE	602,57	0,00	8
	FAUTEUIL DRUNBACK	3 084,00	0,00	8
	BUREAUX CAISSON	2 093,81	0,00	8
	CHAISES VISITEURS	1 944,00	0,00	8
	VESTIAIRE INDUSTRIE - 3611	3 432,00	0,00	8
	TABLE RECTANGULAIRE - 3611	76,13	0,00	8
	TABLE RECTANGULAIRE - 3611	178,58	0,00	8
	BUREAU DROIT CHENE CLAIR	1 354,01	0,00	8
	FAUTEUIL DRUNBACK	5 346,00	0,00	8
	ARMOIRE A RIDEAUX	1 745,05	0,00	8
	ARMOIRE RIDEAUX TOP FINITION	325,92	0,00	8
	TABLEAUX ET PANNEAUX - 3611	111,05	0,00	8
	BUREAUX DROITS - CAISSONS	1 034,40	0,00	8
	FAUTEUIL DRUNBACK	3 564,00	0,00	8
	CAISSON 3 TIROIRS	883,20	0,00	8
	BUREAUX DROITS - CAISSONS	1 063,20	0,00	8
	ARMOIRES - CLINIQUE VETERINAIRE	16 034,60	0,00	8
	SIEGES - CLINIQUE VETERINAIRE	2 816,30	0,00	8
	BUREAUX - CLINIQUE VETERINAIRE	3 773,70	0,00	8
	SUB22 - RACCORDEMENT EUROAIRPORT	4 724,66	0,00	30
	PARTICIPATION22 - PERI FLAXLANDEN	225 000,00	0,00	30
	SUB22 - PERI NATHAN KATZ HABSHEIM	460 753,00	0,00	30
	SUB22 - PERI RICHWILLER	28 903,50	0,00	30
	SUB22 - PERI BERRWILLER	765 856,80	0,00	30
	SUB22 - FONDS NOUVELLE DONNE ENVIRONEMENTALE	598 684,00	0,00	5
	SUB22 - BIODIVERSITE AGRI COMMUNES	11 045,98	0,00	5
	SUB22 - CONTRIBUTION AERODROME	140 000,00	0,00	30
	SUB22 - EQUIPEMENT HEBERGEMENT	24 000,00	0,00	5
	SUB22 - EQUIPEMENT LOGEMENT SOCIAUX ETS PUBLICS LOCAUX	52 500,00	0,00	30
	SUB22 - PERFORMANCE ENERGETIQUE	274 500,00	0,00	30

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	SUB22 - VIF TECHNOCENTRE	80 000,00	0,00	30
	SUB22 - RUDIE PARTICIPATIONS ACTEES	231 250,00	0,00	30
	SUB22 - RUDIE DMC BAT 33 ET 48	1 980 000,00	0,00	30
	SUB22 - PARTICIPATION LGV	6 292 310,70	0,00	40
	SUB22 - EQUIPEMENT STRUCTURES PETITE ENFANCE	161 190,80	0,00	5
	SUB22 - EQUIPEMENT AURM	6 000,00	0,00	5
	SUB22 - CLUB VOSGIEN	15 349,50	0,00	30
	SUB22 - RECYCLERIE	50 000,00	0,00	30
	SUB22 - MUSEE MINE KALIVIE	3 000,00	0,00	30
	SUB22 - PARC EXPO	1 260 000,00	0,00	30
	SUB22 - PRIVES REHABILITATION THERMIQUE PIGIFAR	3 000,00	0,00	30
	SUB22 - EQUIPEMENT LOGEMENT SOCIAUX PRIVES	320 126,00	0,00	30
	SUB22 - SUB PRIVES PIG INDIGNE	7 500,00	0,00	30
	SUB22 - HABITAT INDIGNE	18 000,00	0,00	30
	SUB22 - ENERGIE	31 000,00	0,00	30
	SUB22 - PARC SOCIAL REHABI OU DEMOL	198 000,00	0,00	30
	SUB22 - GARE DE DORNACH	146 089,22	0,00	30
	EX22 - 25 RUE SAINT JEAN RIXHEIM	3 512,30	0,00	25
	BOURTZWILLER MAT VIDEO SURVEILLANCE	4 156,83	0,00	5
	CMD 2 SIEGES ERGO DIVERS FIPHFP	4 538,26	0,00	5
	PC PORTABLE LENOVO THINKBOOK DSI-DIL	2 646,29	0,00	5
	STATION D'ACCUEIL	460,80	0,00	5
	PC PORTABLES LATITUDE 3520 ACCESOIRES	4 320,00	0,00	5
	ECRANS DELL	5 520,00	0,00	5
	ECRANS DELL - REF LIQ 13645	612,00	0,00	5
	PC FIXE	9 882,00	0,00	5
	9 UBIQUITI SWITCH PRO24 POE	4 327,34	0,00	5
	SFP ORIGINAL CISCO	915,00	0,00	5
	TVA SFP ORIGINAL CISCO	183,00	0,00	5
	PERI FLAXLANDEN - ECOTEL - PETIT EQUIPT	107,86	0,00	8
	PERI KING CENTRE - ECOTEL - PETIT EQUIPT	200,30	0,00	8
	PERI RIEDI BART - ECOTEL - PETIT EQUIPT	200,30	0,00	8
	PERI BERRWILLER - ECOTEL - PETIT EQUIPT	36,14	0,00	8
	PERI LOUISE MICHEL - 1ER EQUIPT - VAISSELLE	147,98	0,00	8
	PERI KOECHLIN - DARTY - EXTRACTEUR JUS	70,00	0,00	8
	PERI ESCHENTZWILLER JEUX	474,67	0,00	8
	TABLEAU BLANC - AVENTURE CITOYENNE	120,00	0,00	8
	STRUCTURE BAC	85,98	0,00	8
	SOURIS VERTE - CRECHE NCO- VAISSELLE	1 270,42	0,00	8
	PETIT MOBILIER	11 999,36	0,00	8
	MATERIEL DE PUERICULTURE	874,10	0,00	8
	LIVRES	240,79	0,00	8
	CHARIOTS	677,70	0,00	8
	PLASTIFIEUSE	231,00	0,00	8
	ILLBERG 1 POMPE DE RELEVAGE GRUNDFOS	822,00	0,00	8
	BOURTZWILLER 1 POMPE DELFINO	751,80	0,00	8
	ILE NAPOLEON 1 MARINER CLUBLINER	9 702,00	0,00	8
	1 MACHINE CAFE SENSEO	54,80	0,00	8
	TTES PISCINES KIT NACELLE + HARNAIS	230,78	0,00	8
	JONQUILLES VENT ESSENTIAL	1 848,06	0,00	8
	CURIE 1 ENCEINTE SONO	299,99	0,00	8
	TTES PISCINES 1 ANALYSE EAU MALETTE INV.245_M12	3 569,52	0,00	8
	REININGUE DEFIBRILLATEUR INV.242_M10	2 184,00	0,00	8
	UNGERSHEIM/BOURTZWILLER 2 SENSEOS INV.242_M3	159,98	0,00	8
	TTES PISCINES TALKIES INV.242_M13	28,62	0,00	8
	WALDECK CHARIOT ROULANT INV.245_M24	1 618,80	0,00	8
	POSTE TEL. GIGASET CL390	264,00	0,00	8
	POSTES TEL RECONO 8018 + 8058s	914,52	0,00	8
	POSTE TELEPHONIQUE 8058s + 8018	746,28	0,00	8
	ACHAT POSTE 8234	927,96	0,00	8
	ETAGERE AMENAGEMENT GARAGE DIDENHEIM	0,00	0,00	8
	ETAGERE AMENAGEMENT GARAGE DIDENHEIM	239,10	0,00	8
	RAYONNAGE POUR PNEU GGE DID	239,10	0,00	8
	BC/2022-279/KG REV PRIX SUR BC 207/KG	4 900,13	0,00	8
	207/KG FOURN=MONT BACS+PUCES	55 970,28	0,00	8
	BACS+COUVERCLES	12 607,64	0,00	8
	REV PRIX SUR BC 248/KG	1 201,90	0,00	8

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	APPLICATION VISITE VIRTUELLE OTC	0,00	0,00	2
	APPLICATION VISITE VIRTUELLE OTC	1 800,00	0,00	2
	CREATION SITE INTERNET ADN INRANET	5 050,00	0,00	2
	C2022129			
	CREATION SITE INTERNET ADN INTRANET	1 010,00	0,00	2
	CREATION SITE INTERNET ADN INTRANET	3 650,00	0,00	2
	1 FAC FLOWR 1 DEV	730,00	0,00	2
	ACHAT LOGICIEL JAWSPRO ET ZOOMTEXT	3 099,00	0,00	2
	MIGRATION SERVICE TELEPHONIE	12 115,04	0,00	2
	MIGRATION VIP-DSN ASTRE RH	630,00	0,00	2
	ASTRE RH DSN MISE A JOUR DAT	1 281,20	0,00	2
	LICENCE PRTG	0,00	0,00	2
	LICENCE PRTG	8 212,78	0,00	2
	INSTALLATION INTERCO WEB FACTURATION	2 394,00	0,00	2
	LOYERS			
	ORTHOPHOTO NUMERIQUE HIVERNALE 2022	12 192,00	0,00	2
	13 R PFASTATT ACCES PATEFORME-CS	619,00	0,00	2
	ACCOMPAGNEMENT BIEN ETRE ANIMAL	5 400,00	0,00	2
	RADIO PIONEER ANTENNE BIBLIOBUS	263,83	0,00	8
	SCIE ONGLETS	575,23	0,00	8
	BOURTZWILLER 1 POMPE	798,00	0,00	8
	RESTAURATION ARMOIRE REFRIGEREE	1 982,74	0,00	8
	MONOBROSSE BI VITESSE	2 332,99	0,00	8
	AUTOLAVEUSE	3 167,04	0,00	8
	CLÉ CHOC/PERCEUSE VEH DEP	430,28	0,00	8
	CLE CHOC/PERCEUSE VEH DEP	192,43	0,00	8
	PROJECTEUR LAMPE VEH DEP	356,63	0,00	8
	CLE CHOC/PERCEUSE VEH DEP	406,10	0,00	8
	CRIC ROULEUR	229,88	0,00	8
	OUTIL FREIN POUDS LOURDS MAPA INTRANET	6 636,00	0,00	5
	SOIGNEURS / DIVERS EQUIPEMENTS	1 041,80	0,00	8
	SOIGNEURS / NETTOYEUR HAUTE PRESSION	2 190,95	0,00	8
	FLEXIBLE			
	ASPIRATEUR A EAU AVEC POMPE	0,00	0,00	8
	ASPIRATEUR A EAU AVEC POMPE	1 078,80	0,00	8
	SIEGE PLIABLE LAFUMA	402,25	0,00	5
	PC PORTABLES ACCESSOIRES	2 827,86	0,00	5
	50 ECRANS DELL	7 260,00	0,00	5
	ECRANS BARRE DE SON	768,00	0,00	5
	PC PORTABLE CAO ACCESSOIRES	0,00	0,00	5
	PC PORTABLE CAO + ACCESSOIRES	1 596,40	0,00	5
	5 PC CAO LENOVO THINKSTATION	5 378,00	0,00	5
	ECRANS DELL ULTRASHARP	1 317,60	0,00	5
	ECRANS	619,20	0,00	5
	FIREWALL CLAVISTER	8 866,80	0,00	5
	BORNES WIFI	5 419,40	0,00	5
	XIAOMI-SAMSUNG A32	0,00	0,00	5
	XIAOMI-SAMSUNG A32 A52 ACCESSOIRES	2 001,60	0,00	5
	5 IPHONE	1 733,40	0,00	5
	ACCESSOIRES	300,00	0,00	5
	ACCESSOIRES	450,00	0,00	5
	ACCESSOIRES	300,00	0,00	5
	ACCESSOIRES	750,00	0,00	5
	ACCESSOIRES	360,00	0,00	5
	25 SAMSUNG A13	1 578,00	0,00	5
	25 SAMSUNG A13	0,00	0,00	5
	10 SAMSUNG A33	1 807,20	0,00	5
	2 ECRANS LENOVO THINKVISION	503,66	0,00	5
	2 TV LED SAMSUNG SUPPORT MURAL	1 125,34	0,00	5
	5 PC FIXES LENOVO	3 238,20	0,00	5
	ACCESSOIRES MDT	0,00	0,00	5
	ACCESSOIRES MDT	26 304,00	0,00	5
	2 BROTHER SCANNER	614,40	0,00	5
	1 ZEBRA	535,40	0,00	5
	7 ROOMPANEL TEAMS BYOD MDT	3 557,74	0,00	5
	ACCUEIL BOUTIQUE / IMPRIMANTE	1 890,00	0,00	5
	PLAQUE DE CUISSON STUDIO TV	274,25	0,00	8
	VAISSELLE	2 807,47	0,00	8
	LOT 2 - HISLER - PERI ZIMMERSHEIM	0,00	0,00	8
	LOT 2 - HISLER - PERI ZIMMERSHEIM	260,16	0,00	8
	FRIGO CRECHES	314,00	0,00	8
	UKULELE	0,00	0,00	8

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	TTES PISCINES POMPE DE LEVAGE	430,60	0,00	8
	ILE NAPOLEON TABOURET	306,40	0,00	8
	CURE 5 BOUEES JAUNES	372,50	0,00	8
	ILE NAP CAGE AQUATIQUE	584,21	0,00	8
	REFRIGERATEUR	243,00	0,00	8
	VISSEUSE DEVISSEUSE	199,00	0,00	8
	ETUDES 22 - PREPARATION AUDITS	0,00	0,00	0
	ACCES NUMERIQUE			
	ETUDES 22 - PRESTO AMO	0,00	0,00	0
	ETUDES 22 - REALISATION POC APPLICATION	3 557,40	0,00	0
	RAINBOW			
	ETUDES 22 - SYSTEME ALIMENTAIRE	45 980,70	0,00	0
	ETUDES 22 - DEPOLLUTION PARC EXPO	8 979,60	0,00	0
	ETUDES 22 - ACCESSIBILITE NUMERIQUE	660,00	0,00	0
	ETUDES 22 - CITE DU VELO - MISSION SPS -	864,00	0,00	0
	ACOMPTE N°1			
	ETUDES 22 - PASSERELLE BRUNSTATT	1 080,00	0,00	0
	ETUDES 22 - CITE DU VELO - CSPS	478,08	0,00	0
	ETUDES 22 - CHAUSS CTRLE ENTRE HABS. ET	0,00	0,00	0
	PET.			
	ETUDES 22-CHAUSS CTRLE ENTRE HABS. ET PET.	4 965,00	0,00	0
	ETUDES 22 - GEOP - PLAN TOPOGRAPHIQUE	0,00	0,00	0
	SAUSHEIM			
	ETUDES 22 - MISSION EP PISTE CYCL STAF	2 211,30	0,00	0
	ETUDES 22 - PLAN TOPOGRAPHIQUE SAUSHEIM	1 716,00	0,00	0
	INSERTION 22 - PROJET 2022T0010 RENOVATION	248,41	0,00	0
	DE LA SOUS-STATION PRINCIPALE			
	INSERTION 22 - PROJET 2022S0009 DIAGNOSTICS	333,41	0,00	0
	COMPLEMENTAIRES DES MILIEUX			
	INSERTION 22 - PROJET REF.	284,87	0,00	0
	IDENTIFIC. CONSULTATION AAP 22AMI001			
	AMENAGEM.			
	INSERTION 22 - PROJET 2022T0011 RENOVATION	244,68	0,00	0
	DE L'ECLAIRAGE DE LA PISTE			
	INSERTION 22 - PROJET 2022T0031	242,05	0,00	0
	AMENAGEMENT DE LA ROUTE MARIE LOUISE			
	INSERTION 22 - PROJET 2022T0042 RENOVATION	248,88	0,00	0
	DES DOUCHES AU CENTRE			
	INSERTION 22 - PROJET 2022T0058 RENOVATION	359,27	0,00	0
	DE L'ECLAIRAGE DE LA PISTE			
	INSERTION 22 - PROJET 2022F0051 FOURNITURE	0,00	0,00	0
	BACS A ROULETTES EN ACIER			
	INSERTION 22 - PROJET 2022F0051 FOURNITURE	436,61	0,00	0
	BACS A ROULETTES EN ACIER			
	INSERRTION 22 - PROJET 2022S0059 ETUDE DE	375,36	0,00	0
	SOL PREALABLE A LA REALISATION			
	INSERTION 22 - PROJET 2022T0055 RENOVATION	444,59	0,00	0
	DES DOUCHES AU CENTRE			
	INSERTION 22 - PROJET 2022T0076	416,63	0,00	0
	RECONSULTATION LOT 18 - TRAITEMENT EAU			
	INSERTION 22 - PROJET 2022T0077	12 960,00	0,00	0
	REMPLACEMENT STRUCTURE METALLIQUE			
	INSERTION 22 - PROJET 2022T0077	0,00	0,00	0
	REMPLACEMENT STRUCTURE METALLIQUE			
	INSERTION 22 - PROJET 2022T0090	451,76	0,00	0
	DESAMIANTAGE ET REFECTION ETANCHEITES			
	INSERION 22 - PROJET 2022T0090 DESAMIANTAGE	0,00	0,00	0
	ET REFECTION ETANCHEITES			
	INSERTION 22 - PROJET 2022T0077	405,09	0,00	0
	REMPLACEMENT STRUCTURE METALLIQUE			
	INSERTION 22 - PROJET 2022T0077	0,00	0,00	0
	REMPLACEMENT STRUCTURE METALLIQUE			
	CREATION MISE À JOUR SUPPORTS DIGITALE	5 313,60	0,00	2
	STABILISATEUR ET ACCESSOIRES	4 917,30	0,00	5
	PRESENTOIR ILLZACH	464,40	0,00	5
	PRESENTOIR GALFINGUE	404,40	0,00	5
	SONO PROTATIVE RONDSON	2 694,32	0,00	5
	MEUBLE CUISINE PLATEAU TV	2 491,20	0,00	8
	MEUBLE CUISINE STUDIO	1 504,80	0,00	8
	FOUR CUISINE STUDIO	690,40	0,00	8
	OUTILLAGE TECHNIQUE	450,08	0,00	8
	NUMESIA - TRAVAUX	13 308,00	0,00	2

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	TRACEUR LOOS	13 236,00	0,00	8
	MOBIDECOR - MOBILIER PERI BRUEBACH	4 353,93	0,00	8
	BBS - PERISCOLAIRE - TABLES CHAISES RENTREE	11 366,07	0,00	8
	2022			
	MOBIDECOR - PERI RICHWILLER	475,09	0,00	8
	MOBIDECOR - PERI ILLZACH VICTOR- MOBILIER	664,59	0,00	8
	MOBIDECOR - PERI STAFF VILLAGE TABLES	475,09	0,00	8
	CHAISES			
	RESTAURATION SCOLAIRE PERI / GLUCK - CORA -	1 874,40	0,00	8
	FRIGO			
	CANAPE	751,10	0,00	8
	HISLER - DORNACH - MEUBLE PORTES	354,31	0,00	8
	MOBILIER PERI FRANKLIN - HISLER - SECHE	0,00	0,00	1
	DESSIN			
	PERI / GLUCK - NILFISK - ASPIRATEUR	4 336,44	0,00	8
	AUTOLAVEUSE			
	TELEMETRE LASER	99,90	0,00	1
	ACCOMPAGNEMENT BIEN ETRE ANIMAL - 2E	5 400,00	0,00	2
	SEMESTRE 2022			
	SOIGNEURS / ENSEMBLE BOITES PMMA	2 378,04	0,00	8
	TRANSPARENTES - TERRARIUMS			
	ARTISANS / CAISSE POLYBENNE RIDELLES	5 460,00	0,00	8
	DOUCHETTE PDA / ACCUEIL BOUTIQUE	946,80	0,00	5
	LOGICIEL-SE 13 R PFASTATT	226,00	0,00	2
	PROJECTEUR LAMPE VEH DEP	159,32	0,00	1
	TASSE BROYEUR BOUILLORE	522,93	0,00	8
	SOUFFLEUR 4 TEMPS	322,38	0,00	8
	DEBROUSSAILLEUSE STIHL	0,00	0,00	8
	DEBROUSSAILLEUSE STIHL	970,96	0,00	8
	SOUFFLEUR HARNAIS MAPA	19 642,56	0,00	8
	PERFORATEUR SDS	1 353,05	0,00	8
	BACS ACIERS 660L MARRON	0,00	0,00	8
	BACS ACIERS	21 513,60	0,00	8
	BACS PUCES ELECTRONIQUES	0,00	0,00	8
	BACS PUCES ELECTRONIQUES	19 374,20	0,00	8
	BACS COUVERCLES TIMONS	68 001,58	0,00	8
	BACS CUVES COUVERCLES	0,00	0,00	8
	BACS CUVES COUVERCLES	51 972,73	0,00	8
	TERMINAUX IP	2 495,34	0,00	8
	CHARGEUR USB-C 20W	120,00	0,00	1
	ACCESSOIRES	0,00	0,00	1
	ACCESSOIRES	150,00	0,00	1
	ACCESSOIRES	90,00	0,00	1
	ETUIS FOLIO WALLET XIAOMI REDMI	144,00	0,00	1
	CHARGEUR	456,00	0,00	5
	TETE DE CHARGEUR USB-C APPLE	24,00	0,00	1
	TABLETTE SAMSUNG	1 547,40	0,00	5
	TABLETTE SAMSUNG	252,00	0,00	5
	LENOVO THINKPAD E15 ACCESSOIRES	23 808,00	0,00	5
	CABLE DE SECURITES SACOCHES	531,60	0,00	5
	MDT - 56 ECRANS	16 195,20	0,00	5
	8 UBIQUITI UNIFI SWITCH48	10 358,40	0,00	5
	ACCESSOIRES MDT	4 080,00	0,00	5
	10 ECRANS ACCESSOIRES MDT	24 276,00	0,00	5
	PC PORTABLE LATITUDE 3330 ET ACCESSOIRES	2 028,00	0,00	5
	40 ECRANS DELL	5 520,00	0,00	5
	10 PC PORTABLES ACCOESOIRES	6 633,49	0,00	5
	4 PC CAO	0,00	0,00	5
	4 PC CAO	4 714,84	0,00	5
	4 PC CAO	0,00	0,00	5
	4 PC PORTABLES SACOCHES	3 840,00	0,00	5
	ONDULEUR	0,00	0,00	5
	ONDULEUR	1 193,22	0,00	5
	8 UBIQUITI UNIFI SWITCH PRO	0,00	0,00	5
	8 UBIQUITI UNIFI SWITCH PRO	10 358,40	0,00	5
	10 SWITCH GO	192,00	0,00	5
	PC PORTABLES LENOVO ACCESOIRES	2 382,01	0,00	5
	10 PC PORTABLES ACCOESOIRES	1 306,55	0,00	5
	4 PC CAO	0,02	0,00	1
	MIGRATION PRISE RDV EN LIGNE SCE EC	10 470,00	0,00	2
	DEVELOPPEMENT MAQUETTE POWER BI	450,00	0,00	2
	INSTALLATION INTERCO WEB RESEAU CHALEUR	1 146,00	0,00	2

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	INSTALLATION INTERCO WEB RESEAU CHALEUR	2 550,00	0,00	2
	LOGICIEL ELISE VERSION 6	555,00	0,00	2
	LICENCE PERP. SAP CRYSTAL SER.KIMOCE	615,04	0,00	2
	LICENCE PERPETUELLE NITRO PDF PRO	738,72	0,00	2
	LICENCES MICROSOFT OFFICE STANDARD 2022	43 907,95	0,00	2
	RH MIGRATION GECCO ALFRESCO 4.2 VERS 5.2	5 981,40	0,00	2
	GF-MIGRATION GECCO ALFRESCO 4.2 VERS 5.2	5 981,40	0,00	2
	RH - MIGRATION VIP-DSN	1 261,20	0,00	2
	LICENCES MICROSOFT OFFICE STANDARD 2022	1 285,20	0,00	2
	MAJ LOGICIEL WINDEV 26 VERS WINDEV 28	5 889,60	0,00	2
	MIGRATION KIMOCE	0,00	0,00	2
	MIGRATION KIMOCE	3 540,00	0,00	2
	ACCORD ENTR MICROSOFT	252 819,68	0,00	2
	LICENCES MICROSOFT OFFICE STANDARD 2022	9 015,60	0,00	2
	LICENCES MICROSOFT OFFICE STANDARD 2022	0,00	0,00	2
	TABLE - DRH	1 091,52	0,00	8
	BUREAU DROIT - PILPERF	1 034,40	0,00	8
	CAISSONS 3 TIROIRS	441,60	0,00	8
	CANAPE OXEL ANTRACITE	1 171,26	0,00	8
	ARMOIRES- CLINIQUE VETERINAIRE	850,76	0,00	8
	ARMOIRES ACURADO -DSI	3 364,37	0,00	8
	FAUTEUIL TOLEO - TABOURET	606,40	0,00	8
	TABLES - BUREAUX - MDT	0,00	0,00	8
	TABLES - BUREAUX - MDT	14 389,99	0,00	8
	CHAUFFEUSE PUNTA - MDT	6 714,50	0,00	8
	BUREAU MELAMINE -PDT MDT	3 982,30	0,00	8
	BULLE HUSH MDT	55 190,22	0,00	8
	FAUTEUIL DRUNBACK	0,00	0,00	8
	FAUTEUIL DRUNBACK	7 128,00	0,00	8
	BUREAUX REGLABLE	906,80	0,00	8
	BANQUE ACCUEIL - MDT	15 023,22	0,00	8
	ARMOIRE VESTIAIRE INDUSTRIE	3 432,00	0,00	8
	ARMOIRES RIDEAUX GRISE	301,20	0,00	8
	TABLES - BASSES -MDT	0,00	0,00	8
	TABLES - BASSES -MDT	907,45	0,00	8
	TABLES - BUREAUX	2 539,20	0,00	8
	SIEGE ERGO PISTONS COURTS FIPHFP	552,48	0,00	5
	SIEGE ERGONOMIQUE NM FIPHFP	2 079,42	0,00	5
	LUMINAIRE IKEA BUREAU DRH	0,00	0,00	1
	LUMINAIRE IKEA BUREAU DRH	44,98	0,00	1
	INV A220089 ARMOIRE FRIGO RESTAURATION	1 660,00	0,00	8
	INV 242_M28 ILLBERG ENCEINTE SONO	0,00	0,00	1
	INV 242_M28 ILLBERG ENCEINTE SONO	109,99	0,00	1
	INV 245_M25 STADE ILL ROBOT TONDEUR	43 940,20	0,00	8
	INV 241_M6 POS 241 DIVERS RIDEAU TRINGLE	151,60	0,00	8
	INV 245_M1 AQUARHIN POMPE	3 142,80	0,00	8
	AQUARHIN POMPE INV 245_M1	0,00	0,00	8
	GARAGE A SAUTOIR INV 243_M4	25 741,80	0,00	8
	FAUTEUILS	193,14	0,00	8
	TABLE RECTANGULAIRE	1 019,93	0,00	8
	UKULELE	0,00	0,00	8
	UKULELE	424,00	0,00	8
	MINI FOUR	99,99	0,00	1
	NATTE GYMNASTIQU	0,00	0,00	1
	NATTE GYMNASTIQUE	131,88	0,00	1
	MA BALDERSHEIM - SAPIN DE NOEL	94,90	0,00	1
	S.VERTE - LOT 2 - HABA - EQUIPEMENTS	13 575,73	0,00	8
	RPE FRNACOISCAINS - INVT - BLENDER BC	434,97	0,00	8
	ROBOT MENAGER	309,98	0,00	8
	PERI FRANKLIN - DARTY - MINI FOUR RECHAU	129,98	0,00	1
	PERI METAIRIE - CASTORAMA - CARRE POTAGER	250,10	0,00	8
	ACCESSOIRES			
	PERI WITTENHEIM STE BARBE - A21110 LOT 2 -	0,00	0,00	1
	HISLER			
	PERI WITTENHEIM STE BARBE - A21110 LOT 2 -	118,61	0,00	1
	HISLER			
	PERI RIEDISHEIM MERMOZ - A21110 LOT 2 -	268,38	0,00	8
	HISLER - JEUX			
	PERI COUR DE LORRAINE - A21110 LOT 2 - HISLER	171,13	0,00	1
	- JEUX			
	PERI CROUOT - HISLER - BABY FOOT	299,00	0,00	8

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	PERI LUTTERBACH CASSIN - A21111 LOT 3 - HISLER	0,00	0,00	8
	PERI LUTTERBACH CASSIN - A21111 LOT 3 - HISLER	540,84	0,00	8
	PERI STAFFELFELDEN CITE / LA GALERIE - A21110 LOT 2 - HISLER	435,68	0,00	8
	PERI THERESE MATERNEL - A21111 LOT 3 - HISLER	0,00	0,00	1
	PERI THERESE MATERNEL - A21111 LOT 3 - HISLER	172,24	0,00	1
	PERI LUTTERBACH CHEVREULS - A21111 LOT 3 - HISLER	418,84	0,00	8
	PERI PLEIN CIEL - A21111 LOT 3 - HISLER - MALLE JEUX	293,98	0,00	8
	PERI WITTENHEIM STE BARBE - CASTORAMA	383,80	0,00	8
	PERI ZIMMERSHEIM - DECATHLON - MATERIEL DE SPORT	190,00	0,00	8
	PERI MONTAIGNE - A21110 LOT 2 - HISLER	283,96	0,00	8
	PERI PORTE DU MIROIR - LOT 2 - HISLER	260,30	0,00	8
	PERI KLEBER - A21111 LOT 3 - HISLER	0,00	0,00	8
	PERI KLEBER - LOT 3 - HISLER	497,45	0,00	8
	PERI FREINET - A21110 LOT 2 - HISLER	244,78	0,00	8
	PERI THERESE - LECLERC - MINI FOUR RECHAUD PLAQUES	178,90	0,00	1
	PERI MATISSE - DECATHLON - MATERIEL SPORT TALKI WALKIE	625,10	0,00	8
	PERI STAFFELFELDEN VILLAGE - A21111 LOT 3 - HISLER	90,21	0,00	1
	DIRECTION 23 - IKEA - CADRE STORE	189,89	0,00	8
	PERI KOECHLIN - A21110 LOT 2 - HISLER - JEUX	82,60	0,00	1
	FACTURE CORA DU 03/10/22	89,98	0,00	1
	PERI FRANKLIN - A21110 LOT 2 - HISLER - SECHE DESSIN	0,00	0,00	1
	PERI REININGUE - A21111 LOT 3 - HISLER - CHAUFFEUSE	0,00	0,00	1
	PERI REININGUE - LOT 3 - HISLER - CHAUFFEUSE	0,00	0,00	1
	PERI REININGUE - LOT 3 - HISLER	0,00	0,00	1
	PERI REININGUE - LOT 3 - HISLER	195,49	0,00	8
	PERI ILLZACH LAMARTINE - LOT 3 - HISLER	0,00	0,00	8
	MOBILIER PERI STAFFELFELDEN VILLAGE - LOT 3 - HISLER	158,38	0,00	1
	MOBILIER PERI REININGUE - LOT 3 - HISLER - CHAUFFEUSE	61,62	0,00	1
	MOBILIER PERI RIXHEIM - LOT 3 - HISLER	623,24	0,00	8
	MOBILIER PERI FRANKLIN - LOT 2 - HISLER - SECHE DESSIN	122,09	0,00	1
	FOURGON IM3 MSB 19 REPORT	26 400,00	0,00	10
	BALAYEUSE 12 T- GC-427-VD INV.2021.A.014.PL	0,00	0,00	10
	BALAYEUSE 12 T- GC-427-VD INV.2021.A.014.PL	120 392,71	0,00	10
	BALAYEUSE 12 T- GC-427-VD INV.2021.A.014.PL	66 348,92	0,00	10
	1 FOURGON MS 22-IMMAT GE-790-QR INV.2022.A.011.VU	23 715,00	0,00	10
	BERLINE ESSENCE MS 24-IMMAT GE-179-SM INV.2022.012.VP	14 399,20	0,00	10
	FOURNITURE BOM 8 M3 IMMAT GE-102-YZ INV.2021.A.015.PL	92 070,00	0,00	10
	P6-OLYMPUS 19W -IMMAT GE-264-XK -N° D'INVENT. 2022.A.014.PL	43 572,49	0,00	10
	CHASSIS 19T MULTIBENNE N° IMMAT PRO PL2201 N° INVENTAIRE 2022.A.018.PL	87 567,13	0,00	10
	BOM 26 T TERBERG IMMAT GE-102-YZ N° INV. 2021.A.015.PL	173 889,80	0,00	10
	PICK-UP AVEC BENNE BASCULANTE MS21 IMMAT GG-310-FW N° INVENTAIRE 2022.A.017 VU	29 640,00	0,00	10
	1 BERLINE COMPACT 308 MS23 IMMAT -GE748TB INV.2022.A.013.VP	25 457,30	0,00	10
	BALAYEUSE COMPACT CITYCAT 5006 N° INVENTAIRE 2022.A.019.VS	165 963,88	0,00	10
	BERLINGO FOURGON IMMAT GE-580-YF INVENT. 2022.A.016.VU	14 540,83	0,00	10
	FOURGON BENNE BASCU MS 18 N° D'INVENTAIRE 2022.A.015.VU	32 659,20	0,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	GOUPIL G4 PLATEAU BASCULE IMMAT FY-871-AP INV.2022.A.021.VU	19 549,00	0,00	10
	BRAS HYDRAULIQUE CAISSON - IMMAT GH665BP INV .2022.A.020.VU	0,00	0,00	10
	BRAS HYDRAULIQUE CAISSON - IMMAT GH665BP INV .2022.A.020.VU	26 820,00	0,00	10
	CHASSIS SIMPLE MS25 CAB 35 JUMPER - IMMAT GH-665-BP N°INV 2022	22 829,59	0,00	10
	2 VEH SANS PERMIS MAPA INT C22025 IMMAT GG-100-YNGG-993-YM INV 2022.A.023.VUI 2	35 324,00	0,00	10
	CRI BENNE BASCUL+GRUE SUR CHASSIS 26T IMMAT GH-334-PV N° INVENTAIRE 2021.A.003	145 650,00	0,00	10
	RAMPE FEU 3 LED KIT PACK CCS4 SIGNALIS VEH DEP N°IMMAT GE-790-QR N° INV.2022.A.0	0,00	0,00	10
	RAMPE FEU 3 LED KIT PACK CCS4 SIGNAL VEH DEP N°IMMA. GE-790-QR N°INV. 2022.A.0	1 585,74	0,00	10
	GOUPIL G4 PLATEAU IMMAT GC-325-HG-INV 2022.A.024.VU	25 380,60	0,00	10
	GERBEUR ELECTRIQUE	5 781,00	0,00	10
	ID CHA2201-INV.2022.A.025 ENGIN			
	FOURN MONT EQUIP LEV A CHAINE POUR BENNE IMMAT PL2201 INV.2022.A.018.PL	44 106,00	0,00	10
	CHASSIS BOM 26T IMMAT PROV.PL2022 INV.2022.A.026.PL	0,00	0,00	10
	CHASSIS BOM 26T IMMAT PROV.PL2022 INV.2022.A.026.PL	116 739,31	0,00	10
	CHASSIS AMPIROLL D26 WIDE IMMAT POV-PL2203 INV.2022.A.27.PL	98 176,72	0,00	10
	HABILLAGE VEH DEP IMMAT GE-790-QR MAPA INTRANET C2022353	24 936,00	0,00	10
	CUISINE EXTERIEURE JEUX	885,00	0,00	8
	SUB22 - PART COUR DE LORRAINE MULHOUSE	160 943,91	0,00	30
	SUB22 - PART PERI FILOZOF MULHOUSE	149 599,15	0,00	30
	SUB22 - EQUIPEMENT ATMO GRAND EST	10 964,00	0,00	5
	SUB22 - CPER ETAT ROCADE NORD MULHOUSE	102 607,24	0,00	30
	SUB22 - EQUIPEMENT MUSEES SANS FRONTIERES	558 240,00	0,00	15
	SUB22 - EQUIPEMENT MUSEE MOTO	3 000,00	0,00	30
	SUB22 - EQUIPEMENT LOGEMENT SOCIAL PRIVE	73 500,00	0,00	30
	SUB22 - PART PORTE DU MIROIR MULHOUSE	34 929,55	0,00	30
	SUB22 - PART PERI DIDENHEIM BRUNSTATT	44 962,49	0,00	30
	SUB22 - PERI KINGERSHEIM LOUISE MICHEL	277 447,01	0,00	30
	SUB22 - PERI RIEDISHEIM BARTHOLDI	128 928,31	0,00	30
	SUB22 - CONCESSION DMC	500 000,00	0,00	30
	SUB22 - DEMOLITION HORS QPV	125 000,00	0,00	30
	SUB22 - EQUIP RESTRUCTURATION ANCIENNE BIBLIOTHEQUE	50 000,00	0,00	30
	SUB22 - PART MULHOUSE DEP INVEST MUTUALISEES	15 621,00	0,00	5
	SUB22 - PPRT DROIT DE DELAISSEMENT ETAB PETROLIER MUL ILL	19 425,80	0,00	30
	PERI FLAXLANDEN TABLE CHAISE	3 798,00	0,00	8
	LENOVO THINKPAD E15 ACCESSOIRES	2 269,20	0,00	5
	EX22 - AMENAGEMENT AMELIE TRANCHE 3 WITTENHEIM	577 337,56	0,00	0
	EX22 - AMENAGEMENT ZA HOHMATTEN	7 944,00	0,00	0
	EX22 - PARKING GARE APUREMENT COMPTE 238	15 353 304,48	0,00	0
	EX22 - RESEAUX CABLES WIFI	58 565,13	0,00	0
	TVX22 - PERI PULVERSHEIM	3 726,00	0,00	0
	EX22 - PERI DORNACH	11 215,58	0,00	0
	EX22 - PERI RICHWILLER	20 880,24	0,00	0
	SCHOTT - MA BOLL - ENDUIS	0,00	0,00	0
	SCHOTT - MA BOLL - ENDUIS	1 236,48	0,00	0
	EX22 - PERI DOR	2 326,00	0,00	0
	EX22-PERI DAUDET	14 833,95	0,00	0
	EX22 - PERI DORNACH	6 513,81	0,00	0
	EX22 - WALDECK	13 569,97	0,00	0
	EX22 - STADE ILL	8 470,00	0,00	0
	EX22 - ZOO	7 600,01	0,00	0
	EX22 - DURING	15 201,77	0,00	0
	EX22 - PUPA	1 247,52	0,00	0
	EX22 - WALDECK	1 620,14	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	EX22 - STADE ILL	35 674,16	0,00	0
	EX22 - CANOE KAYAK	1 800,00	0,00	0
	EX22 - ETAT TIR	12 650,45	0,00	0
	EX22 - QUAI DES PECHEURS	0,00	0,00	0
	EX22 - MBP	604,80	0,00	0
	EX22 - ZOO	4 498,16	0,00	0
	EX22 - CAMPING ILL	2 028,00	0,00	0
	EX22 - POS	2 073,60	0,00	0
	EX22 - AQUARHIN	419,06	0,00	0
	EX22 - CSRA	7 715,52	0,00	0
	TVX22 - ZOO	1 141,20	0,00	0
	TVX22 - MA HABSHEIM / RIXHEIM	25 616,95	0,00	0
	TVX22 -PATINOIRE	8 166,72	0,00	0
	ETUDES22 - VIF TECHNOCENTRE BAT 47	368 971,67	0,00	0
	ETUDES22 - DIAGNOSTIC ECOLOGIQUE SITE DE HOMBOURG	10 416,00	0,00	0
	ETUDES22 - DIAGNOSTIC ECOLOGIQUE ZI PETIT LANDAU	11 016,00	0,00	0
	ETUDES22 - DIAGNOSTIC ECOLOGIQUE SITE MULTIMODAL M2A	17 903,88	0,00	0
	ETUDES22 - PLUI RLPI	45 505,80	0,00	5
	TVX22 - RESEAU FERROVIAIRE MDPA	313 213,46	0,00	0
	EX22 - PISCINE CURIE	95 595,46	0,00	0
	TVX22 - VIF TECHNISTUB IMMOBILIER BAT 74	53 919,52	0,00	0
	TVX 22 BASE CANOE KAYAK RIEDISHEIM	1 994,40	0,00	0
	TVX 22 AQUARHIN	42 286,16	0,00	0
	TVX 22 PISCINE UNGERSHEIM	13 258,17	0,00	0
	TVX 22 PISCINE RIXHEIM	90 665,39	0,00	0
	TVX 22 PISCINE ILLBERG	79 517,92	0,00	0
	TVX 22 PISCINE JONQUILLES	40 322,05	0,00	0
	TVX22 AMENAGEMENT EXTENSION EUROGLAS	110 942,07	0,00	0
	TVX 22 PISTE CYCLABLE	112 285,28	0,00	0
	LAME FRONT N° INDEN : LAT2202 N°INVEN 2022.A.028 LAME	3 360,00	0,00	8
	EPANDEUR KUHNE VSA360	3 780,00	0,00	8
	EX22 - CREATION SITE INTERNET PAGES OPTIMISATIO INTRANET	20 324,00	0,00	2
	EX22 - SITE INTERNET BALLADE INTER INTRANETE	7 652,40	0,00	2
	EX22 - LOGICIEL ASTRE RH-GFO	1 153,20	0,00	2
	EX22 -PHOTOSHOP-LICENCE PERPETUELLE - SERV 43	79,60	0,00	1
	EX22 – LOGICIEL ZWCAD - LICENCES PERPETUELLES	1 980,00	0,00	2
	EX22 - LOGICIEL PHOTOSHOP-LICENCE PERPETUELLE SC431	91,98	0,00	1
	EX22 - PACK NITRO PDF PRO - LICENCE PERPETUELLE	738,72	0,00	2
	EX22 - LOGICIEL PHOTOSHOP - LICENCE PERPETUELLE SCE431	91,98	0,00	1
	EX22 - LOGICIEL STUDIO PRO 2022-LICENCE PERPETUELLE	4 088,20	0,00	2
	EX22 - LICENCE E-COMMUNITY- 1/1-31/12/22	25 578,00	0,00	2
	EX22 - CHRONOTIME - MIGRATION STRUCTURE	1 955,75	0,00	2
	700 LICENCES F-SECURE	4 166,40	0,00	2
	EX22 - MIGRATION LOGICIEL TESSI DOCUBASE	21 420,00	0,00	2
	EX22 - CHRONOTIME - MIGRATION STRUCTURE	1 284,25	0,00	2
	EX22 - LOGICIEL ASTRE GF	54 241,25	0,00	2
	EX22 - LOGICIEL AGORA	25 102,50	0,00	2
	EX22 - FORMATION ADMINISTRATEUR ET PERSONNALISATION EDITIONS SUR SITE	1 875,00	0,00	2
	EX22 - NUMESIA -PORTAIL PETITE ENFANCE	39 510,00	0,00	2
	EX22 - PLUGIN PORS FME POUR DONNEES EX-CCPRS	1 800,00	0,00	2
	EX22 - OPEN DATA SOFT LICENCE 1 AN	25 696,12	0,00	2
	EX 22 - ADMINISTRATION FORMATION INITIALE	2 480,35	0,00	2
	PROLOC LOGICIEL RESA INV A2200 NUMESIA			
	EX22 - MISE A JOUR LOGICIEL ELISE 6	6 169,00	0,00	2
	EX22 - DEVELOPPEMENTS MAQUETTES POWER BI	8 100,00	0,00	2
	EX22 - DEVELOPEMENT PREREQUIS TECHNIQUE DEMAT ADS	19 429,20	0,00	2
	EX22 - 13 R PFASTATT LOGICIELS-XIB	76 243,85	0,00	2
	EX22 - SITE INTRANET - COM INTERNE	23 400,00	0,00	2

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	EX22 - ORTHOPHOTO NUMERIQUE HIVERNALE PDV 2022	21 408,00	0,00	2
	EX22 - LICENCE PORTEUS KIOSK SCE JEUNESSE	288,00	0,00	2
	EX22 -ACQ ZONE ACTIVITE AMELIE TRANCHE 3 - 32-312/4 - 32-325/14 - 26-211/11	147 263,34	0,00	0
	EX22 - AIRE WITTELSHEIM	20 196,00	0,00	0
	EX22 - DMC	7 491,67	0,00	0
	EX22 - AUBERGE ZOO	12 641,79	0,00	0
	EX22 - EXTINCTEUR EURO POLITRANS 2 NF	40,14	0,00	1
	EX22 - EXTINCTEURS 2022	5 982,72	0,00	10
	EX22 - ADMINISTRATION / OEUVRE ART - GIRAFE EN PAPIER MACHE	1 500,00	0,00	0
	EX22 - CREANCE SUR CESSION ENSEMBLE IMMOBILIER DMC MULHOUSE	5 022 057,00	0,00	0
	RENOUVELLEMENT AVANCE TRESO OTIVIA 2022 SPL RUDIE	0,00	0,00	0
	EX22 - CENTRE EQUESTRE WALDECK	46 050,85	0,00	0
	TVX22 - CSR CENTRE SPORTIF REGIONAL	34 424,21	0,00	0
	TVX22 - MOUUN COULEURS DE VIE	40 122,64	0,00	0
	TVX22 - STADE NAUTIQUE	20 117,28	0,00	0
	TVX22 - PLAINE SPORTIVE WALDECK	35 490,12	0,00	0
	TVX22 - BAB ILL	30 600,00	0,00	0
	TVX22 - PERI BRANT	20 286,59	0,00	0
	TVX22 - PERI BRUNSTATT	776,79	0,00	0
	TVX22 - PERI RUELISHEIM	1 588,42	0,00	0
	TVX22 - PISCINE ILLZACH	2 468,02	0,00	0
	TVX22 - POS PALAIS DES SPORTS	16 995,60	0,00	0
	TVX22 - PETITE ENFANCE ACCUEILLETTE	34 086,00	0,00	0
	TVX22 - MA BALDERSHEIM	20 494,81	0,00	0
	TVX - PERI VDE VILLAGE DES ENFANTS KINGERSHEIM	6 102,75	0,00	0
	TVX22 - PERI BROSSOLETTE	1 224,00	0,00	0
	TVX22 - PISCINE RIXHEIM	3 075,23	0,00	0
	TVX22 - PLAN EAU REININGUE	8 421,60	0,00	0
	TVX22 - CENTRE WALLACH	20 352,00	0,00	0
	EX22 - MA HABSHEIM	37 110,00	0,00	0
	EX22 - MA SOURIS VERTE	3 258,00	0,00	0
	EX22 - PERI ZILLISHEIM APUREMENT COMPTE 238	780 112,12	0,00	0
	EX22 - CLUB HOUSE STADE DE L ILL APUREMENT COMPTE 238	5 862,24	0,00	0
	EX22 - VEFA PERI MONTAIGNE APUREMENT COMPTE 238	1 087 384,28	0,00	0
	EX22 - AUBERGE DU ZOO	16 042,18	0,00	0
	EX22 - VIF MEA	205 453,34	0,00	0
	EX22 - AIRE THUR PULVERSHEIM	38 997,00	0,00	0
	TABLEAUX ET PANNEAUX - 3611	1 349,66	0,00	8
Acquisitions à titre gratuit				
	MATERIEL ET OUTILLAGE	367,90	0,00	8
	MOBILIER PERI ILLZACH LAMARTINE - LOT 3 - HISLER	564,98	0,00	8
	CAISSON BOM 26T IMMAT PROV PL2202 INV 2022.A.026.PL	103 342,91	0,00	10
	EX22 - REMPLACEMENT AUTOMATISME MECANIQUE COMPLET PORTAIL	5 070,00	0,00	0
Mise à disposition				
	CHALAMPE - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	2,97	0,00	0
	CHALAMPE - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	242 757,32	0,00	0
	HOMBOURG - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	893 581,84	0,00	0
	HOMBOURG - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	4 318,24	0,00	0
	NIFFER - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	71 590,87	0,00	0
	NIFFER - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	1 112 865,55	0,00	0
	NIFFER - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	34 508,06	0,00	0
	NIFFER - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	670,78	0,00	0
	PETIT-LANDAU - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	2 013 057,17	0,00	0
	PETIT-LANDAU - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	550,48	0,00	0
	STEINBRUNN-LE-BAS - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	105 716,80	0,00	0
	WITTELSHEIM - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	7 468,14	0,00	0
	WITTELSHEIM - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	10 480 809,09	0,00	0
	WITTELSHEIM - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	1 271 195,23	0,00	0

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	SIA DIETWILLER-LANDSER - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	38 783,03	0,00	0
	STAFFELFELDEN - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	4 921 837,51	0,00	0
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
	SIZIRM PARTICIPATION CAPITAL SAEM PARC EXPO	15 244,90	0,00	0
	SIZIRM PARTICIPATION LIAISON SAONE RHIN - COMPAGNIE NATIONALE DU RHONE	715 920,10	0,00	40
	SIA DIETWILLER-LANDSER - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	13 841,09	0,00	0
	SIA DIETWILLER-LANDSER - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	3 817,99	0,00	0
	SIA DIETWILLER-LANDSER - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	4 071 782,93	0,00	1
	SIA DIETWILLER-LANDSER - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	13 259,91	0,00	0
	SIA SCHLIERBACH ET ENVIRONS - MISE A DISPO EAU	449 800,55	0,00	0
	SIA SCHLIERBACH ET ENVIRONS - MISE A DISPO EAU	49 256,06	0,00	0
	SIA SCHLIERBACH ET ENVIRONS - MISE A DISPO EAU	6 097,96	0,00	0
TOTAL GENERAL		**77 745 432,76**	**0,00**	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES	A10.2

A10.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
19/05/2022	000 - PC T5400	2 702,96	5	2 702,96	0,00	25,00	25,00
19/05/2022	000 - ECRANS CAO Z200 C GRAPHIQUE MONITEUR LIYAMA 22	1 195,72	5	1 195,72	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	000 - PC LENOVO REPORT X015713/1	502,81	5	502,81	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	000 - 50 PC LENOVO THINKCENTRE A70	472,42	5	472,42	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	000 - PC PRECISION T1600	944,84	5	944,84	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	000 - 4 PC HP ELITE 7300 4 MONITEURS 22 FUJITSU	876,28	5	876,28	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	000 - 20 PC OPTIPLEX 390 SF	586,04	5	586,04	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	000 - MONITEURS AUS VH198S-19	209,34	5	209,34	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	000 - 25 PC OPTIPLEX 390 SF	632,68	5	632,68	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	000 - 11 PC LATITUDE E5520 1 PC PRECISION M4600	740,32	5	740,32	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	000 - 15 PC OPTIPLEX 3010 SF	633,88	5	633,88	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	000 - IMP HP P3015DN LJ M602dn LJ M602x	1 327,34	5	1 327,34	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	000 - 15 PC OPTIPLEX 3010SF	657,80	5	657,80	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	000 - 15 PC OPTIPLEX 3010SF	657,80	5	657,80	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	000 - 15 PC SHIPSFAST X123010W71SFF2	1 290,48	5	1 290,48	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	000 - 15 PC OPTIPLEX 3010 SF	1 265,36	5	1 265,36	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	000 - LIC OPTIPLEX 3020 SF ECRANS P2214H	1 671,84	5	1 671,84	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	000 - TELEPHONES SAMSUNG IPHONES	4 858,20	5	4 858,20	0,00	0,00	0,00
31/12/2022	VILLAGE INDUSTRIEL FONDERIE KW	858 000,00	0	0,00	858 000,00	-570 000,00	-188 000,00
31/12/2022	TERRAIN ZAC GARE RFF	10 639,08	0	0,00	10 639,08	10 400,00	-239,08
31/12/2022	IMMEUBLE DMC 24 RUE DE THANN HI HK HL LD	1 740 000,00	0	0,00	1 740 000,00	0,00	-1 740 000,00
31/12/2022	EX22 -ACQ ZONE ACTIVITE AMELIE TRANCHE 3 II - 32-312/4 - 32-325/14 - 26-211/11	17 380,00	0	0,00	17 380,00	154 000,00	136 620,00
31/12/2022	SITE DMC RUE DE PFASTATT	3 355 104,00	0	0,00	3 355 104,00	3 956 857,00	601 753,00
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
20/12/2022	CHALAMPE - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	2 861,96	2	2 861,96	0,00	0,00	0,00
20/12/2022	CHALAMPE - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	2,97	0	0,00	2,97	0,00	-2,97
20/12/2022	CHALAMPE - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	397 384,05	2	397 384,05	0,00	0,00	0,00
20/12/2022	CHALAMPE - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	242 757,32	0	0,00	242 757,32	0,00	-242 757,32
20/12/2022	CHALAMPE - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	746,05	2	746,05	0,00	0,00	0,00
20/12/2022	HOMBOURG - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	25 262,79	2	25 262,79	0,00	0,00	0,00
20/12/2022	HOMBOURG - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	790 986,92	2	790 986,92	0,00	0,00	0,00
20/12/2022	HOMBOURG - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	893 581,84	0	0,00	893 581,84	0,00	-893 581,84
20/12/2022	HOMBOURG - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	11 107,48	2	11 107,48	0,00	0,00	0,00
20/12/2022	HOMBOURG - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	4 318,24	0	0,00	4 318,24	0,00	-4 318,24
20/12/2022	NIFFER - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	23 401,96	2	23 401,96	0,00	0,00	0,00
20/12/2022	NIFFER - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	71 590,87	0	0,00	71 590,87	0,00	-71 590,87
20/12/2022	NIFFER - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	638 578,19	2	638 578,19	0,00	0,00	0,00
20/12/2022	NIFFER - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	1 112 865,55	0	0,00	1 112 865,55	0,00	-1 112 865,55
20/12/2022	NIFFER - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	34 508,06	0	0,00	34 508,06	0,00	-34 508,06
20/12/2022	NIFFER - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	670,78	0	0,00	670,78	0,00	-670,78
20/12/2022	PETIT-LANDAU - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	9 427,11	2	9 427,11	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
20/12/2022	PETIT-LANDAU - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	1 176 301,64	2	1 176 301,64	0,00	0,00	0,00
20/12/2022	PETIT-LANDAU - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	2 013 057,17	0	0,00	2 013 057,17	0,00	-2 013 057,17
20/12/2022	PETIT-LANDAU - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	2 200,32	2	2 200,32	0,00	0,00	0,00
20/12/2022	PETIT-LANDAU - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	550,48	0	0,00	550,48	0,00	-550,48
20/12/2022	STEINBRUNN-LE-BAS - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	73 266,32	2	73 266,32	0,00	0,00	0,00
20/12/2022	STEINBRUNN-LE-BAS - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	105 716,80	0	0,00	105 716,80	0,00	-105 716,80
20/12/2022	WITTELSHEIM - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	7 468,14	0	0,00	7 468,14	0,00	-7 468,14
20/12/2022	WITTELSHEIM - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	6 358 678,42	2	6 358 678,42	0,00	0,00	0,00
20/12/2022	WITTELSHEIM - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	10 480 809,09	0	0,00	10 480 809,09	0,00	-10 480 809,09
20/12/2022	WITTELSHEIM - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	1 271 193,23	0	0,00	1 271 193,23	0,00	-1 271 193,23
20/12/2022	SIA DIETWILLER-LANDSER - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	13 841,09	0	0,00	13 841,09	0,00	-13 841,09
20/12/2022	SIA DIETWILLER-LANDSER - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	3 817,99	0	0,00	3 817,99	0,00	-3 817,99
20/12/2022	SIA DIETWILLER-LANDSER - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	4 071 782,93	1	0,00	4 071 782,93	0,00	-4 071 782,93
20/12/2022	SIA DIETWILLER-LANDSER - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	38 783,03	0	0,00	38 783,03	0,00	-38 783,03
20/12/2022	SIA DIETWILLER-LANDSER - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	508,69	2	508,69	0,00	0,00	0,00
20/12/2022	SIA DIETWILLER-LANDSER - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	424,22	2	424,22	0,00	0,00	0,00
20/12/2022	SIA DIETWILLER-LANDSER - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	1 226 902,86	2	1 226 902,86	0,00	0,00	0,00
20/12/2022	SIA DIETWILLER-LANDSER - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	13 259,91	0	0,00	13 259,91	0,00	-13 259,91
20/12/2022	STAFFELFELDEN - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	675 961,87	2	675 961,87	0,00	0,00	0,00
20/12/2022	STAFFELFELDEN - MISE A DISPO ASSAINISSEMENT	4 921 837,51	0	0,00	4 921 837,51	0,00	-4 921 837,51
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
19/05/2022	LOGICIEL MARCHES	18 759,00	2	18 759,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	LOGICIEL MARCHES	37 518,00	2	37 518,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	DEMATERIALISATION MARCHES PUBLICS	2 838,75	2	2 838,75	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	LICENCE SEC:COCCINELLE'SOFT	798,49	2	798,49	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	LICENCE DATAMART ET ETL	5 280,00	2	5 280,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	IRI-FOURNITURE ET CIBLES NFC	453,74	2	453,74	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	LICENCE SEL D WIN-OFFICE PRO-ADOBE-SIBELIUS	33 220,61	2	33 220,61	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	PRESTATIONS/HEB.CHARTE GRAPH.4T14	2 700,00	2	2 700,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	SMARTCITIES IRI VOLET LOGICIEL	46 620,00	2	46 620,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	LICENCE IRI VILLE NUMERIQUE -INDISS.AUT*19172	948,00	2	948,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	MOM MEO SOLUT° INFORMATISEE GESTION COURRIER	33 782,70	2	33 782,70	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	LOGICIELS CARDIPRESO XXS	391,20	2	391,20	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	HEBERGT OBS BOUQUET SERVICES GFI OFEA	1 105,20	2	1 105,20	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	LIC.REDHAT JBOSS WEBSERVER ENTERPRISE	3 240,00	2	3 240,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	LOG.PR SAUVEGARDE-MAINT.2 ANS SUPPL	43 217,40	2	43 217,40	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	INDIS AUT*18273-PRESTATIONS/HEB.CHARTE GRAPH.1ER T15	2 700,00	2	2 700,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	1200 LIC ANTI-VIRUS MESSAGERIE	13 204,80	2	13 204,80	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	2 LIC.VIRTUAL LOOK-BAIE PT200-DSI/PCA	2 013,96	2	2 013,96	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	DEPOT DE MARQUE JUSQ 3 CLASSES	250,00	2	250,00	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
19/05/2022	MEO SOLUT° INFORMATISEE GESTION COURRIER	14 478,30	2	14 478,30	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	OUTIL DE COMMUNICATION IRI	2 160,00	2	2 160,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	LICENCE OFEA WEB	4 468,80	2	4 468,80	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	HEBERGEMENT 2T15 SITE WEB M2A	2 700,00	2	2 700,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	LIC.VMWARE BASIC SUPPORT COVERAGE	20 990,47	2	20 990,47	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	LICENCES IRI - VILLE NUMERIQUE	7 488,00	2	7 488,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	LICENCE INDELINE	7 956,00	2	7 956,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	5 LIC.WINDOWS 10 PRO-MISE A NIVEAU	405,00	2	405,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	LOGICIEL PRISE EN MAIN A DISTANCE	3 228,00	2	3 228,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	LOGICIEL ANALYSE DE DROITS	17 625,60	2	17 625,60	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	LOGICIELS GESTION FLOTTE SMARTPHONE	785,27	2	785,27	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	PARAMETRAGE INDEMNITE DEGRESSIVE CSG-AOUT 2015	1 272,00	2	1 272,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	LICENCE BUSINESS IP LIC.LOG.CLIENT G729A	1 949,40	2	1 949,40	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	DEVELOPPER LICENSE BUSINESS	2 364,00	2	2 364,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	LICENCE DROITS PCIE NOV.2015 A OCT.2016	792,00	2	792,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	HEBERGEMENT 3T15 SITE WEB M2A	2 700,00	2	2 700,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	12 LIC.ADOBE PHOTOSHOP CC	399,07	2	399,07	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	LOGICIELS GESTION FLOTTE TABLETTES	3 347,73	2	3 347,73	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	LIC.MICROSOFT EDUC NUMERIQUE	3 441,12	2	3 441,12	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	LIC.ACROBAT PRO DC 2015	663,85	2	663,85	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	PROGICIELS MICROSOFT ENTERPRISE ADDITIONAL PRODUCTS	169 878,44	2	169 878,44	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	LICENCES POUR EVOLUTION CHRONOGESTOR	9 120,00	2	9 120,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	LICENCE OFEA WEB	4 429,20	2	4 429,20	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	EX15 - BCIU	239 914,00	2	239 914,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	SUB16 - AGRICULTURE DURABLE	42 500,00	5	42 500,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	SUB16 -GERPLAN SUB COMMUNES	621,60	5	621,60	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	SUB16 - GERPLAN PERSONNES DROIT PRIVE	3 600,00	5	3 600,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	SUB16 - ASPA 2016	7 635,00	5	7 635,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	EUDE14 - COLLECTE - CIRCUITS	900,00	5	900,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	SUB 16 - CESSION DE VEHICULES	4 484,08	5	4 484,08	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	SUB16 - OFFICE DU TOURISME OTC	20 000,00	5	20 000,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	SUB16 -ECOTREVE SPER RE10 CETIM CERMAT	75 000,00	5	75 000,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	SITE GARE	467 876,55	15	467 876,55	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	SUB16 - EQUIPEMENT AURUM	6 000,00	5	6 000,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	PACK ETHERNET	30,00	1	30,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	FAX LASER "SAMSUNG 560"	668,92	8	668,92	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	SWITCH PROCURVE 2626	1 313,21	8	1 313,21	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	PACK "BLACKBERRY 8707"	1 074,01	8	1 074,01	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	POSTE TELEPHONIQUE "GIGASET"	414,43	8	414,43	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	PASSERELLE AUDIOCODE	4 459,88	8	4 459,88	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	CONNECTIQUE OPTIQUE	141,13	1	141,13	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	PACK ETHERNET HD	30,00	1	30,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONE PORTABLE "MOTOROLA"	87,45	1	87,45	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	PACK "BLACKBERRY 8100"	179,00	8	179,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	PACK ETHERNET HD	30,00	1	30,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	SERVEUR DE CDM. "OMNIPCX OFFICE"	8 861,10	8	8 861,10	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	DIVERS TELEPHONES	891,00	1	891,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	BOUILLOIRE "PHILIPS"	46,50	1	46,50	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	PACK ETHERNET HD	30,00	1	30,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	PACK "BLACKBERRY"	477,00	8	477,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	SWITCH	1 606,38	8	1 606,38	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONES DECT/GAP	1 196,60	8	1 196,60	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	MOTOROLA V3 + PACKS BLACKERRY	148,77	1	148,77	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TIROIR OPTIQUE 48 PORTS	4 395,30	8	4 395,30	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONE	945,99	8	945,99	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	FAX LASER SF - 560 SAMSUNG	654,45	8	654,45	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	OPTION KIT FAX	538,20	8	538,20	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	CATALYST 2960	5 551,35	8	5 551,35	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	FAX "SAGEM iF 4035"	115,65	1	115,65	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	ARMOIRE DE BRASSAGE FONDERIE	1 648,09	8	1 648,09	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	POSTE "GIGASET" + COMBINE SUP.	161,46	1	161,46	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	FAX "SAMSUNG SF560"	327,23	8	327,23	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	FAISCEAU CITYLINK 26 GHZ	12 208,76	8	12 208,76	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	POSTE TEMPORIS	674,84	1	674,84	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
19/05/2022	FAX LASER	654,45	8	654,45	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	FAX LASER	327,23	8	327,23	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONES GIGASET NOIR	68,09	1	68,09	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	FAX LASER "SAMSUNG 560"	327,23	8	327,23	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	CARTE + LICENSES "OPUS" - MAIRIE	18 790,95	8	18 790,95	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	SWITCHS + MODULES	3 628,90	8	3 628,90	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	FAX LASER "SAMSUNG SF-560"	327,23	8	327,23	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONES "GIGACET C450"	945,99	1	945,99	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	FAX "SAMSUNG 4725FN"	654,45	8	654,45	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	COMMUTATEURS	8 108,88	8	8 108,88	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	POSTES TELEPHONIQUES ALCATEL	10 256,90	8	10 256,90	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	CONNECTEURS	606,90	8	606,90	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	MOBILE "MOTOROLA W510"	30,48	1	30,48	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	CARTE INTRANET ILLIMITE (MODEM E220)	1,20	1	1,20	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	FAX LASER KX-FL401 (AMORT)	654,45	8	654,45	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONE C450 (AMORT)	279,80	1	279,80	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	FAISCEAU HERTZIEN - MBS INCLUDING	5 187,05	8	5 187,05	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONE "TEMPORIS 250"	1 619,62	1	1 619,62	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	POSTES TELEPHONIQUES	573,59	1	573,59	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	POSTES TELEPHONIQUES	344,45	8	344,45	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	POSTES TELEPHONIQUES	170,93	1	170,93	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	POSTES TELEPHONIQUES	638,66	8	638,66	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	FAX	628,62	8	628,62	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONES	676,46	1	676,46	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	FAX	628,62	8	628,62	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	CARTE EQUIP POSTES TEL	1 841,84	8	1 841,84	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	POSTES TELEPHONIQUES	464,83	8	464,83	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONIQUES REPONDEURS	533,98	8	533,98	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	CONSOLE TELEPHONIQUE	67,29	8	67,29	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONES	357,00	8	357,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	FAX	1 092,38	8	1 092,38	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONES	682,44	8	682,44	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	FAX LASER	768,72	8	768,72	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONE	31,19	1	31,19	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	PERFORATRICE	693,68	8	693,68	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	CARTE	1,00	1	1,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	POSTES TELEPHONIQUES	586,11	8	586,11	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	FAX LASER	625,51	8	625,51	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONE	143,52	1	143,52	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	REPONDEUR	197,34	8	197,34	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONE	12,90	1	12,90	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	SONNERIE LUMINEUSE	111,45	1	111,45	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONES	325,79	1	325,79	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	CAFETIERE	49,90	1	49,90	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	FAX	628,62	8	628,62	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONES	168,13	1	168,13	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	FAX	1 008,95	8	1 008,95	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONES	672,58	8	672,58	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	CAISSE ENREGISTREUSE	4 396,87	8	4 396,87	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	SERVEUR	39 949,99	8	39 949,99	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONES	708,03	1	708,03	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONES	331,56	8	331,56	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	FAX	504,47	8	504,47	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	FAX	1 008,95	8	1 008,95	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONE	199,40	8	199,40	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONES	2,00	1	2,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONES	15,80	1	15,80	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	BOITIER MUSICAL	285,84	8	285,84	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONES	82,20	1	82,20	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	ROUTEUR ADSL	154,50	8	154,50	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	EXPRESSO	399,00	8	399,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONE	1,00	1	1,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONE	1,00	1	1,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONES	93,10	1	93,10	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONE	17,94	1	17,94	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	FAX	1 177,10	8	1 177,10	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONES	331,56	1	331,56	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	FAX	336,32	8	336,32	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	POSTE TELEPHONIQUE	92,39	1	92,39	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	POSTE IP 4018 + CONFERENCE A 29	4 836,50	1	4 836,50	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
19/05/2022	ROUTEUR	149,00	1	149,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONES "GIGASET"	256,40	1	256,40	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	ALIMENTATION ELECTRIQUE	119,72	1	119,72	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	ROUTEUR	298,00	8	298,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONE "EASY GRAPHITE"	86,11	1	86,11	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONES + FAX	1 947,09	8	1 947,09	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	BLACKBERRY	837,00	8	837,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	IP TOUCH URBAN GREY	3 013,92	8	3 013,92	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	CASQUES "GN9120"	1 672,31	8	1 672,31	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TVX EXTENTION SERVICE COMMERCIAL	14 246,39	8	14 246,39	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	2 PRISES CASQUES	313,66	8	313,66	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	FAX LASER SF-560R SAMSUNG	319,09	8	319,09	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	FAX LASER SF-560R SAMSUNG	638,19	8	638,19	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	COMBINES UA3G ANTHRACITE LOT DE 5	615,94	8	615,94	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	CAMESCOPE CANON FS100 SILVER PACK + ACCESSOIRES	398,80	8	398,80	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	REALISATION SERVEUR COMMUNICATION OMNIPCX	11 531,15	8	11 531,15	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TÉLÉPHONE SWITCH + TELECOPIEUR SAMSUNG	1 240,99	8	1 240,99	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	POSTES TELEPHONIQUES	2 006,77	8	2 006,77	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONES PORTABLES*8 NOKIA 1209 GREY NU	580,91	8	580,91	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	VIDEOPROJECTEUR BENQ	650,50	8	650,50	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	POSTES ANALOGIQUES EXTENSION SERVEUR COMMUNICATION	4 087,74	8	4 087,74	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	ACHAT PROJECTEURS ACER P1270	1 280,01	8	1 280,01	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	ACHAT REPONDEUR TIPTEL 545 PRO	638,60	8	638,60	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELECOPIEUR SAMSUNG SF 560R	478,64	8	478,64	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	ACHAT CASQUES SANS FIL BATTERIE POUR CASQUE	912,14	8	912,14	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	EX09 POSTES TELEPHONIQUES ALCATEL	4 088,53	8	4 088,53	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	EX09 POSTES ALCATEL-LUCENT 4018	5 150,57	8	5 150,57	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	EX09 POSTES GIGASET + SWITCH	1 835,12	8	1 835,12	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	ACHAT TELECOPIEUR SAMSUNG SF 560R	478,64	8	478,64	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	MACHINE EXPRESSO SAECO ODEA 60	399,50	8	399,50	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	POSTES GIGASET C470 NOIR	953,39	8	953,39	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	POSTE TELEPHONIQUE GYGASET TEMP 350 C475 C 470	1 401,44	8	1 401,44	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	FAX LASER SF-650	961,58	8	961,58	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	POSTES TELEPHONIQUES	4 297,95	8	4 297,95	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	SWITCH ALCATEL LUCENT TRANSCEIVER 1000 BASE-LX GIGABIT	2 089,59	8	2 089,59	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	REFRIGERATEUR	342,00	8	342,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	ACHAT 3 TELEPHONES PORTABLES AVEC ABONNEMENT	25,12	8	25,12	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	20 POSTES ALCATEL-LUCENT 4018 5 POSTES 4028	3 322,49	8	3 322,49	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	3 SWITCHS OS-LS 6248P	3 484,36	8	3 484,36	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONES PORTABLES NOKIA ETUIS CUIRS	59,80	8	59,80	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONES 4018-C470-DECT 300-HD 2000	2 871,09	8	2 871,09	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONES 4018-4028-4038	3 332,96	8	5 332,96	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	POSTES ALCATEL DECT MOBILE 300	1 239,00	8	1 239,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	APPAREIL PHOTO PANASONIC	295,80	8	295,80	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	POSTES ALCATEL DECT POUR PABX OXO	2 143,11	8	2 143,11	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONE PORTABLE NOKIA 3720	53,82	8	53,82	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONE NOKIA 2730 1616	35,88	8	35,88	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	EXTENSION AUTOCOM	22 091,50	8	22 091,50	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONES PORTABLES NOKIA + ETUIS CUIRS	105,25	8	105,25	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	IPHONES	901,78	8	901,78	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	1 TELEPHONE SONIM XP1300 CORE	515,48	8	515,48	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONE PORTABLE NOKIA ETUI HOLSTER	11,96	8	11,96	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	REFRIGERATEUR ET CAFETIERE POUR LE SERVICE TOPOGRAPHIE	451,90	8	451,90	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	CHARIOTS RABATTABLES	460,46	8	460,46	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	13 TELEPHONES PORTABLES NOKIA AVEC ABONNEMENT	17,94	8	17,94	0,00	0,00	0,00

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
19/05/2022	2 FAX LASER SF-650 SAMSUNG	957,28	8	957,28	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONE PORTABLE NOKIA	68,17	8	68,17	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	2 POSTES SANS FIL C300+ 2 COMBINES	227,19	8	227,19	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	POSTES ALCATEL 4018	5 722,86	8	5 722,86	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONE GIGASET C300	1 196,00	8	1 196,00	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	ONDULEURS	2 633,35	8	2 633,35	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	BOITIERS CISCO S160 S370	56 281,30	8	56 281,30	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	SIEGES AVEC TABLETTES DE TRAVAIL	4 625,65	8	4 625,65	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	POSTES IP ALCATEL 4018 DECT SIEMENS GIGASET C300A	4 656,83	8	4 656,83	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	1 TELEPHONE PORTABLE NOKIA	1,20	8	1,20	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	2 ONDULEURS POWER 2S 3000	991,15	8	991,15	0,00	0,00	0,00
19/05/2022	TELEPHONES PORTABLES NOKIA	3,59	8	3,59	0,00	0,00	0,00
31/12/2022	PERISCOLAIRE MORSCHWILLER	111 060,00	15	111 060,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2022	PARTICIPATION TRAVAUX FONDERIE	3 360 000,00	15	3 360 000,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2022	PFRS - LICENCE WINDOWS	3 319,32	2	3 319,32	0,00	0,00	0,00
31/12/2022	SUBVENTIONS	149 763,00	15	149 763,00	0,00	0,00	0,00
31/12/2022	INSERTION 2012 ELABORATION D'UN PROGRAMME LOCAL DE PREVENTION DES DECHETS	252,60	5	252,60	0,00	0,00	0,00
31/12/2022	INSERTION 12 ELABORATION D'UN PROGRAMME LOCAL DE PREVENTION DECHET	164,19	5	164,19	0,00	0,00	0,00
31/12/2022	ACHAT D'UN FORFAIT EUROPEEN DE 66 UP	6 458,40	5	6 458,40	0,00	0,00	0,00
31/12/2022	PROJET N° 4249 - AVIS D'ATTRIBUTION DE DIVERS MARCHES	949,42	5	949,42	0,00	0,00	0,00
31/12/2022	FRAIS DE PUBLICATION PROJET 4441 AVIS D'ATTRIBUTION DE DIVERS MARCHES	1 396,20	5	1 396,20	0,00	0,00	0,00
31/12/2022	FRAIS DE PUBLICATION ACHAT D'UN FORFAIT EUROPEEN DE 66 UP	6 480,00	5	6 480,00	0,00	0,00	0,00
Divers							
31/12/2022	PARTICIPATION TVX VERSEES SIZIRM	731 166,00	0	0,00	731 166,00	0,00	-731 166,00
31/12/2022	AVANCE	420 000,00	0	0,00	420 000,00	0,00	-420 000,00
31/12/2022	AVANCE	109 348,32	0	0,00	109 348,32	0,00	-109 348,32
31/12/2022	AVANCE	116 670,07	0	0,00	116 670,07	0,00	-116 670,07
31/12/2022	AVANCE	25 403,52	0	0,00	25 403,52	0,00	-25 403,52
31/12/2022	AVANCE	8 315,85	0	0,00	8 315,85	0,00	-8 315,85
31/12/2022	AVANCE	15 936,20	0	0,00	15 936,20	0,00	-15 936,20
TOTAL GENERAL		**49 556 891,61**					**-27 919 094,54**

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	A10.3

A10.3 – OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	9 335 182,00

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	8 648 382,00
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	8 008 973,08

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE (1)	A11

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Dépenses Mandats émis	Recettes Titres émis
011	**Charges à caractère général**	0,00	
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	0,00	
72	***Travaux en régie***		*37 632,90*
722	*IMMOBILISATIONS CORPORELLES*		*2 932,18*
722	*IMMOBILISATIONS CORPORELLES*		*1 983,08*
722	*IMMOBILISATIONS CORPORELLES*		*13 306,62*
722	*IMMOBILISATIONS CORPORELLES*		*8 185,44*
722	*IMMOBILISATIONS CORPORELLES*		*3 490,39*
722	*IMMOBILISATIONS CORPORELLES*		*7 735,19*
	TOTAL GENERAL	0,00	37 632,90

SECTION D'INVESTISSEMENT

Article (2)	Libellé (2)	Montant (3)
20	***Immobilisations incorporelles***	***0,00***
21	***Immobilisations corporelles***	***37 632,90***
21318	*AUTRES BATIMENTS PUBLICS*	*7 735,19*
21318	*AUTRES BATIMENTS PUBLICS*	*2 932,18*
21318	*AUTRES BATIMENTS PUBLICS*	*1 983,08*
2152	*INSTALLATION DE VOIRIE*	*8 185,44*
2152	*INSTALLATION DE VOIRIE*	*13 306,62*
2152	*INSTALLATION DE VOIRIE*	*3 490,39*
23	***Immobilisations en cours***	***0,00***
	TOTAL GENERAL	37 632,90

(1) Les immobilisations créées par les services techniques de la collectivité sont enregistrées au coût de leur production. Ce dernier correspond au coût d'acquisition des matières consommées augmenté des charges directes de production (matériel et outillage acquis ou loués, frais de personnel, ...) à l'exclusion des frais financiers et des frais d'administration générale.
(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(3) Les montants à renseigner correspondent aux mandats émis imputés au chapitre 040.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES TRAVAUX EN REGIE	A11

RATIO

	Montant
Recettes 72 (1)	37 632,90
Recettes réelles de fonctionnement	256 499 211,49
Recettes 72 / Recettes réelles de fonctionnement	0,01 %

IV – ANNEXES | IV

ENGAGEMENTS HORS BILAN-ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS
EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT | B1.1

B1.1 – 8015 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux emprunts constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					34 671 580,00	21 938 621,46											206 681,67	1 604 628,46
APALIB	2016	P	REDISHEIM - 14 r du Collège - Jardins Dapnée - VEFA 27 pls - prêt 0 %	Caisse	1 200 000,00	840 000,00	13,46	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	60 000,00
APALIB	2015	P	REDISHEIM - 14 r du Collège - Jardins Dapnée - VEFA 27 pls	CDC	2 069 000,00	1 681 195,95	22,50	A	V	Livret A(Prêteur) + 1,11	2,110	V	Livret A(Prêteur) + 1,11	2,104	A-1	EUR	36 739,43	60 009,30
APALIB	2015	P	REDISHEIM - 14 r du Collège - Jardins Dapnée - VEFA 27 pls - PLS	CDC	431 000,00	350 215,30	22,50	A	V	Livret A(Prêteur) + 1,11	2,110	V	Livret A(Prêteur) + 1,11	2,104	A-1	EUR	7 653,31	12 500,72
ASSOCIATION ALEOS	2017	P	REDISHEIM - Foyer Albert Schweitzer - 6 rue de la Chapelle	CDC	870 000,00	655 738,51	14,08	A	V	Livret A(Prêteur) + (0,45)	0,350	V	Livret A(Prêteur) + (0,45)	0,303	A-1	EUR	349,04	45 341,33
ASSOCIATION ALEOS	2017	P	REDISHEIM - Foyer Albert Schweitzer - 6 rue de la Chapelle	CDC	300 000,00	250 252,52	14,08	A	V	Livret A(Prêteur) + (0,2)	0,550	V	Livret A(Prêteur) + (0,2)	0,703	A-1	EUR	799,62	16 287,08
ASSOCIATION ALEOS	2018	P	Construction 20 places logements-hébergements d'urgence - rue de Bâle à Riedisheim	CDC	1 813 546,00	1 668 907,29	36,00	A	V	Livret A(Prêteur) + (0,2)	0,550	V	Livret A(Prêteur) + (0,2)	0,299	A-1	EUR	5 196,02	43 026,71

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux emprunts constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
ASSOCIATION ALEOS	2020	C	Amélioration 49 logements - rue de Bâle à Riedisheim	CDC	818 500,00	786 760,00	23,31	A	V	(Livret A(Prêteur) + (-0,25)) Floor -0,25 sur Livret A(Prêteur)	0,250	V	(Livret A(Prêteur) + (-0,25)) Floor -0,25 sur Livret A(Prêteur)	0,388	A-1	EUR	2 046,25	32 743,00
ASSOCIATION ALEOS	2020	C	Amélioration 49 logements - rue de Bâle à Riedisheim	CDC	1 570 400,00	1 518 053,33	28,31	A	V	(Livret A(Prêteur) + (-0,25)) Floor -0,25 sur Livret A(Prêteur)	0,250	V	(Livret A(Prêteur) + (-0,25)) Floor -0,25 sur Livret A(Prêteur)	0,569	A-1	EUR	3 926,00	52 346,67
ASSOCIATION ALEOS	2022	P	Acquisition amélioration 35 logements - rue des Iris à Ottmarsheim	CDC	1 351 000,00	1 351 000,00	34,42	A	V	(Livret A(Prêteur) + (-0,2)) Floor -0,2 sur Livret A(Prêteur)	0,300	V	(Livret A(Prêteur) + (-0,2)) Floor -0,2 sur Livret A(Prêteur)	0,794	A-1	EUR	0,00	0,00
OTHVA-SPL	2004	C	Zac de la Mer Rouge	LA REF	3 760 000,00	949 459,80	6,08	T	F	Taux fixe à 4,62 %	4,770	F	Taux fixe à 4,62 %	4,671	A-1	EUR	48 916,19	151 919,20
OTHVA-SPL	2004	C	Zac de la Mer Rouge	DEXIA-CL	1 600 000,00	404 040,42	6,08	T	V	Euribor 3M + 0,28	2,400	V	Euribor 3M + 0,28	0,298	A-1	EUR	-222,64	64 646,46
OTHVA-SPL	2009	P	Site SIAM	BANQUE POPULAIRE	1 600 000,00	617 208,54	7,13	T	V	(Euribor 3M + 0,9)-Floor -0,9 sur Euribor 3M	2,420	V	(Euribor 3M + 0,9)-Floor -0,9 sur Euribor 3M	0,885	A-1	EUR	5 505,96	111 080,59
OTHVA-SPL	2010	C	Site DMC - Bât 33	CE	2 400 000,00	528 580,00	3,08	T	F	Taux fixe à 3,3 %	3,341	F	Taux fixe à 3,3 %	3,292	A-1	EUR	20 797,59	162 640,00
OTHVA-SPL	2011	P	RUDE bâtiment 33 DMC	CREDIT MUTUEL	800 000,00	244 513,50	4,00	T	V	(Euribor 3M + 2) + Tunnel 0,5612 567 sur Euribor 3M	3,412	V	(Euribor 3M + 2) + Tunnel 0,5612 567 sur Euribor 3M	2,706	A-1	EUR	7 034,49	57 316,94
OTHVA-SPL	2011	P	RUDE bâtiment 46 DMC	CREDIT COOPERATIF	2 400 000,00	873 966,96	4,50	T	V	Taux fixe à 2,85 %	2,881	F	Euribor 3M + 1	0,947	A-1	EUR	9 412,58	199 913,05
OTHVA-SPL	2011	P	RUDE bâtiment 33 DMC	CREDIT MUTUEL	800 000,00	244 513,50	4,00	T	V	(Euribor 3M + 2) + Tunnel 0,5612 567 sur Euribor 3M	3,412	V	(Euribor 3M + 2) + Tunnel 0,5612 567 sur Euribor 3M	2,706	A-1	EUR	7 034,49	57 316,94
OTHVA-SPL	2017	P	Construction parking poids lourds à Sausheim	CREDIT MUTUEL	720 000,00	602 353,58	9,06	T	F	Taux fixe à 1,9 %	1,914	F	Taux fixe à 1,9 %	1,895	A-1	EUR	10 092,88	45 194,02

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 36 logements - rue de Guebwiller et lys à Kingersheim / phase 2	CDC	180 000,00	180 000,00	36,92	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	1 980,00	0,00
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 13 logements - allée des Ecureuils à Riedisheim / phase 2	CDC	65 000,00	65 000,00	36,92	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	715,00	0,00
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue des Primevères à Riedisheim / phase 2	CDC	35 000,00	35 000,00	36,92	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	385,00	0,00
3F GRAND EST	2020	P	construction 26 logements Tranche 1 - avenue de Belgique à ILLZACH	CDC	294 725,53	294 725,53	49,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,117	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2020	P	construction 26 logements Tranche 1 - avenue de Belgique à ILLZACH	CDC	472 657,47	472 657,47	39,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,117	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2020	P	construction 26 logements Tranche 1 - avenue de Belgique à ILLZACH	CDC	540 452,61	540 452,61	49,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,429	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2020	P	construction 26 logements Tranche 1 - avenue de Belgique à ILLZACH	CDC	1 050 151,10	1 050 151,10	39,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,429	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2020	P	construction 26 logements Tranche 1 - avenue de Belgique à ILLZACH	CDC	130 000,00	130 000,00	37,50	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	1 430,00	0,00
3F GRAND EST	2020	P	construction 6 logements - rue Pasteur à RIXHEIM	CDC	132 370,93	132 370,93	49,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,432	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2020	P	construction 6 logements - rue Pasteur à RIXHEIM	CDC	246 620,57	246 620,57	39,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	0,432	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2020	P	construction 6 logements - rue Pasteur à RIXHEIM	CDC	67 386,94	67 386,94	49,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,118	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2020	P	construction 6 logements - rue Pasteur à RIXHEIM	CDC	89 975,63	89 975,63	39,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,118	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND EST	2020	P	construction 6 logements - rue Pasteur à RIXHEIM	CDC	30 000,00	30 000,00	37,50	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	330,00	0,00

Page 219

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
CITIVIA-SPL	2020	P	Site DMC - mur d'escalade bâtiment 57	BANQUE POPULAIRE	816 800,00	790 899,29	18,39	T	F	Taux fixe à 2.2 %	2,218	F	Taux fixe à 2.2 % Taux fixe à 2.2 %	2,817	A-1	EUR	26 814,10	25 900,71
CITIVIA-SPL	2020	P	Aménagement du parc d'activités Marie Louise à STAFFELFELDEN	CREDIT MUTUEL	1 120 000,00	753 041,99	3,35	A	F	Taux fixe à 0.86 %	0,860	F	Taux fixe à 0.86 %	0,859	A-1	EUR	8 050,84	184 254,58
CITIVIA-SPL	2021	P	Aménagement ZAC du Parc des Collines 2 à Mulhouse - tranche 2	BANQUE POPULAIRE	1 349 000,00	1 194 451,61	12,17	T	F	Taux fixe à 1.4 %	1,407	F	Taux fixe à 1.4 %	1,395	A-1	EUR	17 472,03	88 775,93
CITIVIA-SPL	2020	P	Aménagement ZAC du Parc des Collines 2 à Mulhouse - tranche 2	BANQUE POPULAIRE	3 710 000,00	3 259 100,22	12,98	T	F	Taux fixe à 1.4 %	1,407	F	Taux fixe à 1.4 %	1,396	A-1	EUR	47 617,34	227 025,26
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2020	P	Acquisition VEFA 12 logements - chemin du Winkelweg à Brunstatt-Didenheim	CDC	134 936,00	131 352,97	47,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,610	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,894	A-1	EUR	2 143,86	1 805,82
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2020	P	Acquisition VEFA 12 logements - chemin du Winkelweg à Brunstatt-Didenheim	CDC	159 132,00	153 356,47	37,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,610	V	Livret A(Préfixé) + 1.11	1,894	A-1	EUR	2 515,90	2 910,83
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2020	P	Acquisition VEFA 12 logements - chemin du Winkelweg à Brunstatt-Didenheim	CDC	538 817,00	513 381,85	37,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,587	A-1	EUR	1 578,36	12 736,62
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2020	P	Acquisition VEFA 12 logements - chemin du Winkelweg à Brunstatt-Didenheim	CDC	239 380,00	230 477,33	47,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,587	A-1	EUR	704,81	4 458,00
SAS KMO	2017	P	KMO	SG	1 550 000,00	1 085 332,98	9,26	M	F	Taux fixe à 2.2 %	2,222	F	Taux fixe à 2.2 %	2,194	A-1	EUR	25 196,33	103 622,50
SCI FAMSOL	2017	P	Logements Jardins de Daphné - rue du collège à RIEDISHEIM	CREDIT MUTUEL	200 000,00	139 373,55	9,51	A	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,500	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,840	A-1	EUR	2 446,39	12 576,27
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**230 315 481,90**	**165 023 220,04**											**1 365 329,43**	**5 287 878,33**

Page 217

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND-EST	2013	P	KINGERSHEIM -87 Fbg de Mulhouse - 17lgts-PLUS	CDC	1 196 067,13	940 707,69	25,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,845	A-1	EUR	17 978,60	31 108,56
3F GRAND-EST	2013	P	KINGERSHEIM -87 Fbg de Mulhouse - 17lgts-PLUS F	CDC	545 146,75	472 279,79	40,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,845	A-1	EUR	8 905,13	9 078,39
3F GRAND-EST	2013	P	KINGERSHEIM -87 Fbg de Mulhouse - 16lgts-PLAI F	CDC	1 002 370,37	763 469,62	25,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,047	A-1	EUR	8 312,46	28 193,32
3F GRAND-EST	2013	P	KINGERSHEIM -87 Fbg de Mulhouse - 16lgts-PLAI F	CDC	471 256,97	396 046,08	40,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,047	A-1	EUR	4 253,67	9 065,04
3F GRAND-EST	2015	P	WITTENHEIM - Rues Noyer Ensisheim - 19 lgts -PLUS	CDC	857 816,30	738 044,95	32,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,596	A-1	EUR	12 104,22	18 469,09
3F GRAND-EST	2015	P	WITTENHEIM - Rues Noyer Ensisheim - 19 lgts -PLUS F	CDC	320 733,28	287 373,05	42,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,596	A-1	EUR	4 681,26	5 205,44
3F GRAND-EST	2015	P	WITTENHEIM - Rues Noyer Ensisheim - 19 lgts -PLAI	CDC	537 255,46	450 979,11	32,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,798	A-1	EUR	3 711,69	12 982,25
3F GRAND-EST	2015	P	WITTENHEIM - Rues Noyer Ensisheim - 19 lgts -PLAI F	CDC	172 286,13	150 729,30	42,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,798	A-1	EUR	1 232,07	3 279,50
3F GRAND-EST	2015	P	RIEDISHEIM - Rue Maréchal Foch - 10 lgts-PLUS	CDC	735 333,01	632 032,74	32,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,346	A-1	EUR	8 745,96	15 816,20
3F GRAND-EST	2015	P	RIEDISHEIM - Rue Maréchal Foch - 10 lgts-PLUS F	CDC	258 062,81	231 004,00	42,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,346	A-1	EUR	3 175,04	4 184,38
3F GRAND-EST	2015	P	RIEDISHEIM - Rue Maréchal Foch - 7 lgts-PLAI	CDC	443 441,24	371 809,14	32,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,548	A-1	EUR	2 103,62	10 703,20
3F GRAND-EST	2015	P	RIEDISHEIM - Rue Maréchal Foch - 7 lgts-PLAI F	CDC	156 847,65	137 071,06	42,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,548	A-1	EUR	770,29	2 982,34
3F GRAND-EST	2015	P	KINGERSHEIM -fbg Mulhouserrue Loewert - 17 lgts- en VEFA - PLAI F	CDC	184 600,00	161 502,41	42,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,798	A-1	EUR	1 320,13	3 513,90

Page 220

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 36 logements - rue de Guebwiller et lys à Kingersheim	CDC	1 042 324,23	1 000 324,17	37,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,427	A-1	EUR	11 235,83	21 114,90
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue des Primevères à Riedisheim	CDC	133 362,00	129 309,98	47,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,469	A-1	EUR	1 444,82	2 037,09
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue des Primevères à Riedisheim	CDC	157 544,72	151 196,52	37,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,469	A-1	EUR	1 698,27	3 191,46
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue des Primevères à Riedisheim	CDC	81 477,67	78 447,47	47,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,671	A-1	EUR	239,89	1 517,37
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 13 logements - allée des Ecureuils à Riedisheim	CDC	305 713,16	296 424,48	47,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,469	A-1	EUR	3 312,04	4 669,74
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 13 logements - allée des Ecureuils à Riedisheim	CDC	433 106,98	415 655,10	37,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,469	A-1	EUR	4 668,72	8 773,67
3F GRAND EST	2018	P	Acquisition VEFA 13 logements - allée des Ecureuils à Riedisheim	CDC	109 638,90	105 561,37	47,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,671	A-1	EUR	322,81	2 041,82
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue de la Forêt à Rixheim	CDC	133 621,66	130 472,54	38,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,699	A-1	EUR	734,92	3 149,12
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue de la Forêt à Rixheim	CDC	142 550,25	139 903,46	48,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,700	A-1	EUR	784,03	2 646,79
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue de la Forêt à Rixheim	CDC	200 527,20	197 497,49	48,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,416	A-1	EUR	2 707,12	3 029,71
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue de la Forêt à Rixheim	CDC	259 328,60	254 132,40	38,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,416	A-1	EUR	3 500,94	5 196,20
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue de la Forêt à Rixheim	CDC	180 000,00	180 000,00	46,67	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,040	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	1 980,00	0,00
3F GRAND EST	2019	P	Acquisition VEFA 12 logements - rue de la Forêt à Rixheim	CDC	60 000,00	60 000,00	36,67	A	F	Taux fixe à 1.1 %	0,000	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	660,00	0,00

Page 218

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 36 logements - rue de Guebwiller et lys à Kingersheim	CDC	1 201 577,00	950 249,42	36,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,663	A-1	EUR	2 923,49	24 249,10
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue des Primevères à Riedisheim	CDC	171 711,58	159 722,33	36,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,663	A-1	EUR	491,39	4 075,91
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 13 logements - allée des Ecureuils à Riedisheim	CDC	209 477,15	194 851,03	36,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,663	A-1	EUR	599,47	4 972,34
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 13 logements - allée des Ecureuils à Riedisheim	CDC	91 000,00	91 000,00	45,75	A	F	Taux fixe à 1.85 %	1,850	F	Taux fixe à 1.85 %	1,845	A-1	EUR	1 683,50	0,00
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 7 logements - rue des Primevères à Riedisheim	CDC	49 000,00	49 000,00	45,75	A	F	Taux fixe à 1.85 %	1,850	F	Taux fixe à 1.85 %	1,845	A-1	EUR	906,50	0,00
3F GRAND-EST	2021	P	rue des Tulipes BOLLWILLER	CDC	385 606,00	376 518,26	38,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,184	A-1	EUR	1 156,82	9 087,74
3F GRAND-EST	2021	P	rue des Tulipes BOLLWILLER	CDC	258 948,00	254 140,01	48,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,184	A-1	EUR	776,84	4 807,99
3F GRAND-EST	2021	P	rue des Tulipes BOLLWILLER	CDC	960 331,00	941 088,75	38,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,521	A-1	EUR	10 563,64	19 242,25
3F GRAND-EST	2021	P	rue des Tulipes BOLLWILLER	CDC	498 365,00	490 835,34	48,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,522	A-1	EUR	5 482,01	7 529,66
3F GRAND-EST	2021	C	rue des Tulipes BOLLWILLER	CDC	120 000,00	120 000,00	37,46	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Page 223

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND-EST	2015	P	KINGERSHEIM -fbg Mulhouse/rue Loewert - 17 lgts- en VEFA - PLAI	CDC	498 685,00	418 602,54	32,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,798	A-1	EUR	3 445,22	12 050,23
3F GRAND-EST	2015	P	KINGERSHEIM -fbg Mulhouse/rue Loewert - 17 lgts- en VEFA - PLUS-F	CDC	342 516,00	306 890,09	42,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,596	A-1	EUR	4 999,18	5 558,97
3F GRAND-EST	2015	P	KINGERSHEIM -fbg Mulhouse/rue Loewert - 17 lgts- en VEFA - PLUS	CDC	567 056,00	505 089,16	32,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,596	A-1	EUR	8 283,66	12 639,52
3F GRAND-EST	2016	P	ILLZACH - Rue Hoffet - 10 logements	CDC	534 080,79	502 262,89	45,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,344	A-1	EUR	5 616,60	8 355,07
3F GRAND-EST	2016	P	ILLZACH - Rue Hoffet - 10 logements	CDC	971 889,69	894 559,68	35,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,343	A-1	EUR	10 061,98	20 165,53
3F GRAND-EST	2016	P	ILLZACH - Rue Hoffet - 10 logements	CDC	249 245,20	231 185,48	45,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,545	A-1	EUR	707,60	4 680,45
3F GRAND-EST	2016	P	ILLZACH - Rue Hoffet - 10 logements	CDC	674 092,42	611 696,60	35,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,545	A-1	EUR	1 883,29	16 067,79
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 9 logements - rue du Moulin à Richwiller	CDC	320 244,10	297 684,00	36,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,787	A-1	EUR	916,46	7 601,61
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 9 logements - rue du Moulin à Richwiller	CDC	152 932,00	146 068,16	46,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,587	A-1	EUR	1 632,75	2 364,09
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 9 logements - rue du Moulin à Richwiller	CDC	251 612,09	236 565,91	36,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,586	A-1	EUR	2 658,97	5 158,45
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 9 logements - rue du Moulin à Richwiller	CDC	115 390,76	109 070,14	46,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,789	A-1	EUR	333,68	2 157,88
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue Henri Nico à Rixheim	CDC	347 147,37	322 908,84	36,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,663	A-1	EUR	993,45	8 240,21
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue Henri Nico à Rixheim	CDC	262 324,79	250 551,20	46,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,463	A-1	EUR	2 800,67	4 055,08

Page 221

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue Henri Nico à Rixheim	CDC	486 621,49	457 521,94	36,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,462	A-1	EUR	5 142,48	9 976,54
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 14 logements - rue Henri Nico à Rixheim	CDC	147 129,97	139 070,81	46,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,665	A-1	EUR	425,47	2 751,42
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 31 logements - rue Aristide Briand à Lutterbach	CDC	569 306,23	543 754,80	46,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,463	A-1	EUR	6 078,11	8 600,47
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 31 logements - rue Aristide Briand à Lutterbach	CDC	1 095 854,93	1 030 323,77	36,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,462	A-1	EUR	11 580,70	22 466,80
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 31 logements - rue Aristide Briand à Lutterbach	CDC	385 031,76	363 941,32	46,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,665	A-1	EUR	1 113,42	7 200,34
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 31 logements - rue Aristide Briand à Lutterbach	CDC	989 336,05	920 258,62	36,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,663	A-1	EUR	2 831,23	23 483,79
3F GRAND-EST	2017	P	15-17 RUE AUGUSTE RENOIR A KINGERSHEIM	CDC	125 687,93	118 803,27	46,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,587	A-1	EUR	363,46	2 350,44
3F GRAND-EST	2017	P	15-17 RUE AUGUSTE RENOIR A KINGERSHEIM	CDC	774 607,14	720 522,51	36,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,588	A-1	EUR	2 216,73	18 386,79
3F GRAND-EST	2017	P	15-17 RUE AUGUSTE RENOIR A KINGERSHEIM	CDC	773 522,78	727 266,80	36,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,385	A-1	EUR	8 174,38	15 858,47
3F GRAND-EST	2017	P	15-17 RUE AUGUSTE RENOIR A KINGERSHEIM	CDC	215 691,03	206 010,44	46,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,385	A-1	EUR	2 302,79	3 334,21
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 36 logements - rue de Guebwiller et lys à Kingersheim	CDC	708 407,00	694 557,33	47,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,427	A-1	EUR	7 760,49	10 941,76
3F GRAND-EST	2018	P	Acquisition VEFA 36 logements - rue de Guebwiller et lys à Kingersheim	CDC	470 612,00	455 007,58	47,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,629	A-1	EUR	1 391,43	8 800,97

Page 222

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND-EST	2021	P	rue des Alliés RIEDISHEIM	CDC	81 026,00	79 116,43	38,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,325	A-1	EUR	243,08	1 900,57
3F GRAND-EST	2021	P	rue des Alliés RIEDISHEIM	CDC	58 597,00	57 509,01	48,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,326	A-1	EUR	175,79	1 087,99
3F GRAND-EST	2021	P	rue des Alliés RIEDISHEIM	CDC	249 621,00	244 619,32	38,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,704	A-1	EUR	2 745,83	5 001,68
3F GRAND-EST	2021	P	rue des Alliés RIEDISHEIM	CDC	132 370,00	130 370,06	48,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,705	A-1	EUR	1 456,07	1 999,94
3F GRAND-EST	2021	C	rue des Tulipes BOLLWILLER	CDC	30 000,00	30 000,00	37,37	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2021	P	Tranche 2 / Avenue de Belgique ILLZACH	CDC	377 936,00	369 029,02	38,94	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,211	A-1	EUR	1 133,61	8 906,98
3F GRAND-EST	2021	P	Tranche 2 / Avenue de Belgique ILLZACH	CDC	232 122,00	227 812,09	48,94	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,211	A-1	EUR	695,37	4 309,91
3F GRAND-EST	2021	P	Tranche 2 / Avenue de Belgique ILLZACH	CDC	921 679,00	903 211,22	38,94	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,557	A-1	EUR	10 138,47	18 467,78

Page 224

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND-EST	2021	P	Réhabilitation thermique 11 logements - place du Printemps à Mulhouse	CDC	85 800,00	85 800,00	29,42	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Reringue à LUTTERBACH	CDC	342 646,00	0,00	40,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Reringue à LUTTERBACH	CDC	193 145,00	0,00	50,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Reringue à LUTTERBACH	CDC	932 894,00	0,00	40,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Reringue à LUTTERBACH	CDC	420 015,00	0,00	50,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2021	C	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Reringue à LUTTERBACH	CDC	105 000,00	105 000,00	38,50	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue de l'Ile Napoléon à RIXHEIM	CDC	1 014 394,00	0,00	40,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue de l'Ile Napoléon à RIXHEIM	CDC	516 030,00	0,00	50,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Page 227

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND-EST	2021	P	Tranche 2 / Avenue de Belgique ILLZACH	CDC	468 232,00	461 157,61	48,94	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,557	A-1	EUR	5 150,55	7 074,39
3F GRAND-EST	2021	C	Tranche 2 / Avenue de Belgique ILLZACH	CDC	110 000,00	110 000,00	37,44	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2021	P	Rue de la 1ère armée MORSCHWILLER-LE-BAS	CDC	414 161,00	404 400,29	38,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,184	A-1	EUR	1 242,48	9 760,71
3F GRAND-EST	2021	P	Rue de la 1ère armée MORSCHWILLER-LE-BAS	CDC	259 970,00	255 143,03	48,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,184	A-1	EUR	779,91	4 826,97
3F GRAND-EST	2021	P	Rue de la 1ère armée MORSCHWILLER-LE-BAS	CDC	907 006,00	888 832,22	38,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,521	A-1	EUR	9 977,07	18 173,78
3F GRAND-EST	2021	P	Rue de la 1ère armée MORSCHWILLER-LE-BAS	CDC	471 841,00	464 712,08	48,96	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,522	A-1	EUR	5 190,26	7 128,92
3F GRAND-EST	2021	C	Rue de la 1ère armée MORSCHWILLER-LE-BAS	CDC	115 000,00	115 000,00	37,46	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2021	P	Rue des Marguerites RIXHEIM	CDC	123 196,00	120 292,59	38,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,325	A-1	EUR	369,59	2 903,41
3F GRAND-EST	2021	P	Rue des Marguerites RIXHEIM	CDC	99 645,00	97 794,85	48,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,326	A-1	EUR	298,94	1 850,15

Page 225

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue de l'Ile Napoléon à RIXHEIM	CDC	1 704 165,00	0,00	40,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue de l'Ile Napoléon à RIXHEIM	CDC	779 303,00	0,00	50,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2021	C	Acquisition VEFA 24 logements - rue de l'Ile Napoléon à RIXHEIM	CDC	205 000,00	205 000,00	36,46	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	1 446 194,00	0,00	40,58	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	705 253,00	0,00	50,58	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	3 069 562,00	0,00	40,58	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	1 259 749,00	0,00	50,58	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue des Bleuets à HABSHEIM	CDC	194 954,00	0,00	40,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,600	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Page 228

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND-EST	2021	P	Rue des Marguerites RIXHEIM	CDC	333 871,00	327 181,19	38,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,704	A-1	EUR	3 672,58	6 689,81
3F GRAND-EST	2021	P	Rue des Marguerites RIXHEIM	CDC	175 993,00	173 333,97	48,87	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,705	A-1	EUR	1 935,92	2 659,03
3F GRAND-EST	2021	C	Rue des Marguerites RIXHEIM	CDC	45 000,00	45 000,00	37,37	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2022	C	Construction 11 logements - rue du Général de Gaulle à Habsheim	CDC	109 138,00	109 138,00	39,15	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,141	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2022	C	Construction 11 logements - rue du Général de Gaulle à Habsheim	CDC	44 274,00	44 274,00	49,15	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,141	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2022	C	Construction 11 logements - rue du Général de Gaulle à Habsheim	CDC	643 202,00	643 202,00	39,15	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,519	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2022	C	Construction 11 logements - rue du Général de Gaulle à Habsheim	CDC	153 552,00	153 552,00	49,15	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,519	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2020	C	Construction 11 logements - rue du Général de Gaulle à Habsheim	CDC	55 000,00	55 000,00	37,65	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2021	P	Réhabilitation thermique 11 logements - place du Printemps à Mulhouse	CDC	143 000,00	133 466,67	13,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.75))-Floor –0.75 sur Livret A(Préfixé)	0,000	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.75))-Floor –0.75 sur Livret A(Préfixé)	0,141	A-1	EUR	0,00	9 533,33

Page 226

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue des bleuets à HABSHEIM	CDC	93 864,00	0,00	50,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue des bleuets à HABSHEIM	CDC	663 059,00	0,00	40,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue des bleuets à HABSHEIM	CDC	274 777,00	0,00	50,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Bâle à RIEDISHEIM	CDC	660 631,00	0,00	40,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Bâle à RIEDISHEIM	CDC	307 275,00	0,00	50,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Bâle à RIEDISHEIM	CDC	1 253 819,00	0,00	40,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Bâle à RIEDISHEIM	CDC	510 103,00	0,00	50,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE	2020	P	Construction 21 logements en location - lotissement Les Pépinières à BOLLWILLER	CREDIT MUTUEL	2 265 000,00	2 143 606,80	28,00	M	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Préfixé)	1,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Préfixé)	2,242	A-1	EUR	48 889,00	61 151,52

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE	2023	P	Acquisition 53 logements VEFA - lotissement Les Pépinières V2 à BOLLWILLER	CDC	599 000,00	0,00	40,41	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE	2021	P	Acquisition 53 logements VEFA - lotissement Les Pépinières V2 à BOLLWILLER	CDC	515 000,00	505 437,78	48,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,587	A-1	EUR	1 562,17	9 562,22
BATIGERE	2023	P	Acquisition 53 logements VEFA - lotissement Les Pépinières V2 à BOLLWILLER	CDC	1 668 000,00	0,00	40,41	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE	2021	P	Acquisition 53 logements VEFA - lotissement Les Pépinières V2 à BOLLWILLER	CDC	1 120 000,00	1 103 078,22	48,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,385	A-1	EUR	12 456,89	16 921,78
BATIGERE	2021	P	Acquisition 53 logements VEFA - lotissement Les Pépinières V2 à BOLLWILLER	CDC	795 000,00	766 485,94	23,42	A	F	Taux fixe à 0.89 %	0,890	F	Taux fixe à 0.89 %	0,888	A-1	EUR	7 154,12	28 534,06
BATIGERE	2021	P	Acquisition 53 logements VEFA - lotissement Les Pépinières V2 à BOLLWILLER	CDC	265 000,00	265 000,00	38,42	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE	2023	P	Acquisition 31 logements VEFA - rue de la Hardt à RIEDISHEIM	CDC	479 000,00	0,00	39,75	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE	2021	P	Acquisition 31 logements VEFA - rue de la Hardt à RIEDISHEIM	CDC	367 000,00	353 351,08	47,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,995	A-1	EUR	1 080,56	6 834,68

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue des bleuets à HABSHEIM	CDC	93 864,00	0,00	50,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue des bleuets à HABSHEIM	CDC	663 059,00	0,00	40,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue des bleuets à HABSHEIM	CDC	274 777,00	0,00	50,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Bâle à RIEDISHEIM	CDC	660 631,00	0,00	40,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Bâle à RIEDISHEIM	CDC	307 275,00	0,00	50,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Bâle à RIEDISHEIM	CDC	1 253 819,00	0,00	40,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
3F GRAND-EST	2023	P	Acquisition VEFA 21 logements - rue de Bâle à RIEDISHEIM	CDC	510 103,00	0,00	50,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,600	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE	2020	P	Construction 21 logements en location - lotissement Les Pépinières à BOLLWILLER	CREDIT MUTUEL	2 265 000,00	2 143 606,80	28,00	M	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Préfixé)	1,510	V	(Livret A(Préfixé) + 1)-Floor -1 sur Livret A(Préfixé)	2,242	A-1	EUR	48 889,00	61 151,52

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE	2023	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de la banlieue à ILLZACH	CDC	885 000,00	0,00	25,25	X	F	Taux fixe à 1.47 %	1,470	F	Taux fixe à 1.47 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE	2022	P	Acquisition VEFA 59 logements - rue de la banlieue à ILLZACH	CDC	295 000,00	295 000,00	36,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE	2024	P	Acquisition 24 logements - rue de Zurich à HABSHEIM	CDC	283 000,00	0,00	41,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE	2022	P	Acquisition 24 logements - rue de Zurich à HABSHEIM	CDC	254 000,00	249 848,42	46,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,793	A-1	EUR	16,93	4 151,58
BATIGERE	2024	P	Acquisition 24 logements - rue de Zurich à HABSHEIM	CDC	848 000,00	848 000,00	41,33	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,516	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE	2022	P	Acquisition 24 logements - rue de Zurich à HABSHEIM	CDC	582 000,00	572 487,33	46,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,516	A-1	EUR	74,20	9 512,67
BATIGERE	2022	P		CDC	360 000,00	348 412,08	23,33	A	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	F	Taux fixe à 1.76 %	1,744	A-1	EUR	52,80	11 587,92
BATIGERE	2022	P	Acquisition 24 logements - rue de Zurich à HABSHEIM	CDC	120 000,00	120 000,00	36,33	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE	2024	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	376 000,00	0,00	41,42	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE	2022	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	329 000,00	329 000,00	49,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,792	A-1	EUR	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
BATIGERE	2024	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	1 020 000,00	0,00	41,42	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE	2022	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	674 000,00	674 000,00	49,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,514	A-1	EUR	0,00	0,00
BATIGERE	2022	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de Mulhouse à WITTELSHEIM	CDC	450 000,00	450 000,00	29,42	A	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	F	Taux fixe à 1.76 %	1,742	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2014	P	WITTENHEIM - 2 rue des Landes- 11 lgts - PLUS	CDC	322 382,00	281 136,39	31,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,596	A-1	EUR	4 614,94	7 297,26
DOMIAL ESH	2014	P	WITTENHEIM - 2 rue des Landes- 11 lgts - PLUS F	CDC	85 619,00	77 520,36	41,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,596	A-1	EUR	1 263,46	1 446,12
DOMIAL ESH	2014	P	WITTENHEIM - 2 rue des Landes- 11 lgts - PLAI	CDC	256 981,00	219 358,45	31,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,798	A-1	EUR	1 807,04	6 521,88
DOMIAL ESH	2014	P	WITTENHEIM - 2 rue des Landes- 11 lgts - PLAI F	CDC	66 019,00	58 548,27	41,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,798	A-1	EUR	478,84	1 306,20
DOMIAL ESH	2015	P	HABSHEIM - rue de la Hardt - 16 lgts en VEFA - PLUS F	CDC	230 284,00	212 175,88	42,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,715	A-1	EUR	2 376,21	3 843,33
DOMIAL ESH	2015	P	HABSHEIM - rue de la Hardt - 16 lgts en VEFA - PLUS	CDC	378 851,00	338 596,07	32,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,713	A-1	EUR	3 817,76	8 473,15
DOMIAL ESH	2015	P	HABSHEIM - rue de la Hardt - 16 lgts en VEFA - PLAI F	CDC	302 000,00	273 481,48	42,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,916	A-1	EUR	838,30	5 950,30
DOMIAL ESH	2015	P	HABSHEIM - rue de la Hardt - 16 lgts en VEFA - PLAI	CDC	611 335,00	536 713,38	32,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,914	A-1	EUR	1 656,49	15 450,27

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2016	P	HABSHEIM - acquisition amélioration 6 lgts - 1 rue du Général de Gaulle - PLUS F	CDC	45 936,00	43 090,53	43,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR	482,34	758,31
DOMIAL ESH	2016	P	HABSHEIM - acquisition amélioration 6 lgts - 1 rue du Général de Gaulle - PLUS	CDC	463 742,00	424 838,72	33,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR	4 786,07	10 258,92
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	681 352,00	666 811,78	36,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,338	A-1	EUR	7 494,87	14 540,22
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	325 050,00	319 872,97	46,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,340	A-1	EUR	3 575,55	5 177,03
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	649 817,00	633 647,15	36,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,540	A-1	EUR	1 949,45	16 169,85
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	310 006,00	303 991,73	46,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,541	A-1	EUR	930,02	6 014,27
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	98 000,00	98 000,00	46,83	A	F	Taux fixe à 1.1 %	0,800	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	1 078,00	0,00
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	70 000,00	70 000,00	36,83	A	F	Taux fixe à 1.1 %	0,000	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	770,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	153 327,00	153 327,00	37,70	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,753	A-1	EUR	459,98	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	115 292,00	115 292,00	47,70	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,753	A-1	EUR	345,88	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	154 565,00	154 565,00	37,70	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,551	A-1	EUR	1 700,22	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 30 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	542 373,00	542 373,00	37,79	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,607	A-1	EUR	1 627,12	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 30 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	360 356,00	360 356,00	47,79	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,608	A-1	EUR	1 081,07	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 30 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	1 166 235,00	1 166 235,00	37,79	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,405	A-1	EUR	12 828,58	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 30 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	689 180,00	689 180,00	47,79	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,405	A-1	EUR	7 580,98	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 30 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	150 000,00	150 000,00	37,79	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 30 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	450 000,00	450 000,00	47,79	A	F	Taux fixe à 0.73 %	0,730	F	Taux fixe à 0.73 %	0,728	A-1	EUR	3 285,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 25 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	438 642,00	438 642,00	37,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,560	A-1	EUR	1 315,93	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 25 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	267 992,00	267 992,00	47,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,560	A-1	EUR	803,98	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 25 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	888 089,00	888 089,00	37,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,358	A-1	EUR	9 768,98	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2016	P	HABSHEIM - acquisition amélioration 6 lgts - 1 rue du Général de Gaulle - PLUS F	CDC	45 936,00	43 090,53	43,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR	482,34	758,31
DOMIAL ESH	2016	P	HABSHEIM - acquisition amélioration 6 lgts - 1 rue du Général de Gaulle - PLUS	CDC	463 742,00	424 838,72	33,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR	4 786,07	10 258,92
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	681 352,00	666 811,78	36,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,338	A-1	EUR	7 494,87	14 540,22
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	325 050,00	319 872,97	46,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,340	A-1	EUR	3 575,55	5 177,03
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	649 817,00	633 647,15	36,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,540	A-1	EUR	1 949,45	16 169,85
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	310 006,00	303 991,73	46,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,541	A-1	EUR	930,02	6 014,27
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	98 000,00	98 000,00	46,83	A	F	Taux fixe à 1.1 %	0,800	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	1 078,00	0,00
DOMIAL ESH	2019	P	Acquisition VEFA 14 logements - faubourg de Mulhouse à Kingersheim	CDC	70 000,00	70 000,00	36,83	A	F	Taux fixe à 1.1 %	0,000	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	770,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	153 327,00	153 327,00	37,70	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,753	A-1	EUR	459,98	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	115 292,00	115 292,00	47,70	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,753	A-1	EUR	345,88	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 7 logements VEFA - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	154 565,00	154 565,00	37,70	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,551	A-1	EUR	1 700,22	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 25 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	542 585,00	542 585,00	47,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,358	A-1	EUR	5 968,43	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 25 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	125 000,00	125 000,00	37,48	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 25 logements VEFA - rue de l'Ill à Illzach	CDC	175 000,00	175 000,00	47,48	A	F	Taux fixe à 1.19 %	1,190	F	Taux fixe à 1.19 %	1,187	A-1	EUR	2 082,50	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 8 logements VEFA - rue de l'Eglise à Bollwiller	CDC	308 091,00	308 091,00	37,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,757	A-1	EUR	924,27	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 8 logements VEFA - rue de l'Eglise à Bollwiller	CDC	177 004,00	177 004,00	47,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,757	A-1	EUR	531,01	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 8 logements VEFA - rue de l'Eglise à Bollwiller	CDC	349 931,00	349 931,00	37,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,555	A-1	EUR	3 849,24	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 8 logements VEFA - rue de l'Eglise à Bollwiller	CDC	177 004,00	177 004,00	47,69	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,555	A-1	EUR	1 947,04	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 8 logements VEFA - rue de l'Eglise à Bollwiller	CDC	40 000,00	40 000,00	37,69	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2020	C	Acquisition 8 logements VEFA - rue de l'Eglise à Bollwiller	CDC	120 000,00	120 000,00	47,69	A	F	Taux fixe à 0.94 %	0,940	F	Taux fixe à 0.94 %	0,937	A-1	EUR	1 128,00	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	1 145 231,00	1 145 231,00	38,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,673	A-1	EUR	3 512,04	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	756 968,00	756 968,00	48,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,673	A-1	EUR	2 321,37	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	337 287,00	337 287,00	38,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,471	A-1	EUR	3 792,60	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	209 204,00	209 204,00	48,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,471	A-1	EUR	2 352,38	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	120 000,00	120 000,00	38,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	360 000,00	360 000,00	48,25	A	F	Taux fixe à 0.92 %	0,920	F	Taux fixe à 0.92 %	0,917	A-1	EUR	3 385,60	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Acquisition 24 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	494 326,00	494 326,00	38,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,920	A-1	EUR	1 524,17	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Construction 12 logements - rue du Climont à Wittenheim	CDC	497 773,00	497 773,00	38,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,718	A-1	EUR	5 627,60	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Construction 12 logements - rue du Climont à Wittenheim	CDC	27 423,00	27 423,00	48,58	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,718	A-1	EUR	310,03	0,00
DOMIAL ESH	2021	P	Construction 12 logements - rue du Climont à Wittenheim	CDC	60 000,00	60 000,00	38,58	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2022	P		CDC	115 010,00	115 010,00	49,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,299	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2022	P		CDC	265 439,00	265 439,00	39,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,096	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2022	P		CDC	224 885,00	224 885,00	49,00	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,096	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2022	C		CDC	40 000,00	40 000,00	39,00	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2022	C		CDC-	120 000,00	120 000,00	49,00	A	F	Taux fixe à 1.08 %	1,080	F	Taux fixe à 1.08 %	1,076	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2022	P	Acquisition-amélioration 4 logements - avenue d'Altkirch à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	175 222,00	175 222,00	40,17	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	-V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,528	A-1	EUR	163,83	0,00
DOMIAL ESH	2022	P	Acquisition-amélioration 4 logements - avenue d'Altkirch à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	105 474,00	105 474,00	50,17	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,528	A-1	EUR	98,62	0,00
DOMIAL ESH	2022	P	Acquisition-amélioration 4 logements - avenue d'Altkirch à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	60 000,00	60 000,00	48,17	A	F	Taux fixe à 1.21 %	1,210	F	Taux fixe à 1.21 %	1,208	A-1	EUR	44,37	0,00
DOMIAL ESH	2022	P	Construction 2 logements - rue de Habsheim à RIXHEIM	CDC	78 607,00	78 607,00	39,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,791	A-1	EUR	0,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
DOMIAL ESH	2022	P	Construction 2 logements - rue de Habsheim à RIXHEIM	CDC	54 271,00	54 271,00	49,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,791	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2022	P	Construction 2 logements - rue de Habsheim à RIXHEIM	CDC	68 844,00	68 844,00	39,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,513	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2022	P	Construction 2 logements - rue de Habsheim à RIXHEIM	CDC	42 500,00	42 500,00	49,42	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,513	A-1	EUR	0,00	0,00
DOMIAL ESH	2022	P	Manque TA	CDC	30 000,00	30 000,00	49,42	A	F	Taux fixe à 1.46 %	1,460	F	Taux fixe à 1.46 %	1,464	A-1	EUR	0,00	0,00
M2A HABITAT	2008	P	rue du Général de Gaulle - Habsheim 5 logements PLS	Crédit Foncier	284 347,00	164 005,89	15,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	4,630	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	1,869	A-1	EUR	2 821,32	9 060,97
M2A HABITAT	2008	P	rue du Général de Gaulle - Habsheim 5 logements PLS F	Crédit Foncier	117 627,00	88 053,08	35,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	4,630	V	Livret A(Préfixé) + 1.13	1,873	A-1	EUR	1 469,32	2 089,14
M2A HABITAT	2012	P	rue du Canal - Zillisheim 5 logements PLUS	CDC	296 289,00	230 571,47	29,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,842	A-1	EUR	7 019,02	6 710,05
M2A HABITAT	2012	P	rue du Canal - Zillisheim 5 logements PLUS F	CDC	60 629,00	51 659,00	37,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,842	A-1	EUR	1 503,36	1 090,42
M2A HABITAT	2012	P	rue du Canal - Zillisheim 4 logements PLUS	CDC	332 505,00	268 854,78	29,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,842	A-1	EUR	7 876,97	7 530,23
M2A HABITAT	2012	P	rue du Canal - Zillisheim 4 logements PLUS F	CDC	70 083,00	59 714,30	37,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,842	A-1	EUR	1 737,78	1 260,46
M2A HABITAT	2013	P	RIEDISHEIM- Le Parc du Quadrille - 11 lgts- PLUS	CDC	757 500,00	623 500,83	30,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,344	A-1	EUR	15 047,13	16 902,73
M2A HABITAT	2013	P	RIEDISHEIM- Le Parc du Quadrille - 11 lgts- PLUS F	CDC	371 200,00	322 731,62	40,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,344	A-1	EUR	7 729,98	6 203,70

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2013	P	RIEDISHEIM- Le Parc du Quadrille - 11 lgts- PLAI	CDC	369 500,00	294 844,13	30,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,546	A-1	EUR	4 710,56	9 062,75
M2A HABITAT	2013	P	RIEDISHEIM- Le Parc du Quadrille - 11 lgts- PLAI F	CDC	185 800,00	156 799,23	40,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,546	A-1	EUR	2 486,00	3 588,93
M2A HABITAT	2015	P	HABSHEIM - 98 rue Général de Gaulle - PLUS	CDC	1 058 800,00	921 148,25	32,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR	10 386,19	23 051,13
M2A HABITAT	2015	P	HABSHEIM - 98 rue Général de Gaulle - PLUS F	CDC	145 600,00	132 275,39	42,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR	1 481,39	2 396,01
M2A HABITAT	2015	P	SAUSHEIM - 56 rue de Mulhouse - construction 15 lgts VEFA - PLUS	CDC	525 000,00	470 393,52	42,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,514	A-1	EUR	5 268,06	8 520,64
M2A HABITAT	2015	P	SAUSHEIM - 56 rue de Mulhouse - construction 15 lgts VEFA - PLUS F	CDC	1 245 633,00	1 071 885,40	32,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,513	A-1	EUR	12 085,79	26 823,23
M2A HABITAT	2015	P	BRUNSTATT - 309 avenue d'Altkirch - 4 lgts - PLUS	CDC	154 500,00	132 929,15	32,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,552	A-1	EUR	1 498,80	3 326,44
M2A HABITAT	2015	P	BRUNSTATT - 309 avenue d'Altkirch - 4 lgts - PLUS F	CDC	192 000,00	170 292,63	39,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,552	A-1	EUR	1 910,34	3 375,05
M2A HABITAT	2015	P	WITTENHEIM - 101 rue de Kingersheim - 4 lgts - PLUS	CDC	422 450,00	363 103,85	32,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,461	A-1	EUR	4 094,09	9 086,44
M2A HABITAT	2015	P	WITTENHEIM - 101 rue de Kingersheim - 4 lgts - PLUS F	CDC	220 000,00	196 932,17	42,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,463	A-1	EUR	2 205,49	3 567,21
M2A HABITAT	2016	P	RICHWILLER - rue de Masevaux - 6 maisons - PLUS F	CDC	289 200,00	262 389,25	43,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,427	A-1	EUR	2 937,07	4 617,54
M2A HABITAT	2016	P	RICHWILLER - rue de Masevaux - 6 maisons - PLUS	CDC	713 400,00	627 860,68	33,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,426	A-1	EUR	7 073,24	15 161,45
M2A HABITAT	2016	P	Construction 15 logements - rue Principale et Cigognes à Baldersheim	CDC	189 200,00	172 255,56	43,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,385	A-1	EUR	1 926,16	3 031,35

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 20 logements - rue du Château à Staffelfelden	CDC	94 500,00	87 652,75	45,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,545	A-1	EUR	268,28	1 774,57
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de Cernay à Pulversheim	CDC	1 701 000,00	1 565 657,49	35,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,462	A-1	EUR	17 610,46	35 293,68
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de Cernay à Pulversheim	CDC	574 600,00	540 368,17	45,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,463	A-1	EUR	6 042,93	8 988,95
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 2 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	208 900,00	189 563,65	35,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,417	A-1	EUR	583,63	4 979,38
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 2 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	71 400,00	66 226,51	45,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,418	A-1	EUR	202,70	1 340,79
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 39 logements - avenue d'Altkirch à Brunstatt-Didenheim	CDC	870 100,00	831 048,45	46,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,385	A-1	EUR	9 289,49	13 450,21
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 39 logements - avenue d'Altkirch à Brunstatt-Didenheim	CDC	2 662 600,00	2 503 378,85	36,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,385	A-1	EUR	28 137,63	54 587,53
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 39 logements - avenue d'Altkirch à Brunstatt-Didenheim	CDC	1 910 800,00	1 777 364,08	36,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,586	A-1	EUR	5 468,22	45 356,52
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 39 logements - avenue d'Altkirch à Brunstatt-Didenheim	CDC	718 000,00	678 670,97	46,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,567	A-1	EUR	2 076,29	13 427,05
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 6 logements - rue de Staffelfelden à Bollwiller	CDC	213 900,00	201 108,98	36,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,385	A-1	EUR	2 260,44	4 385,29
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 6 logements - rue de Staffelfelden à Bollwiller	CDC	130 500,00	124 642,94	46,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,385	A-1	EUR	1 393,26	2 017,30
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 6 logements - rue de Staffelfelden à Bollwiller	CDC	30 000,00	30 000,00	36,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,387	A-1	EUR	330,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 20 logements - rue du Château à Staffelfelden	CDC	94 500,00	87 652,75	45,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,545	A-1	EUR	268,28	1 774,57
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de Cernay à Pulversheim	CDC	1 701 000,00	1 565 657,49	35,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,462	A-1	EUR	17 610,46	35 293,68
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de Cernay à Pulversheim	CDC	574 600,00	540 368,17	45,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,463	A-1	EUR	6 042,93	8 988,95
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 2 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	208 900,00	189 563,65	35,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,417	A-1	EUR	583,63	4 979,38
M2A HABITAT	2018	P	Acquisition VEFA 2 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	71 400,00	66 226,51	45,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,418	A-1	EUR	202,70	1 340,79
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 39 logements - avenue d'Altkirch à Brunstatt-Didenheim	CDC	870 100,00	831 048,45	46,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,385	A-1	EUR	9 289,49	13 450,21
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 39 logements - avenue d'Altkirch à Brunstatt-Didenheim	CDC	2 662 600,00	2 503 378,85	36,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,385	A-1	EUR	28 137,63	54 587,53
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 39 logements - avenue d'Altkirch à Brunstatt-Didenheim	CDC	1 910 800,00	1 777 364,08	36,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,586	A-1	EUR	5 468,22	45 356,52
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 39 logements - avenue d'Altkirch à Brunstatt-Didenheim	CDC	718 000,00	678 670,97	46,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,567	A-1	EUR	2 076,29	13 427,05
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 6 logements - rue de Staffelfelden à Bollwiller	CDC	213 900,00	201 108,98	36,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,385	A-1	EUR	2 260,44	4 385,29
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 6 logements - rue de Staffelfelden à Bollwiller	CDC	130 500,00	124 642,94	46,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,385	A-1	EUR	1 393,26	2 017,30
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 6 logements - rue de Staffelfelden à Bollwiller	CDC	30 000,00	30 000,00	36,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,387	A-1	EUR	330,00	0,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) – Année	Profil	Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial – Taux (3)	Taux initial – Index (4)	Taux initial – Taux actuariel (5)	Taux moyen constaté sur l'année (6) – Taux (3)	Taux moyen – Index (4)	Taux moyen – Niveau de taux	Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice – En intérêts (8)	Annuité – En capital
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 6 logements - rue de Staffelfelden à Bollwiller	CDC	146 700,00	138 664,38	46,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,567	A-1	EUR	424,22	2 743,39
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 6 logements - rue de Staffelfelden à Bollwiller	CDC	242 500,00	225 569,15	36,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,586	A-1	EUR	693,97	5 756,21
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 5 logements - rue de l'Etang à Rixheim	CDC	138 800,00	130 499,87	36,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,343	A-1	EUR	1 466,80	2 845,63
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 5 logements - rue de l'Etang à Rixheim	CDC	40 500,00	38 682,29	46,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,344	A-1	EUR	432,39	626,06
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 5 logements - rue de l'Etang à Rixheim	CDC	139 200,00	129 480,76	36,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,545	A-1	EUR	398,35	3 304,19
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 5 logements - rue de l'Etang à Rixheim	CDC	107 100,00	101 233,50	46,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,545	A-1	EUR	309,71	2 002,84
M2A HABITAT	2019	P	Acquisition VEFA 5 logements - rue de l'Etang à Rixheim	CDC	25 000,00	25 000,00	36,50	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,346	A-1	EUR	275,00	0,00
M2A HABITAT	2020	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de la 1ère armée à Morschwiller-le-bas	CDC	230 097,00	219 235,13	37,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,713	A-1	EUR	674,02	5 439,07
M2A HABITAT	2020	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de la 1ère armée à Morschwiller-le-bas	CDC	142 866,00	137 552,74	47,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,713	A-1	EUR	420,64	2 660,61
M2A HABITAT	2020	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de la 1ère armée à Morschwiller-le-bas	CDC	75 000,00	75 000,00	37,17	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	825,00	0,00
M2A HABITAT	2020	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de la 1ère armée à Morschwiller-le-bas	CDC	435 647,00	422 410,45	47,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,511	A-1	EUR	4 719,71	6 654,48
M2A HABITAT	2020	P	Acquisition VEFA 15 logements - rue de la 1ère armée à Morschwiller-le-bas	CDC	683 372,00	655 635,78	37,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,511	A-1	EUR	7 366,47	13 843,42

Page 245

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) – Année	Profil	Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial – Taux (3)	Taux initial – Index (4)	Taux initial – Taux actuariel (5)	Taux moyen constaté sur l'année (6) – Taux (3)	Taux moyen – Index (4)	Taux moyen – Niveau de taux	Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice – En intérêts (8)	Annuité – En capital
M2A HABITAT	2020	P	Amélioration 4 logements - rue de Mulhouse à Illzach	CDC	509 364,00	488 839,38	37,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,469	A-1	EUR	5 490,74	10 318,44
M2A HABITAT	2020	P	Amélioration 4 logements - rue de Mulhouse à Illzach	CDC	181 916,00	176 388,72	47,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,469	A-1	EUR	1 970,84	2 778,76
M2A HABITAT	2021	P	Réhabilitation thermique 54 logements - lotissement Les Tilleuls à Brunstatt-Didenheim	CDC	756 000,00	718 379,24	18,50	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor -0.45 sur Livret A(Préfixé)	0,050	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor -0.45 sur Livret A(Préfixé)	0,292	A-1	EUR	388,50	37 620,76
M2A HABITAT	2022	P	Construction 4 logements - rue de l'école à SAUSHEIM	CDC	687 937,00	675 340,57	38,17	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,527	A-1	EUR	233,90	12 596,43
M2A HABITAT	2022	P	Construction 4 logements - rue de l'école à SAUSHEIM	CDC	126 175,00	123 864,68	38,17	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,527	A-1	EUR	42,90	2 310,32
M2A HABITAT	2022	P	Réhabilitation 1 logement - rue de Bâle à RIEDISHEIM	CDC	377 186,00	377 186,00	24,17	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,517	A-1	EUR	0,00	0,00
M2A HABITAT	2022	P	Acquisition VEFA 8 logements - rue de Brunstatt à MULHOUSE	CDC	707 583,00	694 626,85	38,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,518	A-1	EUR	541,30	12 956,15
M2A HABITAT	2022	P	Acquisition VEFA 8 logements - rue de Brunstatt à MULHOUSE	CDC	389 273,00	384 032,83	48,33	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,518	A-1	EUR	297,79	5 240,17
NEOLIA	2011	P	30 rue de Mulhouse - Riedisheim 6 logements PLUS	CDC	287 456,00	227 195,77	28,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,463	A-1	EUR	2 571,98	6 620,91

Page 246

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) – Année	Profil	Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial – Taux (3)	Taux initial – Index (4)	Taux initial – Taux actuariel (5)	Taux moyen constaté sur l'année (6) – Taux (3)	Taux moyen – Index (4)	Taux moyen – Niveau de taux	Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice – En intérêts (8)	Annuité – En capital
NEOLIA	2011	P	30 rue de Mulhouse - Riedisheim 6 logements PLUS F	CDC	124 152,00	105 331,33	38,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,465	A-1	EUR	1 182,34	2 153,68
NEOLIA	2011	P	30 rue de Mulhouse - Riedisheim 2 logements PLAI	CDC	90 635,00	68 988,55	28,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,664	A-1	EUR	213,79	2 273,67
NEOLIA	2011	P	30 rue de Mulhouse - Riedisheim 2 logements PLAI F	CDC	30 211,00	24 723,74	38,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,667	A-1	EUR	75,96	596,74
NEOLIA	2011	P	Zac du Finderacker - Rixheim 8 logements PLUS	CDC	572 070,00	452 145,33	28,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,463	A-1	EUR	5 118,54	13 176,35
NEOLIA	2011	P	Zac du Finderacker - Rixheim 8 logements PLUS F	CDC	529 676,00	449 380,30	38,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,465	A-1	EUR	5 044,26	9 166,38
NEOLIA	2012	P	rue Saint Cloud - Wittenheim 8 logements PLAI	CDC	524 323,00	412 251,60	29,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	1 276,10	13 113,86
NEOLIA	2012	P	rue Saint Cloud - Wittenheim 8 logements PLAI F	CDC	190 272,00	159 471,01	39,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	2,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	489,65	3 747,08
NEOLIA	2012	P	rue Saint Cloud - Wittenheim 22 logements PLUS	CDC	1 846 393,00	1 501 855,88	29,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR	16 983,13	42 064,80
NEOLIA	2012	P	rue Saint Cloud - Wittenheim 22 logements PLUS F	CDC	585 108,00	506 559,12	39,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	2,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR	5 682,59	10 039,54
NEOLIA	2015	P	réhabilitation 11 pavillons rue Rapp Rixheim	CDC	831 945,00	608 241,03	17,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,596	A-1	EUR	10 274,30	33 902,79
NEOLIA	2016	P	WITTENHEIM - rue Bartholdi - 33 logements	CDC	1 946 554,00	1 677 934,43	33,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,585	A-1	EUR	18 985,71	48 039,43
NEOLIA	2016	P	WITTENHEIM - rue Bartholdi - 33 logements	CDC	387 230,00	345 005,48	43,67	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,587	A-1	EUR	3 879,43	7 670,24
NEOLIA	2016	P	WITTENHEIM - rue Bartholdi - 33 logements	CDC	705 512,00	615 748,65	33,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,788	A-1	EUR	1 896,36	16 372,00

Page 247

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1) – Année	Profil	Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial – Taux (3)	Taux initial – Index (4)	Taux initial – Taux actuariel (5)	Taux moyen constaté sur l'année (6) – Taux (3)	Taux moyen – Index (4)	Taux moyen – Niveau de taux	Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice – En intérêts (8)	Annuité – En capital
NEOLIA	2016	P	WITTENHEIM - rue Bartholdi - 33 logements	CDC	115 534,00	104 393,18	43,67	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,790	A-1	EUR	319,42	2 079,81
NEOLIA	2018	P	Cession de prêt Groupe LOGIEST ACTION LOGEMENT à NEOLIA (nouveau bénéficiaire)	CDC	824 762,13	598 620,70	12,50	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,289	A-1	EUR	322,25	45 886,83
NEOLIA	2022	P	Construction 5 logements	CDC	277 633,00	277 633,00	39,34	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –	0,792	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2022	P	Construction 5 logements	CDC	101 554,00	101 554,00	49,34	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –	0,792	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2022	P	Rue de la Forêt RICHWILLER	CDC	409 261,00	409 261,00	39,12	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –	0,799	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2022	P	Rue de la Forêt RICHWILLER	CDC	160 907,00	160 907,00	49,12	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor -0.2 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –	0,799	A-1	EUR	0,00	0,00

Page 248

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2023	P	Construction 2 logements - rue des Genêts à RICHWILLER	CDC	73 398,00	0,00	50,50	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Construction 2 logements - rue des Genêts à RICHWILLER	CDC	30 000,00	30 000,00	29,50	A	F	Taux fixe à 1.06 %	1,060	F	Taux fixe à 1.06 % Taux fixe à 1.06 %	1,048	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2021	C	Construction 2 logements - rue des Genêts à RICHWILLER	CDC	10 000,00	10 000,00	38,48	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 15 logements - impasse des écoles à BOLLWILLER	CDC	142 519,00	0,00	41,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor −0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor −0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 15 logements - impasse des écoles à BOLLWILLER	CDC	163 735,00	0,00	51,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor −0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor −0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	,0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 15 logements - impasse des écoles à BOLLWILLER	CDC	465 540,00	0,00	41,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 15 logements - impasse des écoles à BOLLWILLER	CDC	400 345,00	0,00	51,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Acquisition VEFA 15 logements - impasse des écoles à BOLLWILLER	CDC	225 000,00	0,00	40,00	X	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	F	Taux fixe à 0.96 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2021	C	Acquisition VEFA 15 logements - impasse des écoles à BOLLWILLER	CDC	75 000,00	75 000,00	38,00	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Page 251

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2022	P	Rue de la Forêt RICHWILLER	CDC	720 698,00	720 698,00	39,12	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur	1,598	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2022	P	Rue de la Forêt RICHWILLER	CDC	312 126,00	312 126,00	49,12	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur	1,598	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2021	P	Rue de la Forêt RICHWILLER	CDC	315 000,00	306 161,64	28,12	A	F	Taux fixe à 0.93 %	0,930	F	Taux fixe à 0.93 %	0,927	A-1	EUR	2 929,50	8 838,36
NEOLIA	2018	P	Construction 12 logements - impasse Marie Freund à Habsheim	CDC	394 482,00	375 234,31	37,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,339	A-1	EUR	4 233,45	9 624,73
NEOLIA	2018	P	Construction 12 logements - impasse Marie Freund à Habsheim	CDC	205 540,00	197 461,11	47,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,339	A-1	EUR	2 216,49	4 038,18
NEOLIA	2018	P	Construction 12 logements - impasse Marie Freund à Habsheim	CDC	102 770,00	99 202,48	47,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,541	A-1	EUR	302,97	1 789,04
NEOLIA	2018	P	Construction 12 logements - impasse Marie Freund à Habsheim	CDC	295 307,00	282 086,63	37,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,540	A-1	EUR	866,15	6 629,42
NEOLIA	2021	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	40 690,00	0,00	40,23	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06 sur Livret A(Préfixé)	1,560	V	(Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Page 249

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements Tranche 2 - rue du Docteur Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	258 858,00	0,00	41,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor −0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor −0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements Tranche 2 - rue du Docteur Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	166 233,00	0,00	51,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor −0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor −0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements Tranche 2 - rue du Docteur Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	2 273 119,00	0,00	41,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements Tranche 2 - rue du Docteur Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	1 285 266,00	0,00	51,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Acquisition VEFA 42 logements Tranche 2 - rue du Docteur Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	630 000,00	0,00	40,00	X	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	F	Taux fixe à 0.96 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2021	C	Acquisition VEFA 42 logements Tranche 2 - rue du Docteur Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	210 000,00	210 000,00	38,00	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 60 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	393 980,00	0,00	41,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor −0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor −0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 60 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	717 048,00	0,00	51,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor −0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor −0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Page 252

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2021	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	128 361,00	0,00	40,23	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor −0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor −0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2021	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	352 930,00	0,00	50,23	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor −0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor −0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	62 045,00	0,00	40,23	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06 sur Livret A(Préfixé)	1,560	V	(Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	126 560,00	0,00	50,23	X	V	(Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06 sur Livret A(Préfixé)	1,563	V	(Livret A(Préfixé) + 1.06)-Floor -1.06 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	229 980,00	0,00	40,23	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	481 715,00	0,00	50,23	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	270 000,00	0,00	30,23	X	F	Taux fixe à 0.9 %	0,900	F	Taux fixe à 0.9 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2021	P	Construction 18 logements - rue de Mulhouse à Rixheim	CDC	90 000,00	90 000,00	38,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Construction 2 logements - rue des Genêts à RICHWILLER	CDC	108 073,00	0,00	40,50	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Page 250

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements TR 2 - rue du Dr René Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	960 760,00	0,00	41,50	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements TR 2 - rue du Dr René Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	845 878,00	0,00	51,50	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements TR 2 - rue du Dr René Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	658 105,00	0,00	41,50	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements TR 2 - rue du Dr René Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	552 026,00	0,00	51,50	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0.53)-Floor -0.53 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 42 logements TR 2 - rue du Dr René Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	630 000,00	0,00	41,50	X	F	Taux fixe à 1.76 %	1,760	F	Taux fixe à 1.76 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2022	C	Acquisition VEFA 42 logements TR 2 - rue du Dr René Laennec à BRUNSTATT-DIDENHEIM	CDC	210 000,00	210 000,00	39,50	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2016	P	LUTTERBACH - rue du Nonnenbruch	CDC	660 000,00	530 273,56	19,33	T	F	Taux fixe à 1.13 %	0,281	F	Taux fixe à 1.13 %	1,122	A-1	EUR	6 137,21	24 186,83
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	395 000,00	366 457,82	36,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,910	A-1	EUR	1 128,91	9 844,39
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	35 059,90	32 558,84	22,58	A	F	Taux fixe à 0.98 %	0,980	F	Taux fixe à 0.98 %	0,977	A-1	EUR	331,39	1 256,63
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	50 000,00	50 000,00	36,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,718	A-1	EUR	,550,00	0,00

Page 255

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 60 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	804 405,00	0,00	41,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 60 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	1 259 370,00	0,00	51,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Acquisition VEFA 60 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	900 000,00	0,00	30,00	X	F	Taux fixe à 0.96 %	0,960	F	Taux fixe à 0.96 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2021	C	Acquisition VEFA 60 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	300 000,00	300 000,00	38,00	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Réhabilitation 56 logements - rue Jean Martin et rue de Willer à MULHOUSE	CDC	311 976,00	0,00	20,00	X	F	Taux fixe à 0.69 %	0,690	F	Taux fixe à 0.69 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Réhabilitation 56 logements - rue Jean Martin et rue de Willer à MULHOUSE	CDC	808 000,00	0,00	21,00	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor –0.45 sur Livret A(Préfixé)	0,050	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.45))-Floor –0.45 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de l'Ile Napoléon à RIXHEIM	CDC	82 783,00	0,00	41,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de l'Ile Napoléon à RIXHEIM	CDC	73 090,00	0,00	51,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de l'Ile Napoléon à RIXHEIM	CDC	1 518 259,00	0,00	41,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Page 253

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	180 000,00	171 415,68	46,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,711	A-1	EUR	1 918,91	3 030,59
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	350 000,00	326 134,48	36,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,710	A-1	EUR	3 693,43	7 632,12
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue du Vieil Armand à Bollwiller	CDC	180 000,00	169 688,71	46,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,912	A-1	EUR	519,83	3 587,16
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	269 000,00	246 894,93	35,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,553	A-1	EUR	2 781,00	5 923,49
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2019	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	137 200,00	128 648,08	45,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,553	A-1	EUR	1 440,78	2 331,84
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2019	P	Construction 17 logements - rue d'Ensisheim à Wittenheim	CDC	124 000,00	116 270,85	45,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,553	A-1	EUR	1 302,16	2 107,50
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2019	P	Construction 17 logements - rue d'Ensisheim à Wittenheim	CDC	590 000,00	541 516,75	35,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,553	A-1	EUR	6 099,60	12 992,04
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2019	P	Acquisition VEFA 8 logements - rue Barthold à Riedisheim	CDC	341 942,18	312 044,71	33,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,461	A-1	EUR	3 520,33	7 985,07
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2019	P	Acquisition VEFA 8 logements - rue Barthold à Riedisheim	CDC	231 119,65	215 933,74	43,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,463	A-1	EUR	2 420,62	4 120,48
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2013	P	PLAI 16 rue Nonnenbruch LUTTERBACH 1 Logt	CDC	113 289,67	82 798,06	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,047	A-1	EUR	905,86	3 474,15
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2013	P	PLUS BBC 4 rue des Prés BATTENHEIM 8 Logts	CDC	269 657,15	201 033,16	29,92	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.4	1,650	V	Livret A(Préfixé) + 0.4	1,645	A-1	EUR	3 448,25	7 951,84
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2014	P	8A-8B-8E rue de Rennes à Kingersheim 30 LOGTS PLAI F	CDC	935 915,96	746 364,15	40,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,047	A-1	EUR	8 098,01	24 875,36
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2013	P	PLAI BBC 4 rue des Prés BATTENHEIM 4 Logts	CDC	221 305,08	160 608,36	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	0,850	V	Livret A(Préfixé) + (-0.4)	0,848	A-1	EUR	1 423,61	6 874,84

Page 256

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
NEOLIA	2024	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de l'Ile Napoléon à RIXHEIM	CDC	1 113 139,00	0,00	51,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Acquisition VEFA 30 logements - rue de l'Ile Napoléon à RIXHEIM	CDC	450 000,00	0,00	40,08	X	F	Taux fixe à 1.08 %	1,080	F	Taux fixe à 1.08 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2022	C	Acquisition VEFA 30 logements - rue de l'Ile Napoléon à RIXHEIM	CDC	150 000,00	150 000,00	38,08	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Construction 15 logements - rue des colonnades à PFASTATT	CDC	303 325,00	0,00	41,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Construction 15 logements - rue des colonnades à PFASTATT	CDC	161 508,00	0,00	51,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Construction 15 logements - rue des colonnades à PFASTATT	CDC	561 307,00	0,00	41,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2024	P	Construction 15 logements - rue des colonnades à PFASTATT	CDC	244 043,00	0,00	51,08	X	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2023	P	Construction 15 logements - rue des colonnades à PFASTATT	CDC	225 000,00	0,00	40,08	X	F	Taux fixe à 1.08 %	1,080	F	Taux fixe à 1.08 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
NEOLIA	2022	C	Construction 15 logements - rue des colonnades à PFASTATT	CDC	75 000,00	75 000,00	38,08	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Page 254

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2019	P	Construction 54 logements - rue de Rennes à Kingersheim	CDC	690 923,98	641 786,73	40,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,385	A-1	EUR	7 205,73	13 280,06
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2018	P	Réaménagement de prêt	CDC	869 022,82	597 479,22	30,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,417	A-1	EUR	1 847,53	18 364,98
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2018	P	Réaménagement de prêt	CDC	185 913,93	170 782,46	40,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,418	A-1	EUR	524,07	3 909,02
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2019	P	Acquisition VEFA 4 logements - rue des Bleuets à Habsheim	CDC	146 920,47	137 526,24	44,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,711	A-1	EUR	1 540,91	2 556,91
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2019	P	Acquisition VEFA 4 logements - rue des Bleuets à Habsheim	CDC	341 213,64	312 900,65	34,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,709	A-1	EUR	3 020,39	7 734,90
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2019	P	Construction 30 logements - rue de Hombourg à Habsheim	CDC	332 437,46	310 040,56	42,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,462	A-1	EUR	3 477,26	6 074,34
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2019	P	Construction 30 logements - rue de Hombourg à Habsheim	CDC	1 055 200,20	959 934,54	32,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,461	A-1	EUR	10 838,70	25 402,03
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2019	P	Réaménagement de prêt HHA	CDC	488 291,18	445 597,76	33,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,553	A-1	EUR	5 027,00	11 402,64
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2019	P	Réaménagement de prêt HHA	CDC	347 118,35	324 340,67	43,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,553	A-1	EUR	3 635,82	6 186,56
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2019	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue de Reiningue à Lutterbach	CDC	144 162,78	134 450,27	42,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,469	A-1	EUR	1 507,93	2 634,16
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2019	P	Acquisition VEFA 24 logements - rue de Reiningue à Lutterbach	CDC	379 281,83	344 129,77	32,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,468	A-1	EUR	3 865,60	9 106,45
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2013	P	rue du Pérvoux - Wittenheim 8 logements PLUS	CDC	670 050,83	549 407,76	30,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,845	A-1	EUR	10 437,95	14 805,99

Page 259

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2014	P	6A-8B-8E rue de Rennes à Kingersheim 30 LOGTS PLAI	CDC	1 963 323,73	1 491 390,11	30,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,047	A-1	EUR	16 300,24	61 013,94
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2017	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	137 400,00	127 106,46	45,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	,Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,755	A-1	EUR	389,58	2 745,44
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2017	P	Acquisition VEFA 10 logements - rue de Mulhouse à Sausheim	CDC	237 000,00	214 500,03	35,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,755	A-1	EUR	661,27	5 922,71
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2017	P	16 A rue du Nonnenbruch à LUTTERBACH	CDC	162 360,00	145 946,09	35,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,670	A-1	EUR	453,01	4 057,43
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2016	P	ILLZACH - Résidence Les Fleurs - 52 logements	CDC	572 000,00	438 960,70	18,92	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,499	A-1	EUR	2 310,41	23 120,44
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2016	P	LUTTERBACH - rue de Reiningue - PLAI F	CDC	315 400,00	270 967,58	43,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,548	A-1	EUR	1 532,77	7 718,11
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2016	P	LUTTERBACH - rue du Nonnenbruch	CDC	384 000,00	269 855,47	13,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0.45)	0,282	A-1	EUR	144,71	19 567,19
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2020	P	Construction de 4 logements - rue du Vieil Armand à BOLLWILLER	BANQUE POSTALE	210 000,00	195 129,24	27,29	T	F	Taux fixe à 1.15 %	1,155	F	Taux fixe à 1.15 %	1,147	A-1	EUR	2 287,19	5 999,58
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2020	P	Construction de 4 logements - rue du Vieil Armand à BOLLWILLER	BANQUE POSTALE	195 000,00	186 587,59	37,33	T	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,620	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,474	A-1	EUR	4 213,22	3 411,80
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2010	P	16 rue des Bleuets - HABSHEIM 14 logements PLS	DEXIA CL	1 110 000,00	774 707,45	17,83	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	2,881	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	2,460	A-1	EUR	17 645,32	32 508,10
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2020	C	Construction de 4 logements - rue du Vieil Armand à BOLLWILLER	BANQUE POSTALE	130 000,00	123 500,00	47,33	T	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	1,620	V	(Livret A(Préfixé) + 1.11)-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	2,473	A-1	EUR	2 792,89	2 600,00

Page 257

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2009	P	ZAC Petit Prince - HABSHEIM 51 logements PLS	DEXIA CL	4 300 000,00	3 075 037,46	16,08	A	V	(((((Livret A(Préfixé) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé))/4) + 1.13	4,880	V	(((((Livret A(Préfixé) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé))/4) + 1.13	1,739	A-1	EUR	52 084,21	120 312,60
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2013	P	rue du Pérvoux - Wittenheim 8 logements PLUS F	CDC	318 531,04	275 954,65	40,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,850	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,845	A-1	EUR	5 203,30	5 304,54
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2009	P	16 rue des Bleuets - HABSHEIM 14 logements PLS	DEXIA CL	300 000,00	256 307,82	36,58	T	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	2,881	V	Livret A(Préfixé) + 1.1	2,464	A-1	EUR	5 751,82	3 901,09
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2013	P	rue du Pérvoux - Wittenheim 4 logements PLAI	CDC	311 550,13	247 529,16	30,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,047	A-1	EUR	2 678,94	7 608,41
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2013	P	rue du Pérvoux - Wittenheim 4 logements PLAI F	CDC	148 113,99	124 475,53	40,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,050	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	1,047	A-1	EUR	1 336,91	2 849,10
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2018	P	WITTENHEIM - 17 logements séniors - 81 rue d'Ensisheim	CDC	610 000,00	552 088,66	35,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,754	A-1	EUR	1 702,00	15 244,11
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2016	P	WITTENHEIM - 8 rue Coehorn - 1 logement PLAI	CDC	100 000,00	85 933,25	33,75	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,665	A-1	EUR	265,34	2 512,71
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2018	P	WITTENHEIM - 17 logements séniors - 81 rue d'Ensisheim	CDC	134 200,00	124 146,19	45,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,755	A-1	EUR	380,48	2 681,51
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2020	P	Amélioration 3 logements - 104 Grand rue à Sausheim	CDC	52 500,00	48 419,55	22,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,250	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,662	A-1	EUR	126,16	2 042,77
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2020	P	Amélioration 3 logements - 104 Grand rue à Sausheim	CDC	45 000,00	41 716,74	22,17	A	F	Taux fixe à 0.79 %	0,790	F	Taux fixe à 0.79 %	0,788	A-1	EUR	342,58	1 648,09
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2020	P	Amélioration 3 logements - 104 Grand rue à Sausheim	CDC	15 000,00	15 000,00	37,17	A	F	Taux fixe à 1.1 %	1,100	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	165,00	0,00

Page 260

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE.	2009	P	ZAC Petit Prince - HABSHEIM 51 logements PLS	DEXIA CL	1 300 000,00	1 171 193,58	36,08	A	V	(((((Livret A(Préfixé) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé))/4) + 1.13	4,880	V	(((((Livret A(Préfixé) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé)) + Livret A(Préfixé))/4) + 1.13	1,740	A-1	EUR	19 296,67	12 651,03
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2018	P	Réhabilitation 101 logements - à Wittenheim	CDC	606 000,00	500 924,10	15,83	A	F	Taux fixe à 1.74 %	1,740	F	Taux fixe à 1.74 %	1,735	A-1	EUR	9 185,05	35 952,56
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2018	P	Réhabilitation 101 logements - à Wittenheim	CDC	1 900 000,00	1 551 950,25	15,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,331	A-1	EUR	18 066,23	90 433,90
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2015	P	STAFFELFELDEN - Rue de la République -24 PLUS	CDC	1 505 000,00	1 294 866,58	32,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,596	A-1	EUR	21 236,32	32 403,18
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2018	P	Construction 18 logements - rue d'Ensisheim à Wittenheim	CDC	710 000,00	642 594,99	35,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,539	A-1	EUR	1 981,01	17 743,15
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2015	P	STAFFELFELDEN- Rue de la République -16 PLAI F	CDC	232 800,00	203 671,50	42,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,798	A-1	EUR	1 664,82	4 431,40
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2018	P	Construction 18 logements - rue d'Ensisheim à Wittenheim	CDC	695 000,00	630 753,74	35,83	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.05)	0,700	V	Livret A(Préfixé) + (-0.05)	0,689	A-1	EUR	2 914,75	16 967,36
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2016	P	LUTTERBACH - rue de Reiningue - PLAI	CDC	692 000,00	574 918,32	33,08	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,548	A-1	EUR	3 272,73	20 124,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2015	P	STAFFELFELDEN - Rue de la République -24 PLUS F	CDC	431 600,00	386 708,27	42,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,596	A-1	EUR	6 299,41	7 004,79
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2015	P	STAFFELFELDEN- Rue de la République -16 PLAI	CDC	1 185 000,00	994 704,13	32,42	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,800	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,798	A-1	EUR	8 186,71	28 634,36
OPH HABITATS DE HAUTÉ ALSACE	2019	P	Construction 54 logements - rue de Rennes à Kingersheim	CDC	1 383 095,09	1 249 659,69	30,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,364	A-1	EUR	14 136,37	35 464,67

Page 258

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOMCO	2008	P	La Rotonde 3 - Rixheim PAMBO	CDC	360 000,00	97 746,16	5,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0,25	4,250	V	Livret A(Préfixé) + 0,25	0,962	A-1	EUR	867,58	17 930,70
SOMCO	2009	P	La Rotonde 4 - Rixheim PAMBO	CDC	310 000,00	119 502,84	6,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0,25	4,250	V	Livret A(Préfixé) + 0,25	1,199	A-1	EUR	1 029,53	16 567,28
SOMCO	2009	P	La Rotonde 5 - Rixheim PAMBO	CDC	330 000,00	174 154,60	11,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0,25	4,250	V	Livret A(Préfixé) + 0,25	1,201	A-1	EUR	1 409,81	13 820,27
SOMCO	2014	P	54 rue Général de Gaulle Rixheim 1 lgt	CDC	79 680,00	70 155,98	41,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0,6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0,6	1,596	A-1	EUR	1 143,44	1 308,74
SOMCO	2014	P	54 rue Général de Gaulle Rixheim 1 lgt	CDC	195 320,00	163 971,39	31,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0,6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0,6	1,596	A-1	EUR	2 691,64	4 256,09
SOMCO	2015	P	construction 2 lgts - 3 rue Basse Rixheim - PLUS	CDC	280 116,00	241 005,22	32,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0,6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0,6	1,596	A-1	EUR	3 952,58	6 031,00
SOMCO	2015	P	construction 2 lgts - 3 rue Basse Rixheim - PLUS F	CDC	57 519,00	51 536,31	42,42	A	V	Livret A(Préfixé) + 0,6	1,600	V	Livret A(Préfixé) + 0,6	1,596	A-1	EUR	839,52	933,52
SOMCO	2016	P	acquisition-amélioration 4 lgts - 4 rue Neuve à Pfastatt - PLUS	CDC	180 134,00	158 535,26	33,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0,6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0,6	1,346	A-1	EUR	2 191,91	3 828,27
SOMCO	2016	P	acquisition-amélioration 4 lgts - 4 rue Neuve à Pfastatt - PLUS	CDC	69 662,00	63 423,19	43,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0,6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0,6	1,346	A-1	EUR	871,28	1 115,12
SOMCO	2017	P	RIEDISHEIM - angle rue Verdun/ rue Marne 19 logts- PLUS F	CDC	465 659,00	449 493,73	44,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0,6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0,6	1,429	A-1	EUR	5 029,01	7 688,82
SOMCO	2017	P	RIEDISHEIM - angle rue Verdun/ rue Marne 19 logts- PLUS	CDC	1 369 271,00	1 232 891,49	34,33	A	V	Livret A(Préfixé) + 0,6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0,6	1,429	A-1	EUR	13 878,09	28 753,35
SOMCO	2017	P	RIEDISHEIM - angle rue Verdun/ rue Marne 19 logts- PLAI F	CDC	178 188,00	162 108,91	44,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0,2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0,2)	0,631	A-1	EUR	496,41	3 360,04
SOMCO	2017	P	RIEDISHEIM - angle rue Verdun/ rue Marne 19 logts- PLAI	CDC	507 882,00	449 258,06	34,33	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0,2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0,2)	0,630	A-1	EUR	1 384,24	12 156,61

Page 263

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2020	P	Amélioration 3 logements - 104 Grand rue à Sausheim	CDC	90 000,00	86 373,48	37,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0,6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0,6	1,511	A-1	EUR	970,16	1 823,18
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2020	P	Amélioration 3 logements - 104 Grand rue à Sausheim	CDC	85 000,00	82 417,39	47,17	A	V	Livret A(Préfixé) + 0,6	1,100	V	Livret A(Préfixé) + 0,6	1,511	A-1	EUR	920,87	1 298,37
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2020	P	Amélioration 4 logements - 106 Grand rue à Sausheim	CDC	125 000,00	119 099,30	37,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0,2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0,2)	0,713	A-1	EUR	366,16	2 954,77
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2020	P	Amélioration 4 logements - 106 Grand rue à Sausheim	CDC	90 000,00	86 652,85	47,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0,2)	0,300	V	Livret A(Préfixé) + (-0,2)	0,713	A-1	EUR	264,99	1 676,08
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2020	P	Amélioration 4 logements - 106 Grand rue à Sausheim	CDC	92 000,00	84 849,49	22,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0,25)	0,250	V	Livret A(Préfixé) + (-0,25)	0,662	A-1	EUR	221,07	3 579,72
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2020	P	Amélioration 4 logements - 106 Grand rue à Sausheim	CDC	60 000,00	60 000,00	37,17	A	F	Taux fixe à 1,1 %	1,100	F	Taux fixe à 1,1 %	1,097	A-1	EUR	660,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2021	P	Consruction 11 logements - rue des aulnes à STAFFELFELDEN	CDC	239 058,00	227 773,14	37,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0,2))-Floor --0,2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0,2))-Floor --0,2 sur Livret A(Préfixé)	0,663	A-1	EUR	700,27	5 650,88
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2021	P	Construction 11 logements - rue des aulnes à STAFFELFELDEN	CDC	40 000,00	38 512,37	47,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0,2))-Floor --0,2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0,2))-Floor --0,2 sur Livret A(Préfixé)	0,665	A-1	EUR	117,77	744,93
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2021	P	Construction 11 logements - rue des aulnes à STAFFELFELDEN	CDC	420 942,00	403 980,30	37,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0,6)-Floor -0,6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0,6)-Floor -0,6 sur Livret A(Préfixé)	1,462	A-1	EUR	4 537,58	8 527,24
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2021	P	Construction 11 logements - rue des aulnes à STAFFELFELDEN	CDC	70 000,00	67 873,15	47,75	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0,6)-Floor -0,6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0,6)-Floor -0,6 sur Livret A(Préfixé)	1,463	A-1	EUR	758,37	1 069,24
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2021	P	Construction 11 logements - rue des aulnes à STAFFELFELDEN	CDC	165 000,00	158 022,85	37,75	A	F	Taux fixe à 0,86 %	0,860	F	Taux fixe à 0,86 %	0,858	A-1	EUR	1 389,13	3 503,51

Page 261

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2021	C	Construction 11 logements - rue des aulnes à STAFFELFELDEN	CDC	55 000,00	55 000,00	37,75	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2022	P	Construction 17 logements seniors - rue de l'Ile Napoléon à RIXHEIM	CDC	229 000,00	224 119,55	38,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0,2))-Floor --0,2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0,2))-Floor --0,2 sur Livret A(Préfixé)	0,792	A-1	EUR	76,33	4 880,45
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2022	P	Construction 17 logements seniors - rue de l'Ile Napoléon à RIXHEIM	CDC	176 000,00	173 123,32	48,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0,2))-Floor --0,2 sur Livret A(Préfixé)	0,800	V	(Livret A(Préfixé) + (-0,2))-Floor --0,2 sur Livret A(Préfixé)	0,792	A-1	EUR	58,67	2 876,68
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2022	P	Construction 17 logements seniors - rue de l'Ile Napoléon à RIXHEIM	CDC	548 000,00	537 965,88	38,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0,53)-Floor -0,53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0,53)-Floor -0,53 sur Livret A(Préfixé)	1,515	A-1	EUR	349,35	10 034,12
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2022	P	Construction 17 logements seniors - rue de l'Ile Napoléon à RIXHEIM	CDC	338 000,00	331 476,96	48,25	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0,53)-Floor -0,53 sur Livret A(Préfixé)	1,530	V	(Livret A(Préfixé) + 0,53)-Floor -0,53 sur Livret A(Préfixé)	1,515	A-1	EUR	214,20	4 523,04
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2022	P	Construction 17 logements seniors - rue de l'Ile Napoléon à RIXHEIM	CDC	255 000,00	250 330,84	38,25	A	F	Taux fixe à 1,57 %	1,570	F	Taux fixe à 1,57 %	1,555	A-1	EUR	166,81	4 669,16
OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE	2022	P	Construction 17 logements seniors - rue de l'Ile Napoléon à RIXHEIM	CDC	85 000,00	85 000,00	38,25	A	F	Taux fixe à 0 %	0,000	F	Taux fixe à 0 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
PIERRES ET TERRITOIRES DE FRANCE	2022	P	Construction 1 logement - chemin du Winkelweg à Brunstatt-Didenheim	C.C.C.COOP	90 000,00	84 466,19	3,63	T	F	(Euribor 3M + 0,8)-Floor 0 sur Euribor 3M	0,814	V	(Euribor 3M + 0,8)-Floor 0 sur Euribor 3M Taux fixe à 0,87 %	0,860	A-1	EUR	195,75	5 533,81
SAEML MULHOUSE EXPO	2022	P	Construction ZEE et extension halle - Parc des Expositions de MULHOUS	CREDIT AGRICOLE	1 250 000,00	0,00	18,58	X	F	Taux fixe à 1,86 %	1,876	F	Taux fixe à 1,86 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
SAEML MULHOUSE EXPO	2022	P	Construction ZEE et extension halle - Parc des Expositions de MULHOUS	CREDIT MUTUEL	1 000 000,00	0,00	15,16	X	F	Taux fixe à 1,8 %	1,815	F	Taux fixe à 1,8 %	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00

Page 262

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOMCO	2018	P	La Rotonde 3 - Rixheim PAM	CDC	217 555,18	170 777,02	15,83	A	V	Livret A(Préfixé) + 0,6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0,6	1,332	A-1	EUR	1 985,39	9 713,43
SOMCO	2018	P	La Rotonde 4 - Rixheim PAM	CDC	187 139,14	155 079,13	16,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0,6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0,6	1,552	A-1	EUR	1 796,68	8 255,06
SOMCO	2018	P	La Rotonde 5 - Rixheim PAM	CDC	231 312,38	200 308,48	21,08	A	V	Livret A(Préfixé) + 0,6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0,6	1,552	A-1	EUR	2 291,50	8 009,26
SOMCO	2015	P	RIXHEIM - rue Albert Schweitzer - 36 lgts-PLUS F	CDC	518 000,00	479 426,42	44,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0,6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0,6	1,712	A-1	EUR	5 363,00	8 200,84
SOMCO	2015	P	RIXHEIM - rue Albert Schweitzer - 36 lgts-PLUS	CDC	2 042 000,00	1 838 516,61	34,58	A	V	Livret A(Préfixé) + 0,6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0,6	1,710	A-1	EUR	20 696,46	42 680,00
SOMCO	2015	P	RIXHEIM - rue Albert Schweitzer - 36 lgts-PLAI F	CDC	266 000,00	241 997,07	44,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0,2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0,2)	0,913	A-1	EUR	741,04	5 015,88
SOMCO	2015	P	RIXHEIM - rue Albert Schweitzer - 36 lgts-PLAI	CDC	1 096 000,00	969 490,64	34,58	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0,2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0,2)	0,910	A-1	EUR	2 987,17	26 233,73
SOMCO	2016	P	Construction 10 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	748 150,20	704 145,76	36,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0,6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0,6	1,097	A-1	EUR	7 914,50	15 354,31
SOMCO	2016	P	Construction 10 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	148 890,00	142 673,70	46,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0,6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0,6	1,097	A-1	EUR	1 594,81	2 309,12
SOMCO	2016	P	Construction 10 logements - rue Hoffet ILLZACH	CDC	306 608,53	285 536,41	36,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0,2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0,2)	0,299	A-1	EUR	878,47	7 266,51
SOMCO	2016	P	Construction 10 logements - rue Hoffet à ILLZACH	CDC	51 054,54	48 313,97	46,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0,2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0,2)	0,299	A-1	EUR	147,81	955,86
SOMCO	2017	P	ILLZACH – 18-22 rue des Jonquilles	CDC	251 949,00	236 882,68	36,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0,6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0,6	1,469	A-1	EUR	2 662,53	5 165,36
SOMCO	2017	P	ILLZACH – 18-22 rue des Jonquilles	CDC	103 983,00	99 316,08	46,25	A	V	Livret A(Préfixé) + 0,6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0,6	1,469	A-1	EUR	1 110,16	1 607,39

Page 264

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOMCO	2022	P	2 rue des Châtaigniers RIXHEIM	CDC	173 106,00	173 106,00	49,53	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur	1,581	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2021	C	2 rue des Châtaigniers RIXHEIM	CDC	126 000,00	126 000,00	47,53	A	F	Taux fixe à 0.99 %	0,990	F	Taux fixe à 0.99 %	0,987	A-1	EUR	1 247,40	0,00
SOMCO	2021	P	Rénovation thermique de 4 maisons - rue de la Turlerie à RIEDISHEIM	CDC	40 000,00	38 493,93	23,60	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor –0.25 sur Livret A(Préfixé)	0,500	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor –0.25 sur Livret A(Préfixé)	0,827	A-1	EUR	100,00	1 506,07
SOMCO	2021	P	Rénovation thermique de 4 maisons - rue de la Turlerie à RIEDISHEIM	CDC	70 542,00	68 150,92	23,60	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,350	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,676	A-1	EUR	775,96	2 391,08
SOMCO	2018	P	Réhabilitation 24 logements - cour St Fiacre à Riedisheim	CDC	286 742,00	264 459,16	22,17	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,662	A-1	EUR	689,04	11 157,29
SOMCO	2019	P	Programme investissement haut bilan UE	CDC	200 000,00	200 000,00	31,83	A	F	Taux fixe à 1.1 %	0,000	F	Taux fixe à 1.1 %	1,097	A-1	EUR	2 200,00	0,00
SOMCO	2018	P	Construction 10 logements - Grand rue Pierre Braun à RIXHEIM	CDC	309 561,54	302 265,97	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	1 702,59	7 295,57
SOMCO	2018	P	Construction 10 logements - Grand rue Pierre Braun à RIXHEIM	CDC	66 266,54	65 036,14	48,00	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,550	V	Livret A(Préfixé) + (-0.2)	0,299	A-1	EUR	364,47	1 230,40
SOMCO	2018	P	Construction 10 logements - Grand rue Pierre Braun à RIXHEIM	CDC	488 622,84	478 832,06	38,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR	6 596,41	9 790,58
SOMCO	2018	P	Construction 10 logements - Grand rue Pierre Braun à RIXHEIM	CDC	150 841,52	148 562,50	48,00	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,097	A-1	EUR	2 036,36	2 279,02

Page 267

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOMCO	2017	P	RIXHEIM – La Rotonde – 6 rue Lefèbvre	CDC	170 000,00	137 340,75	19,25	A	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,500	V	Livret A(Préfixé) + (-0.25)	0,619	A-1	EUR	360,07	6 998,65
SOMCO	2017	P	Programme investissement haut bilan UE / SOMCO	CDC	700 000,00	700 000,00	29,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,468	A-1	EUR	7 700,00	0,00
SOMCO	2017	P	Programme investissement haut bilan UE / SOMCO	CDC	250 000,00	250 000,00	34,75	A	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,350	V	Livret A(Préfixé) + 0.6	1,468	A-1	EUR	2 750,00	0,00
SOMCO	2021	P	Rénovation thermique de 300 logements - La Rotonde à RIXHEIM	CDC	2 598 000,00	2 494 080,00	23,13	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,500	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor 0 sur Livret A(Préfixé)	0,679	A-1	EUR	6 495,00	103 920,00
SOMCO	2022	P	11 et 13 rue de Lorraine RIEDISHEIM	CDC	749 394,00	749 394,00	39,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –	0,792	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2022	P	11 et 13 rue de Lorraine RIEDISHEIM	CDC	249 846,00	249 846,00	49,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –	0,792	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2022	P	11 et 13 rue de Lorraine RIEDISHEIM	CDC	3 624 600,00	3 624 600,00	39,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur	1,584	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2021	C	11 et 13 rue de Lorraine RIEDISHEIM	CDC	420 000,00	420 000,00	47,48	A	F	Taux fixe à 1.19 %	1,190	F	Taux fixe à 1.19 %	1,187	A-1	EUR	4 998,00	0,00

Page 265

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOMCO	2021	P	Réhabilitation 70 logements - rue du beau site à RIEDISHEIM	CDC	630 000,00	0,00	25,75	X	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor –0.25 sur Livret A(Préfixé)	0,250	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.25))-Floor –0.25 sur Livret A(Préfixé)	0,000	A-1	EUR	0,00	0,00
TOTAL GENERAL					264 987 061,90	195 961 841,55											1 662 211,00	5 092 406,78

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).
(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage)
(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).
(5) Taux annuel, tous frais compris.
(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.
(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales)
(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

Page 268

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOMCO	2022	P	11 et 13 rue de Lorraine RIEDISHEIM	CDC	882 680,00	882 680,00	49,48	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur	1,584	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2022	P	2 rue des Châtaigniers RIXHEIM	CDC	413 932,00	413 932,00	39,53	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –	0,790	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2022	P	2 rue des Châtaigniers RIXHEIM	CDC	83 045,00	83 045,00	49,53	A	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé)	0,300	V	(Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –0.2 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + (-0.2))-Floor –	0,790	A-1	EUR	0,00	0,00
SOMCO	2022	P	2 rue des Châtaigniers RIXHEIM	CDC	974 658,00	974 658,00	39,53	A	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé)	1,100	V	(Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur Livret A(Préfixé) (Livret A(Préfixé) + 0.6)-Floor -0.6 sur	1,581	A-1	EUR	0,00	0,00

Page 266

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT		Valeur en euros
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	2 101 409,97
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	16 519 303,92
Provisions pour garanties d'emprunts	D	2 721 050,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	I = A+ B + C - D	**15 899 663,89**
Recettes réelles de fonctionnement	II	**256 499 211,49**
Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	I / II	**6,20**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.
(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.
(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	B1.5

B1.5 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 31/12/N	Annuité versée au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser en annuités					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					1 581 000,00	474 300,00	158 100,00
Au profit d'organismes publics					1 581 000,00	474 300,00	158 100,00
2015	Indemnités de remboursement anticipée d'un emprunt CAFFIL indexé sur le cours de change EUR/CHF	CAFFIL	10	A	1 581 000,00	474 300,00	158 100,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
TOTAL					1 581 000,00	474 300,00	158 100,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :
- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 31/12/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 31/12/N ;
- la colonne « Annuité versée au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS	B1.6

B1.6 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital 31/12/N	Annuité reçue au cours de l'exercice
8026 Redevance de crédit-bail restant à recevoir (crédit-bail immobilier)					0,00	0,00	0,00
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					1 808 608,88	834 742,98	139 123,70
A l'exception de ceux reçus des entreprises					1 808 608,88	834 742,98	139 123,70
2016	Aide du fonds de soutien des emprunts à risque au remboursement de l'emprunt CAFFIL	Agence de Service et de Paiement	13	A	1 808 608,88	834 742,98	139 123,70
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					1 808 608,88	834 742,98	139 123,70

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS	B1.7

B1.7 – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS (Article L. 2313-1 du CGCT)

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Personnes de droit privé		
Associations		
ACCUEIL D ENFANTS LES PETITS	355 439,00	
ACCUEIL ENFANTS DROUOT MULTI ACCUEIL BAB ILL	568 509,00	
ADIE	5 000,00	
ADIRA AGCE DVPT ALSACE	63 000,00	
AFSCO ASSOCIATION FAMILIALE ET SOCIALE LES COTEAUX	722 853,00	
AG ATRACT MULHOUSE SUD ALSACE	14 000,00	
AG ATTRACT MULHO ALSACE AUBE AUBERGE	10 000,00	
AGCE LOCALE MAITRISE ENERGIE MULHOUSE	170 168,90	
AGENCE DE L ATTRACTIVITE MULHOUSE SUD ALSACE	767 850,00	
ALEOS	53 626,00	
ALEOS MULHOUSE	12 500,00	
ALSACE ACTIVE	41 000,00	
ALSACE NATURE	1 000,00	
ALSACE TECH INSA	2 500,00	
AMEVU ASS MULT ENERGIES VERTES UNG	3 436,50	
AMICALE DU PERSONNEL VILLE D MULHOUSE ET M2A	1 047 317,00	
AMIS DU MUSEE MOTO GRANGE A BECANIES	10 500,00	
APAMAD ASSOC POUR LE MAINTIEN A DOMICILE	174 373,00	
APAP ASS ACTIVITES PERISCOLAIRES	154 596,00	
APPUIS ASSOC	67 000,00	
ARSO MAISON DE LA CITOYENNETE MON	2 000,00	
ASPTT MULHOUSE TOUR ALSACE	40 000,00	
ASS CRECHE GARDERIE PORTE HAUTE	314 731,00	
ASS DE LA FONDATION ETUDIANT ASS FONDATION ETUDIANTE VILLE	8 000,00	
ASS EUR ETUDE CONSERV LEMURI AEECL	3 000,00	
ASS FRANCAISE DES PARCS ZOOLOGIQUES	1 500,00	
ASS HT RHIN PREVENTIONS SOIN	3 865,00	
ASS PETITE CAMARGUE ALSACIEN	10 000,00	
ASS PETITE ENFANCE BRUNSTATT LES PETITS FILOUS	134 900,00	
ASS POUR L INFORMATION SUR L ADIL 68	170 000,00	
ASSO HALTE GARDERIE LA SOURIS VERTE	433 983,00	
ASSOC ANOULAK	1 650,00	
ASSOC CLUB VOSGIEN KINGERSHEIM	3 522,00	
ASSOC POLE VEHICULE DU FUTUR	80 000,00	
ASSOCIATION 185	200,00	
ASSOCIATION CLAIRE JOIE	395 281,00	
ASSOCIATION EVI DENCE	4 500,00	
ASSOCIATION GROUPE RODOLPHE	1 000,00	
ASSOCIATION LES TISSERANDS D	5 000,00	
ASSOCIATION SAHEL VERT	6 000,00	
ASSOCIATION SIPORTIVE DU LYCE	300,00	
ASSOCIATION TECHNISTUB	40 000,00	
ATMO GRAND EST	79 481,00	
AURM AGENCE URBANISME REGION MULHOUSIENNE	713 000,00	
BEAUVAL CONSERVATION ET RECH ZOOLOGIQUES PRIVES	1 500,00	
ZOOPARC DE BEAUVAL		
BIO EN GRAND EST	18 275,00	
BIOVALLEY FRANCE	3 000,00	
CENTRE DE LOISIRS UTILES BOI	12 500,00	
CENTRE SOC CULT BEL AIR	572 029,00	
CENTRE SOC CULTUREL PAX	48 917,00	
CENTRE SOC LAVOISIER BRUSTLEIN	1 212 337,00	
CENTRE SOC PORTE MIROIR	373 399,00	
CENTRE SOCIO CULTUREL ILLZACH	39 046,00	
CENTRE SOCIO CULTUREL JEAN WAGNER	477 556,00	
CENTRE SOCIOCULTUREL COREAL	16 568,00	
CETIM GRAND EST	98 000,00	
CFDT VILLE DE MULHOUSE M2A	840,00	
CGT CAMSA	420,00	
CIDFF 68 CTR INFO DROITS DE LA FEMME	4 000,00	
CITE DU REEMPLOI TRI SERVICE	50 000,00	
CITE DU TRAIN PATRIMOINE SNC	340 000,00	
CLUB VOSGIEN DE MULHOUSE ET CRETES	7 687,50	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
CLUB VOSGIEN GUEVENHEIM	2 220,00	
CLUB VOSGIEN SOULTZ	1 920,00	
COSMOSPORT	6 500,00	
CRECHE LES P TITS LOUPS MOENSCHBERG	146 913,00	
CREPI ALSACE	5 000,00	
CSC LA PASSERELLE	1 561 976,00	
CSC PAPIN	365 618,00	
ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE	138 600,00	
ECOVIE	3 762,50	
ELAN SPORTIF	8 000,00	
ESAT SINCLAIR ASSOCIATION MARGUERITE SINCLAIR	29 200,00	
FED DEPART FOYERS CLUBS HAUT RHIN	945 324,12	
GRAND E NOV	50 000,00	
JAIM ARTS INDUSTRIE MULHOUSE	150 000,00	
JAZZ A MULHOUSE	5 000,00	
KALIVIE MONSIEUR ROLAND RINGENBACH	12 000,00	
KMQ CAMPUS	100 000,00	
L AIRE MOMES	38 344,00	
L ATELIER DE LA VIE	374 542,00	
L EGLANTINE ETS ACCUEIL ENFANTS MOINS 6	436 055,00	
L ILE AUX COPAINS	355 000,00	
LA BOBINE MJC CSC PFASTATT	334 401,00	
LA FILATURE	500,00	
LA PETITE OURSE	4 100,00	
LA POTASSINE	5 144,00	
LE MOULIN DE LUTTERBACH	124 000,00	
LES AMIES DES SHEIDS	6 765,00	
LES ATHLETES DE L ESPOIR	200,00	
LES COCCINELLES MJC ESPACE LE TREFLE	96 250,00	
LES COPAINS D ABORD	551 214,00	
LIONS CLUB MULHOUSE ILLBERG CAFE DU SOLEIL	100,00	
MAIRIE DE BRUEBACH	38 776,50	
MAISON DE LA PETITE ENFANCE COULEUR DE VIE	882 940,80	
MAISON EUROPEENNE DE L ARCHITECTURE	5 000,00	
MEF MAISON DE L EMPLOI ET DE LA FORMATION	243 417,20	
MJC BOLLWILLER	490 675,00	
MJC WITTENHEIM	83 144,00	
MOBILITE POUR L EMPLOI	8 000,00	
MULHOUSE OLYMPIC NATATION	119 000,00	
MULTI ACCUEIL ILLZACH GDE OURSE P PECHEURS LUNE	591 081,00	
MULTI ACCUEIL LA RIBAMBELLE	255 127,00	
MULTI ACCUEIL RIBAMBELLE	199 808,00	
MUSEE DE L IMPRESSION SUR ET	175 550,00	
MUSEE DU PAPIER PEINT	131 742,00	
MUSEE ENERGIE ELECTRIQUE ELECTROPOLIS	50 000,00	
MUSEES MULHOUSE SUD ALSACE	160 000,00	
NATURHEINA	300,00	
OFFICE POUR LA LANGUE ET LA CULTURE ALSACE	5 000,00	
ORIV OBSERVATOIRE REGIONAL DE INTEGRATION ET DE LA VILLE	25 000,00	
PARTAGE ET SOLIDARITE	1 000,00	
PASS AUX JEUX LUDOTHEQUE	3 400,00	
POLE TEXTILE ALSACE	5 000,00	
PROYECTO MONO TOCON	1 000,00	
REAGIR ENTREPRISE D INSERTION	328 059,00	
SEMAPHORE MULHOUSE SUD ALSACE	576 080,00	
SEMIA	50 000,00	
SMLH HAUT RHIN SECTION HAUT RHIN	1 500,00	
STARS8 TOMI	900,00	
SUD ALSACE INITIATIVE	10 000,00	
SYNDICAT UNSA	840,00	
TECHNOPOLE REGION MULHOUSE	234 500,00	
TENNIS DE TABLE DE RUELISHEI PARROT JEAN	200,00	
TERRE DE LIENS ALSACE	11 500,00	
THEMIS ASS ACCESS DROIT POUR ENFANT	48 000,00	
TUBA MULHOUSE SUD ALSACE	20 000,00	
UNION DEPART FO FORCE OUVRIERES	840,00	
USAE DE LA FPT	840,00	
WT TA CITE CENTRE SOCIOCULTUREL	511 743,00	
ZGAP ZOOLOGISCHE GESELLSCHAFT ART	1 400,00	
Entreprises		
ADAPEI PAPILLONS BLANCS D ALSACE	50 000,00	
BATIGERE GRAND EST	117 500,00	
CITIVIA SEM	2 211 250,00	
CITIVIA SPL	500 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
CSRS CENTRE SUISSE DE RECHER SCIENTIFIQUES	3 000,00	
DOMIAL HABITAT FAMILIAL D ALSACE	52 500,00	
EAZA	1 000,00	
ECOOPARC	21 000,00	
GREVY S ZEBRA TRUST	1 500,00	
HABITATS DE HAUTE ALSACE	45 000,00	
IMMOBILIERE 3F GRAND EST	166 750,00	
MULHOUSE EXPO SAEML	130 000,00	
NEOLIA	85 000,00	
OKAPI CONSERVATION PROJECT C O WILDLIFE CONSERVATION GL	1 500,00	
PARC EXPO MULHOUSE	1 260 000,00	
SEML OKTAVE	22 000,00	
SIFAKA CONSERVATION COTSWOLD WILDLIFE PARK CONSE	1 950,00	
SOCIETE MULHOUSIENNE DES CIT OUVRIERES	349 500,00	
THE ZOOLOGICAL STE LONDON	1 500,00	
VAGO CENTRE D ACTIVITE BEAULIEU D	298 587,00	
WAPCA TIERGARTEN HEILDELBERG	3 000,00	
Personnes physiques		
ABENG LOUISE AGNES	1 000,00	
AKAN CELAL	1 000,00	
ALIMLI DAVUT	1 000,00	
ANNEAU DU RHIN	20 000,00	
ARSLAN SERMIN	1 000,00	
AVDYLAJ BEKIM	1 000,00	
BARIK ATALAY	1 000,00	
BEGOUGA HAFIDA	1 000,00	
BOUAFIA HADEL	1 000,00	
BOUDELIOU AYACHE	1 000,00	
CAYOI TAKI	1 000,00	
CELIK YAKUP	1 000,00	
DELPHUEQUE DAMIEN	1 000,00	
EKINCI CAVUS	2 500,00	
FARES SAMAH	1 000,00	
FEDE FR JUDO JUJITSU KENDO DISC ASSOCIE	20 000,00	
FERRY JOANNE	1 000,00	
GOTNI TAYEB	1 000,00	
GRUNENBERGER THIERRY	1 000,00	
HAEFFLINGER BERNARD	1 000,00	
HARTMANN ROMIN	5 000,00	
HEBBAL ZAHRA	1 000,00	
HUY LEAKHENA	1 000,00	
LE GANG DES TRICOTEUSES DE M	900,00	
LERIVAIN IDRISS	1 000,00	
MESSAOUDI KAMEL	7 500,00	
MORCHID ADILE	1 000,00	
OZKAN ALI	1 000,00	
OZYURT MEHMET	2 500,00	
PEOPLE AND BABY	191 887,00	
PINOT GWLADYS	1 000,00	
RACHDI HICHAME	1 000,00	
RINGELE THOMAS	1 000,00	
ROUBA ABDELKADER	1 000,00	
SALSA SCIC SA RATTA NON REALISE	-70 500,00	
SCHAPPLER CELIA	1 000,00	
SCI JUMOZAA	5 000,00	
SELAMATKAN YAKI	1 500,00	
SMOUNI RACHID	2 500,00	
SOUFIR MOURAD	1 000,00	
SYLVER DUNES CHEZ HERR SYLVIE	200,00	
VURAL KADIR	1 000,00	
WEHRLIN VANESSA	1 000,00	
WURTZ SANDRINE	2 500,00	
Autres		
SOCIETE PUBL LOCALE ENFANCE ANIMATION SPLEA	1 091 100,00	
Personnes de droit public		
Etat		
UNIVERSITE DE HAUTE ALSACE	150 000,00	
Régions		
COM COM DU PAYS DE NEUF BRIS GECT EURODISTRICT	15 000,00	
DRFIP AUVERGNE RHONE ALPES D SERVICE LIAISON REMUNERATION	19 425,80	
REGION GRAND EST	53 000,00	

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Départements		
COLLECTIVITE EUROPEENNE D ALSACE CEA	217 296,83	
Communes		
ASS GESTION MUSEE AUTOMOBILE	1 142 600,00	
COMMUNE D ILLZACH	143 000,00	
COMMUNE D OTTMARSHEIM	5 271,97	
COMMUNE D UNGERSHEIM	45 749,87	
COMMUNE DE BRUNSTATT DIDENHEIM	67 304,99	
COMMUNE DE LUTTERBACH	37 578,00	
COMMUNE DE MORSCHWILLER LE BAS	25 715,00	
COMMUNE DE PETIT LANDAU	17 647,00	
COMMUNE DE RUEISHEIM	22 500,00	
COMMUNE DE ZILLISHEIM	29 253,00	
MAIRIE BERRWILLER	765 856,80	
MAIRIE DE BALDERSHEIM	22 500,00	
MAIRIE DE ESCHENTZWILLER	16 128,50	
MAIRIE DE FLAXLANDEN	225 000,00	
MAIRIE DE GALFINGUE	9 941,00	
MAIRIE DE HABSHEIM	471 655,50	
MAIRIE DE KINGERSHEIM	294 967,01	
MAIRIE DE PFASTATT	30 196,00	
MAIRIE DE RICHWILLER	34 204,00	
MAIRIE DE RIEDISHEIM	165 129,28	
MAIRIE DE RIXHEIM	43 246,87	
MAIRIE DE SAUSHEIM	4 252,50	
MAIRIE DE ZIMMERSHEIM	28 216,00	
MAIRIE FELDKIRCH	1 654,00	
MAIRIE PULVERSHEIM	22 500,00	
MAIRIE REININGUE	18 059,00	
VILLE DE MULHOUSE	373 593,61	
VILLE DE WITTENHEIM	6 316,00	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC...)		
CA ST LOUIS AGGLOMERATION	34 000,00	
COMCOM ALSACE RHIN BRISACH	4 250,00	
M2A HABITAT OPH MULHOUSE HABITAT	48 750,00	
M2A MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION	146 089,22	
MAISON DES ADOLESCENTS HR MDA68	11 400,00	
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATIO BUDGET ANNEXE TRANSPORTS	14 830 000,00	
REGIE PERSONNALISEE DE LA REUSSITE EDUCATIVE RE	10 000,00	
SYMBIO SYNDICAT MIXTE LE BIOSCOPE	12 982,45	
SYND MIXTE AERODROME MULH HA SYMA	140 000,00	
Autres		
CHAMBRE DE METIERS ALSACE ESPACE EUROPEEN ENTREPRISE	2 500,00	
INSTITUT RECHERCHE EN HEMATOLOGIE	100 000,00	
LYCEE CHARLES STOESSEL	1 000,00	
REGIO BASILIENSIS IKRB INFOBEST	4 247,60	
ROYAL ZOOLOGICAL SOCIETY OF	1 000,00	
SERVICE DE GESTION COMPTABLE DE MULHOUSE	-4 357,12	
SNCF RESEAU	4 724,66	
SNCF RESEAU	6 292 310,70	
TOTAL GENERAL	**53 902 847,86**	

IV – ANNEXES

AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

IV
C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)				EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL		AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		4,00	0,00	4,00		3,00	0,00	3,00
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00		1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	3,00	0,00	3,00		2,00	0,00	2,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
Emplois cités au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		361,00	9,00	370,00		248,00	77,00	325,00
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	149,00	9,00	158,00		132,00	10,00	142,00
ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX	A	5,00	0,00	5,00		3,00	2,00	5,00
ATTACHES TERRITORIAUX	A	124,00	0,00	124,00		68,00	46,00	114,00
COLLABORATEUR DE CABINET	A	6,00	0,00	6,00		2,00	0,00	2,00
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	77,00	0,00	77,00		43,00	19,00	62,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		909,00	67,00	976,00		779,00	139,00	918,00
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	619,00	67,00	686,00		570,00	78,00	648,00
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	97,00	0,00	97,00		91,00	4,00	95,00
ETAT-MAJORS TERRITORIAUX	A	8,00	0,00	8,00		5,00	0,00	5,00
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	62,00	0,00	62,00		35,00	21,00	56,00
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	123,00	0,00	123,00		78,00	36,00	114,00
FILIERE SOCIALE (d)		21,00	0,00	21,00		21,00	6,00	27,00
AGENTS SOCIAUX TERRITORIAUX	C	0,00	0,00	0,00		2,00	0,00	2,00
ASSISTANTS TERR.SOCIO-EDUCATIF A	A	4,00	0,00	4,00		3,00	0,00	3,00
CONSEILLERS TERR SOCIO-EDUCATIFS	A	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	17,00	0,00	17,00		15,00	6,00	21,00
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		22,00	1,00	23,00		18,00	5,00	23,00
AUXILIAIRES DE SOINS TERRIT.	C	0,00	0,00	0,00		1,00	0,00	1,00
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	15,00	1,00	16,00		12,00	4,00	16,00
INFIRMIERS TERR EN SOINS GENERAUX	A	2,00	0,00	2,00		2,00	0,00	2,00
MEDECINS TERRITORIAUX	A	2,00	0,00	2,00		0,00	1,00	1,00
PUERICULTRICE TERRITORIALE	A	3,00	0,00	3,00		3,00	0,00	3,00
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		2,00	0,00	2,00		1,00	1,00	2,00
BIOLOGISTE,VETERINAIRE,PHARMAC.TER.	A	2,00	0,00	2,00		1,00	1,00	2,00
FILIERE SPORTIVE (g)		48,00	1,00	49,00		39,00	10,00	49,00
CONSEILLER TERR.ACT.PHYS.ET SPORT.	A	2,00	0,00	2,00		3,00	0,00	3,00
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT.	B	44,00	1,00	45,00		34,00	10,00	44,00
OPERATEURS TERR.ACT.PHYS.ET SPORT	C	2,00	0,00	2,00		2,00	0,00	2,00
FILIERE CULTURELLE (h)		11,00	0,00	11,00		7,00	2,00	9,00

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
ASSISTANTS D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE TERR.	B	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	5,00	0,00	5,00	2,00	2,00	4,00
ATTACHES DE CONSERVATION TERR. PAT	A	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
CONSERVATEURS TERR. DU PATRIMOINE	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE ANIMATION (i)		**77,00**	**252,00**	**329,00**	**247,00**	**65,00**	**312,00**
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	33,00	231,00	264,00	234,00	55,00	289,00
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	44,00	21,00	65,00	13,00	10,00	23,00
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**1 451,00**	**330,00**	**1 781,00**	**1 360,00**	**305,00**	**1 665,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.
(2) Catégories : A, B ou C.
(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.
(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :
ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année
Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).
(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emplois existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**7 255 503,00**		
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	430	25 026,00	3-3-1°	CDI CDI TRANSFERT PRIVE-PUBLIC
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	353	20 544,60	3-3-1°	CDI CDI TRANSFERT PRIVE-PUBLIC
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	353	20 544,60	3-3-1°	CDI CDI TRANSFERT PRIVE-PUBLIC
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	353	20 544,60	3-a°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	353	20 544,60	3-a°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	353	20 544,60	3-a°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS ADMINISTRATIFS TERRIT.	C	ADM	353	20 544,60	3-a°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-a°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	370	21 534,00	3-3-1°	CDI CDI TRANSFERT PRIVE-PUBLIC
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	473	27 528,60	3-3-1°	CDI CDI TRANSFERT PRIVE-PUBLIC
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	404	23 512,80	3-3-1°	CDI CDI TRANSFERT PRIVE-PUBLIC
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-3-1°	CDI CDI TRANSFERT PRIVE-PUBLIC
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-3-1°	CDI CDI TRANSFERT PRIVE-PUBLIC
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	363	21 126,60	3-3-1°	CDI CDI TRANSFERT PRIVE-PUBLIC
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-3-1°	CDI CDI TRANSFERT PRIVE-PUBLIC
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	354	20 602,80	3-3-1°	CDI CDI TRANSFERT PRIVE-PUBLIC
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	365	21 243,00	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-a°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-a°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-a°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-a°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-b	CDD CDD ART 3 2° SAISONNIERS
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-a°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-a°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-a°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-a°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-a°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-a°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-a°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-a°	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-b	CDD CDD ART 3 2° SAISONNIERS
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-a*	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-a*	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-a*	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX	A	ADM	792	46 094,40	3-3-2°	CDI Z**CDI ART 3-3 2° 3-3 DER AL A
ADMINISTRATEURS TERRITORIAUX	A	ADM	667	38 819,40	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	451	26 248,20	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	416	24 211,20	3-3-1°	CDI CDI TRANSFERT PRIVE-PUBLIC
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	385	22 407,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
AGENTS DE MAITRISE TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	431	25 084,20	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	359	20 893,80	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	381	22 174,20	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	415	24 153,00	3-3-1°	CDI CDI TRANSFERT PRIVE-PUBLIC
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	431	25 084,20	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	431	25 084,20	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	369	21 475,80	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	441	25 666,20	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	363	21 126,60	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
ANIMATEURS TERRITORIAUX	B	ANIM	361	21 010,20	3-a*	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	CULT	359	20 893,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ASSISTANTS DE CONSERVATION TERR.	B	CULT	356	20 719,20	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	690	40 158,00	3-3-2°	CDI Z**CDI ART 3-3 2° 3-3 DER AL A
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	605	35 211,00	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	730	42 486,00	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	480	27 936,00	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	673	39 168,60	3-3-2°	CDI Z**CDI ART 3-3 2° 3-3 DER AL A
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	673	39 168,60	3-3-2°	CDI Z**CDI ART 3-3 2° 3-3 DER AL A
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	605	35 211,00	3-3-2°	CDI Z**CDI ART 3-3 2° 3-3 DER AL A
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	605	35 211,00	3-3-2°	CDI Z**CDI ART 3-3 2° 3-3 DER AL A
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	830	48 306,00	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	730	42 486,00	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	513	29 856,60	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	410	23 862,00	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	650	37 830,00	3-3-2°	CDI Z**CDI ART 3-3 2° 3-3 DER AL A
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	410	23 862,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	545	31 719,00	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	650	37 830,00	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	450	26 190,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	480	27 936,00	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	824	47 956,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	575	33 465,00	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	545	31 719,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	450	26 190,00	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	513	29 856,60	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	890	51 798,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	430	25 026,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	640	37 248,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	480	27 936,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	430	25 026,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	730	42 486,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	430	25 026,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	390	22 698,00	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	390	22 698,00	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	480	27 936,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	390	22 698,00	3-a*	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	410	23 862,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-a*	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-a*	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-a*	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-a*	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TECHNIQUES TERRITORIAUX	C	TECH	353	20 544,60	3-a*	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-3-1°	CDI CDI TRANSFERT PRIVE-PUBLIC
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-3-1°	CDI CDI TRANSFERT PRIVE-PUBLIC
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CA - 2022

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-a*	CDD CDD ART 3 1° TEMPORAIRE
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
ADJOINTS TERRITORIAUX D'ANIMATION	C	ANIM	353	20 544,60	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3) Indice (8)	REMUNERATION (3) Euros	CONTRAT Fondement du contrat (4)	CONTRAT Nature du contrat (5)
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	450	26 190,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	390	22 698,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	390	22 698,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	545	31 719,00	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	390	22 698,00	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	480	27 936,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	430	25 026,00	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	450	26 190,00	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	390	22 698,00	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	410	23 862,00	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	390	22 698,00	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	MS	356	20 719,20	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	MS	356	20 719,20	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	MS	396	23 047,20	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
AUXILIAIRES PUERICULT TERRITORIAUX	B	MS	356	20 719,20	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
BIOLOGISTE,VETERINAIRE,PHARMAC.TER	A	MT	972	56 570,40	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	415	24 153,00	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	361	21 010,20	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	361	21 010,20	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	361	21 010,20	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	363	21 126,60	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	356	20 719,20	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	359	20 893,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	361	21 010,20	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	359	20 893,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
EDUCATEUR DES ACT PHYS ET SPORT	B	SP	356	20 719,20	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	S	390	22 698,00	3-1	CDD CDD ART 3-1 REMPLACANT
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	S	502	29 216,40	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	S	415	24 153,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	S	415	24 153,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	S	426	24 793,20	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
EDUCATEUR JEUNES ENFANTS CAT A	A	S	415	24 153,00	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	806	46 909,20	3-3-2°	CDI Z**CDI ART 3-3 2° 3-3 DER AL A
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	578	33 639,60	3-3-2°	CDI Z**CDI ART 3-3 2° 3-3 DER AL A
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	610	35 502,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	637	37 073,40	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	540	31 428,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	513	29 856,60	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	478	27 819,60	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	540	31 428,00	3-3-1°	CDD CDD ART 3-3 1° HORS CE
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	445	25 899,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	419	24 385,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	419	24 385,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3) Indice (8)	REMUNERATION (3) Euros	CONTRAT Fondement du contrat (4)	CONTRAT Nature du contrat (5)
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	419	24 385,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	445	25 899,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	390	22 698,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	445	25 899,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	419	24 385,80	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	419	24 385,80	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	478	27 819,60	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	390	22 698,00	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	650	37 830,00	3-b	CDD CONTRAT DE PROJET
INGENIEURS TERRITORIAUX	A	TECH	478	27 819,60	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
MEDECINS TERRITORIAUX	A	MS	972	56 570,40	3-3-2°	CDI Z**CDI ART 3-3 2° 3-3 DER AL A
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	477	27 761,40	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	436	25 375,20	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	381	22 174,20	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	401	23 338,20	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	436	25 375,20	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	369	21 475,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	379	22 057,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	369	21 475,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	436	25 375,20	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	379	22 057,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	369	21 475,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	361	21 010,20	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	401	23 338,20	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	416	24 211,20	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	369	21 475,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	363	21 126,60	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	363	21 126,60	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	390	22 698,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
REDACTEURS TERRITORIAUX	B	ADM	363	21 126,60	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	503	29 274,60	3-3-1°	CDI Z**CDI ART 3-3 1° 3-3 DER AL*
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	587	34 163,40	3-3-1°	CDI Z**CDI ART 3-3 1° 3-3 DER AL*
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	379	22 057,80	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	465	27 063,00	3-3-1°	CDI CDI TRANSFERT PRIVE-PUBLIC
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	416	24 211,20	3-3-2°	CDI CDI ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	436	25 375,20	3-3-2°	CDI Z**CDI ART 3-3 2° 3-3 DER AL A
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	379	22 057,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	396	23 047,20	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	369	21 475,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	401	23 338,20	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	363	21 126,60	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	363	21 126,60	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	359	20 893,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	534	31 078,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3) Indice (8)	REMUNERATION (3) Euros	CONTRAT Fondement du contrat (4)	CONTRAT Nature du contrat (5)
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	363	21 126,60	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	363	21 126,60	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	363	21 126,60	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	363	21 126,60	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	363	21 126,60	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	363	21 126,60	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	363	21 126,60	38	CDD CONTRAT 1AN TRAVAILLEURS HANDI
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	379	22 057,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	390	22 698,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	369	21 475,80	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	390	22 698,00	3-3-2°	CDD CDD ART 3-3 2°
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	390	22 698,00	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	390	22 698,00	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	361	21 010,20	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	361	21 010,20	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	356	20 719,20	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	369	21 475,80	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	379	22 057,80	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	363	21 126,60	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	369	21 475,80	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	363	21 126,60	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
TECHNICIENS TERRITORIAUX	B	TECH	369	21 475,80	3-2	CDD CDD ART 3-2 VACANT
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**117 098,40**		
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	450	26 190,00	110	CDD COLLABORATEUR DE CABINET
ATTACHES TERRITORIAUX	A	ADM	806	46 909,20	110	CDD COLLABORATEUR DE CABINET
COLLABORATEUR DE CABINET	A	ADM	756	43 999,20	110	CDD COLLABORATEUR DE CABINET
TOTAL GENERAL				**7 372 601,40**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel.
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a* : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.

3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposé à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels.
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
- Concession exploitation/gestion des cinq aires d'accueil des gens du voyage de m2A	VAGO		SAS	190 320,00
- Concession pour la gestion du camping de l'Ill	Office de Tourisme Mulhouse		Association	0,00
- Concession pour la gestion du Centre de Création d'Activités Nouvelles (CCAN) de l'aire de la Thur	SOGEQUARE		SARL	0,00
- Exploitation de la Maison de la Petite enfance à Kingersheim	Association La Souris Verte		Association	433 983,00
- Gestion du Parc des Expositions de Mulhouse	Mulhouse expo SAEML		Société Anonyme d'Economie Mixte Locale	0,00
- Exploitation du multi accueil La Marelle Site Gluck à Mulhouse	Association du Centre socio-culturel Lavoisier-Brustlein		Association	434 086,00
- Exploitation du multi accueil l'Accueillette à Mulhouse	Association du Centre socio-culturel Papin		Association	358 505,00
- Exploitation multi accueil Moulin des couleurs à Mulhouse	Association du Centre socio-culturel Wagner		Association	477 558,00
- Exploitation du multi-accueil collectif et familial du site Nouveau Bassin à Mulhouse	People & Baby		SAS	191 887,00
- Activités Petite Enfance et Périscolaire de Bollwiller	Association de la MJC de Bollwiller		Association	490 675,00
- Exploitation du parking de la gare centrale de Mulhouse	CITIVIA		SPL	0,00
- Exploitation multi accueil et activités extra et périscolaires site Entremont à Rixheim	Association du Centre socio-culturel La Passerelle		Association	475 043,00
- Exploitation du périscolaire de Baldersheim	Association du Centre socio-culturel Les Copains d'Abord		Association	157 488,00
- DSP multi-accueil et périscolaire Ile Napoléon à Rixheim	Association du Centre socio-culturel La Passerelle		Association	439 161,00
- DSP périscolaire Sausheim	Association Les Copains d'abord		Association	393 766,00
- DSP périscolaire Zillisheim	Fédération Foyers Clubs Alsace		Association	145 093,00
- DSP périscolaire Didenheim	Fédération Foyers Clubs Alsace		Association	126 929,00
- DSP périscolaire Morschwiller-le-Bas	Fédération Foyers Clubs Alsace		Association	274 873,00
- DSP périscolaire Heimsbrunn-Galfingue	Fédération Foyers Clubs Alsace		Association	137 886,00
- DSP périscolaire Habsheim Eschentzwiller	Association l'Ile aux Copains		Association	250 000,00
- DSP périscolaire Dietwiller	Association l'Ile aux Copains		Association	105 000,00
- DSP périscolaire Ilôt Môme à Pfastatt	MJC de Pfastatt		Association	155 988,00
- DSP périscolaire Récré-ô Môme à Pfastatt	MJC de Pfastatt		Association	185 289,00
- DSP périscolaire "La Courte Echelle" à Riedisheim	Fédération Foyers Clubs Alsace		Association	228 625,83
- DSP périscolaire Wittelsheim	CSC Wittelsheim		Association	333 077,00
- DSP périscolaire et extrascolaire Bande Rhénane	SPL Enfance et Animation		SPL	1 191 100,00
Détention d'une part du capital				
- Délibérations du 25/03/2004+SIZIRIM, 30/09/2019	SAEML Du Parc des Expositions		SAEML	3 325 917,62
- Délibérations des 23/09/2004 , 25/09/2009, 30/09/2019	CITIVIA		SEM	718 931,27
- Délibération du 23/06/2005	SOMCO		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 23/06/2005	IMMOBILIERE 3F		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 23/06/2005	COOPERATION ET FAMILLE		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 23/06/2005	NOUVEAU LOGIS DE L'EST		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 23/06/2005	SAFO		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 23/06/2005	LOGIEST		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 23/06/2005	HABITAT FAMILIAL D'ALSACE		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 23/06/2005	NORD ET EST		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 27/06/2008	BATIGERE NORD EST		SA D'HLM	0,10
- Délibération du 20/12/2013	CAISSE D'EPARGNE D'ALSACE		SA COOP.	49 996,00
- Délibération du 19/12/2014	EGONE		SCP HLM	99 994,25
- Délibérations des 09/12/2016, 27/03/2017, 30/09/2020	CITIVIA SPL		SPL	881 966,71

- Délibération des 26/06/2017, 18/06/2020	SYNDICAT MIXTE GESTION DES PORTS SUD ALSACE		SYNDICAT MIXTE	511 000,00
- Délibération du 31/05/2021	OFFICE FONCIER SOLIDAIRE D'ALSACE		OFS	50 000,00
- Délibération du 31/05/2021	PROGIVIS ALSACE		SCIC	4 800,00
- Délibération du 14/12/2020	LA MAISON DU TERRITOIRE		SAEML	2 475 000,00
- Délibération du 28/06/2021	OKTAVE		SEM	3 000,00
- Délibération du 18/01/2021	NOVARHENA		SEM	20 000,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
- Garantie d'emprunt	CITIVIA SPL		Autres Structures privées	10 564 154,41
- Garantie d'emprunt	M2A HABITAT		OPH	31 793 930,00
- Garantie d'emprunt	3F GRAND EST		SA HLM	34 083 042,57
- Garantie d'emprunt	SOMCO		SA HLM	21 850 829,54
- Garantie d'emprunt	NEOLIA		SA HLM	12 330 171,27
- Garantie d'emprunt	OPH HABITATS DE HAUTE ALSACE		OPH	31 797 049,34
- Garantie d'emprunt	FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME		Collectivités	1 028 566,62
- Garantie d'emprunt	DOMIAL ESH		SA HLM	22 916 023,16
- Garantie d'emprunt	APALIB		Association	2 871 411,25
- Garantie d'emprunt	SAS KMO		Entreprise	1 085 332,98
- Garantie d'emprunt	ASSOCIATION ALEOS		Association	6 249 780,65
- Garantie d'emprunt	SCI FAMSOL		Entreprise	139 373,55
- Garantie d'emprunt	BATIGERE		SA HLM	14 538 897,97
- Garantie d'emprunt	PIERRES ET TERRITOIRES DE France		SA HLM	84 466,19
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
-	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATIO BUDGET ANNEXE TRANSPORTS		Communauté d'agglomération	14 830 000,00
-	SNCF RESEAU		Etablissement public national	6 292 310,70
-	CITIVIA SEM		Personne morale de droit privé	2 211 250,00
-	CSC LA PASSERELLE		Association	1 561 976,00
-	PARC EXPO MULHOUSE		Personne morale de droit privé	1 260 000,00
-	CENTRE SOC LAVOISIER BRUSTLEIN		Association	1 212 337,00
-	ASS GESTION MUSEE AUTOMOBILE		Association	1 142 600,00
-	SOCIETE PUBL LOCALE ENFANCE ANIMATION SPLEA		Groupement de collectivités	1 091 100,00
-	AMICALE DU PERSONNEL VILLE D MULHOUSE ET M2A		Association	1 047 317,00
-	FED DEPART FOYERS CLUBS HAUT RHIN		Association	945 324,12
-	MAISON DE LA PETITE ENFANCE COULEUR DE VIE		Association	882 940,80
-	AGENCE DE L'ATTRACTIVITE MULHOUSE SUD ALSACE		Association	767 850,00
-	MAIRIE BERRWILLER		Commune	765 856,80
-	AFSCD ASSOCIATION FAMILIALE ET SOCIALE LES COTEAUX		Association	722 853,00
-	AURM AGENCE URBANISME REGION MULHOUSIENNE		Association	713 000,00
-	MULTI ACCUEIL ILLZACH GDE OURSE P PECHEURS LUNE		Association	591 081,00
-	SEMAPHORE MULHOUSE SUD ALSACE		Association	576 089,00
-	CENTRE SOC CULT BEL AIR		Association	572 029,00
-	ACCUEIL ENFANTS DROUOT		Association	568 509,00
-	MULTI ACCUEIL BAB ILL			
-	LES COPAINS D ABORD		Association	551 214,00
-	WIT TA CITE CENTRE SOCIOCULTUREL		Association	511 743,00
-	CITIVIA SPL		Personne morale de droit privé	500 000,00
-	MJC BOLLWILLER		Association	490 675,00
-	CENTRE SOCIO CULTUREL JEAN WAGNER		Association	477 558,00
-	MAIRIE DE HABSHEIM		Commune	471 655,50
-	L EGLANTINE ETS ACCUEIL ENFANTS MOINS 6		Association	436 055,00
-	ASSO HALTE GARDERIE LA SOURIS VERTE		Association	433 983,00
-	ASSOCIATION CLAIRE JOIE		Association	395 281,00
-	L ATELIER DE LA VIE		Association	374 542,00

-	VILLE DE MULHOUSE		Commune	373 593,61
-	CENTRE SOC PORTE MIROIR		Association	373 399,00
-	CSC PAPIN		Association	365 618,00
-	ACCUEIL D ENFANTS LES PETITS		Association	355 439,00
-	L ILE AUX COPAINS		Association	355 000,00
-	SOCIETE MULHOUSIENNE DES CIT OUVRIERES		Personne morale de droit privé	349 500,00
-	CITE DU TRAIN PATRIMOINE SNC		Association	340 000,00
-	LA BOBINE MJC CSC PFASTATT		Association	334 401,00
-	REAGIR ENTREPRISE D INSERTION		Association	328 058,00
-	ASS CRECHE GARDERIE PORTE HAUTE		Association	314 731,00
-	VAGO CENTRE D ACTIVITE BEAULIEU O		Personne morale de droit privé	298 587,00
-	MAIRIE DE KINGERSHEIM		Commune	294 867,01
-	MULTI ACCUEIL LA RIBAMBELLE		Personne morale de droit privé	255 127,00
-	MEF MAISON DE L EMPLOI ET DE LA FORMATION		Association	243 417,00
-	TECHNOPOLE REGION MULHOUSE		Association	234 500,00
-	MAIRIE DE FLAXLANDEN		Commune	225 000,00
-	COLLECTIVITE EUROPEENNE D ALSACE CEA		Association	217 296,83
-	MULTI ACCUEIL RIBAMBELLE		Association	199 808,00
-	PEOPLE AND BABY		Personne morale de droit privé	191 887,00
-	MUSEE DE L IMPRESSION SUR ET		Association	175 050,00
-	APAMAD ASSOC POUR LE MAINTIEN A DOMICILE		Association	174 373,00
-	AGCE LOCALE MAITRISE ENERGIE MULHOUSE		Association	170 168,90
-	ASS POUR L INFORMATION SUR L ADIL 68		Association	170 000,00
-	IMMOBILIERE 3F GRAND EST		Personne morale de droit privé	166 750,00
-	MAIRIE DE RIEDISHEIM		Commune	165 129,28
-	MUSEES MULHOUSE SUD ALSACE		Association	160 000,00
-	APAP ASS ACTIVITES PERISCOLAIRES		Association	154 596,00
-	UNIVERSITE DE HAUTE ALSACE		Etablissemnet public	150 000,00
-	JAIM ARTS INDUSTRIE MULHOUSE		Personne morale de droit privé	150 000,00
-	CRECHE LES P TITS LOUPS MOENSCHBERG		Association	146 813,00
-	M2A MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION		Groupement de collectivités	146 089,22
-	COMMUNE D ILLZACH		Commune	143 000,00
-	SYND MIXTE AERODROME MULH HA SYMA		Groupement de collectivités	140 000,00
-	ECOLE DE LA DEUXIEME CHANCE		Association	138 600,00
-	ASS PETITE ENFANCE BRUNSTATT LES PETITS FILOUS		Association	134 900,00
-	MUSEE DU PAPIER PEINT		Association	131 742,00
-	MULHOUSE EXPO SAEML		Personne morale de droit privé	130 000,00
-	LE MOULIN DE LUTTERBACH		Association	124 000,00
-	MULHOUSE OLYMPIC NATATION		Association	119 000,00
-	BATIGERE GRAND EST		Personne morale de droit privé	117 500,00
-	INSTITUT RECHERCHE EN HEMATOLOGIE		Etablissemnet public	100 000,00
-	KMO CAMPUS		Association	100 000,00
-	CETIM GRAND EST		Association	98 000,00
-	LES COCCINELLES MJC ESPACE LE TREFLE		Association	96 250,00
-	NEOLIA		Personne morale de droit privé	85 000,00
-	MJC WITTENHEIM		Association	83 144,00
-	ASSOC POLE VEHICULE DU FUTUR		Association	80 000,00
-	ATMO GRAND EST		Association	79 481,00
Autres				
- Prêt accession propriété	agent		Particulier	24 500,00
- Avance remboursable	CITIVIA SPL		Autres Structures privées	4 000 000,00

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat etc... et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.
(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).
(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée ...).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	C3.1

C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
Etablissements publics de coopération intercommunale			
Syndicat intercommunal à vocation multiple de l'agglomération mulhousienne (SIVOM)		contribution des EPCI et des communes membres	17 337 307,22
Syndicat mixte de l'Aérodrome (SYMA)		contribution des EPCI et des communes membres	84 650,00
Pôle Métropolitain		contribution des EPCI	55 599,50
Epage GEMAPI		contribution des EPCI	594 955,29
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	C3.3

C3.3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
REGIE	BA CHAUFFAGE URBAIN	01/01/2017	Arrêté préfectoral - 15/06/2016	20006600900024	SPIC	Non
REGIE	BA TRANSPORTS URBAINS	01/01/2017	Arrêté préfectoral - 15/06/2016	20006600900032	SPIC	Non
REGIE	BA ZAE GARE BANTZENHEIM	01/01/2017	Arrêté préfectoral - 15/06/2016	20006600900040	SPIC	Non

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE	C3.4

C3.4 – LISTE DES SERVICES ASSUJETTIS A LA TVA ET NON ERIGES EN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	Arrêté préfectoral - 09/01/2017	ACTION FONCIERE ET GESTION IMMOBILIERE
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	Arrêté préfectoral - 09/01/2017	CENTRE SPORTIF REGIONAL
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	Arrêté préfectoral - 09/01/2017	DEVELOPPEMENT ECO
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	Arrêté préfectoral - 09/01/2017	DEVELOPPEMENT ECO DMC
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	Arrêté préfectoral - 09/01/2017	HABITAT ET RENOUV URBAIN
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	Arrêté préfectoral - 09/01/2017	PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	Arrêté préfectoral - 09/01/2017	PROPRETE ET DENEIGEMENT
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	Arrêté préfectoral - 09/01/2017	SPORT ET JEUNESSE
CA	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION M2A	01/01/2017	Arrêté préfectoral - 09/01/2017	ZONES ACTIVITES ZAE PARC EXPO

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

C3.5 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	111 660 941,72	72 157 229,10	22 163 790,94	17 339 921,68
RECETTES	111 660 941,72	67 567 868,79	12 269 751,84	31 823 321,09
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	288 021 319,56	248 046 645,57	0,00	39 974 673,99
RECETTES	288 021 319,56	298 704 654,26	0,00	-10 683 334,70

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

BUDGET : CHAUFFAGE URBAIN M2A / N°SIRET : 20006600900024

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	11 563 860,04	7 225 068,99	541 301,02	3 797 490,03
RECETTES	11 563 860,04	4 538 503,28	0,00	7 025 356,76
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	25 706 665,44	11 615 153,70	0,00	14 091 511,74
RECETTES	25 706 665,44	24 929 736,82	0,00	776 928,62

BUDGET : TRANSPORTS URBAINS MULHOUSE M2A / N°SIRET : 20006600900032

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	22 505 049,07	14 973 552,83	3 452 490,13	4 079 006,11
RECETTES	22 505 049,07	13 134 896,27	0,00	9 370 152,80
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	80 232 135,13	75 745 169,99	0,00	4 486 965,14
RECETTES	80 232 135,13	83 562 761,01	0,00	-3 330 625,88

BUDGET : BA ZAE BANTZENHEIM / N°SIRET : 20006600900040

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	1 823 055,69	913 483,69	0,00	909 572,00
RECETTES	1 823 055,69	0,00	0,00	1 823 055,69
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 073 978,15	53 238,15	0,00	1 020 740,00
RECETTES	1 073 978,15	3 188,00	0,00	1 070 790,15

BUDGET : EAU / N°SIRET : 20006600900065

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et caisses des écoles, régies personnalisées ... qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique.
(2) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	147 552 906,52	95 269 334,61	26 157 582,09	26 125 989,82
RECETTES	147 552 906,52	85 241 268,34	12 269 751,84	50 041 886,34
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	395 034 098,28	335 460 207,41	0,00	59 573 890,87
RECETTES	395 034 098,28	407 200 340,09	0,00	-12 166 241,81
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	542 587 004,80	430 729 542,02	26 157 582,09	85 699 880,69
TOTAL GENERAL DES RECETTES	542 587 004,80	492 441 608,43	12 269 751,84	37 875 644,53

(1) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGEE ET CONSOLIDEE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (Cf. liste des principales opérations en annexe de la M14) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.
(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	147 552 906,52	95 269 334,61	26 157 582,09	26 125 989,82
RECETTES	147 552 906,52	85 241 268,34	12 269 751,84	50 041 886,34
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	395 034 098,28	335 460 207,41	0,00	59 573 890,87
RECETTES	395 034 098,28	407 200 340,09	0,00	-12 166 241,81
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	542 587 004,80	430 729 542,02	26 157 582,09	85 699 880,69
TOTAL GENERAL DES RECETTES	542 587 004,80	492 441 608,43	12 269 751,84	37 875 644,53

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.
(2) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION IDENTIFICATION DES FLUX CROISES	C3.6

C3.6 – IDENTIFICATION DES FLUX CROISES

1 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET LES COMMUNES (cf. liste des opérations en annexe de la M14)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	2 336 954,00	625 350,98	1 562 786,29	148 836,73
Recettes	538 015,00	584 439,00	30 000,00	-76 424,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	5 987 237,00	5 856 390,66	0,00	130 846,34
Recettes	16 295 449,68	15 858 454,81	0,00	436 994,87

2 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU GROUPEMENT A FISCALITE PROPRE ET DES COMMUNES (après la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	Crédits ouverts (BP + DM dont RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
Dépenses	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL DES RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Cet état doit être rempli uniquement par les groupements à fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES	D1

D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases/N-1 (%)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%)	Variation de taux/N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit/N-1 (%)
TFPB	343 697 997,00	4,09	1,58	0,00	5 430 927,00	4,10
TFPNB	2 149 236,00	3,97	4,78	0,00	102 729,00	3,96
CFE	110 901 441,00	4,99	26,36	0,00	29 225 682,00	4,99
TOTAL	**0,00**	**0,00**			**35 659 166,00**	**7,53**

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 102
Nombre de membres présents : 76 + 14 procurations)
Nombre de suffrages exprimés : 87
VOTES :
Pour : 71 (+13 procurations)
Contre : 3
Abstentions : 2 (+1 procuration)

Date de convocation : 20/06/2023

Présenté par (1) Président temporaire de m2A, M. Jean-Luc SCHILDKNECHT
A Mulhouse, le 26/06/2023
Président temporaire de m2A

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session :
A Mulhouse, le 26/06/2023
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

AGUDO-PEREZ Francine	
BAECHTEL Rachel	
BECHT Olivier	A. Becht
BEHE Jean-Marie	
BELLONI Thierry	
BERGDOLL Benoit	Procu. M. BITSCHENE
BEYAZ Beytullah	
BITSCHENE Christophe	
BLANQUIN Jacques	
BOESCH Nathalie	Procu. M. CHERAY
BONI DA SILVA Claudine	
BOUAMAIED Nour	
BOUILLÉ Jean-Philippe	
BUCHERT Maryvonne	
BUX Daniel	
CAUSER Jean-Yves	
CHAPATTE Jean-Claude	
CHÉRAY Michel	
COLOM Florian	
CORMIER Nina PAUCAM Maëlle	
CORNEILLE Marie	Procu. M. CRUCHOT

IV – ANNEXES ARRETE ET SIGNATURES	IV D2
COUCHOT Alain	Arrivée au point 33
D'ORELLI Philippe	
DHALLENNE Christine	
DUSSOURD Francis	
EHRET Antoine	A Ehret
EL HAJJAJI Nadia	
ENGASSER Thierry	
FAUROUX-ZELLER Béatrice	A Lorente
FUCHS Gilbert	STIMPL Marie-Madeleine, suppléante
GERARDIN Jean Marie	
GERRER Valérie	
GIRONA André	
GODBILLON Isabelle	
GOEPFERT Yves	
GOETZ Anne-Catherine	~~A Lorente~~ Proc. à Mme BURKERT
GOLDSTEIN Danièle	
GREILSAMMER Gérard	
GUTH Maurice	
HAGENBACH Vincent	
HARTMANN Hugues	
HERZOG Michèle	
HILLMEYER Francis	
HOMÉ Antoine	Proc. à Mme RENCK
HORTER Franck	
HOTTINGER Marie	
JENN Fatima	
* JORDAN Fabian	
JULIEN Jean-Paul	
JUNG Alfred	

* M. Fabian JORDAN : sorti pour le vote

IV – ANNEXES ARRETE ET SIGNATURES	IV D2
KEMPF Pierrette	
KRZEMINSKI Frédéric	A Lorente
LAUGEL Michel	
LECONTE Alain	
LIERMANN Monique	
LIPP Pierre	
LOGEL Pierre	Proc. à M. GUTH
LOISEL Corinne	
LUTOLF-CAMORALI Anne-Catherine	
LUTZ Michèle	
MATHIEU-BECHT Catherine	
MEHLEN Josiane	
MENSCH Jean-Claude	
MEYER Véronique	
MIMAUD Danièle	
MINERY Loïc	
MOR Jean-Paul	
MOTTE Nathalie	
NEUMANN Rémy	
NICOLAS Thierry	Proc. à M. JOHN
OBERLIN Alfred	~~Proc. à Mme Lorente~~ Excusé
ONIMUS Roland	
PAUVERT Bertrand	
PULEDDA Patrick	
QUIN Paul	
RAPP Catherine	
RENCK Ginette	
RICHARD Loïc	
RICHE Laurent	

IV – ANNEXES ARRETE ET SIGNATURES	IV D2
RIFF Didier	
RISSER Chantal	Proc. à M. ROLL
RITZ Christelle	~~A Lorente~~ Excusée
ROTTNER Jean	
Henri TRIZOLE SALZE Pierre	
SCHELL Christiane	
SCHILDKNECHT Jean-Luc	
SCHILLINGER Gilles	
SCHMIDLIN BEN M'BAREK Malika	Excusée
SCHWEITZER Pascale Clao	Proc. à M. CAUSER
SIMEONI Joseph	
SORNIN Cécile	Proc. à Mme RAPP
STEGER Christophe	Proc. à M. D'ORELLI
STURCHLER Philippe	A Lorente
SUAREZ Emmanuelle	Proc. à Mme MOTTE
TALLEUX Carole	
TORANELLI Christophe	
TRAMAILLE Philippe	Proc. à M. BOULLÉ
VIOLA Antoine	
WEISSBECK Joseph	Proc. à Mme LUTOLF-CAMORALI
WOLFF Philippe	
ZELLER Fabienne	
ZIMMERMANN Nicolas	A Lorente

Certifié exécutoire par (1) Président/~~Maire~~ de m2A, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le 6 juillet 2023 6 juillet 2023

A Mulhouse le 6 juillet 2023

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme
(2) Conseil municipal ou Conseil d'agglomération

BUDGET ANNEXE

CHAUFFAGE URBAIN

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20006600900024	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNAUTE COMMUNES AGGLO MULH MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

POSTE COMPTABLE DE : RESP COMPTABLE SGC MULHOUSE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Compte administratif

BUDGET : CHAUFFAGE URBAIN M2A (2)

ANNEE 2022

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.
(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales
Modalités de vote du budget 4

II - Présentation générale du compte administratif
A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 5
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du compte administratif
A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 11
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 13
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 14
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 15
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 16

IV - Annexes

A - Eléments du bilan
A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 17
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 21
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 22
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement 23
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N 24
A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 25
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 26
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 27
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 29
A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties Sans Objet
A8.3 - Opérations liées aux cessions Sans Objet
A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A10 - Etat des travaux en régie Sans Objet

B - Engagements hors bilan
B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie 30
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 31
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations
C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet
C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 32

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-5 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.
(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires (délibération du 17/12/2010).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.
(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A	11 615 153,70	G	17 433 517,38	G-A 5 818 363,68
	Section d'investissement	B	7 225 068,99	H	2 706 483,24	H-B -4 518 585,75
			+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C	0,00 (si déficit)	I	7 496 219,44 (si excédent)	
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	1 832 020,04 (si excédent)	
			=		=	
		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D	18 840 222,69	Q= G+H+I+J	29 468 240,10	=Q-P 10 628 017,41

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	541 301,02	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	541 301,02	= K+L	0,00

		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E	11 615 153,70	= G+I+K	24 929 736,82	13 314 583,12
	Section d'investissement	= B+D+F	7 766 370,01	= H+J+L	4 538 503,28	-3 227 866,73
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	19 381 523,71	= G+H+I+J+K+L	29 468 240,10	10 086 716,39

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	
70	Ventes produits fabriqués, prestations		0,00
73	Produits issus de la fiscalité		0,00
74	Subventions d'exploitation		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 541 301,02	L 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
20	Immobilisations incorporelles	135 518,07	0,00
21	Immobilisations corporelles	56 531,51	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	349 251,44	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.
(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	18 016 019,44	7 673 680,50	1 552 802,66	0,00	8 789 536,28
012	Charges de personnel, frais assimilés	935 348,00	655 015,90	70 797,19	0,00	209 534,91
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	101 000,00	0,00	0,00	0,00	101 000,00
	Total des dépenses de gestion courante	19 052 367,44	8 328 696,40	1 623 599,85	0,00	9 100 071,19
66	Charges financières	305 000,00	185 113,34	25 487,07	0,00	94 399,59
67	Charges exceptionnelles	107 000,00	0,00	0,00	0,00	107 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
	Total des dépenses réelles d'exploitation	19 464 367,44	8 513 809,74	1 649 086,92	0,00	9 301 470,78
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*4 142 508,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*2 099 790,00*	*1 452 257,04*			*647 532,96*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
	Total des dépenses d'ordre d'exploitation	*6 242 298,00*	*1 452 257,04*			*4 790 040,96*
	TOTAL	25 706 665,44	9 966 066,78	1 649 086,92	0,00	14 091 511,74
	Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1	0,00				

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	13 979 082,00	11 558 241,08	3 100 000,00	0,00	-679 159,08
73	Produits issus de la fiscalité(5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	43 000,00	44 160,00	0,00	0,00	-1 160,00
	Total des recettes de gestion courante	14 022 082,00	11 602 401,08	3 100 000,00	0,00	-680 319,08
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	55 415,00	0,00	0,00	-55 415,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
	Total des recettes réelles d'exploitation	14 022 082,00	11 657 816,08	3 100 000,00	0,00	-735 734,08
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*4 188 364,00*	2 675 701,30			1 512 662,70
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)*	*0,00*	0,00			0,00
	Total des recettes d'ordre d'exploitation	*4 188 364,00*	*2 675 701,30*			*1 512 662,70*
	TOTAL	18 210 446,00	14 333 517,38	3 100 000,00	0,00	776 928,62
	Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1	7 496 219,44				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(3) Ce chapitre n'existe pas en M 49.
(4) *DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043*
(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	1 454 988,67	98 148,00	135 518,07	1 221 322,60
21	Immobilisations corporelles	803 745,27	233 152,87	56 531,51	514 060,89
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	3 616 762,10	2 988 602,49	349 251,44	278 908,17
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	5 875 496,04	3 319 903,36	541 301,02	2 014 291,66
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 240 000,00	1 229 464,33	0,00	10 535,67
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	1 240 000,00	1 229 464,33	0,00	10 535,67
45...	Total des opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	7 115 496,04	4 549 367,69	541 301,02	2 024 827,33
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*4 188 364,00*	*2 675 701,30*		*1 512 662,70*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*260 000,00*	*0,00*		*260 000,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	*4 448 364,00*	*2 675 701,30*		*1 772 662,70*
	TOTAL	11 563 860,04	7 225 068,99	541 301,02	3 797 490,03
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	0,00			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	998 825,00	254 226,20	0,00	744 598,80
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	2 230 717,00	1 000 000,00	0,00	1 230 717,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	3 229 542,00	1 254 226,20	0,00	1 975 315,80
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
108	Réserves (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour le compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles d'investissement	3 229 542,00	1 254 226,20	0,00	1 975 315,80
021	*Virement de la section d'exploitation (2)*	*4 142 508,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*2 099 790,00*	*1 452 257,04*		*647 532,96*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*260 000,00*	*0,00*		*260 000,00*
	Total des recettes d'ordre d'investissement	*6 502 298,00*	*1 452 257,04*		*5 050 040,96*
	TOTAL	9 731 840,00	2 706 483,24	0,00	7 025 356,76
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	1 832 020,04			

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2) *DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	9 226 483,16		9 226 483,16
012	Charges de personnel, frais assimilés	725 813,09		725 813,09
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*41 556,00*	41 556,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	210 600,41	*0,00*	210 600,41
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*1 410 701,04*	1 410 701,04
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**10 162 896,66**	***1 452 257,04***	**11 615 153,70**

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	11 615 153,70

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*204 605,00*	204 605,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 229 464,33	*0,00*	1 229 464,33
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	98 148,00	0,00	98 148,00
21	Immobilisations corporelles (6)	233 152,87	0,00	233 152,87
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	2 988 602,49	0,00	2 988 602,49
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations(reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*2 471 096,30*	2 471 096,30
	Dépenses d'investissement –Total	**4 549 367,69**	***2 675 701,30***	**7 225 068,99**

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE	7 225 068,99

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement »
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*2 471 096,30*	*2 471 096,30*
70	Ventes produits fabriqués, prestations	14 658 241,08		14 658 241,08
71	*Production stockée (ou déstockage)(3)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	44 160,00		44 160,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	55 415,00	*204 605,00*	260 020,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
	Recettes d'exploitation – Total	**14 757 816,08**	***2 675 701,30***	**17 433 517,38**

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	7 496 219,44
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	24 929 736,82

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	254 226,20	0,00	254 226,20
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*1 410 701,04*	*1 410 701,04*
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	*0,00*
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	*0,00*
3	Stocks	0,00	41 556,00	41 556,00
	Recettes d'investissement – Total	**1 254 226,20**	***1 452 257,04***	**2 706 483,24**

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1	1 832 020,04
AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	4 538 503,28

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Hors chapitres « opérations d'équipement »
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**18 016 019,44**	**7 673 680,50**	**1 552 802,66**	**0,00**	**8 789 536,28**
601	Achats stockés - Matières premières	6 364 000,00	3 160 000,00	0,00	0,00	3 204 000,00
60222	Produits d'entretien	400,00	0,00	0,00	0,00	400,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	10 425 990,44	3 673 579,97	1 373 536,79	0,00	5 378 873,68
6063	Fournitures entretien et petit équipt	100 000,00	72 443,12	8 267,51	0,00	19 289,37
6064	Fournitures administratives	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
6066	Carburants	9 400,00	2 777,80	1 622,20	0,00	5 000,00
6068	Autres matières et fournitures	6 725,00	4 445,85	0,00	0,00	2 279,15
611	Sous-traitance générale	65 700,00	-89,19	4 044,92	0,00	61 744,27
6135	Locations mobilières	9 782,00	8 142,04	1 639,96	0,00	0,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	130 000,00	113 434,83	14 975,09	0,00	1 590,08
61523	Entretien, réparations réseaux	5 000,00	92,40	0,00	0,00	4 907,60
61551	Entretien matériel roulant	7 790,00	1 109,80	2 045,73	0,00	4 634,47
6156	Maintenance	319 805,00	285 876,23	7 756,29	0,00	26 172,48
6162	Assurance obligatoire dommage construct°	16 100,00	13 764,33	0,00	0,00	2 335,67
6168	Autres	64 587,00	63 297,61	0,00	0,00	1 289,39
617	Etudes et recherches	122 790,00	60 341,26	13 503,56	0,00	48 945,18
618	Divers	15 065,00	14 915,17	149,50	0,00	0,33
6231	Annonces et insertions	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
6251	Voyages et déplacements	1 000,00	944,68	0,00	0,00	55,32
6257	Réceptions	1 534,00	1 528,15	0,00	0,00	5,85
6261	Frais d'affranchissement	716,00	0,00	716,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	12 760,00	6 743,49	5 899,11	0,00	117,40
627	Services bancaires et assimilés	1 000,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	4 991,00	4 960,43	0,00	0,00	0,57
6288	Autres	212 503,00	212 223,00	0,00	0,00	280,00
635111	Cotisat° Foncière des Entreprises	80 000,00	-50 597,00	111 584,00	0,00	19 013,00
63512	Taxes foncières	22 711,00	20 930,00	0,00	0,00	1 781,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	12 200,00	1 816,53	7 062,00	0,00	3 321,47
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**935 348,00**	**655 015,90**	**70 797,19**	**0,00**	**209 534,91**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	935 348,00	655 015,90	70 797,19	0,00	209 534,91
014	**Atténuations de produits (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**101 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**101 000,00**
6541	Créances admises en non-valeur	101 000,00	0,00	0,00	0,00	101 000,00
	TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)	**19 052 367,44**	**8 328 696,40**	**1 623 599,85**	**0,00**	**9 100 071,19**
66	**Charges financières (b) (5)**	**305 000,00**	**186 113,34**	**25 487,07**	**0,00**	**94 399,59**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	305 000,00	211 884,21	0,00	0,00	93 115,79
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	-26 770,87	25 487,07	0,00	1 283,80
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**107 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**107 000,00**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	102 000,00	0,00	0,00	0,00	102 000,00
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**				
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f	**19 464 367,44**	**8 513 809,74**	**1 649 086,92**	**0,00**	**9 301 470,78**
023	***Virement à la section d'investissement***	***4 142 508,00***				
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)***	***2 099 790,00***	***1 452 257,04***			***647 532,96***
6031	*Variation stocks mat. premières*	*660 000,00*	*41 556,00*			*618 444,00*
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*1 439 790,00*	*1 410 701,04*			*29 088,96*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***6 242 298,00***	***1 452 257,04***			***4 790 040,96***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***6 242 298,00***	***1 452 257,04***			***4 790 040,96***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**25 706 665,44**	**9 966 066,78**	**1 649 086,92**	**0,00**	**14 091 511,74**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	25 487,07
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	26 770,87
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-1 283,80

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(3) Le compte 534 est uniquement ouvert en M. 41.
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre. DE 042 = RI 042
(9) Le compte 6810 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	13 979 082,00	11 558 241,08	3 100 000,00	0,00	-679 159,08
701	Ventes produits finis et intermédiaires	13 760 000,00	11 364 159,08	3 100 000,00	0,00	-704 159,08
7083	Locations diverses	25 000,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
7087	Remboursement de frais	194 082,00	194 082,00	0,00	0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	43 000,00	44 160,00	0,00	0,00	-1 160,00
757	Redevances des fermiers, concession	43 000,00	44 160,00	0,00	0,00	-1 160,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013	14 022 082,00	11 602 401,08	3 100 000,00	0,00	-680 319,08
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	55 415,00	0,00	0,00	-55 415,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	15 415,00	0,00	0,00	-15 415,00
774	Subventions exceptionnelles	0,00	40 000,00	0,00	0,00	-40 000,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)	0,00	0,00			0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d	14 022 082,00	11 657 816,08	3 100 000,00	0,00	-735 734,08
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	4 188 364,00	2 675 701,30			1 512 662,70
6031	Variation stocks mat. premières	3 982 654,00	2 471 096,30			1 511 557,70
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	205 710,00	204 605,00			1 105,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (5)	0,00	0,00			0,00
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	4 188 364,00	2 675 701,30			1 512 662,70
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)	18 210 446,00	14 333 517,38	3 100 000,00	0,00	776 928,62
	Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1	7 496 219,44				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.
(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre. RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043
(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	1 454 988,67	98 148,00	135 518,07	1 221 322,60
2031	Frais d'études	1 449 988,67	98 148,00	135 518,07	1 216 322,60
2051	Concessions et droits assimilés	5 000,00	0,00	0,00	5 000,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	803 745,27	233 152,87	56 531,61	514 060,89
2111	Terrains nus	10 000,00	6 562,50	0,00	3 437,50
2131	Bâtiments	91 394,61	59 377,75	1 756,00	30 260,86
2153	Installations à caractère spécifique	311 226,20	86 990,82	0,00	224 235,38
2154	Matériel industriel	379 123,96	77 938,24	54 775,51	246 410,21
2182	Matériel de transport	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00
2183	Matériel de bureau et informatique	4 000,50	2 283,56	0,00	1 716,94
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	3 616 762,10	2 988 602,49	349 251,44	278 908,17
2313	Constructions	3 705,83	3 705,00	0,83	0,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	3 613 056,27	2 984 897,49	349 250,61	278 908,17
	Total des dépenses d'équipement	5 875 496,04	3 319 903,36	541 301,02	2 014 291,66
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 240 000,00	1 229 464,33	0,00	10 535,67
1641	Emprunts en euros	1 240 000,00	1 229 464,33	0,00	10 535,67
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	1 240 000,00	1 229 464,33	0,00	10 535,67
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DEPENSES REELLES	7 115 496,04	4 549 367,69	541 301,02	2 024 827,33
040	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	4 188 364,00	2 675 701,30		1 512 662,70
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	205 710,00	204 605,00		1 105,00
13912	Sub. équipt cpte résult: Régions	390,00	385,00		5,00
13913	Sub. équipt cpte résult: Départements	4 720,00	4 712,00		8,00
13915	Sub. équipt cpte résult:Groupements	5 040,00	5 027,00		13,00
13918	Autres subventions d'équipement	195 560,00	194 481,00		1 079,00
	Charges transférées	3 982 654,00	2 471 096,30		1 511 557,70
31	Matières premières (et fournitures)	3 982 654,00	2 471 096,30		1 511 557,70
041	Opérations patrimoniales (7)	260 000,00	0,00		260 000,00
2031	Frais d'études	260 000,00	0,00		260 000,00
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	4 448 364,00	2 675 701,30		1 772 662,70
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	11 563 860,04	7 225 068,99	541 301,02	3 797 490,03
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	0,00			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre. DI 040 = RE 042.
(6) Les comptes 15. 2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre. DI 041 = RI 041.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	Subventions d'investissement	998 825,00	254 226,20	0,00	744 598,80
1318	Autres subventions d'équipement	998 825,00	254 226,20	0,00	744 598,80
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	2 230 717,00	1 000 000,00	0,00	1 230 717,00
1641	Emprunts en euros	2 230 717,00	1 000 000,00	0,00	1 230 717,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	3 229 542,00	1 254 226,20	0,00	1 975 315,80
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES	3 229 542,00	1 254 226,20	0,00	1 975 315,80
021	Virement de la section d'exploitation	4 142 508,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)	2 099 790,00	1 452 257,04		647 532,96
28031	Frais d'études	58 850,00	58 843,00		7,00
28033	Frais d'insertion	5 160,00	5 157,00		3,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	470,00	466,00		4,00
28131	Bâtiments	349 010,00	347 842,00		1 168,00
28135	Installations générales, agencements, ...	880,00	872,00		8,00
28138	Autres constructions	126 680,00	126 667,00		13,00
28151	Installations complexes spécialisées	91 190,00	91 180,00		10,00
28153	Installations à caractère spécifique	225 980,00	222 204,00		3 776,00
28154	Matériel industriel	94 890,00	72 716,00		22 174,00
28173	Constructions (mise à disposition)	56 720,00	0,00		56 720,00
281731	Bâtiments (mise à disposition)	0,00	7 662,00		-7 662,00
281735	Aménagements construction (mise à dispo)	0,00	24 171,44		-24 171,44
281738	Autres constructions (mise à dispo)	0,00	24 862,06		-24 862,06
28174	Constructions sur sol d'autrui (mad)	340,00	0,00		340,00
281745	Aménagt constructions (mise à dispo)	0,00	339,00		-339,00
28175	Matériel et outillage technique (mad)	422 210,00	0,00		422 210,00
281753	Installations caractère spécifique (mad)	0,00	80 822,79		-80 822,79
281754	Matériel industriel (mise à dispo)	0,00	341 371,15		-341 371,15
28182	Matériel de transport	5 460,00	3 590,00		1 870,00
28183	Matériel de bureau et informatique	1 050,00	1 042,00		8,00
28184	Mobilier	900,00	893,60		6,40
31	Matières premières (et fournitures)	660 000,00	41 556,00		618 444,00
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	6 242 298,00	1 452 257,04		4 790 040,96
041	Opérations patrimoniales (6)	260 000,00	0,00		260 000,00
2033	Frais d'insertion	260 000,00	0,00		260 000,00
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	6 502 298,00	1 452 257,04		5 050 040,96
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	9 731 840,00	2 706 483,24	0,00	7 025 356,76
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	1 832 020,04			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre. DI 040 = RE 042.
(5) Les comptes 15. 2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre. DI 041 = RI 041.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES — IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial: Niveau de taux (5)	Taux initial: Taux actuariel	Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**20 062 500,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					20 062 500,00									
3020-CU	SOCIETE GENERALE	24/09/2013	31/10/2013	31/01/2014	5 000 000,00	F	Taux fixe à 3,74 %	3,740	3,849	EUR	T	C	O	A-1
3040-CU	SaarLB	09/12/2014	19/12/2014	19/06/2015	2 000 000,00	V	Euribor 6M + 1,2	1,378	1,403	EUR	S	C	O	A-1
3050	SFIL CAFFIL	26/11/2015	26/07/2017	01/04/2018	1 000 000,00	F	Taux fixe à 0,61 %	0,610	0,611	EUR	T	C	O	A-1
3060CU	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	21/09/2017	29/09/2017	29/12/2017	5 000 000,00	F	Taux fixe à 0,82 %	0,820	0,835	EUR	T	C	O	A-1
3070-CU	SFIL CAFFIL	01/07/2019	16/08/2019	01/12/2019	2 000 000,00	F	Taux fixe à 0,66 %	0,660	0,671	EUR	T	C	O	A-1
3080-CU	SFIL CAFFIL	05/12/2019	23/12/2019	01/04/2020	3 562 500,00	F	Taux fixe à 0,61 %	0,610	0,620	EUR	T	C	O	A-1
3090 CU Consolidation	SFIL CAFFIL	05/12/2019	31/07/2020	01/11/2020	500 000,00	F	Taux fixe à 0,68 %	0,680	0,692	EUR	T	C	O	A-1
3100-CU	Caisse Fédérale de Crédit Mutuel	03/05/2022	16/05/2022	30/09/2022	1 000 000,00	F	Taux fixe à 0,95 %	0,950	0,953	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									

IV – ANNEXES — IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE — A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt: Type de taux (12)	Taux d'intérêt: Index (13)	Taux d'intérêt: Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Annuité de l'exercice: Capital	Annuité de l'exercice: Charges d'intérêt (15)	Annuité de l'exercice: Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**13 446 056,46**					**1 229 464,33**	**211 884,21**	**0,00**	**25 487,07**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		13 446 056,46					1 229 464,33	211 884,21	0,00	25 487,07
3020-CU	N	0,00	A-1	2 750 000,00	10,83	F	Taux fixe à 3,74 %	3,782	250 000,00	110 193,64	0,00	17 427,36
3040-CU	N	0,00	A-1	933 333,43	6,97	V	Euribor 6M + 1,2	1,145	133 333,32	10 881,72	0,00	1 148,93
3050	N	0,00	A-1	683 333,27	10,00	F	Taux fixe à 0,61 %	0,608	66 666,68	4 422,50	0,00	1 030,50
3060CU	N	0,00	A-1	3 250 000,00	9,75	F	Taux fixe à 1,36 %	1,375	333 333,33	47 681,84	0,00	122,78
3070-CU	N	0,00	A-1	1 566 666,59	11,67	F	Taux fixe à 0,66 %	0,667	133 333,36	11 040,34	0,00	861,67
3080-CU	N	0,00	A-1	2 862 723,23	11,00	F	Taux fixe à 0,61 %	0,617	254 464,28	18 688,24	0,00	4 414,16
3090 CU Consolidation	N	0,00	A-1	424 999,94	12,58	F	Taux fixe à 0,68 %	0,688	33 333,36	3 073,54	0,00	481,67
3100-CU	N	0,00	A-1	975 000,00	19,50	F	Taux fixe à 0,95 %	0,943	25 000,00	5 902,39	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial: Niveau de taux (5)	Taux initial: Taux actuariel	Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**20 062 500,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).
(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.
(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres à préciser.
(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt: Type de taux (12)	Taux d'intérêt: Index (13)	Taux d'intérêt: Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Annuité de l'exercice: Capital	Annuité de l'exercice: Charges d'intérêt (15)	Annuité de l'exercice: Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**13 446 056,46**					**1 229 464,33**	**211 884,21**	**0,00**	**25 487,07**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.
(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».
(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.
(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.
(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.
(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT	A1.6

A1.6 – REMBOURSEMENT ANTICIPE D'UN EMPRUNT AVEC REFINANCEMENT (1)

Emprunts (2) (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Année de mobilisation et profil d'amort. de l'emprunt		Date du refinancement	Organisme prêteur ou chef de file	Capital restant dû	Capital réaménagé	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (6)	Caractéristiques du taux			Coût de sortie (10)		Annuité de l'exercice		ICNE de l'exercice
	Année	Profil (5)							Type de taux (7)	Index (8)	Niveau de taux (9)	Type (11)	Montant (12)	Intérêts (13)	Capital	
Total des dépenses au c/ 166 Refinancement de dette (3)					0,00	0,00							0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes au c/ 166 Refinancement de dette (4)					0,00	0,00								0,00	0,00	0,00

(1) Les opérations de refinancement de dette consistent en un remboursement d'un emprunt auprès d'un établissement de crédit suivi de la souscription d'un nouvel emprunt. Pour cette raison, les dépenses et les recettes du c/166 sont équilibrées.
(2) Pour les emprunts de refinancement, indiquer le nouveau numéro de contrat suivi, entre parenthèses, de la référence de l'emprunt quitté.
(3) Il s'agit de retracer les caractéristiques avant réaménagement des emprunts ayant fait l'objet d'un remboursement anticipé avec refinancement.
(4) Il s'agit de retracer les caractéristiques après réaménagement des emprunts de refinancement.
(5) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.
(7) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(8) Indiquer le type d'index (ex : Euribor 3 mois).
(9) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour un emprunt à taux variable, indiquer le niveau du taux constaté à la date du refinancement.
(10) Il s'agit de retracer les caractéristiques de l'indemnité de remboursement anticipé due relative à l'emprunt quitté.
(11) Indiquer A pour autofinancement, C pour capitalisation, T pour intégration dans le taux du nouvel emprunt, D pour allongement de durée.
(12) Indiquer le coût de sortie uniquement en cas d'autofinancement et de capitalisation.
(13) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.
(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.
(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.
(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.
(8) Montant, index ou formule.
(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.
(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.
(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N	A1.7

A1.7 – EMPRUNTS RENEGOCIES AU COURS DE L'ANNEE N (1)

N° du contrat d'emprunt	Date de souscription du contrat initial	Date de renégociation	Organisme prêteur	Durée résiduelle en mois		Taux (2)						Nominal		Profil d'amortissement et périodicité de remboursement (6)		Capital restant dû au 31/12/N	ICNE de l'exercice	Annuité payée dans l'exercice (s'il y a lieu)	
						Contrat initial			Contrat renégocié										
				Contrat initial	Contrat renégocié	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Type de taux (3)	Index (4)	Taux act.	Contrat initial	Contrat renégocié (5)	Contrat initial	Contrat renégocié			Intérêts	Capital
Total												0,00	0,00			0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Inscrire les emprunts renégociés au cours de l'exercice N.
(2) Taux à la date de renégociation.
(3) Indiquer : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(4) Indiquer la nature de l'index retenu (exemple : Euribor 3 mois).
(5) Nominal à la date de renégociation.
(6) Faire figurer 2 lettres : - Pour le profil d'amortissement, indiquer : C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres.
- Pour la périodicité de remboursement, indiquer : A : annuelle ; T : trimestrielle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, X autre.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	8	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,99	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	13 446 056,46	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €	

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	2051 - Logiciel	5	17/12/2010
L	2031 - Frais d'études	5	17/12/2010
L	2033 - frais d'insertion	5	17/12/2010
L	2131/2135/2138 - Bâtiment : chaufferie, installations générales, autres constructions	50	17/12/2010
L	2135/2138 - Aménagement et agencement de bâtiment	15	17/12/2010
L	2151 - Installations complexes spécialisées	50	17/12/2010
L	2153 - Installations à caractère spécifique	50	17/12/2010
L	2154 - Turbine, équipements techniques (vanne, équipements électriques, compteurs, pompes)	20	17/12/2010
L	2154 - Chaudière échangeur	50	17/12/2010
L	2182 - Véhicule	8	17/12/2010
L	2183/2184 - Mobilier, matériel de bureau et informatique	5	17/12/2010
L	2188 - Autres immobilisations corporelles	5	17/12/2010

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**1 445 710,00**	I	**1 434 069,33**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**1 240 000,00**		**1 229 464,33**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	1 240 000,00		1 229 464,33
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**205 710,00**		**204 605,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*205 710,00*		*204 605,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**1 434 069,33**	**541 301,02**	**0,00**	**1 975 370,35**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**5 582 298,00**	III	**1 410 701,04**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**5 582 298,00**		**1 410 701,04**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*58 650,00*		*58 843,00*
28033	*Frais d'insertion*	*5 160,00*		*5 157,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*470,00*		*466,00*
28131	*Bâtiments*	*349 010,00*		*347 842,00*
28135	*Installations générales, agencements,…*	*880,00*		*872,00*
28138	*Autres constructions*	*126 680,00*		*126 667,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*91 190,00*		*91 180,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*225 980,00*		*222 204,00*
28154	*Matériel industriel*	*94 890,00*		*72 716,00*
28173	*Constructions (mise à disposition)*	*56 720,00*		*0,00*
281731	*Bâtiments (mise à disposition)*	*0,00*		*7 662,00*
281735	*Aménagements construction (mise à dispo)*	*0,00*		*24 171,44*
281738	*Autres constructions (mise à dispo)*	*0,00*		*24 862,06*
28174	*Constructions sur sol d'autrui (mad)*	*340,00*		*0,00*
281745	*Aménagt constructions (mise à dispo)*	*0,00*		*339,00*
28175	*Matériel et outillage technique (mad)*	*422 210,00*		*0,00*
281753	*Installations caractère spécifique (mad)*	*0,00*		*80 822,79*
281754	*Matériel industriel (mise à dispo)*	*0,00*		*341 371,15*
28182	*Matériel de transport*	*5 460,00*		*3 590,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*1 050,00*		*1 042,00*
28184	*Mobilier*	*900,00*		*893,60*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*4 142 508,00*		*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**1 410 701,04**	**0,00**	**1 832 020,04**	**0,00**	**3 242 721,08**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**1 975 370,35**
Ressources propres disponibles	IV	**3 242 721,08**
Solde	V = IV – II (3)	**1 267 350,73**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.
(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A8.1

A8.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
	TVX21 - RACORDEMENT HOPITAUX RESEAUX ILLBERG	650,00	0,00	50
	TVX21 - TRAVAUX RESEAUX RIXHEIM	403 523,00	0,00	50
	ETUDES22 - COGENERATION SCHEMA DIRECTEUR	46 328,00	0,00	0
	ETUDES22 - FAISABILITÉ MODIFICATION RESEAU HP-NL	29 400,00	0,00	0
	EX22 - CENTRALE ILLBERG	59 377,75	0,00	50
	EX22 - RESEAUX ILLBERG	86 990,82	0,00	50
	NEOBOX MONO MODELE PERFORMANCE-LS	2 283,56	0,00	5
	TVX22 - RACCORDEMENT BEL AIR	2 434 498,66	0,00	50
	TVX21 - TRAVAUX RESEAUX RIXHEIM	550 398,83	0,00	50
	TVX22 - CHEMINEE	3 705,00	0,00	50
	EX22 - TERRAIN COMPLEMENTAIRE CENTRALE THERMIQUE RIXHEIM AB 227/14 1750 M2	6 562,50	0,00	0
	EX22 -REFECTION MURS ET NEZ DE VOUTE-RT	18 603,00	0,00	50
	EX22 - MANCHETTE AIR CHIG-RT	2 358,20	0,00	20
	REFECTION RAIL ROULEMENT PONT ROULANT RT	8 437,00	0,00	50
	EX22 - COMPTEUR ENERGIE THERMIQUE-FB	350,00	0,00	20
	EX22 - DETECTEUR 4 GAZ PORTABLE-FB	804,33	0,00	20
	EX22 - EXTINCTEUR	758,75	0,00	5
	EX22 - COMPTEUR ENERGIE THERMIQUE-FB	1 128,00	0,00	20
	EX22 - CALCULATEUR-FB	4 255,00	0,00	20
	EX22 - SERVO MOTEUR HYDRAULIQUE-FB	2 827,08	0,00	50
	ETUDES22 - FAISABILITÉ MODIFICATION RESEAU HP-FB	7 350,00	0,00	0
	ETUDES 22 PRESTATIONS JURIDIQUES TRANSPORT RESEAU	15 070,00	0,00	0
	EX22 - ÉLECTROVANNE-RT	2 984,69	0,00	20
	EX22 - POMPE DE RELEVAGE-RT	431,42	0,00	20
	EX22 - CIRCULATEUR CHAUFFAGE-RT	947,23	0,00	20
	EX22 - DETECTEUR INDUCTIF-FB	1 394,74	0,00	20
	C19261-1 REMPL MODIF CONVOYEURS BOIS-RP	32 660,80	0,00	20
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		**3 724 076,36**	**0,00**	

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE	B1.1

B1.1 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de titrisation					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, S pour autres (à préciser)
(2) Indiquer le type d'échéance : M : mensuelle, A : annuelle, U : trimestrielle, D : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre
(3) Indiquer le taux d'intérêt : F : fixe, V : variable, A : annuelle, U : trimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre
(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...)
(5) Taux annuel, tout frais compris.
(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.
(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. (Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IDCB1010507/C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales)
(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT		Valeur en euros
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**
Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.
(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.
(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 102
Nombre de membres présents : 76 (+14 procurations)
Nombre de suffrages exprimés : 87
VOTES :
Pour : 71 (+13 procurations)
Contre : 3 (+1 procuration)
Abstentions : 2 (+1 procuration)

Date de convocation : 20/06/2023

Présenté par (1) Président temporaire de m2A, M. Jean-Luc SCHILDKNECHT
A Mulhouse le 26/06/2023
(1) Président temporaire de m2A,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A Mulhouse, le 26/06/2023
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

AGUDO-PEREZ Francine	
BAECHTEL Rachel	
BECHT Olivier	
BEHE Jean-Marie	
BELLONI Thierry	
BERGDOLL Benoit	Proc. à M. BITSCHENE
BEYAZ Beytullah	
BITSCHENE Christophe	
BLANQUIN Jacques	
BOESCH Nathalie	Proc. à M. CHÉRAY
BONI DA SILVA Claudine	
BOUAMAIED Nour	
BOUILLÉ Jean-Philippe	
BUCHERT Maryvonne	
BUX Daniel	
CAUSER Jean-Yves	
CHAPATTE Jean-Claude	
CHÉRAY Michel	
COLOM Florian	
~~CORMIER Nina~~	Proc. à M. Maëlle
CORNEILLE Marie	Proc. à M. COUCHOT

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CHAUFFAGE URBAIN M2A - CA (budget) - 2022

IV – ANNEXES ARRETE ET SIGNATURES	IV D
COUCHOT Alain	Arrivée au point 33
D'ORELLI Philippe	
DHALLENNE Christine	
DUSSOURD Francis	
EHRET Antoine	
EL HAJJAJI Nadia	
ENGASSER Thierry	
FAUROUX-ZELLER Béatrice	
~~FUCHS-GISIN~~ STEMPL Marie-Madeleine, suppléante	
GERARDIN Jean Marie	
GERRER Valérie	
GIRONA André	
GODBILLON Isabelle	
GOEPFERT Yves	
GOETZ Anne-Catherine	Proc. à Mme BAUMERT
GOLDSTEIN Danièle	
GREILSAMMER Gérard	
GUTH Maurice	
HAGENBACH Vincent	
HARTMANN Hugues	
HERZOG Michèle	
HILLMEYER Francis	
HOMÉ Antoine	Proc. à Mme RENCK
HORTER Franck	
HOTTINGER Marie	
JENN Fatima	
* JORDAN Fabian	
JULIEN Jean-Paul	
JUNG Alfred	

* M. JORDAN Fabian sorti pour le vote

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CHAUFFAGE URBAIN M2A - CA (budget) - 2022

IV – ANNEXES ARRETE ET SIGNATURES	IV D
KEMPF Pierrette	
KRZEMINSKI Frédéric	
LAUGEL Michel	
LECONTE Alain	
LIERMANN Monique	
LIPP Pierre	
LOGEL Pierre	Proc. à M. GUTH
LOISEL Corinne	
LUTOLF-CAMORALI Anne-Catherine	
LUTZ Michèle	
MATHIEU-BECHT Catherine	
MEHLEN Josiane	
MENSCH Jean-Claude	
MEYER Véronique	
MIMAUD Danièle	
MINERY Loïc	
MOR Jean-Paul	
MOTTE Nathalie	
NEUMANN Rémy	
NICOLAS Thierry	Proc. à M. COLON
OBERLIN Alfred	Proc. à Mme GOETZ Evelyne
ONIMUS Roland	
PAUVERT Bertrand	
PULEDDA Patrick	
QUIN Paul	
RAPP Catherine	
RENCK Ginette	
RICHARD Loïc	
RICHE Laurent	

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - CHAUFFAGE URBAIN M2A - CA (budget) - 2022

IV – ANNEXES ARRETE ET SIGNATURES	IV D
RIFF Didier	
RISSER Chantal	Proc. à M. QUIN
RITZ Christelle	Excusée
~~ROTTNER Jean~~ M. Rotger	
SALZE Pierre	
SCHEUL Christiane	
SCHILDKNECHT Jean-Luc	
SCHILLINGER Gilles	
SCHMIDLIN BEN MBAREK Malika	Excusée
SCHWEITZER Pascale Cléo	Proc. à M. CAUSER
SIMEONI Joseph	
SORNIN Cécile	Proc. à Mme RAPP
STEGER Christophe	Proc. à M. D'ORELLI
STURCHLER Philippe	
SUAREZ Emmanuelle	Proc. à Mme MOTTE
TALLEUX Carole	
TORANELLI Christophe	
TRIMAILLE Philippe	Proc. à M. BOUILLIÉ
VIOLA Antoine	
WEISBECK Joseph	Proc. à Mme LUTOLF-CAMORALI
WOLFF Philippe	
ZELLER Fabienne	
ZIMMERMANN Nicolas	

Certifié exécutoire par (1) ~~Président-Le maire~~ de m2A, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le 6 juillet 2023

A Mulhouse le 6 juillet 2023

(1) Indiquer le président du conseil d'administration ou du directoire ou le directeur ou le conseiller de surveillance - maire, président du conseil général...

(2) L'assemblée délibérante dont : le Conseil d'agglomération

BUDGET ANNEXE

TRANSPORTS URBAINS

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20006600900032	**COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNAUTE COMMUNES AGGLO MULH MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION**

POSTE COMPTABLE DE : RESP COMPTABLE SGC MULHOUSE

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 43 (1)

Compte administratif

BUDGET : TRANSPORTS URBAINS MULHOUSE M2A (2)

ANNEE 2022

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.
(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales
Modalités de vote du budget 4

II - Présentation générale du compte administratif
A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 5
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du compte administratif
A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 11
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 13
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 14
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 15
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 16

IV - Annexes

A - Eléments du bilan
A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 17
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 23
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 25
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 26
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 27
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 28
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées 29
A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 30
A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties 32
A8.3 - Opérations liées aux cessions Sans Objet
A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A10 - Etat des travaux en régie Sans Objet

B - Engagements hors bilan
B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail 33
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations
C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet
C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet

D - Arrêté et signatures
D - Arrêté et signatures 34

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.
(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.
(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES **MODALITES DE VOTE DU BUDGET**	**I**

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) budgétaires (délibération du 17/12/2010).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.
(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A	75 745 169,99	G	79 740 341,88	G-A 3 995 171,89
	Section d'investissement	B	14 973 552,83	H	12 037 600,98	H-B -2 935 951,85
		+		+		
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C	0,00 (si déficit)	I	3 822 419,13 (si excédent)	
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	1 097 295,29 (si excédent)	
		=		=		
		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D	90 718 722,82	Q= G+H+I+J	96 697 657,28	=Q-P 5 978 934,46

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	3 452 490,13	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	3 452 490,13	= K+L	0,00

		DEPENSES		RECETTES		SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E	75 745 169,99	= G+I+K	83 562 761,01	7 817 591,02
	Section d'investissement	= B+D+F	18 426 042,96	= H+J+L	13 134 896,27	-5 291 146,69
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	94 171 212,95	= G+H+I+J+K+L	96 697 657,28	2 526 444,33

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	
70	Ventes produits fabriqués, prestations		0,00
73	Produits issus de la fiscalité		0,00
74	Subventions d'exploitation		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 3 452 490,13	L 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
20	Immobilisations incorporelles	239 242,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	2 215 389,42	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	997 858,71	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.
(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	8 263 114,13	4 110 585,22	3 266 954,76	0,00	885 574,15
012	Charges de personnel, frais assimilés	830 000,00	541 368,76	0,00	0,00	88 631,24
014	Atténuations de produits	1 000 000,00	-89 003,22	591 604,99	0,00	497 398,23
65	Autres charges de gestion courante	57 423 000,00	47 833 103,11	7 009 297,92	0,00	2 780 598,97
Total des dépenses de gestion courante		67 316 114,13	52 196 053,87	10 867 857,67	0,00	4 252 202,59
66	Charges financières	1 550 000,00	1 302 490,89	239 786,57	0,00	7 722,54
67	Charges exceptionnelles	105 000,00	306,20	0,00	0,00	104 693,80
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles d'exploitation		68 971 114,13	53 498 850,96	11 107 644,24	0,00	4 364 618,93
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*11 261 021,00*	*11 138 674,79*			*122 346,21*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		*11 261 021,00*	*11 138 674,79*			*122 346,21*
TOTAL		80 232 135,13	64 637 525,75	11 107 644,24	0,00	4 486 965,14
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		0,00				

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	9 704 257,00	9 415 589,36	715 399,81	0,00	-426 732,17
73	Produits issus de la fiscalité(5)	44 000 000,00	42 918 814,33	3 581 185,67	0,00	-2 500 000,00
74	Subventions d'exploitation	18 875 000,00	15 358 493,37	3 404 099,09	0,00	112 407,54
75	Autres produits de gestion courante	523 110,00	152 260,93	365 037,38	0,00	5 811,69
Total des recettes de gestion courante		73 102 367,00	67 845 157,99	8 065 721,95	0,00	-2 808 512,94
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	2 216 429,00	2 738 942,83	0,00	0,00	-522 513,83
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		75 318 796,00	70 584 100,82	8 065 721,95	0,00	-3 331 026,77
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*1 090 920,00*	1 090 519,11			400,89
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		*1 090 920,00*	*1 090 519,11*			*400,89*
TOTAL		76 409 716,00	71 674 619,93	8 065 721,95	0,00	-3 330 625,88
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		3 822 419,13				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2) Si la règle applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49
(4) *DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*
(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	1 361 490,58	607 629,37	239 242,00	514 619,21
21	Immobilisations corporelles	4 611 086,95	1 520 974,36	2 215 389,42	874 723,17
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	5 220 251,54	2 168 877,64	997 858,71	2 053 515,19
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	11 192 829,07	4 297 481,37	3 452 490,13	3 442 857,57
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	9 750 000,00	9 491 759,94	0,00	258 240,06
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	9 750 000,00	9 491 759,94	0,00	258 240,06
45...	Total des opérations pour compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		20 942 829,07	13 789 241,31	3 452 490,13	3 701 097,63
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*1 090 920,00*	*1 090 519,11*		*400,89*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*471 300,00*	*93 792,41*		*377 507,59*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		*1 562 220,00*	*1 184 311,52*		*377 908,48*
TOTAL		22 505 049,07	14 973 552,83	3 452 490,13	4 079 006,11
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		0,00			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	8 870 299,00	0,00	0,00	8 870 299,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	8 870 299,00	0,00	0,00	8 870 299,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (5)	805 133,78	805 133,78	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	805 133,78	805 133,78	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour le compte de tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		9 675 432,78	805 133,78	0,00	8 870 299,00
021	*Virement de la section d'exploitation (2)*	*0,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*11 261 021,00*	*11 138 674,79*		*122 346,21*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*471 300,00*	*93 792,41*		*377 507,59*
Total des recettes d'ordre d'investissement		*11 732 321,00*	*11 232 467,20*		*499 853,80*
TOTAL		21 407 753,78	12 037 600,98	0,00	9 370 152,80
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		1 097 295,29			

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2) *DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la règle effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(5) Le compte 105 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	7 377 539,98		7 377 539,98
012	Charges de personnel, frais assimilés	541 368,76		541 368,76
014	Atténuations de produits	502 601,77		502 601,77
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	54 642 401,03		54 642 401,03
66	Charges financières	1 542 277,46	*0,00*	1 542 277,46
67	Charges exceptionnelles	306,20	*0,00*	306,20
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,60	*11 138 674,79*	11 138 674,79
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**64 606 495,20**	***11 138 674,79***	**75 745 169,99**

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	75 745 169,99

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*240 894,00*	240 894,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	9 491 759,94	*0,00*	9 491 759,94
18	Compte de liaison : affectat° (BA régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	607 629,37	*57 675,00*	665 304,37
21	Immobilisations corporelles (6)	1 520 974,36	*0,00*	1 520 974,36
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	2 168 877,64	*36 117,41*	2 204 995,05
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations(reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*849 625,11*	849 625,11
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**13 789 241,31**	***1 184 311,52***	**14 973 552,83**

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE	14 973 552,83

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Ventes produits fabriqués, prestations	10 130 989,17		10 130 989,17
71	*Production stockée (ou déstockage)(3)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	46 500 000,00		46 500 000,00
74	Subventions d'exploitation	18 762 592,46		18 762 592,46
75	Autres produits de gestion courante	517 298,31		517 298,31
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	2 738 942,83	*240 894,00*	2 979 836,83
78	Reprise amort., dépréciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*849 625,11*	*849 625,11*
	Recettes d'exploitation – Total	**78 649 822,77**	***1 090 519,11***	**79 740 341,88**

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	3 822 419,13
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	83 562 761,01

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*220 000,00*	220 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	*93 792,41*	93 792,41
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*8 830 760,57*	*8 830 760,57*
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481			*2 087 914,22*	*2 087 914,22*
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**0,00**	***11 232 467,20***	**11 232 467,20**

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1	1 097 295,29
AFFECTATION AUX COMPTES 106	805 133,78
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	13 134 896,27

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**8 263 114,13**	**4 110 585,22**	**3 266 954,76**	**0,00**	**886 574,15**
604	Achats d'études, prestations de services	4 300,00	900,00	1 500,00	0,00	1 900,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	60 000,00	23 998,06	1 498,24	0,00	34 503,70
6063	Fournitures entretien et petit équipt	834,00	20,52	0,00	0,00	813,48
6064	Fournitures administratives	1 500,00	763,12	0,00	0,00	736,88
6066	Carburants	1 500,00	992,48	505,91	0,00	1,61
6068	Autres matières et fournitures	723 919,13	0,00	1 500,00	0,00	722 419,13
611	Sous-traitance générale	292 264,00	137 170,81	154 993,38	0,00	99,81
6122	Crédit-bail mobilier	4 246 900,00	2 202 251,29	2 044 611,63	0,00	37,08
6125	Crédit-bail immobilier	1 063 771,00	916 022,87	147 748,13	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	150,00	143,80	0,00	0,00	6,20
6135	Locations mobilières	247 500,00	214 793,68	17 850,22	0,00	14 856,10
6137	Redevances, droits de passage, servitude	553 000,00	-202 743,75	747 393,05	0,00	8 350,70
614	Charges locatives et de copropriété	2 000,00	808,83	0,00	0,00	1 191,17
61551	Entretien matériel roulant	1 000,00	823,41	176,59	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	178 736,00	88 913,84	43 693,99	0,00	46 128,17
6156	Maintenance	120 000,00	92 147,00	25 000,00	0,00	2 853,00
6168	Autres	1 600,00	1 412,70	0,00	0,00	187,30
617	Etudes et recherches	55 000,00	15 515,00	34 700,00	0,00	4 785,00
618	Divers	4 100,00	3 693,88	0,00	0,00	406,12
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	350,00	303,56	0,00	0,00	46,44
6226	Honoraires	6 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
6228	Divers	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6231	Annonces et insertions	5 000,00	339,14	0,00	0,00	4 660,86
6236	Catalogues et imprimés	500,00	101,30	0,00	0,00	498,70
6238	Divers	100 000,00	51 836,05	43 817,13	0,00	4 346,82
6251	Voyages et déplacements	6 000,00	1 644,02	0,00	0,00	4 355,98
6256	Missions	2 000,00	1 770,89	0,00	0,00	229,11
6257	Réceptions	4 000,00	2 046,52	0,00	0,00	1 953,48
6261	Frais d'affranchissement	2 000,00	415,46	0,00	0,00	1 584,54
6262	Frais de télécommunications	3 500,00	339,74	1 900,88	0,00	1 259,38
627	Services bancaires et assimilés	6 000,00	397,80	0,00	0,00	5 602,20
6281	Concours divers (cotisations)	22 000,00	21 879,20	0,00	0,00	120,80
6282	Frais de gardiennage	2 916,00	0,00	0,00	0,00	2 916,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	8 800,00	0,00	65,61	0,00	8 734,39
6287	Remboursements de frais	2 790,00	0,00	0,00	0,00	2 790,00
6288	Autres	240 422,00	240 222,00	0,00	0,00	200,00
63512	Taxes foncières	291 662,00	291 662,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**630 000,00**	**541 368,76**	**0,00**	**0,00**	**88 631,24**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	630 000,00	541 368,76	0,00	0,00	88 631,24
014	**Atténuations de produits (4)**	**1 000 000,00**	**-89 003,22**	**591 604,99**	**0,00**	**497 398,23**
739	Restitut° taxe Versement mobilité	1 000 000,00	-89 003,22	591 604,99	0,00	497 398,23
65	**Autres charges de gestion courante**	**57 423 000,00**	**47 623 103,11**	**7 009 297,92**	**0,00**	**2 790 598,97**
65712	Subv. équipt Régions	25 000,00	-6 931,62	25 000,00	0,00	6 931,62
65714	Subv. équipt Communes	32 637,00	-21 500,00	50 136,88	0,00	4 000,12
65718	Subv. équipt Autres organismes	805 000,00	150 142,85	652 777,00	0,00	2 080,15
65732	Subv. exploitat° Régions	378 000,00	-610 951,46	988 951,46	0,00	0,00
65734	Subv. exploitat° Communes	159 015,00	151 074,35	7 940,65	0,00	0,00
65737	Subv. exploitat° autres EPL	192 288,00	185 288,00	5 500,00	0,00	1 500,00
65738	Subv. exploitat° autres organismes	1 000,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. exploitat° personne droit privé	55 830 060,00	47 784 980,99	5 278 991,93	0,00	2 766 087,08
	TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)	**67 316 114,13**	**52 196 053,87**	**10 867 857,67**	**0,00**	**4 262 202,59**
66	**Charges financières (b) (5)**	**1 550 000,00**	**1 302 490,89**	**239 786,57**	**0,00**	**7 722,54**
66111	Intérêts régles à l'échéance	1 505 000,00	1 503 810,63	0,00	0,00	1 189,37
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	45 000,00	-201 319,74	239 786,57	0,00	6 533,17
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**105 000,00**	**306,20**	**0,00**	**0,00**	**104 693,80**
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	311,00	306,20	0,00	0,00	4,80
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	104 689,00	0,00	0,00	0,00	104 689,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**				
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f	**68 971 114,13**	**53 498 850,96**	**11 107 644,24**	**0,00**	**4 364 618,93**

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***				
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)***	***11 261 021,00***	***11 138 674,79***			***122 346,21***
6811	*Dot. amort. immos incorp. et corporelles*	*8 950 000,00*	*8 830 760,57*			*119 239,43*
6812	*Dot. amort. Charges exploit. à répartir*	*2 091 021,00*	*2 087 914,22*			*3 106,78*
6815	*Dot. prov. pour risques exploitat°*	*220 000,00*	*220 000,00*			*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	***11 261 021,00***	***11 138 674,79***			***122 346,21***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	***11 261 021,00***	***11 138 674,79***			***122 346,21***
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**80 232 135,13**	**64 637 525,75**	**11 107 644,24**	**0,00**	**4 486 965,14**
	Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1	**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	239 786,57
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	201 319,74
= Différence ICNE N – ICNE N-1	38 466,83

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer) Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	9 704 257,00	9 415 589,36	715 399,81	0,00	-426 732,17
7061	Transport de voyageur	8 000 000,00	8 441 790,61	0,00	0,00	-441 790,61
7068	Services accessoires transports	1 704 257,00	973 798,75	715 399,81	0,00	15 058,44
73	Produits issus de la fiscalité (3)	44 000 000,00	42 918 814,33	3 581 185,67	0,00	-2 500 000,00
734	Versement de mobilité	44 000 000,00	42 918 814,33	3 581 185,67	0,00	-2 500 000,00
74	Subventions d'exploitation	18 875 000,00	15 358 493,37	3 404 099,09	0,00	112 407,54
7471	Subv. exploitat° Etat	597 000,00	587 761,80	0,00	0,00	9 238,20
7472	Subv. exploitat° Régions	2 608 000,00	2 005 306,97	449 491,01	0,00	153 292,02
7473	Subv. exploitat° Départements	840 000,00	736 579,40	124 698,08	0,00	-21 277,48
7474	Subv. exploitat° Communes	0,00	8 845,20	0,00	0,00	-8 845,20
7475	Subv. exploitat° Groupements	14 830 000,00	12 000 000,00	2 830 000,00	0,00	0,00
748	Autres subventions d'exploitation	0,00	20 000,00	0,00	0,00	-20 000,00
75	Autres produits de gestion courante	523 110,00	152 260,93	365 037,38	0,00	5 811,69
751	Redevances pour licences, logiciels, ...	170 000,00	164 038,93	0,00	0,00	5 961,07
753	Comp./relév.seuil assuj.vers.transport	350 000,00	-14 952,00	365 037,38	0,00	-65,38
7588	Autres	3 110,00	3 174,00	0,00	0,00	-64,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013	73 102 367,00	67 845 157,99	8 065 721,95	0,00	-2 808 512,94
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	2 216 429,00	2 738 942,83	0,00	0,00	-522 513,83
7718	Autres produits except. opérat° gestion	928 000,00	1 143 140,20	0,00	0,00	-215 140,20
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	1 288 429,00	1 595 802,63	0,00	0,00	-307 373,63
78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)	0,00	0,00			0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d	75 318 796,00	70 584 100,82	8 065 721,95	0,00	-3 331 026,77
042	Opérat° ordre transfert entre sections (6)	1 090 920,00	1 090 519,11			400,89
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	240 920,00	240 894,00			26,00
797	Transferts charges exceptionnelles	850 000,00	849 625,11			374,89
043	Opérat° ordre intérieur de la section (5)	0,00	0,00			0,00
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	1 090 920,00	1 090 519,11			400,89
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)	76 409 716,00	71 674 619,93	8 065 721,95	0,00	-3 330 625,88
	Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1	3 822 419,13				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) L'article 669 n'existe pas en M. 49.
(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.
(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	1 361 490,58	607 629,37	239 242,00	514 619,21
2031	Frais d'études	688 535,58	31 504,37	225 332,00	431 699,21
2033	Frais d'insertion	5 000,00	0,00	500,00	4 500,00
2051	Concessions et droits assimilés	667 955,00	576 125,00	13 410,00	78 420,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	4 611 086,95	1 620 974,36	2 218 389,42	874 723,17
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	150 000,00	0,00	150 000,00	0,00
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
2153	Installations à caractère spécifique	556 623,62	115 341,81	284 606,40	156 675,41
2156	Matériel de transport d'exploitation	3 862 128,00	1 389 204,55	1 780 783,02	692 140,43
216	Collections et oeuvres d'art	34 335,33	9 152,00	0,00	25 183,33
2183	Matériel de bureau et informatique	8 000,00	7 278,00	0,00	724,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	5 220 251,54	2 168 877,64	997 858,71	2 053 515,19
2313	Constructions	1 234 973,00	417 008,31	226 507,45	591 457,24
2314	Constructions sur sol d'autrui	76 659,50	28 780,20	4 640,00	43 239,30
2315	Installat°, matériel et outillage techni	1 281 739,79	161 494,99	19 874,11	1 100 370,69
2318	Autres immo. corporelles en cours	465 048,12	465 047,77	0,00	0,35
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo. incorp.	2 161 831,13	1 096 546,37	746 837,15	318 447,61
	Total des dépenses d'équipement	11 192 829,07	4 297 481,37	3 452 490,13	3 442 857,57
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	9 750 000,00	9 491 759,94	0,00	258 240,06
1641	Emprunts en euros	9 750 000,00	9 491 759,94	0,00	258 240,06
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	9 750 000,00	9 491 759,94	0,00	258 240,06
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DEPENSES REELLES	20 942 829,07	13 789 241,31	3 452 490,13	3 701 097,63
040	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	1 090 920,00	1 090 519,11		400,89
	Reprises sur autofinancement antérieur(8)	240 920,00	240 894,00		26,00
13911	Sub. équipt cpte résult. Etat	101 130,00	101 128,00		2,00
13913	Sub. équipt cpte résult. Départements	9 940,00	9 938,00		2,00
13914	Sub. équipt cpte résult. Communes	10 260,00	10 252,00		8,00
13917	Sub. équipt cpte résult.Budget communaut	67 460,00	67 455,00		5,00
13918	Autres subventions d'équipement	52 130,00	52 121,00		9,00
	Charges transférées	850 000,00	849 625,11		374,89
4818	Charges à étaler	850 000,00	849 625,11		374,89
041	Opérations patrimoniales (7)	471 300,00	93 792,41		377 507,59
2051	Concessions et droits assimilés	0,00	57 675,00		-57 675,00
2156	Matériel de transport d'exploitation	471 300,00	0,00		471 300,00
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	7 686,56		-7 686,56
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	28 430,85		-28 430,85
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	1 562 220,00	1 184 311,52		377 908,48
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	22 505 049,07	14 973 552,83	3 452 490,13	4 079 006,11
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	0,00			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.
(6) Les comptes 15, 2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	8 870 299,00	0,00	0,00	8 870 299,00
1641	Emprunts en euros	8 870 299,00	0,00	0,00	8 870 299,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
2153	Installations à caractère spécifique	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	8 870 299,00	0,00	0,00	8 870 299,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	805 133,78	805 133,78	0,00	0,00
1068	Autres réserves	805 133,78	805 133,78	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	805 133,78	805 133,78	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES	9 675 432,78	805 133,78	0,00	8 870 299,00
021	Virement de la section d'exploitation	0,00			
040	Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)	11 261 021,00	11 138 674,79		122 346,21
15112	Provisions litiges et contentieux	220 000,00	220 000,00		0,00
28031	Frais d'études	30 400,00	30 397,00		3,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	191 020,00	167 073,00		23 947,00
28128	Aménagement Autres terrains	20,00	15,00		5,00
28131	Bâtiments	257 540,00	273 590,00		-16 050,00
28138	Autres constructions	44 010,00	44 002,00		8,00
28145	Aménagements construction sol d'autrui	66 500,00	68 889,04		-2 389,04
28148	Autres constructions sur sol d'autrui	2 360,00	2 358,10		1,90
28153	Installations à caractère spécifique	6 200 970,00	6 208 797,00		-7 827,00
28154	Matériel industriel	22 460,00	26 611,00		-4 151,00
28155	Outillage industriel	7 890,00	7 886,00		4,00
28156	Matériel spécifique d'exploitation	1 821 130,00	1 696 137,80		124 992,20
28157	Aménagements des matériels industriels	108 820,00	108 812,00		8,00
28182	Matériel de transport	191 300,00	191 298,00		2,00
28183	Matériel de bureau et informatique	3 260,00	2 576,90		683,10
28188	Autres	2 320,00	2 317,73		2,27
4818	Charges à étaler	2 091 021,00	2 087 914,22		3 106,78
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	11 261 021,00	11 138 674,79		122 346,21
041	Opérations patrimoniales (6)	471 300,00	93 792,41		377 507,59
2031	Frais d'études	471 300,00	93 115,85		378 184,15
2033	Frais d'insertion	0,00	676,56		-676,56
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00		0,00
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	11 732 321,00	11 232 467,20		499 853,80
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	21 407 753,78	12 037 600,98	0,00	9 370 152,80
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	1 097 296,29			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RE 042.
(5) Les comptes 15, 2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT — B3

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 2009001 (1)
LIBELLE : OPERATION 1 TRAM TRAIN

Pour information

Art. (2)	Libellé (3)	Eléments afférents à l'exercice: Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Pour mémoire: Cumul des réalisations (3)
	DEPENSES	1 472 486,69	A 137 191,86	152 607,50	1 182 687,33	B 23 849 628,14
20	Immobilisations incorporelles	260 000,00	12 310,75	152 607,50	95 081,75	1 421 779,31
2031	Frais d'études	260 000,00	12 310,75	152 607,50	95 081,75	1 360 378,74
205	Licences, logiciels, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	2 637,50
2051	Concessions et droits assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	58 763,07
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	283 324,89
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	202 186,26
2138	Autres constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	75 897,76
216	Collections et oeuvres d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	5 240,87
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 212 486,69	124 881,11	0,00	1 087 605,58	22 144 523,94
2314	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	15 065,61
2315	Installat°, matériel et outillage techni	1 212 486,69	124 881,11	0,00	1 087 605,58	9 045 151,40
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	11 232 940,58
232	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	1 851 366,35

	RECETTES (répartition) (Pour information)	Eléments afférents à l'exercice: Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés	Pour mémoire: Cumul des réalisations (3)
	RECETTES	0,00	C 0,00	0,00	0,00	D 6 479,28
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	6 479,28
2153	Installations à caractère spécifique	0,00	0,00	0,00	0,00	6 479,28
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01

Solde du financement (4)	Pour l'exercice	En cumulé
Recettes – Dépenses	C-A -137 191,86	D-B -23 843 148,85

(1) Ouvrir un cadre par opération.
(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(3) Réalisations antérieures + réalisation de l'exercice.
(4) Indiquer le signe algébrique.

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - TRANSPORTS URBAINS MULHOUSE M2A - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial: Niveau de taux (5)	Taux initial: Taux actuariel	Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**187 682 478,21**									
1641 Emprunts en euros (total)					187 682 478,21									
2002-TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	10/06/2003	01/07/2003	01/07/2004	11 300 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	3,250	3,250	EUR	A	X	O	A-1
2004-TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	20/04/2004	01/05/2004	01/05/2005	18 000 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,500	2,500	EUR	A	X	O	A-1
2006-TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	02/09/2005	01/10/2005	01/10/2006	6 700 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	2,250	2,250	EUR	A	X	O	A-1
2008-TC	BEI Banque Europeenne d'Investissement	25/11/2003	15/06/2005	15/06/2006	20 000 000,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.13 sur Euribor 3M) + 0.13	2,100	2,148	EUR	A	C	O	A-1
2009-TC	BEI Banque Europeenne d'Investissement	25/11/2003	17/10/2005	15/09/2006	15 000 000,00	V	(Euribor 3M-Floor 0.02 sur Euribor 3M) + (-0.02)	2,160	2,210	EUR	A	C	O	A-1
2011-TC	SFIL CAFFIL	09/11/2006	01/01/2007	01/01/2008	2 000 000,00	V	Euribor 12M-Floor -0.019 sur Euribor 12M + 0.019	4,039	4,098	EUR	A	C	O	A-1
2012-TC	SOCIETE GENERALE	29/12/2006	29/12/2006	29/12/2007	3 000 000,00	V	(Euribor 12M-Floor -0.0175 sur Euribor 12M) + 0.0175	4,020	4,079	EUR	A	C	O	A-1
2013-TC	SFIL CAFFIL	01/01/2007	01/10/2008	01/01/2009	8 000 000,00	F	Taux fixe à 4.86 %	4,860	5,023	EUR	T	C	O	A-1
2014-TC	SOCIETE GENERALE	26/11/2006	31/12/2008	31/12/2009	7 000 000,00	F	Taux fixe à 3.91 %	3,910	3,967	EUR	A	C	O	A-1

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - TRANSPORTS URBAINS MULHOUSE M2A - CA - 2022

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial: Niveau de taux (5)	Taux initial: Taux actuariel	Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**187 682 478,21**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.
(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage)
(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois)
(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.
(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle; B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre
(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser
(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales)

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - TRANSPORTS URBAINS MULHOUSE M2A - CA - 2022

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial: Niveau de taux (5)	Taux initial: Taux actuariel	Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
20151-TC	SFIL CAFFIL	09/01/2008	31/12/2009	01/04/2010	10 000 000,00	C	Taux fixe à 3.82 %	3,820	3,932	EUR	T	C	O	B-1
20161-TC	SFIL CAFFIL	09/01/2008	31/12/2009	01/04/2010	4 000 000,00	V	(Euribor 3M-Floor -0.035 sur Euribor 3M) + 0.035	0,742	0,755	EUR	T	P	O	A-1
2017-TC	CREDIT FONCIER DE FRANCE	15/01/2008	31/12/2009	31/12/2010	7 000 000,00	F	Taux fixe à 3.92 %	3,920	3,977	EUR	A	C	O	A-1
2018-TC	CREDIT FONCIER DE FRANCE	15/01/2008	31/12/2009	31/12/2010	7 000 000,00	C	Taux fixe 3.38% à barrière 6% sur Euribor 12M(Postfixé)	3,380	3,429	EUR	A	C	O	B-1
2019-TC	CAISSE D'EPARGNE	23/12/2010	28/12/2010	31/03/2011	17 000 000,00	F	Taux fixe à 3.4 %	3,400	3,444	EUR	T	C	O	A-1
2020-TC	Caisse Fédérale de Crédit Mutuel	21/12/2011	15/02/2012	31/03/2012	4 000 000,00	F	Taux fixe à 4.46 %	4,460	4,535	EUR	T	P	O	A-1
2021-TC	CAISSE D'EPARGNE	27/12/2011	27/12/2011	31/03/2012	5 000 000,00	V	Livret A(Préfixé) + 1.6	3,850	3,906	EUR	T	C	O	A-1
2022-TC	CAISSE D'EPARGNE	22/08/2013	31/08/2013	30/11/2013	5 000 000,00	F	Taux fixe à 3.46 %	3,460	3,505	EUR	T	C	O	A-1
2023-TC	CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS	17/01/2014	26/02/2014	01/02/2016	1 682 478,21	V	Livret A(Préfixé) + 1	2,250	2,250	EUR	A	C	O	A-1
2024TC	CAISSE D'EPARGNE	15/09/2017	16/11/2017	31/03/2018	3 000 000,00	F	Taux fixe à 1.29 %	1,290	1,296	EUR	T	C	O	A-1
2025	SOCIETE GENERALE	15/09/2017	31/10/2017	31/01/2018	5 000 000,00	F	Taux fixe à 1.28 %	1,280	1,305	EUR	T	C	O	A-1
2026TC	CREDIT AGRICOLE CORPORATE AND INVESTMENT BANK	12/10/2018	15/10/2018	15/11/2018	4 000 000,00	F	Taux fixe à 1.23 %	1,230	1,255	EUR	M	C	O	A-1
2027-TC	SFIL CAFFIL	01/07/2019	16/08/2019	01/12/2019	8 000 000,00	F	Taux fixe à 0.66 %	0,660	0,671	EUR	T	C	O	A-1
2028 TC Consolidation	SFIL CAFFIL	05/12/2019	31/07/2020	01/11/2020	2 000 000,00	F	Taux fixe à 0.68 %	0,680	0,692	EUR	T	C	O	A-1
2029-TC	SFIL CAFFIL	10/12/2020	01/02/2021	01/05/2021	9 000 000,00	F	Taux fixe à 0.35 %	0,350	0,356	EUR	T	C	O	A-1
2030-TC	SFIL CAFFIL	19/11/2021	17/12/2021	01/04/2022	5 000 000,00	F	Taux fixe à 0.6 %	0,600	0,610	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION - TRANSPORTS URBAINS MULHOUSE M2A - CA - 2022

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Emprunts et dettes au 31/12/N: Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt: Type de taux (12)	Taux d'intérêt: Index (13)	Taux d'intérêt: Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Annuité de l'exercice: Capital	Annuité de l'exercice: Charges d'intérêt (15)	Annuité de l'exercice: Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**82 042 930,54**					**9 491 759,94**	**1 503 810,63**	**0,00**	**239 747,62**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		82 042 930,54					9 491 759,94	1 503 810,63	0,00	239 747,62
2002-TC	N	0,00	A-1	3 208 429,90	5,50	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	0,978	520 892,68	27 969,92	0,00	19 941,28
2004-TC	N	0,00	A-1	5 919 693,75	6,33	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,066	820 663,56	50 551,93	0,00	49 124,41
2006-TC	N	0,00	A-1	2 526 140,58	7,75	V	Livret A(Préfixé) + 0.25	1,088	305 281,95	21 235,67	0,00	14 051,66
2008-TC	N	0,00	A-1	6 400 000,00	7,46	V	(Euribor 3M-Floor -0.13 sur Euribor 3M) + 0.13	0,362	800 000,00	16 280,89	0,00	6 189,51
2009-TC	N	0,00	A-1	4 800 000,00	7,71	V	(Euribor 3M-Floor -0.13 sur Euribor 3M) + 0.13	0,351	600 000,00	13 710,67	0,00	4 642,13
2011-TC	N	0,00	A-1	500 000,00	4,00	V	(TAM(Postfixé) + 0.019)-Floor -0.019 sur TAM(Postfixé)	0,000	100 000,00	0,00	0,00	0,00
2012-TC	N	0,00	A-1	600 000,00	3,99	V	(Euribor 12M-Floor -0.0175 sur Euribor 12M) + 0.0175	0,015	150 000,00	0,00	0,00	109,42
2013-TC	N	0,00	A-1	2 400 000,00	5,75	F	Taux fixe à 4.86 %	4,914	400 000,00	130 572,00	0,00	29 484,00
2014-TC	N	0,00	A-1	1 555 555,54	4,00	F	Taux fixe à 3.91 %	3,953	388 888,89	77 083,72	0,00	0,00
20151-TC	N	0,00	B-1	4 900 000,00	12,00	C	Taux fixe 3.78% à barrière 6% sur Euribor 3M(Postfixé)	3,822	400 000,00	197 368,50	0,00	46 819,50
20161-TC	N	0,00	A-1	2 052 388,19	12,00	F	Taux fixe à 3.44 %	3,476	159 479,26	75 060,46	0,00	17 846,65

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver- ture éventu- elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Barrière simple (B)														
20151-TC	SFIL CAFFIL	10 000 000,00	4 900 000,00	1	25,00		Taux fixe 3.78% à barrière 6% sur Euribor 3M(Postfixé)	Taux fixe à 3.82 %	255 888,40	Taux fixe 3.78% à barrière 6% sur Euribor 3M(Postfixé)	3,822	197 368,50	0,00	5,97
2018-TC	CREDIT FONCIER DE FRANCE	7 000 000,00	2 450 000,00	1	20,00		Taux fixe 3.38% à barrière 6% sur Euribor 12M(Postfixé)	Taux fixe 3.38% à barrière 6% sur Euribor 12M(Postfixé)	60 501,21	Taux fixe 3.38% à barrière 6% sur Euribor 12M(Postfixé)	3,408	95 691,56	0,00	2,99
TOTAL (B)		**17 000 000,00**	**7 350 000,00**						**316 389,61**			**293 060,06**	**0,00**	**8,96**
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		**0,00**	**0,00**						**0,00**			**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL		**17 000 000,00**	**7 350 000,00**						**316 389,61**			**293 060,06**	**0,00**	**8,96**

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.
(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.
(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
2017-TC	N	0,00	A-1	3 360 000,00	12,00	F	Taux fixe à 3.92 %	3,954	280 000,00	144 669,78	0,00	0,00
2018-TC	N	0,00	B-1	2 450 000,00	7,00	C	Taux fixe 3.38% à barrière 6% sur Euribor 12M(Postfixé)	3,408	350 000,00	95 691,56	0,00	0,00
2019-TC	N	0,00	A-1	6 800 000,00	8,00	F	Taux fixe à 3.4 %	3,391	850 000,00	249 262,50	0,00	0,00
2020-TC	N	0,00	A-1	1 338 322,65	4,00	F	Taux fixe à 4.46 %	4,450	299 096,39	68 072,73	0,00	0,00
2021-TC	N	0,00	A-1	1 333 333,36	4,00	V	Livret A(Préfixé) + 0.35	1,443	333 333,35	22 270,84	0,00	0,00
2022-TC	N	0,00	A-1	1 916 666,79	5,67	F	Taux fixe à 3.46 %	3,452	333 333,32	73 525,00	0,00	5 526,39
2023-TC	N	0,00	A-1	1 093 610,84	12,08	V	Livret A(Préfixé) + 1	1,950	84 123,91	17 666,02	0,00	19 988,78
2024TC	N	0,00	A-1	2 000 000,00	10,00	F	Taux fixe à 1.29 %	1,287	200 000,00	27 412,50	0,00	0,00
2025	N	0,00	A-1	3 333 333,20	9,83	F	Taux fixe à 1.28 %	1,294	333 333,36	45 958,52	0,00	7 229,63
2026TC	N	0,00	A-1	2 888 889,00	10,79	F	Taux fixe à 1.23 %	1,244	266 666,64	37 833,89	0,00	1 579,26
2027-TC	N	0,00	A-1	6 266 666,70	11,67	F	Taux fixe à 0.66 %	0,667	533 333,32	44 161,33	0,00	3 446,67
2028-TC Consolidation	N	0,00	A-1	1 700 000,03	12,58	F	Taux fixe à 0.68 %	0,688	133 333,32	12 294,15	0,00	1 926,67
2029-TC	N	0,00	A-1	7 950 000,00	13,08	F	Taux fixe à 0.35 %	0,354	600 000,00	29 540,00	0,00	4 637,50
2030-TC	N	0,00	A-1	4 750 000,01	14,00	F	Taux fixe à 0.6 %	0,607	249 999,99	23 618,05	0,00	7 204,16
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.
(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.
(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.
(8) Montant, index ou formule.
(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.
(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.
(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**82 042 930,54**					**9 491 759,94**	**1 503 810,63**	**0,00**	**239 747,62**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.
(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».
(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).
(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).
(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.
(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.
(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.
(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (pente unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)	Nombre de produits	23	0	0	0	0	
	% de l'encours	91,06	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	74 692 020,54	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	2	0	0	0	0	
	% de l'encours	8,96	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	7 350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (swaption)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €	

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	2051 - Logiciel	5	17/12/2010
L	2031 - Frais d'études	5	17/12/2010
L	2033 - Frais d'insertion non suivie de réalisation	5	17/12/2010
L	2121/2125/2128 - Aménagements de terrains nus, terrains bâtis, autres terrains	25	17/12/2010
L	2131 - bâtiments publics	25	17/12/2010
L	2135 - Installations générales, agencements, aménagements des constructions	5	17/12/2010
L	2138 - Autres constructions	25	17/12/2010
L	2141 - bâtiments	25	17/12/2010
L	2145 - Installations générales, agencements, aménagements des constructions	10	17/12/2010
L	2148 - Autres constructions	25	17/12/2010
L	2153 - Installation à caractère spécifique	25	17/12/2010
L	2154 - Matériel industriel	10	17/12/2010
L	2155 - Outillage industriel	10	17/12/2010
L	2155 - Insfrastracture Tramway	25	17/12/2010
L	2182/2156 - travaux de rénovation des bus	3	17/12/2010
L	2182/2156 - véhicule pour personne à mobilité réduite	8	17/12/2010
L	2182/2156 - Autobus d'occasion	8	17/12/2010
L	2182/2156 - équipements des autobus (matériel embarqué) et déco extérieure des bus	10	17/12/2010
L	2182/2156 - rame de Tramway	25	17/12/2010
L	2182/2156 - Autobus neuf	15	17/12/2010
L	2183 - Matériel informatique et bureautique	5	17/12/2010
L	2184 - Mobilier	5	17/12/2010
L	2188 - petit matériel < 500 €	5	17/12/2010
L	2188 - petit matériel > 500 €	10	17/12/2010
L	2188 - Equipement spécifique électrique	25	17/12/2010
L	2157 - Agencements et aménagements du matériel et outillage industriels	10	24/01/2014

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		9 990 920,00	I	9 732 653,94
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**9 750 000,00**		**9 491 759,94**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	9 750 000,00		9 491 759,94
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**240 920,00**		**240 894,00**
10...	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*240 920,00*		*240 894,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	9 732 653,94	3 452 490,13	0,00	13 185 144,07

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		11 261 021,00	III	11 138 674,79
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00		0,00
10222	FCTVA	0,00		0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
2762	Créances transfert droit déduct° TVA	0,00		0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		11 261 021,00		11 138 674,79
15...	*Provisions pour risques et charges*			
15112	*Provisions litiges et contentieux*	*220 000,00*		*220 000,00*
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
28...	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*30 400,00*		*30 397,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*191 020,00*		*167 073,00*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*20,00*		*15,00*
28131	*Bâtiments*	*257 540,00*		*273 590,00*
28138	*Autres constructions*	*44 010,00*		*44 002,00*
28145	*Aménagements construction sol d'autrui*	*66 500,00*		*68 889,04*
28148	*Autres constructions sur sol d'autrui*	*2 360,00*		*2 358,10*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*6 200 970,00*		*6 208 797,00*
28154	*Matériel industriel*	*22 460,00*		*26 611,00*
28155	*Outillage industriel*	*7 890,00*		*7 886,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*1 821 130,00*		*1 696 137,80*
28157	*Aménagements des matériels industriels*	*108 820,00*		*108 812,00*
28182	*Matériel de transport*	*191 300,00*		*191 298,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*3 260,00*		*2 576,90*
28188	*Autres*	*2 320,00*		*2 317,73*
29...	*Dépréciation des immobilisations*			
39...	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481...	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
4818	*Charges à étaler*	*2 091 021,00*		*2 087 914,22*
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*		*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	11 138 674,79	0,00	1 097 295,29	805 133,78	13 041 103,86

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	13 185 144,07
Ressources propres disponibles	IV	13 041 103,86
Solde	V = IV – II (3)	-144 040,21

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.
(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A6

A6 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Date de la délibération	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (1)
TOTAL				33 570 024,79	24 527 507,07	2 087 914,22	6 954 603,50
2022	Charges à étaler Tram-Train	15	04/10/2002	33 570 024,79	24 527 507,07	2 087 914,22	6 954 603,50

(1) Correspond au montant de la charge restant à amortir = I – (II + III).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A8.1

A8.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
	ETUDES18 - MISSION ASSISTANCE TECHNIQUE SCHEMA DIRECTEUR SYSTEME INFO	25 800,00	0,00	5
	ETUDE18 - REPRISE PLATEFORME TW COTEAUX	4 800,00	0,00	25
	ETUDES 19 - COCYCLIQUE ETUDE TRACE OBSTACLES FIXES TW	3 150,00	0,00	0
	ETUDES20 - REMPLACEMENT CHAUDIERE ATELIER BUS	420,67	0,00	25
	ETUDES20 - MISE CONFORMITE ATELIER BUS SOLEA	1 076,51	0,00	25
	ETUDES20 - MISSION ACCOMP DATA CENTRIC TW	5 880,00	0,00	5
	ETUDES20 - COORDINATION SSI PASSAGE GNC ATELIER BUS SOLEA	1 260,00	0,00	25
	ETUDES20 - REALISATION 3 SONDAGES PONT STOESSEL TW	13 888,60	0,00	0
	ETUDE20 - MODIF CONFIG AV KENNEDY - ROOSEVELT - CURIE MLHOUSE	6 550,00	0,00	25
	ETUDE21 - COMPTE MOBILITE	24 650,00	0,00	5
	ETUDE21 - BUS GNV	6 333,33	0,00	5
	ETUDES21 - STATION PROVISOIRE GAZ SOLEA GNV	10 713,96	0,00	0
	ETUDE21 - DESSERTE MAISON TERRITOIRE	980,00	0,00	0
	ETUDE21 - FONC CARREFOURS FEUX LIGNE C5	2 880,00	0,00	0
	ETUDE21 - MISSION ACCOMPAGNEMENT DATA CENTRIC TW	5 880,00	0,00	5
	ETUDES21 - RECENSEMENT ET DIAGNOSTIC OBSTACLES FIXES TW	7 225,00	0,00	5
	ETUDE21 - REMPLACEMENT 3 TRAVERSEES OBLIQUE PJ	3 828,27	0,00	0
	ETUDE21 - MISSION OQA DI 20KV	3 150,00	0,00	5
	INSERTION21 - COMPTE MOBILITE	2 112,84	0,00	5
	ETUDE21 - MARCHE TOUR EN FOSSE	445,08	0,00	0
	INSERTION21 - AAPC OUTIL LAC	231,48	0,00	0
	TVX21 - DEPOSE POTEAUX ARRETS MULHOUSE	27 930,00	0,00	25
	ETUDES 22 - ATELIER BUS SOLEA	912,42	0,00	0
	ETUDES 22 - ITINERAIRE LIGNE 5	4 491,00	0,00	0
	ETUDES 22 - EXTRACTION GAZ ECHAPPEMENT COMPTE MOBILITE	3 000,00	0,00	0
		541 295,00	0,00	5
	ETUDES 22 - OUTIL DE GESTION ACTIFS	24 000,00	0,00	5
	EX22 - OEUVRE ART PAROI INTERIEURE BUS GAZ	350,00	0,00	5
	EX22 - ESPACE DE MIGRATION	9 950,00	0,00	5
	EX22 - HEBERGEMENT	530,00	0,00	5
	EX22 - VOIRIE COMMUNES	115 341,81	0,00	25
	HABILLAGE 4 BUS GNV	7 128,00	0,00	15
	ETUDES22 - PROLONGATION LIGNE 13 MORSCHWILLER	4 590,20	0,00	0
	ETUDES22 - OUVRAGES D'ARTS TW	12 310,75	0,00	0
	ETUDES 22- ETUDE GLOBALE ATEX SOLEA	3 800,00	0,00	0
	ETUDES 22 - LOCAL SOLEA	2 400,00	0,00	0
	EX22 -STICKAGE BUS	24 370,00	0,00	15
	3 AUTOBUS ARTICULES GNV	1 357 706,55	0,00	15
	EX22 - OEUVRE ART PAROI INT BUS GAZ	1 250,00	0,00	0
	EX22 - ZUSSY CONCEPTION GRAPHIQUE OEUVRE UNIQUE	300,00	0,00	0
	EX22 - HENNINGER - REA VISU PAROI STATION TW	900,00	0,00	0
	EX22 - ADHESIVAGE ST TW ST NAZAIRE COTEAUX	3 578,00	0,00	0
	EX22 - MISE PLACE OEUVRE 4 BUS GNV	2 224,00	0,00	0
	EX22 - OEUVRE ART PAROI INTERIEURE BUS GAZ	900,00	0,00	0
	EX22 - ORDINATEURS PORTABLES DELL - 4 STATIONS D'ACCEUIL	768,00	0,00	5
	EX22 - SOLUTIONS D'ACCEUIL POUR ORDINATEURS PORTABLES DELL	760,00	0,00	5
	EX22 - SACOCHES CLAVIER SOURIS - ORDINATEURS PORTABLES DELL	228,00	0,00	5

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
	EX22 - ANTIVOLS POUR ORDINATEURS PORTABLES DELL	75,00	0,00	1
	EX22 - ANTIVOLS POUR ORDINATEURS PORTABLES DELL	112,00	0,00	1
	EX22 - SOURIS SACOCHES POUR ORDINATEURS PORTABLES DELL	175,00	0,00	5
	EX22 - 4 ORDINATEURS PORTABLES 13 POUCES DELL	3 080,00	0,00	5
	EX22 - ORDINATEURS PORTABLES 15 POUCES DELL	1 968,00	0,00	5
	EX22 - ECRAN 24 POUCES DELL	121,00	0,00	1
	TVX22 - BATIMENT SOLEA	457 008,38	0,00	25
	EX22 - ABRI ARRET BUS SOLEA	26 789,20	0,00	0
	TVX22 - ABRI ARRET	29 519,48	0,00	10
	TVX22 - SOUS-STATIONS	131 275,53	0,00	25
	TVX22 - BATIMENT SOLEA	485 047,77	0,00	25
	ACCOMPTES 22	1 095 545,57	0,00	0
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		6 468 667,19	0,00	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES	A8.2

A8.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
27/05/2022	INSERTION INFRASTRUCTURE TRAMWAY 2011	436,88	5	436,88	0,00	0,00	0,00
27/05/2022	INSERTION 12 AAPC ASSISTANCE REVISION DU PDU	900,00	5	900,00	0,00	0,00	0,00
27/05/2022	ETUDE 14 - REA SIMUL CARTOGRAPHIQUE POLLUTION PDU	12 000,00	5	12 000,00	0,00	0,00	0,00
27/05/2022	ETUDE 14 - ASSISTANCE GESTION OBLIGATION REGL SOLEA	2 364,00	5	2 364,00	0,00	0,00	0,00
27/05/2022	DROITS AUTEUR ANNONCES SONORES TRAMWAY ET TT	22 179,32	5	22 179,32	0,00	0,00	0,00
Divers							
TOTAL GENERAL		37 880,20					0,00

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	B1.4

B1.4 – 8016 ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

Exercice d'origine du contrat	Nature du bien ayant fait l'objet du contrat (1)	Montant de la redevance de l'exercice	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat	Montant des redevances restant à courir					
					N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant	Total (2)
2004	Mobilier : Véhicules tramway	3 258 776,06	Sogefinerg	25	3 265 959,75	3 271 378,60	3 279 164,78	3 284 907,18	19 042 932,24	32 144 342,55
2008	Mobilier : Autobus	977 544,62	La Banque Postale Crédit Entreprises	15	977 544,62	11 829,84	0,00	0,00	0,00	989 374,46
2009	Immobilier : Atelier et bâtiment administratif	1 063 770,56	Unifergie	27	1 063 770,56	1 063 770,56	1 063 770,56	1 063 770,56	18 564 906,94	22 819 989,18

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.
(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 102
Nombre de membres présents : 76 + (14 procurations)
Nombre de suffrages exprimés : 87
VOTES :
Pour : 71 (+13 procurations)
Contre : 3
Abstentions : 2 (+1 procuration)

Date de convocation : 20/06/2023

Présenté par (1) Président temporaire de m2A, M. Jean-Luc SCHNOEBELEN
A Mulhouse le 26/06/2023
(1) Président temporaire de m2A,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A Mulhouse, le 26/06/2023
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

AGUDO-PEREZ Francine	
BAECHTEL Rachel	
BECHT Olivier	Absent
BEHE Jean-Marie	
BELLONI Thierry	
BERGDOLL Benoit	Proc. à M. BITSCHENE
BEYAZ Beytullah	
BITSCHENE Christophe	
BLANQUIN Jacques	
BOESCH Nathalie	Proc. à M. CHÉRAY
BONI DA SILVA Claudine	
BOUAMAIED Nour	
BOUILLÉ Jean-Philippe	
BUCHERT Maryvonne	
BUX Daniel	
CAUSER Jean-Yves	
CHAPATTE Jean-Claude	
CHÉRAY Michel	
COLOM Florian	
~~CORMIER Nina~~ PAUGAM Naëlle	
CORNEILLE Marie	Proc. à M. COUCHOT

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

COUCHOT Alain	Arrivée au point 73
D'ORELLI Philippe	
DHALLENNE Christine	
DUSSOURD Francis	
EHRET Antoine	Absent
EL HAJJAJI Nadia	
ENGASSER Thierry	
FAUROUX-ZELLER Béatrice	Absente
~~FUCHS Gilbert~~ SIINPL M. Madelaine suppléante	
GERARDIN Jean Marie	
GERRER Valérie	
GIRONA André	
GODBILLON Isabelle	
GOEPFERT Yves	
GOETZ Anne-Catherine	Absente Proc. à Mme BUCHERT
GOLDSTEIN Danièle	
GREILSAMMER Gérard	
GUTH Maurice	
HAGENBACH Vincent	
HARTMANN Hugues	
HERZOG Michèle	
HILLMEYER Francis	
HOMÉ Antoine	Proc. à Mme RENCK
HORTER Franck	
HOTTINGER Marie	
JENN Fatima	
* JORDAN Fabian	
JULIEN Jean-Paul	
JUNG Alfred	

* M. Fabian JORDAN sorti pour le vote

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

KEMPF Pierrette	
KRZEMINSKI Frédéric	Absent
LAUGEL Michel	
LECONTE Alain	
LIERMANN Monique	
LIPP Pierre	
LOGEL Pierre	Proc. à M. GUTH
LOISEL Corinne	
LUTOLF-CAMORALI Anne-Catherine	
LUTZ Michèle	
MATHIEU-BECHT Catherine	
MEHLEN Josiane	
MENSCH Jean-Claude	
MEYER Véronique	
MIMAUD Danièle	
MINERY Loïc	
MOR Jean-Paul	
MOTTE Nathalie	
NEUMANN Rémy	
NICOLAS Thierry	Proc. à M. COLOM
OBERLIN Alfred	~~Proc. à Mme~~ Absent excusé
ONIMUS Roland	
PAUVERT Bertrand	
PULEDDA Patrick	
QUIN Paul	
RAPP Catherine	
RENCK Ginette	
RICHARD Loïc	
RICHE Laurent	

IV – ANNEXES ARRETE ET SIGNATURES	IV 0
RIFF Didier	
RISSER Chantal	Proc. à A. QUIN
RITZ Christelle	Excusée
~~ROTTNER Jean-~~ Metzger Henri	
SALZE Pierre	
SCHELL Christiane	
SCHILOKNECHT Jean-Luc	
SCHILLINGER Gilles	
SCHMIDLIN BEN MBAREK Malika	Excusée
SCHWEITZER Pascale Cleo	Proc. à A. CAUSER
SIMECNI Joseph	
SORNIN Cécile	Proc. à Mme RAPP
STEGER Christophe	Proc. à A. DORELLI
STURCHLER Philippe	
SUAREZ Emmanuelle	Proc. à Mme ARTIE
TALLEUX Carole	
TORANELLI Christophe	
TRIMAILLE Philippe	Proc. à A. BOUILLE
VIOLA Antoine	
WEISBECK Joseph	Proc. à Mme LUTUB-CHAGNAU
WOLFF Philippe	
ZELLER Fabienne	
ZIMMERMANN Nicolas	

Certifié sincère par (1) Président ~~temporaire~~ de m2A, compte tenu de la transmission en préfecture, le 6 juillet 2023 et de la publication le 6 juillet 2023

A Mulhouse le 6 juillet 2023

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou le président de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général, ...
(2) L'assemblée délibérante : le Conseil d'agglomération.

BUDGET ANNEXE

ZAE BANTZENHEIM

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNAUTE COMMUNES AGGLO MULH - MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 20006600900040

POSTE COMPTABLE : RESP COMPTABLE SGC MULHOUSE

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : BA ZAE BANTZENHEIM (3)

ANNEE 2022

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (5)
A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
II - Présentation générale du budget
A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 12
III - Vote du budget
A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17
IV - Annexes (6)
A - Eléments du bilan
A1 - Présentation croisée par fonction (1) Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etallement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 18
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 19
A7.1.1 - Etats des déponses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des déponses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats des déponses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats des déponses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3) Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4) Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4) Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées Sans Objet
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties Sans Objet
A10.3 - Opérations liées aux cessions 20
A10.4- Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale Sans Objet
B - Engagements hors bilan
B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions Sans Objet

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents — Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents — Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale — Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel — Sans Objet
C1.2 - Actions de formation des élus — Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier — Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement — Sans Objet
C3.2 - Liste des etablissements publics créés — Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe — Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe — Sans Objet
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes — Sans Objet
C3.6 - Identification des flux croisés — Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes — Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures — 21

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.
(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).
(3) Cf. article R. 2313-3 du CGCT.
(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.
(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.
(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION BA ZAE BANTZENHEIM	CA 2022

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses d'exploitation / Dépenses réelles de fonctionnement		
2	Produit d'exploitation domaine / Recettes réelles de fonctionnement		
3	Transferts reçus / Recettes réelles de fonctionnement		
4	Emprunts réalisés / Dépenses d'équipement brut		
5	Encours de la dette		

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).
(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.
Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.
(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE(1)

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.
(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».
(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.
(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.
(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	3 188,00	G	3 188,00
	Section d'investissement	B	3 188,00	H	0,00
		+		+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	50 050,15 (si déficit)	I	0,00 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	910 295,69 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)
		=		=	
	TOTAL (réalisations + reports)	= A+B+C+D	966 721,84	= G+H+I+J	3 188,00

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	0,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	0,00	= K+L	0,00

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	53 238,15	= G+I+K	3 188,00
	Section d'investissement	= B+D+F	913 483,69	= H+J+L	0,00
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	966 721,84	= G+H+I+J+K+L	3 188,00

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 0,00	L 0,00
010	Stocks (4)	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT)
(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES — A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	113 758,00	3 188,00	0,00	0,00	110 570,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion courante	113 758,00	3 188,00	0,00	0,00	110 570,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	**113 758,00**	**3 188,00**	**0,00**	**0,00**	**110 570,00**
023	*Virement à la section d'investissement (2)*	*0,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*910 170,00*	*0,00*			*910 170,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	***910 170,00***	***0,00***			***910 170,00***
	TOTAL	**1 023 928,00**	**3 188,00**	**0,00**	**0,00**	**1 020 740,00**
	Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1	(3) **50 050,15**				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	147 842,15	0,00	0,00	0,00	147 842,15
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	13 376,00	0,00	0,00	0,00	13 376,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes de gestion courante	161 218,15	0,00	0,00	0,00	161 218,15
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
	Total des recettes réelles de fonctionnement	**161 218,15**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**161 218,15**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*912 760,00*	*3 188,00*			*909 572,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	***912 760,00***	***3 188,00***			***909 572,00***
	TOTAL	**1 073 978,15**	**3 188,00**	**0,00**	**0,00**	**1 070 790,15**
	Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1	(3) **0,00**				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires
(2) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043*
(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	**Total des opé. pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses réelles d'investissement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*912 760,00*	*3 188,00*		*909 572,00*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***912 760,00***	***3 188,00***		***909 572,00***
	TOTAL	**912 760,00**	**3 188,00**	**0,00**	**909 572,00**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	(2) **910 295,69**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	912 885,69	0,00	0,00	912 885,69
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**912 885,69**	**0,00**	**0,00**	**912 885,69**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	**Total des opé. pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes réelles d'investissement	**912 885,69**	**0,00**	**0,00**	**912 885,69**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (1)*	*0,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*910 170,00*	*0,00*		*910 170,00*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	Total des recettes d'ordre d'investissement	***910 170,00***	***0,00***		***910 170,00***
	TOTAL	**1 823 055,69**	**0,00**	**0,00**	**1 823 055,69**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	(2) **0,00**			

(1) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043*
(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).
(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.
(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.
(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	3 188,00		3 188,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**3 188,00**	***0,00***	**3 188,00**
	Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1			**50 050,15**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (8)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations (5)*		*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6) (9)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*3 188,00*	3 188,00
	Dépenses d'investissement –Total	**0,00**	***3 188,00***	**3 188,00**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1			**910 295,69**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*3 188,00*	*3 188,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
	Recettes de fonctionnement – Total	**0,00**	***3 188,00***	**3 188,00**
	Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1			**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (8)	0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations*		*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5) (9)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1			**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET — III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer) Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
011	Charges à caractère général	113 758,00	3 188,00	0,00	0,00	110 570,00
605	Achats matériel, équipements et travaux	800,00	0,00	0,00	0,00	800,00
608	Frais accessoires sur terrains en cours	109 758,00	0,00	0,00	0,00	109 758,00
63512	Taxes foncières	3 200,00	3 188,00	0,00	0,00	12,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)	113 758,00	3 188,00	0,00	0,00	110 570,00
66	Charges financières (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (e)	0,00				
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e	113 758,00	3 188,00	0,00	0,00	110 570,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)*	*910 170,00*	*0,00*			*910 170,00*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*910 170,00*	*0,00*			*910 170,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	*910 170,00*	*0,00*			*910 170,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	*910 170,00*	*0,00*			*910 170,00*
	TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	1 023 928,00	3 188,00	0,00	0,00	1 020 740,00
	Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1	50 050,15				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*
(5) Dont 675 et 676.
(6)Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET — III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer) Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	*147 842,15*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*147 842,15*
7015	Ventes de terrains aménagés	*147 842,15*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*147 842,15*
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	13 376,00	0,00	0,00	0,00	13 376,00
7473	Participat° Départements	13 376,00	0,00	0,00	0,00	13 376,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013	161 218,15	0,00	0,00	0,00	161 218,15
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d	161 218,15	0,00	0,00	0,00	161 218,15
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)*	*912 760,00*	*3 188,00*			*909 572,00*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*912 760,00*	*3 188,00*			*909 572,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	*912 760,00*	*3 188,00*			*909 572,00*
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)	1 073 978,15	3 188,00	0,00	0,00	1 070 790,15
	Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1	0,00				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*
(4) Dont 776.
(5) Le compte 7615 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DEPENSES REELLES	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*912 760,00*	*3 188,00*		*909 572,00*
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	Charges transférées (6)	*912 760,00*	*3 188,00*		*909 572,00*
3555	*Terrains aménagés*	*912 760,00*	*3 188,00*		*909 572,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*912 760,00*	*3 188,00*		*909 572,00*
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	912 760,00	3 188,00	0,00	909 572,00
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	910 295,69			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042*.
(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Dont 192.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041*.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	912 885,69	0,00	0,00	912 885,69
1641	Emprunts en euros	912 885,69	0,00	0,00	912 885,69
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	912 885,69	0,00	0,00	912 885,69
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES	912 885,69	0,00	0,00	912 885,69
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)*	*910 170,00*	*0,00*		*910 170,00*
3555	*Terrains aménagés*	*910 170,00*	*0,00*		*910 170,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	*910 170,00*	*0,00*		*910 170,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	*910 170,00*	*0,00*		*910 170,00*
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	1 823 055,69	0,00	0,00	1 823 055,69
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	0,00			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.
(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042*.
(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041*.

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		0,00	0,00
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		0,00	0,00
1621	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts aux comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		0,00	0,00
10...	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées au résultat*	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution 2021 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	0,00	0,00	910 295,69	910 295,69

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		0,00	III 0,00
Ressources propres externes de l'année (a)		0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		0,00	0,00
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
29…	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*		
39…	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49…	*Prov. dépréc. comptes de tiers*		
59…	*Prov. dépréc. comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	910 295,69
Ressources propres disponibles	IV	0,00
Solde	V = IV – II (3)	-910 295,69

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.
(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS	A10.3

A10.3 – OPERATIONS LIEES AUX CESSIONS

Pour mémoire		Crédits ouverts (BP + DM)
Chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00

Produit des cessions		Réalisations
Compte 775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00
Compte 675	Valeurs comptables des immobilisations cédées	0,00

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 102
Nombre de membres présents : 78 (+ 14 procuration)
Nombre de suffrages exprimés : 87
VOTES :
Pour : 77 (+ 13 procurations)
Contre :
Abstentions : 2 (+ 1 procuration)

Date de convocation : 20/06/2023

Présenté par (1) Président temporaire de m2a, M. Jean-Luc SCHROEDNECHT
A Mulhouse, le 26/06/2023
Président temporaire de m2a

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .
A Mulhouse, le 26/06/2023
Les membres de l'assemblée délibérante (2).

AGUDO-PEREZ Francine	
BAECHTEL Rachel	
BECHT Olivier	A bsent
BEHE Jean-Marie	
BELLONI Thierry	
BERGDOLL Benoît	Proc. à M. BITSCHENE
BEYAZ Beytullah	
BITSCHENE Christophe	
BLANQUIN Jacques	
BOESCH Nathalie	Proc. à M. CHERAY
BONI DA SILVA Claudine	
BOUAMAIED Nour	
BOUILLÉ Jean-Philippe	
BUCHERT Maryvonne	
BUX Daniel	
CAUSER Jean-Yves	
CHAPATTE Jean-Claude	
CHÉRAY Michel	
COLOM Florian	
~~CORMIER Nina~~ PAUGAM Naëlle	
CORNEILLE Marie	Proc. à M. COUCHOT

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

COUCHOT Alain	Arrivé au point 33
D'ORELLI Philippe	
DHALLENNE Christine	
DUSSOURD Francis	
EHRET Antoine	A bsent
EL HAJJAJI Nadia	
ENGASSER Thierry	
FAUROUX-ZELLER Béatrice	A bsente
~~FUCHS Gilbert~~ STIMPL M. Madeleine, suppléante	
GERARDIN Jean Marie	
GERRER Valérie	
GIRONA André	
GODBILLON Isabelle	
GOEPFERT Yves	
GOETZ Anne-Catherine	Proc. à Mme BUCHERT
GOLDSTEIN Danièle	
GREILSAMMER Gérard	
GUTH Maurice	
HAGENBACH Vincent	
HARTMANN Hugues	
HERZOG Michèle	
HILLMEYER Francis	
HOMÉ Antoine	Proc. à Mme RÖNCK
HORTER Franck	
HOTTINGER Marie	
JENN Fatima	
* JORDAN Fabian	
JULIEN Jean-Paul	
JUNG Alfred	

* M. Fabian JORDAN : sorti pour le vote

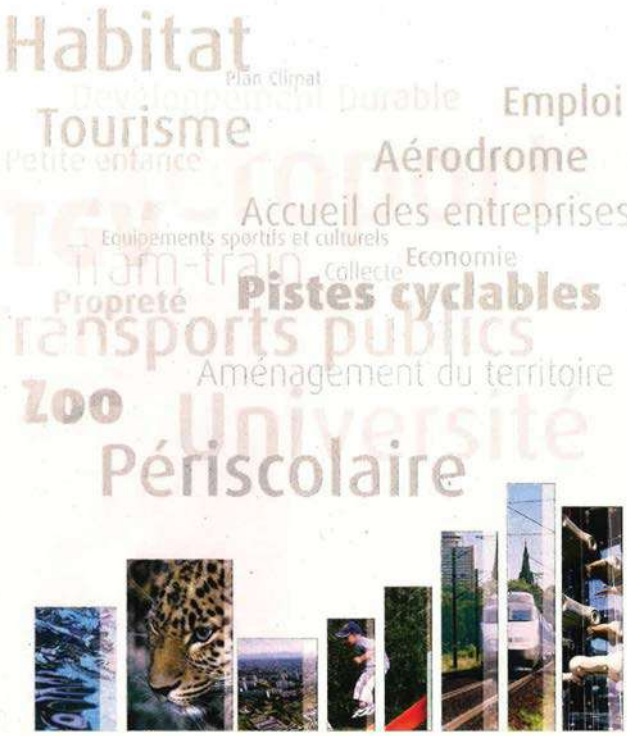
IV – ANNEXES ARRETE ET SIGNATURES	IV D2
KEMPF Pierrette	
KRZEMINSKI Frédéric	
LAUGEL Michel	
LECONTE Alain	
LIERMANN Monique	
LIPP Pierre	
LOGEL Pierre	Proc. à M. GUTH
LOISEL Corinne	
LUTOLF-CAMORALI Anne-Catherine	
LUTZ Michèle	
MATHIEU-BECHT Catherine	
MEHLEN Josiane	
MENSCH Jean-Claude	
MEYER Véronique	
MIMAUD Danièle	
MINERY Loïc	
MOR Jean-Paul	
MOTTE Nathalie	
NEUMANN Rémy	
NICOLAS Thierry	Proc. à M. LOIGN
OBERLIN Alfred	Proc. à Mme [illegible] Excusée
ONIMUS Roland	
PAUVERT Bertrand	
PULEDDA Patrick	
QUIN Paul	
RAPP Catherine	
RENCK Ginette	
RICHARD Loïc	
RICHE Laurent	

IV – ANNEXES ARRETE ET SIGNATURES	IV D2
RIFF Didier	
RISSER Chantal	Proc. à M. QUIN
RITZ Christelle	Excusée
~~ROITNER-Rossi~~ METZGER Henri	
SALZE Pierre	
SCHELL Christiane	
SCHILDKNECHT Jean-Luc	
SCHILLINGER Gilles	
SCHMIDLIN BEN MBAREK Malika	Excusée
SCHWEITZER Pascale Céline	Proc. à M. CLADER
SIMEONI Joseph	
SORNIN Cécile	Proc. à Mme RAPP
STEGER Christophe	Proc. à M. D'ORELLI
STURCHLER Philippe	
SUAREZ Emmanuelle	Proc. à Mme MOTTE
TALLEUX Carole	
TORANELLI Christophe	
TRIMAILLE Philippe	Proc. à M. BOUILLE
VIOLA Antoine	
WEISBECK Joseph	Proc. à Mme LUTOLF-CAMORALI
WOLFF Philippe	
ZELLER Fabienne	
ZIMMERMANN Nicolas	

Certifié exécutoire par (1) Président ~~temporaire~~ de m2A, compte tenu de la transmission en préfecture, le 6 juillet 2023 et de la publication le 6 juillet 2023 à la Mulhouse 6 juillet 2023

(1) Indiquer le maire ou le président de l'agglomération
(2) Lesquelles constituent le Conseil d'Agglomération

Mulhouse Alsace **Agglomération**



" Compte administratif

Rapport de présentation

année 2022 "

MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION

SOMMAIRE

1. Examen du budget général 3
1.1. Section de Fonctionnement 3
1.1.1. Recettes et dépenses réelles 3
A. Opérations de gestion 5
a. RECETTES 5
b. DEPENSES 9
B. Opérations financières 14
1.1.2. Recettes et dépenses d'ordre 14
a. RECETTES 14
b. DEPENSES 14

1.2. Section d'Investissement 15
1.2.1. Opérations réelles 15
a. RECETTES 15
b. DEPENSES 17
1.2.2. Opérations d'ordre 19
a. RECETTES 20
b. DEPENSES 20

2. Examen des Budgets annexes 21

2.1. Budget annexe du Chauffage Urbain 21
2.1.1. Section d'exploitation 21
2.1.2. Section d'Investissement 23

2.2. Budget annexe des Transports Urbains 24
2.2.1. Section d'exploitation 24
2.2.2. Section d'investissement 26

2.3. Budget annexe ZAE gare de Bantzenheim 28
2.3.1. Section d'exploitation 28
2.3.2. Section d'investissement 28

Présentation agrégée du budget m2A			
BUDGET PRINCIPAL			
SECTION	**Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)**	**Réalisations - mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**
Investissement			
DEPENSES	111 660 941,72	72 157 229,10	22 163 790,94
RECETTES	111 660 941,72	67 567 868,79	12 269 751,84
Fonctionnement			
DEPENSES	288 021 319,56	248 046 645,57	
RECETTES	288 021 319,56	298 704 654,26	
BUDGET ANNEXE CHAUFFAGE URBAIN			
SECTION	**Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)**	**Réalisations - mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**
Investissement			
DEPENSES	11 563 860,04	7 225 068,99	541 301,02
RECETTES	11 563 860,04	4 538 503,28	
Fonctionnement			
DEPENSES	25 706 665,44	11 615 153,70	
RECETTES	25 706 665,44	24 929 736,82	
BUDGET ANNEXE TRANSPORTS EN COMMUN			
SECTION	**Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)**	**Réalisations - mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**
Investissement			
DEPENSES	22 505 049,07	14 973 552,83	3 452 490,13
RECETTES	22 505 049,07	13 134 896,27	
Fonctionnement			
DEPENSES	80 232 135,13	75 745 169,99	
RECETTES	80 232 135,13	83 562 761,01	
BUDGET ANNEXE ZAE BANTZENHEIM			
SECTION	**Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)**	**Réalisations - mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**
Investissement			
DEPENSES	1 823 055,69	913 483,69	
RECETTES	1 823 055,69		
Fonctionnement			
DEPENSES	1 073 978,15	53 238,15	
RECETTES	1 073 978,15	3 188,00	
PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES			
SECTION	**Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)**	**Réalisations - mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**
Investissement			
DEPENSES	147 552 906,52	95 269 334,61	26 157 582,09
RECETTES	147 552 906,52	85 241 268,34	12 269 751,84
Fonctionnement			
DEPENSES	395 034 098,28	335 460 207,41	
RECETTES	395 034 098,28	407 200 340,09	
Total général des dépenses	**542 587 004,80**	**430 729 542,02**	**26 157 582,09**
Total général des recettes	**542 587 004,80**	**492 441 608,43**	**12 269 751,84**

1. Examen du budget général

1.1. Section de Fonctionnement

On distingue deux types d'opérations au sein de la section de fonctionnement :

- les opérations réelles donnant lieu à décaissement ou encaissement ;
- les opérations d'ordre, qui ne donnent pas lieu à des mouvements de trésorerie.

Les opérations réelles sont réparties en *opérations de gestion, en opérations financières et en opérations exceptionnelles*. La différence entre les recettes et les dépenses réelles fait apparaître le résultat de gestion de l'exercice.
Nous examinerons successivement les différents niveaux d'opérations distingués sur le document qui est soumis à votre approbation.

Le résultat de la section de fonctionnement s'élève pour l'année 2022 à 8 709 131,90 €. Cumulé avec l'excédent 2021 de 41 948 876,79 €, l'excédent de clôture ressort à 50 658 008,69 €.

Il permet de dégager une épargne brute faciale (différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement) de 25,06 M€ qui constitue la ressource interne dont dispose la collectivité pour financer ses investissements de l'exercice. Après retraitement des cessions, dont une partie est exceptionnelle, l'épargne brute ressort à 18,41 M€, niveau proche de celui de 2021 (18,26 M€).

1.1.1. Recettes et dépenses réelles

Les recettes réelles de fonctionnement (hors résultat antérieur reporté), se sont élevées à 256,5 M€ avec un taux de réalisation de 104,3%, contre 244,24 M€ en 2021. L'évolution ainsi constatée est de + 5%.

Les recettes se décomposent de la manière suivante :

Recettes réelles	Montant 2021	Montant 2022
Recettes de gestion courante	242 810 615,18 €	244 722 631,46 €
Recettes financières	190 945,66 €	190 595,39 €
Recettes exceptionnelles	1 240 604,69 €	11 585 984,64 €
Total	**244 242 165,53 €**	**256 499 211,49 €**

Les dépenses réelles de fonctionnement se sont élevées à 231,44 M€, soit un taux de réalisation de 85,22%, en hausse de +2,62% par rapport aux données de 2021 (225,54 M€).

La répartition des dépenses figure dans le tableau ci-dessous :

Dépenses réelles	Montant 2021	Montant 2022
Dépenses de gestion	221 824 922,98 €	229 129 727,59 €
Dépenses financières	2 224 608,26 €	2 193 179,20 €
Dépenses exceptionnelles	1 488 002,96 €	115 530,30 €
Total	**225 537 534,20 €**	**231 438 437,09 €**

Le solde des opérations réelles de la section de fonctionnement a permis de dégager une épargne brute faciale de 25,06 M€ qui est ramenée à 18,41 M€ après retraitement des opérations de cessions de biens. Le montant 2022 progresse ainsi légèrement par rapport à celui de 2021 qui était de 18,26 M€ (+0,82%).

Le taux d'autofinancement est ainsi de 7,18% des recettes réelles de fonctionnement et ressort à 9,63% après retraitement des reversements aux communes.

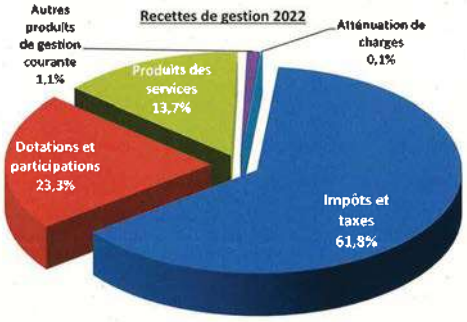
A. Opérations de gestion

a. RECETTES

Elles sont en hausse de 0,8% (+ 1,9 M€) par rapport à 2021 avec 244,72 M€.
Il s'agit :

- des recettes à caractère fiscal (chapitre 73) pour 154 189 972,68 € ;
- des dotations et subventions (chapitre 74) pour 52 714 407,19 € ;
- des produits des services et du domaine (chapitre 70) pour 34 958 615,70 € ;
- des autres produits de gestion courante (chapitre 75) pour 2 468 613,16 € ;
- des recettes liées à des remboursements de charges (chapitre 013) pour 391 022,73 €.

Le graphique ci-après illustre la répartition des recettes de gestion :



Chapitre 73 – Impôts et taxes

Il s'agit du poste de recettes le plus important avec 154 189 972,68 €, soit 62% des recettes de gestion et 51,6% du total des recettes de fonctionnement. Il progresse de 2,8% par rapport à 2021 avec +4,2 M€ du fait :
- de la progression de +9,6% de la fraction de TVA qui suit l'évolution réelle au plan national ;

- de rôles fiscaux supplémentaires conséquents de 2,25 M€ ;
- de l'effet des revalorisations de bases de +3,4% de la TEOM, la CFE et la fiscalité ménages.

Les recettes fiscales sont détaillées ci-après :

Recettes	Montant 2021	Montant 2022	% évol.	Observations
Taxe Enlèvement Ordures Ménagères	36,69	38,26	4,3%	effet bases . évolution forfaitaire (+3,4%) et physique des bases
Cotisation Foncière des Entreprises	27,87	29,24	4,9%	effet bases . évolution forfaitaire (+3,4%) et physique des bases
Fiscalité ménages	6,78	6,93	2,2%	effet bases . évolution forfaitaire (+3,4%) et physique des bases
Fraction de TVA	33,24	36,42	9,6%	Suit l'évolution du produit de TVA au niveau national
Cotisation Valeur Ajoutée Entreprises	19,08	19,02	-0,3%	effet bases
Compensation FNGIR	14,57	14,57	0,0%	
Taxe sur les Surfaces Commerciales	3,81	4,29	12,7%	effet bases
Imposition forfaitaire sur entreprises réseaux (IFER)	1,64	1,75	7,1%	effet bases
Autres produits fiscaux	8,32	3,70	-41,4%	dont rôles sup - 2,25M€ en 2022 (contre 4,94 M€ en 2021) dont taxe séjour : 0,812M€ dont taxe Gemapi 0,41 M€
Total	149,99	154,2	2,8%	

Chapitre 74 – Dotations et participations

Deuxième poste de recettes pour la collectivité, les dotations et participations d'un montant de 52 714 407,19 € sont en recul de -6,9% soit -3,9 M€ par rapport à 2021.

Le montant doit toutefois être retraité des recettes exceptionnelles perçues en chapitre 77 pour un montant de 4,4 M€ relatif à la modification du mode de soutien de la CAF aux structures périscolaires et petite enfance (versement direct des soutiens par la CAF aux structures).

Les dotations et participations se composent des éléments ci-dessous :

DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	CA 2021	CA 2022	Var. en %
DOTATION DE COMPENSATION (ex compensation part salaires)	21,1	20,6	-2,2%
PARTICIPATIONS CAF	8,3	3,8	-53,5%
DOTATION COMPENSATION REFORME TAXE PROFESSIONNELLE	7,5	7,5	0,0%
DOTATION D'INTERCOMMUNALITE	5,5	5,5	0,1%
PARTICIPATIONS DES COMMUNES	2,5	2,8	10,9%
COMPENSATIONS TH, FB, CET	10,2	11,1	8,9%
AUTRES PARTICIPATIONS (FCTVA, CSRA..)	1,6	1,3	-15,4%
TOTAL	56,6	52,7	-6,9%

Chapitre 70 – produits des services et du domaine

Avec une réalisation de 34 958 615,70 M€ ce chapitre est en hausse de +1,8 M€, soit +5,4%. Ce chapitre est composé à 49% de remboursements de rémunérations, liées au dispositif de mutualisation, à la refacturation des rémunérations au Sivom et aux budgets annexes de m2A.

Les prestations liées au périscolaire et à la petite enfance avec 5,8 M€ se rapprochent de leur niveau d'avant crise (6,51 M€ en 2019).

Les équipements sportifs atteignent 2,7 M€ de recettes, soit une hausse de 83% par rapport à 2021 mais toujours en deçà du montant de 2019 de 3,2 M€.

Le parc zoologique et botanique avec ses 2,9 M€ de recettes dépasse quant à lui le montant atteint en 2019 (2,6 M€).

Le détail par compétence figure ci-dessous :

PRODUITS DES SERVICES	CA 2019	CA 2020	CA 2021	CA 2022	Var. en %
REMBOURSEMENTS DE MUTUALISATION ET DE CHARGES	16,91	17,46	18,1	17,1	-5,4%
PERISCOLAIRE ET PETITE ENFANCE	6,51	3,86	5,3	5,8	10,5%
PROPRETE ET DEMEIGEMENT	5,24	4,62	5,4	5,5	3,3%
EQUIPEMENTS SPORTIFS	3,22	1,74	1,5	2,7	83,4%
PARC ZOOLOGIQUE ET BOTANIQUE	2,61	1,68	2,0	2,9	45,4%
REMBOURSEMENTS DE MASQUES		0,58			
PRODUITS DIVERS	0,65	1,02	1,0	0,9	-9,4%
TOTAL	35,1	31,0	33,16	34,96	5,4%

Chapitre 75 – Autres produits de gestion courante

Avec 2 468 613,16 €, ces produits sont en retrait de 230 K€ (-8,6%) par rapport au montant de 2021 de 2 699 753,19 €.

Ils comprennent principalement :

- les loyers ou produits de mise à disposition des bâtiments communautaires pour 1 248 178,05 € avec notamment le Parc Expo (335K€) ;
- les refacturations liées aux collectes de déchets (202 K€) ;
- les recettes d'exploitation du centre sportif (403 K€),
- des redevances pour 156 K€,
- pour le reste, des refacturations diverses dont les refacturations d'impôt foncier des zones d'activité.

Le montant perçu sur ce chapitre reste encore éloigné des niveaux atteints en 2019 (3,18 M€).

Chapitre 013 – Atténuation de charges

Ces remboursements divers sur les frais de personnel représentent 391 022,73 € en augmentation de 71 K€ par rapport au montant 2021.

Chapitre 76 – Produits financiers

Les produits financiers s'élèvent à 190 595,39 € et sont stables par rapport à l'année précédente.

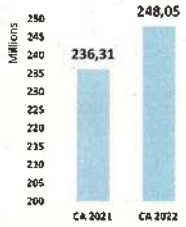
Chapitre 77 – Recettes exceptionnelles

Avec un total de 11 585 984,64 €, les recettes exceptionnelles sont en très forte évolution par rapport à l'année précédente (1 240 604,69 €). Les principaux postes qui composent ce chapitre sont :

- l'enregistrement de la vente à paiement échelonné à la Ville de Mulhouse de bâtiments pour 30 600 m² dans le quartier DMC à hauteur de 5 706 857 € étalés sur 5 ans. In fine la recette 2022 ressort à 684 800 € après prise en compte des écritures comptables d'étalement ;
- de ventes de biens divers 941 500 €, notamment au sein du Village Industriel de la Fonderie ;
- de remboursements de 4,7 M€ par les structures de petite enfance et de périscolaire des subventions qu'elles ont perçues par la CAF mais qui avaient, dans le souci de ne pas les fragiliser fonctionnement, été déjà versées par m2A en cours d'année.

b. DEPENSES

Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 248,05 M€ en 2022 contre 236,31 M€ en 2021.



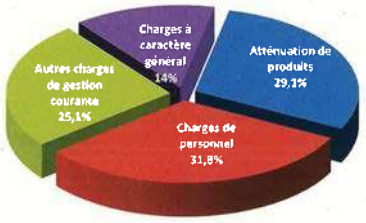
Les dépenses réelles de fonctionnement représentent 231,4 M€ et se déclinent en dépenses de gestion (229,1 M€), dépenses financières (2,19 M€), et charges exceptionnelles (0,115 M€).

Les dépenses de gestion 2022 s'élèvent à 229 129 727,59 €, et se répartissent ainsi :

- charges de personnel et frais assimilés (chapitre 012) : 72 836 131 € ;
- atténuations de produits (chapitre 014) : 66 760 293,49 € ;
- charges de gestion courante (chapitre 65) : 57 518 847,09 € ;
- charges à caractère général (chapitre 011) : 32 014 456,01 €.

Le graphique ci-dessous illustre la répartition des dépenses de gestion :

Dépenses de gestion 2022



Chapitre 012 – Frais liés au personnel

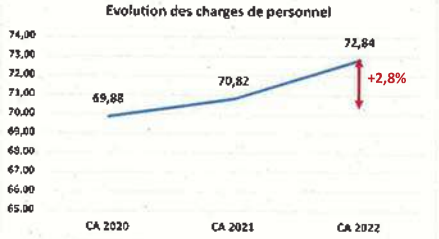
D'un montant global de 72 836 131 €, les charges de personnel progressent de +2,85% par rapport à l'année précédente. L'évolution s'explique principalement par :

- l'impact de la revalorisation indiciaire de +3,5% intervenue en cours d'année 2022 (+1,2 M€ pour un semestre) ;
- l'impact du Glissement Vieillesse Technicité proche de +0,9%/an ;
- l'actualisation des flux croisés de refacturations entre les collectivités ;
- les mesures en faveur de l'amélioration du pouvoir d'achat, prime inflation, hausse du SMIC.

Les frais de personnel regroupent différents postes de dépenses :

- les charges du personnel communautaire pour 46,03 M€ ;
- les charges liées aux agents mutualisés pour 21,4 M€ compensées par la Ville de Mulhouse à hauteur de 49,68 % en application des dispositions prévues par la convention de mutualisation pour 2022 ;
- les charges refacturées aux autres organismes (Sivom) ou aux budgets annexes pour 5,4 M€.

Les charges de personnel représentent le premier poste de dépenses de notre collectivité avec 31,8 % des dépenses de gestion.



Chapitre 014 – Atténuation de produits

Ces dépenses atteignent 66 760 293,49 € en léger recul de -0,16% par rapport à 2021. Les reversements en direction des communes sont stables.

En font partie :

- l'attribution de compensation pour 65 287 652,75 € en légère baisse compte tenu de la finalisation du transfert PLU au 1er janvier 2020 ;
- la dotation de solidarité communautaire pour 1 M€ identique à celle de 2021,
- le reversement au FPIC qui passe à 358,1 K€ contre 366,7 K€ en 2021 ;
- 66 058,68 € de reversement de taxe de séjour à la Collectivité européenne d'Alsace ;
- 48 434,04 € de restitution au titre des dégrèvements des contributions directes, montant inférieur à celui de l'année précédente.

Ce chapitre représente le deuxième poste de dépenses de m2A.

Chapitre 65 - Charges de gestion courante

Leur montant est de 57 518 847,09 € pour 2022, en hausse de 4,67% par rapport à 2021.

Elles se répartissent de la manière suivante :

- les subventions de fonctionnement pour 23 323 705,65 € se déclinent dans les domaines suivants :
  - petite enfance : 10 020 957 € ;
  - emploi, université et action économique : 2 308 164 € ;
  - périscolaire : 5 215 771 € ;
  - musées techniques : 1 462 652 € ;
  - tourisme et attractivité: 1 015 712,45 € ;
  - aménagement espace communautaire et renouvellement urbain: 1 202 587 € ;
  - amicale du personnel : 1 047 317 € ;
  - transition écologique et climatique : 330 560 € ;
  - secteur sportif : 139 000 € ;
  - secteurs famille, parentalité, séniors, handicap : 251 773 € ;
  - politique de la ville et prévention : 187 645 € ;
  - 113 248 € de subventions dans divers secteurs d'activité.

- les contingents et participations se sont élevés à 32 902 512,01 € (contre 30 503 173,30 € en 2021) dont 17 337 307,22 € au SIVOM avec :
  - 9 967 307,22 € pour le traitement des résidus urbains ;
  - 7 370 000 € pour la collecte sélective des déchets ;
  - une participation d'équilibre de 14 830 000 € au budget annexe des transports en progression de 2 M€ par rapport à 2021 pour faire face à la hausse de la contribution versée à notre délégataire ;
  - des contributions aux Epage dans le cadre de la compétence Gemapi, nouvelle compétence de m2A au 1er janvier 2018, pour 594 955,29 € ;
  - une participation au Syma et au Pôle Métropolitain pour 140 249,50 €.

Chapitre 011 – Charges à caractère général

On retrouve dans ce chapitre les dépenses liées au fonctionnement des services, à l'accomplissement de leurs missions ainsi que des prestations rendues à la population. Ce sont pour la plus grande partie des dépenses incontournables.

Globalement, ces dépenses ressortent à 32 014 456,01 € en 2022 contre 29 187 529,24 € en 2021. Ce chapitre est en hausse de 2,8 M€, fortement impacté par la hausse des coûts des matières et des prestations. A noter qu'un effort budgétaire de 1,36 M€ a été consenti en faveur de la Direction du parc auto pour faire face à la réparation des véhicules, à la sous-traitance et à la hausse des prix des carburants.

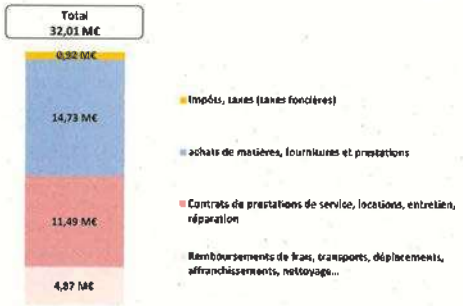
Les dépenses liées au périscolaire se sont accrues de 632 K€ suite à l'augmentation du prix des repas et à la généralisation des goûters en année pleine.

Les dépenses du secteur sportif dépassent de 604 K€ celles de l'année précédente, la moitié de ce montant relevant de la hausse des dépenses de chauffage urbain.

Ces dépenses ont été mises en œuvre dans le cadre des compétences suivantes :

Compétences	Montant 2021	Montant 2022	% évol.
Mise en œuvre collecte ordures, propreté urbaine et parc auto	9 207 136 €	10 571 940 €	14,82%
Gestion de l'activité périscolaire	3 774 430 €	4 407 159 €	16,76%
Fonctionnement général de la collectivité	3 147 505 €	3 133 926 €	-0,43%
Equipements sportifs	4 859 953 €	5 464 865 €	12,45%
Parc zoologique et botanique	1 647 594 €	1 804 505 €	9,52%
Entretien et suivi patrimoine communautaire	1 479 055 €	1 574 481 €	6,45%
Ressources humaines	901 781 €	1 008 717 €	11,86%
Système d'information et informations géographiques	1 063 629 €	987 313 €	-7,18%
Habitat	175 060 €	149 926 €	-14,36%
Petite enfance	722 629 €	900 626 €	24,63%
Transports et développement économique	1 648 173 €	1 509 878 €	-8,39%
Divers	560 583 €	501 119 €	-10,61%
Total	**29 187 529 €**	**32 014 456 €**	**9,69%**

Le détail par type de dépenses est le suivant :



Chapitre 67 – Charges exceptionnelles

Elles se montent à 115 530,30 € contre 1 488 002,96 € en 2021 (reversements conséquents de résultats assainissement au Sivom). Ces dépenses sont essentiellement liées aux annulations de titres sur exercices antérieurs pour 87 553 €.

B. Opérations financières

L'essentiel de ce poste est constitué de la charge de la dette à court et à long terme, dont le niveau de réalisation en 2022 s'inscrit dans une tendance baissière constatée depuis plusieurs années malgré l'augmentation des taux d'intérêt observée en cours d'année. Ces intérêts représentent un montant de 2,19 M€ en 2022, 2,22 M€ en 2021, 2,47 M€ en 2020 et 2,77 M€ en 2019).

Le volume d'emprunts souscrits a été réduit en raison du renchérissement des taux d'intérêt et du choix de consommer le fonds de roulement. Les emprunts 2022 représentent un montant total de 5,5 M€ en 2022, contre 10 M€ en 2021, 16,50 M€ en 2020 et 5,14 M€ en 2019. Les nouveaux emprunts ont été souscrits à des taux très performants, en moyenne à 0,63%, soit un niveau de taux d'intérêt qui se situe dans la lignée des taux moyens sur les nouveaux emprunts souscrits les années antérieures, à savoir 0,33% en 2021 et 0,52% en 2020.

Au 31 décembre 2022, le taux moyen de la dette augmente par rapport à l'exercice précédent, passant à 2,20% contre 1,56% au 31 décembre 2021. Les produits structurés ne représentent plus qu'une part marginale de l'encours de la dette (2%).

1.1.2. Recettes et dépenses d'ordre

Les opérations d'ordre servent à transférer des valeurs entre sections de Fonctionnement et d'Investissement. Elles n'entraînent pas de mouvements de trésorerie.

a. RECETTES

Le total des recettes d'ordre s'élève à 256 565,98 € et est constitué par des régularisations diverses et des écritures liées aux travaux en régie.

b. DEPENSES

Les dépenses d'ordre se chiffrent à 16 608 208,48 € et sont composées de :

- 9 500 917,40 € de dotations aux amortissements et aux provisions ;
- 6 836 621,08 € d'écritures relatives à des cessions, notamment l'étalement sur 5 ans de la recette de cession d'un ensemble immobilier sur le site de DMC (écriture de 5,1 M€) ;
- 270 670 € d'écritures d'étalement de charges financières et de provisions.

1.2. Section d'Investissement

La section d'investissement du compte administratif 2022 totalise 72 157 229,10 € en dépenses et 67 567 868,79 € en recettes.
L'autofinancement, le recours à l'emprunt et les participations de nos partenaires constituent les premières sources de financement de la section d'investissement.

1.2.1. Opérations réelles

a. RECETTES

1) Autofinancement

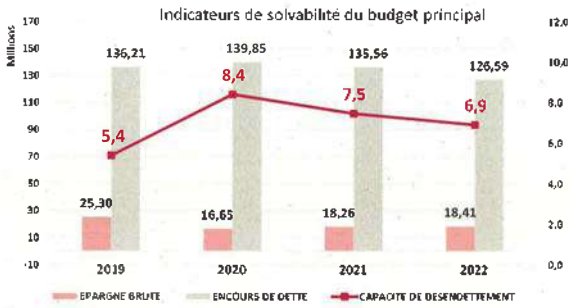
L'autofinancement a atteint en 2021 un montant de 18 412 392 € alors qu'il était de 18 262 035 € en 2021, soit une légère hausse de + 0,82%. Il reste nettement inférieur au montant de 25,3 M€ de 2019 d'avant crise sanitaire.
Après retraitement des reversements aux communes (ACTP), il représente 9,63 % de nos recettes réelles de fonctionnement.

2) Dette

En 2022, m2A a eu recours à l'emprunt à hauteur de 5,5 M€ (10,0 M€ en 2021) en vue de :

- soutenir la politique d'investissement ;
- profiter du contexte favorable des conditions de prêts en début d'exercice (dégradation des conditions à partir du 2ème trimestre).

L'encours de la dette au 31/12/2022 s'élève à 126,59 M€ contre 135,56 M€ au 31/12/2021. La capacité de désendettement s'améliore en passant de 7,5 ans à 6,9 ans, restant ainsi éloignée des seuils d'alerte.



3) Subventions d'équipement perçues

Le montant des subventions d'équipement perçues de nos partenaires s'est élevé à 5 060 664 €, en hausse de près 62% par rapport à l'année 2021 où elles représentaient 3 125 550,92 €.

Les montants 2022 sont détaillés ci-dessous :

SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT PERCUES	CA 2022	OBSERVATIONS
Collectivité européenne d'Alsace	1 378 875	dont 643K€ pour Learning Center, 100 K€ pour Centre Sportif...
Etat	1 668 315	dont OSIL périscolaire, dépollution parc expo et DMC, ANRU Soflog...
Communes	584 439	dont remboursment FAU Wittenheim, mutualisation Mulhouse, véhicule Morschwiller...
Région	935 439	dont 400K€ Quatrium, 315K€ Learning Center, 120K€ Horizon Afrique .
Autres	493 596	dont 321K€ de participation CAF aux sites petite enfance, 134K€ FAU logement
TOTAL	5 060 664	

4) Dotations et fonds divers

D'un total de 16 482 392,81 €, cette catégorie de recettes est constituée par :

- La reprise des résultats 2021 pour 11 853 078,25 €,
- le Fonds de Compensation pour la TVA pour 4 584 630,56 € (contre 2 445 755,17 € en 2021),
- les dons, legs et mécénat pour le reste soit 44 684 €.

b. DEPENSES

1) Conditions d'exécution

Le total des dépenses réelles de l'exercice est de 51 947 641,23 € alors qu'il était de 44 792 848,92 € en 2021.
Les dépenses d'équipement représentent une part importante des réalisations avec 28 250 315,92 € (subventions d'équipement et opérations pour compte de tiers comprises), montant supérieur au niveau 2021 (17 557 035,45 €).

Les dépenses d'équipement se déclinent en :

DEPENSES D'EQUIPEMENT	CA 2022 (M€)
Investissements pluriannuels en APCP	6,33
Subventions d'équipement versées	15,59
Investissements annuels en travaux	0,69
Investissements fonciers	0,15
Investissements annuels en mobilier	4,23
Opérations pour compte de tiers	1,26
TOTAL	28,25

Les dépenses financières se chiffrent à 23 697 325,31 € dont 14 578 446,60 € pour le remboursement du capital de la dette.
S'ajoutent à cela, les autres immobilisations financières pour 9 046 557 €, dont la majeure partie (5 022 057 €) relève de la cession à paiement échelonné à la Ville de Mulhouse d'un ensemble immobilier sur le site de DMC. Les avances de trésorerie et les prêts hypothécaires représentent 4 024 500 €.

D'un montant global de 15 603 052,99 € en 2022 (contre 4 626 992,31 € en 2021), les subventions d'équipement se répartissant dans les domaines d'activité suivants :

Compétence	Montant 2022
Aménagement espace communautaire	1 785 426
Musées et tourisme	588 240
Règlement litige LGV	6 292 311
Développement économique, enseignement supérieur et transports	2 501 324
Habitat	1 103 126
Petite enfance et périscolaire	2 438 515
Transition écologique et climatique	670 694
Divers	223 418
Total	**15 603 053**

2) *Les dépenses d'équipement*

Hors subventions, ces dépenses ressortent à 12,66 M€ et se répartissent dans les domaines énumérés ci-dessous :

- **aménagement du territoire, et zones d'activités : 2 195 731 € :**
  - extension du site économique Euroglas : 110 942 € ;
  - travaux et aménagements du Village Industriel Fonderie : 205 453 € ;
  - travaux et aménagements DMC : 462 865 € ;
  - travaux sur des zones d'activités : 585 282 € ;
  - dépollution du parc expo : 831 189 €.
- **Développement économique : 422 891 € déployés sur le Technocentre**
- **Rénovation des équipements aquatiques et sportifs 1 492 026 €** avec comme principales réalisations :
  - programme de rénovation des piscines 608 544 € ;
  - divers travaux centre sportif : 265 987 € ;
  - travaux divers équipements sportifs terrestres : 374 192 € ;
  - matériel et équipement divers : 243 303 €.
- **Direction environnement et services urbains 2 224 592 €** avec comme postes de dépenses :
  - acquisition et renouvellement véhicules : 1 560 436 € ;

  - optimisation de la collecte en bacs : 371 647 € ;
  - matériel et aménagement divers : 292 509 €.
- **Aménagements des pistes cyclables : 123 600 €.**
- **Périscolaire : 388 531 €** avec notamment :
  - développement des périscolaires sur l'ensemble du territoire de m2A : 91 089 € ;
  - travaux et équipements divers sur plusieurs périscolaires : 297 442 € ;
- **Matériel de bureau, mobilier et informatique : 1 354 957 €.**
- **Petite enfance 630 521 €** pour les projets ci-après :
  - Développement de sites petite enfance : 425 166 € (dont la petite Ourse à Illzach pour 227 K€) ;
  - divers autres travaux et matériel: 205 355 €.
- **Parc zoologique et botanique : 1 464 469 €** avec notamment :
  - Horizon Afrique : 947 840 € ;
  - Clinique vétérinaire : 358 874 € ;
  - matériels et travaux divers : 97 755 €.
- **Travaux sur le patrimoine touristique : 110 694 €** avec notamment,
  - travaux camping : 93 087 € ;
  - travaux auberge jeunesse: 17 607 € ;
- **Travaux sur l'ensemble du patrimoine communautaire :** 309 514 €.
- **Travaux ou équipements divers** pour 686 064 €.

Les opérations réalisées pour compte de tiers se sont chiffrées en 2022 à 1 259 294 € et se déclinent ainsi :

- Aides à la pierre et PIG : 1 025 204 € ;
- Opérations sous mandat (gare de Domach) : 234 090 €.

1.2.2. Opérations d'ordre

Les opérations d'ordre de la section d'investissement sont pour partie, le reflet de celles qui ont été décrites pour la section de fonctionnement. Ainsi, le total des recettes d'ordre « entre sections » est égal aux dépenses d'ordre de fonctionnement. Cela illustre le mécanisme de transfert entre les sections. S'ajoutent à ces opérations entre sections, les opérations patrimoniales qui concernent exclusivement la section d'investissement.

a. RECETTES

Le total des recettes d'ordre s'élève à 34 360 280,89 € et est constitué de :

- 8 986 017,14 € de dotations aux amortissements et aux provisions ;
- 265 000 € d'écritures d'étalement d'indemnité de remboursement anticipé d'emprunts ;
- 514 900 € d'écritures d'étalement de charges, dont les charges Covid pour 451 355,53, procédure initiée fin 2020 pour 5 ans ;
- 6 842 291,08 € d'écritures diverses, essentiellement liées à des cessions d'actif (dont 5 105 104 € relatif à la cession d'un ensemble immobilier au site DMC) ;
- 17 752 072,41 d'opérations d'ordre patrimoniales qui reposent principalement sur des aspects techniques comptables :
  - 15 261 060,35 € d'apurement des comptes suite aux avances faites par m2A pour l'aménagement notamment des parkings Gare ;
  - 1 873 378,64 € d'apurement des comptes destinés aux avances de type VEFA sur des équipements de m2A ;
  - 617 633,42 € d'écritures diverses.

b. DEPENSES

Les dépenses d'ordre se chiffrent à 18 008 638,39 € et recouvrent :

- 37 632,90 € d'écritures liées aux travaux en régie ;
- des opérations diverses en lien avec les provisions et les cessions pour 218 933,08 € ;
- des écritures patrimoniales pour 17 752 072,41 €.

2. Examen des Budgets annexes

En plus de son budget principal, m2A dispose de trois budgets annexes :

- le budget annexe du Chauffage Urbain regroupant les Centrales Thermiques de l'Illberg et de Rixheim,
- le budget annexe des Transports Urbains,
- le budget annexe de la ZAE de Bantzenheim.

Ils permettent de retracer les coûts réels des missions qu'ils recouvrent, conformément à la législation relative aux activités à caractère industriel et commercial.

La gestion 2022, permet d'identifier les données par secteur d'activité.

2.1. Budget annexe du Chauffage Urbain

2.1.1. Section d'exploitation

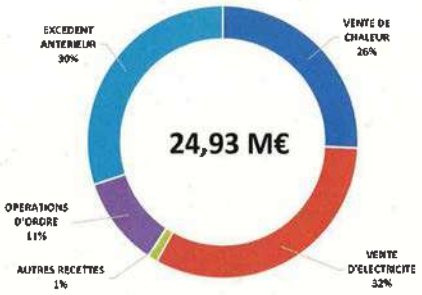
En 2022, les dépenses d'exploitation atteignent 11 615 153,70 € en hausse de 35% par rapport à l'année 2021.

Les dépenses comprennent principalement :

- des charges à caractère général pour 9 226 483,16 €, en hausse de plus de 3 M€ par rapport à 2021, avec notamment :
  - 5 051 516,76 € d'achat d'énergie et combustible,

- 3 160 000 € d'achat de 40 000 tonnes de quotas de CO^2 au prix unitaire de 79€ (pas de dépense en 2021) ;
- 293 632,52 € de maintenance,
- 73 844,82 € de frais d'études,
- les charges de personnel pour 725 813,09 €,
- les intérêts des emprunts pour 210 600,41 €,
- les mouvements d'ordre, dont les dotations aux amortissements pour 1 452 257,04 €.

Les recettes d'exploitation sont en hausse sensible par rapport à l'année précédente avec 24 929 736,82 € contre 16 086 682,67 €. Elles se décomposent principalement ainsi :



- vente de produits (chaleur et électricité) pour 14 464 159,08 €, en très nette augmentation de 17,2% par rapport à 2021 (12 337 893,40 €). Ce sont les ventes d'électricité qui connaissent la plus forte croissance (+ 2,6 M€ soit + 48%),
- redevance du délégataire du réseau de Rixheim pour 238 242 €,
- 2 675 701,30 € d'écritures d'ordre relatives au transfert des subventions d'équipement au compte de résultat ainsi que la constatation de la variation des stocks, ainsi que les écritures relatives aux achats 2022 de quotas,
- 99 575 € de recettes diverses,

- Le résultat de fonctionnement reporté de 7 496 219,44 € (contre 3 234 948,14 € en 2021),

Compte tenu des éléments précédemment décrits, ce service dégage un excédent de fonctionnement de 13 314 583,12 €. L'épargne brute se situe à 3,1 M€, inférieure de 1 M€ à celle de 2021.

2.1.2. Section d'Investissement

Les dépenses d'investissement réalisées en 2022 s'élèvent à 7 225 068,99 € contre 2 217 167,11 € en 2021.

Les dépenses d'équipement représentent 3 319 903,36 € dont
Figurent ci-dessous, les principaux investissements réalisés :

- raccordement du quartier Bel Air : 2 434 499 €,
- travaux sur les réseaux pour : 637 390 €,

S'ajoute à ces investissements :

- le remboursement de l'emprunt pour 1 229 464,33 €. Le capital restant dû au 31/12/2022 est de 13,45 M€ alors qu'il était de 13,68 M€ au 31/12/2021,
- des écritures d'ordre pour 2 675 701,30 €, dont 2 471 096,30 € en lien avec les achats de quotas de CO^2.

Ces dépenses ont pu être financées grâce à :

- des mouvements d'ordre à hauteur de 1 452 257,04 € liés à des amortissements et des régularisations diverses,
- l'excédent de clôture d'investissement 2021 de 1 832 020,04 €,
- un emprunt de 1 M€,
- des subventions d'investissement de 0,25 M€.

La section d'investissement est déficitaire de -2 686 565,71 €.

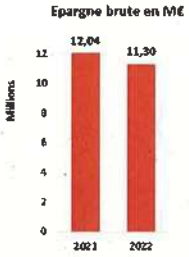
Après reprise du solde des restes à réaliser de - 541 301,02 €, la section d'investissement dégage un résultat déficitaire de 3 227 866,73 €.
Le Budget annexe du chauffage urbain dégage ainsi un résultat global de fin d'exercice excédentaire de 10 086 716,39 €.

2.2. Budget annexe des Transports Urbains

Deux ans après la crise sanitaire, la situation globale du budget annexe transports tend à se rapprocher de son niveau d'avant crise.

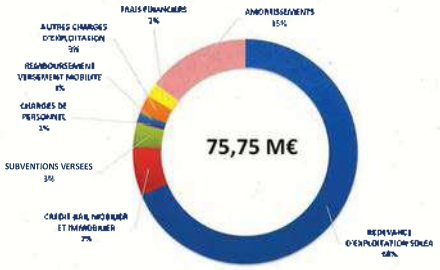
La reprise économique et les revalorisations salariales ont permis de retrouver un bon niveau de versement mobilité, dont le niveau de 2022 (46,5 M€) est supérieur au niveau 2019 (42,8 M). Le montant de 2022 est supérieur de 1,5 M€ par rapport à celui de 2021, soit + 3,2 %.

L'épargne brute bien qu'en recul de 0,7 M€, reste avec 11,3 M€ à un niveau tout à fait correct, avec un taux d'épargne brute de 14,9 %.



2.2.1. Section d'exploitation

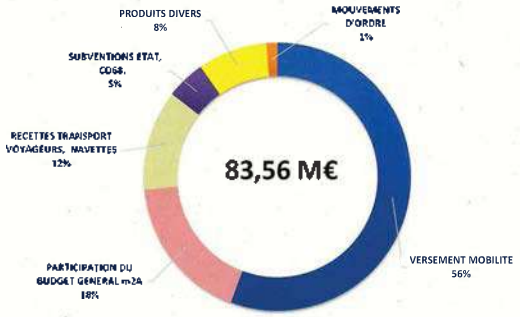
Les dépenses d'exploitation se sont élevées pour 2022 à 75 745 169,99 €, alors qu'elles étaient de 70 104 768,27 € en 2021.



En 2022, les dépenses ont été mises en œuvre ainsi que détaillé ci-après :

- 52 000 000 € reversés au délégataire pour l'ensemble de ses dépenses,
- 5 310 634 € pour les crédits-baux mobiliers et immobiliers ;
- 2 642 401 € de subventions ;
- 1 542 277 € pour les frais financiers de la dette ;
- 502 602 € pour le remboursement de la taxe de versement transport ;
- 541 369 € pour les frais de personnel ;
- 291 662 € de taxes foncières ;
- 521 000 € de redevances et droits de passage ;
- 292 164 € de frais d'exploitation des vélos électriques ;
- les dépenses d'ordre pour un montant de 11 138 674,79 € comprennent des dotations aux amortissements des biens et des charges de fonctionnement à répartir.

Les recettes de la section d'exploitation en hausse de 11,8 %, ont atteint 83 562 761,01 € (contre 74 732 321,18 € en 2021) et sont constituées par :



- le versement mobilité de 46 500 000 € soit près de 1,5 M€ de plus que le montant 2021 ;
- la contribution de 14 830 000 € versée par le budget général de la Communauté (12 800 000 € en 2021) soit un ajustement de +2 M€

permettant de faire face à l'évolution de la contribution versée à notre délégataire ;

- 8 441 791 € de recettes liées au transport de voyageurs (+12,9%). Ce montant était de 7 478 698 € en 2021 ;
- une subvention de la Région de 2 454 708 € ;
- le soutien de la Collectivité européenne d'Alsace à hauteur de 858 329 €,
- une participation de l'Etat pour 576 787 € ;
- des recettes liées à la mise en place de navettes pour 254 316 € ;
- une compensation du relèvement du seuil du versement mobilité de 350 085 €,
- le remboursement des communes pour les abonnements jeunes et seniors pour 1 258 257 € ;
- des produits de location de vélos électriques de 145 365 € ;
- des recettes d'ordre de 1 090 519,11 € relatives à des écritures de transfert de charges ;
- une régularisation de trop versé à Solea de 2,74 M€ relatif à la période de crise sanitaire ;
- le résultat de fonctionnement reporté de 3 822 419,13 €.

L'exploitation de ce service dégage un résultat excédentaire de 7 817 591,02 €.

2.2.2. Section d'investissement

Les dépenses d'investissement se sont élevées à 14 973 552,83 € (contre 21 855 840,73 € en 2021) et se décomposent en 14 973 552,83 € d'opérations réelles et 1 184 311,52 € d'opérations d'ordre.

Le détail des opérations réelles figure ci-dessous :

- les dépenses d'équipement représentent 4 297 481 € (contre 11 148 672,40 € en 2021) et ont été consacrées à :
  - 1 389 205 € d'acquisition de matériel d'exploitation (bus électriques, bus articulés GNV .) ;
  - 115 342 € d'aménagement de voirie ;
  - 1 096 546 € d'avances versés au délégataire pour qu'il réalise un certain nombre de travaux ;
  - 124 881 € d'installations techniques tram train ;

  - 607 629 € pour les études, logiciels... ;
  - le solde, soit un peu plus de 950 K€, pour les travaux et aménagements divers.
- 9 491 760 € de remboursement du capital de la dette.

Les opérations d'ordre de 1 184 311,52 € se décomposent en :

- 240 894 € de transfert au compte de résultat des subventions perçues ;
- 849 625,11 € de charges à étaler ;
- 93 792,41 € d'opérations patrimoniales.

Les recettes d'investissement se sont élevées à 13 134 896,27 €, réparties en 1 902 429,07 € de recettes réelles, et 11 232 467,20 € en ordre.

Les recettes réelles d'investissement proviennent de :

- 1 097 295,29 € de résultat d'investissement reporté ;
- 805 133,78 € de couverture du besoin de financement de la section d'investissement ;
- Il n'y a pas eu d'emprunt souscrit en 2022. En 2021, des emprunts avaient été souscrits à hauteur de 10,5 M€. L'encours de la dette est de 82,04 M€ au 31/12/2022 contre 91,53 M€ au 31/12/2021. La capacité de désendettement se situe à 5,8 ans.

Les recettes d'ordre d'investissement d'un montant global de 11 232 467,20 € sont relatives à :

- 93 792,41 € d'opérations patrimoniales de bascule des frais d'études ;
- 8 633 290,57 € d'écritures d'amortissements ;
- 2 087 914,22 € de charges à étaler ;
- 220 000 € de provisions pour risques et charges.

La section d'investissement est déficitaire de -1 838 656,56 €.

Après reprise des restes à réaliser de la section d'investissement, le Compte Administratif 2022 du budget annexe des transports urbains dégage un résultat global de fin d'exercice excédentaire de 2 526 444,33 €.

2.3. Budget annexe ZAE gare de Bantzenheim

Le budget annexe de la zone d'activités « Gare de Bantzenheim » retrace les opérations réelles et d'ordre qui ont été réalisées en 2022.

2.3.1. Section d'exploitation

Les dépenses d'exploitation 2022 s'élèvent à 53 238 15 €.

Elles comprennent :

- des charges à caractères général pour 3 188 €,
- la reprise du déficit antérieur de 50 050,15 €.

Les recettes d'exploitation de 3 188 € sont constituées par des écritures d'ordre.

L'exploitation de ce service dégage un résultat déficitaire de -50 050,15 €.

2.3.2. Section d'investissement

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 913 483,69 € en 2022 et concernent quasi exclusivement la reprise de l'excédent antérieur reporté.

Ce budget n'a pas enregistré de recette d'investissement en 2022.

Le résultat de la section d'investissement est déficitaire de -913 483,69 €.
Le compte administratif 2022 du budget annexe de la ZAE de Bantzenheim dégage un résultat global déficitaire de -963 533,84 €.

Mme le Maire : Nous passons à la communication du rapport d'activités et du compte administratif 2023 de Mulhouse Alsace Agglomération.

Conformément à l'article L. 5211-39 du code général des collectivités territoriales, le rapport annuel d'activités de la communauté d'agglomération, accompagné du compte administratif, est porté à la connaissance des conseils municipaux des différentes communes membres. Cette année, le rapport met en avant les premières réalisations dans la mise en œuvre du projet de territoire Vision 2030, porté bien sûr par m2A.

Je souhaite souligner quelques points spécifiques en lien direct avec la ville de Mulhouse illustrant concrètement l'interaction entre la ville-centre et son agglomération. En ce qui concerne la donne environnementale, énergétique et écologique, il est essentiel de noter comme l'an passé l'extension du réseau de chaleur alimentant de nouveaux quartiers de Mulhouse. Désormais, ce réseau est opérationnel dans le quartier de Bel-Air par exemple, tirant parti de l'énergie générée par l'usine d'incinération du SIVOM.

Quant à l'attractivité et au développement économique, nous saluons les travaux entrepris dans le quartier de la Fonderie pour les bâtiments et espaces publics.

Enfin, je tiens à souligner le domaine de l'habitat et l'objectif d'amélioration de la qualité du parc de logements de nos concitoyens. Notre Ville bénéficie de l'engagement significatif de l'ANRU dans le nouveau programme de renouvellement urbain faisant de Mulhouse un modèle de transformation urbaine. Nos collectivités sont au rendez-vous de ces besoins importants. Je souhaite exprimer ma reconnaissance envers nos agents, qu'ils soient municipaux, communautaires ou mutualisés pour leur engagement et leur qualité exceptionnelle dans la mise en œuvre de nos politiques publiques.

Y a-t-il des demandes d'intervention ? Je n'en ai pas. Donc, je vous demande, je demande à l'assemblée de prendre acte par votre vote de la communication, c'est-à-dire ne pas voter le rapport, mais voter le fait qu'effectivement, le rapport vous a été présenté pour ce compte administratif 2022 de Mulhouse Alsace Agglomération. Donc, je mets au vote le fait de vous avoir présenté le rapport que je dois faire voter.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci à vous.

Pour : 43 + 6 procurations
Groupe majoritaire : 34+ 4 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5+1 procuration
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 2+1 procuration

Le conseil municipal prend acte, par son vote à l'unanimité des suffrages exprimés, de la communication du rapport d'activités et du compte administratif 2022 de Mulhouse Alsace Agglomération.

8° CONTRAT DE TERRITOIRE AVEC LA COMMUNAUTE EUROPEENNE D'ALSACE (CeA) : APPROBATION DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT (1119/7.5.8/313)

Le 20 juin 2022, suite à l'adoption de sa stratégie d'accompagnement des territoires dans la réalisation de leur projet, la CeA a défini sa politique de soutien aux communes et intercommunalités autour de trois enjeux, déclinés en objectifs opérationnels :

Enjeu 1 : le territoire durable

1. Soutenir la reconquête de la nature en ville par le développement, la protection et la valorisation de la biodiversité ;

2. Accélérer la décarbonation par le déploiement de nouveaux réseaux de chaleur, l'amélioration des performances thermiques des grands équipements ou infrastructures, le soutien aux énergies vertes.

Enjeu 2 : le territoire solidaire

1. Renforcer l'offre de services du quotidien et faciliter leur accès à destination des publics prioritaires suivants : les personnes fragiles ou en insertion, les parents et la petite enfance ;

2. Aménager les grandes infrastructures routières qui facilitent l'accessibilité aux grands services et équipements et aider au développement des mobilités douces.

Enjeu 3 : Le territoire attractif

1. Renforcer le rayonnement des sites et établissements à vocation culturelle, patrimoniale et touristique ;

2. Développer l'offre et la qualité des équipements sportifs à destination des collégiens et les équipements sportifs de rayonnement régional.

Pour la ville de Mulhouse, cette politique de soutien se traduit à la fois par :

- un Contrat de Territoire à l'échelle de l'agglomération mulhousienne sur la période 2022-2025, validée en conseil municipal le 13 avril 2023 ;

- une convention de partenariat spécifique CeA / Ville de de Mulhouse, objet de la présente délibération.

Cette convention de partenariat, validée le 18 décembre 2023 en assemblée d'Alsace par la CeA, comprend notamment :

- la stratégie de soutien de la CeA autour des enjeux évoqués ci-dessus ;

- la stratégie de la ville de Mulhouse, montrant sa concordance avec les enjeux portés par la CeA ;

- les différentes interventions de la CeA sur la Ville de Mulhouse au travers de l'exercice de ses propres compétences : autonomie, aide sociale à l'enfance, le développement social intégré (articulation entre la CeA et la ville de

Mulhouse), la culture, l'habitat, les infrastructures routières (dont l'échangeur Mertzau) ou encore son engagement dans le contrat local de santé, la démarche Ambitions Mulhouse… ;

- les projets portés par la Ville de Mulhouse pouvant bénéficier d'un financement de la CeA.

Sur ce dernier point et suite au travail préparatoire mené entre la CeA et la Ville de Mulhouse, 20 projets, annexés à la convention, sont ciblés pour un soutien financier estimé à hauteur de 4,5 M€ sur un coût total de projet de 29,7 M€ HT.

Ces projets portent notamment sur la reconquête de la nature en ville (Mulhouse Diagonales…), les mobilités douces et les équipements de proximité.

Quatre d'entre eux ont d'ores et déjà été validés par la CeA, pour un montant total de subvention à hauteur de 503 400€ HT, à savoir :

- le projet d'aménagements cyclables rue d'Agen et boulevard des Alliés ;
- le projet d'aménagements cyclables rue du Manège ;
- le projet d'itinéraire cyclable DMC-Fonderie ;
- le projet d'aménagement des terrasses du Musée.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve la convention de partenariat entre la Ville de Mulhouse et la CeA, telle que jointe en annexe ;

- autorise le Maire ou son Adjoint délégué à signer la convention ;

- autorise le Maire ou son Adjoint délégué à introduire les demandes de subventions et à signer les actes nécessaires à leurs formalisations.

PJ : convention de partenariat CeA/Ville de Mulhouse

CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC
LA VILLE DE MULHOUSE
DANS LE CADRE DU CONTRAT DE TERRITOIRE ALSACE
AGGLOMÉRATION DE MULHOUSE 2022-2025

ENTRE

La Collectivité européenne d'Alsace, représentée par Monsieur Frédéric Bierry, Président du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace, dûment habilité par délibération n° CD-2023- du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace du 18 décembre 2023,

Ci-après dénommée « la Collectivité européenne d'Alsace » ou « la CeA »,

ET

La Ville de Mulhouse, représentée par Madame Michèle Lutz, Maire, dûment habilitée par délibération n° ..... du Conseil municipal du ,

Ci-après dénommée « la Ville de Mulhouse » ou « la Ville »,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1111-4, L.1111-9 (III), L.1111-10, L.3211-1,

Vu la délibération n° CD-2022-3-1-1 du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace du 20 juin 2022 relative à la Stratégie d'accompagnement et de contractualisation avec les territoires,

Vu la délibération n° CD-2023-1-1-2 du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace du 6 février 2023 portant approbation des Contrat de Territoire Alsace 2022-2025,

Vu la délibération n° 868 du 13 avril 2023 du Conseil municipal de la Commune de Mulhouse ayant approuvé le Contrat de Territoire Alsace de l'Agglomération de Mulhouse 2022-2025

Vu la délibération n° CD-2023-3-1-2 du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace du 19 juin 2023 portant approbation du règlement modifié du Fonds Attractivité Alsace,

Vu la délibération n° CD-2023- du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace du 18 décembre 2023 ayant notamment approuvé le présent contrat de partenariat,

Vu le Contrat de Territoire signé par les parties et notamment son article 1.2,

Vu le Règlement budgétaire et financier de la Collectivité européenne d'Alsace,

Il est préalablement exposé :

La Stratégie d'accompagnement et de contractualisation avec les territoires

La Collectivité européenne d'Alsace est le premier partenaire des collectivités locales et intervient à tous les âges de la vie au bénéfice des Alsaciens.

Elle souhaite répondre aux besoins des habitants et accompagner les transitions en préparant l'avenir dans la perspective d'une triple ambition :

1. Accompagner les habitants et notamment les plus fragiles quel que soit leur âge, en développant un service public proche, simple, attentif à l'usager et humain ;
2. Soutenir les forces vives, tous ceux qui s'engagent avec talent pour les territoires, en créant un effet de levier ;
3. Reconnaître chaque bassin de vie comme un contributeur essentiel à la dynamique collective de l'Alsace. Pour permettre la concrétisation de cette ambition, le soutien des acteurs locaux est primordial.

Pour ce faire, une démarche a été engagée, basée sur une approche partagée de chaque territoire, traduite dans le tour d'Alsace en 80 jours en fin d'année 2021 et dans les rencontres en territoires fin mai – début juin 2022.

Ce travail d'écoute et de concertation aboutit à une contractualisation intelligente pour que chaque territoire soit en capacité de relever les défis sociétaux, d'assurer les transitions et de répondre aux enjeux locaux.

Ainsi le Contrat de Territoire Agglomération de Mulhouse, signé notamment entre les deux partenaires de la présente convention a arrêté trois enjeux (territoire attractif, territoire durable et territoire solidaire) déclinés en objectifs opérationnels, partagés par les communes et l'EPCI du territoire, repris à l'article 3 ci-dessous.

Le partenariat renforcé avec les agglomérations alsaciennes

L'article 1.2 du Contrat de Territoire Agglomération de Mulhouse prévoit que ce dernier est complété par une convention de partenariat spécifique à conclure entre la Collectivité européenne d'Alsace et la Ville de Mulhouse.

En effet, au titre de la Stratégie d'accompagnement et de contractualisation avec les territoires et dans le but de conforter leurs fonctions de centralité, la Collectivité européenne d'Alsace a souhaité conclure des conventions de partenariat globales avec chaque agglomération alsacienne et sa ville centre (Strasbourg, Mulhouse, Colmar, Haguenau et Saint-Louis).

Cette convention, qui doit porter sur toutes les politiques publiques, doit permettre de lier les intérêts partagés entre l'ensemble de ces parties (article 4 du Règlement du Fonds Attractivité Alsace).

Il s'agit également de mettre en commun les enjeux majeurs, les intérêts réciproques et les projets sous maîtrise d'ouvrage de la Collectivité européenne d'Alsace dans une approche large des politiques publiques qu'elle conduit. La Collectivité européenne d'Alsace et la Ville de Mulhouse entendent conjuguer leurs objectifs et leurs moyens financiers pour favoriser le développement, la compétitivité et la qualité de services du territoire de la Commune de Mulhouse.

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention s'inscrit dans la stratégie conjointe des signataires pour répondre aux grands enjeux du territoire et particulièrement ceux de la Commune de Mulhouse.

Les signataires réaffirment leur ambition commune, leur volonté partagée et leurs engagements réciproques pour accompagner les projets relevant du territoire de la Commune de Mulhouse, qui sont en totale adéquation avec les enjeux prioritaires et les compétences de la Collectivité européenne d'Alsace et les stratégies et de la Ville de Mulhouse.

Le partenariat suppose pour chaque signataire :

- Des convergences de vues et d'intérêts ;
- Une complémentarité des actions dans les domaines de compétence respectifs ;
- La coproduction des projets ;
- Un concours financier, le cas échéant, et des engagements réciproques, définis par projet ;
- Une contribution en ingénierie, définie par projet.

ARTICLE 2 : UN TERRITOIRE EN TRANSFORMATION – SPECIFICITES ET ATOUTS

Le Territoire Agglomération de Mulhouse partage les mêmes contours que la Communauté d'Agglomération Mulhouse Alsace Agglomération – m2A -. Fort des 39 communes qui le composent, le Territoire Agglomération de Mulhouse représente près de 280 000 habitants dont 110 000 pour Mulhouse la ville centre.

Grâce à la présence d'infrastructures de transport de premier plan, la Ville centre compte parmi les grands hubs de communication européens. L'A36 et l'A35, les 2 lignes TGV vers Paris Gare de l'Est et Paris Gare de Lyon, la plateforme portuaire Euro-Rheinport, la proximité avec l'Euroairport (100 destinations mondiales et 9 millions de passagers par an) permettent au territoire et plus largement à l'Alsace et à l'espace des 3 frontières de rayonner à 360° vers les grandes capitales européennes et mondiales.

A 55 minutes par le train de Strasbourg Capitale européenne, ouvert sur le monde et bénéficiant ainsi d'une position géographique stratégique à proximité immédiate des régions voisines suisse de Bâle (108 trains quotidiens) et allemande de Fribourg, le bassin économique de l'Agglomération de Mulhouse forme aujourd'hui encore avec le Nord Franche Comté, le premier bassin industriel de France après la Région Ile-de-France.

Si le nombre d'emplois a baissé régulièrement au cours des deux dernières décennies, ce sont encore plus de 15 000 emplois qui sont ainsi directement liés à l'industrie dans le territoire.

Cette singularité économique témoigne à la fois de l'héritage industriel de Mulhouse (textile, mécanique, mines, chimie) mais aussi de l'esprit de résilience et d'innovation d'un tissu économique aujourd'hui en mutation et qu'il y a lieu de soutenir. Ecosystème entièrement dédié au numérique (écoles, startups…) sur le site du quartier de la Fonderie, le projet KMØ est la figure de proue de cette nouvelle dynamique locale de création, d'innovation et de transformation économique.
L'avenir du territoire Agglomération de Mulhouse passe plus particulièrement par une attractivité renforcée et durable au service de la cohésion sociale, des équilibres urbains, de la formation et de la création d'emplois – prioritairement dans le tertiaire -, de la fixation des talents et des compétences.

Le territoire ne manque pas d'atouts pour faire face aux évolutions qui concernent les grands espaces urbains et industriels français :

- La fermeture de la centrale de production d'électricité de Fessenheim est une opportunité pour le territoire pour s'engager pleinement dans la transition écologique. Les industries de la zone portuaire ainsi que les exploitations agricoles en périphérie de l'agglomération offrent autant d'opportunités pour initier des projets énergétiques innovants, par exemple par l'exploitation de la chaleur fatale, par la production d'hydrogène décarboné, par le déploiement de réseaux de chaleur ou encore par l'installation d'usines de méthanisation…

- Les campus universitaires de l'Illberg et de la Fonderie offrent un cadre de vie et des conditions d'enseignement idéales aux 10 000 étudiants de l'Université de Haute-Alsace (UHA) avec, en proximité immédiate, des équipements culturels et sportifs de grande qualité dans des quartiers connectés au réseau tram et au pôle multimodal de la gare centrale.

  L'UHA s'organise autour de 3 facultés sur Mulhouse : Facultés des Lettres, langues et Sciences Humaines (FLSH) ; Sciences et Techniques (FST) ; Sciences Economiques Sociales et Juridiques (FSESJ).
  Les formations d'excellence dispensées concernent plus particulièrement les grandes écoles École Nationale Supérieure de Chimie de Mulhouse (ENSCMU) et École nationale supérieure d'ingénieurs Sud-Alsace (ENSISA) issues des filières historiques du textile, de la chimie et de l'industrie. Elles profitent à plein du réseau trinational EUCOR.
  Autres figures de proue : le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), l'Institut de Recherche en Hématologie et Transplantation (IRHT), l'Institut des Sciences Humaines Appliquées (ISHA)…
  Au total, l'université compte ainsi 13 laboratoires répartis sur 3 pôles de recherche :
  - Chimie, physique, matériaux et environnement ;
  - Sciences pour l'ingénieur ;
  - Sciences humaines et sociales.

  L'émergence de talents et la formation des compétences participent directement à la compétitivité des industries et à la réalisation de projets entrepreneuriaux locaux.

- La culture et le tourisme, dans toute leur diversité, sont des accélérateurs du changement d'image de la Ville centre et plus largement de son agglomération. Au-delà d'un réseau particulièrement dense de musées, centres de création, de scènes de diffusion et d'espaces de formation artistique, pour un certain nombre de rayonnement national et international, la Ville de Mulhouse est empreinte d'art et d'histoire offrant de beaux monuments et ensembles architecturaux, marqués par des paysages et un patrimoine industriel de grand intérêt. Entre autres établissements dans la ville centre : le Musée National de l'Automobile, la Cité du Train, Electropolis, le Musée d'Impression sur Etoffes, …mais aussi entre autres scènes la Filature scène nationale, l'Opéra et Ballet du Rhin, l'Orchestre symphonique de Mulhouse, le Conservatoire National, l'espace Motoco et ses 150 artistes en résidence sur le site historique de Dollfus-Mieg et Compagnie (DMC) … témoignent de cette vitalité culturelle.

- La transformation urbaine et péri-urbaine compte parmi les toutes premières priorités pour le territoire et la qualité de vie de ses habitants. Une attention toute particulière doit notamment être portée sur les quartiers de la ville en déséquilibre résidentiel, social et économique marqué ou fragile. On observe ainsi dans ces secteurs une prédominance de personnes en grande fragilité et une jeunesse, riche de sa vitalité mais aussi moins qualifiée et plus précaire que dans d'autres bassins

de vie de strates sociodémographiques proches. A noter que 89 % des collégiens mulhousiens fréquentent un établissement en quartier politique de la ville (QPV).

- Pour son développement, le territoire doit s'appuyer sur un réseau de transports publics (train, tram train, tram, bus, intermodalités) performant, sur la promotion des mobilités douces et l'apaisement de la circulation automobile, sur l'amélioration de l'accessibilité ou le déploiement de services (également via le numérique) et d'équipements publics de proximité et de qualité dans les domaines de l'éducation, de la petite enfance et de la santé, sur le renouvellement de l'habitat, ou encore sur le soutien au secteur associatif très actif.

- Autre point fort, une culture sportive affirmée, avec une offre dense et diversifiée, labellisée terre de jeux 2024, qui se diffuse sur l'ensemble de la commune avec plusieurs clubs de très haut niveau. Si le territoire compte des équipements ou des lieux de pratique sportive de qualité et d'intérêt régional (Palais des sports, Stade nautique de l'Illberg, Centre Sportif Régional d'Alsace), le taux d'équipements est plus faible que la moyenne pour 1000 habitants. L'enjeu dans ce domaine est à la fois de rénover ou de renforcer le nombre d'installations sportives en priorisant les structures à destination des collégiens.

- Le territoire est résolument ouvert sur une nature proche, riche, diversifiée et accessible facilement (Forêt de la Hardt, collines du Sundgau, rives du Rhin, massif des Vosges et de la Forêt Noire, Alpes bernoises…). L'engagement de la Collectivité européenne d'Alsace dans la préservation de l'environnement naturel immédiat se traduit au travers de la politique des Espaces Naturels Sensibles (ENS), qui permet de préserver et restaurer des sites naturels du territoire.

- Cette nature doit trouver son prolongement au sein de l'agglomération par la requalification d'anciennes friches, par l'émergence de projets d'agriculture durable, par la poursuite du programme d'aménagement Mulhouse Diagonales. Il s'agit au global d'intensifier la reconquête de la nature en ville en végétalisant les espaces publics, en requalifiant les parcs et jardins ou encore en ouvrant et requalifiant les cours d'eau. Cette trame verte et bleu doit participer directement au bien vivre des habitants mais également à la préservation et valorisation de la biodiversité.

- Enfin, il est à noter le développement des énergies renouvelables dans la ville avec une forte densité du réseau de distribution de chaleur dans de nombreux quartiers, notamment aux Coteaux et à Bel-Air, reliés à la centrale thermique de l'Illberg. Celle-ci permet de chauffer à 56 % au bois et 44 % en gaz l'équivalent de 11 000 logements et cherche à diversifier son approvisionnement pour tendre vers une énergie toujours plus décarbonée.

ARTICLE 3 : LES ENJEUX DU TERRITOIRE ATTRACTIF, DURABLE ET SOLIDAIRE DE LA COLLECTIVITE EUROPENNE D'ALSACE POUR LE TERRITOIRE D'ACTION DE L'AGGLOMÉRATION DE MULHOUSE

En cohérence avec les atouts et spécificités du territoire précisés dans l'article 2, trois enjeux ont été adoptés par la Collectivité européenne d'Alsace à travers le Contrat de Territoire Alsace Agglomération de Mulhouse 2022-2025 :

Enjeu : le territoire attractif.

- **Renforcer le rayonnement des sites et établissements à vocation culturelle, patrimoniale et touristique ;**

  La Collectivité européenne souhaite accompagner les projets qui favorisent son rayonnement. Consubstantiel au développement touristique du territoire, ce dynamisme culturel se caractérise tout particulièrement par la qualité et la singularité du patrimoine industriel et scientifique local et une offre muséale de rayonnement international : le pôle européen des musées scientifiques et techniques.
  L'atout culturel et patrimonial est l'un des marqueurs forts du territoire et un élément fédérateur pour les populations de Mulhouse et de son agglomération.

- **Développer l'offre et la qualité des équipements sportifs à destination des collégiens et les équipements sportifs de rayonnement régional.**

  Le sport dans toutes ses dimensions est un élément de cohésion sociale et territoriale. Il participe aussi directement à l'épanouissement et au bien-être des habitants et notamment des plus jeunes. Il est un élément d'attention déterminant pour les jeunes talents qui souhaitent s'installer dans le territoire. Les aides de la Collectivité européenne d'Alsace seront ainsi fléchées prioritairement vers les travaux de rénovation, d'amélioration thermique ou de construction des structures sportives utilisées par les collégiens, avec au premier rang les gymnases.

Enjeu : le territoire durable.

- **Soutenir la reconquête de la nature en ville par le développement, la protection et la valorisation de la biodiversité ;**

  La Collectivité européenne d'Alsace exprime sa volonté de soutenir les actions, projets, opérations d'aménagement qui permettent de préserver, valoriser ou restaurer le bon état écologique et paysager du territoire.

- **Accélérer la décarbonation par le déploiement de nouveaux réseaux de chaleur, l'amélioration des performances thermiques des grands équipements ou infrastructures, le soutien aux énergies vertes.**

  La Collectivité européenne d'Alsace s'engage aux côtés des partenaires pour aider la mise en œuvre de projets qui permettent de limiter l'usage des énergies fossiles, par de nouvelles pratiques (logistiques urbaines, mobilités, filières courtes), par le développement des réseaux de chaleur, par l'utilisation d'énergies renouvelables, par la recherche d'économies d'énergies, par l'optimisation énergétique.

Enjeu : le territoire solidaire.

- **Renforcer l'offre de services du quotidien et faciliter leur accès avec comme publics prioritaires les personnes fragiles ou en insertion, les parents et la petite enfance ;**

  La Collectivité européenne d'Alsace exprime sa volonté d'accompagner, aider et protéger les personnes les plus fragiles et les plus vulnérables pour permettre à chacun

de disposer d'une vie digne et de construire son projet de vie. Une attention toute particulière sera portée aux personnes en parcours d'insertion ou le public des parents et de la petite enfance. La Collectivité pourra ainsi aider plus spécifiquement les projets de périscolaires, les actions innovantes initiées dans le cadre de l'économie sociale et solidaire pour l'insertion et l'emploi ou pour assurer des services non couverts. Une attention toute particulière pourra être portée sur la prévention ou l'accès à la santé ainsi que sur la fracture numérique.

- **Aménager les grandes infrastructures routières qui facilitent l'accessibilité aux grands services et équipements et aider au développement des mobilités douces.**

  Le renforcement de la cohésion territoriale et sociale passe par l'amélioration des mobilités au sein de l'agglomération. A ce titre, la Collectivité porte plus particulièrement son attention sur le développement du réseau de pistes cyclables, l'aménagement des grandes infrastructures pour fluidifier la circulation, les nouveaux usages alternatifs et la promotion des modes doux.

Ces enjeux posent la feuille de route du territoire, le sens de l'action publique et les priorités de la Collectivité européenne d'Alsace aux côtés de ses partenaires.

Ces enjeux, déclinés en objectifs opérationnels, conditionnent l'aide de la Collectivité européenne d'Alsace au titre du Fonds Attractivité Alsace et du Fonds d'Innovation territoriale alsacien, et ont vocation à guider, autant que possible, la définition des politiques publiques de tous les signataires autour de priorités d'actions en créant une dynamique partagée.

ARTICLE 4 : LES ENJEUX ET LA STRATEGIE DE LA VILLE DE MULHOUSE

En qualité de ville centre, la ville de Mulhouse occupe une place particulière au sein de l'agglomération. En effet, avec ses 112 000 habitants, plus de 40 % de la population de m2A vit à Mulhouse.

Elle regroupe sur son ban communal les principales fonctions métropolitaines de l'agglomération. Outre la présence des grandes administrations publiques, elle accueille sur son ban communal, les principaux sites d'envergure métropolitaine (le Groupe Hospitalier de la Région de Mulhouse et Sud Alsace, plusieurs cliniques et équipements de santé, le parc des expositions, l'université de Haute Alsace et différentes écoles de formation supérieure, le parc zoologique et botanique, les musées techniques à rayonnement international, les équipements structurants culturels, sportifs et de loisirs …) ou encore les projets économiques phares de l'agglomération notamment sur le quartier de la Gare, de la Fonderie ou encore de Dollfus-Mieg et Compagnie (DMC).

Pour concrétiser l'ambition de construire une ville apaisée, durable et du bien-être, le projet de la Ville de Mulhouse est construit autour de 4 priorités d'action :

1. Mulhouse se transforme

L'objectif majeur est à la fois d'apaiser la ville en donnant plus de place aux mobilités douces, de renforcer la place de la nature et de transformer l'espace urbain pour en faire des espaces de vies, de convivialité et de lien social.

Concrètement cela se traduira par l'aménagement global de plusieurs kilomètres carrés d'espaces urbains, la mise en œuvre d'un ambitieux Plan Vélo avec la création de 12 itinéraires cyclables, l'extension du plateau piétonnier du centre-ville, la création de parcs urbains, d'îlots de fraicheurs, de cours d'écoles résilientes, la renaturation de l'Ill, de la Doller et du Dollerbaechein, ainsi que l'aménagement de 10 kilomètres de berges au travers du projet Mulhouse Diagonales, la plantation de plusieurs milliers d'arbres. Le végétal devient la colonne vertébrale du projet urbain.

Cette volonté de construire la ville autrement répond ainsi aux enjeux d'adaptation climatique mais aussi de sobriété énergétique auxquelles l'ensemble des grandes villes sont confrontées. C'est également dans cette optique que s'inscrit le plan Lumière, un des projets les plus ambitieux du mandat. Ce plan se traduira notamment par la réalisation d'économies d'énergies par le passage à 100 % LED de l'éclairage public (baisse de 70 % de la consommation énergétique), la mise en valeur scénographiques de sites remarquables, le développement de nouvelles technologies pour améliorer le pilotage et le suivi.

Parallèlement, la poursuite du programme de renouvellement urbain entrainera une rénovation en profondeur des quartiers emblématiques de la ville et à une amélioration du cadre de vie. A noter que pour le site DMC, l'ambition est de faire émerger un nouveau quartier ouvert sur la ville et d'en faire un véritable laboratoire de la ville durable applicable à l'échelle régionale, nationale et européenne, un modèle de reconversion de sites industriels remarquables. Une attention particulière sera accordée à l'attractivité du centre-ville, du secteur Gare et du quartier de la Fonderie en vue de conforter le cœur d'agglomération et plus globalement du Sud Alsace.

2. Mulhouse protège

Il s'agit avant tout de conforter la sécurité des personnes et des biens par le renforcement de la police municipale, le développement et la modernisation du réseau de vidéo protection, un appui sans faille aux actions de médiation et de sensibilisation.

Le soutien aux plus fragiles des Mulhousiennes et Mulhousiens est un axe majeur du projet municipal avec notamment la création du CCAS, les actions menées en direction des ainés et des personnes en situation de handicap, le renouvellement du contrat local de santé, la mise en œuvre d'une stratégie et d'un plan d'action en faveur de l'inclusion numérique.

3. Mulhouse se mobilise

Fière de son passé et pour faire vivre l'ADN mulhousien, la ville se mobilise pour la participation et l'engagement citoyen dans le but d'amener les Mulhousiennes et les Mulhousiens, à être acteurs des transformations de leur ville et les engager dans une démarche de transformation collective et individuelle pour tendre vers une ville toujours plus conviviale et plus solidaire.

Pour cela, la Ville s'attache également à accompagner le dynamisme de la vie associative et des forces vives, commerçants, artisans, entrepreneurs et à encourager le développement de l'économie sociale et solidaire sur son territoire.

Par ailleurs, Mulhouse se positionne avec détermination et engagement comme un territoire d'expérimentation et d'innovation, levier de son attractivité. Outre le soutien aux écosystèmes, « numérique et industrie » à KMØ comprenant notamment l'École 42 et « créatif et culturel » à DMC, Mulhouse est engagée dans plusieurs appels à projets autour de la ville durable, créative, éducative et citoyenne. Elle expérimente et teste différents outils comme par exemple le jumeau numérique et partage son expérience à l'échelle transfrontalière avec Bâle et Fribourg.

4. Mulhouse s'épanouit

L'éducation est une priorité absolue. C'est la raison pour laquelle, la Ville investit dans un ambitieux Plan Ecole qui se concrétisera par la création de nouveaux groupes scolaires et la rénovation en profondeur de 10 écoles. Sur le plan éducatif, en partenariat étroit avec l'Education nationale et l'ensemble de communauté éducative, elle développe les classes de ville et les classe à projets et focalise son action pour aider les enfants en situation de difficulté, au travers du Plan Ambition Mulhouse.

Pour le bien-être des Mulhousiennes et des Mulhousiens, en lien étroit avec les différents partenaires, la Ville s'attache, pour sa jeunesse, à offrir des loisirs diversifiés et de qualité et à soutenir les familles et la parentalité par diverses actions.

Sur le plan culturel, la Ville s'appuie sur ses partenaires et équipements tels que la Filature-Scène nationale, l'Orchestre symphonique de Mulhouse, le conservatoire, la Kunsthalle, centre national d'art contemporain, ses musées, le centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine avec la volonté d'en faire la vitrine du renouveau du quartier DMC et un élément fort d'attractivité, la création d'un pôle d'arts visuels et des industries créatives autour de Motoco et de la venue prochaine du Fonds Régional d'Art Contemporain (FRAC).

Dans le domaine du sport, la Ville rénove plusieurs gymnases et crée de nouveaux équipements pour améliorer les conditions de la pratique sportive et de loisirs. Pleinement consciente de la dimension santé du sport, elle encourage le Sport sur ordonnance.

Cette stratégie de la Ville de Mulhouse est en parfaite concordance avec les enjeux portés par la Collectivité Européenne d'Alsace.

ARTICLE 5 : L'ENGAGEMENT DE LA COLLECTIVITE EUROPENNE D'ALSACE AUX COTES DE LA VILLE DE MULHOUSE

5.1. Offrir une ingénierie de qualité

Agir au cœur des territoires c'est l'ambition de la Collectivité européenne d'Alsace par la mobilisation de son ingénierie interne au moyen d'équipes pluridisciplinaires au plus près des besoins, aux côtés des communes et des intercommunalités.

C'est ainsi que la Ville de Mulhouse peut bénéficier d'un accompagnement par la Collectivité européenne d'Alsace, en fonction des moyens disponibles, tant pour les gestions de crises que la conduite de projets avec la mobilisation d'une offre de prestations solides, pluridisciplinaires dans des domaines variés (habitat, voirie et circulations douces, petite enfance, emploi, lutte contre la précarité, lecture publique, recherche des financements européens…).

L'engagement de la Collectivité européenne d'Alsace en matière d'ingénierie vise également à favoriser, au titre de la solidarité territoriale, l'accès de tous les Alsaciens à une prestation de développement, d'aménagement et d'urbanisme de qualité.

La Collectivité européenne d'Alsace, au-delà de ses agents, a créé et anime le Réseau d'Ingénierie Territoriale d'Alsace (RITA), fort de 20 structures partenaires et auquel elle contribue à hauteur de 15 M€ sur la période 2022-2023, dont les membres répondent à des demandes particulières, nécessitant une expertise pointue.

Ainsi, ce réseau apporte un accompagnement spécifique (dans des domaines de l'aménagement, de l'urbanisme, de la création d'équipements, de l'environnement, de l'habitat…) aux acteurs des territoires.

La porte d'entrée unique du réseau d'ingénierie est l'équipe d'animation territoriale qui a pour mission de mettre en mouvement les acteurs nécessaires à la conception et à la réalisation des projets dans des domaines variés :

- Dans le domaine de l'ingénierie publique : Agence Territoriale d'Ingénierie Publique (ATIP) ; Agence Départementale et d'Urbanisme du Haut-Rhin (ADAUHR-ATD Alsace) ; Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) ; Agence d'Urbanisme de Strasbourg Rhin Supérieur (ADEUS) **;** Agence de Fabrique Urbaine et Territoriale Sud-Alsace (AFUT Sud-Alsace) ;
- Dans le domaine du foncier et de l'habitat : Etablissement Public Foncier d'Alsace (EPFA) ; Agences Départementales d'Information sur le Logement (ADIL 67 et ADIL 68) ; Alsace Habitat (AH) ; Habitats de Haute-Alsace (HHA) ;
- Dans le domaine du patrimoine : Alsace Archéologie ;
- Dans le domaine du tourisme : Alsace Destination Tourisme (ADT) ;
- Dans le domaine de l'eau : Syndicat des Eaux et de l'Assainissement Alsace-Moselle (SDEA) ; Rivières de Haute Alsace (RHA) ;
- Dans le domaine du développement économique : Agence de Développement d'Alsace (ADIRA).

5.2. La présence et l'intervention au quotidien de la Collectivité européenne d'Alsace à Mulhouse dans le cadre de ses domaines d'intervention

Sur la Commune de Mulhouse, 503 agents de la Collectivité européenne d'Alsace mettent en œuvre les politiques publiques pour lesquelles plus de 93 millions d'euros ont été engagés sur la Commune de Mulhouse en 2022 déclinés de la façon suivante :

- Autonomie : 30 266 519 €
- Aide Sociale à l'Enfance : 33 131 178 €
- Éducation : 12 189 319 €
- Insertion, logement et emploi : 3 227 042 €
- Attractivité territoires : 1 417 473 €
- Infrastructures : 3 778 220 €
- Administration gestion des services : 409 537 €
- Culture et patrimoine : 878 688 €
- Sport et jeunesse : 525 618 €
- Protection maternelle et infantile : 549 510 €
- Habitat : 181 700 €
- Action sociale de proximité : 296 018 €
- Attractivité Europe Transfrontalier : 643 339 €
- Environnement : 22 800 €
- SDIS : 6,7 M€

En complément de ces montants, s'ajoutent les fonds spécifiques consacrés au financement des projets locaux (commune et tiers), pour un montant annuel moyen de 7,2 M€ par an sur la période de contractualisation 2022/2025, grâce au Fonds de Solidarité Territorial et au Fonds Attractivité Alsace.

5.3. Une délégation territoriale comme interlocutrice privilégiée des partenaires et acteurs locaux

L'organisation politique et administrative de la Collectivité européenne d'Alsace s'appuie sur 7 territoires d'action, chacun de ces territoires disposant d'une délégation territoriale qui comprend une instance démocratique décentralisée – la commission territoriale – et une équipe dédiée à l'animation du territoire.

Le territoire Agglomération de Mulhouse est calqué sur les limites de l'EPCI Mulhouse Agglomération Alsace. Il comprend 7 cantons. Chacun des 14 conseillers d'Alsace du territoire, comme chacun des experts de la délégation territoriale, sont des interlocuteurs privilégiés des acteurs locaux. Ces derniers, coordonnés par un délégué en charge du territoire, accompagnent la mise en œuvre des projets. Ils font jouer les interactions entre les différentes politiques organisées dans le territoire. Ils font valoir les spécificités et dynamiques territoriales pour adapter les projets et les politiques de la Collectivité européenne d'Alsace aux besoins du territoire et ainsi optimiser leur impact. Ils relaient également auprès des partenaires l'ensemble des services ou dispositifs de soutien, en conseil ou financement.

5.4. Des politiques et projets d'intérêts partagés signalés dans le territoire

Au-delà des différents dispositifs propres à la contractualisation pour soutenir les projets portés par la Ville de Mulhouse, la Collectivité européenne d'Alsace se mobilise pleinement afin de déployer des politiques et de porter des projets d'intérêts partagés sous sa maitrise d'ouvrage sur le territoire mulhousien ou dans des cadres partenariaux spécifiques.

5.4.1 - Pour les Solidarités

Au-delà des prestations qui relèvent de ses compétences, Revenu de Solidarité Active (rSa), Allocation Personnalisée Autonomie (APA), Prestation de Compensation du Handicap (PCH), aide sociale, MAIA, Protection Maternelle Infantile (PMI), la CeA propose, en proximité, à tout Alsacien qui serait confronté à une difficulté, des lieux d'accueil, d'information et d'accompagnement.

Sur la Commune de Mulhouse, les agents des 2 grands lieux d'accueil (ESA Mulhouse site Drouot et ESA Mulhouse site Doller), sont mobilisés autour de l'accès aux droits, le suivi des futures mamans et des jeunes enfants, la protection de l'enfance, la vulnérabilité des adultes, l'accompagnement des personnes dans tous les domaines de la vie.

Ainsi, en 2022, dans le cadre d'un service public alsacien toujours plus renforcé, ce sont plus de 46 000 accueils (physiques ou téléphoniques) qui ont été effectués par les agents sur la Commune de Mulhouse hors APA et rSa.

Pour rappel, les dépenses liées aux Solidarités dans le territoire sur la dernière année représentent un montant total de près de 67,5 M€ (hors versement RSA) dont 30,2 M€ au bénéfice des séniors, de l'autonomie et du handicap.

- **Des investissements prioritaires pour les Solidarités**
  - La Collectivité européenne d'Alsace prévoit sur la mandature la réhabilitation lourde ou reconstruction in situ de l'Espace de Solidarité Doller, situé rue de Pfastatt à Mulhouse. Le bâtiment pourrait accueillir après travaux près de 150 agents. Une enveloppe de 7,3 Millions d'Euros est inscrite au PPI pour permettre sa transformation, avec une attention toute particulière portée sur le volet thermique. Le projet doit également s'accompagner de l'organisation de permanences dans les quartiers auprès des populations les plus fragiles.
  - Le second Espace solidarité qui se situe dans le quartier Drouot de la Ville de Mulhouse a bénéficié en 2023 d'un programme de travaux à hauteur de 340 000 euros.
  - Ces deux programmes d'investissement s'intègrent dans le cadre du déploiement du Service Public Alsacien pour une Haute Qualité de Services aux habitants et un cadre de travail amélioré pour les agents.

- **3 démarches exemplaires**
  - **Le Laboratoire de lutte contre la pauvreté**

    Cette démarche innovante répond à la volonté de la collectivité européenne d'alsace de développer un cadre d'observation, d'expérimentation et d'évaluation pour apporter des réponses toujours plus efficaces à la lutte contre la pauvreté.

    Le laboratoire se caractérise notamment par des actions très ciblées sur des cohortes réduites de bénéficiaires et un secteur géographique défini afin d'en évaluer objectivement les impacts.

    Cette structure expérimentale est un outil ayant vocation à soutenir l'émergence d'initiatives innovantes permettant de prévenir et lutter contre la pauvreté dans toutes ses dimensions (accès aux droits, à l'éducation, à l'aide à la parentalité, à la culture et au sport, au logement, à la maitrise de la langue française…) par le renforcement du pouvoir d'agir des personnes.

    Initier de manière très opérationnelle sur Mulhouse, le Laboratoire est un projet d'intérêt pour toute l'Alsace qui ne se limite pas ainsi aux seuls situations de pauvreté observées sur le canton de Mulhouse 2 mais prend en compte l'ensemble des phénomènes de paupérisation à l'échelle du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, en zones urbaines comme dans les espaces ruraux.

  - **Le Développement Social Intégré (DSI)**

    Reposant sur des articulations renforcées entre les services de deux collectivités (Collectivité européenne d'Alsace et Ville de Mulhouse) dans une logique d'intégration, le DSI répond à la nécessité d'adapter les politiques d'action sociale aux problématiques spécifiques du territoire mulhousien :
    - Faire face à l'accroissement et à la complexité des questions sociales ;

- Créer un nouvel espace d'innovation et de construction conjoint à l'action sociale et médico-sociale sur le territoire mulhousien ;
- Renforcer et organiser la cohérence et les complémentarités des interventions sociales et médico-sociales ;
- Préciser le sens du travail social dans un cadre partenarial pour les équipes de la CeA et de la Ville de Mulhouse.

Mis en place depuis 2010, ce projet volontariste est formalisé dans une convention de partenariat, sans engagement financier direct.

A la faveur de ce partenariat, des actions ont vu le jour dans plusieurs domaines (insertion, action sociale de proximité, enfance, logement … et au titre de la culture commune) et sous diverses formes (protocoles organisationnels, actions collectives, guides pratiques, journées d'information, expérimentations, projets ponctuels …).

La Collectivité Européenne d'Alsace et la Ville de Mulhouse affirment leur ambition commune de poursuivre le Développement Social Intégré. Dans cette perspective, un nouveau modèle sera proposé en Comité Stratégique DSI en 2024.

- **Le Contrat Local de Santé**

Le Contrat Local de Santé est un outil de contractualisation innovant permettant de fédérer les acteurs du territoire, les institutionnels et les habitants autour d'une stratégie de santé élaborée collectivement et adaptée aux besoins locaux. En prenant en compte l'ensemble des déterminants de santé et grâce à sa forte dynamique partenariale, il vise la réduction des inégalités territoriales et sociales de santé sur le territoire de la Ville de Mulhouse.

A ce titre, la Collectivité Européenne d'Alsace est mobilisée comme partenaire de premier plan du Contrat Local de Santé et participe pleinement à la construction, validation et mise en œuvre du troisième CLS.

Dans ce cadre partenarial renouvelé, la Collectivité Européenne d'Alsace s'engage plus particulièrement à prioriser ses financements sur les fiches d'actions suivantes :
- La Maison des 1 000 premiers jours, l'unité mobile de prévention[1] et de dépistage (financement du mammographe et une part du camion au titre du Fonds Investissement Santé), changer de regard sur la santé mentale et donner le pouvoir et la possibilité de réagir chez les collégiens.

- Sensibiliser à la santé environnement, promouvoir le sport santé à Mulhouse autour d'un projet de Maison Sport Santé, dont l'objectif serait d'accompagner les parents d'adolescents sur les changements de comportements dus à l'adolescence, de prévenir et d'accompagner la perte d'autonomie, de diagnostiquer et sensibiliser sur l'adaptation des logements pour prévenir la perte d'autonomie, de créer une consultation innovante d'accès aux soins, de favoriser l'attractivité du territoire et l'installation des professionnels de santé.

[1] Délibération n°2023-9-3-6 du 13 novembre 2023 de la Commission permanente du Conseil de la CeA

Les financements seront précisés et consolidés après étude des projets finalisés et en fonction des crédits disponibles.

5.4.2 – Pour la réussite éducative et l'épanouissement de la jeunesse

La Collectivité, 2e collectivité de France par le nombre de collèges publics, fait de la réussite éducative une toute première priorité et déploie son action autour de trois axes majeurs :

- Le développement d'éco-collèges, en faisant de la transition écologique une priorité d'action.
- Le déploiement fort d'actions éducatives pour faire de nos collégiens des adultes responsables et engagés.
- La réalisation de chantiers d'ambition : numérique éducatif, restauration, mixité sociale… marqueurs d'une politique distinctive sur le plan national.

- **Un programme d'investissement ambitieux**

Compte tenu de la pression démographique sur le territoire de Mulhouse et dans un contexte de fortes tensions sur la carte scolaire, la Collectivité européenne d'Alsace porte des investissements très importants sur les collèges du secteur.

Le Département du Haut-Rhin puis la Collectivité européenne d'Alsace, dans l'exercice de ses compétences, avait engagé en 2019 une refonte de la carte scolaire en étroite collaboration avec l'Education Nationale, et entend promouvoir avec cette dernière une stratégie alsacienne de réussite éducative pour tous les collégiens, en actionnant tous les leviers existants.

Forte de plus de 4300 collégiens, la Ville de Mulhouse fait ainsi l'objet d'un programme d'investissement particulièrement ambitieux qui comprend sur la période 2022-2030 des travaux de restructuration dans 5 collèges sur 7 ainsi qu'un projet de construction d'un nouvel établissement pouvant accueillir 500 élèves. Ce projet qui doit être encore confirmé et consolidé dans sa réalisation pourrait accueillir 500 élèves.

Au besoin, ces programmes d'investissements pourront faire l'objet de conventions spécifiques entre la Collectivité européenne d'Alsace et la Ville de Mulhouse afin d'arrêter les modalités de financements des travaux lorsque les projets seront bien précisés : dépollution de terrains et/ou démolition de bâtiment, réalisation des bâtiments destinés à l'enseignement et/ou à la pratique sportive, aménagement des espaces publics en périphérie, mobilités…

- **Les grands programmes d'investissement**

Le montant de 76 M€ des investissements programmés sur le territoire mulhousien est sans précédent. Il concerne notamment 4 opérations en cours ou à venir :

8ème collège - Mulhouse	Construction neuve	+ 500 (à affiner)	Septembre 2029	24 M€
Collège Saint Exupéry	Restructuration complète	700	Septembre 2025	14,2 M€
Collège François Villon	Restructuration globale	780	Septembre 2025	26,15 M€
Collège Kennedy	Restructuration complète	750 (+ 150 places)	Livré en février 2023	16,1 M€

- **La Collectivité européenne d'Alsace : partenaire du Plan Ambitions Mulhouse – Ville éducative**

Ce plan est une réponse ambitieuse et concertée portée par le Rectorat de l'Académie de Strasbourg et la Ville de Mulhouse, avec le soutien de leurs partenaires, dont la CeA.
Il poursuit quatre intentions stratégiques et doit se déployer progressivement sur l'ensemble des 7 réseaux d'éducation prioritaire de la ville.
- Prévenir et lutter contre les comportements hautement perturbateurs des élèves, afin de construire des parcours scolaires sécurisés conduisant à une diplomation et à une insertion réussie dans le monde professionnel ;
- Promouvoir un projet d'inclusion pour garantir les apprentissages de tous les élèves et apaiser les conditions de travail des enseignants et des professionnels du territoire ainsi que les relations intrafamiliales ;
- Améliorer la synergie des actions de prévention et de remédiation des acteurs des secteurs éducatifs, sociaux et sanitaires ;
- Améliorer l'image de l'école publique à Mulhouse et développer la mixité sociale au sein des écoles des réseaux d'éducation prioritaire, évitées par les familles les plus favorisées (taux de fuite importants vers les 4 collèges privés de Mulhouse et de sa 1ère couronne notamment).

Pour le financer, le Rectorat (DSDEN du Haut-Rhin) et la Ville de Mulhouse s'appuieront sur :
- la subvention de 7 millions d'euros qui sera versée sur cinq ans par la Banque des territoires, dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt *« Innovation dans la forme scolaire »*,
- les engagement financiers des partenaires du Plan, dont la CeA.

La CeA s'est engagée, au travers d'une lettre de soutien versée au dossier de candidature du Rectorat de Strasbourg et de la Ville de Mulhouse pour l'AMI *« Innovation dans la forme scolaire »*, à maintenir son engagement sur le territoire à hauteur de 1,8 M€.

Cet engagement reste à affiner au courant 2024, mais il devrait être consacré :
- à l'équipement numérique des collèges **:** sur les tablettes financées par la CeA au collège de Bourtzwiller sont financées 200 licences GAR NomadEducation (application de révision) sur les crédits de la future Cité Educative en préfiguration de l'expérimentation Ambitions Mulhouse (cf. Action n°6 du dossier) **;**
- au déploiement d'actions éducatives et outils de prévention contre le harcèlement *(« La bête noire »*) ou pour l'estime de soi *(« Cap sur l'estime de soi »*), ou encore à l'expérimentation de nouveaux outils sur la vie sexuelle et affective des jeunes, sur la sensibilisation aux pratiques démocratiques ou de dispositifs sur la précarité menstruelle et la lutte contre le décrochage scolaire (des filles en particulier).

Concernant la prévention contre le harcèlement, un projet « d'équipe mobile harcèlement » pourrait être travaillé.
- à l'expérimentation, au sein de quelques collèges pilotes, pour l'aménagement d'espaces scolaires de transition (sas de retour au calme, learning corridors, espace 3C…) ou la création d'un micro-internat de 15 places avec un suivi social.

Pour exemple : la Collectivité accompagne actuellement le collège de Bourtzwiller pour son projet « Bien-être et plaisir de lire » - projet de rénovation du CDI en lien avec la démarche nationale « Notre Ecole Faisons La Ensemble » du Ministère de l'Education nationale et le Plan « Ambitions Mulhouse ». Outre les travaux de rénovation qui seront conduits par la Direction de l'Immobilier et des Moyens Généraux de la CeA, une réflexion approfondie sur le projet pédagogique, l'implication de la communauté éducative, les usages et aménagement de nouveaux espaces du CDI, a été impulsée par la Direction de l'Education et de la Jeunesse, en lien avec les diverses parties prenantes (équipe du collège, Rectorat, Canopé…)

L'autre part de cet engagement valorisera l'implication des agents de la CeA dans le pilotage ou l'accompagnement ad hoc des projets qui émergeront pour innover dans la forme scolaire à Mulhouse, ainsi que celui des Agents Techniques des Collèges.

- **Convention de partenariat entre le CCAS de la Ville de Mulhouse et la CeA pour le financement de postes d'éducateurs intervenants au sein des collèges**

La prévention est une compétence forte de l'action sociale règlementaire de la Collectivité européenne d'Alsace.
Elle se décline dans le champ de l'enfance comme dans celui de la jeunesse et mobilise, en plus des travailleurs sociaux de la CeA, les associations de Prévention Spécialisée subventionnées par la collectivité, ainsi que d'autres partenaires, dans l'objectif d'une intervention au plus près des jeunes et en lien avec les actions menées sur le territoire.
Cette convention de partenariat a pour objet de poursuivre le financement de quatre postes de travailleurs sociaux au CCAS de la Ville de Mulhouse fléchés vers les collèges mulhousiens, en collaboration avec l'Education Nationale, dans l'objectif du repérage précoce du décrochage scolaire et plus largement pour toute problématique rencontrée par les jeunes. Ce financement s'élève à hauteur de 142 332 € pour l'année 2023.

- **Volet numérique des projets éducatifs déployés**

La Collectivité européenne d'Alsace déploie une stratégie d'équipement visant à garantir la bonne mise en œuvre des nouveaux usages numériques dans les 21 collèges situés sur le territoire de Mulhouse alsace agglomération :

- Renouvellement du parc informatique (ordinateurs fixes, ordinateurs portables, vidéoprojecteurs) et maintenance des équipements pour les enseignants et les collégiens,
- Financement de l'abonnement internet des collèges
- Financement d'un Espace Numérique de Travail (ENT).

En parallèle, la Collectivité européenne d'Alsace apporte un accompagnement complémentaire à plusieurs collèges dans le cadre d'expérimentations d'usages pédagogiques innovants par le financement d'équipements innovants :

- Mulhouse Saint-Exupéry (usage des tablettes en classe et à domicile pour tous les élèves)
- Rixheim Capitaine Dreyfus (usage des tablettes en classe et à domicile pour tous les élèves)

- Mulhouse Bourtzwiller (usage des tablettes pour les 6èmes et les 5èmes à partir de la rentrée scolaire)
- Mulhouse Bel Air (financement des équipements Web radio dans le cadre de l'éducation aux Médias et à l'information

- **Des équipes mobilisées au quotidien**

Parallèlement aux opérations d'investissement, une attention toute particulière est portée au bon fonctionnement quotidien des 7 collèges mulhousiens grâce à la mobilisation de plus de 40 Agents Techniques de la Collectivité européenne d'Alsace. Aux côtés des communautés éducatives, les ATC veillent à offrir le meilleur environnement de travail et de vie collective au sein de chacun des établissements.

- **Ambition Mulhouse : un engagement fort de la Collectivité européenne d'Alsace aux côtés de la Ville de Mulhouse**

Au-delà du volet immobilier et entretien des établissements, la Collectivité Européenne d'Alsace déploie de nombreux dispositifs et politiques très volontaristes. Parmi les nombreuses démarches engagées sur la commune de Mulhouse, on peut notamment relever la mobilisation de la Collectivité européenne d'Alsace au projet Ambition Mulhouse, initiative portée par la Rectorat et la Ville pour trouver des solutions efficaces à la situation des élèves dits « hautement perturbateurs ».

5.4.3 - Pour les mobilités douces et la qualité des infrastructures routières

Le réseau routier départemental sur le territoire Agglomération de Mulhouse est formé par les autoroutes A36 et A35, le réseau de 2x2 voies pour un linéaire de 75km, et par les routes bidirectionnelles pour un linéaire de 385km, ainsi que de 3 Eurovéloroutes.

Pour entretenir, exploiter et moderniser ce réseau, 3 services sont à l'œuvre :

- **Le Service Autoroutier** avec son Centre d'entretien et d'intervention autoroutier (CEIA) basé à Rixheim et dédié aux autoroutes, et un second à Soultz dédié au réseau 2x2 voies jusqu'en entrée de Mulhouse. Il comprend un effectif total de 40 agents, dont plus de la moitié est mobilisée quotidiennement sur Mulhouse et son agglomération.

- **Le service routier de Mulhouse** dédié aux routes bidirectionnelles et pistes cyclables avec son Centre d'Entretien et d'Intervention basé également à Rixheim et qui gère la majeure partie du réseau sur M2A. Il comprend un effectif total de 66 agents, dont presque la moitié est mobilisée pour le territoire.

- **Le service Ingénierie de Brunstatt** (travaux neufs pôle Sud) dédié principalement aux grandes opérations d'investissements. Il comprend un effectif total de 21 agents.

- **Transfert des routes départementales**

Le transfert des routes départementales à la Commune de Mulhouse a été engagé il y a plusieurs années et le principe a été validé par les exécutifs respectifs.

La convergence sur le déclassement/reclassement entre Ville de Mulhouse et Collectivité européenne d'Alsace devrait aboutir au déclassement de toutes les RD qui débouchent en centre-ville. Ainsi toutes les infrastructures mobilités intramuros Mulhouse seront traitées sous le contrôle unique de la Commune de Mulhouse qui pourra plus aisément développer les mobilités douces en complément et en synergie avec les Routes Express Vélo portées par la m2A.

La Collectivité européenne d'Alsace conserverait quant à elle que les routes départementales dites pénétrantes en y incorporant les nouvelles infrastructures structurantes réalisées par la Commune de Mulhouse.

Les modalités techniques et financières propres à cet échange réciproque de voiries devront être précisées dans une convention spécifique qui donnera lieu au versement d'une compensation résiduelle à convenir entre les collectivités sur la base d'un diagnostic de chaussées partagé.

- **De grands projets pour fluidifier et sécuriser les mobilités**

La Collectivité européenne d'Alsace fait de l'amélioration des mobilités l'un des 3 enjeux forts pour le territoire et engage à ce titre des programmes d'investissement de premier niveau.

Au titre des grandes infrastructures et projets « routes et mobilités » d'intérêts partagés, on peut notamment relever parmi les grands dossiers :

- **L'aménagement de l'échangeur de la Mertzau**

Le Parc des Expositions, le Musée National de l'automobile souffrent d'une accessibilité défaillante depuis ou vers l'A36, entrainant des problèmes de congestion lors des tranches horaires de pointe avec une situation proche de la saturation sur certaines voiries majeures de Mulhouse.

L'opération projetée vise à transformer l'échangeur de la Mertzau pour améliorer la desserte de l'ensemble de ce secteur de ville.

L'opération est estimée à ce stade à hauteur de 14 M€ HT pour ce qui concerne l'aménagement de l'échangeur à lunettes ; solution privilégiée par les partenaires.

Le projet était déjà inscrit dans le CPER pour la période 2015-2020 mais avec des montants différents.

Le financement est sollicité aujourd'hui dans le futur CPER pour la période 2023-2027 sur la partie mobilité multimodale) comme suit :

- m2A -3 M€
- CeA - 3 M€
- Etat - 3 M€ + 2 M€ pour l'aménagement de deux bassins de rétention
- Région Grand Est - 3 M€

La Ville de Mulhouse contribue au projet à travers le prolongement de la rue de la Mertzau pour un montant de 2 M€.

- **La Sécurisation du Carrefour du Château d'eau par l'implantation d'une passerelle cyclable**

Le carrefour château d'eau situé à la croisée de la voie rapide de la RD430 à 2x2 voies et l'axe Kingersheim/Wittenheim – Mulhouse (RD20) coupe la zone urbaine en deux. C'est un carrefour routier très important qui assure notamment la liaison des modes doux. Cependant il ne permet pas d'assurer la sécurité des usagers les plus vulnérables. Pour y remédier, l'Etude menée dans le cadre du projet de restructuration du carrefour du château prévoit la création d'une passerelle réservée au mode doux, la reconfiguration du carrefour et la création d'une 3ème voie entre le Kaligone et le Château d'eau. Le début des travaux est programmé sur 2025. Le coût estimatif s'élève à hauteur de 2,6 M d'€, les modalités de financement des partenaires sur ce projet seront précisées ultérieurement.

- **Le Contrat de Canal Rhin-Rhône Rhin branche sud**

Le Canal du Rhône au Rhin compte parmi les grands équipements du territoire à vocation touristique. Il traverse la commune de Mulhouse qui dispose d'un port de plaisance à proximité immédiate de la gare.

Le Contrat de Canal du Rhône au Rhin branche sud [2] vise à formaliser les relations entre les partenaires sur le maintien de la navigabilité « niveau plaisance » afin d'en augmenter le trafic et d'en accélérer le développement touristique.

Dans ce cadre, les signataires s'engagent dans un contrat de canal ayant comme objectif de permettre de consolider et de développer l'attractivité du périmètre de cet itinéraire touristique comme une destination européenne. Il s'agit donc de développer des actions qui s'inscriront dans une politique partagée et coordonnée de valorisation, de promotion et de gestion de l'itinéraire et de maintien en l'état de ses équipements structurants (dont l'Eurovéloroute), en cohérence avec la stratégie définie.

A ce titre, la Collectivité européenne d'Alsace a souhaité participer au financement des travaux et projets connexes à l'infrastructure :

- d'une part en participant au programme d'investissement pour maintenir la navigabilité à hauteur de 800 K€ sur 10 ans.
- d'autre part en participant au financement des projets de développement touristique locaux via les dispositifs spécifiques à chaque projet (Fonds Attractivité Alsace, AMI tourisme local…)

5.4.4 - Pour l'environnement et le développement durable

L'EPCI est précurseur dans le développement des réseaux de chaleur et des énergies renouvelables. Elle a ainsi développé un réseau de distribution de chaleur renouvelable dans plusieurs quartiers de la Ville de Mulhouse autour de la centrale thermique bois/gaz de l'Illberg. Le territoire s'est donné comme objectif de déployer de nouveaux réseaux de chaleur en s'appuyant notamment sur des process de récupération de chaleur fatale développer sur les sites industriels implantés le long du Rhin. Un projet de réseau de

[2] Délibération n°2023-9-7-1 du 13 novembre 2023 de la Commission permanente du Conseil de la CeA

transport de cette chaleur fatale donne lieu à la création d'une SEM à laquelle la Collectivité européenne d'Alsace pourrait contribuer en apport de fonds.

A terme, un nouveau réseau de distribution de chaleur, connecté à la centrale thermique, sera envisagé à Mulhouse et pourrait alimenter des quartiers d'habitat à vocation sociale ou encore des équipements publics comme des EHPAD, certains collèges ou des espaces de solidarités.

La Collectivité européenne d'Alsace, engagée fortement dans une politique d'éducation à l'environnement, accompagne financièrement 2 structures proposant des animations de sensibilisation à la nature et au développement durable :

- le Centre d'Initiation à la Nature et à l'Environnement (CINE) du Moulin de Lutterbach à hauteur de 81 500 € en 2023. Ces actions ont pour objectif de mettre en valeur les sites ENS et proposer des activités nature aux publics prioritaires de la Collectivité (collégiens, personnes âgées, en situation de handicap ou encore situées en zones prioritaires). A Mulhouse, le CINE participe à la mise en œuvre d'actions spécifiques dans les Quartiers Prioritaires de la Ville ;
- le Parc Zoologique et Botanique de Mulhouse, au titre du développement d'actions de sensibilisation à la conservation de la nature à hauteur de 22 800 € en 2023.

Via son EPCI, le territoire est engagé dans un GERPLAN depuis 2010. Cette politique, qui a été initiée par la Collectivité européenne d'Alsace et qui concerne toutes les communes de l'agglomération dont Mulhouse, a pour but de mobiliser les acteurs locaux (élus, agriculteurs, associatifs, institutionnels, habitants…), afin de répondre collectivement aux enjeux de transition écologique, agricole, paysagère, alimentaire et environnementale.

La Ville de Mulhouse, des associations naturalistes, ou encore des agriculteurs sont ainsi partenaires du GERPLAN et peuvent être soutenus dans la mise en œuvre de leurs actions environnementales, agricoles et paysagères.

La Collectivité européenne d'Alsace prévoit de réinterroger le dispositif GERPLAN en 2024 afin de l'adapter aux nouvelles réalités environnementales.

La Collectivité européenne d'Alsace soutient également le syndicat mixte « Rivières de Haute Alsace » dans la réalisation d'actions de renaturation des berges de l'Ill et de la Doller dans le cadre du programme de la Ville « Mulhouse Diagonales » qui permet de redécouvrir l'eau, élément naturel structurant le paysage mulhousien.

5.4.5 - Pour l'habitat

La Collectivité européenne d'Alsace porte une politique ambitieuse sur l'habitat en intervenant à la fois sur le parc privé et public. Mulhouse Alsace Agglomération étant délégataire des aides à la pierre, la Collectivité européenne d'Alsace l'accompagne techniquement et financièrement au titre de sa politique volontariste.

- La Collectivité européenne d'Alsace soutient ainsi financièrement la réhabilitation thermique des logements du parc public au titre de ses engagements inscrits dans la convention ANRU-NPNRU ainsi qu'au titre d'une convention signée avec l'association territoriale des organismes de logement social en Alsace (AREAL), la Banque des territoires et l'Eurométropole de Strasbourg, afin de lutter contre la précarité énergétique et l'habitat indigne et de créer une offre de logements à

loyer maîtrisé. En 2022, la Collectivité européenne d'Alsace a ainsi engagé 267 100 € dans l'agglomération pour la réalisation de 5 opérations portées par 4 bailleurs sociaux, ayant permis la rénovation énergétique de 159 logements. La nouvelle stratégie habitat mise en œuvre en 2024 proposera de poursuivre les actions au titre de la réhabilitation thermique de la convention NPNRU.

- La Collectivité européenne d'Alsace a également mis en place un dispositif financier incitatif en direction du parc privé, intitulé « Fonds Alsace Rénov' » pour des réhabilitations de logements afin de lutter contre l'habitat indigne. Elle est aussi engagée dans l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement (OPAH-RU) Fonderie de Mulhouse et cofinance le Programme d'Intérêt Général de lutte contre la précarité énergétique porté par l'agglomération. Pour ces trois programmes, la Collectivité européenne a apporté en 2022 une aide aux propriétaires occupants et propriétaires bailleurs réalisant des travaux d'économie d'énergie. Elle a ainsi soutenu 25 dossiers à hauteur de 40 500 €. La nouvelle stratégie habitat proposera également de poursuivre le Fonds Alsace Rénov pour amplifier la rénovation énergétique des passoires thermiques.

- La réhabilitation de copropriétés fragiles ou en difficulté en secteur Quartier Prioritaire de la Ville (QPV) ou en frange de QPV, engagées dans un programme de rénovation financée par les aides de l'ANAH est un autre axe prioritaire de la politique volontariste de la Collectivité européenne d'Alsace. A Mulhouse, la Collectivité européenne d'Alsace est ainsi signataire de trois conventions de Plans de Sauvegarde (PDS). Elle peut intervenir financièrement sur les programmes de travaux des copropriétés concernées, à savoir les copropriétés Peupliers Camus, Delacroix et Diamant Noir à Mulhouse et Forêt 1 et Forêt 2 à Wittenheim. Il sera proposé, dans la nouvelle stratégie habitat, que ces copropriétés émargent au dispositif Fonds Alsace Rénov.

En complément des aides aux travaux, la Collectivité européenne d'Alsace intervient au titre du Fonds de Solidarité Logement sur les impayés de charges de copropriété pour les propriétaires occupants dans une copropriété sous Plan de Sauvegarde.

D'autres dispositifs sont également à disposition pour :

- l'aide Fonds de Solidarité Logement (FSL68) : énergie, eau, téléphonie, internet ;
- l'accompagnement des personnes âgées en perte d'autonomie ou handicapées : le Fonds ADL (Adaptation du Logement).

5.4.6 - Pour la coopération transfrontalière

La Collectivité européenne d'Alsace est cheffe de file dans le domaine de la coopération transfrontalière avec des projets dans les thématiques de la santé, des transports, de l'aménagement du territoire et des énergies. La coopération transfrontalière est l'un des socles de la Collectivité européenne d'Alsace. Adopté à l'unanimité par le Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace le 8 décembre 2022, le schéma alsacien de coopération transfrontalière a été élaboré en lien avec ses partenaires français allemands et suisses.

Il traduit une volonté de se réunir autour de nos intérêts historiques, culturels et linguistiques partagés par notre situation géographique. Il met en avant des projets promouvant une haute qualité de vie pour les citoyens rhénans face aux enjeux qui ne s'arrêtent pas aux frontières : climat, protection de l'environnement, risques sanitaires…

L'ambition première de ce schéma est de satisfaire les besoins fondamentaux de nos habitants, comme se chauffer, se nourrir, se déplacer… tout en faisant du Rhin supérieur une vitrine à l'international caractérisé par une haute qualité de vie.

La Collectivité européenne d'Alsace participe au financement de structures de coopération transfrontalière qui œuvrent au bien vire ensemble sur le territoire mulhousien comme l'Eurodistrict Région de Freiburg, centre et sud Alsace qui devient Eurodistrict Eurhena.

Cette instance de co-actions transrhénanes créée en tant que structure en 2020 par 9 collectivités allemandes et françaises a pour vocation de développer des projets, des réseaux et des échanges et une visibilité d'écosystèmes citoyens, culturels, économiques, sportifs, naturels en mouvement de part et d'autre du Rhin.

5.4.7 - Pour le bilinguisme

Grande cause alsacienne, l'apprentissage de la langue régionale d'Alsace, définie comme la langue allemande dans sa forme standard et dans ses variantes dialectales (alémanique et francique), constitue un enjeu politique majeur de la Collectivité européenne d'Alsace.

La stratégie de la Collectivité européenne d'Alsace décline une constante - construire la nouvelle politique à partir des territoires – et s'appuie sur quatre grands piliers :

- s'inscrire dans une dimension transfrontalière et faire de l'immersion un puissant levier d'apprentissage ;
- œuvrer pour la création d'un Office Public de la Langue Régionale d'Alsace pour rassembler, mutualiser et donner de la cohérence d'animation et de structuration dans les secteurs stratégiques où l'intervention publique s'avérera décisive ;
- initier une politique volontariste en direction des plus jeunes, le temps périscolaire et extrascolaire étant privilégié, ainsi que l'accueil de la petite enfance, individuel et collectif ;
- renforcer la visibilité de la langue régionale dans l'espace public, créer un environnement plurilingue.

Sur un plan très opérationnel, la politique en faveur du bilinguisme se traduit par exemple par la mise en place ou le financement d'actions dans les territoires telles que « les mercredis de l'alsacien - Mittwùch ùff Elsässisch », d'animations théâtrales ou musicales proposées en allemand ou en dialecte alsacien dans les collèges bilingues publics et privés du territoire. Elle inclut également un soutien aux associations qui œuvrent dans ce domaine.

5.4.8 - Pour la culture, le patrimoine et le rayonnement touristique

La Collectivité européenne d'Alsace a pour ambition de déployer des politiques culturelles comme vecteurs de cohésion sociale et territoriale, en soutenant le rayonnement de l'Alsace. Sur Mulhouse tout particulièrement le développement culturel et la valorisation du patrimoine participe directement au rayonnement du territoire et donc à son développement touristique.

A travers la montée en charge et le déploiement de ses différentes politiques culturelles, la Collectivité européenne d'Alsace se donne pour principaux objectifs de :

- promouvoir l'ouverture, la tolérance et la diversité
- développer la citoyenneté au travers des pratiques culturelles
- soutenir et encourager l'engagement bénévole culturel
- favoriser la création artistique aujourd'hui pour constituer le patrimoine de demain
- préserver et promouvoir la culture alsacienne et transmettre l'héritage matériel et immatériel régional
- développer la culture scientifique et technique.

S'agissant de la Ville de Mulhouse, on peut tout particulièrement relever comme axes prioritaires :

- **Une attention toute particulière au patrimoine alsacien**

La Collectivité européenne d'Alsace est consciente que le patrimoine alsacien est un enjeu majeur d'attractivité des territoires et souhaite accompagner les porteurs de projet dans l'entretien, la restauration et la valorisation du patrimoine emblématique de l'Alsace. Elle le fait à travers son Plan Patrimoine Emblématique de l'Alsace[3] pour des projets d'envergure pour lesquels l'intervention d'entreprises spécialisées est nécessaire ; mais aussi par le soutien aux associations de veilleurs du patrimoine pour des projets associatifs inscrits dans la durée et mobilisant des chantiers de bénévoles

Fruit d'une culture architecturale ancienne et spécifique à l'Alsace, la Collectivité européenne d'Alsace travaille à définir des politiques publiques pour conserver ce patrimoine immobilier qui contribue à l'attractivité touristique de l'Alsace. Le Fonds de Sauvegarde de la Maison Alsacienne et du Bâti Patrimonial[4] a ainsi comme ambition :

- de soutenir techniquement et financièrement les travaux de réhabilitation à destination des particuliers et des bailleurs sociaux
- de soutenir les territoires engagés dans une identification du patrimoine dans leur documents d'urbanisme
- d'intégrer l'avis et l'ingénierie d'un architecte conseil

A ce titre, un premier inventaire de biens a été identifié sur Mulhouse pour lesquels la Collectivité étudiera leur éligibilité, à savoir:
- restauration de l'Hôtel de Ville
- rénovation de la Tour Nessel
- rénovation du Temple Saint-Étienne
- centre funéraire – aménagement salle de convivialité
- restauration de l'orgue Saint-Paul

- **Faire de Mulhouse et m2A un pôle européen de la Culture scientifique technique et industrielle (CSTI)**

Les orientations de la CeA rejoignent l'ambition du territoire de définir une stratégie collective culturelle, patrimoniale et touristique autour du pôle des musées techniques et scientifiques de Mulhouse et son agglomération. L'enjeu partagé entre tous les partenaires est de faire de Mulhouse et son agglomération le premier pôle européen de la culture scientifique et

[3] Décision n°2022-5-6-2 du 8/12/2022 de la séance publique du Conseil Départemental de la CeA
[4] Délibération N°2023-9-6-9 du 13/11/2023 de la Commission permanente du Conseil de la CeA

technique ; véritable levier d'attractivité pour le développement touristique et la transformation d'image de la vile et l'agglomération.

Cette démarche s'appuie sur une étude stratégique cofinancée par la Collectivité européenne d'Alsace[5]. Les premières réflexions doivent donner lieu à la mise en œuvre d'un nouveau cadre de gouvernance qui s'appuiera sur la création d'un EPCC, Etablissement Public de Coopération Culturelle et sur la déclinaison d'un récit collectif en actions et en programme investissement d'envergure. Il s'agira dans ces perspectives de développer une identité territoriale forte via une nouvelle politique muséale valorisant l'offre des musées et affirmant leurs rôles dans la société et leurs interactions avec les habitants.

Au-delà de son soutien financier, la Collectivité européenne d'Alsace mobilisera ses ressources internes pour accompagner les partenaires locaux sur le plan technique et juridique.

- **Développement de la lecture publique**

Pour la lecture publique, portée par la Bibliothèque d'Alsace, la politique adoptée[6] ayant vocation à accompagner les transitions contemporaines et contribuant à la résilience de la société, la Collectivité européenne d'Alsace a défini 3 axes de travail avec les partenaires en territoire :

• des actions emblématiques pour ancrer les bibliothèques dans les défis du XXIème siècle (développement de l'esprit critique, lutte contre l'illettrisme et l'illectronisme, développement des imaginaires)

• une mobilisation partagée pour faire des bibliothèques des lieux de vie et de rencontres

• une incitation à dynamiser les coopérations et la mise en réseau dans les territoires

A ce titre la CeA est partenaire du « contrat territoire lecture » aux cotés de la ville de Mulhouse et de l'Etat pour l'apport en nature qu'elle met à disposition de la ville, à savoir l'accès à l'ensemble des abonnements en ressources numériques de la Bibliothèque d'Alsace et l'accompagnement dédié pour la médiation. La CeA accompagne également la ville pour développer la coopération entre professionnels des bibliothèques de la ville de Mulhouse et des communes limitrophes tant sur les échanges des pratiques professionnelles que sur la programmation d'actions de partenariat.

- **Pour une mémoire vivante**

La Collectivité européenne d'Alsace a adopté[7] une nouvelle politique mémoire pour garantir une identité alsacienne ancrée dans le territoire, ouverte sur la modernité et les enjeux transfrontaliers, au service de la société et pour une mémoire vivante en Alsace. Elle vise à poursuivre la collecte (témoignages oraux, dématérialisation, …), la conservation et la diffusion de la mémoire à travers un site internet unique, des contenus grand public, des expositions, des débats, des actions éducatives voir des projets de coopération dans l'espace rhénan. La Collectivité européenne d'Alsace veut également

[5] Délibération N°2022-8-12-3 du 19/09/2022 de la Commission permanente du Conseil de la CeA
[6] Délibération N° 2022-4-6-1 du 20 /10 /2022 de la séance publique du Conseil Départemental de la CeA
[7] Délibération n°2023-1-6-3 du 9 février 2023 de la Commission permanente du Conseil de la CeA

faciliter le passage entre mémoire et histoire pour construire une histoire objective et apaisée, via la stimulation des recherches historiques notamment.

ARTICLE 6 : LES PROJETS PARTAGES

Le croisement des besoins de la Collectivité européenne d'Alsace, et de la Ville de Mulhouse a permis d'identifier des projets structurants d'intérêts partagés qui peuvent s'inscrire dans les enjeux du Territoire Agglomération de Mulhouse et dans les domaines de compétence de la Collectivité européenne d'Alsace.

Outre les projets cités à l'article 5 sur lesquelles la Collectivité européenne d'Alsace et la Ville de Mulhouse ont engagé un processus partenarial, les deux collectivité ont également identifié une liste de projets qui répondent à un ou plusieurs enjeux du Territoire Agglomération de Mulhouse et entrent dans les domaines de compétence de la Collectivité européenne d'Alsace ou dans ses intérêts et qui font l'objet d'un consensus entre les signataires de la présente convention est présentée en annexe 1.

Des fiches descriptives détaillées :

- Identifiant chaque projet,
  Formalisant le soutien financier maximal d'ores et déjà apporté par la Collectivité européenne d'Alsace à chaque projet concerné lorsqu'une délibération ad hoc, qui a déjà été prise pour octroyer l'aide en cause, ou formalisant le soutien financier maximal qui pourrait être apporté par la Collectivité européenne d'Alsace à chaque projet en cause, sous réserve de l'intervention d'une délibération d'octroi spécifique des subventions correspondantes lorsqu'une telle délibération n'a pas encore été adoptée par la Collectivité,

- Et formalisant les engagements réciproques de chaque partenaire et qui figurent en annexe 2 de la présente convention.

ARTICLE 7 : FINANCEMENTS ET ENGAGEMENTS RECIPROQUES ENTRE LES PARTENAIRES DE LA CONVENTION

7.1 L'engagement financier de la Collectivité européenne d'Alsace

La Collectivité européenne d'Alsace s'engage à accompagner financièrement, par l'octroi de subventions à la Ville de Mulhouse, les projets s'inscrivant dans les axes de développement du Territoire identifiés à l'article 6 et faisant l'objet d'une fiche descriptive en annexe 2, dans les conditions définies ci-dessous et à l'article 8 ci-après, dès lors qu'ils seront éligibles et conformes aux dispositifs d'aides ou politiques sectorielles d'aides de la Collectivité européenne d'Alsace mobilisés.

Le montant de la subvention maximale envisageable pour chaque projet est individualisé et récapitulé dans le tableau de synthèse figurant à l'annexe 1 de la présente convention.

Conformément à l'article 7 de la présente convention et dans les conditions qu'il définit, l'engagement de la Collectivité européenne d'Alsace devra faire l'objet d'une délibération spécifique du Conseil de la Collectivité européenne d'Alsace procédant à l'attribution définitive, projet par projet, des subventions correspondantes, après constat, pour chaque dossier complet de demande de subventions présenté par le porteur de projet compétent, de sa conformité à la fiche projet contractualisée et au dispositif d'aides ou à la politique sectorielle de la Collectivité européenne d'Alsace mobilisé(e). Ainsi, les différentes participations financières de la Collectivité

européenne d'Alsace aux projets figurant en annexe 1 à la présente convention sont donc mentionnées à titre indicatif et ne constituent donc en aucun cas un engagement financier ferme de la Collectivité européenne d'Alsace à soutenir ces projets.

Les règles d'intervention de la Collectivité européenne d'Alsace, pour les projets sous maîtrise d'ouvrage de la Ville de Mulhouse, sont les suivantes :

- **Dépenses subventionnables :**

  La dépense subventionnable permettant le calcul de l'aide départementale doit s'entendre hors taxes (HT). Outre les dépenses inéligibles aux termes du règlement du Fonds d'Attractivité Alsace, les autres dépenses non éligibles, le cas échéant, sont expressément mentionnées dans les fiches projets figurant en annexe 2 de la présente convention.
  Dans tous les cas, les dépenses subventionnables sont déterminées en tenant compte du règlement du dispositif d'aide ou de la politique sectorielle mobilisé(e).

- **Taux d'intervention de la Collectivité européenne d'Alsace :**

  Le taux d'aide maximum envisageable de la Collectivité européenne est individualisé pour chaque projet et mentionné dans la fiche correspondante figurant en annexe 2 de la présente convention.

- **Non fongibilité de l'aide de la Collectivité européenne d'Alsace :**

  Le montant de la subvention de la Collectivité européenne d'Alsace est individualisé par action et ne peut être transféré vers une autre action.

  A défaut de réalisation de l'action pour quelque cause que ce soit le porteur de projet ne pourra se prévaloir d'aucune obligation de la Collectivité européenne d'Alsace à son égard.

- **Evolution des coûts prévisionnels des projets figurant aux annexes 1 et 2 :**

  En cas d'augmentation d'un coût du projet mentionné aux annexes 1 et 2, le montant maximal de l'aide que la Collectivité européenne d'Alsace pourra affecter à celui-ci par délibération ultérieure ne fera pas l'objet d'une revalorisation. Les montants prévisionnels figurant aux annexes 1 et 2 sont en effet des montants maximums plafonds qui serviront de référence dans le cadre de l'adoption des délibérations spécifiques d'octroi des aides correspondantes.

  En cas de diminution du coût d'un projet mentionné aux annexes 1 et 2, le montant définitif de l'aide de la Collectivité européenne d'Alsace qui sera affecté à celui-ci par délibération ultérieure tiendra compte de cette diminution et sera déterminé au prorata et la différence ne pourra être transférée par le porteur de projet sur une autre action.

- **Cumul de subvention pour une même opération :**

  Sauf mention expresse contraire prévue dans les fiches descriptives de projet annexées au présent contrat, le principe de cumul d'aides de la CeA pour une même opération est possible. Toutefois, ces aides devront porter sur des natures de travaux distinctes.

7.2 Les engagements réciproques de la Ville de Mulhouse

La relation partenariale entre la Collectivité européenne d'Alsace et la Ville de Mulhouse dépasse le cadre financier des fonds mobilisés de la CeA. Il s'agit d'une relation partenariale assumée.

La Collectivité européenne d'Alsace sera particulièrement vigilante à ce que cette relation privilégiée se construise sur les principes suivants :

1- **Co-construire les projets avec la Collectivité européenne d'Alsace** : le porteur du projet doit échanger avec les Conseillers d'Alsace puis avec l'équipe d'animation territoriale avant le dépôt de tout dossier de demande de subvention au titre de la présente convention ;

2- **Faire connaître la Collectivité européenne d'Alsace** au-delà de la communication à réaliser sur l'appui de la Collectivité européenne d'Alsace dans la réalisation du projet ;

3- **Publicité** : la Ville de Mulhouse devra assurer par tous moyens (panneaux de travaux, banderoles ou autocollants fournis par la Collectivité européenne d'Alsace, présence du logo de la Collectivité européenne d'Alsace sur les programmes, affiches et documents de communication) la publicité relative à la participation de la Collectivité européenne d'Alsace au projet aidé, lorsque cette participation sera définitivement arrêtée.

   Cette publicité devra également intervenir dans le respect des dispositions des article L 1111-11 et D 1111-8 du Code général des collectivités territoriales, qui imposent des obligations de publicité particulières lorsqu'une opération d'investissement bénéficie de subventions de la part de personnes publiques.

   De plus, la Ville de Mulhouse devra associer le Président de la Collectivité européenne d'Alsace et les Conseillers d'Alsace concernés aux inaugurations, poses de première pierre, comité de suivi et de pilotage pour chaque projet. A cet effet, l'attache du Cabinet du Président devra être prise dans un délai raisonnable afin de déterminer les dates afférentes à ces événements ;

4- **Respecter ses engagements** et garantir la réalisation des travaux, dans un délai imparti ;

5- **Impliquer le territoire** : en plus de la Collectivité européenne d'Alsace et du porteur, un partenaire supplémentaire est requis, la pluralité des partenaires permettra de fédérer et enrichir les projets ;

6- **Proposer et tenir des engagements réciproques** : pour chaque projet, des engagements réciproques de la Ville de Mulhouse figurent dans les fiches figurant en annexe 2 de la présente convention.
   Ces engagements réciproques visent à développer des effets leviers sur différentes politiques publiques notamment celles portées par la Collectivité européenne d'Alsace (collèges, bilinguisme, insertion, autonomie…).

ARTICLE 8 – PROCEDURE D'ENGAGEMENT FINANCIER DES PROJETS

Après inscription du projet dans la présente convention, il appartient au porteur de projet de déposer un dossier complet de demande de subvention auprès de la Collectivité européenne d'Alsace afin de permettre, le cas échéant, l'engagement ferme des crédits afférents.

8.1 Construction du projet – modalités de dépôt de la demande

Chaque projet identifié à l'annexe 1 devra respecter l'ensemble des conditions fixées par le règlement régissant la politique sectorielle ou le fonds mobilisable pour en bénéficier.

En outre, le cas échéant et à la demande de la Collectivité européenne d'Alsace, des conventions de partenariat et/ou financières complémentaires spécifiques pour chaque projet pourront/devront être conclues en fonction des critères qui s'appliquent pour le fonds sollicité.

Les derniers dossiers complets présentés au titre de la Stratégie d'accompagnement et de contractualisation devront être déposés le 30 septembre 2025 au plus tard.

Suivant les modalités propres au Fonds Attractivité Alsace ou aux politiques sectorielles de la Collectivité européenne d'Alsace expressément définies dans les fiches projets figurant en annexe 2 de la présente convention, la Collectivité européenne d'Alsace ne sera en mesure d'engager définitivement le projet que lorsque ce dernier sera suffisamment abouti.

8.2 Procédure de décision – attribution, versement et délai de validité des soutiens financiers

Après instruction de chaque dossier, si le projet est éligible au fonds mobilisé, entre dans les compétences de la Collectivité européenne d'Alsace, et recueille un avis favorable de la ou des Commissions compétentes au sein de la Collectivité européenne d'Alsace, l'octroi d'une subvention au porteur de projet prendra la forme de l'adoption d'une délibération en ce sens par l'organe délibérant de la Collectivité européenne d'Alsace et, sera conditionné, le cas échant, à la signature d'une convention financière établie pour chaque projet.

Aucune subvention ne pourra être accordée au-delà des crédits disponibles sur le fonds mobilisé.

En tout état de cause, l'assemblée délibérante de la Collectivité européenne d'Alsace demeure souveraine pour valider l'intervention financière définitive de la CeA pour chaque projet.

Les subventions seront versées directement à chaque maitre d'ouvrage suivant les modalités propres du Fonds Attractivité Alsace ou des politiques sectorielles visées dans les fiches projets figurant en annexe 2 de la présente convention.

ARTICLE 9 – DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention de partenariat court à compter de sa signature par l'ensemble des parties et se termine au 31 décembre 2025.

ARTICLE 10 –EVALUATION ET BILANS

Les parties pourront se réunir pour dresser un bilan annuel de l'exécution de la présente convention, en tant que de besoin.

A son terme, et avant le 30 juin 2026, la Collectivité européenne d'Alsace pourra proposer aux autres signataires la tenue d'une réunion d'évaluation visant à élaborer le bilan de la mise en œuvre du présent partenariat.

ARTICLE 11 – MODIFICATION

La présente convention est issue de la Stratégie d'accompagnement et de contractualisation de la Collectivité européenne d'Alsace avec les territoires qui se veut souple et évolutive.

Elle pourra donc être modifiée, en tant que de besoin, par accord entre les parties, par voie d'avenant.

Toute éventuelle modification ne pourra pas remettre en cause les principes fondamentaux de la présente convention et ne pourra pas contrevenir aux dispositions du Contrat de Territoire Agglomération de Mulhouse précité.

Tous les avenants ultérieurs feront partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE 12 – RESILIATION

La présente convention pourra être résiliée par l'un ou l'autre des partenaires à tout moment moyennant un préavis de six (6) mois, par lettre recommandée adressée à tous les partenaires qui y sont engagés.

Cette résiliation n'aura aucun effet sur les conventions subséquentes, lesquelles continueront à engager les parties signataires et se poursuivront jusqu'à leur terme respectif.

ARTICLE 13 : COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE – CONTESTATIONS ET LITIGES

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, après épuisement des voies amiables limitées à une durée maximum de trois mois, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation du Tribunal Administratif de Strasbourg.

Fait en deux exemplaires originaux à Mulhouse, le

Pour la Collectivité européenne d'Alsace,
Le Président,

Frédéric BIERRY

Pour la Ville de Mulhouse,
La Maire

Michèle LUTZ

ANNEXE 1

LISTE DES PROJETS

LISTE DES PROJETS PARTAGES POUR L'AMENAGEMENT ET LE DEVELOPPEMENT DE LA VILLE DE MULHOUSE

Les fiches détaillées des projets figurent à l'annexe 2.

N° Fiche projet	Porteur du projet	Projets	Coût global du projet HT*	Soutien prévisionnel de la CeA		Echéance des travaux	
				Taux	Montant de subvention	Début	Fin
Enjeu : Territoire durable							
Objectif opérationnel : Soutenir la reconquête de la nature en ville par le développement, la protection et la valorisation de la biodiversité							
1	MULHOUSE	Mulhouse Diagonales : aménagement des Terrasses du Musée	2 786 508 €	14%	348 136 €	2022	2023
2	MULHOUSE	Mulhouse Diagonales : liaison douce entre le marché et la promenade de la Doller	1 700 000 €	15%	255 000 €	2024	2027
3	MULHOUSE	Mulhouse Diagonales : renaturation et aménagement de l'ancienne friche Stoessel	300 000 €	15%	45 000 €	2024	2027
4	MULHOUSE	Parc de la Fonderie	1 583 333 €	15%	237 500 €	2025	2028
5	CITIVIA SPL	Aménagement pontons de la gare	1 400 000 €	10%	140 000 €	2023	2026
6	MULHOUSE	Aménagement naturel du Village Industriel Fonderie	3 330 000 €	10 %	330 000 €	2024	2027
Enjeu : Territoire solidaire							
Objectif opérationnel : Renforcer l'offre de services du quotidien et faciliter leur accès avec comme publics prioritaires les personnes fragiles ou en insertion, les parents et la petite enfance							
7	MULHOUSE	Tiers-Lieu à Miroir-Cité	3 832 500 €	15%	766 500 €	2024	2027
8	MULHOUSE	Tiers-Lieu à Box Briand	781 016 €	20%	156 203 €	2023	2024

ANNEXE 1

LISTE DES PROJETS

Enjeu : Territoire solidaire							
Objectif opérationnel : Aménager les grandes infrastructures routières qui facilitent l'accessibilité aux grands services et équipements et aider au développement des mobilités douces							
9	MULHOUSE	Plan Vélo : réalisation d'aménagements cyclables de la rue d'Agen et du Boulevard des Alliés	459 387 €	10%	45 728 €	2022	2023
10	MULHOUSE	Plan Vélo : réalisation d'aménagements cyclables sécurisés de la rue du Manège, premier tronçon de la liaison intercommunale Mulhouse-Brunstatt	85 000 €	10%	8500 €	2023	2024
11	MULHOUSE	Plan Vélo : itinéraire cyclable DMC-Fonderie-pont des Noyers	1 073 417 €	10%	101 035 €	2022	2024
12	MULHOUSE	Plan Vélo : aménagements cyclables sur 2023-2025	900 000 €	10%	90 000 €	2023	2025
13	MULHOUSE	Itinéraire en modes doux : opération d'aménagement du secteur Arsenal-Tanneurs-Bons Enfants	2 450 000 €	10%	245 000 €	2022	2023
14	MULHOUSE	Développement des mobilités douces – phase 1	1 769 000 €	10%	176 900 €	2023	2025
Enjeu : Territoire attractif							
Objectif opérationnel : Développer l'offre et la qualité des équipements sportifs à destination des collégiens et les équipements sportifs de rayonnement régional							
15	MULHOUSE	Rénovation gymnase St-Exupéry					
16	MULHOUSE	Stade Barina – création d'un terrain synthétique	1 916 600 €	15%	287 490 €	2024	2027
17	MULHOUSE	Restructuration Halle aux cotons	4 200 000€	29%	1 200 000 €	2025	2028
18	MULHOUSE	Gymnase Euronef					
19	MULHOUSE	Gymnase Camus					

ANNEXE 1

LISTE DES PROJETS

	Enjeu : Territoire attractif						
	Objectif opérationnel : Renforcer le rayonnement des sites et établissements à vocation culturelle, patrimoniale et touristique						
20	MULHOUSE	Numérisation et optimisation énergétique des plateaux scéniques de la Filature	1 209 802 €	10%	120 980 €	2023	2025

*** : Base retenue sous réserve des dépenses éligibles retenues lors de l'instruction du dossier**

Annexe 2
Fiches descriptives des projets

Contrat de territoire Agglomération de Mulhouse 2022-2025

Fiche descriptive de projet n°1

Enjeu	**Territoire durable**
Objectif opérationnel	Soutenir la reconquête de la nature en ville par le développement, la protection et la valorisation de la biodiversité

DESCRIPTION DU PROJET

Intitulé du projet :

Mulhouse Diagonales : aménagement des Terrasses du Musée

Maîtrise d'ouvrage / porteur du projet :

Ville de Mulhouse

Localisation du projet :

102 Boulevard du Président Roosevelt

Description et objectifs du projet :

Le projet relevant du programme « Mulhouse Diagonales » consiste à aménager sur l'ancienne friche du Parc Auto et de la Propreté Urbaine (PUPA), les espaces suivants :
- une voie verte sur les berges et de points de descente vers la rivière ;
- une succession de terrasses constituant une extension de la zone d'expansion en cas de crues ;
- un parc et les berges avec des espèces locales adaptées ;
- une zone de détente équipée du mobilier adapté.

Les objectifs du projet :
- élargir le lit majeur de la rivière tout en prenant en compte les enjeux et besoins du quartier ;
- accompagner le développement des mobilités douces en assurant la continuité vers le quartier de Bourtzwiller ;
- favoriser l'eau et la biodiversité ;
- améliorer le cadre de vie des habitants et aménager des lieux de détentes et loisirs au contact de la nature.

Public visé :

Habitants du quartier

Echéancier de réalisation du projet :

Travaux : juin 2022 à mai 2023

DESCRIPTIF FINANCIER

Coût total du projet : **2 786 508** € HT Investissement

Participation CeA :

Base subventionnable retenue :	**2 486 686 € (Dépenses inéligibles : Réseau sec (69 723,5 €) + Éclairage public (230 098,71 €) = 299822,21€)**
Taux :	**14%**
Montant :	**348 136 €**

Plan de financement prévisionnel :

Participations	montant	Taux
CeA	348 136 €	14%
Région Grand Est	378 145 €	14%
ANRU	868 725 €	31%
AERM	242 904 €	9%
ETAT - DSIL 2022	391 300 €	14%
AUTOFINANCEMENT	557 298 €	18%
TOTAL PROJET	2 786 508 €	100%

ENGAGEMENTS RECIPROQUES

Engagements de la Collectivité européenne d'Alsace

Communication/ingénierie

Engagements du porteur

- réhabilitation de la Rotonde, bâtiment de 100 m² plancher (60 m² aménageable) + parvis avec bande foraine (électricité)
• proposition de mettre à disposition cet espace à la CeA pour organiser des expositions et des manifestations sur le parvis des Terrasses. La mise à disposition de la rotonde sera effective pour l'affectation actuelle à savoir « maison de la Nature ». Si la rotonde venait à changer de destination, cet engagement serait caduque.
• réserver des créneaux spécifiques pour la CeA
• mise en place d'un panneau pédagogique sur l'histoire de la Rotonde en bilingue + logo CeA

- organisation d'animations pédagogiques sur les thématiques environnementales
• réserver des créneaux pour les collégiens
• organiser des visites spécifiques à destination des collégiens
• personnes âgées dans le cadre du programme « vis la vie des aînés », réserver des créneaux pour public aîné CeA
• autre public : action en lien avec service Ville Famille / Parentalité : réserver des créneaux pour les familles cibles de la CeA

EVALUATION

Indicateurs de suivi / d'évaluation du projet :

Suivi de la fréquentation du site par les habitants

REMARQUES

Remarques complémentaires :

Contrat de territoire Agglomération de Mulhouse 2022-2025

Fiche descriptive de projet n°2

Enjeu	**Territoire durable**
Objectif opérationnel	Soutenir la reconquête de la nature en ville par le développement, la protection et la valorisation de la biodiversité

DESCRIPTION DU PROJET

Intitulé du projet :

Mulhouse Diagonales : création d'une liaison douce entre le marché et la promenade de la Doller

Maîtrise d'ouvrage / porteur du projet :

Ville de Mulhouse

Localisation du projet :

Secteur berges de l'Ill, Steinbaechlein à DMC, quartier Franklin-Fridolin et le secteur Drouot

Description et objectifs du projet :

Mulhouse Diagonales est l'un des grands projets de transformation urbaine du mandat. Il concrétise l'ambition de renforcer la place de la nature et de l'eau en ville, en réaménageant différents sites au bénéfice des habitants : accéder aux berges par de nouveaux cheminements à pied et à vélo, créer de nouveaux espaces de détente, de promenade et de loisirs, insérer des îlots de fraicheur au sein des quartiers et les relier entre eux.

Les nouveaux espaces de Mulhouse Diagonales sont pensés comme une continuité écologique permettant de développer la biodiversité et préserver les richesses naturelles.

Les principaux secteurs concernés sont les suivants :
- le parc des berges de l'Ill (promenade, détente, loisirs, passerelle de jonction avec les quartiers alentours) ;
- la promenade du Steinbaechlein (réouverture de la rivière au sein du site DMC) ;
- la promenade de la Doller (zone humide au service de la biodiversité) ;
- les terrasses du musée (nouvel îlot de fraicheur au sein du quartier Franklin-Fridolin) ;
- l'aménagement du secteur Drouot.

En outre, le projet Mulhouse Diagonales est un véritable chantier pour expérimenter de nouvelles façons de concerter et d'impliquer les citoyens. Diverses formes de participations et de concertation ont été déployées : rendez-vous citoyens, balades urbaines, budgets participatifs.

Plus précisément sur l'opération, il s'agit de mettre en place une continuité douce en partie basse (bord d'eau) entre les secteurs Marché et Promenade de la Doller (pont de Strasbourg/rue de la Mertzau).

Ces aménagements permettront les descentes depuis Roosevelt Nord en lien avec le projet Développement des mobilités douces (DMD) et la création d'une continuité douce de type voie verte sur la berge pour un objectif d'une continuité de plus de 1,5 km.

Public visé :

Habitants du quartier

Echéancier de réalisation du projet :

Travaux : 2024

DESCRIPTIF FINANCIER

Coût total du projet : **1 700 000** € HT Investissement

Participation CeA :

Base subventionnable retenue :	**1 700 000 € (à titre indicatif)**
Taux :	**15%**
Montant :	**255 000 €**

Plan de financement prévisionnel :

Participations	montant	Taux
CeA	255 000 €	15%
Région Grand Est	408 000 €	24%
AERM	510 000 €	30%
FEDER - ITI	187 000 €	11%
AUTOFINANCEMENT	340 000 €	20%
TOTAL PROJET	1 700 000 €	100%

ENGAGEMENTS RECIPROQUES

Engagements de la Collectivité européenne d'Alsace

Communication/ingénierie via le réseau RITA et les développeurs du Territoire de l'Agglomération de Mulhouse

Engagements du porteur

- Proposer des offres de stages découverte aux collégiens de 3ème sur la plateforme de la CeA https://stage-de-troisieme.alsace.eu/
- organisation d'animations pédagogiques sur les thématiques environnementales et patrimoniales
• organiser des visites spécifiques à destination des collégiens et des périscolaires de la Ville
• personnes âgées dans le cadre du programme « Ville amie des aînés », réserver des créneaux pour public aîné CeA
• autre public : action en lien avec service Ville Famille / Parentalité : réserver des créneaux pour les familles cibles de la CeA
'- installation de panneaux pédagogiques sur l'évolution paysagère, historique, patrimoniale et environnementale du site
• un résumé en alsacien/allemand
- favoriser au maximum les plantations d'espèces locales et l'alternance des strates arborées, arbustives et herbacées pour développer une diversité de milieux et augmenter le rôle d'îlot de fraicheur

EVALUATION

Indicateurs de suivi / d'évaluation du projet :

-nombre d'arbres et grands arbustes plantés
- linéaire de continuités mobilités douces
- % de surfaces renaturées ou végétalisées
- nombre de personnes présentes à une opération de participation citoyenne

REMARQUES

Remarques complémentaires :

Contrat de territoire Agglomération de Mulhouse 2022-2025

Fiche descriptive de projet n°3

Enjeu	**Territoire durable**
Objectif opérationnel	Soutenir la reconquête de la nature en ville par le développement, la protection et la valorisation de la biodiversité

DESCRIPTION DU PROJET

Intitulé du projet :

Mulhouse Diagonales : renaturation et aménagement de l'ancienne friche Stoessel

Maîtrise d'ouvrage / porteur du projet :

Ville de Mulhouse

Localisation du projet :

Boulevard Charles Stoessel

Description et objectifs du projet :

Mulhouse Diagonales est l'un des grands projets de transformation urbaine du mandat. Il concrétise l'ambition de renforcer la place de la nature et de l'eau en ville, en réaménageant différents sites au bénéfice des habitants : accéder aux berges par de nouveaux cheminements à pied et à vélo, créer de nouveaux espaces de détente, de promenade et de loisirs, insérer des îlots de fraicheur au sein des quartiers et les relier entre eux.

Les nouveaux espaces de Mulhouse Diagonales sont pensés comme une continuité écologique permettant de développer la biodiversité et préserver les richesses naturelles.

Les principaux secteurs concernés sont les suivants :
- le parc des berges de l'Ill (promenade, détente, loisirs, passerelle de jonction avec les quartiers alentours) ;
- la promenade du Steinbaechlein (réouverture de la rivière au sein du site DMC) ;
- la promenade de la Doller (zone humide au service de la biodiversité) ;
- les terrasses du musée (nouvel îlot de fraicheur au sein du quartier Franklin-Fridolin) ;
- l'aménagement du secteur Drouot.

En outre, le projet Mulhouse Diagonales est un véritable chantier pour expérimenter de nouvelles façons de concerter et d'impliquer les citoyens. Diverses formes de participations et de concertation ont été déployées : rendez-vous citoyens, balades urbaines, budgets participatifs.

Concernant le projet susmentionné, le site Stoessel, d'une surface de 1 432m², est une ancienne station-service dont la Ville a fait l'acquisition en 2014. L'ancien exploitant a procédé à une remise en l'état pour un usage similaire comme le prévoit le code de l'environnement.

L'objectif est de désimperméabiliser et végétaliser le site pour la création d'un ilot de fraicheur et espace vert de proximité.

La gestion alternative des eaux pluviales avec infiltration des eaux des pluie d'un périmètre encore à l'étude est également un des éléments du programme qui nécessite de dépolluer de manière plus importante certaines zones dont les concentrations ne permettent pas cette infiltration.

Public visé :

Habitants du quartier

Echéancier de réalisation du projet :

Travaux : 2024

DESCRIPTIF FINANCIER

Coût total du projet : **300 000** € HT Investissement

Participation CeA :

Base subventionnable retenue :	**300 000 € (à titre indicatif)**
Taux :	**15%**
Montant :	**45 000 €**

Plan de financement prévisionnel :

Participations	montant	Taux
CeA	45 000 €	15%
Région Grand Est	60 000 €	20%
AERM	120 000 €	40%
AUTOFINANCEMENT	75 000 €	25%
TOTAL PROJET	300 000 €	100%

ENGAGEMENTS RECIPROQUES

Engagements de la Collectivité européenne d'Alsace

Mobiliser son ingénierie en faveur de ce projet, notamment les services en charge de la mobilité et de l'environnement, sous forme de conseils gratuits et ponctuels au maître d'ouvrage durant la phase de conception et de réalisation du projet.

Engagements du porteur

- Proposer des offres de stages découverte aux collégiens de 3ème sur la plateforme de la CeA https://stage-de-troisieme.alsace.eu/
- organisation d'animations pédagogiques sur les thématiques environnementales et patrimoniales
• organiser des visites spécifiques à destination des collégiens et des périscolaires de la Ville
• personnes âgées dans le cadre du programme « Ville amie des aînés », réserver des créneaux pour public aîné CeA
• autre public : action en lien avec service Ville Famille / Parentalité : réserver des créneaux pour les familles cibles de la CeA
'- installation de panneaux pédagogiques sur l'évolution paysagère, historique, patrimoniale et environnementale du site
• un résumé en alsacien/allemand
- favoriser au maximum les plantations d'espèces locales et l'alternance des strates arborées, arbustives et herbacées pour développer une diversité de milieux et augmenter le rôle d'îlot de fraicheur
- mettre en place des arceaux vélos

EVALUATION

Indicateurs de suivi / d'évaluation du projet :

-nombre d'arbres et grands arbustes plantés
- linéaire de continuités mobilités douces
- % de surfaces renaturées ou végétalisées
- nombre de personnes présentes à une opération de participation citoyenne

REMARQUES

Remarques complémentaires :

Contrat de territoire Agglomération de Mulhouse 2022-2025

Fiche descriptive de projet n°4

Enjeu	**Territoire durable**
Objectif opérationnel	Soutenir la reconquête de la nature en ville par le développement, la protection et la valorisation de la biodiversité

DESCRIPTION DU PROJET

Intitulé du projet :

Parc de la Fonderie

Maîtrise d'ouvrage / porteur du projet :

Ville de Mulhouse

Localisation du projet :

Quartier de la Fonderie

Description et objectifs du projet :

Le projet consiste en la réalisation d'un parc arboré en entrée du site de la Fonderie et en interface avec les équipements structurants : Clinique du Diaconat, l'Université, l'UIMM en cours de travaux. D'une surface globale de près d'un hectare, ce parc s'inscrira dans une stratégie urbaine de "l'onde des parcs" reliant le quartier de la Fonderie au centre-ville. Il se réalisera sur des terrains actuellement totalement artificialisés (parking ou ancien bâtiments industriels non valorisables au regard de leur état). L'opération doit permettre de développer de nouveaux usages pour les habitants après renaturation et d'ouvrir le Village Industriel sur le sud du quartier.

Seront prévus :
- un bandeau de 300 m de long et 40m de largeur connectant l'Université à la future ramblas du projet ;
- la création d'une grande canopée de fraicheur ;
- la reconstitution d'une aire sportive, prolongée par une aire engazonnée pour permettre différentes pratiques sportives ;
- des sols perméables ;
- une stratégie de plantation qui apporte une richesse naturelle ;
- une densité de plantation.

Objectifs :
- embellir la ville ;
- créer une véritable rotule avec le reste du quartier et de la ville ;
- introduire un îlot de fraîcheur sur un des quartiers les plus chauds de la ville ;
- créer un espace attractif et de détente pour les habitants et les usagers du site ;
- contribuer à une desimperméabilisation maximale du Village Industriel.

Public visé :

Habitants du quartier, du centre-ville

Echéancier de réalisation du projet :

Travaux : 2024

DESCRIPTIF FINANCIER

Coût total du projet : **1 583 333** € HT Investissement

Participation CeA :

Base subventionnable retenue :	**1 583 333 € (à titre indicatif)**
Taux :	**15%**
Montant :	**237 500 €**

Plan de financement prévisionnel :

Participations	montant	Taux
CeA	237 500 €	15%
Région Grand Est	316 667 €	20%
AERM	316 667 €	20%
Etat	316 667 €	20%
AUTOFINANCEMENT	395 834 €	25%
TOTAL PROJET	1 583 333 €	100%

ENGAGEMENTS RECIPROQUES

Engagements de la Collectivité européenne d'Alsace

Mobiliser son ingénierie en faveur de ce projet, notamment les services en charge de la mobilité et de l'environnement, sous forme de conseils gratuits et ponctuels au maître d'ouvrage durant la phase de conception et de réalisation du projet.

Engagements du porteur

- Proposer des offres de stages découverte aux collégiens de 3ème sur la plateforme de la CeA https://stage-de-troisieme.alsace.eu/
- organisation d'animations pédagogiques sur les thématiques environnementales et patrimoniales
• organiser des visites spécifiques à destination des collégiens (lors des journées de l'architecture par exemple) et des périscolaires de la Ville
• personnes âgées dans le cadre du programme « Ville amie des aînés », réserver des créneaux pour public aîné CeA
• autre public : action en lien avec service Ville Famille / Parentalité : réserver des créneaux pour les familles cibles de la CeA
'- installation de panneaux pédagogiques sur l'évolution paysagère, historique, patrimoniale et environnementale du site
• un résumé en alsacien/allemand
- favoriser au maximum les plantations d'espèces locales et l'alternance des strates arborées, arbustives et herbacées pour développer une diversité de milieux et augmenter le rôle d'îlot de fraicheur
- mettre en place des arceaux vélos

EVALUATION

Indicateurs de suivi / d'évaluation du projet :

-nombre d'arbres et grands arbustes plantés
- linéaire de continuités mobilités douces
- % de surfaces renaturées ou végétalisées
- nombre de personnes présentes à une opération de participation citoyenne

REMARQUES

Remarques complémentaires :

Contrat de territoire Agglomération de Mulhouse 2022-2025

Fiche descriptive de projet n°5

Enjeu	**Territoire durable**
Objectif opérationnel	Soutenir la reconquête de la nature en ville par le développement, la protection et la valorisation de la biodiversité

DESCRIPTION DU PROJET

Intitulé du projet :

Aménagement des pontons de la Gare

Maîtrise d'ouvrage / porteur du projet :

CITIVIA SPL

Localisation du projet :

ZAC Gare - liaison Musée d'impression sur Etoffes au Port de Plaisance

Description et objectifs du projet :

Le projet, initié en 2022, consiste :
- à ouvrir le canal en déconstruisant les dalles le surplombant, de remettre la présence de l'eau au cœur du paysage urbain et de créer une véritable connexion avec l'eau via le réaménagement du square et son reprofilage ;
- à donner un nouvel usage à cette porte d'entrée sur la ville en instaurant un espace de nature en ville récréatif.

Il s'agit aujourd'hui de poursuivre la transformation en allant plus loin pour connecter en bord de canal via le square deux autres équipements touristiques majeurs : le port de plaisance et le musée d'impression sur étoffes (MISE).

Le projet, qui a reçu l'accord de principe de VNF, consiste à créer des cheminements en bord de canal via la mise en œuvre de pontons pour partie :
- flottants au niveau des ponts Foch et Wilson ;
- en encorbellement, au niveau du square ;
- standard au niveau du port de plaisance.

Public visé :

Habitants - Touristes - Voyageurs

Echéancier de réalisation du projet :

AVP rendu en 2023 - travaux prévus pour 2024

DESCRIPTIF FINANCIER

Coût total du projet : **1 400 000** € HT Investissement

Participation CeA :

Base subventionnable retenue :	**1 400 000 € (à titre indicatif)**
Taux :	**10%**
Montant :	**140 000 €**

Plan de financement prévisionnel :

Participations	montant	Taux
CeA	140 000 €	10%
Région Grand Est	308 000 €	22%
Etat	602 000 €	43%
AUTOFINANCEMENT	280 000 €	25%
TOTAL PROJET	1 330 000 €	100%

ENGAGEMENTS RECIPROQUES

Engagements de la Collectivité européenne d'Alsace

communication/ingéniergie

Engagements du porteur

- Mettre en place des panneaux de valorisation patrimoniale sur l'histoire des anciens bassins de Mulhouse, le quartier, les lieux et batiments remarquables (MISE, batiment annulaire,...) à proximité en y intégrant des textes en alsacien (sur le modèle du parcours patrimoine) ;
- Intégrer les pontons dans les parcours touristiques de visite de la ville et les manifestations festives itinérantes ou délocalisées dans la ville ;
- Mettre à disposition de la CeA gratuitement la placette attenante à l'arrière du MISE et aux pontons, ainsi que les équipements techniques permettant l'organisation éventuelle d'une manifestation par la CeA.
- Ce projet fera l'objet d'une convention tripartite : CeA, Citivia SPL et la Ville de Mulhouse.

EVALUATION

Indicateurs de suivi / d'évaluation du projet :

Suivi de la fréquentation du site
Suivi attractivité de la Ville - fréquentation quartier Gare / MISE

REMARQUES

Remarques complémentaires :

Contrat de territoire Agglomération de Mulhouse 2022-2025

Fiche descriptive de projet n°6

Enjeu	**Territoire durable**
Objectif opérationnel	Soutenir la reconquête de la nature en ville par le développement, la protection et la valorisation de la biodiversité

DESCRIPTION DU PROJET

Intitulé du projet :

Aménagement naturel du Village Industriel Fonderie

Maîtrise d'ouvrage / porteur du projet :

Ville de Mulhouse

Localisation du projet :

Quartier de la Fonderie

Description et objectifs du projet :

Le projet consiste en la requalification des espaces intérieurs du village industriel de la Fonderie pour permettre le développement de l'écosystème industrie 4.0 en assurant notamment la desserte des futurs Technocentre (plateforme de l'industrie du futur Cetim) et technistub (FabLab). La requalification comprend la découverture de l'ancien bras de l'Ill actuellement busé et la lutte contre les îlots de chaleur urbains avec un volet important de nouvelles plantations sur le site. Le patrimoine industriel sera mis en valeur pas le maintien des éléments tels que rails, bascules, portails.

Enjeux :
-créer un nouvel urbanisme économique ;
-lutter contre les îlots de chaleur urbains ;
-conforter l'utilisation des nouveaux espaces publics ;
-accompagner l'évolution des parts modales (gestion du stationnement, circulation apaisée) ;
-mieux gérer les ressources et mieux maîtriser les coûts.

Le projet : réouverture et renaturation du canal usinier : la colonne vertébrale du projet d'aménagement des espaces publics du VIF.

La constitution d'un grand axe paysager structurant l'espace public et s'appuyant sur le canal usinier avec :
- une berge rapprochant le visiteur de la surface de l'eau ;
- la constitution de deux ripisylves latérales immergées, riche en faune et flore locales.

Un projet pour lutter contre les îlots de chaleur :
- sols perméables ;
- stratégie de plantation qui apporte une richesse naturelle ;
- densité de plantation.

Une circulation apaisée à l'échelle du site :
- des espaces dédiés à la circulation des cycles et des piétons ;
- une nouvelle voie de desserte en sens unique et absence de stationnement le long de la voie.

Public visé :

Habitants du quartier, du centre-ville, entreprises

Echéancier de réalisation du projet :

Travaux : 2024

DESCRIPTIF FINANCIER

Coût total du projet : **3 330 000** € HT Investissement

Participation CeA :

Base subventionnable retenue :	**3 330 000 € (à titre indicatif)**
Taux :	**10%**
Montant :	**330 000 €**

Plan de financement prévisionnel :

Participations	montant	Taux
CeA	330 000 €	10%
Région Grand Est	330 000 €	10%
AERM	330 000 €	10%
Etat	330 000 €	10%
ANRU	1 334 715 €	40%
AUTOFINANCEMENT	660 000 €	20%
TOTAL PROJET	3 300 000 €	100%

ENGAGEMENTS RECIPROQUES

Engagements de la Collectivité européenne d'Alsace

Mobiliser son ingénierie en faveur de ce projet, notamment les services en charge de la mobilité et de l'environnement, sous forme de conseils gratuits et ponctuels au maître d'ouvrage durant la phase de conception et de réalisation du projet.

Engagements du porteur

- Proposer des offres de stages découverte aux collégiens de 3ème sur la plateforme de la CeA https://stage-de-troisieme.alsace.eu/
- organisation d'animations pédagogiques sur les thématiques environnementales et patrimoniales
• organiser des visites spécifiques à destination des collégiens (lors des journées de l'architecture par exemple) et des périscolaires de la Ville
• personnes âgées dans le cadre du programme « Ville amie des aînés », réserver des créneaux pour public aîné CeA
• autre public : action en lien avec service Ville Famille / Parentalité : réserver des créneaux pour les familles cibles de la CeA
'- installation de panneaux pédagogiques sur l'évolution paysagère, historique, patrimoniale et environnementale du site
• un résumé en alsacien/allemand
- favoriser au maximum les plantations d'espèces locales et l'alternance des strates arborées, arbustives et herbacées pour développer une diversité de milieux et augmenter le rôle d'îlot de fraicheur
- mettre en place des arceaux vélos

EVALUATION

Indicateurs de suivi / d'évaluation du projet :

- nombre d'arbres et grands arbustes plantés
- linéaire de continuités mobilités douces
- % de surfaces renaturées ou végétalisées
- nombre de personnes présentes à une opération de participation citoyenne

REMARQUES

Remarques complémentaires :

Contrat de territoire Agglomération de Mulhouse 2022-2025

Fiche descriptive de projet n°7

Enjeu	**Territoire solidaire**
Objectif opérationnel	Renforcer l'offre de services du quotidien et faciliter leur accès avec comme publics prioritaires les personnes fragiles ou en insertion, les parents et la petite enfance

DESCRIPTION DU PROJET

Intitulé du projet :

Tiers-lieu à Miroir Cité

Maîtrise d'ouvrage / porteur du projet :

Ville de Mulhouse

Localisation du projet :

15 rue Lavoisier - 68200 MULHOUSE

Description et objectifs du projet :

Le projet Briand s'appuie à la fois sur la requalification et la rénovation de friches urbaines du quartier et sur l'animation d'un écosystème d'acteurs d'innovation qui met en œuvre une stratégie commune et continue de coopération et de mutualisation au service de projets économiques innovants de développement local durable (recréation de filières, d'emplois pour revitaliser des territoires socialement et économiquement marqués).

A ce titre, un lieu, à savoir la friche Miroir-Cité, accueillera des activités visant à favoriser les parcours vers l'emploi des habitants du quartier de la mobilisation, de la remobilisation autour du faire et de l'être, des formations, vers l'emploi. Miroir-Cité sera établi comme lieu de vie et de production (accueil notamment des activités productives de la petite Manchester – labellisée Manufacture de Proximité en 2021).

Un programme de travaux est prévu sur l'ancienne friche industrielle à savoir :
- l'aménagement intérieur du RDV de Miroir-Cité liés aux activités innovantes et à l'économie ;
- l'aménagement des étages de Miroir-Cité pour accueillir le chantier d'insertion et l'entreprise d'insertion de la Petite Manchester.

Au rez-de-chaussée, les locaux seront mis à disposition au cours de 2023 à Synergie Family - association qui souhaite s'implanter dans le quartier et disposer d'un site pour aller au-devant des habitants et leur proposer des dispositifs de montée en compétences. L'interaction avec les activités proposées en extérieur par le CSC est attendue. A terme, le RDC devra accueillir une boutique de mise en valeur des produits fabriqués dans les étages supérieurs.

La Ville de Mulhouse accompagne actuellement le collectif de porteur de projets pour formaliser un projet de fonctionnement du RDC.

Concernant les étages 1, 2 et les combles, une association OPenFab – La Petite Manchester, dont l'activité se focalise autour du sur-cyclage de matières textiles délaissées et sur le textile en général. Un projet visant à valoriser des « talents cachés » dans le quartier Briand est aussi envisagé : il permettra de valoriser les savoir-faire tout en permettant une réintégration dans le marché du travail d'une population éloignée de l'emploi.

Public visé :

Associations, star-up, entreprises, habitant du quartier

Echéancier de réalisation du projet :

DESCRIPTIF FINANCIER

Coût total du projet : **3 832 500** € HT Investissement

Participation CeA :

Base subventionnable retenue :	**3 832 500 € (à titre indicatif)**
Taux :	**15%**
Montant :	**766 500 €**

Plan de financement prévisionnel :

Participations	montant	Taux
CeA	574 875 €	15%
ANRU	1 094 852 €	29%
ANRU+	297 600 €	8%
Région Grand Est	919 800 €	24%
AUTOFINANCEMENT	945 373 €	25%
TOTAL PROJET	3 832 500 €	100%

ENGAGEMENTS RECIPROQUES

Engagements de la Collectivité européenne d'Alsace

Ingéniérie/communication

Engagements du porteur

- Organiser des visites des locaux et présenter les activités aux agents de l'action sociale de proximité de la Collectivité européenne d'Alsace ;
- Faciliter l'accès du public de la Collectivité européenne d'Alsace vers les activités proposées ;
- Poursuivre l'emploi des BRSA dans le cadre des missions.

EVALUATION

Indicateurs de suivi / d'évaluation du projet :

Suivi fréquentation du site
Suivi du taux de réinsertion
suivi du nombre de nouveaux emplois crées - nouvelles entreprises crées

REMARQUES

Remarques complémentaires :

Contrat de territoire Agglomération de Mulhouse 2022-2025

Fiche descriptive de projet n°8

Enjeu	**Territoire solidaire**
Objectif opérationnel	Renforcer l'offre de services du quotidien et faciliter leur accès avec comme publics prioritaires les personnes fragiles ou en insertion, les parents et la petite enfance

DESCRIPTION DU PROJET

Intitulé du projet :

Tiers-lieu sur le site Box Briand

Maîtrise d'ouvrage / porteur du projet :

Ville de Mulhouse

Localisation du projet :

59-61 avenue Aristide Briand - 68200 Mulhouse

Description et objectifs du projet :

Le quartier Cité-Briand, constituant l'entrée Ouest et Nord Ouest du centre Ville est un quartier à population jeune et dense qui s'est développé au XIXème siècle à proximité des sites industriels pour la plupart spécialisés dans le textile.

Quartier d'un habitat plutôt vétuste, la Ville de Mulhouse a engagé en 2000 une opération forte de requalification du Quartier Briand via le programme Grand Projets de Ville (GPV). Il s'agit d'un quartier prioritaire de la Ville de Mulhouse.

Cette politique de revitalisation du secteur « Briand » poursuivie en 2006 par le biais du programme de renouvellement urbain (PRU) a été reconduite par l'intermédiaire du NPNRU.

Ainsi, la « BOX Briand » située aux 59 et 61 de l'avenue Aristide Briand dans les anciens locaux réhabilités des établissements Safi Lofink a vu le jour. Ces bâtiments se composent d'un rez-de-chaussée occupé par l'école de boxe de l'Elan Sportif sont prévus aux étages supérieurs un dispositif d'inclusion sociale de type SAS (étape 1 – zéro barrière) destiné à tout type d'apprenants mais également un espace dédié à la Recherche et Développement de l'association (Crunch Lab).

A ce titre, la présente opération vise à l'aménagement et l'adaptation des locaux pour l'accueil des formations, notamment de l'association la Petite Manchester.

Les objectifs de cette opération s'inscrivent dans :
- la modernisation et la revitalisation de l'avenue Aristide Briand en lui donnant du style dans un état d'esprit original permettant à tout un chacun d'apprendre, de créer et d'innover,
- le renforcement de l'attachement de ses habitants,
- le développement de l'emploi et à gagner l'attractivité.

Public visé :

Associations, star-up, entreprises, habitant du quartier

Echéancier de réalisation du projet :

DESCRIPTIF FINANCIER

Coût total du projet : **781 016** € HT Investissement

Participation CeA :

Base subventionnable retenue :	**781 016 € (à titre indicatif)**
Taux :	**20%**
Montant :	**156 203 €**

Plan de financement prévisionnel :

Participations	montant	Taux
CeA	156 203 €	20%
ANRU	136 860 €	18%
ANRU+	87 500 €	11%
Région Grand Est	192 500 €	25%
AUTOFINANCEMENT	207 953 €	27%
TOTAL PROJET	781 016 €	100%

ENGAGEMENTS RECIPROQUES

Engagements de la Collectivité européenne d'Alsace

Ingénierie/Commune

Engagements du porteur

- Mise à disposition de la salle de boxe aux travailleurs sociaux ;
- Poursuivre l'emploi des BRSA dans le cadre des missions ;
- Favoriser la solidarité en permettant l'accès à tous aux pratiques sportives ;
- Développer l'insertion par l'activité économique culturelle, artistique et sportive ;
- Accueillir des bénéficiaires du RSA en période de mise en situation en milieu professionnel ;
- Organiser des visites des locaux et présenter les activités aux agents de l'action sociale de proximité de la Collectivité européenne d'Alsace.

EVALUATION

Indicateurs de suivi / d'évaluation du projet :

Suivi fréquentation du site
Suivi du taux de réinsertion
suivi du nombre de nouveaux emplois crées - nouvelles entreprises crées

REMARQUES

Remarques complémentaires :

Contrat de territoire Agglomération de Mulhouse 2022-2025

Fiche descriptive de projet n°9

Enjeu	**Territoire solidaire**
Objectif opérationnel	Aménagement des grandes infrastructures routières qui facilitent l'accessibilité aux grands services et équipements et aider au développement des mobilités douces

DESCRIPTION DU PROJET

Intitulé du projet :

Réalisation d'aménagements cyclables de la rue d'Agen et du Boulevard des Alliés

Maîtrise d'ouvrage / porteur du projet :

Ville de Mulhouse

Localisation du projet :

rue d'Agen et Boulevard des Alliés - 68100 Mulhouse

Description et objectifs du projet :

Le projet « Plan vélo » est un des projets structurants du mandat.

En complémentarité du projet Développement des mobilités douces, le projet « Plan Vélo » vise à :
- apaiser la ville en donnant plus de place au vélo par la réalisation d'itinéraires sécurisés en cohérence avec le schéma directeur de l'agglomération ;
- développer de nouveaux services autour du vélo : offre libre-service, location de vélo à assistance électrique, stationnement et abris vélo sécurisés, des espaces de services vélos, création d'une cité du vélo fédérant les acteurs associatifs intervenant dans le domaine du vélo, actions de sensibilisation auprès de la jeunesse.

Par ailleurs, une attention particulière sera accordée au design et au jalonnement des itinéraires vélos.

Au total, il est prévu la réalisation de 12 itinéraires structurants pour un réseau de plus de 32 kilomètres dont 15 kilomètres durant ce mandat.

Le boulevard des Alliés et la rue d'Agen étant des axes structurants au Plan Vélo de la ville, mais aussi support de l'EuroVelo 5, il est essentiel de revoir intégralement ces aménagements afin de proposer aux cyclistes des aménagements lisibles, sécuritaires et continus.

Ainsi, d'une route à deux voies de circulation (axe en sens unique) il ne sera maintenu qu'une seule voie de circulation pour les véhicules motorisés afin de donner sa juste place aux infrastructures cyclables. A cet effet, près de trente de places de stationnement seront supprimées.

Conformément aux premiers principes de la charte validés avec les associations d'usagers du cycle, il a été décidé de créer des pistes cyclables unidirectionnelles, sur chaussée, et séparées de la circulation automobile (hors cas spécifique) :
- en présence de stationnement, les pistes cyclables (1,80 m) seront positionnées, entre celui-ci et le trottoir ; avec une distance tampon de 0,50 m vis-à-vis du stationnement (zone d'ouverture des portières) ;
- en l'absence de stationnement, les pistes cyclables (2,0 m) seront positionnées sur chaussée, séparées de la voie de circulation de bordures (12 cm de hauteur ; 24 cm de largeur).

Au total, de la rue de la Mertzau à la rue d'Illzach, ce sont 840 m de voirie qui seront équipées d'aménagements cyclables qualitatifs et sécuritaires.

Les continuités cyclables seront par ailleurs assurées avec les rues adjacentes (rue du Capitaine Dreyfus, rue d'Illzach, rue Vauban, rue Marceau, rue de la Mertzau etc.).
En outre, des arceaux vélos seront déployés aux points stratégiques (entrée du parc Lefebvre, établissements scolaires, centre socio-culturel, etc.).

Public visé :

Habitants

Echéancier de réalisation du projet :

aout à octobre 2022

DESCRIPTIF FINANCIER

Coût total du projet : **459 387** € HT Investissement

Participation CeA :

Base subventionnable retenue :	**457 284 € (dépense inéligible : réseau sec : 2103 €)**
Taux :	**10%**
Montant :	**45 728 €**

Plan de financement prévisionnel :

Participations	montant	Taux
CeA	45 728 €	10%
ETAT - DSIL 2023	121 880 €	27%
AUTOFINANCEMENT	291 779 €	63%
TOTAL PROJET	459 387 €	100%

ENGAGEMENTS RECIPROQUES

Engagements de la Collectivité européenne d'Alsace

- Mobiliser son ingénierie en faveur de ce projet notamment les services en charge de la mobilité et du tourisme sous forme de conseils gratuits et ponctuels au maître d'ouvrage durant la phase de conception et de réalisation du projet ;
- Valoriser à travers Alsace Destination Tourisme et Alsace à Vélo, les itinéraires cyclables ainsi réalisés.

Engagements du porteur

- Schéma cyclable : carte en bilingue ou flyer de communication en bilingue ;
- Mise en place d'arceaux vélos ;
- Favoriser la continuité d'itinéraire qui desserve ou passe à proximité d'équipements publics (collèges, administration, service de santé, maison de retraite, équipements sportifs…) ;
- Comptage vélo (fixe ou permanent) ;
- Mise en place des panneaux (bilingues) qui indiquent les sites et richesses patrimoniales qui se trouvent à proximité.

EVALUATION

Indicateurs de suivi / d'évaluation du projet :

suivi qualité de l'air

REMARQUES

Remarques complémentaires :

Contrat de territoire Agglomération de Mulhouse 2022-2025

Fiche descriptive de projet n°10

Enjeu	**Territoire solidaire**
Objectif opérationnel	Aménagement des grandes infrastructures routières qui facilitent l'accessibilité aux grands services et équipements et aider au développement des mobilités douces

DESCRIPTION DU PROJET

Intitulé du projet :

Réalisation d'aménagements cyclables sécurisés de la rue du Manège, premier troncon de la liaison intercommunale Mulhouse-Brunstatt

Maîtrise d'ouvrage / porteur du projet :

Ville de Mulhouse

Localisation du projet :

rue du Manège - 68100 MULHOUSE

Description et objectifs du projet :

Le projet « Plan vélo » est un des projets structurants du mandat.

En complémentarité du projet Développement des mobilités douces, le projet « Plan Vélo » vise à :
- apaiser la ville en donnant plus de place au vélo par la réalisation d'itinéraires sécurisés en cohérence avec le schéma directeur de l'agglomération ;
- développer de nouveaux services autour du vélo : offre libre-service, location de vélo à assistance électrique, stationnement et abris vélo sécurisés, des espaces de services vélos, création d'une cité du vélo fédérant les acteurs associatifs intervenant dans le domaine du vélo, actions de sensibilisation auprès de la jeunesse.

Par ailleurs, une attention particulière sera accordée au design et au jalonnement des itinéraires vélos.

Au total, il est prévu la réalisation de 12 itinéraires structurants pour un réseau de plus de 32 kilomètres dont 15 kilomètres durant ce mandat.

Le projet consiste à créer dans le cadre du plan vélo, un aménagement cyclable bi-directionnel par la suppression d'une voie de circulation et de places de stationnement sur le tronçon Porte du Miroir rue François Spoerry. D'une longueur de 330 mètres, cet aménagement créé en concertation avec les associations « cycles » relie l'EuroVélo 6, le quartier du Rebberg et la future liaison du centre Ville – Brunstatt-Didenheim.

Les travaux impliquent :
- le passage en sens unique sur les deux sections ;
- la suppresion et réuduction du stationnement ;
- l'installation de 18 arceaux de vélos ;
- la création d'aire de présentation des ordures ménagère.

Public visé :

Habitants

Echéancier de réalisation du projet :

travaux : 2022 - 2023

DESCRIPTIF FINANCIER

Coût total du projet :	**85 000**	€	HT	Investissement

Participation CeA :

Base subventionnable retenue :	**85 000 €**
Taux :	**10%**
Montant :	**8 500 €**

Plan de financement prévisionnel :

Participations	montant	Taux
CeA	8 500 €	10%
m2A - soutien aménagements cyclables	10 200 €	12%
AUTOFINANCEMENT	66 300 €	78%
TOTAL PROJET	85 000 €	100%

ENGAGEMENTS RECIPROQUES

Engagements de la Collectivité européenne d'Alsace

- Mobiliser son ingénierie en faveur de ce projet notamment les services en charge de la mobilité et du tourisme sous forme de conseils gratuits et ponctuels au maître d'ouvrage durant la phase de conception et de réalisation du projet ;
- Valoriser à travers Alsace Destination Tourisme et Alsace à Vélo, les itinéraires cyclables ainsi réalisés.

Engagements du porteur

- Schéma cyclable : carte en bilingue ou flyer de communication en bilingue
- Mise en place d'arceaux vélos
- Favoriser la continuité d'itinéraire qui desserve ou passe à proximité d'équipements publics (collèges, administration, service de santé, maison de retraite, équipements sportifs…)
- Comptage vélo (fixe ou permanent)

EVALUATION

Indicateurs de suivi / d'évaluation du projet :

REMARQUES

Remarques complémentaires :

Contrat de territoire Agglomération de Mulhouse 2022-2025

Fiche descriptive de projet n°11

Enjeu	**Territoire solidaire**
Objectif opérationnel	Aménagement des grandes infrastructures routières qui facilitent l'accessibilité aux grands services et équipements et aider au développement des mobilités douces

DESCRIPTION DU PROJET

Intitulé du projet :

Itinéraire cyclable DMC-Fonderie-pont des Noyers

Maîtrise d'ouvrage / porteur du projet :

Ville de Mulhouse

Localisation du projet :

rue du Manège - rue des Corneilles - Pont des Noyers

Description et objectifs du projet :

Le projet « Plan vélo » est un des projets structurants du mandat.

En complémentarité du projet Développement des mobilités douces, le projet « Plan Vélo » vise à :
- apaiser la ville en donnant plus de place au vélo par la réalisation d'itinéraires sécurisés en cohérence avec le schéma directeur de l'agglomération ;
- développer de nouveaux services autour du vélo : offre libre-service, location de vélo à assistance électrique, stationnement et abris vélo sécurisés, des espaces de services vélos, création d'une cité du vélo fédérant les acteurs associatifs intervenant dans le domaine du vélo, actions de sensibilisation auprès de la jeunesse.

Par ailleurs, une attention particulière sera accordée au design et au jalonnement des itinéraires vélos.

Au total, il est prévu la réalisation de 12 itinéraires structurants pour un réseau de plus de 32 kilomètres dont 15 kilomètres durant ce mandat.

Dans le cadre du plan vélo, la Ville de Mulhouse prévoit d'aménager un itinéraire cyclable sécurisé d'une longueur de 2630 mètres reliant le quartier DMC au quartier de la Fonderie. Cette opération est réalisée en deux phases. La première, objet de la présente demande de subvention, concerne le secteur Pont des Noyers, Place Kléber et la rue des Corneilles. Quant à la seconde, elle portera sur les rues Saint-Sauveur, Gay Lussac, Marne, Traîneau et Pfastatt.

Ce premier tronçon situé sur l'axe KM0 – UHA Fonderie – gare centrale constitue la continuité cyclable de la rue du Manège (section Porte du Miroir et rue François Spoerry). Il permettra de connecter le centre ville à l'Eurovélo 6, au quartier du Rebberg et à la commune de Brunstatt-Didenheim via l'avenue d'Altkirch.

Les travaux consistent en :
- la construction d'une passerelle cycles/ piétons en remplacement du Pont des Noyers fragilisé par les outrages du temps,
- l'aménagement d'un accès à l'Eurovélo 6 depuis la passerelle,
- l'aménagement de la jonction des rues Manège et Corneilles en zone de rencontre, à sens unique pour les véhicules des riverains et un double sens cyclable pour les modes doux,
- la requalification de la Place Kléber permettant une ouverture sur le quartier.

Public visé :

Habitants

Echéancier de réalisation du projet :

DESCRIPTIF FINANCIER

Coût total du projet :	**1 073 417**	€	HT	Investissement

Participation CeA :

Base subventionnable retenue :	**1 010 354 €**
Taux :	**10%**
Montant :	**101 035 €**

Plan de financement prévisionnel :

CeA	101 035 €	10%
Région Grand Est	288 749 €	27%
ETAT - AAP	77 021 €	7%
ETAT - DSIL	144 484 €	13%
AERM	30 000 €	3%
m2A	158 694 €	15%
AUTOFINANCEMENT	273 434 €	25%
TOTAL PROJET	1 073 417 €	100%

ENGAGEMENTS RECIPROQUES

Engagements de la Collectivité européenne d'Alsace

- Mobiliser son ingénierie en faveur de ce projet notamment les services en charge de la mobilité et du tourisme sous forme de conseils gratuits et ponctuels au maître d'ouvrage durant la phase de conception et de réalisation du projet ;
- Valoriser à travers Alsace Destination Tourisme et Alsace à Vélo, les itinéraires cyclables ainsi réalisés.

Engagements du porteur

- Schéma cyclable : carte en bilingue ou flyer de communication en bilingue ;
- Mise en place d'arceaux vélos ;
- Favoriser la continuité d'itinéraire qui desserve ou passe à proximité d'équipements publics (collèges, administration, service de santé, maison de retraite, équipements sportifs…) ;
- Comptage vélo (fixe ou permanent) ;
- Mise en place des panneaux (bilingues) qui indiquent les sites et richesses patrimoniales qui se trouvent à proximité.

EVALUATION

Indicateurs de suivi / d'évaluation du projet :

REMARQUES

Remarques complémentaires :

Contrat de territoire Agglomération de Mulhouse 2022-2025

Fiche descriptive de projet n°12

Enjeu	**Territoire solidaire**
Objectif opérationnel	Aménagement des grandes infrastructures routières qui facilitent l'accessibilité aux grands services et équipements et aider au développement des mobilités douces

DESCRIPTION DU PROJET

Intitulé du projet :

Plan Vélo : aménagements cyclables sur 2023-2025

Maîtrise d'ouvrage / porteur du projet :

Ville de Mulhouse

Localisation du projet :

voir description

Description et objectifs du projet :

Le projet « Plan vélo » est un des projets structurants du mandat.

En complémentarité du projet Développement des mobilités douces, le projet « Plan Vélo » vise à :
- apaiser la ville en donnant plus de place au vélo par la réalisation d'itinéraires sécurisés en cohérence avec le schéma directeur de l'agglomération ;
- développer de nouveaux services autour du vélo : offre libre-service, location de vélo à assistance électrique, stationnement et abris vélo sécurisés, des espaces de services vélos, création d'une cité du vélo fédérant les acteurs associatifs intervenant dans le domaine du vélo, actions de sensibilisation auprès de la jeunesse.

Par ailleurs, une attention particulière sera accordée au design et au jalonnement des itinéraires vélos.

Au total, il est prévu la réalisation de 12 itinéraires structurants pour un réseau de plus de 32 kilomètres dont 15 kilomètres durant ce mandat.

Les principales réalisations à venir dans le cadre du Plan Vélo entre 2023 et 2025 sont les suivantes :
-rue d'Illzach, rue des mésanges ;
-rue de Bâle (entre rue de la Hardt à rue des Batelier), rue des bateliers ;
-rue Gutenberg ;
-rue de Zillisheim ;
-rue de l'Île napoléon (rue des bateliers – rue de Modenheim) ;
-rue de Kingersheim (rue de Soultz – rue du 20 janvier) ;
-avenue de Colmar (rue de la Mertzau – rue Hubner) ;
-rue du 57e Régiment de Transmission ;
-voie verte entre l'avenue de Colmar et le Musée national de l'automobile.
Soit environ 3 km de voies aménagées

Public visé :

Habitants

Echéancier de réalisation du projet :

DESCRIPTIF FINANCIER

Coût total du projet :	**900 000**	€	HT	Investissement

Participation CeA :

Base subventionnable retenue :	**900 000 € (à titre indicatif)**
Taux :	**10%**
Montant :	**90 000 €**

Plan de financement prévisionnel :

CeA	90 000 €	10%
Région Grand Est	225 000 €	25%
ETAT	180 000 €	20%
m2A	180 000 €	20%
AUTOFINANCEMENT	225 000 €	25%
TOTAL PROJET	900 000 €	100%

ENGAGEMENTS RECIPROQUES

Engagements de la Collectivité européenne d'Alsace

- Mobiliser son ingénierie en faveur de ce projet notamment les services en charge de la mobilité et du tourisme sous forme de conseils gratuits et ponctuels au maître d'ouvrage durant la phase de conception et de réalisation du projet ;
- Valoriser à travers Alsace Destination Tourisme et Alsace à Vélo, les itinéraires cyclables ainsi réalisés.

Engagements du porteur

- Schéma cyclable : carte en bilingue ou flyer de communication en bilingue ;
- Mise en place d'arceaux vélos ;
- Favoriser la continuité d'itinéraire qui desserve ou passe à proximité d'équipements publics (collèges, administration, service de santé, maison de retraite, équipements sportifs…) ;
- Comptage vélo (fixe ou permanent) ;
- Mise en place des panneaux (bilingues) qui indiquent les sites et richesses patrimoniales qui se trouvent à proximité.

EVALUATION

Indicateurs de suivi / d'évaluation du projet :

suivi qualité de l'air - suivi utilisation modes doux

REMARQUES

Remarques complémentaires :

Contrat de territoire Agglomération de Mulhouse 2022-2025

Fiche descriptive de projet n°13

Enjeu	**Territoire solidaire**
Objectif opérationnel	Aménagement des grandes infrastructures routières qui facilitent l'accessibilité aux grands services et équipements et aider au développement des mobilités douces

DESCRIPTION DU PROJET

Intitulé du projet :

Itinéraire en modes doux : opération d'aménagement du secteur Arsenal-Tanneurs-Bons Enfants

Maîtrise d'ouvrage / porteur du projet :

Ville de Mulhouse

Localisation du projet :

Centre ville: secteur Tanneurs-Arsenel-Bons enfants

Description et objectifs du projet :

Le projet prévoit notamment :
- l'aménagement ou l'adaptation des voiries des rues de la Loi, de l'Arsenal, Bonbonnière, du Raisin (entre 3 Rois et Concorde), des Tanneurs et ses impasses publiques, des Bons Enfants et du Couvent (jusqu'à l'entrée véhicules du parking des Maréchaux) ainsi que la placette au droit de Grand Rue et la rue de l'Arsenal ;
- la mise en place de dispositifs de contrôles d'accès permettant l'accès des ayant droit selon la réglementation de l'aire piétonne ;
- la végétalisation des rues des espaces publics par des plantations très majoritairement en pleine terre pour favoriser la qualité des espaces et apporter des ilots de fraicheur en centre-ville. Quelques éléments seront hors-sols en raison des impossibilités techniques (réseaux enterrés, autorisation des copropriétés pour accrocher des câbles, etc.) ;
- l'infiltration des eaux pluviales dans les espaces verts créés lorsque possible.

Les emprises publiques seront revêtues de pierre naturelle dont celles déjà présentes seront conservées, et de pavés bétons favorisant l'infiltration des eaux pluviales et limitant les effets d'îlot de chaleur.

Également, sur certains dégagements et zones peu fréquentées, des pavés à joint gazons permettant l'infiltration seront posés.

A ce jour très majoritairement en sens unique avec une seule équipée d'un double sens cyclable, l'ensemble de ces rues seront avec ce projet libéré des flux motorisés et en double-sens pour les cycles. Les déplacements cyclables seront donc très majoritairement facilités. Les cycles, trottinettes et assimilés seront néanmoins soumis au code de la route, à savoir laisser la priorité aux piétons et circuler à une allure raisonnable.

Le secteur bénéfice déjà de l'implantation du service de vélo en libre-service (une station VéloCité située place de la Concorde), des arceaux vélos (stationnement) seront implantés, majoritairement, aux entrées de la zone piétonne.

Par ailleurs, les déplacements piétons seront plus aisés, grâce à cette extension du plateau piétonnier permettant de connecter des zones déjà piétonnes au reste du centre du centre-ville.

Enfin, la zone est desservie par une navette, 100% électrique, gratuite et sur demande, reliant notamment le parking Porte Haute, le marché du Canal couvert et l'ensemble de la centre-ville piétonnier.

Public visé :

Habitants

Echéancier de réalisation du projet :

DESCRIPTIF FINANCIER

Coût total du projet :	**2 450 000**	€	HT	Investissement

Participation CeA :

Base subventionnable retenue :	**2 450 000 € (à titre indicatif, des dépenses seront inéligibles notamment la voirie)**
Taux :	**10%**
Montant :	**245 000 €**

Plan de financement prévisionnel :

CeA	245 000 €	10%
Région Grand Est	539 000 €	22%
ETAT	808 800 €	33%
AERM	250 000 €	10%
AUTOFINANCEMENT	607 200 €	25%
TOTAL PROJET	2 450 000 €	100%

ENGAGEMENTS RECIPROQUES

Engagements de la Collectivité européenne d'Alsace

- Mobiliser son ingénierie en faveur de ce projet notamment les services en charge de la mobilité et du tourisme sous forme de conseils gratuits et ponctuels au maître d'ouvrage durant la phase de conception et de réalisation du projet.

Engagements du porteur

- Organisation de visites par les "greeters" pour nos publics;
- Proposer une ou des offre(s) de stage sur la plateforme https://stage-de-troisieme.alsace.eu/ pour l'accueil de collègiens ;
- Mettre à disposition occasionnellement et gracieusement les locaux / salles de réunion à la Collectivité européenne d'Alsace.

EVALUATION

Indicateurs de suivi / d'évaluation du projet :

suivi qualité de l'air - suivi utilisation modes doux

REMARQUES

Remarques complémentaires :

Contrat de territoire Agglomération de Mulhouse 2022-2025

Fiche descriptive de projet n°14

Enjeu	**Territoire solidaire**
Objectif opérationnel	Aménagement des grandes infrastructures routières qui facilitent l'accessibilité aux grands services et équipements et aider au développement des mobilités douces

DESCRIPTION DU PROJET

Intitulé du projet :

Développement des mobilités douces (DMD) - Phase 1

Maîtrise d'ouvrage / porteur du projet :

Ville de Mulhouse

Localisation du projet :

Secteur Briand/Franklin, secteur Roosevelt, Bonnes gens, Porte de Bâle, Tassigny, Pasteur Sud

Description et objectifs du projet :

Ce projet vise à apaiser la ville en donnant plus de place aux mobilités douces, à la nature en ville pour offrir davantage d'espaces au piéton, au vélo, aux transports en commun, et aux usages récréatifs. Il contribue ainsi à l'adaptation au changement climatique.

Outre le fait de proposer des mobilités à vivre, connectant la plupart des quartiers au centre-ville et aux espaces naturels valorisés par le projet Mulhouse Diagonales, le projet est un moyen de transformer l'espace urbain pour en faire des espaces de vies, de convivialité et de lien social.

Le projet « développement des mobilités douces » concerne des axes structurants de la ville :
- la croix axée sur la Porte-Jeune vise l'aménagement de l'avenue de Colmar, des rues Metz, Pasteur, Porte de Bâle, Bonnes gens, Kennedy et du boulevard de l'Europe ;
- la croix axée sur la dalle du Marché prévoit une intervention sur le boulevard Roosevelt, l'avenue Briand et la rue Franklin.

Le projet prévoit la création de 5.5 km de pistes cyclables sécurisées, continues et confortables. Il s'accompagnera par la mise en place de nombreux arceaux à vélo dont vélo cargo (plus de 200), des stations-services pour les vélos comprenant matériel de rechargement pour les vélos électriques, de gonflage et de réparation (environ 6 unités déployées sur le DMD) et un projet de design permettant une très bonne identification et lisibilité des axes structurants vélo crées (signalétique verticale et horizontale).

Public visé :

Habitants

Echéancier de réalisation du projet :

Travaux : 2023-2025

DESCRIPTIF FINANCIER

Coût total du projet :	**1 769 000**	€	HT	Investissement

Participation CeA :

Base subventionnable retenue :	**1 769 000 € (à titre indicatif)**
Taux :	**10%**
Montant :	**176 900 €**

Plan de financement prévisionnel :

CeA	176 900 €	10%
Région Grand Est	212 303 €	12%
ANRU	318 454 €	18%
ETAT - FONDS VERT	212 303 €	12%
AERM	212 303 €	12%
m2A	35 384 €	2%
AUTOFINANCEMENT	601 353 €	34%
TOTAL PROJET	1 769 000 €	100%

ENGAGEMENTS RECIPROQUES

Engagements de la Collectivité européenne d'Alsace

- Mobiliser son ingénierie en faveur de ce projet notamment les services en charge de la mobilité et du tourisme sous forme de conseils gratuits et ponctuels au maître d'ouvrage durant la phase de conception et de réalisation du projet ;
- Valoriser à travers Alsace Destination Tourisme et Alsace à Vélo, les itinéraires cyclables ainsi réalisés.

Engagements du porteur

- Schéma cyclable : carte en bilingue ou flyer de communication en bilingue ;
- Mise en place d'arceaux vélos ;
- Favoriser la continuité d'itinéraire qui desserve ou passe à proximité d'équipements publics (collèges, administration, service de santé, maison de retraite, équipements sportifs…) ;
- Comptage vélo (fixe ou permanent) ;
- Mise en place des panneaux (bilingues) qui indiquent les sites et richesses patrimoniales qui se trouvent à proximité.

EVALUATION

Indicateurs de suivi / d'évaluation du projet :

REMARQUES

Remarques complémentaires :

Sur un projet global estimé à 15M€ (phase 1+phase2), la part cyclable représente 1,7M€ pour la 1ère phase de l'opération.

Contrat de territoire Agglomération de Mulhouse 2022-2025

Fiche descriptive de projet n°16

Enjeu	**Territoire attractif**
Objectif opérationnel	Développer l'offre et la qualité des équipements sportifs à destination des collègiens et les équipements sportifs de rayonnement régional

DESCRIPTION DU PROJET

Intitulé du projet :

Stade Barina - création d'un terrain synthétique

Maîtrise d'ouvrage / porteur du projet :

Ville de Mulhouse

Localisation du projet :

25, rue Jules Verne - 68200 MULHOUSE

Description et objectifs du projet :

Le stade Barina situé dans le quartier des Coteaux accueille les équipes de l'ASCO Foot qui développe sur ce quartier un ambitieux projet de développement de l'activité notamment vers un public jeune, féminin ou porteurs de handicap (partenariat avec les papillons blancs). Afin de mener ce projet dans des conditions optimales, il est nécessaire de faire évoluer les installations qui participent pleinement à la réussite du projet du club. L'installation doit également permettre de fluidifier la pratique à l'échelle du ban mulhousien.

Ainsi, l'opération vise à :
- créer un terrain synthétique accessible toute l'année
- livrer un terrain et ses installations d'accompagnement (vestiaires/éclairage, etc ...) répondant aux critères de classement de la Fédération Françaide de Football (FFF)
- mettre à disposition une partie des terrains de foot5 en accès libre aux habitants du quartier.
- permettre au collège Jean Macé de bénéficier de créneaux dans le cadre et cours d' EPS et des séquences UNSS,
-en lien étroit avec le District Alsace Football, initier des actions de promotion de la pratique ; formation de cadres, stages de perfectionnement, sessions découverte….

Le projet sera constitué de plusieurs phases d'aménagement.

Public visé :

Echéancier de réalisation du projet :

Travaux : 2025

DESCRIPTIF FINANCIER

Coût total du projet :	**1 916 600**	€	HT	Investissement

Participation CeA :

Base subventionnable retenue :	**1 916 600 € (à titre indicatif)**
Taux :	**15%**
Montant :	**287 490 €**

Plan de financement prévisionnel :

CeA	287 490 €	15%
Région Grand Est	383 320 €	20%
ANS	383 320 €	20%
AUTOFINANCEMENT	862 470 €	45%
TOTAL PROJET	1 916 600 €	100%

ENGAGEMENTS RECIPROQUES

Engagements de la Collectivité européenne d'Alsace

Ingéniérie/communication

Engagements du porteur

- associer la CeA dans la phase de conception du projet de réhabilitation du gymnase
- donner un accès prioritaire et gratuit aux collégiens au terrain synthétique sans limitation de durée.

EVALUATION

Indicateurs de suivi / d'évaluation du projet :

REMARQUES

Remarques complémentaires :

Contrat de territoire Agglomération de Mulhouse 2022-2025

Fiche descriptive de projet n°17

Enjeu	**Territoire attractif**
Objectif opérationnel	Développer l'offre et la qualité des équipements sportifs à destination des collégiens et les équipements sportifs de rayonnement régional

DESCRIPTION DU PROJET

Intitulé du projet :

Restructuration de la Halle aux cotons

Maîtrise d'ouvrage / porteur du projet :

Ville de Mulhouse

Localisation du projet :

site DMC

Description et objectifs du projet :

Le projet consiste en la reconversion du bâtiment de la Halle aux Cotons, en lien avec la création du 8ème collège, ex site CIMITEM, dans le quartier DMC, en une halle composée de trois espaces sportifs (avec notamment une grande salle type gymnase, une salle pour la pratique des sports de combats).

Le site pourra ainsi accueilir des manifestations sportives mais aussi d'autres types d'événements, tout en respectant les objectifs ambitieux d'optimisation et d'efficacité énergétique que s'est fixée la Ville de Mulhouse.

Public visé :

Habitants du quartier - collégiens

Echéancier de réalisation du projet :

DESCRIPTIF FINANCIER

Coût total du projet : **4 200 000** € HT Investissement

Participation CeA :

Base subventionnable retenue :	**4 200 000 € (à titre indicatif)**
Taux :	**29%**
Montant :	**1 200 000 €**

Plan de financement prévisionnel :

Participations	montant	Taux
CEA	1 200 000 €	29%
Région Grand Est	1 050 000 €	25%
ANS	840 000 €	20%
AUTOFINANCEMENT	1 100 000 €	26%
TOTAL PROJET	4 200 000 €	100%

ENGAGEMENTS RECIPROQUES

Engagements de la Collectivité européenne d'Alsace

Ingénierie/communication

Engagements du porteur

- Associer la CeA dans la phase de conception du projet de réhabilitation du gymnase ;
- Donner un accès prioritaire et gratuit aux collégiens au terrain synthétique sans limitation de durée ;
- Garantir au Collège, un accès d'au moins 10h/semaine au gymnase durant le temps scolaire pour l'organisation des séances d'Education Physique et Sportive par le Collège ;
- Mettre gratuitement à disposition du collège, dès la rentrée scolaire 2025/2026 et pendant 8 ans, les équipements sportifs dont elle assure la gestion, puis pendant 7 ans au tarif négocié. Une convention tripartite d'occupation faisant mention de la gratuite sera signée entre la CeA, le collège et la Commune ;
- Mettre en place une signalétique complète en français et langue régionale sur l'intégralité du bâtiment et afficher le soutien de la Collectivité européenne d'Alsace de manière bilingue.

EVALUATION

Indicateurs de suivi / d'évaluation du projet :

Suivi de la fréquentation du site par les habitants/collégiens

REMARQUES

Remarques complémentaires :

Contrat de territoire Agglomération de Mulhouse 2022-2025

Fiche descriptive de projet n°20

Enjeu	**Territoire attractif**
Objectif opérationnel	Renforcer le rayonnement des sites et établissements à vocation culturelle, patrimoniale et touristique

DESCRIPTION DU PROJET

Intitulé du projet :

Numérisation et optimisation énergétique des plateaux scéniques de la Filature

Maîtrise d'ouvrage / porteur du projet :

Ville de Mulhouse

Localisation du projet :

20 Allée Nathan Katz - 68090 Mulhouse

Description et objectifs du projet :

Réalisées au début des années 1990, une grande partie des installations techniques de la Filature sont d'origine. La Filature doit donc engager sans tarder la nécessaire modernisation de ses équipements scéniques (les éclairages des parties publiques ont déjà été modifiés), lumière, audio et vidéo en optant pour des systèmes moins énergivores et plus adaptés aux enjeux techniques, artistiques et environnementaux actuels. Cette évolution implique également de refonder les liens entre tous ces appareils : le réseau scénique et la distribution électrique.

Ainsi, l'opération vise :
- à la dotation de projecteurs de nouvelle génération (projecteurs LED) ;
- à acquérir des installations neuves concernant le pilotage de la lumière ;
- à améliorer l'équipement audio et vidéo ;
- à adapter le réseau scénique et la distribution électrique aux nouvelles technologies.

Public visé :

Echéancier de réalisation du projet :

Travaux : 2023-2025

DESCRIPTIF FINANCIER

Coût total du projet : **1 209 820** € HT Investissement

Participation CeA :

Base subventionnable retenue :	**1 209 820 €**
Taux :	**10%**
Montant :	**120 980 €**

Plan de financement prévisionnel :

CeA	120 980 €	10%
Région Grand Est	200 000 €	17%
Partenaire Privé	100 000 €	8%
Etat	300 000 €	25%
AUTOFINANCEMENT	488 840 €	40%
TOTAL PROJET	1 209 820 €	100%

ENGAGEMENTS RECIPROQUES

Engagements de la Collectivité européenne d'Alsace

Ingéniérie/Communication

Engagements du porteur

Les engagements du porteur seront intégtrés dans une convention tripartite spécifique associant la Filature à prévoir au moment du vote de la subvention afin d'intégrer les engagements de la Filature.

EVALUATION

Indicateurs de suivi / d'évaluation du projet :

suivi de la consommation énergétique

REMARQUES

Remarques complémentaires :

Mme le Maire : Nous passons à la délibération 1119. Il concerne le contrat de territoire avec la Collectivité européenne d'Alsace. Il s'agit de l'approbation de la convention de partenariat.

Cette convention expose les différentes stratégies entre nos deux collectivités et surtout la liste des 20 projets qui bénéficieront d'un soutien financier de la part de la CeA. En 2022, suite à l'adoption de sa stratégie d'accompagnement des territoires dans la réalisation de leurs projets, la CeA a défini sa politique de soutien aux communes et intercommunalités autour de trois enjeux, déclinés en objectifs opérationnels :

- 1er objectif : le territoire durable pour soutenir la reconquête de la nature en ville par le développement, la protection et la valorisation de la biodiversité, accélérer la décarbonation par le déploiement de nouveaux réseaux de chaleur, ou encore le soutien aux énergies vertes ;
- 2ème thématique, le territoire solidaire : pour renforcer l'offre de services du quotidien et faciliter leur accès à destination des publics prioritaires tels que les personnes fragiles ou en insertion, les parents et la petite enfance, mais aussi aménager les grandes infrastructures routières qui facilitent l'accessibilité aux grands services et équipements et aider au développement des mobilités douces ;
- autre item, le territoire attractif pour renforcer le rayonnement des sites et établissements à vocation culturelle, patrimoniale et touristique, ainsi que développer l'offre et la qualité des équipements sportifs à destination des collégiens et les équipements sportifs de rayonnement régional.

Pour la Ville de Mulhouse, cette politique de soutien se traduit à la fois par :

- un Contrat de territoire à l'échelle de l'agglomération mulhousienne sur la période 2022-2025, validé en conseil municipal le 13 avril 2023 ;
- une convention de partenariat spécifique CeA/Ville de Mulhouse, objet de la présente délibération.

Cette convention de partenariat, validée le 18 décembre 2023 en séance plénière par la CeA, comprend notamment :

- la stratégie de soutien de la CeA autour des enjeux que je viens d'évoquer ;
- la stratégie de la Ville de Mulhouse, montrant sa concordance avec les enjeux portés par la CeA ;
- les différentes interventions de la CeA sur la ville de Mulhouse au travers de l'exercice de ses propres compétences, à savoir l'autonomie, l'aide sociale à l'enfance, le développement social intégré, la culture, l'habitat, les infrastructures routières, dont l'échangeur de la Mertzau ou encore son engagement dans le contrat local de santé, la démarche Ambition Mulhouse ;
- les projets portés par la Ville de Mulhouse pouvant bénéficier d'un financement de la CeA.

Sur ce dernier point et suite au travail préparatoire mené entre la CeA et la Ville de Mulhouse, à savoir 20 projets, annexés à la convention, sont ciblés pour un

soutien financier estimé à hauteur de 4,5 millions d'euros sur un coût total de projets de 29,7 millions d'euros. Ces projets portent notamment sur la reconquête de la nature en ville (Mulhouse Diagonales), les mobilités douces et les équipements de proximité.

Quatre d'entre eux ont d'ores et déjà été validés par la CeA, pour un montant total de subvention à hauteur de 503 400 € HT, à savoir :

- le projet d'aménagements des pistes cyclables rue d'Agen et boulevard des Alliés ;
- le projet d'aménagements cyclables rue du Manège ;
- le projet d'itinéraire cyclable DMC-Fonderie ;
- le projet d'aménagement des terrasses du Musée.

Je profite de cette délibération pour remercier les élus à la CeA qui font partie bien sûr de mon équipe, chère Catherine, cher Alain, sans oublier le vice-président en charge de l'animation du territoire de la région Mulhousienne qui est Marc MUNCK, pour leur engagement au sein de cette assemblée départementale en faveur de l'avenir de Mulhouse. Je tenais à dire que nous avons des relations de travail particulièrement intéressantes avec M. MUNCK et bien sûr des dossiers portés par nos deux élus à la CeA. Je dois dire que je trouve que nous avons été bien dotés à Mulhouse par rapport à tous ces financements-là et il convient parfois aussi de remercier d'autres collectivités et je tiens à remercier la CeA.

Y a-t-il des questions à ce sujet ? Mme EL HAJJAJI.

Mme EL HAJJAJI : Mme le Maire, chers collègues, je prends la parole aujourd'hui pour exprimer nos réserves concernant la convention de partenariat entre la CeA et la Ville de Mulhouse dans le cadre du contrat de territoire Alsace Agglomération de Mulhouse 2022-2025. Bien que ce contrat semble répondre à des enjeux importants, tels que le développement durable, la solidarité et l'attractivité du territoire, nous ne pouvons pas nous empêcher de relever plusieurs points problématiques en lien notamment avec les questions de précarité, de solidarité, d'écologie et de démocratie.

Tout d'abord, je tiens à souligner l'insuffisance des mesures pour lutter contre la précarité et renforcer la solidarité sur notre territoire. Malgré les ambitions affichées, il est crucial de mettre en place des actions concrètes et durables pour soutenir les populations les plus fragiles, quel que soit leur âge. La convention évoque le renforcement de l'offre des services du quotidien pour les publics prioritaires, mais nous devons aller plus loin en garantissant l'accès effectif à un logement décent, à des services de santé de proximité et à une alimentation saine et abordable pour tous.

Par ailleurs, la convention n'évoque à aucun moment la prise en compte des conséquences de la loi pour le Plein emploi entrée en vigueur le 1er janvier 2024 et la mise en place de dispositifs efficaces et renforcés pour la levée des freins à l'emploi nécessaires pour une insertion professionnelle pérenne.

En ce qui concerne l'écologie, bien que la convention prévoie des actions pour la reconquête de la nature en ville et la promotion des mobilités douces, il est crucial de souligner que ces actions doivent aller au-delà de simples initiatives de verdissement. Nous devons adopter une approche globale, entière et ambitieuse

de la durabilité en intégrant la justice environnementale et sociale dans toutes les politiques. Cela implique de prendre en compte les besoins des publics les plus vulnérables et de veiller à ce que la transition écologique soit inclusive et juste pour tous.

Par ailleurs, nous soulignons également le manque de transparence et de démocratie y compris de la part de la CeA qui est dans un paradoxe, elle consulte à tout va sur le devenir institutionnel de l'Alsace, mais pas sur le contenu des politiques déployées dans les territoires. Il est essentiel que les citoyens soient pleinement informés et consultés sur les décisions qui les concernent afin de garantir une gouvernance démocratique, une réelle appropriation des projets par la population. Malheureusement, je crains que le processus ayant conduit à la libération de cette convention n'ait pas été aussi inclusif et participatif qu'il aurait dû l'être.

En conclusion, bien que nous reconnaissons l'importance de renforcer la coopération entre la CeA et la Ville de Mulhouse pour promouvoir le développement de notre territoire, nous pensons qu'il est impératif d'adopter une approche plus ambitieuse et inclusive pour répondre aux défis auxquels nous sommes confrontés et il est impératif de classer les préoccupations des citoyens au cœur des actions, de travailler ensemble pour un avenir plus juste, solidaire et durable pour tous. Merci.

Mme le Maire : Il n'y a pas d'autres demandes de parole ? Alain.

M. COUCHOT : Merci, Mme le Maire. Mme EL HAJJAJI, vous faites le procès dans votre intervention, non pas de la délibération proposée, mais de l'action de la Collectivité européenne d'Alsace. Le protocole qui nous est proposé s'inscrit dans un cadre qui a été défini – ne vous en déplaise – de manière démocratique par des élus légitimement élus au sein d'une assemblée plénière qui ont fixé les domaines d'action sur lesquels la collectivité européenne souhaitait accompagner les collectivités locales. La précarité n'en fait pas partie puisqu'il s'agit de l'action propre de la Collectivité Européenne d'Alsace et non pas de l'action qu'elle accompagne auprès des collectivités locales.

La transparence et le processus inclusif d'une décision, pardonnez-moi, mais ce sont des propos quelque peu incantatoires. La collectivité européenne prend ses délibérations comme toute assemblée légitimement élue, elle a été précédée d'un travail en commission comme nous le faisons ici. Elle a fixé un certain nombre d'axes sur lesquels elle souhaitait accompagner les communes dont le développement durable fait partie et j'aimerais que vous puissiez vous en réjouir avec nous. Nous avons évidemment pris la balle au bond sur ces thématiques-là et proposé un certain nombre de projets qui s'inscrivent dans le cadre qui a été défini et c'est pour ça que nous sommes heureux avec ma collègue Catherine RAPP de pouvoir porter les intérêts de la ville de Mulhouse et de son agglomération au sein de la collectivité européenne pour le plus grand bien de nos habitants.

Mme le Maire : Merci, Alain. Je vais donc mettre la délibération au vote. Il s'agit de la délibération 1119. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci à vous.

Pour : 37 + 5 procurations
Groupe majoritaire : 34+ 4 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 1 +1 procuration

Abstentions : 6+1
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5+1 procuration
Non inscrite dans un groupe : Mme RITZ

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

9° RAPPORT DES REPRESENTANTS DE LA VILLE DE MULHOUSE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE CITIVIA SPL (3513/5.6.2/1110)

La Ville de Mulhouse étant actionnaire de CITIVIA SPL, il appartient au Conseil Municipal, conformément aux articles L 327-1 du Code de l'Urbanisme et L 1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, de se prononcer, après un débat, sur le rapport annuel des représentants de la Ville au sein de CITIVIA SPL pour l'exercice 2022.

Le rapport complet établi conformément à l'article D 1524-7 du Code Général des Collectivités Territoriales introduit par le décret n° 2022-1406 du 4 novembre 2022 relatif au contenu du rapport du mandataire, est ci-après annexé.

La présente synthèse porte notamment sur les modifications statutaires, l'évolution de l'actionnariat, les comptes annuels ainsi que l'activité de CITIVIA SPL.

Au cours de l'exercice 2022, aucune modification statutaire n'est intervenue.

1. Évolution de l'actionnariat, du capital et des représentations au Conseil d'Administration de CITIVIA SPL

1.1 Évolution de l'actionnariat

La composition de l'actionnariat n'a pas évolué au cours de l'exercice 2022.

1.2 Augmentation de capital CITIVIA SPL

Aucune augmentation du capital de CITIVIA SPL n'est intervenue au cours de l'exercice 2022.

1.3 Évolution des représentations et fonctions au sein du Conseil d'Administration

Fin 2022, le Conseil d'Administration de CITIVIA SPL se compose des membres suivants :

- Pour la Ville de Mulhouse :
  - M. Jean-Philippe BOUILLE : Président CITIVIA SPL et Adjoint au maire de Mulhouse
  - M. Florian COLOM : Adjoint au maire de Mulhouse
  - M. Alain COUCHOT : Premier Adjoint au maire de Mulhouse
  - Mme Marie HOTTINGER : Adjointe au maire de Mulhouse
  - Mme Michèle LUTZ : Maire de Mulhouse et Vice-Présidente de CITIVIA SPL
  - Mme Nina CORMIER : Conseillère municipale de Mulhouse
  - Mme Claudine BONI DA SILVA : Adjointe au maire de Mulhouse

- Pour Mulhouse Alsace Agglomération :
  - M. Fabian JORDAN : Président de Mulhouse Alsace Agglomération et Maire de Berrwiller
  - M. Jean-Marie BEHE : Conseiller communautaire délégué de Mulhouse Alsace Agglomération
  - M. Thierry BELLONI : Vice-Président de Mulhouse Alsace Agglomération et Maire de Staffelfelden
  - M. Laurent RICHE : Vice-Président de Mulhouse Alsace Agglomération et Maire de Kingersheim
  - M. Rémy NEUMANN : Vice-Président de Mulhouse Alsace Agglomération, Vice-Président de CITIVIA SPL et Maire de Lutterbach

- Pour la Région Grand Est :
  - M. Thierry NICOLAS : Conseiller régional de la Région Grand Est
  - M. Christian DEBEVE : Conseiller régional de la Région Grand Est

- Pour la Collectivité Européenne d'Alsace :
  - Mme Lara MILLION : Vice-Présidente de la Collectivité Européenne d'Alsace

- Pour les représentants de l'Assemblée Spéciale :
  - M. Guy DUMEZ : Adjoint au maire de Staffelfelden
  - M. Pierre WILLEMANN : Adjoint au maire de Wittelsheim
  - M. Claude MULLER : Adjoint au maire de Guebwiller

- Censeurs :
  - M. Paul JEANNET (Banques des Territoires) : Directeur Territorial Haut-Rhin
  - M. Philippe AUBERT (ENSISA) : Président du Conseil de Développement du Pays de la Région Mulhousienne
  - M. Luc-René GAILLET (SIM) : Président de la SIM

1.4 Rémunération ou avantage en nature des représentants de la Ville de Mulhouse

Les représentants de la Ville de Mulhouse n'ont bénéficié d'aucune rémunération ou avantage en nature au titre de l'année 2022.

2. Plan d'actions de 2021 à 2026

Le Plan d'Evolution Stratégique, approuvé par le Conseil d'Administration de CITIVIA SPL du 21 octobre 2021, est porteur d'ambition de développement avec un prérequis de retour à l'équilibre de la Société.

Il en découle un plan d'actions de 2021 à 2026 avec un point d'étape à mi-parcours comportant 6 axes de progrès :

- adapter l'opérateur aux attentes des collectivités,
- renforcer l'accroche commerciale de CITIVIA,
- améliorer la rentabilité économique de CITIVIA,
- doter CITIVIA d'indicateurs de pilotage adaptés,
- améliorer les méthodes de travail avec les actionnaires,
- renforcer les partenariats.

Ces axes vont se concrétiser par la réalisation de 13 actions de 2021 à 2023 dans un premier temps pour CITIVIA SPL :

1. Mise en place d'un comité de pilotage pour superviser la bonne réalisation du Plan d'Evolution Stratégique
2. Mise en place d'un Groupement d'employeur pour favoriser l'agilité organisationnelle de CITIVIA
3. Améliorer la stratégie de communication
4. Etablir un pacte d'actionnaires
5. Mettre en place des indicateurs de pilotage clairs et partagés

6. Accentuer la compréhension des politiques publiques et leurs incidences
7. Renforcer les partenariats
8. Réduire les charges fixes
9. Développer l'accroche commerciale et ses pratiques
10. Améliorer la valorisation des services rendus
11. Faciliter la relation CITIVIA/Collectivités
12. Renforcer les compétences en réponse aux évolutions de l'environnement et des nouvelles opérations pressenties
13. Organiser et réaliser une veille en matière de diversification d'activités

Un planning de suivi de ces actions est en place et régulièrement partagé avec les membres du Conseil d'Administration.

3. Comptes annuels

Le total des produits d'exploitation s'élève en 2022 à 21 154 k€.

Le total des charges d'exploitation s'établit en 2022 à 21 098 k€.

L'exercice se traduit finalement par un résultat net de -122,5 k€.

Le bilan de l'exercice 2022 s'élève à 89 273 K€.

4. Activité de CITIVIA SPL

L'activité de CITIVIA SPL est marquée par une grande diversité et notamment pour la Ville de Mulhouse par les actions suivantes :

- **Quartiers urbains et équipements :**

- concession ZAC de la Fonderie : en 2022, les travaux de la résidence étudiante sont en cours. Les travaux de la tranche 1 du programme Greenlofts se sont poursuivis et les travaux de la tranche 2 sont engagés en 2023 suite à la cession conclue le 6 décembre 2022. La commercialisation des ilots C1 et C2 a fait l'objet d'une prolongation de la promesse de vente de 4 mois afin de permettre la finalisation du montage investisseur notamment pour le projet de résidence en co-living.

- mandat de réalisation de trois groupes scolaires et périscolaires sur le quartier des Côteaux : pour le groupe scolaire 1 (site Peupliers), réalisation du dévoiement du réseau de chaleur urbain dans le cadre des travaux annexes et lancement des marchés de travaux. Pour le groupe scolaire 2 (site Camus), démarrage des travaux fin 2022. Pour le groupe scolaire 3 (site Matisse), lancement du concours de maîtrise d'œuvre et négociation du marché avec le lauréat.

- étude de préfiguration – aménagement du secteur Est des Côteaux : il s'agit d'un projet de transformation majeur pour développer la mixité d'usages, proposer de nouvelles formes d'habitat et renforcer l'attractivité du quartier avec des équipements publics de qualité. L'étude a été finalisée en juin 2022. La Ville de Mulhouse a obtenu une subvention d'environ 25,5 M€ de la part de l'ANRU.

- concession ZAC du Nouveau Bassin : des négociations ont été engagées avec un promoteur pour la commercialisation des derniers lots. Le programme proposé prévoit des locaux d'enseignement, des services associés et des logements. Un contrat d'exclusivité d'étude a été signé pour une durée d'un an en vue du lancement d'un concours d'architectes afin de sélectionner un projet final au 1er trimestre 2023. La résidence service senior, Le Jardin d'Edo, développée par Nexity pour le groupe Domitys a été inaugurée le 20 mai 2022. Le chantier de la résidence « Audace » par PIERRES & TERRITOIRES est en cours, la livraison étant prévue pour l'été 2023.

- concession Pôle Médical de Bourtzwiller : la sécurisation du parking du personnel a été réalisée. Le retrait de la Société Interprofessionnelle de Soins Ambulatoires (SISA) de la Maison de Santé en raison du départ en retraite des médecins, sera effective au 1er août 2023.

- bail emphytéotique administratif de l'hôtel de Police de Mulhouse : en 2022, il a été procédé à la remise en état de la résine de geôles et des chenils, au traitement des infiltrations d'eaux (toiture/fenêtres du rez-de-chaussée/skydoms) et à la remise en état des évacuations extérieures.

- prestation de commercialisation – Lot 4- Caserne Lefebvre : La Ville de Mulhouse a décidé de mettre en vente ce foncier, afin de ne pas laisser une friche s'installer sur le quartier, pour y développer un projet à vocation résidentielle par le réalisation d'une opération de logements. En 2022, obtention du permis de construire et retrait en novembre de Nexity à la demande de la Collectivité à la suite des difficultés de pré-commercialisation du programme de 12 logements en accession libre.

- concession NPNRU Péricentre (volet Aménagements) : CITIVIA est mobilisé dans le cadre du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) comme opérateur en quartiers anciens. Son intervention porte sur la requalification et la restructuration des espaces publics pour améliorer le maillage interne et les liens vers le centre-ville afin de renforcer l'action sur l'habitat ancien privé. Elle est centrée sur le quartier Fonderie et se prolonge dans les quartiers Franklin et Vauban Neppert. En 2022, la validation du programme des espaces

publics et le lancement des études de maîtrise d'œuvre ont été réalisés. L'immeuble 37 rue du Manège, l'un des 3 immeubles à démolir dans le cadre de l'aménagement du mail Saint-Fiacre, a été acquis.

- **Parcs d'Activités et Immobilier d'Entreprise** :

- concession d'aménagement de Renouvellement Urbain par le Développement de l'Immobilier Commercial (RUDIC) – Multisites : en 2022, vente des locaux de la barrette Schumann pour 310 K€ et implantation d'un institut de beauté au 16 Boulevard de l'Europe.

- concession d'aménagement de Renouvellement Urbain par le Développement de l'Immobilier Commercial (RUDIC) – Logial : application du décret tertiaire.

- concession d'aménagement de Renouvellement Urbain par le Développement de l'Immobilier Commercial (RUDIC) - Nations - Maison Engelmann Mulhouse Grand Centre : en 2022, objectif de maintien des locataires à 100%.

- concession d'aménagement de Renouvellement Urbain par le Développement de l'Immobilier Commercial (RUDIC) - Centre Europe : en 2022, l'aménageur a cédé la cellule B2 à Mediator pour 418 K€ et la cellule B3 à la Ville de Mulhouse pour 449 K€ pour y installer la maison du vélo.

- projet foncière commerces : après s'être engagée en faveur de son centre-ville en matière de redynamisation commerciale, la Ville de Mulhouse souhaite rattacher à cette dynamique d'autres quartiers situés en proximité
  immédiate : l'avenue Briand – Franklin et la rue de Bâle, qui sont des artères structurantes sur le plan des déplacements et de l'offre commerciale. En 2022 : suite à une étude de faisabilité, finalisation du modèle économique avec la Ville de Mulhouse et la Banque des Territoires pour la création d'une foncière qui aura pour vocation de constituer un portefeuille d'actifs fonciers et immobiliers au service de la revitalisation des axes commerçants de la ville.

- **Stationnement et Mobilité** :

- parkings (Gare P2, P3 et Porte-Haute) : les enjeux 2022 sont d'assurer un service et une offre de stationnement conforme aux attentes des usagers.

- **Rénovation et Construction de logements** :

- concession NPNRU Péricentre (volet habitat) : les missions de CITIVIA SPL portent sur la rénovation de l'habitat ancien notamment sur le quartier Fonderie par le biais d'actions de recyclage d'immeubles et

d'accompagnement des propriétaires, de production de logements neufs et du traitement des espaces publics. En 2022, acquisition de nouveaux immeubles et de lots en copropriétés au titre de l'opération de restauration immobilière Fonderie. Au titre de l'OPAH Renouvellement urbain, poursuite d'actions de communication avec notamment un reportage France 2 : « A Mulhouse, un accompagnement administratif et financier pour lutter contre les logements vacants » et l'accompagnement des propriétaires bailleurs de logements vacants via la plateforme « Zerologementvacant ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve, après débat et par son vote, le rapport des représentants de la Ville de Mulhouse au sein de CITIVIA SPL pour l'exercice 2022.

PJ : rapport des représentants de la Ville de Mulhouse au Conseil d'Administration de CITIVIA SPL pour l'exercice 2022.

RAPPORT ANNUEL DU MANDATAIRE

Exercice 2022

SOMMAIRE

I. Présentation de CITIVIA SPL 3
I.1 - Informations générales 3
I.2 - Historique 3
I.3 - Objet social – Domaines d'activité 4
I.4 - Répartition du capital social 5
I.5 - La gouvernance 6

II. Principales activités, opérations de l'année écoulée et situation financière de la Société .. 9
II.1 - Principales activités et opérations de l'année 9
II.2 - Situation financière de la Société 17
II.3 - Présentation du chiffre d'affaires 19
a - Répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité 19
b - Répartition du chiffre d'affaires par catégorie de clients. 19
II.4 - Perspectives de développement 20
a- Plan d'affaires 20
b - Plan d'actions. 20

III. Etat des relations entre la collectivité et la Société 21
III.1 - Contrats signés entre la collectivité et et la Société 21
III.2 - Avances en compte courant consenties par la collectivité et la Société 40
III.3 - Garanties d'emprunt consenties par la collectivité à la Société 40
III.4 - Aides octroyées au titre du développement économique 40
III.5 - Autres concours financier consentis par la collectivité à la Société 40

IV. Etat des prises de participation - Situation du groupe 40

V. Evolutions statutaires et de l'actionnariat intervenues dans l'année 41
V.1 - Evolutions statutaires 41
a - Présentation des modifications statutaires intervenues dans l'année 41
b - Historique des 5 dernières années 41
V.2 - Evolutions de l'actionnariat 41
a - Evolution au cours de l'année 41
b - Historique des 5 dernières années 41

VI. Bilan de gouvernance 42
VI.1 - Réunions du Conseil d'Administration 42
VI.2 - Réunions de l'Assemblée Spéciale 42
VI.3 - Réunions de l'Assemblée Générale 42
VI.4 - Informations sur la rémunération et les avantages en nature des représentants de la collectivité, mandataires sociaux 42
VI.5 - Principaux risques et contrôles dont fait l'objet la Société 43
a - Principaux risques 43
b - Contrôle 44
VI.6 - Contrôle analogue 45
VI.7 – Etat des procédures de prévention et de détection des faits d'atteinte à la probité mises en œuvre par la Société 46

I- PRESENTATION DE CITIVIA SPL

I.1 - Informations générales

Dénomination sociale	CITIVIA SPL
Forme juridique	Société Publique Locale
Capital Social	3 507 141 €
Date d'immatriculation	08 août 1990
N° Siret	378 749 972 00 048
Adresse du siège social	24 rue Carl Hack – 68100 MULHOUSE
Organisation de la gouvernance	Société à Conseil d'Administration
Nom du président du Conseil d'Administration	Monsieur Jean-Philippe BOUILLE
Nom de la Directrice Générale	Madame Agnès PEREZ
Nombre de salariés	44

I.2 - Historique

Suivant acte reçu le 18 juin 1990 par Maître Gaspard HAUTH, Notaire à Mulhouse, la Société a été constituée sous la forme d'une société anonyme, régie alors par la loi du 24 juillet 1966 et le décret du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales, ainsi que par les dispositions législatives et réglementaires relatives aux sociétés d'économie mixte locales.

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires en date du 06 novembre 2009 a décidé la transformation de la société en Société Publique Locale d'Aménagement régie par l'article L 327-1 du Code de l'Urbanisme, les dispositions du Code de Commerce relatives aux sociétés anonymes, les articles L 1524-1 à L 1524-7 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux sociétés d'économie mixte locales et par les statuts.

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires en date du 25 novembre 2011 a décidé la transformation de la société en Société Publique Locale régie par :

- l'article L 1531-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

- sous réserve des dispositions de l'article L 1531-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, par les dispositions du titre II du livre V de la première partie du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux sociétés d'économie mixte locales ;

- les dispositions du Code de Commerce relatives aux sociétés anonymes ;

L'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires en date du 21 octobre 2015 a décidé le changement de dénomination de la Société, devenue « CITIVIA SPL ».

I.3 - Objet social – Domaines d'activité

L'objet social de CITIVIA SPL comprend les éléments décrits ci-dessous :

- **Opérations d'aménagement, notamment en vue de :**
  - ⇨ Développer une capacité d'animation et de gestion dans le domaine économique, des loisirs et du tourisme
  - ⇨ Procéder au développement urbain
  - ⇨ Assurer la restructuration des quartiers anciens ou récents
  - ⇨ Réaliser tous équipements (infrastructures et superstructures, y compris dans le domaine des énergies propres et renouvelables) et aménagements (zones d'habitat, de loisirs, commerciales, d'activité, etc.)

- **Toutes opérations de construction**
- **Tous projets d'efficacité énergétique**
- **Toutes opérations mobilières, immobilières, commerciales, industrielles et financières se rapportant aux objectifs définis ci-dessus, ou à des objectifs similaires ou connexes**

L'activité de CITIVIA SPL consiste en la contractualisation de concessions, mandats, prestations, DSP avec ses actionnaires pour réaliser des opérations :

- Aménagement
- Construction, réhabilitation, rénovation
- Commercialisation
- Ingénierie juridique
- Ingénierie financière
- Rénovation énergétique
- Animation de programme de rénovation énergétique
- Exploitation de parkings
- Exploitation de locaux d'entreprises, commerces, services

I.4 - Répartition du capital social

Actionnaires - CITIVIA SPL	Nombre d'actions	en €	%
Ville de Mulhouse	2 875	1 341 360	38,25%
M2A	2 348	1 095 486	31,24%
Région Grand Est	1 036	483 356	13,78%
Collectivité Européenne Alsace	480	223 949	6,39%
Wittenheim	186	86 781	2,47%
Kingersheim	122	56 920	1,62%
Wittelsheim	76	35 459	1,01%
Ungersheim	45	20 995	0,60%
Lutterbach	36	16 796	0,48%
Richwiller	27	12 598	0,36%
Guebwiller	27	12 598	0,36%
Staffelfelden	26	12 130	0,35%
Riedisheim	25	11 664	0,33%
Sélestat	25	11 664	0,33%
Pulversheim	25	11 664	0,33%
Bollwiller	24	11 198	0,32%
Ruelisheim	24	11 198	0,32%
Thann	12	5 599	0,16%
Feldkirch	10	4 666	0,13%
Morschwiller Le Bas	10	4 666	0,13%
Syma	10	4 666	0,13%
CCTC	10	4 666	0,13%
Pfastatt	10	4 666	0,13%
Neuf-Brisach	10	4 666	0,13%
Vieux-Thann	10	4 666	0,13%
Com Com Pays Rhin-Brisach	10	4 666	0,13%
Com Com Région Guebwiller	10	4 666	0,13%
Berrwiller	8	3 733	0,11%
Total	**7 517**	**3 507 141**	**100,00%**

I.5 - La gouvernance

Le Conseil d'Administration :

COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 31/12/2022				
ACTIONNAIRES	CIVILITE	PRENOM	NOM	FONCTION
VILLE DE MULHOUSE				
	Monsieur	Jean-Philippe	BOUILLE	Adjoint & Président CITIVIA SPL
	Monsieur	Florian	COLOM	Adjoint
	Monsieur	Alain	COUCHOT	Adjoint
	Madame	Marie	HOTTINGER	Adjointe
	Madame	Michèle	LUTZ	Maire
	Madame	Nina	CORMIER	Conseillère Municipale
	Madame	Claudine	BONI DA SILVA	Adjointe
COLLECTIVITE EUROPEENNE ALSACE				
	Madame	Lara	MILLION	Vice - Présidente
REGION GRAND EST				
	Monsieur	Thierry	NICOLAS	Conseiller Régional
	Monsieur	Christian	DEBEVE	Conseiller Régional
M2A et VILLES DE L'AGGLOMERATION DE MULHOUSE				
	Monsieur	Fabian	JORDAN	Président
	Monsieur	Jean-Marie	BEHE	Conseillère Communautaire Délégué
	Monsieur	Thierry	BELLONI	Vice Président & Maire de Staffelfelden
	Monsieur	Laurent	RICHE	Vice Président
	Monsieur	Rémy	NEUMANN	Vice Président
REPRESENTANTS ASSEMBLEE SPECIALE				
Commune de Staffelfelden	Monsieur	Guy	DUMEZ	Ajdoint
Commune de Wittelsheim	Monsieur	Pierre	WILLEMANN	Adjoint
Commune de Guebwiller	Monsieur	Claude	MULLER	Adjoint
CENSEURS	CIVILITE	PRENOM	NOM	FONCTION
BANQUE DES TERRITOIRES	Monsieur	Paul	JEANNET	Directeur Territorial Haut-Rhin
ENSISA	Monsieur	Philippe	AUBERT	Président du Conseil de Développement du Pays de la Région Mulhousienne
SIM	Monsieur	Luc-René	GAILLET	Président

L'Assemblée Spéciale :

COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE SPECIALE AU 31/12/2022	
Commune de BERRWILLER	Monsieur Laurent ALTMEYER – Conseiller Municipal
COMMUNE DE BOLLWILLER	Monsieur Jean-Paul JULIEN - Maire
COMMUNE DE FELDKIRCH	Monsieur Jean TOME - Adjoint
COMMUNE DE KINGERSHEIM	Monsieur Laurent RICHE - Maire
COMMUNE DE PULVERSHEIM	Monsieur Christophe TORANELLI - Maire
COMMUNE DE RICHWILLER	Monsieur Jean-Claude GRIENENBERGER - Adjoint
COMMUNE DE RUELISHEIM	Monsieur Michaël NISSLE – Conseiller Municipal
COMMUNE DE STAFFELFELDEN	Monsieur Guy DUMEZ – Adjoint & Président de l'Assemblée Spéciale CITIVIA SPL
COMMUNE DE UNGERSHEIM	Madame Marie-Estelle WINNLEN - Adjointe
COMMUNE DE WITTELSHEIM	Monsieur Pierre WILLEMANN - Adjoint
COMMUNE DE WITTENHEIM	Monsieur Joseph WEISBECK - Adjoint
COMMUNE DE LUTTERBACH	Monsieur Frédéric GUTH - Adjoint
COMMUNE DE MORSCHWILLER-LE-BAS	Monsieur René ISSELE - Adjoint
COMMUNE DE RIEDISHEIM	Monsieur Aurélien AMM - Adjoint
SYMA RIXHEIM/HABSHEIM	Madame Marie-Madeleine STIMPL – 1ère Adjointe
COMMUNAUTE DES COMMUNES THANN CERNAY	Monsieur Jérôme HAMMALI – Vice-Président
COMMUNE DE PFASTATT	Madame Fabienne ZELLER - Adjointe
COMMUNE DE SELESTAT	Monsieur Stéphane ROMY – Conseiller Municipal
COMMUNE DE THANN	Monsieur Gilbert STOECKEL - Maire
COMMUNE DE GUEBWILLER	Monsieur Claude MULLER - Adjoint
COMMUNE DE VIEUX-THANN	Monsieur René GERBER - Adjoint
COMMUNE DE NEUF-BRISACH	Monsieur Richard ALVAREZ - Maire
COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS RHIN-BRISACH	Monsieur Philippe MAS – Vice-président
COMMUNAUTE DE COMMUNES REGION DE GUEBWILLER	Monsieur Francis KLEITZ – Vice-président

L'Assemblée Générale des Actionnaires :

COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES AU 31/12/2022	
VILLE DE MULHOUSE	Monsieur Jean-Philippe BOUILLE – Adjoint & Président CITIVIA SPL
COLLECTIVITE EUROPEENNE ALSACE	Madame Lara MILLION – Vice-présidente
REGION GRAND-EST	Monsieur Thierry NICOLAS – Conseiller Régional
M2A ET VILLES DE L'AGGLOMERATION DE MULHOUSE	Monsieur Fabian JORDAN - Président
COMMUNE DE WITTENHEIM	Monsieur Joseph WEISBECK - Adjoint
COMMUNE DE KINGERSHEIM	Monsieur Laurent RICHE - Maire
COMMUNE DE WITTELSHEIM	Monsieur Pierre WILLEMANN - Adjoint
COMMUNE D'UNGERSHEIM	Madame Marie-Estelle WINNLEN - Adjointe
COMMUNE DE LUTTERBACH	Monsieur Rémy NEUMANN - Maire
COMMUNE DE RICHWILLER	Monsieur Jean-Claude GRIENENBERGER - Adjoint
COMMUNE DE GUEBWILLER	Monsieur Claude MULLER - Adjoint
COMMUNE DE STAFFELFELDEN	Monsieur Guy DUMEZ - Adjoint
COMMUNE DE PULVERSHEIM	Monsieur Christophe TORANELLI - Maire
COMMUNE DE RIEDISHEIM	Monsieur Aurélien AMM - Adjoint
COMMUNE DE SELESTAT	Monsieur Stéphane ROMY – Conseiller Municipal
COMMUNE DE BOLLWILLER	Monsieur Jean-Paul JULIEN - Maire
COMMUNE DE RUELISHEIM	Monsieur Michaël NISSLE – Conseiller Municipal
COMMUNE DE THANN	Monsieur Gilbert STOECKEL - Maire
COMMUNE DE FELDKIRCH	Monsieur Jean TOME - Adjoint
COMMUNE DE MORSCHWILLER-LE-BAS	Monsieur René ISSELE - Adjoint
SYMA RIXHEIM-HABSHEIM	Madame Marie-Madeleine STIMPL – 1ère Adjointe
COMMUNAUTE DES COMMUNES THANN CERNAY	Monsieur Jérôme HAMMALI – Vice-président
COMMUNE DE PFASTATT	Monsieur Fabienne ZELLER - Adjointe
COMMUNE DE VIEUX-THANN	Monsieur René GERBER - Adjoint

COMMUNE DE NEUF BRISACH	Monsieur Richard ALVAREZ - Maire
COMMUNAUTE DE COMMUNES BRISACH PAYS RHIN-BRISACH	Monsieur Philippe MAS – Vice-président
COMMUNAUTE DE COMMUNES REGION DE GUEBWILLER	Monsieur Francis KLEITZ – Vice-président
COMMUNE DE BERRWILLER	Monsieur Laurent ALTMEYER – Conseiller Municipal

II- PRINCIPALES ACTIVITES, OPERATIONS DE L'ANNEE ECOULEE ET SITUATION FINANCIERE DE LA SOCIETE

II.1 - Principales activités et opérations de l'année

Rapport d'activité 2022 – Bilan de commercialisation

2022, c'est :

- **Actes de vente signés pour un montant global HT de 8115 K€**
- **Promesses signées pour un montant global HT de 5 541 K€**
- **Baux signés pour un montant annuel HT de 189 K€**

Activité résidentielle :

170 logements seront réalisés à la suite des ventes de charge foncière de l'année.

A noter qu'une transaction importante s'est opérée avec Nexity sur la Zac les Jardins du Blosen à Thann pour la construction d'une résidence intergénérationnelle (72 logements), de 2 collectifs en accession (30 logements) et de 6 maisons de ville.

LOGEMENTS	M² SDP cédées	Charge Foncière en K€ HT	Nb de logements
Mulhouse *	2325	372	30
Pulversheim **	2011	367	30
Thann***	7090	803	110
TOTAL	**11 426**	**1 542**	**170**

** ZAC Fonderie,*
*** Lotissement les Rosen*
***** Zac les Jardins du Blosen

Activité de gestion immobilière :

L'activité de gestion immobilière reste un enjeu important et notamment sur DMC où le taux d'occupation est de 71% (bâtiment 33 et en intégrant la totalité des surfaces du bâtiment 48 après l'abandon du projet « ex brique 48 »).

Sur le site du village artisanal DROUOT l'intégralité des locaux est louée.

IMMOBILIER D'ENTREPRISES Locatif	M² placés à la location	Loyer annuel généré en K€ HT (hors charges)
DROUOT	572	28
DMC	593	81
RUDIC	447	48
LA FABRIQUE	354	32
TOTAL	**1 966**	**189**

Activité de vente de charges foncières :

Concernant l'activité en immobilier d'entreprises, les objectifs de commercialisation ont été globalement tenus, voire dépassés et ce notamment sur le Parc des Collines.

La dynamique de commercialisation engagée en 2021 se poursuit donc en 2022, des implantations d'envergure ont été réalisées sur le territoire de m2A notamment avec les cessions aux sociétés Cocktalis, Muller Climatisation (installées hors m2A à Hésingue) et HADSA (Hospitalisation à Domicile Sud Alsace).

Deux signatures significatives ont été réalisées sur le quartier d'affaires Gare TGV avec le Siège Social Bubendorff et la SCCV le Carmin représentant plus de 9 500 m² de SDP. Le secteur Est du quartier d'affaires est maintenant entièrement commercialisé.

IMMOBILIER D'ENTREPRISES et COMMERCIAL	M² SDP cédés	Charge Foncière en K€ HT	Nombre d'emplois Prévisionnel
Mulhouse *	1 224 m²	1 177	27
m2A **	18 585 m²	3 426	528
CC Thann-Cernay ***	4 518 m²	619	51
Sélestat ****	500 m²	1 350	30
TOTAL	**24 827**	**6 572**	**636**

**RUDIC Centre Europe, Barette Schumann*
***Parc des Collines, Espace d'activités de Didenheim,*
**** Parc d'Activités de Thann-Cernay / **** Zone commerciale Sud*

Faits marquants 2022 :

Plusieurs évènements ont ponctué l'année 2022 :

- L'inauguration de la résidence sénior le **Jardin d'Edo au Nouveau Bassin** au mois de mai 2022 ;
- La signature du compromis de vente de **l'immeuble la Fabrique en** novembre 2022 avec la SCI Alsace Immobilier qui devrait se concrétiser en 2023 ;
- La finalisation des négociations pour **le projet de tour « zéro charge » d'Elithis**, ce qui amorcera le secteur Ouest du quartier d'affaires Gare TGV.

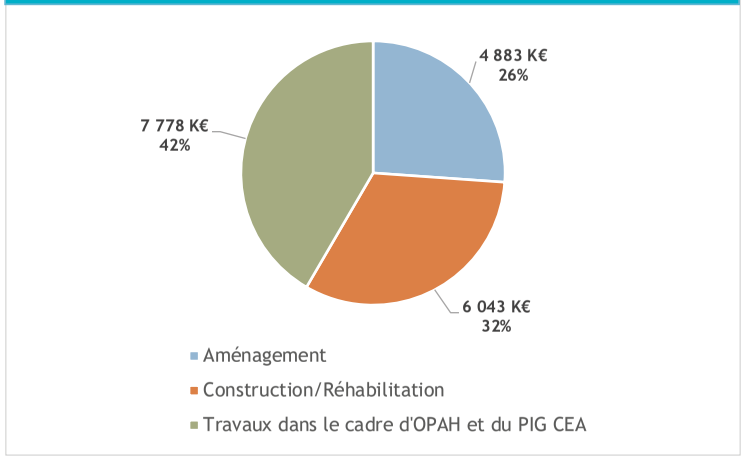
Rapport d'activité 2022 – Bilan de travaux

L'ensemble des projets portés par CITIVIA SPL ont un impact direct sur le tissu économique local.
Le volume de travaux effectués en 2022 a mobilisé très largement les entreprises locales qui constituent l'essentiel de notre vivier de prestaires.

Les opérations confiées à CITIVIA SPL ont permis de réaliser **18 704 K€ HT de travaux** en 2022, se décomposant comme suit :

Opérations	Travaux HT réalisés 2022
Concession ZAC Gare - M2A	2 338 152 €
Concession Deuxième Zac des Collines - M2A	442 845 €
Concession ZAC Carreau Marie-Louise - M2A	29 630 €
Concession ZAC Didenheim – M2A	2 966 €
Concession ZAC Nouveau Bassin - Mulhouse	32 396 €
Concession ZAC Fonderie - Mulhouse	25 285 €
Concession Maison Médicale Bourtzwiller - Mulhouse	6 652 €
Concession ZAC Rives de la Doller - Lutterbach	1 388 241 €
Concession Aménagement - Pulversheim	17 884 €
Concession ZAC Blosen - Thann	4 025 €
Concession ZAC Saint-Jacques - Thann	21 197 €
Concession ZAC ZAID - CCTC	45 755 €
Concession Cartorhin - Guebwiller	263 389 €
Concession Zone Commerciale - Sélestat	47 577 €
Concession RUDIE Village Drouot - M2A	49 860 €
Concession RUDIE Bâtiment 33 DMC - M2A	48 765 €
Concession RUDIE Bâtiment 48 DMC - M2A	25 426 €
Concession RUDIE Bâtiment La Fabrique - M2A	85 070 €
Concession RUDIC Centre Europe - Ville de Mulhouse	17 075 €
Concession RUDIC Les Nations - Ville de Mulhouse	1 158 €
Concession RUDIC Multisites - Ville de Mulhouse	5 972 €
Concession RUDIC Maison Engelman – Ville de Mulhouse	6 976 €
Prestation de Gestion du VIF - M2A	168 045 €
DSP parking centrale P1 - M2A	4 055 €
Mandat Collège Kennedy - CEA	4 204 750 €
Mandat Groupes scolaires Côteaux – Mulhouse	819 784 €
Mandat lycée Montaigne - Région Grand Est	771 798 €
NPNRU - Animation OPAH : *travaux réalisés par les propriétaires*	*1 236 600 €*
PIG CEA : *travaux réalisés par les propriétaires*	*6 541 200 €*
TOTAL	18 704 000 €

Travaux réalisés en 2022 – 18 704 K€ HT



Ces 18 704 K€ HT de travaux comprennent :

- 4 883 K€ HT de travaux réalisés dans le cadre des opérations d'aménagement ;
- 6 043 K€ HT de travaux réalisés dans le cadre des opérations de construction/réhabilitation de bâtiments.
  ⇨ Soit un volume de travaux quasi équivalent à celui de l'année 2021.

- 7 778 K€ HT de travaux réalisés par les propriétaires dans le cadre du PIG et des OPAH.

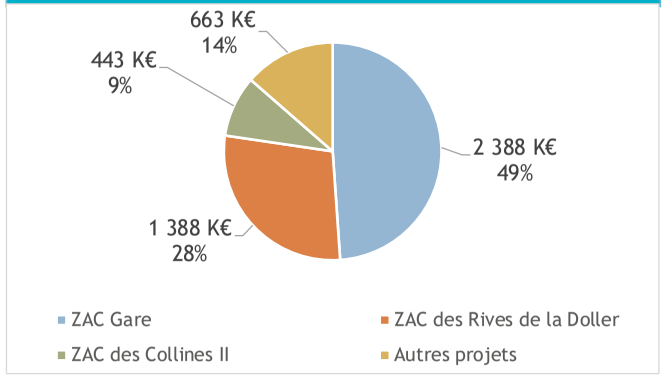
Aménagement : 4 883 K€ HT

Ce sont des travaux d'aménagement (VRD, espaces verts) réalisés par CITIVIA SPL pour le développement de nouveaux quartiers (tertiaire, habitat, renouvellement urbain, zone d'activités et commerciales).

Les principaux projets concernés en 2022 sont :

- La ZAC Gare à Mulhouse porte 49 % des travaux réalisés avec notamment l'aménagement du square Charles de Gaulle ;
- L'écoquartier des Rives de la Doller à Lutterbach s'attribue 28 % des travaux réalisés pour la réalisation de la première tranche de viabilisation ;
- Enfin 9 % concerne le parc des Collines II et la poursuite des travaux de viabilisation.

Travaux d'aménagement 2021 – 4 883 K€ HT

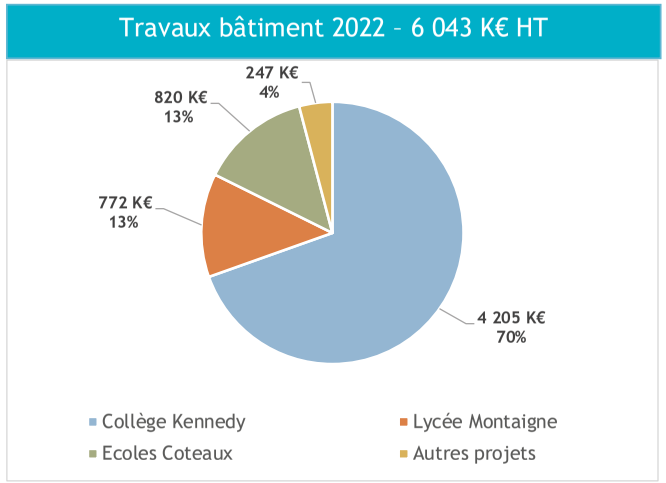


Construction/Réhabilitation de bâtiment : 6 043 K€ HT

Il s'agit de travaux de construction et de réhabilitation de bâtiments pilotés par CITIVIA SPL dans le cadre de mandats, d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage et de concessions (RUDIE/RUDIC).

Les principaux projets concernés en 2022 sont :

- Le collège Kennedy (mandat CeA) représente 70% des travaux réalisés ;
- Le lycée Montaigne (mandat Région Grand Est) 13% des travaux réalisés ;
- Les écoles des Côteaux (mandat ville de Mulhouse) également 13% des travaux réalisés.



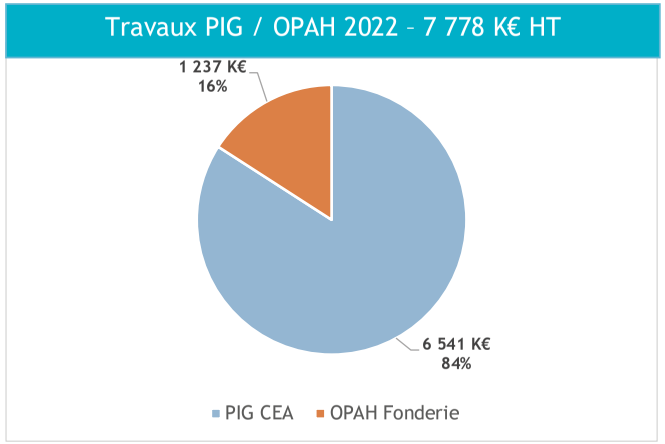
Travaux dans le cadre d'OPAH et du PIG CEA : 12 441 K€ HT

Il s'agit des travaux réalisés par les propriétaires et induits par les procédures PIG ou OPAH pilotées par CITIVIA SPL (réhabilitations globales, améliorations énergétiques, interventions sur façade).

Les principaux projets sont :

- Le PIG CEA comprend les travaux engagés par les propriétaires concernés sur l'ensemble du Haut-Rhin (hormis m2A) et représente 84% des travaux engagés.

- L'OPAH quartier Fonderie à Mulhouse s'attribue les 16% restants.



II.2 - Situation financière de la Société

Conformément à la règlementation en vigueur en matière de comptabilité des EPL, une comptabilité distincte est tenue pour chaque opération et pour les recettes et dépenses de la structure.

Les comptes arrêtés de la société SPL consolident l'ensemble de ces comptes, ils agrègent :

- Les opérations propres qui comprennent les prestations de service, la convention de mise à disposition de l'Hôtel de Police de Mulhouse, les parkings et les frais de fonctionnement de la structure ;
- Les opérations de mandats qui n'impactent que le bilan et le marché public de services pour l'exploitation du Village Industriel de la Fonderie ;
- Les opérations d'aménagement qui regroupent les concessions d'aménagement et de travaux ;
- Les opérations d'exploitation qui comprennent les concessions immobilières RUDIE, RUDIC, la salle d'escalade sur le site DMC et la maison médicale de Bourtzwiller.

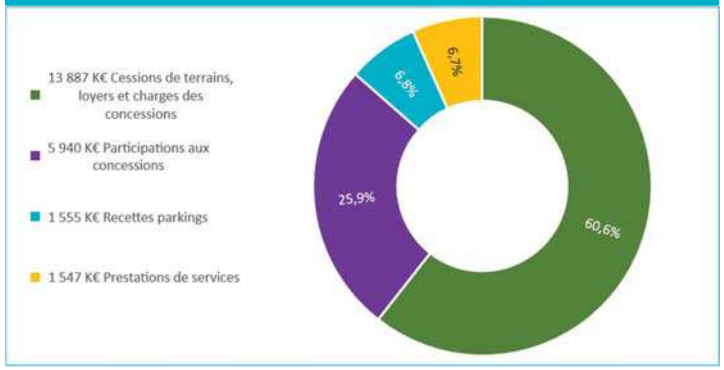
Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2022 soumis à l'approbation des membres de l'Assemblée Générale Ordinaire, ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes prévues par la règlementation en vigueur.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent.

Résultat 2022 - CITIVIA SPL :

Le chiffre d'affaires global de l'exercice 2022, celui de la structure additionné aux opérations, se décompose de la façon suivante :

Composition du Chiffre d'Affaires Global 2022 : 22 928 K€

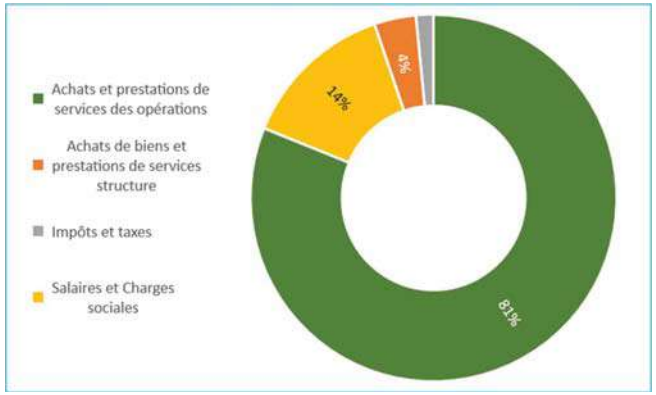


Les produits d'exploitation 2022 quant à eux sont de 21 154 K€ contre 18 080 K€ en 2021, soit une progression de + 3 074 K€ (+ 17%) :

Produits d'exploitation	2022	%
Cessions de terrains, loyers et charges des concessions	13 887K€	
Participations aux concessions	5 940K€	
Subventions d'exploitation des concessions	378K€	
Produits stockés et autres produits	-3 704K€	
Sous-total produits d'exploitations opérations	16 500K€	78%
Recettes parkings	1 555K€	
Prestations de services	1 547K€	
Rémunération de Citivia des concessions	1 552K€	
Sous-total produits d'exploitations structures	4 654K€	22%
Total	**21 154K€**	**100%**

Les charges d'exploitation 2022 sont de 21 098 K€ pour 18 408 K€ en 2021, soit une augmentation de 2 690 K€ :

Composition des Charges d'exploitation Globale 2022 – 21 098 K€



Le résultat de l'exercice 2022 est de -122,5 K€.

Bilan arrêté au 31 décembre 2022 de CITIVIA SPL :

Le **capital Social** inscrit au passif du bilan au 31 décembre 2022 est de 3 507 K€.

Les **capitaux propres** s'élèvent à 3 790 K€ au 31 décembre 2022.

La **trésorerie** s'élève à 17 267 K€ au 31 décembre 2022.

Le **taux d'endettement** (emprunts et dettes financières sur capitaux propres) est de 11,7%.

Le **bilan** de l'exercice 2022 s'élève à 89 273 K€.

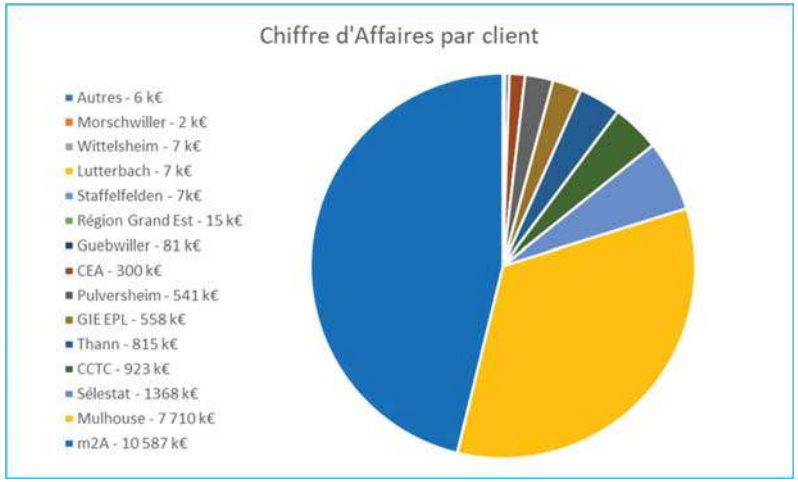
II.3 - Présentation du chiffre d'affaires

a - Répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité :

Au cours de l'exercice 2022 :

- Les **concessions d'aménagement** ont généré 11 771 K€ de chiffre d'affaires pour l'activité ;
- Les **concessions d'exploitation** ont généré 6 689 K€ de chiffre d'affaires pour l'activité ;
- La **structure et les opérations propres** ont généré 4 468 K€ de chiffre d'affaires pour l'activité ;
- Les **mandats** ont fait l'objet de 8 778 K€ d'investissements.

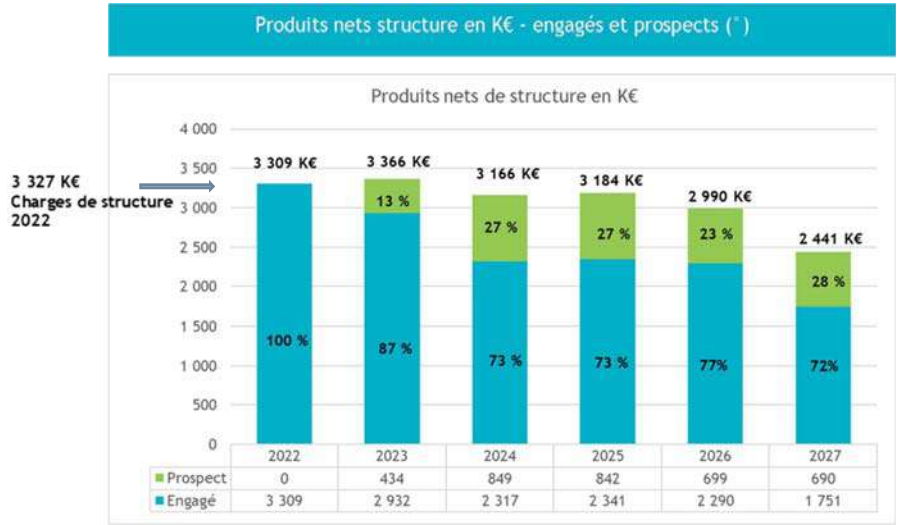
b - Répartition du chiffre d'affaires par catégorie de clients :



II.4 - Perspectives de développement

a- Plan d'affaires

La projection du plan d'affaires à 5 ans fait apparaitre des perspectives encourageantes mais qui restent à confirmer :



(°) les prospects sont des contrats en cours de négociation avec les actionnaires concernés

b- Plan d'actions

Il est rappelé ci-après le plan d'actions quinquennal mis en place.

L'élaboration du Plan d'Evolution Stratégique par l'actionnariat, engagé à l'automne 2020, a abouti fin juin 2021 et a été validé lors du Conseil d'Administration du 21 octobre 2021.

Il est porteur d'ambition de développement avec un prérequis de retour à l'équilibre de la Société.

Il en découle un plan d'actions de 2021 à 2026 avec un point d'étape à mi-parcours comportant 6 axes de progrès :

- adapter l'opérateur aux attentes des collectivités,
- renforcer l'accroche commerciale de CITIVIA,
- améliorer la rentabilité économique de CITIVIA,

- doter CITIVIA d'indicateurs de pilotage adaptés,
- améliorer les méthodes de travail avec les actionnaires,
- renforcer les partenariats.

Ces axes vont se concrétiser par la réalisation de 13 actions de 2021 à 2023 dans un premier temps pour CITIVIA SPL :

1. Mise en place d'un comité de pilotage pour superviser la bonne réalisation du Plan d'Evolution Stratégique
2. Mise en place d'un Groupement d'employeur pour favoriser l'agilité organisationnelle de CITIVIA
3. Améliorer la stratégie de communication
4. Etablir un pacte d'actionnaires
5. Mettre en place des indicateurs de pilotage clairs et partagés
6. Accentuer la compréhension des politiques publiques et leurs incidences
7. Renforcer les partenariats
8. Réduire les charges fixes
9. Développer l'accroche commerciale et ses pratiques
10. Améliorer la valorisation des services rendus
11. Faciliter la relation CITIVIA/Collectivités
12. Renforcer les compétences en réponse aux évolutions de l'environnement et des nouvelles opérations pressenties
13. Organiser et réaliser une veille en matière de diversification d'activités

Un planning de suivi de ces actions est en place et régulièrement partagé avec les membres du Conseil d'Administration.

III- ETAT DES RELATIONS ENTRE LA COLLECTIVITE ET LA SOCIETE

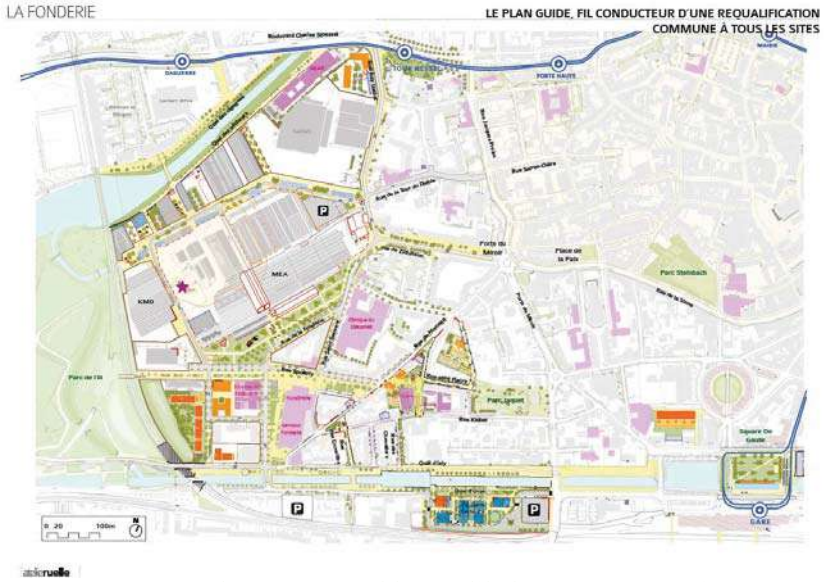
III.1 - Contrats signés entre la collectivité et la Société

A 2022, nous comptabilisons 14 contrats signés entre la Ville de Mulhouse et la Société CITIVIA SPL :

- Nouveau Bassin
- Fonderie
- RUDIC
- Maison Médicale Bourtzwiller
- NPNRU Péricentre
- Parking Porte-Haute ex Buffon
- Parking Gare Centrale
- Parking Gare P3
- Hôtel de Police
- Prestation de service commercialisation foncier lot 4 Lefebvre
- Groupes scolaires Coteaux

- Etude de faisabilité d'une foncière de redynamisation commerciale
- Mandat d'étude préalable d'aménagement quartier Côteau Est
- Prestation de constitution Foncière

CONCESSION NPNRU PERICENTRE VOLET AMENAGEMENT



Agir sur les espaces publics et l'habitat ancien privé

Une requalification et restructuration des espaces publics pour améliorer le maillage interne et les liens vers le centre-ville afin de renforcer l'action sur l'habitat ancien privé

Sur le quartier Fonderie, les aménagements porteront sur :
- La transformation de la place Kléber, qui permettra de requalifier l'entrée sud du quartier tout en soulignant la vocation commerciale de ce secteur.
- La création du mail piéton Saint-Fiacre permettant de relier l'université, la ZAC Fonderie ainsi que le Village Industriel de la Fonderie au centre-ville en passant par le square Jacquet. Ce mail sera réalisé au moyen d'une percée dans la rue du Manège avec la requalification de la place des Maraichers ainsi que de la rue Saint-Fiacre. Cet aménagement s'accompagnera de la construction de deux immeubles de logements collectifs de part et d'autre du futur mail piéton St Fiacre.
- La reconversion d'un terrain en friche, l'Îlot Jardiniers, pour la réalisation d'un programme d'une vingtaine de logements.

ENJEUX 2022 :

- La finalisation des études de programmation par l'urbaniste-conseil et le démarrage des études de maîtrise d'œuvre.

- La poursuite des actions de maîtrise foncière (acquisitions, relogements, évictions commerciales) sur les 3 immeubles à démolir dans le cadre de l'aménagement du mail Saint-Fiacre.

FAITS MARQUANTS 2022 :

- La validation du programme des espaces publics et le lancement des études de maîtrise d'œuvre.
- L'acquisition de l'immeuble 37 rue du Manège, l'un des 3 immeubles à démolir dans le cadre de l'aménagement du mail Saint-Fiacre.

DONNEES CLES :

- Nature juridique : concession d'aménagement et d'animation OPAH du 01/10/2019
- Budget global de l'opération (partie aménagement) : 6,2 M€ HT
- Surface : environ 8 131 m² - 3 030 m² SDP à vendre

CHIFFRE D'AFFAIRES STRUCTURE – CITIVIA SPL :

- 82,6 K€ de rémunération 2022

EFFETS LEVIERS :

- Prévisionnel de 40 logements neufs créés

CONCESSION NPNRU PERICENTRE VOLET HABITAT

Avant travaux

Après travaux

Agir l'habitat ancien privé : une combinaison de modes opératoires, en matière de rénovation d'immeubles et de logements, destinée aux propriétaires privés

CITIVIA SPL est mobilisée dans le cadre du NPNRU comme opérateur en quartiers anciens avec une intervention centrée sur le quartier Fonderie et se prolongeant dans les quartiers Franklin et Vauban Neppert. Les missions de CITIVIA SPL portent sur la rénovation de l'habitat ancien par le biais d'actions de recyclage d'immeubles et d'accompagnement des propriétaires, de production de logements neufs et du traitement des espaces publics.
Le plan d'actions mis en place vise à favoriser la montée en gamme de l'habitat pour capter des populations nouvelles en proposant un accompagnement des propriétaires via le dispositif OPAH-RU sur le quartier Fonderie et via l'obligation de travaux en Opération de Restauration immobilière (ORI) sur les immeubles les plus dégradés des quartiers Fonderie, Franklin et Briand.

ENJEUX 2022 :

Le démarrage de l'ORI FRANKLIN/BRIAND et VAUBAN-NEPPERT : les deux dossiers de DUP, validés en Conseil Municipal, ont été transmis à la préfecture afin de procéder à l'ouverture de l'enquête publique de DUP prévue en avril 2023.
CITIVIA SPL poursuit ses actions concernant les thématiques du permis de louer, la décence des logements, le suivi des copropriétés ainsi que l'accompagnement des propriétaires sous DUP de travaux dans le cadre de l'Opération de Restauration Immobilière FONDERIE.

FAITS MARQUANTS 2022 :

En ORI Fonderie : acquisition de nouveaux immeubles et de lots en copropriétés.
En OPAH RU : poursuite de la communication :

- Inauguration du 1 rue Laederich (fin de travaux) : 8 logements
- Reportage France 2 : « A Mulhouse, un accompagnement administratif et financier pour lutter contre les logements vacants »
- Accompagnement des propriétaires bailleurs de logements vacants via la plateforme « Zerologementvacant »

DONNEES CLES :

- **Nature juridique :** concession d'aménagement et d'animation OPAH du 01/10/2019
- **Budget global de la concession :** 19 M€ HT
- **Budget opération OPAH et ORI :** 12 M€ HT
- **Nombre d'immeubles recyclés :** 41 immeubles à traiter en recyclage via CITIVIA
- **Nombre de logements traités :** 806 logements, 8 500 K€ de travaux HT et 3 824 K€ de subventions à engager
- **Données financières :** entre 2020 et 2022, 380 logements traités pour 4 801 K€ de travaux réalisés TTC et 1 322 K€ de subventions engagées
- **Calendrier OPAH :** démarrage 01 juillet 2020, fin 30 juin 2025

CHIFFRE D'AFFAIRES STRUCTURE – CITIVIA SPL :

- Global : 1 355 K€ sur 5 années (OPAH)
- 271 K€ de rémunération en 2022

EFFETS LEVIERS :

- 1€ de financement ville engendre 9,5€ de travaux réalisés TTC

ZAC FONDERIE

La reconversion d'un ancien secteur industriel en quartier de ville intégrant services, activités économiques et habitat

La ZAC de la Fonderie est née de la volonté de la Société FIMALAC (initialement ALSPI), propriétaire du site de la SACM, de revaloriser son patrimoine industriel désaffecté sur près de 11 ha en centre-ville de Mulhouse.
Ce projet a pour objectif de reconvertir un site industriel historique en un quartier à vocation résidentiel, de service et universitaire. Il a également pour vocation d'ouvrir ce nouveau quartier sur les faubourgs avoisinants et de le relier au centre-ville de Mulhouse.
A ce jour, le quartier de la Fonderie accueille des logements privés et publics, une clinique, une faculté des sciences économiques et juridiques, des résidences étudiantes et un restaurant.

ENJEUX 2022 :

La ZAC Fonderie est en cours de parachèvement. Les deux dernières tranches des ilots C1 et C2 doivent être commercialisées. Les derniers espaces publics seront alors à réaliser en poursuivant un objectif de renaturation en lien avec le projet de trame verte et bleue (projet Mulhouse Diagonales) de la ville de Mulhouse.

FAITS MARQUANTS 2022 :

- Les travaux de la résidence étudiante sont en cours à la suite de la cession de l'ilot C3 à Vinci Immobilier au dernier trimestre 2021.

- Les travaux de la tranche 1 du programme Greenlofts sont également bien avancés et la cession pour le lancement des travaux de la tranche 2 a été conclue le 06/12/2022, ce qui devrait permettre d'engager les travaux début 2023.
- La commercialisation des ilots C1 et C2 a fait l'objet d'une prolongation de la promesse de vente de 4 mois afin de permettre la finalisation du montage investisseur notamment pour le projet de résidence en co-living.

DONNEES CLES :

- **Nature juridique :** Concession du 20/12/1993 au 31/12/2020 prolongée au 31/12/2025
- **Budget global de l'opération :** 18,4 M€ HT
- **Surface :** 120 760 m² SDP vendues sur 12,6 hectares aménagés

CHIFFRE D'AFFAIRES STRUCTURE – CITIVIA SPL :

- 29 K€ de rémunération 2022

EFFETS LEVIERS :

- 890 logements, 760 emplois
- 144 M€ d'investissements générés

GROUPES SCOLAIRES - COTEAUX

Démarrage du chantier du Groupe Scolaire Camus

Réalisation de trois groupes scolaires et périscolaires sur le quartier des Côteaux

S'inscrivant dans le cadre du programme de rénovation urbaine du quartier des Côteaux, la deuxième phase du plan Ecoles de la Ville de Mulhouse prévoit la construction de 3 nouveaux groupes scolaires :

- Groupe Scolaire 1 (site Peupliers) : construction neuve
- Groupe Scolaire 2 (site Camus) : restructuration et extension
- Groupe Scolaire 3 (site Matisse) : démolition et reconstruction

Un avenant a été passé au contrat de mandat pour intégrer la réalisation de travaux annexes nécessaires à la réalisation des 3 projets (démolition d'un bâtiment sur site Camus, dévoiement du réseau de chaleur urbain sur site Peupliers, création de voirie provisoires de desserte, …)

Ces nouveaux groupes scolaires permettront d'améliorer les conditions et capacités d'accueil du secteur Côteaux, d'insérer les bâtiments dans le projet urbain et son environnement, de s'engager dans la transition écologique et de contribuer ainsi à l'amélioration de l'image de ce quartier.

ENJEUX 2022 :

Afin de tenir le planning de la ville de Mulhouse, il est impératif de réaliser les étapes suivantes :

- Dépôt des permis de construire ;
- Lancement des consultations travaux ;
- Démarrage des travaux des Groupes scolaires 1 et 2.

FAITS MARQUANTS 2022 :

- Groupe Scolaire 1 :
  - La réalisation du dévoiement du réseau de chaleur urbain dans le cadre des travaux annexes.
  - Le lancement de la consultation travaux avec attribution de 1er lots et relance de nombreux lots (appel d'offres infructueux : absence d'offres, budgets dépassés dans une conjoncture haussière peu favorable).

- Groupe Scolaire 2 :
  - Le lancement de la consultation travaux avec attribution de 1er lots et relance de nombreux lots (appel d'offres infructueux : absence d'offres, budgets dépassés dans une conjoncture haussière peu favorable).
  - Le démarrage des travaux de démolition du bâtiment logements dans le cadre des travaux annexes fin 2022.
  - Le démarrage des travaux du Groupe Scolaire fin 2022.

- Groupe Scolaire 3 :
  - Le lancement du concours de maîtrise d'œuvre et négociation du marché avec le lauréat.

DONNEES CLES :

- **Nature juridique :** Mandat de Maitrise d'Ouvrage
- **Budget global de l'opération :** 38,815 M€ HT / 46,478 M€ TTC
- **Surface (sdp) :** 3 899 m²pour Peupliers / 3 877 m² pour Camus

CHIFFRE D'AFFAIRES STRUCTURE – CITIVIA SPL :

- 183,4 K€ de rémunération 2022

ETUDE DE PREFIGURATION AMENAGEMENT DU SECTEUR EST DES COTEAUX

Etude du projet de transformation du secteur Est du quartier des Côteaux

L'étude porte sur un projet de transformation majeur pour développer la mixité d'usages, proposer de nouvelles formes d'habitat et renforcer l'attractivité du quartier avec des équipements publics de qualité.

ENJEUX 2022 :

- Déterminer les données pré-opérationnelles du projet en vue de conclure une concession d'aménagement.
- Préparer le comité de pilotage de l'ANRU de 2022.

FAITS MARQUANTS 2022 :

- L'étude a été finalisée en juin 2022.
- La Ville de Mulhouse a obtenu une subvention d'environ 25,5 M€ de la part de l'ANRU.

DONNEES CLES :

- **Nature juridique :** prestation de service
- **Budget global de l'étude :** 42 K€HT

CHIFFRE D'AFFAIRES STRUCTURE – CITIVIA SPL :

- 4 K€ de rémunération 2022

ZAC DU NOUVEAU BASSIN

Chantier l'Audace -Avril 2023

L'aménagement d'un ancien bassin du canal Rhin-Rhône en quartier résidentiel et d'activités

Stratégiquement positionné en entrée de ville, cette opération d'aménagement vise 3 objectifs principaux : réenchanter l'entrée de ville en créant des espaces verts généreux, désimperméabiliser les sols et renaturer la ville, créer un nouveau lieu de vie à la fois culturel, économique et résidentiel.

La ZAC du Nouveau Bassin aura permis en 3 décennies de résorber de grandes friches (installation gazière, ex-parc des exposition et abattoir) en un vaste quartier de 13 hectares organisé autour de l'eau (ex-port de Mulhouse du canal du Rhône au Rhin) et doté de nombreux équipements (hôtel, salle de spectacle, etc., ...) commerces, services, bureaux et logements.

ENJEUX 2022 :

La dernière opportunité foncière de près de 8 000 m² SDP, face au complexe cinématographique, doit venir parachever ce projet par la commercialisation des lots 1 & 2 / îlot B6.

FAITS MARQUANTS 2022 :

- Des négociations ont été engagées avec un promoteur pour la commercialisation des derniers lots. Le programme proposé prévoit des locaux d'enseignement, des services associés et des logements. Un contrat d'exclusivité d'étude a été signé pour une durée de 1 an et prévoit le lancement d'un concours d'architecte afin de sélectionner un projet final au 1er trimestre 2023.
- La résidence service senior, Le Jardin d'Edo, développée par Nexity pour le groupe Domitys a été inaugurée le 20 mai 2022.
- Le chantier de la résidence « Audace » par PIERRES & TERRITOIRES est en cours, la livraison est prévue pour l'été 2023.

DONNEES CLES :

- **Nature juridique :** Concession du 09/12/1991 au 31/12/2025
- **Budget global de l'opération :** 48,8 M€ HT
- **Surface :** 155 424 m² SDP sur 13 hectares aménagés

CHIFFRE D'AFFAIRES STRUCTURE – CITIVIA SPL :

- 8 K€ de rémunération 2022

EFFETS LEVIERS :

- 1 230 logements, 775 emplois
- 1€ de participation pour 26,6 € investi

POLE MEDICAL BOURTZWILLER

Construction et exploitation d'une maison de Santé

La Maison de santé de Bourtzwiller accueille des médecins, infirmiers et kinésithérapeutes au cœur du quartier, afin d'assurer une couverture médicale de proximité.

ENJEUX 2022 :

CITIVIA doit assurer la sécurité et le maintien en bon état du site.

FAITS MARQUANTS 2022 :

- La sécurisation du parking du personnel.
- Le retrait de la Société Interprofessionnelle de Soins Ambulatoires (SISA) de la Maison de Santé en raison du départ en retraite des médecins, celle-ci sera effective au 01/08/2023.

DONNEES CLES :

- **Nature juridique :** Concession du 24 Juin 2016 au 23 Juin 2048
- **Budget global de l'opération :** 2,55 M€
- **Surface :** 425 m²

CHIFFRE D'AFFAIRES STRUCTURE – CITIVIA SPL :

- 4,84 K€ de rémunération 2022

RUDIC – ENGELMAN / LOGIAL / NATION / MULTISITES / CENTRE EUROPE

	Engelman	Logial	Nations	Multisites	Centre Europe
ENJEUX	Maintien des locataires à 100%	Application du Décret Tertiaire	Maintien des locataires à 100%	Travaux de rénovation	Maintien du locataire en place
	▪ Assurer la sécurité et le maintien en bon état du site ▪ Assurer et vérifier la viabilité des locataires ▪ Maintenir le taux d'occupation				
FAITS MARQUANTS	Multisites ▪ Vente des locaux de la barrette Schumann (Permis Jeune, BD Shopno, L'Ermitage, Nature et découverte) – 310 K€ ▪ Implantation d'un institut de beauté au 16 Boulevard de l'Europe Centre Europe ▪ Cession de la cellule B2 à Mediator – 418 K€ ▪ Cession de la cellule B3 à la ville de Mulhouse pour y installer la maison du vélo – 449 K€				
DONNEES CLES					
Nature juridique	Remise de l'usufruit propriét.privé nov-2023	Concession du 24 Juillet 2008 au 24 Juillet 2033			
Budget global	1.03 M€	8.18 M€	3.78 M€	4.05 M€	30.25 M€
Surface	1192 m²	769 m²	872 m²	1 246 m²	9 719 m²
CHIFFRE D'AFFAIRES	16.7 K€	7 K€	10 K€	22 K€	49 K€
EFFETS LEVIERS	20 emplois	15 emplois	15 emplois	9 emplois	7 emplois

HOTEL DE POLICE

Construction et exploitation d'un Hôtel de Police

Construction et exploitation d'un équipement public pour la ville de Mulhouse au profit de la Direction Départementale de la Sécurité Publique.

ENJEUX 2022 :

- S'assurer de la sécurité et du maintien en bon état du site
- Préparer l'application du Décret Tertiaire

FAITS MARQUANTS 2022 :

- La remise en état de la résine de geôles et des chenils
- Le traitement des infiltrations d'eaux (toiture/fenêtres RdC/Skydoms)
- La remise en état des évacuations extérieures

DONNEES CLES :

- Nature juridique : Concession d'octobre 2011 au 17 juin 2051
- Investissements : 23 M€
- Surface : 8 755 m²

CHIFFRE D'AFFAIRES STRUCTURE – CITIVIA SPL :

- 373.69 K€ de rémunération 2022

EFFETS LEVIERS :

- 250 emplois

PRESTATION DE COMMERCIALISATION LOT 4 – CASERNE LEFEBVRE

Accompagner la ville dans la commercialisation de fonciers

La Ville de Mulhouse a décidé de mettre en vente ce foncier, afin de ne pas laisser une friche s'installer sur le quartier, pour y développer un projet à vocation résidentielle par le développement d'une opération de logements.
C'est dans ce cadre qu'une prestation de commercialisation a été signée pour la cession d'un des derniers lots de la Caserne Lefèbvre (lot N°4), dédié à une opération de logements en accession abordables.

ENJEUX 2022 :

La finalisation des négociations sur la programmation attendue afin de préparer l'acte de vente pour la fin de l'année.
Pour rappel, il s'agit d'un programme de 30 logements composé de deux immeubles : un plot de 18 logements destinés à une vente en bloc (CDC Habitat) et un plot de 12 logements pour de la vente en accession à la propriété.

FAITS MARQUANTS 2022 :

- Obtention du permis de construire.
- Retrait en novembre 2022 de Nexity à la demande de la Collectivité à la suite des difficultés de pré-commercialisation du programme de 12 logements en accession libre.

DONNEES CLES :

- Nature juridique : Prestation de commercialisation signée en 2020
- Surface de plancher à développer : 3000 m² SDP maximum

CHIFFRE D'AFFAIRES STRUCTURE – CITIVIA SPL :

- 10 K€ de rémunération 2022 (3% au stade de la signature du compromis de vente)

EFFETS LEVIERS :

- 30 logements neufs à terme

PROJET FONCIERE COMMERCES

Redynamisation commerciale des secteurs Briand- Franklin et Bâle

Après s'être engagée en faveur de son centre-ville en matière de redynamisation commerciale, la Ville de Mulhouse souhaite rattacher à cette dynamique d'autres quartiers situés en proximité immédiate : l'avenue Briand – Franklin et de la rue de Bâle, qui sont des artères structurantes sur le plan des déplacements et de l'offre commerciale.

Ainsi, la Ville a réalisé avec la Banque des Territoires et CITIVIA SPL une étude de faisabilité pour créer une foncière qui aura pour vocation de constituer un portefeuille d'actifs fonciers et immobiliers au service de la revitalisation des axes commerçants de la ville.

Cette foncière aura pour objectif de :

- Participer à la transformation du paysage urbain et commercial sur Briand-Franklin en lien avec le programme NPNRU et le réseau vélo.
- Redonner une lisibilité commerciale comme pôle de proximité à la rue de Bâle.
- Compléter et alimenter la dynamique de Mulhouse Grand Centre.

ENJEUX 2022 :

Stabiliser un modèle économique viable pour la foncière avec l'entrée au capital de 3 partenaires bancaires en complément de la Ville de Mulhouse.

Identifier un portefeuille d'actifs fonciers et immobiliers pour favoriser la revitalisation des axes commerçants de la ville.

FAITS MARQUANTS 2022 :

- Finalisation du modèle économique avec la Ville de Mulhouse et la Banque des Territoires
- Négociation du tour de table

DONNEES CLES :

- Nature juridique : constitution d'une SEM dédiée au projet de redynamisation commerciale
- Budget global de l'opération : 5 276 K€
- Surface : 28 cellules commerciales dans le portefeuille de la future société

CHIFFRE D'AFFAIRES STRUCTURE – CITIVIA SPL :

- 42,7 K€ de rémunération 2022

Mulhouse

STATIONNEMENT

Stationnement et mobilité

Des parcs de stationnement au service des usagers et du développement de l'agglomération Mulhousienne

Exploitations de 3 parcs de stationnement véhicules légers :

- Parking P2 : 214 places en enclos à destination des usagers du quartier d'affaire de la gare
- Parking P3 : 140 places en enclos, à destination des abonnés TER
- Parking Porte Haute : 215 places en enclos à destination des usagers du centre-ville

ENJEUX 2022 :

- Assurer un service et une offre de stationnement conforme aux attentes des usagers.

CHIFFRE D'AFFAIRES STRUCTURE – CITIVIA SPL :

- Parking P2 : CA - 157 K€HT Redevance – 56 K€
- Parking P3 : CA - 29 K€HT Redevance – 11 K€
- Parking Porte Haute : CA - 263 K€HT Redevance – 109 K€

III.2 - Avances en compte courant consenties par la collectivité à la Société

En 2022, aucune avance en compte courant n'a été consentie par la Ville de Mulhouse à la Société CITIVIA SPL.

III.3 - Garanties d'emprunt consenties par la collectivité à la Société

En 2022, la Ville de Mulhouse a consenti 2 236 K€ de garanties d'emprunt à la Société CITIVIA SPL pour le financement des opérations suivantes :

- RUDIC (1 680 K€)
- Maison Médicale Bourtzwiller (300 K€)
- Parking Porte Haute ex Buffon (134 K€)
- Parking Gare Centrale (120 K€)

III.4 - Aides octroyées au titre du développement économique

En 2022, la Ville de Mulhouse a octroyé 22 740 K€ de participations d'équilibre pour la réalisation des opérations suivantes :

- Nouveau Bassin (8 051 K€)
- Fonderie (5 433 K€)
- RUDIC (7 826 K€)
- Maison Médicale Bourtzwiller (30 K€)
- NPNRU Péricentre (1 400 K€)

III.5 - Autres concours financier consentis par la collectivité à la Société

En 2022, la Ville de Mulhouse a consenti 2 073 K€ d'avances à la Société CITIVIA SPL pour le portage des opérations suivantes :

- Nouveau Bassin (73 K€)
- RUDIC (2 000 K€)

IV- ETAT DES PRISES DE PARTICIPATION - SITUATION DU GROUPE

La Société CITIVIA SPL détient :

- 4 parts sociales sur 12 à titre gratuit du GIE EPL Sud Alsace dont le représentant de CITIVIA SPL au sein de la structure est le Président de CITIVIA SPL. Le domaine d'activité de la structure est la mise en commun de moyens matériels et humains.
- 75 parts sociales sur 550 à titre gratuit du GIE Novéa dont le représentant de CITIVIA SPL au sein de la structure est la Directrice Générale de CITIVIA SPL. Le domaine d'activité de la structure est l'expertise technique opérationnelle.

V- EVOLUTIONS STATUTAIRES ET DE L'ACTIONNARIAT INTERVENUES DANS L'ANNEE

V.1 - Evolutions statutaires

a - Présentation des modifications statutaires intervenues dans l'année

Durant l'année 2022, les statuts de la Société CITIVA SPL n'ont fait l'objet d'aucune modification.

b - Historique des 5 dernières années (2017-2021)

Entre 2017 et 2021, les statuts de la Société CITIVA SPL ont fait l'objet des 2 modifications suivantes :

- En **2017**, les statuts ont été modifiés suite à l'opération **d'augmentation de capital social**. Le capital social a été augmenté d'un montant de 2 007 153,97€ par voie d'apports en numéraire.

➔ Depuis 2017, le capital social est fixé à la somme de 3 507 141 €, divisé en sept mille cinq cent dix-sept (7 517) actions, entièrement libérées, souscrites en numéraire, dont la totalité appartient aux collectivités territoriales.

- En 2021, les statuts ont été modifiés suite au **transfert de siège social** de CITIVIA SPL.

➔ Depuis 2021, le siège social est situé au 24 rue Carl Hack – 68100 MULHOUSE.

V.2 - Evolutions de l'actionnariat

a- Evolution au cours de l'année

Au cours de l'année 2022, l'actionnariat de la Société CITIVIA SPL n'a aucunement évolué.

b- Historique des 5 dernières années (2017-2021)

Entre 2017 et 2021, les collectivités suivantes ont rejoint l'actionnariat de CITIVIA SPL :

- Vieux-Thann (2017)
- Neuf Brisach (2018)

- Communauté de Communes Région de Guebwiller (2021)
- Communauté de Communes Pays Rhin-Brisach (2021)

VI- BILAN DE GOUVERNANCE

VI.1 - Réunions du Conseil d'Administration

En 2022, le Conseil d'Administration s'est réuni 3 fois :

- Le **18 mars 2022** : au total, il y'a eu un taux de présence de 56%. Concernant la Ville de Mulhouse, 4 représentants étaient présents sur 7 (soit un taux de présence de 57%).
- Le **16 mai 2022** : au total il y'a un taux de présence de 78%. Concernant la Ville de Mulhouse, 5 représentants étaient présents sur 7 (soit un taux de présence de 71%).
- Le **1er décembre 2022** : au total, il y a eu un taux de présence de 72%. Concernant la Ville de Mulhouse, 4 représentants étaient présents sur 7 (soit un taux de présence de 57%).

VI.2 - Réunions de l'Assemblée Spéciale

En 2022, l'Assemblée Spéciale s'est réunie 3 fois :

- Le **18 mars 2022**
- Le **16 mai 2022**
- Le **1er décembre 2022**

La Ville de Mulhouse ne siégeant pas à l'Assemblée Spéciale, aucun représentant de la collectivité n'y a été présent.

VI.3 - Réunions de l'Assemblée Générale

En 2022, l'Assemblée Générale s'est réunie une seule fois, et ce de manière ordinaire :

- Le **16 juin 2022** : au total, il y'a eu un taux de présence de 35%. Concernant la Ville de Mulhouse, 1 représentant était présent sur 1 (soit un taux de présence de 100%).

VI.4 - Informations sur la rémunération et les avantages en nature des représentants de la collectivité et des mandataires sociaux

Les représentants de la Ville de Mulhouse n'ont bénéficié d'aucune rémunération ou avantage en nature au titre de l'année 2022.

En vertu de son mandat social, la Directrice Générale de CITIVIA SPL a bénéficié en 2022 :

- D'une rémunération forfaitaire annuelle de 4 300€ ;
- D'un avantage en nature se traduisant par l'affectation d'un véhicule de fonction pris en charge à hauteur de 75% soit d'une valeur mensuelle de 352,12€.

VI.5 - Principaux risques et contrôles dont fait l'objet la société

a - Principaux risques

Risques d'ordre juridique :

A fin 2022, il existe 1 contentieux locatif dont les bilans des concessions d'exploitation tiennent comptent pour un montant global de 22 K€.

D'autre part, la responsabilité de CITIVIA SPL est recherchée quant à l'entretien de la bordure d'un terrain en travaux dans le cadre d'un accident de la circulation impliquant un jeune garçon circulant à vélo et un automobiliste. Ce dossier en cours d'instruction est couvert par les assurances de protection juridique et de responsabilité civile de CITIVIA SPL.

Enfin, les services du ministère de l'intérieur ont engagé fin 2018 une expertise pour objectiver et qualifier l'état du bâtiment construit par CITIVIA SPL et en exploitation par la Police Nationale. L'expert a remis son dossier, pas de suite donnée actuellement.

L'ensemble des éléments connus à la date d'arrêté des comptes ont été appréciés. Si la Société CITIVIA SPL n'a pas d'exposition directe en Ukraine et en Russie, néanmoins, le contexte inflationniste et la remontée des taux d'emprunt généralisée auront un impact sur l'ensemble des dépenses à venir sans que cet impact soit pleinement mesurable. A la date des présentes, ces risques sont toutefois difficilement chiffrables et la société n'est pas en mesure d'évaluer les impacts à moyen et long terme de cet évènement sur son patrimoine, sa situation financière et son résultat. Pour autant à la date de clôture du 31 décembre 2022, aucun impact sur les comptes annuels n'a été anticipé conformément à la réglementation comptable en vigueur.

Engagement hors bilan :

- Indemnités de fin de carrière :

Les dispositions de la Convention Collective Syntec et de l'accord d'entreprise prévoient le versement d'une indemnité de fin de carrière à tout salarié qui part en retraite à son initiative ou celle de son employeur. Afin de faire face à cet engagement, CITIVIA SPL a souscrit en décembre 2003 un contrat d'assurance au profit des membres du personnel.

Le décret 83.1020 du 29.11.1983 (art.24) fait obligation de calculer le montant des engagements sociaux qu'une entreprise peut avoir contracté auprès de ses salariés. Cet engagement peut être soit provisionné, soit mentionné en « engagement hors bilan ».

Au 31/12/2022, le montant de l'engagement total de CITIVIA SPL est estimé à 281 981 €.

La valeur des sommes versées au contrat au 31 décembre 2022 s'élève à 20 170,86 €.

Aucune somme complémentaire n'a été versée sur ce contrat en 2022.

L'engagement non couvert au 31 décembre 2022 est de 261 810,14 €.

- Autorisation de découvert sur le compte opérations :

Pour le financement de l'opération Sélestat Porte Sud, il a été négocié avec le Crédit Agricole un découvert autorisé de 7,4 M€ à hauteur des dépenses engagées sur l'opération et il sera remboursé au fur et à mesure des cessions des parcelles. Il est de :

- 5 831 613,32€ au 31/12/2022

- Hypothèque :

Concernant le découvert autorisé de l'opération Sélestat Porte Sud, une promesse hypothécaire a été donnée (5 832 K€).

Concernant l'opération Maison Médical de Bourtzwiller, une hypothèque sur bail à construction pour 50% du CRD a été donnée soit (301 K€).

Concernant l'emprunt pour les locaux rue Carl Hack de Citivia, une garantie hypothécaire a été donnée (1 951 K€).

- Caution et engagements reçus :

Pour réaliser la cession des parcelles de l'opération d'aménagement de Pulversheim, une garantie de parfait achèvement a été souscrite auprès de la Caisse d'Epargne pour un montant évalué à 983 K€ au 31/12/2022,

Une Garantie Financière d'Achèvement à été donné par le Crédit Agricole concernant la réalisation de l'opération Sélestat Porte Sud pour 5 020 K€.

- Autre engagement :

L'Hôtel de Police est financé par un crédit-bail auprès du Crédit Agricole dont la valeur initiale au 15/11/2012 était de 15 105 K€ et dont le solde restant dû au 31/12/2022 13 762 K€.

b- Contrôle

En 2022, la Société a fait certifier ses comptes sans réserve par un Commissaire aux Comptes indépendant et selon les normes d'exercice professionnel applicables en France :

Sémaphores Audit SA, SA au capital de 200 000 €, Société de Commissariat aux comptes - Membre de la Compagnie Régionale de Paris dont le siège social est sis au 20/24 rue Martin Bernard - 75013 Paris - 337 630 792 RCS Paris

VI.6 - Contrôle analogue

Les modalités du contrôle analogue sont mises en place par le **règlement intérieur** et l'instauration d'une **commission des marchés et d'agrément** au sein de CITIVIA SPL.

Les modalités du contrôle analogue sont inscrites dans le règlement intérieur. L'article 1 traitant de l'objet du règlement intérieur détermine les modalités essentielles de fonctionnement de la Société dans l'objectif du respect des critères « in-house », et notamment des règles permettant aux collectivités territoriales actionnaires d'exercer un contrôle sur la société.

Les modalités d'exercice du contrôle analogue sont explicitées dans le règlement intérieur et relèvent de 3 points :

- Article 4 : Modalités de fonctionnement du Conseil d'Administration dans l'intérêt de ses membres ainsi que les modalités de leur contrôle collectif sur la Société
- Article 6 : Contrôle des opérations au travers de réunions périodiques
- Article 7 : Instauration d'une commission ad hoc "commission des marchés » afin de renforcer le contrôle analogue :

La **commission des marchés et d'agrément** a été composée des membres suivants en 2022 :

Membres à voix délibérante – Titulaires :

- **Président** : M. Thierry BELLONI – Vice-Président - m2A
- Mme Marie HOTTINGER – Adjointe au Maire - Mulhouse
- M. Florian COLOM – Adjoint au Maire - Mulhouse

Membres à voix délibérante - Suppléants

- M. Guy DUMEZ– Adjoint au Maire - Staffelfelden (suppléant de M. BELLONI)
- Mme Nina CORMIER – Conseillère Municipale – Ville de Mulhouse (suppléante de Mme HOTTINGER)
- M. Pierre WILLEMANN– Adjoint au Maire - Wittelsheim (suppléant de M. COLOM)

La **commission des marchés** s'est tenue à neuf reprises en 2022 :

- Le 12 janvier 2022
- Le 23 février 2022
- Le 6 avril 2022
- Le 11 mai 2022
- Le 1er juin 2022
- Le 6 juillet 2022
- Le 20 juillet 2022
- Le 14 septembre 2022
- Le 12 octobre 2022

En 2022, la commission a instruit 15 marchés comprenant 162 K€ HT d'études et 1,3 M€ HT de travaux pour 7 concessions et 1 contrat de prestation. La commission a rendu un avis favorable pour l'ensemble des marchés soumis en 2022.

La **commission d'agrément** s'est réunie à quatre reprises en 2022 :

- Le 23 février 2022
- Le 15 juin 2022
- Le 14 septembre 2022
- Le 12 octobre 2022

Elle a rendu un avis favorable sur l'ensemble des 8 contrats instruits.

L'ensemble de ces contrats représente un chiffre d'affaires HT pour CITIVIA SPL de 3 059 K€.

VI.7 – Etat des procédures de prévention et de détection des faits d'atteinte à la probité mises en œuvre par la Société

Compte tenu de l'effectif de l'entreprise, la Société CITIVIA SEM n'est pas tenue à la mise en place de telles procédures.

Mme le Maire : Nous passons au rapport des représentants de la Ville de Mulhouse au conseil d'administration de CITIVIA SPL et également de CITIVIA SEM. Ces deux rapports seront présentés par Jean-Philippe BOUILLÉ qui nous les présentera tous les deux et nous reviendrons pour le vote un peu plus tard. À toi, Jean-Philippe.

M. BOUILLÉ : Merci, Mme le Maire. Bonsoir, mes chers collègues. CITIVIA, je reviens sur une présentation d'ensemble à la fois pour la Société publique locale (SPL) et la Société d'économie mixte (SEM). Vous connaissez la vocation de l'entreprise, c'est d'accompagner les collectivités locales dans leurs projets, que ce soient des activités du logement, des aménagements au sens large du terme dans des ZAC par exemple, et les activités de stationnement. Tout ça dans un périmètre qui en gros va de Sélestat jusqu'à la frontière suisse.

Les actionnaires de la SPL sont uniquement des collectivités, au rang desquels on va retrouver un certain nombre d'actionnaires également de la SEM : la Ville de Mulhouse, l'agglomération m2A, la CeA, la région Grand-Est, un certain nombre de communes du territoire également et pour le compte de la SEM un certain nombre d'acteurs privés, des banques en particulier et PROCIVIS qui est un promoteur coopératif.

On note au cours de l'année écoulée un certain nombre de progrès qui se sont inscrits dans la suite de ceux réalisés dans les années précédentes sur la mise en œuvre du plan stratégique qui avait été revu en début de mandat en 2021, si vous en souvenez, et qui couvre donc la période 21-26. Je vais citer quelques réalisations qui me semblent particulièrement importantes :

- partenariat avec les collectivités, avec les tiers dans la mesure où évidemment quand on est au service des collectivités, il est indispensable de s'approprier leur mandat, leur feuille de route politique et évidemment après les élections de 2020, ce n'était pas une gageure que de faire ceci ;
- ensuite, gagner en transparence et en efficacité en particulier en capacité à travailler efficacement avec les services des différentes collectivités de manière à simplifier les procédures ;
- augmenter la transparence des informations et finalement le cycle de vie des projets et de les accélérer ;
- le dynamisme commercial qui évidemment a là aussi son rôle, j'évoquais dans notre précédente réunion un contexte évidemment difficile sur le plan de l'évolution des taux d'intérêt, du marché immobilier et d'un certain nombre de facteurs qui érodent la dynamique du marché. 2022 était encore une relativement favorable ; l'année 2023 va être beaucoup plus compliquée, on le verra dans le prochain rapport ;
- le dernier point qui n'est pas des moindres, ces deux entités, la SEM et la SPL n'ont pas vocation à réaliser du profit, mais à tout de même être équilibrées sur le plan financier, exercice qui s'est révélé particulièrement difficile sous la précédente mandature et je suis assez heureux de constater que la barre a été bien redressée, j'y reviendrai tout à l'heure.

Sur le plan financier justement, pour contraster la SPL et la SEM, les produits d'exploitation, les recettes d'exploitation pour la Société Publique Locale se sont élevées à 21 millions d'euros en 2022, 800 000 € pour la SEM. Le résultat courant dans l'ensemble du groupe est équilibré, on a fait face à un certain

nombre de charges exceptionnelles liées à la réorganisation du personnel qui est partagé, vous vous souvenez, entre les deux entités et je rappelle que l'ensemble des engagements bilanciels tourne aux alentours d'une centaine de millions d'euros qui représentent toutes les opérations en cours sur le sud Alsace.

Je voudrais conclure cette rapide intervention en remerciant les clients partenaires actionnaires, c'est-à-dire les collectivités locales, mais aussi les entreprises avec lesquelles nous travaillons et l'ensemble du personnel, des 43 personnes qui travaillent pour les deux sociétés en partage et souligner quatre lieux d'intervention qui sont particulièrement importants pour la ville de Mulhouse :

- la Fonderie avec du neuf, de la réhabilitation et de la reprise des espaces publics dont nous avons parlé tout à l'heure ;
- un plan sur Les Coteaux avec le réaménagement de la bande Est du quartier et les programmes qui ont lieu dans le domaine des groupes scolaires, des écoles ;
- la poursuite du développement du secteur Gare et de son attractivité économique et résidentielle avec là aussi du travail sur les activités également sur les logements et un certain nombre d'aménagements dont on a évoqué les grands traits sur lesquels on reviendra au moment où les travaux reprendront sur l'espace Ouest en particulier ;
- pour finir l'intervention, qui m'est très chere, sur DMC, à la fois sur le village d'activité qui continue son développement avec la remise en commercialisation du fameux Bâtiment 48 et la concession qui a été signée avec CITIVIA SPL sur le Bâtiment 62 et les espaces publics afférents.

Mme le Maire, je vous remercie.

Mme le Maire : Merci pour cette présentation. Y a-t-il des demandes d'intervention ou de parole ? Non ? Il m'appartient de mettre ces rapports au vote.

D'abord, nous commençons par la délibération 1110, qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci à vous.

Pour : 42 + 6 procurations
Groupe majoritaire : 33+ 4 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5+1 procuration
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 2+1 procuration

Ne prend pas part au vote M. Bouillé.

Le Conseil Municipal approuve, après débat et par son vote à l'unanimité des suffrages exprimés, le rapport des représentants de la Ville de Mulhouse au sein de CITIVIA SPL pour l'exercice 2022.

10° RAPPORT DES REPRESENTANTS DE LA VILLE DE MULHOUSE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE CITIVIA SEM (3513/5.6.2/1111)

La Ville de Mulhouse étant actionnaire de CITIVIA SEM, il appartient au Conseil Municipal, conformément à l'article L 1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, de se prononcer, après un débat, sur le rapport annuel des représentants de la Ville au sein de CITIVIA SEM pour l'exercice 2022.

Le rapport complet établi conformément à l'article D 1524-7 du Code Général des Collectivités Territoriales introduit par le décret n° 2022-1406 du 4 novembre 2022 relatif au contenu du rapport du mandataire, est ci-après annexé.

La présente synthèse porte notamment sur les modifications statutaires, l'évolution de l'actionnariat, les comptes annuels ainsi que l'activité de CITIVIA SEM.

Au cours de l'exercice 2022, aucune modification statutaire n'est intervenue.

5. Évolution de l'actionnariat, du capital et des représentations au Conseil d'Administration de CITIVIA SEM

1.1 Évolution de l'actionnariat

La composition de l'actionnariat n'a pas évolué au cours de l'exercice 2022.

1.2 Augmentation de capital CITIVIA SEM

Aucune augmentation du capital de CITIVIA SEM n'est intervenue au cours de l'exercice 2022.

1.3 Évolution des représentations et fonctions au sein du Conseil d'Administration

Fin 2022, le Conseil d'Administration de CITIVIA SEM se compose des membres suivants :

- Pour la Ville de Mulhouse :
  - M. Jean-Philippe BOUILLE : Adjoint au Maire
  - M. Florian COLOM : Adjoint au Maire
- Pour la Collectivité Européenne d'Alsace :
  - Mme Lara MILLION : Présidente CITIVIA SEM et Vice-présidente de la Collectivité Européenne d'Alsace
  - M. Pierre VOGT : Conseiller d'Alsace
  - M. Marc MUNCK : Vice-Président de la Collectivité Européenne d'Alsace

- M. Jean-Luc SCHILDKNECHT : Conseiller d'Alsace

- Pour Mulhouse Alsace Agglomération :
  - M. Laurent RICHE : Vice-Président
  - M. Jean-Marie BEHE : Conseiller communautaire délégué
- Pour la Banque des Territoires :
  - M. Paul JEANNET : Directeur Territorial Haut-Rhin
- Pour la Caisse d'Epargne Grand-Est Europe :
  - Mme Nathalie BROGGI : Responsable de Marchés Centre d'Affaires Alsace Sud
- Pour la Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne :
  - M. Julien ADAM : Directeur Centre d'Affaires Entreprises Alsace Sud
- Pour le Crédit Agricole Alsace Vosges :
  - M. Christophe MULLER : Directeur Centre d'Affaires Entreprises Haut-Rhin
- Pour Procivis :
  - M. Jean-Luc LIPS : Administrateur
- Censeurs :
  - M. Denis NASS : Vice-Président Chambre d'Agriculture du Haut-Rhin
  - M. Jérôme KOCH : CCI Alsace Eurométropole

1.4 Rémunération ou avantage en nature des représentants de la Ville de Mulhouse

Les représentants de la Ville de Mulhouse n'ont bénéficié d'aucune rémunération ou avantage en nature au titre de l'année 2022.

6. Plan d'actions de 2021 à 2026

Le Plan d'Evolution Stratégique, approuvé par le Conseil d'Administration de CITIVIA SEM du 21 octobre 2021, est porteur d'ambition de développement avec un prérequis de retour à l'équilibre de la Société.

Il en découle un plan d'actions de 2021 à 2026 avec un point d'étape à mi-parcours comportant 6 axes de progrès :

- adapter l'opérateur aux attentes des collectivités,
- renforcer l'accroche commerciale de CITIVIA,

- améliorer la rentabilité économique de CITIVIA,
- doter CITIVIA d'indicateurs de pilotage adaptés,
- améliorer les méthodes de travail avec les actionnaires,
- renforcer les partenariats.

Ces axes vont se concrétiser par la réalisation de 12 actions de 2021 à 2023 dans un premier temps pour CITIVIA SEM :

14. Mise en place d'un comité de pilotage pour superviser la bonne réalisation du Plan d'Evolution Stratégique
15. Mise en place d'un Groupement d'employeur pour favoriser l'agilité organisationnelle de CITIVIA
16. Améliorer la stratégie de communication
17. Mettre en place des indicateurs de pilotage clairs et partagés
18. Accentuer la compréhension des politiques publiques et leurs incidences
19. Renforcer les partenariats
20. Réduire les charges fixes
21. Développer l'accroche commerciale et ses pratiques
22. Améliorer la valorisation des services rendus
23. Faciliter la relation CITIVIA/Collectivités
24. Renforcer les compétences en réponse aux évolutions de l'environnement et des nouvelles opérations pressenties
25. Organiser et réaliser une veille en matière de diversification d'activités

Un planning de suivi de ces actions est en place et régulièrement partagé avec les membres du Conseil d'Administration.

7. Comptes annuels

Le total des produits d'exploitation s'élève en 2022 à 799 k€.

Le total des charges d'exploitation s'établit en 2022 à 776 k€.

L'exercice se traduit finalement par un résultat net de 19 k€.

Le bilan de l'exercice 2022 s'élève à 8 978 K€.

8. Activité de CITIVIA SEM

L'activité de CITIVIA SEM est marquée par une grande diversité et notamment pour la Ville de Mulhouse par les actions suivantes :

- **Assistance à la commercialisation** :

- L'assistance à commercialisation pour le compte de l'Association ADAPEI a permis la signature en mars 2022 d'un acte de vente avec la société MEDIATER pour la réalisation d'un programme de 112 logements.

- Dans le cadre d'un contrat d'apport d'affaires conclu en novembre 2022, l'Immeuble le Plaza sis quai d'Alger dans le quartier d'affaires de la Gare TGV a été vendu. Les bureaux seront occupés par 80 salariés de la Santé au Travail Sud Alsace en 2024.

- **Rénovation et construction de logements** :

- GreenLofts – tranche 1 – construction et commercialisation de 33 logements : les travaux ont démarré le 21 janvier 2022 et devraient être terminés au cours du 4ème trimestre 2023 ; la commercialisation des 33 logements est quasiment finalisée.

- GreenLofts – tranche 2 – construction et commercialisation de 30 logements : la consultation des entreprises a été effectuée en 2022 pour permettre le lancement du chantier début 2023 ; 25 logements ont été commercialisés fin 2022 sur les 30 logements mis en vente.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve, après débat et par son vote, le rapport des représentants de la Ville de Mulhouse au sein de CITIVIA SEM pour l'exercice 2022.

PJ : rapport des représentants de la Ville de Mulhouse au Conseil d'Administration de CITIVIA SEM pour l'exercice 2022.

RAPPORT ANNUEL DU MANDATAIRE

Exercice 2022

SOMMAIRE

I. Présentation de CITIVIA SEM 3

I.1 - Informations générales 3
I.2 - Historique 3
I.3 - Objet social – Domaines d'activité 3
I.4 - Répartition du capital social 5
I.5 - La gouvernance 6

II. Principales activités, opérations de l'année écoulée et situation financière de la Société .. 8

II.1 - Principales activités et opérations de l'année 8
II.2 - Situation financière de la Société 11
II.3 - Présentation du chiffre d'affaires 13
a - Répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité 14
b - Répartition du chiffre d'affaires par catégorie de clients. 14

II.4 - Perspectives de développement 15
a – Plan d'affaires 15
b – Plan d'actions... 15

III. Etat des relations entre la collectivité et la Société 16

III.1 - Contrats signés entre la collectivité et et la Société 16
III.2 - Avances en compte courant consenties par la collectivité et la Société 16
III.3 - Garanties d'emprunt consenties par la collectivité à la Société 16
III.4 - Aides octroyées au titre du développement économique 16
III.5 - Autres concours financier consentis par la collectivité à la Société 16

IV. Etat des prises de participation - Situation du groupe 17

V. Evolutions statutaires et de l'actionnariat intervenues dans l'année 17

V.1 - Evolutions statutaires 17
a - Présentation des modifications statutaires intervenues dans l'année 17
b - Historique des 5 dernières années 17
V.2 - Evolutions de l'actionnariat 18
a - Evolution au cours de l'année 18
b - Historique des 5 dernières années 18

VI. Bilan de gouvernance 18

VI.1 - Réunions du Conseil d'Administration 18
VI.2 - Réunions de l'Assemblée Générale 18
VI.3 - Informations sur la rémunération et les avantages en nature des représentants de la collectivité, mandataires sociaux 18
VI.4 - Principaux risques et contrôles dont fait l'objet la Société 19
a - Principaux risques 19
b - Contrôle 19
VI.5 – Etat des procédures de prévention et de détection des faits d'atteinte à la probité mises en œuvre par la Société 19

I. PRESENTATION DE CITIVIA SEM

I.1 - Informations générales

Dénomination sociale	CITIVIA SEM
Forme juridique	Société d'Economie Mixte
Capital Social	3 112 575 €
Date d'immatriculation	10 juillet 1992
N° Siret	388 286 056 000 48
Adresse du siège social	24 rue Carl Hack – 68100 MULHOUSE
Organisation de la gouvernance	Société à Conseil d'Administration
Nom du président du Conseil d'Administration	Madame Lara MILLION
Nom de la Directrice Générale	Madame Agnès PEREZ
Nombre de salariés	2

I.2 - Historique

La Société, dont la dénomination a été modifiée de « SEMHA » en « CITIVIA SEM » suivant délibérations de l'Assemblée Générale à caractère mixte du 27 octobre 2015, a été constituée par acte établi sous seings privés en date du 10 juillet 1992.

Le siège social de CITIVIA SEM a été transféré de Colmar à Mulhouse suite à une décision du Conseil d'Administration du 13 mai 2016 et à la ratification de ladite décision par l'Assemblée Générale Ordinaire du 30 juin 2016.

I.3 - Objet social – Domaines d'activité

L'objet social de CITIVIA SEM comprend les éléments décrits ci-dessous :

- Procéder, pour son compte ou celui de tiers, à la réalisation de toutes études économiques, foncières ou techniques concernant l'aménagement, le développement et le renouvellement urbains, toutes opérations immobilières, de construction, de rénovation ou de réhabilitation, l'aménagement de zones économiques, de loisirs, et plus généralement toutes opérations d'intérêts public.
- Réaliser, pour son compte ou celui de tiers, les opérations mentionnées en ci-dessus, et entre autres :

  - L'acquisition et l'aménagement de terrains en vue de leur affectation future en zones d'activité économique ou de loisirs, d'équipements collectifs, d'urbanisation, de lotissement ou de réserve naturelle ;
  - Les équipements ou bâtiments, publics ou d'intérêt public, dont la réalisation et la gestion lui serait confiée par une ou plusieurs collectivités ou concessionnaires de services publics ;
  - Les aménagements ou opérations relatifs à la protection de l'environnement des équilibres naturels, à la conservation du patrimoine culturel, artistique et architectural qui lui seraient confiés ;
  - La réalisation des opérations de rénovation urbaine et de restauration immobilière dont elle aura été chargée, et notamment la restructuration des quartiers anciens, ainsi que toutes interventions dans le domaine de la performance énergétique ;
  - La construction ou l'aménagement sur tous terrains d'immeubles collectifs ou individuels à usage principal d'habitation pour les trois-quarts au moins de leur superficie totale, et notamment des immeubles pouvant bénéficier de financements aidés par l'Etat, la construction et l'aménagement des services communs afférents à ces ensembles immobiliers ;
  - Les tâches d'accueil des habitants et de première animation des quartiers ou immeubles dont l'aménagement lui serait confié ;
  - La construction d'immeubles à usage de bureaux ou de locaux industriels destinés à la vente ou à la location ;
  - La vente ou la location de ces immeubles ;
  - L'obtention de tous emprunts, ouvertures de crédits, avances, avec ou sans garantie ou hypothèque, en vue de la réalisation de l'objet social ;
  - La gestion, l'entretien et la mise en valeur par tous moyens des terrains, ensembles immobiliers ou réseaux confiés en gérance ;
  - La gestion de tout matériels ou parc de matériels à usage des collectivités publiques ;
  - L'exploitation d'un service public industriel et commercial dans le cadre d'une délégation de service public, notamment la gestion d'un parc de stationnement hors voirie ;
  - L'exercice de tout mandat pour assurer la réalisation, la maîtrise d'ouvrage, la conduite d'opération, les concessions et affermages pour le compte des collectivités territoriales de l'Etat, des établissements publics, des organismes d'intérêt général travaillant en liaison avec les collectivités
  - Plus généralement, l'expertise sur les projets économiques structurants, l'équipement et la construction d'ouvrages nécessaires au développement de la vie économique et sociale des collectivités territoriales, notamment toutes opérations de reconversion de friches industrielles, la promotion de l'offre territoriale.

- Enfin et plus généralement, toutes opérations quelconques se rapportant à l'objet social et susceptibles d'en favoriser la réalisation, en application des dispositions légales et réglementaires en vigueur, telles que la création de filiales ou la prise de participation dans d'autres sociétés de nature complémentaire.

L'activité de CITIVIA SEM consiste en la contractualisation de concessions, mandats, prestations, DSP avec ses donneurs d'ordre privés ou publics après mise en concurrence pour réaliser des opérations :

- Aménagement
- Construction, réhabilitation, rénovation
- Commercialisation
- Promotion immobilière
- Ingénierie juridique
- Ingénierie financière
- Rénovation énergétique
- Animation de programme de rénovation énergétique
- Exploitation de parkings
- Exploitation de locaux d'entreprises, commerces, services

I.4 - Répartition du capital social

Actionnariat - CITIVIA SEM	Nbre d'actions	en €	%
Collectivité européenne d'Alsace	1 372 328	1 139 032,24 €	36,59%
Ville de Mulhouse	767 244	636 812,52 €	20,46%
m2A	767 244	636 812,52 €	20,46%
Banque des Territoires	430 329	357 173,07 €	11,48%
Banque Populaire Alsace Lorraine Champagne	254 964	211 620,12 €	6,80%
Crédit Agricole Alsace Vosges	134 482	111 620,06 €	3,59%
Caisse d'Epargne Grand Est Europe	14 000	11 620,00 €	0,37%
CCI Alsace Eurométropole	2 500	2 075,00 €	0,07%
PROCIVIS	6 000	4 980,00 €	0,16%
Chambre d'Agriculture du Haut-Rhin	1 000	830,00 €	0,03%
Total	3 750 091	3 112 575,53 €	100,00%

I.5 - La gouvernance

Le Conseil d'Administration :

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	REPRESENTANT	FONCTION
13 ADMINISTRATEURS		
COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE		
	Mme Lara MILLION	Présidente CITIVIA SEM Vice-présidente de la Collectivité Européenne d'Alsace 100 avenue d'Alsace BP 20 351 68 006 COLMAR Cedex
	M. Pierre VOGT	Vice-président CITIVIA SEM Conseiller d'Alsace 100 avenue d'Alsace BP 20 351 68 006 COLMAR Cedex
	M. Marc MUNCK	Vice-président de la Collectivité Européenne d'Alsace 100 avenue d'Alsace BP 20 351 68 006 COLMAR Cedex
	M. Jean-Luc SCHILDKNECHT	Conseiller d'Alsace 100 avenue d'Alsace BP 20 351 68 006 COLMAR Cedex
VILLE DE MULHOUSE		
	Monsieur Jean-Philippe BOUILLE	Adjoint au Maire 2 rue Pierre et Marie Curie BP 10 020 68 948 MULHOUSE Cedex 9
	Monsieur Florian COLOM	Adjoint au Maire 2 rue Pierre et Marie Curie BP 10 020 68 948 MULHOUSE Cedex 9
MULHOUSE ALSACE AGGLOMERATION		
	M. Laurent RICHE	Vice- président 2 rue Pierre et Marie Curie BP 90019 68948 MULHOUSE CEDEX 09
	M. Jean-Marie BEHE	Conseiller communautaire délégué 2 rue Pierre et Marie Curie BP 90019 68948 MULHOUSE CEDEX 09
BANQUE DES TERRITOIRES		
	M. Paul JEANNET	Directeur Territorial Haut-Rhin Immeuble le Lauwn 27 rue Jean Wenger valentin CS 20017 67 069 STRASBOURG
CAISSE D'EPARGNE GRAND EST EUROPE		
	Mme Nathalie BROGGI	Directrice Centre d'Affaires Alsace Sud 7 avenue de la République 68 000COLMAR
BANQUE POPULAIRE ALSACE LORRAINE CHAMPAGNE		
	M Julien ADAM	Directeur Centre Affaires Entreprises Alsace Sud Immeuble Le Platine 28 avenue du Général Leclerc 68100 MULHOUSE

CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES		
	M Christophe MULLER	Directeur Centre d'Affaires Entreprises Haut Rhin 1 avenue du Rhin 67 925 STRASBOURG
PROCIVIS		
	M. Jean-Luc LIPS	Administrateur 11 rue du Marais Vert 67 084 STRASBOURG CEDEX
2 CENSEURS		
CHAMBRE D'AGRICULTURE DU HAUT RHIN	M. Denis NASS	Vice-Président Chambre d'Agriculture du Haut-Rhin 11 rue Jean Mermoz 68127 SAINTE CROIX EN PLAINE
CCI LALSACE EUROMETROPOLE	M. Jérôme KOCH	8 rue du 17 novembre 68 051 MULHOUSE

L'Assemblée Générale des Actionnaires :

COMPOSITION DE L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES AU 31/12/2022	
COLLECTIVITE EUROPEENNE ALSACE	Madame Lara MILLION – Vice-Présidente & Présidente CITIVIA SEM
VILLE DE MULHOUSE	Monsieur Florian COLOM – Adjoint
M2A ET VILLES DE L'AGGLOMERATION DE MULHOUSE	Monsieur Jean-Marie BEHE - Adjoint
BANQUE DES TERRITOIRES	Monsieur Paul JEANNET – Directeur territorial Haut-Rhin
BANQUE POPULAIRE ALSACE LORRAINE CHAMPAGNE	Monsieur Julien ADAM – Directeur Centre d'Affaires Entreprises Alsace Sud
CAISSE D'EPARGNE GRAND EST EUROPE	Madame Nathalie BROGGI - Directrice Centre d'Affaires Alsace Sud
CREDIT AGRICOLE ALSACE VOSGES	Monsieur Christophe MULLER - Directeur Centre d'Affaires Entreprises Haut-Rhin
PROCIVIS	Monsieur Christophe GLOCK – Directeur Général
Censeurs	
CCI ALSACE EUROMETROPOLE	Monsieur Jérôme KOCH – Elu Industrie
CHAMBRE D'AGRICULTURE DU HAUT-RHIN -	Monsieur Denis NASS – Vice-Président

II. PRINCIPALES ACTIVITES, OPERATIONS DE L'ANNEE ECOULEE ET SITUATION FINANCIERE DE LA SOCIETE

II.1 - Principales activités et opérations de l'année

Les ventes de parcelles

La dynamique de commercialisation s'est poursuivie en 2022 sur la ZAC les Prunelles à Seebach où CITIVIA SEM a quasiment réalisé tous les travaux d'aménagement (90%) et doit encore commercialiser 6 parcelles pour de la maison individuelle, 1 parcelle pour un petit collectif (soit 1000 m² SDP) pour un montant global de cession de 520 K€ HT. La clôture de cette concession est prévue pour 2028 au plus tard.
Plus globalement, l'activité de cession de droits à construire est en baisse par rapport à 2021 dans la mesure où 3 opérations ont été clôturées.

ZAC	m² terrain cédés	m² sdp cédées	charge Foncière € HT	nb de logements	CA € HT
SEEBACH	*3027*	*1210 m²*	*305 000*	*4*	*49 927*
TOTAL	**3027**	**8 655**	**305 000**	**4**	**49 927**

L'assistance à commercialisation

L'assistance à commercialisation pour le compte de l'Association ADAPEI a permis la signature en mars 2022 d'un acte de vente avec la société MEDIATER pour la réalisation d'un programme de 112 logements. Cette vente concerne deux adresses, le 2 et 40 rue de la Charité.

⇨ Cette prestation a généré une rémunération de **36 K€/HT en 2022**.

Un contrat d'apport d'affaires a été conclu en novembre 2022 avec la société CRE IDRE concernant la recherche et la présentation de clientèle pour la vente de biens privés sous mandat de commercialisation CBRE au sein des périmètres d'opération d'aménagement maitrisés par le groupe. En 2022, s'est concrétisée la vente de l'Immeuble le Plaza sis quai d'Alger à Mulhouse sur le quartier d'affaires Gare TGV. La Santé au Travail Sud Alsace s'installera mi 2024, 80 salariés occuperont les bureaux.

⇨ Le montant de la rémunération est de **50 K€/HT en 2022.**

La co-promotion

Dans le cadre de l'opération de co-promotion du programme Greenlofts, la commercialisation de la première tranche de 33 logements est quasi finalisée, le dernier logement est de nouveau sous option.

Concernant la commercialisation de la 2ème tranche, elle est restée sur la même dynamique que la tranche 1 avec 25 logements commercialisés fin 2022 sur les 30 logements mis en vente.

L'intérêt pour un projet atypique de qualité (principe de lofts neufs, proposition de volumes généreux et d'espaces extérieurs) se maintient, y compris dans le contexte actuel plus difficile plus difficile pour la promotion immobilière.

- ⇨ Les travaux de la 1ère tranche ont démarré le 21 janvier 2022 (date de la DROC) et devraient se terminer au cours du 4ème trimestre 2023.
- ⇨ La consultation des entreprises pour les travaux de la tranche 2 s'est finalisée 2022, permettant ainsi le lancement du chantier pour début 2023.

Greenlofts – rappel bilan Tranche 1

La renégociation avec les entreprises (prix et prestations) a permis de tenir les objectifs fixés par rapport au bilan prévisionnel réactualisé.

		Bilan actualisé à fin 2022	***Bilan proposé CE 3/09/2021***	***Rappel Bilan initial***
SCCV	Prix de revient K€ HT	**6 287**	*6 360*	*5 963*
	Coût de construction €HT/m²shab	**1 840**	*1 834*	*1 500*
	Chiffre d'affaires K€HT	**6 699**	*6 669*	*6 451*
	Cash-flow K€HT	**847**	*739*	*992*
	dont Marge K€HT	**412**	*309*	*488*
	Taux marge % du CA HT	**6,15%**	*4,6%*	*7,6%*

CITIVIA SEM	Chiffre d'affaires K€ HT *(y compris rémunération de commercialisation)*	**506**	*429*	*545*

Greenlofts – rappel bilan Tranche 2

Les résultats de l'appel d'offre des travaux de la tranche 2 lancés au cours de l'année 2022 ont conduit également à revoir les hypothèses bilantielles, compte tenu de la persistance d'un contexte haussier.
En conséquence, le bilan initial a été revu et se décompose comme suit :

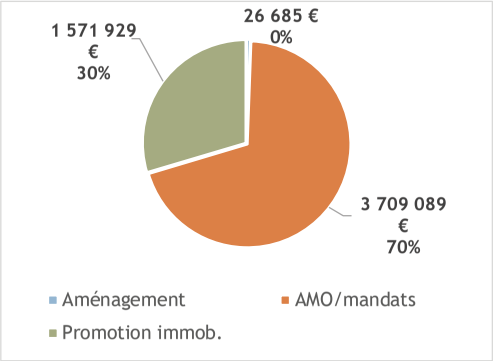
		Bilan actualisé à fin 2022	***Rappel Bilan initial***
SCCV	Prix de revient K€HT	**5 913**	*5 528*
	Coût de construction €HT/m²shab	**1 942**	*1 733*
	Chiffre d'affaires K€HT	**6 369**	*6 113*
	Cash-flow K€HT	**870**	*988*
	dont Marge K€HT	**456**	*585*
	Taux Marge % du CA HT	**7,16%**	*9,56%*

CITIVIA SEM	Chiffre d'affaires K€ HT *(y compris rémunération de commercialisation)*	**480**	*578*

Le volume de travaux générés pour le tissu économique local

L'ensemble des projets portés par CITIVIA SEM ont un impact direct sur le tissu économique local.
Le volume de travaux effectués en 2022 a bénéficié très majoritairement aux entreprises locales.

Le montant global des travaux s'élève à 5 300 K€ HT, il a progressé de 26% par rapport au montant des travaux de 2021. Ces travaux ont été principalement réalisés pour des opérations de construction/réalisation dans le cadre de contrat d'assistance à maitrise d'ouvrage mais aussi grâce au démarrage du chantier de l'opération de promotion Greenlofts.



Par ailleurs, l'accompagnement des copropriétés par CITIVIA SEM dans le cadre de projet de rénovation énergétique globale de leur patrimoine a conduit au lancement d'un montant de travaux cumulés de 1 136 K€.

En synthèse pour l'année 2022

L'activité de CITIVIA SEM a généré un chiffre d'affaires structure de 696 465 € HT et un produit net de 258 925 € HT pour l'exercice 2022.

Les activités suivantes ont été largement génératrices des résultats 2022 :

	Chiffre d'Affaires	Produit Net
▪ Conduite d'opérations	255 670 €	38 145 €
▪ Stationnement	240 430 €	85 239 €
▪ Commercialisation	143 127 €	112 151 €
▪ AMO rénovation énergétique logement	40 217 €	17 000 €
▪ Etudes	17 020 €	6 391 €

Le chiffre d'affaires réalisé pour la conduite d'opération a connu une forte progression de plus de 30% par rapport à 2021 ; une augmentation liée très largement à l'avancement des travaux du programme Greenlofts.

L'activité stationnement est en léger recul par rapport à l'année précédente dans la mesure où le chiffre d'affaires est basé uniquement sur la fréquentation et n'intègre plus la vente d'amodiations comme en 2021. Le chiffre d'affaires généré par la fréquentation du parking a en revanche progressé de 6% par rapport à 2021.

Les prestations d'apporteur d'affaires représentent les 2/3 du chiffre d'affaires de commercialisation en 2022 et constitue une activité complémentaire rémunératrice pour CITIVIA SEM.

La production d'études est en recul mais elle est compensée par le développement des missions d'accompagnement des copropriétés dans leur projet de rénovation énergétique. Ces AMO viennent en complément des actions déjà menées par la société dans le cadre de la rénovation de l'habitat privé.

II.2 - Situation financière de la Société

Conformément à la règlementation en vigueur en matière de comptabilité des EPL, une comptabilité distincte est tenue pour chaque opération et pour les recettes et dépenses de la structure.

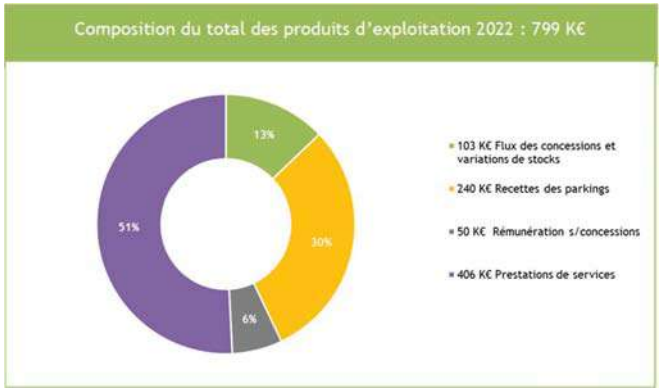
Les comptes arrêtés de la société CITIVIA SEM consolident l'ensemble de ces comptes, ils agrègent :

- Les prestations et les frais de fonctionnement de la structure et des opérations propres ;
- Les opérations de mandats qui n'impactent que le bilan ;
- Les opérations d'aménagements qui regroupent les concessions d'aménagements et de travaux.

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2022 soumis à l'approbation des membres de l'Assemblée Générale Ordinaire ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes prévues par la règlementation en vigueur.

Les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent.

Résultat 2022 - CITIVIA SEM :

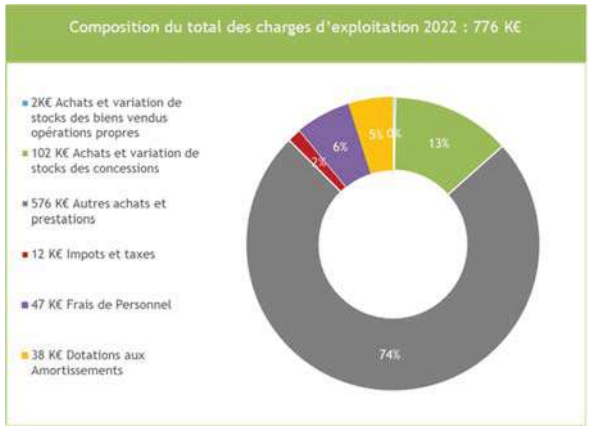


Les produits d'exploitation de 2022 sont de 799 K€ contre 1 890 K€ en 2021, soit une diminution globale de - 1 091 K€ qui s'explique par la combinaison des évènements décrits ci-dessous :

Les produits d'exploitation des concessions d'aménagement se sont élevés à 102 K€ contre 321 K€ en 2021, soit une diminution de - 219 K€. Pour autant, les flux des opérations de concessions d'aménagements sont compris dans le compte résultat mais sont neutres pour le résultat de CITIVIA SEM dans la mesure où le risque est porté par le concédant.
Les produits d'exploitation des opérations propres et de fonctionnement sont de 698 K€ contre 1 569 K€ en 2021, soit une diminution de - 871 K€ se décomposant comme suit :

- 892 K€ de vente de biens dont la sous-préfecture pour 860 K€ ;
- 17 K€ de recettes parking dont l'amodiation de 42,5 K€ d'amodiation de 2021 ;
- 41 K€ de rémunérations/concession ;
+ 144 K€ de prestations de services et d'études ;
- 65 K€ de stocks s/ frais d'études des opérations de promotion immobilière.

Les **charges d'exploitation 2022** s'élèvent à 776 K€ :



Le résultat de l'exercice 2022 est de 19K€.

Bilan arrêté au 31 décembre 2022 de CITIVIA SEM :

Le **Capital Social** inscrit au passif du bilan au 31 décembre 2022 est de 3 113 K€.

Les **Capitaux propres** s'élèvent à 2 706,5 K€ au 31 décembre 2022.

La **trésorerie** s'élève à 4 207 K€ au 31 décembre 2022.

Le **taux d'endettement** (emprunts et dettes financières sur capitaux propres) est de 43%.

Le **bilan** de l'exercice 2022 s'élève à 8 978 K€.

II.3 - Présentation du chiffre d'affaires

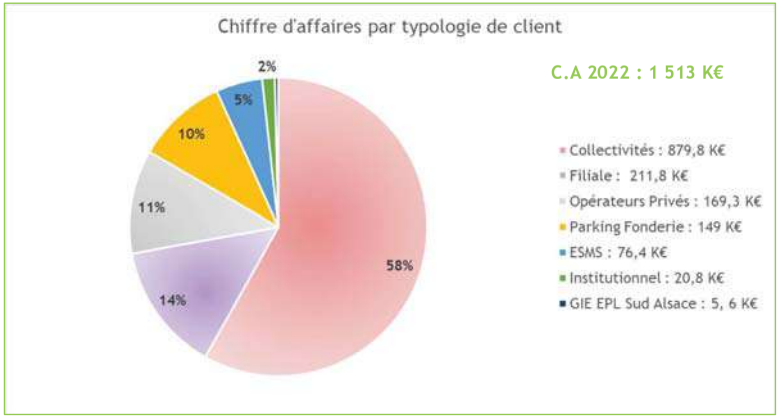
Le chiffre d'affaires 2022 s'élève à 1 512,7 K€. En le complétant des variations de stocks des productions stockés 2022 de 764,3 K€ et des transferts de charges (rémunérations des concessions) 2022 de 51 K€, nous obtenons les produits d'exploitation de 799 K€ mentionné supra.

a - Répartition du chiffre d'affaires par secteur d'activité :

Au cours de l'exercice 2022 :

- Les **concessions d'aménagement** ont généré 852,7 K€ de chiffre d'affaires pour l'activité ;
- La **structure et les opérations propres** ont généré 660 K€ de chiffre d'affaires pour l'activité.

b - Répartition du chiffre d'affaires par catégorie de clients :



CITIVIA SEM recense plusieurs natures de donneurs d'ordre :

- Collectivités (6) : Seebach, Hombourg, Illfurth, Werentzhouse, Sainte Croix aux Mines , Chalampé ;
- Etablissements sanitaires et médico-sociaux (7) : EHPAD de Munster, Maison de retraite de Soultzmatt, Résidence Médicalisées du Canton Vert, Hôpital Intercommunal du Val d'Argent, Centre Hospitalier Rouffach , EHPAD Jean Monnet, Papillons Blancs.
- Opérateurs privés (5) : La Poste, CBRE IDRE, cabinet Liehr, cabinet Synchro et Nexity ;
- Institutionnel public (2) : la CAF, le CMCAS de Mulhouse.
- Groupement d'intérêt économique (1) : GIE EPL Sud Alsace ;
- Filiale (1) : SCCV Greenlofts.

II.4 - Perspectives de développement

a - Plan d'affaires

Les enjeux du plan d'affaires des prochaines années sont de :

- Déployer les opérations de promotion immobilière ;
- Développer de nouvelles prestations et opérations au service du développement du territoire répondant notamment aux enjeux environnementaux et sociétaux.

Dans un premier temps, les axes de développement pour CITIVIA SEM seront focalisés sur des opérations propres en promotion et co-promotion pour générer des bénéfices en cycle court :

- La réalisation d'un programme immobilier innovant Greenlofts dans le quartier Fonderie de Mulhouse ;
- La réalisation et la commercialisation d'un immeuble de locaux artisanaux sur le site Drouot, également à Mulhouse ;
- La réalisation et la commercialisation du bâtiment 24B dans le quartier Fonderie en lien avec le développement du KM0.

Au regard de ces évolutions, CITIVIA SEM a conduit une transformation structurelle de l'organisation afin d'adapter ses moyens au plus près de son activité et d'atteindre l'équilibre de manière pérenne. La mise en place du groupement d'employeur va permettre de mobiliser les moyens humains à hauteur de l'activité.

b - Plan d'actions

Il est rappelé ci-après le plan d'actions quinquennal mis en place.

L'élaboration du Plan d'Evolution Stratégique par l'actionnariat, engagé à l'automne 2020, a abouti fin juin 2021 et a été validé lors du Conseil d'Administration du 21 octobre 2021.

Il est porteur d'ambition de développement avec un prérequis de retour à l'équilibre de la Société.

Il en découle un plan d'actions de 2021 à 2026 avec un point d'étape à mi-parcours comportant 6 axes de progrès :

- adapter l'opérateur aux attentes des collectivités,
- renforcer l'accroche commerciale de CITIVIA,
- améliorer la rentabilité économique de CITIVIA,
- doter CITIVIA d'indicateurs de pilotage adaptés,
- améliorer les méthodes de travail avec les actionnaires,
- renforcer les partenariats.

Ces axes vont se concrétiser par la réalisation de 12 actions de 2021 à 2023 dans un premier temps pour CITIVIA SEM :

1. Mise en place d'un comité de pilotage pour superviser la bonne réalisation du Plan d'Evolution Stratégique
2. Mise en place d'un Groupement d'employeur pour favoriser l'agilité organisationnelle de CITIVIA
3. Améliorer la stratégie de communication
4. Mettre en place des indicateurs de pilotage clairs et partagés
5. Accentuer la compréhension des politiques publiques et leurs incidences
6. Renforcer les partenariats
7. Réduire les charges fixes
8. Développer l'accroche commerciale et ses pratiques
9. Améliorer la valorisation des services rendus
10. Faciliter la relation CITIVIA/Collectivités
11. Renforcer les compétences en réponse aux évolutions de l'environnement et des nouvelles opérations pressenties
12. Organiser et réaliser une veille en matière de diversification d'activités

Un planning de suivi de ces actions est en place et régulièrement partagé avec les membres du Conseil d'Administration.

III. ETAT DES RELATIONS ENTRE LA COLLECTIVITE ET LA SOCIETE

III.1 - Contrats signés entre la collectivité et la Société

A 2022, aucun contrat n'a été signé entre la Ville de Mulhouse et la Société CITIVIA SEM.

III.2 - Avances en compte courant consenties par la collectivité à la Société

En 2022, aucune avance en compte courant n'a été consentie par la Ville de Mulhouse à la Société CITIVIA SEM.

III.3 - Garanties d'emprunt consenties par la collectivité à la Société

En 2022, aucune garantie d'emprunt n'a été consentie par la Ville de Mulhouse à la Société CITIVIA SEM.

III.4 - Aides octroyées au titre du développement économique

En 2022, aucune aide n'a été octroyée par la Ville de Mulhouse à la Société CITIVIA SEM au titre du développement économique.

III.5 - Autres concours financier consentis par la collectivité à la Société

En 2022, aucun concours financier n'a été consenti par la Ville de Mulhouse à la Société CITIVIA SEM.

IV. ETAT DES PRISES DE PARTICIPATION - SITUATION DU GROUPE

La Société CITIVIA SEM détient :

- 4 parts sociales sur 12 à titre gratuit du GIE EPL Sud Alsace dont le représentant de CITIVIA SEM au sein de la structure est la Présidente de CITIVIA SEM. Le domaine d'activité de la structure est la mise en commun de moyens matériels et humains.
- 25 parts sociales sur 550 à titre gratuit du GIE Novéa dont le représentant de CITIVIA SEM au sein de la structure est la Directrice Générale de CITIVIA SEM. Le domaine d'activité de la structure est l'expertise technique opérationnelle.
- 200 parts sur 30 000 à 100€ l'une de l'OFSA (Organisme Foncier Solidaire d'Alsace) dont le représentant de CITIVIA SEM au sein de la structure est la Directrice Générale de CITIVIA SEM. Le domaine d'activité de la structure est le secteur de l'immobilier.
- 100 parts sur 100 à 15€ l'une de la SARL Wolfshoehle dont le représentant de CITIVIA SEM au sein de la structure est l'ancien Directeur Général de CITIVIA SEM. Le domaine d'activité de la structure est le secteur de l'aménagement. Les capitaux propres mobilisés sur l'opération sont de 41 521,26€.
- 600 parts sur 1 000 à 1,5€ l'une de la SSCV Greenlofts dont le représentant de CITIVIA SEM au sein de la structure est la Directrice Générale de CITIVIA SEM. Le domaine d'activité de la structure est le secteur de l'immobilier. Les capitaux propres mobilisés sur l'opération sont de 533 371€.

V. EVOLUTIONS STATUTAIRES ET DE L'ACTIONNARIAT INTERVENUES DANS L'ANNEE

V.1 - Evolutions statutaires

a - Présentation des modifications statutaires intervenues dans l'année

Durant l'année 2022, les statuts de la Société CITIVA SEM n'ont fait l'objet d'aucune modification.

b - Historique des 5 dernières années (2017-2021)

Entre 2017 et 2021, les statuts de la Société CITIVA SEM ont fait l'objet des 2 modifications suivantes :

- En **2020**, les statuts ont été modifiés suite à l'opération **d'augmentation de capital social**. Le capital social a été augmenté d'un montant de 2 480 250,82€ par voie d'apports en numéraire.

➔ Depuis 2020, le capital social est fixé à la somme de 3 112 575,53 €, divisé en trois millions sept cent cinquante mille quatre-vingt-onze (3 750 091) actions, entièrement libérées, souscrites en numéraire, dont 77,51% appartient aux collectivités territoriales.

- En **2021**, les statuts ont été modifiés suite au **transfert de siège social** de CITIVIA SPL.

➔ Depuis 2021, le siège social est situé au 24 rue Carl Hack – 68100 MULHOUSE.

V.2 - Evolutions de l'actionnariat

a- Evolution au cours de l'année

Au cours de l'année 2022, l'actionnariat de la Société CITIVIA SEM n'a aucunement évolué.

b- Historique des 5 dernières années (2017-2021)

Entre 2017 et 2021, l'actionnariat de la Société CITIVIA SEM n'aucunement évolué.

VI. BILAN DE GOUVERNANCE

VI.1 - Réunions du Conseil d'Administration

En 2022, le Conseil d'Administration s'est réuni 3 fois :

- Le **31 mars 2022** : au total, il y'a eu un taux de présence de 61%. Concernant la Ville de Mulhouse, 1 représentant était présent sur 2 (soit un taux de présence de 50%).
- Le **1er juin 2022** : au total il y'a eu un taux de présence de 77%. Concernant la Ville de Mulhouse, aucun représentant n'était présent sur 2 (soit un taux de présence de 0%).
- Le **19 décembre 2022** : au total, il y a eu un taux de présence de 77%. Concernant la Ville de Mulhouse, 1 représentant était présent sur 2 (soit un taux de présence de 50%).

VI.2 - Réunions de l'Assemblée Générale

En 2022, l'Assemblée Générale s'est réunie une seule fois, et ce de manière ordinaire :

- Le **27 juin 2022** : au total, il y'a eu un taux de présence de 30%. Concernant la Ville de Mulhouse, aucun représentant n'était présent sur 1 (soit un taux de présence de 0%).

VI.3 - Informations sur la rémunération et les avantages en nature des représentants de la collectivité et des mandataires sociaux

Les représentants de la Ville de Mulhouse n'ont bénéficié d'aucune rémunération ou avantage en nature au titre de l'année 2022.

En vertu de son mandat social, la Directrice Générale de CITIVIA SEM a bénéficié en 2022 :

- D'une rémunération forfaitaire annuelle de 1 440€ ;
- D'un avantage en nature se traduisant par l'affectation d'un véhicule de fonction pris en charge à hauteur de 25% soit d'une valeur mensuelle de 117,38€.

VI.4 - Principaux risques et contrôles dont fait l'objet la société

a - **Principaux risques**

Risques d'ordre juridique :

L'ensemble des éléments connus à la date d'arrêté des comptes ont été appréciés.

Si la société CITIVIA SEM n'a pas d'exposition directe en Ukraine et en Russie, néanmoins, le contexte inflationniste et la remontée des taux d'emprunt généralisée auront un impact sur l'ensemble des dépenses à venir sans que cet impact soit pleinement mesurable.

A la date des présentes, ces risques sont toutefois difficilement chiffrables et la société n'est pas en mesure d'évaluer les impacts à moyen et long terme de cet évènement sur son patrimoine, sa situation financière et son résultat. Pour autant à la date de clôture du 31 décembre 2022, aucun impact sur les comptes annuels n'a été anticipé conformément à la réglementation comptable en vigueur.

Engagement hors bilan :

La Banque Populaire a accordé un emprunt pour le financement des travaux de la tranche 2 de la concession d'aménagement de Seebach à hauteur de 1 200 K€. Au 31 décembre 2022, 740 193,94 € ont été débloqués.

b- Contrôle

En 2022, la Société a fait certifier ses comptes sans réserve par un Commissaire aux Comptes indépendant et selon les normes d'exercice professionnel applicables en France :

Sémaphores Audit SA, SA au capital de 200 000 €, Société de Commissariat aux comptes - Membre de la Compagnie Régionale de Paris dont le siège social est sis au 20/24 rue Martin Bernard - 75013 Paris - 337 630 792 RCS Paris

VI.5 - Etat des procédures de prévention et de détection des faits d'atteinte à la probité mises en œuvre par la Société

Compte tenu de l'effectif de l'entreprise, la Société CITIVIA SEM n'est pas tenue à la mise en place de telles procédures.

Mme le Maire : Nous passons à la 1111 *(voir présentation ci-dessus)*, même processus, qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

Pour : 43 + 6 procurations
Groupe majoritaire : 34+ 4 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5+1 procuration
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 2+1 procuration

Le Conseil Municipal approuve, après débat et par son vote à l'unanimité des suffrages exprimés, le rapport des représentants de la Ville de Mulhouse au sein de CITIVIA SEM pour l'exercice 2022.

11° GRAND PROJET URBAIN QUARTIER DMC : RECONVERSION DES BÂTIMENTS 59-60 (5301/1.1.1/1132)

Le quartier DMC est le site emblématique de l'aventure industrielle textile de l'entreprise Dollfus, Mieg et Compagnie (DMC) qui perdure depuis deux siècles et demi. Le dernier recentrage de 2007 des activités sur un périmètre de 7ha a laissé en héritage un vaste patrimoine bâti représentant près de 110 000m², un des plus beaux patrimoines industriels d'Europe de l'ouest.

Aujourd'hui, l'ambition est de faire émerger un nouveau quartier ouvert sur la ville, d'en faire un véritable laboratoire de la ville durable réplicable à l'échelle régionale, nationale et européenne, un modèle de reconversion de sites industriels emblématiques. La reconversion a d'ores et déjà démarré avec la présence d'un village d'activités sur 10 600 m² (140 emplois), l'installation de MOTOCO (ruche de 140 artistes sur 8 500 m2) et du Climbling Mulhouse Center (mur d'escalade).

Parmi les projets emblématiques du site, figure la création d'un pôle d'arts créatifs et visuels, dont le positionnement et l'excellence de Mulhouse est aujourd'hui reconnue. Ce projet, autour de Motoco, du Centre National d'Art contemporain (Kunsthalle), de l'association l'Art et la matière et du Fonds Régional d'Art Contemporain d'Alsace (FRAC) constituera la nouvelle signature de DMC.

A noter également qu'avec DMC, la Ville de Mulhouse est lauréate de l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) « Démonstrateurs de la ville durable » France 2030, porté par la Banque des Territoires. Cet AMI vise à relever les 4 défis de la ville durable (sobriété, résilience, inclusion sociale et productivité).

Une part importante du foncier a été cédée par m2A à la Ville de Mulhouse en décembre 2022. Plusieurs actions sont aujourd'hui lancées, tant par la Ville que par m2A, notamment les dépollutions, les travaux d'aménagement des espaces publics, les reconversions des bâtiments 62 et 59-60, objet de la présente délibération.

Sur ces deux derniers bâtiments (59-60), le Conseil Municipal a déjà approuvé, lors de sa séance du 1er février 2022, l'opération et son plan de financement ainsi que la convention attributive de subvention avec l'Etat au titre du fonds friche (plan de relance).

Présentation du projet :

Le projet a pour objet la création de cellules d'activités et locaux techniques (environ 2 000m²) et d'un parc de stationnement (environ 9 000 m²) dans l'emprise des bâtiments existants. La création de cellules d'activités à vocation de bureaux, artisanat, commerces et/ou industrie participera à la redynamisation du site. Compte tenu de l'état de délabrement avancé de l'ensemble de la toiture, celle-ci sera déposée et/ou renforcée puis reposée à l'identique au niveau des cellules d'activités et remplacée par des ombrières photovoltaïques reprenant l'image des anciens sheds au niveau du parc de stationnement. La production d'électricité sur l'ensemble du tènement est estimée à 2 MWc et sera confiée à un tiers opérateur dans le cadre d'une procédure dédiée.

Le projet présente une opportunité triple :
- allier la sauvegarde du patrimoine industriel de la Ville par la conservation des façades et la restauration à l'identique d'une partie de la toiture (cellules d'activité) ;
- redynamiser le site avec la création d'activité économique ;
- inscrire la Ville dans la transition énergétique avec la production d'énergie photovoltaïque.

Les études de maîtrise d'œuvre sont portées par le service architecture.
Le projet de réhabilitation globale se décompose en trois phases :

Phase 1 : Réalisation de l'aménagement de cellules d'activité à vocation artisanale, commerciale et industrielle avec un démarrage prévisionnel des travaux en mai 2024 ;

Phase 2 : Réalisation d'un parc de stationnement ;

Phase 3 : Réalisation d'ombrières photovoltaïques sur l'ensemble de la zone de stationnement et des cellules d'activités.

Coût prévisionnel :

Le coût global d'opération (comprenant les travaux, les honoraires et taux de tolérance, les missions d'assistance, ainsi que les aléas et révisions des prix) sont estimés à 4 780 000 €HT soit 5 736 000 €TTC.

Le coût de réalisation des ombrières et des panneaux photovoltaïques sera porté par un tiers investisseur sous forme de conventionnement.

Plan de financement prévisionnel :

Le plan de financement mis à jour avec l'avancée des études et de la recherche de co-financeurs complémentaires à l'Etat qui intervient déjà au titre du fonds friches (plan de relance) est le suivant.

RESSOURCES	MONTANT HT	%	STATUT
Région Grand Est	1 000 000	20,9	A solliciter au titre du PTRTE
Etat	216 800	4,5	Obtenus au titre du plan de relance*
	604 200	12,7	A solliciter au titre de la DSIL
Ville de Mulhouse	2 959 000	61,9	
TOTAL	**4 780 000**	**100**	

* 918 000 € ont été obtenus dont 690 000 € au titre des acquisitions foncières et 11 200 € au titre des études

Les crédits sont inscrits à la programmation pluriannuelle d'investissement sur l'autorisation de programme F012 Projets d'aménagement et de développement :

Ligne de crédit LC34814 « DMC Reconversion B59-60 »
Chapitre 23 – Article 2315 – Fonction 518
Service gestionnaire et utilisateur 531

Les marchés nécessaires à la réalisation de l'opération seront dévolus en application des procédures définies au regard de la règlementation relative aux marchés publics en vigueur.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve le coût global d'opération établi à 5 736 000 € TTC ;
- autorise Madame le Maire ou son représentant à lancer les consultations nécessaires à la passation des marchés de réalisation des travaux ;
- charge Madame le Maire ou son représentant, de signer les marchés avec les titulaires retenus à l'issue des procédures requises ainsi que toutes pièces nécessaires à la réalisation du projet ;
- autorise Madame le Maire ou son représentant à introduire les demandes de subvention et à signer les actes nécessaires à leur formalisation ;
- précise qu'en cas de diminution du montant des subventions attendues, la Ville de Mulhouse augmentera d'autant sa participation.

Mme le Maire : Nous passons à la délibération 1132, donc nous avons le grand projet urbain quartier DMC, tu viens d'en parler, Jean-Philippe, et nous allons parler bien sûr de la reconversion des bâtiments 59 et 60. Si tu veux bien nous éclairer sur ce sujet.

M. BOUILLÉ : Avec plaisir. Merci, Mme le Maire. Effectivement, j'ai conclu sur un point, j'embraye sur l'autre. J'espère que mon collègue philosophe dans la salle appréciera la dialectique du jour. Il fait un sourire, tout va bien.

Transformation du site DMC, grand projet urbain effectivement. Je rappelle, je ne sais pas si j'ai vraiment besoin de le rappeler, mais site emblématique de notre histoire. DMC est fondée en 1746, mais surtout connaissant son essor au XIXe siècle avec la Révolution industrielle, faisant avec d'autres, de Mulhouse la Manchester française. Reconversion d'un site industriel en quartier de ville puisque l'ambition, c'est de faire de cet ancien site industriel qui aujourd'hui est occupé en gros à hauteur de 20 %, on va dire, un véritable quartier de ville axé sur les arts visuels, avec en son centre justement ce pôle des arts visuels à coconstruire avec ma collègue Anne-Catherine GOETZ à la culture sur la base de l'existant de MOTOCO et de ses 140 artistes.

Pour la ville, je dirais que ce projet DMC, c'est aussi l'occasion de démontrer une fois de plus notre capacité d'innovation et de montrer la voie sur un certain nombre d'initiatives, des friches industrielles, des sites industriels, il y en a beaucoup en France, il y en a beaucoup en Europe et à un moment où on s'interroge sur la manière de mettre en œuvre le Zéro artificialisation nette, de construire la ville sur la ville, de réutiliser de l'espace existant pour ne pas artificialiser outre mesure notre territoire. La reconversion des friches, c'est effectivement un élément important et nous nous attacherons non seulement à le faire bien, mais aussi à le faire savoir au-delà de Mulhouse et à le partager dans le cadre notamment de l'appel à manifestation d'intérêt sur les démonstrateurs de la ville durable.

Je rappelle quelques chiffres : 110 000 m² de surface de plancher au total sur 13 ha, les 110 000 m² étant utilisés aujourd'hui à à peu près 20 %. Le village CITIVIA avec environ 140 emplois, il y a 140 artistes, 140 emplois, c'est facile de se souvenir des chiffres comme ça au moins, je ne mélange pas. La vocation de construire autour de MOTOCO, comme je le disais tout à l'heure, un véritable pôle des arts visuels qui pourra regrouper un certain nombre de fonctions qui aujourd'hui sont dissimulées sur la ville ou le reste du territoire.

Je rappelle également que nous sommes lauréats de l'appel à manifestation d'intérêt France 2030 des démonstrateurs de la ville durable, ce qui nous permet là aussi d'accélérer un certain nombre d'opérations que j'évoquais tout à l'heure.

On a voulu que ce quartier ait un cœur dédié aux mobilités douces et vous vous souviendrez que quand nous avons voté la délibération qui a confié à CITIVIA la reprise du bâtiment 62 et des espaces publics, nous avons donné pour feuille de route un cœur de centre dédié aux mobilités douces, un parc urbain qui pourra aller jusqu'à près de 2 ha, une fois qu'il sera réalisé dans quelques années. Ce cœur de mobilités douces rendra le cœur du site non traversant pour les véhicules, mais traversant, bien sûr, pour les piétons et les vélos. La question du stationnement se posera évidemment puisqu'on aimerait beaucoup passer du stationnement anarchique qu'on connaît aujourd'hui les soirs de manifestations au CMC ou à MOTOCO à quelque chose d'un peu plus respectueux de l'environnement, à la fois en encourageant les mobilités douces, je venais de le dire, mais aussi en reconnaissant qu'un certain nombre de personnes qui se rendent sur le site continueront à utiliser leur véhicule encore quelques années. D'où la mise en place d'une solution de stationnement sur le bâtiment 59-60 qui aura la double fonction d'un ouvrage de stationnement de 300 places et d'un front qui va être face au bâtiment 62 de 2 000 m² d'activité, dont nous aimerions, c'est une idée plutôt qu'encore un projet réellement concret, mais

avoir une programmation qui soit cohérente avec le pôle des arts visuels et offrir une possibilité de débouchés en termes de showroom et d'artisanat.

Le 59-60 de 9 000 m² de surface de stationnement et 2 000 m² d'activité nous permet d'utiliser une très belle toiture de plus de plus de 1 ha pour la couvrir de panneaux photovoltaïques ayant une puissance crête de 2 Mégawatts - crête, ce qui veut dire que sur l'année, on va rentrer dans une production, si tout se passe bien avec le partenaire que nous aurons identifié d'ici là, une production électrique qui correspond à peu près à la consommation de 400 ménages.

Les travaux sur le bâtiment lui-même programmés au printemps 2024, donc c'est tout proche. Le financement, là encore, est tripartite. La Ville de Mulhouse porte 62 % de l'investissement, l'État 17 % à la fois au travers de la DSIL et du Fonds friche, du plan de relance, ainsi que la Région Grand-Est 21 % pour un total de 4 780 000 € HT.

Voici ces quelques éléments sur cette étape supplémentaire qui permettra de développer un quartier durable et innovant à DMC. Merci, Mme le Maire.

Mme le Maire : Tu peux tout de suite annoncer la bonne nouvelle que nous avons eue hier sur le bâtiment voisin ?

M. BOUILLÉ : Oui, effectivement, c'est vrai, merci de la primeur, c'est vrai que la transformation de DMC, je le dis rapidement, se concrétise au travers d'un certain nombre d'initiatives qui se juxtaposent, mais dont on essaie de garantir la cohérence. La dernière en date est la possibilité que nous offre l'Établissement Public Foncier d'Alsace d'acquérir le bâtiment 63 qui est donc le bâtiment jumeau du 62 avec un portage qui nous permettra de maîtriser sa programmation de manière intégrée au reste du site. C'est une bonne nouvelle effectivement.

Mme le Maire : Qui date d'hier. Merci pour cette présentation. J'ai une demande de parole de M. FLECK.

M. FLECK : Oui, merci. La réhabilitation de DMC va dans le sens des changements nécessaires pour la ville de demain, à savoir réaménager écologiquement les bâtiments anciens et les friches au lieu de sacrifier le vivant par l'artificialisation des zones naturelles. Nous soutenons évidemment les projets allant dans ce sens et nous espérons leur accélération.

Cependant, plusieurs problèmes sautent aux yeux à la lecture de ce rapport. Tout d'abord, les conditions de la création des cellules d'activité interrogent. Comment choisissez-vous les types d'aménagements, ce qui sera du domaine de l'artisanal, du commercial ou de l'industriel ? Y a-t-il des projets concrets annoncés ou ces aménagements se font-ils à l'aveugle en attendant des propositions hypothétiques du privé ? C'est une question que nous avions déjà soulevée par le passé et nous regrettons que la mairie semble toujours vouloir se contenter d'offrir du foncier louable au hasard du marché sans penser des projets plus précis et ambitieux. Où en est par exemple le projet de ferme à champignons qu'on nous a jadis évoqué ?

Enfin, la cohérence d'une volonté de quartier réellement durable se pose, quand vous envisagez un parking absolument colossal de 9 000 m², trois fois et demie

plus que les 2 000 m² de celui d'activité alors que l'on doit privilégier les espaces rendus à la nature, une telle surface de parking est-elle vraiment nécessaire alors même qu'un parking sous-utilisé de 150 places a vu le jour il y a plus de trois ans en entrée de DMC, parking en enrobé sans un seul arbre, pas d'ombrière, offert aux parents de Jean XXIII qui préfèrent malgré tout stationner dans la rue à quelques mètres de l'école.

Nous nous abstiendrons donc, ne cautionnant pas ce projet de parking démesuré qui sera un îlot de chaleur colossal. Il ne va pas du tout dans le sens des fameux îlots de fraicheur dont nous avons besoin. Merci.

Mme le Maire : Y a-t-il d'autres prises de parole ? Des demandes de parole ? Non ? Jean-Philippe va apporter une précision.

M. BOUILLÉ : Sur la programmation : il y a une forme d'équilibre à trouver entre la direction qu'on veut prendre et les opportunités qu'on trouve. Le bâtiment 59-60 tout comme le 62 part avec une programmation de base qui est établie avec un certain nombre de partenaires qu'on a au début et puis il y a effectivement tout le reste sur lequel on trouve des preneurs au fur et à mesure, mais je tiens à vous rassurer, ce n'est pas au petit bonheur la chance, c'est d'ailleurs ce qui se fait dans le village d'activité CITIVIA où fait une sorte de tri basé sur la cohérence des usages avec ce qu'on veut faire dans le site. C'est comme ça, si vous regardez d'ailleurs dans le village CITIVIA ce qui s'est passé au cours des dernières années, on a eu de plus en plus d'installations qui sont cohérentes avec la vocation du site à être un quartier vivant, multifonctionnel avec les arts visuels en son site. C'est vrai qu'il y a une forme d'opportunisme, mais on n'est pas dans un système où on peut tout planifier à très long terme pour une raison très simple, c'est que – vous l'avez souligné – on est bien souvent dans une notion de public-privé ce qui signifie qu'il faut à la fois offrir des choses, garder la maîtrise sur la direction générale de ces utilisations pour garder cette cohérence et ce caractère unique au site, mais aussi convaincre de l'intérêt d'investir chez nous. Ce serait ma réponse sur le premier point que vous soulignez.

Le deuxième, c'est que vous appelez « gigantesque » un parking de 300 places sur une surface de 13 ha avec vraisemblablement des milliers d'utilisateurs à terme. La surface représente 8 % de l'ensemble du site. Je ne crois pas que ce soit complètement insultant. Par contre, ce qui est vrai, c'est que techniquement, cette surface n'est pas optimale. Pour faire 300 places, on ne devrait pas utiliser autant de places c'est très vrai. Pourquoi fait-on cela ? C'est simplement pour respecter le site parce que ce bâtiment a une structure, il a des trames liées à son usage ancien et ça, on a voulu le respecter et donc c'est vrai que vous allez avoir des travers qui font paraître relativement larges pour utiliser cet espace. Là encore, c'est une question de compromis entre la préservation d'un héritage architectural et ouvrier avec des usages modernes.

Ensuite, vous faites référence au parking qui n'a pas été traité dans son intégralité, les 150 places. Celui-là est temporaire, donc la volonté à moyen terme est de le garder comme réserve foncière et d'être en mesure de l'utiliser pour une construction à terme, à déterminer en fonction de la programmation.

J'en profite pour dire – et je reboucle sur ce que je disais tout à l'heure –, c'est un site qui va se transformer sur des décennies, donc il y a des endroits qui vont avoir des vocations et des utilisations temporaires pendant quelques années, qui ne trouveront leur utilisation finale qu'au bout de 10, 15, 20 ans, puisque les surfaces en cause ou en jeu, ainsi que les éléments financiers et humains en jeu vont nécessiter que tout ça se fasse au fur et à mesure du temps et on s'attachera à apprendre de notre expérience au quotidien de ce qui se passe, des usages, de l'appropriation pour déterminer la feuille de route suivante. Merci.

Mme le Maire : Merci pour ces explications. Je vais passer donc au vote sur la délibération 1132, le grand projet urbain du quartier DMC. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Marie, je vous laisse le temps de noter. Qui est pour ? Merci.

Pour : 37 + 4 procurations
Groupe majoritaire : 34+ 4 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 1

Absentions : 6+2
Non-inscrit dans un groupe : 1+1
Mme SCHWEITZER et M. CAUSER (représenté par Mme SCHWEITZER)
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5+1 procuration

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

12° ZONES D'ACCELERATION DES ENERGIES RENOUVELABLES : DEFINITION DES ZONES ET APPROBATION DE LA CARTOGRAPHIE (533/1.2.1.8/1128)

La loi n° 2023-175 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (dite loi APER) vise à améliorer et faciliter le déploiement des énergies renouvelables en France, pour réduire sa dépendance aux énergies fossiles et assurer une meilleure maîtrise du développement des capacités de production d'énergies photovoltaïques. L'objectif est d'atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050. La loi vise ainsi à accélérer et simplifier les projets d'implantation de producteurs d'énergie et à répondre à l'enjeu de l'acceptabilité locale.

Dans ce cadre, l'Etat a sollicité les Présidents des Intercommunalités afin qu'ils organisent, entre octobre et novembre 2023, un conseil communautaire dédié à la définition des zones de développement des énergies renouvelables (ENR) et coordonnent ainsi l'action des communes. De novembre à décembre 2023, Mulhouse Alsace Agglomération a produit des cartographies matérialisant ces zones de développement des ENR. En parallèle, le 23 novembre 2023, les services de l'Etat indiquaient à m2A que l'échéance du 31 décembre 2023, fixée par l'article 15 de la loi APER pour déterminer les zones d'accélération des ENR, était reportée au 29 février 2024, ceci pour permettre au référent préfectoral d'établir une synthèse au niveau du Haut-Rhin à la fin du Premier Ministre.

La loi APER demande ainsi aux communes de définir, pour chaque catégorie de sources et de types d'installation de production d'énergies renouvelables, des

zones d'accélération (ZAEnR) qui doivent, conformément aux dispositions de l'article L141-5-3 du Code de l'énergie, répondre aux principes suivants :

- présenter un potentiel permettant d'accélérer la production d'énergies renouvelables sur le territoire concerné, pour atteindre à terme les objectifs nationaux, régionaux et locaux de production d'énergie renouvelable ;
- contribuer à la solidarité entre les territoires et à la sécurisation de l'approvisionnement ;
- prévenir et maîtriser les dangers ou les inconvénients qui résulteraient de l'implantation d'installations de production d'énergies ;
- tenir compte de la nécessaire diversification des énergies renouvelables en fonction des potentiels du territoire concerné et de la puissance d'énergies renouvelables déjà installée ;
- ne pas être comprises, à l'exception des procédés de production en toiture, ni dans les parcs nationaux et les réserves naturelles ni, lorsqu'elles concernent le déploiement d'installations utilisant l'énergie mécanique du vent, dans les sites classés dans la catégorie de zone de protection spéciale ou de conservation de chiroptères au sein du réseau Natura 2000 ;
- tenir compte de l'inventaire relatif aux zones d'activités économiques prévu à l'article L318-8-2 du Code de l'Urbanisme (cf. la délibération du Conseil d'agglomération de m2A du 17 décembre 2018 relative aux ZAE) afin de valoriser les zones d'activités économiques présentant un potentiel pour le développement des énergies renouvelables.

Ces zones d'accélération peuvent ainsi concerner toutes les catégories de sources d'énergie renouvelable : éolien, photovoltaïque, méthanisation, hydroélectricité, géothermie, biomasse.

Si les projets se concentreront dans les prochaines années dans ces ZAEnr, ces dernières ne seront pas pour autant exclusives. Des projets pourront en effet se développer en dehors de ces périmètres préalablement identifiés, à la condition toutefois qu'ils respectent la réglementation en vigueur. Dans ce cas, un comité de projet sera obligatoire. Ce comité inclura les différentes parties prenantes concernées par un projet d'énergie renouvelable.

La définition des ZAEnr s'appuie sur les données mises à disposition par l'Etat sur le portail des énergies renouvelables, permettant d'identifier sur le territoire communal les zones à fort potentiel de développement des énergies renouvelables.

La diversité de chaque catégorie de sources et de types d'installation de production d'énergies renouvelables et l'atteinte des objectifs de production locaux s'apprécieront à l'échelle du territoire de m2A. Un débat sera ainsi organisé en conseil d'agglomération, sur la cohérence des zones identifiées avec le projet de territoire.

Pour Mulhouse, les zones d'accélération des énergies renouvelables porteraient sur deux types 2 types d'énergies compte tenu du contexte très urbain du territoire :

1. **le photovoltaïque :**

- sur toiture : il est proposé d'inscrire en ZAEnr toutes les toitures dans les zones urbanisées (zones orangées sur la cartographie jointe en annexe) ;
- ombrières : afin d'encourager les projets, notamment sur les parkings des surfaces commerciales existantes, la zone d'accélération de la production d'EnR proposée concerne l'intégralité territoire à l'exclusion :
  - des espaces verts et bandes paysagères des copropriétés, dans un objectif de préservation du cadre de vie des résidents
  - des secteurs identifiés au titre des Espaces Boisés Classés (EBC).
  - des terrains de sport et autres places et espaces publics notamment, ceux utilisés pour l'accueil de manifestations en extérieur
- au sol : pas de zone identifiée sur Mulhouse. Le foncier disponible sur les friches d'ores et déjà affecté au développement urbain.

2. **La géothermie :**

- de surface : il est proposé un zonage identique à celui des panneaux photovoltaïques sur toiture ;
- la géothermie profonde : aucune zone spécifique n'est identifiée, ceci dans l'attente des conclusions des études qui seront réalisées par le projet VULCAN.

Pour les autres sources d'énergies renouvelables, à savoir la méthanisation, l'hydroélectricité et la biomasse, il est proposé de ne pas les intégrer au ZAEnr, le contexte très urbain du territoire mulhousien étant peu propice au développement de ces types d'installations.
Ces propositions de zonages sont reportées sur la cartographie annexée à la présente délibération.

Parallèlement, le territoire de Mulhouse est concerné par le développement du réseau de chaleur urbain, qui se déploiera conformément au schéma approuvé par le Conseil d'Agglomération de m2A en juin 2023.

Les éléments nécessaires à la compréhension des propositions de ZAENR pour les ENR ont été mis à disposition du public du 20 janvier au 4 février 2024 (16 jours consécutifs) selon les modalités suivantes :

- la mise à disposition du public des propositions de ZAEnR sur le site internet de la Ville de Mulhouse, ainsi que sur le site internet de Mulhouse Alsace Agglomération. Le public a ainsi pu consigner ses observations et propositions par courrier électronique à la Ville de Mulhouse ;
- mise à disposition d'une cartographie sur format papier, consultable au Service Urbanisme Opérationnel – Aménagement, 33a avenue de Colmar, bâtiment Grand Rex -3ème étage – 68100 Mulhouse. Un registre a été mis à la disposition du public pour recueillir ses observations.

Le bilan des observations formulées par le public dans le cadre de cette concertation, est synthétisé ci-après :

Délibération complétée en séance avec le paragraphe ci-dessous :
~~« Concertation en cours auprès du public »~~

- *64 personnes ont consulté la cartographie des ZAEnR sur le site internet de la Ville de Mulhouse. Aucune observation n'a été formulée dans ce cadre.*
- *Le dossier sur format papier, mis à disposition du public en Mairie, au 33a avenue de Colmar, n'a pas fait l'objet de consultation par le public. Le registre des observations est donc resté vierge.*

Au regard de ces éléments et de l'absence de remarque sur le projet de cartographie des ZAEnR pendant la période de mise à disposition auprès des habitants, il est proposé au Conseil municipal de retenir les zones d'accélération pour l'implantation d'installations terrestres de productions d'énergies, telles que définies ci-dessus et reportées sur la cartographie annexée à la présente délibération.

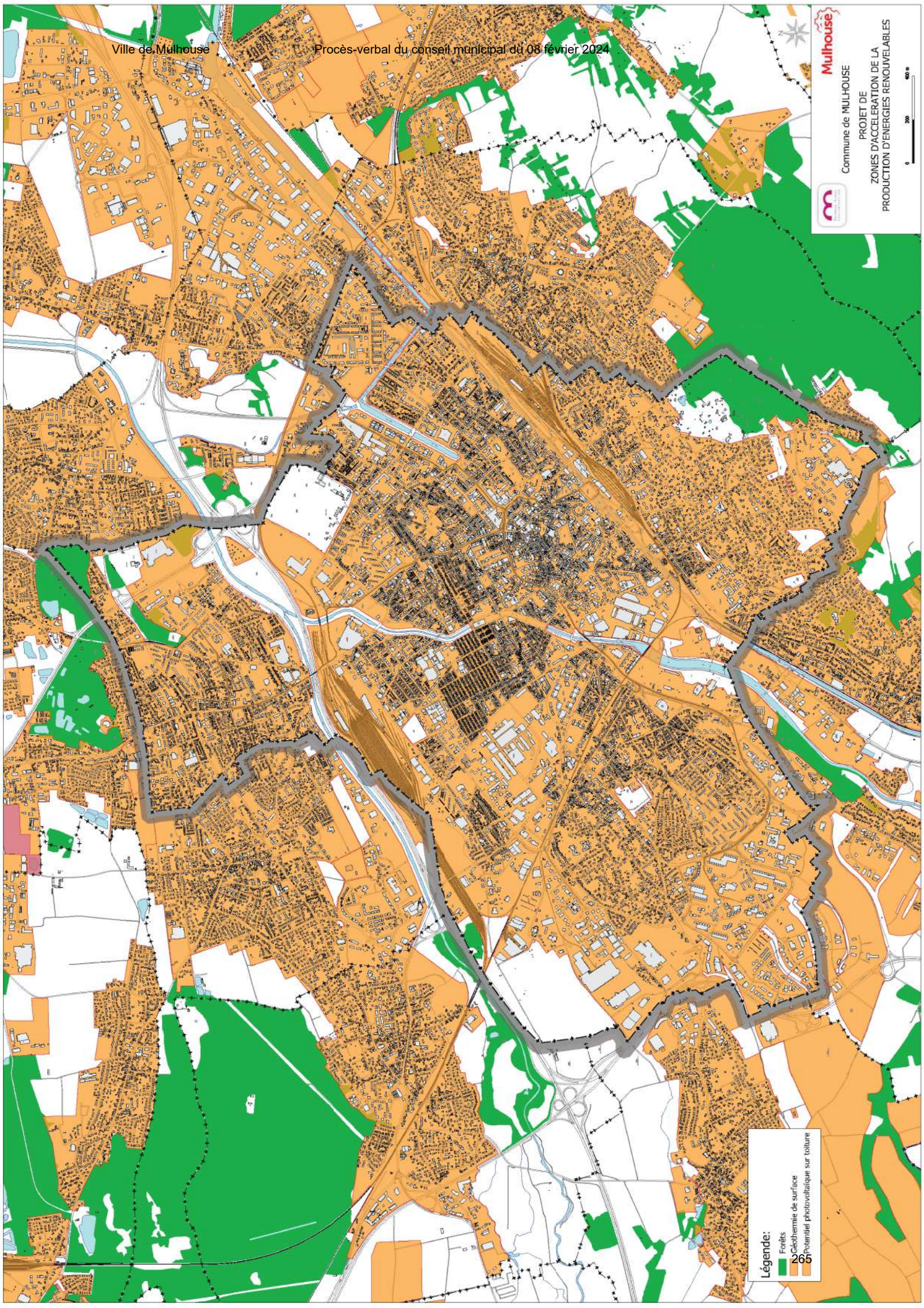
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu de le Code de l'énergie, notamment son article L141-5-3 du Code de l'énergie,
Vu la loi n°2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables dite loi APER, et notamment son article 15.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve la zone d'accélération des énergies renouvelables telle que définie ci-dessus et reportée sur la cartographie annexée à la présente délibération pour l'implantation d'installations terrestres de productions d'énergies renouvelables ;

- charge Madame le Maire ou son Adjoint délégué de la mise en œuvre de la présente délibération et de transmettre celle-ci et la cartographie des ZAEnr à Monsieur le Préfet du Haut-Rhin et au Président de Mulhouse Alsace Agglomération.

PJ :
Cartographie de la zone d'accélération des énergies renouvelables


Mulhouse
Commune de MULHOUSE
PROJET DE
ZONES D'ACCELERATION DE LA
PRODUCTION D'ENERGIES RENOUVELABLES
0
200
400 m
Légende:
Forêts
Géothermie de surface
Potentiel photovoltaïque sur toiture

Mme le Maire : Nous passons à la prochaine délibération. Il s'agit de la 1128 : les zones d'accélération des énergies renouvelables. Je vous fais grâce de l'acronyme puisque ce n'est jamais très sympathique. Il s'agit de la définition des zones et l'approbation de la cartographie. Ce sujet a été présenté en détail, suivi d'un débat lors des dernières commissions réunies de la semaine dernière. Le groupe Mulhouse Cause commune nous a indiqué son souhait de poser une question, donc qui intervient pour le groupe ? M. MINERY.

M. MINERY : Ça ne sera pas très long. Simplement pour une explication de vote, étant donné qu'effectivement, on a cet outil supplémentaire qui nous permet d'avoir une vision sur le déploiement des énergies renouvelables sur notre territoire, on votera pour sans problème. Merci.

Mme le Maire : Très bien. Je n'ai pas d'autres demandes de parole, donc je vais mettre ce point au vote. Qui est pour ? Qui s'abstient ? Merci à vous.

Pour : 43 + 6 procurations
Groupe majoritaire : 34+ 4 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5+1 procuration
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 2+1 procuration

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

13° MULHOUSE DIAGONALES : EVOLUTION ET MISE EN ŒUVRE DU SECTEUR 4 « PROMENADE DES HALLES » (0503/8.4/1131)

La Ville de Mulhouse a souhaité repenser la place et la qualité de la nature en ville pour redessiner le territoire mulhousien.
Le projet de Mulhouse Diagonales a pour vocation de valoriser et de rendre accessibles les différents cours d'eau à tous les mulhousiens.

Le projet a été décomposé en sept secteurs pour une réalisation phasée :

1. Promenade de la Doller
2. Les terrasses du Musée
3. Parc des berges de l'Ill
4. La promenade des Halles
5. Steinbaechlein- quartier DMC
6. Canal du Rhône au Rhin
7. Canal de jonction – Quartier Drouot et nouveau bassin

Secteur 4 – Promenade des Halles : évolution du périmètre et principes d'aménagement.

Après la réalisation de certaines opérations, la délimitation du secteur 4 (promenade des Halles) définie initialement par délibération du Conseil Municipal du 22 mars 2018 a besoin d'évoluer. Délimité initialement du pont Nessel au Pont de Strasbourg, il s'étendra dorénavant du pont Stoessel au parc des Terrasses du Musée.

En effet, la rupture paysagère et fonctionnelle est marquée au niveau du pont sur le Bd Stoessel au Sud et par le parc des Terrasses du musée au Nord.

Ce secteur urbain s'étend en amont et en aval des dalles du marché couvert. Le contact direct à l'eau n'est pas toujours possible. Ainsi, des relais verts et pacifiés en « promenade haute » viennent diffuser la nature en ville par capillarité dans le tissu urbain.

Le secteur 4 se décompose en 3 séquences :

- Stoessel / Nessel
- Les dalles du marché
- la liaison du pont de Strasbourg au parc des Terrasses du Musée.

Dans celui-ci, les emprises contraintes et l'Ill canalisée conduisent à élargir les périmètres de réflexion et d'intervention un peu au-delà des berges proprement dites. Ainsi, la création de relais verts en lien avec l'eau et la ripisylve irriguent et diffusent la nature dans les quartiers.

Le réaménagement des dalles de couverture au niveau du marché couvert se fera en lien avec les études en cours pour la réhabilitation de la Halle.

Du pont de Strasbourg au parc des Terrasses du Musée, la séquence est caractérisée par une promenade haute accessible et pacifiée (Développement des Mobilités Douces), une promenade basse plus champêtre et des liaisons visuelles ou fonctionnelles.

Les aménagements du secteur 4 débuteront progressivement à partir de 2024.

Première opération : aménagement d'un îlot de fraîcheur Bd Stoessel

La renaturation de l'ancienne station-service Bd Stoessel en créant un îlot de fraicheur sera la première opération de cette séquence du secteur 4.

La séquence Stoessel – Nessel rassemble des enjeux urbains, paysagers et environnementaux forts.

A proximité immédiate du village industriel de la Fonderie et du centre-ville étendu et apaisé, ce secteur peut devenir un lieu de destination. Sorte de porte d'entrée vers Mulhouse Diagonales, les berges de L'Ill et la nature en ville, il peut également constituer la porte verte et bleue du centre-ville étendu.

Enjeux et objectifs d'aménagement de l'ancienne station-service Bd Stoessel

La renaturation de cette ancienne friche répond aux enjeux suivants :

- Adapter la ville au changement climatique
- Améliorer le cadre de vie
- Améliorer la biodiversité

Les principaux objectifs sont :

- Favoriser l'infiltration naturelle de l'eau en désimperméabilisant et en végétalisant
- Renforcer les corridors de biodiversité
- Lutter contre la surchauffe urbaine
- Rendre accessible un espace de nature de proximité.

Principes d'aménagement
Le projet prévoit :
- Une accroche / petit parvis à l'angle du Bd Stoessel et du Bd de la Marne
- Des cheminements perméables
- Une frange verte en limite parcellaire (Nord et Ouest) : une végétation diversifiée et étagée comme support de biodiversité et pour mettre à distance des propriétés riveraines (masquer mur des propriétés riveraines)
- Une noue en mélange prairial pour infiltrer les eaux pluviales.
- Un espace central dédié aux plantations de type sous-bois

Coût et financement
Plan de financement prévisionnel pour la création d'un îlot de fraicheur et de biodiversité Bd Stoessel à Mulhouse

	Montant en HT	Pourcentage
Région	40 698,00 €	20,00%
AERM	40 698,00 €	20,00%
CEA	20 349,00 €	10,00%
DSIL	61 047,00 €	30,00%
Ville de Mulhouse	40 698,00 €	20,00%
TOTAL travaux yc dépollution	203 490,00 €	100,00%

Les crédits sont prévus dans le cadre de la programmation pluriannuelle d'investissement 2023/2026 sur l'autorisation de programme F003 Mulhouse Diagonales.

LC 37406 – Mulhouse Diagonales secteur 4 – Promenade des Halles – service gestionnaire 413 et utilisateur 421.

Modalités de mise en œuvre des différentes séquences du secteur 4

La maîtrise d'ouvrage est assurée par la Ville de Mulhouse.

Pour la séquence Stoessel – Nessel et en particulier pour le réaménagement de l'ancienne station-service Bd Stoessel, les missions de maîtrise d'œuvre sont également assurées en interne.
Pour la réalisation des travaux en maîtrise d'ouvrage, les marchés nécessaires seront conclus selon les dispositions du Code de la commande publique.

Du pont Nessel au pont de Strasbourg, les études démarreront en lien avec les études urbaines et de faisabilité en cours.

Du pont de Strasbourg au Parc des Terrasses du Musée, la faisabilité d'un cheminement bas et des liaisons avec le Bd Roosevelt haut réaménagé va être étudiée en 2024.

Cette liaison basse permettra de relier les différents espaces déjà réaménagés dans les phases précédentes de Mulhouse Diagonales et établir une continuité paysagère et fonctionnelle du Pont de Strasbourg à la promenade de la Doller.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve l'évolution du secteur 4 de Mulhouse Diagonales et ses principes d'aménagement,
- approuve le programme d'aménagement de l'îlot de fraicheur Bd Stoessel et son plan de financement prévisionnel,
- autorise le Maire ou son Adjointe Déléguée à introduire les demandes de subventions et à signer les actes nécessaires à leur formalisation,
- précise, qu'en cas de diminution des recettes, la Ville de Mulhouse augmentera d'autant sa participation,
- autorise le Maire ou son Adjointe Déléguée, d'établir et de signer les actes nécessaires à la mise en œuvre de ce programme.

PJ : 1

Annexe 1 : Situation et délimitation du secteur 4-Promenade des Halles.

Annexe 2 : Plan de situation de la parcelle pour le réaménagement de l'ancienne station-service.

Mme le Maire : Nous passons, à la délibération 1131, il s'agit de Mulhouse Diagonales, de l'évolution et de la mise en œuvre du secteur dit 4 qui est la promenade des Halles. La présente délibération concerne l'évolution et la mise en place du projet Mulhouse Diagonales. Dans le cadre de notre engagement à valoriser et rendre accessibles les cours d'eau à l'ensemble des Mulhousiens, une évolution de la délimitation du secteur 4 de la promenade dite des Halles s'avère nécessaire. Cette délimitation initiale avait été établie par délibération du Conseil municipal en date du 22 mars 2018.

Le secteur 4 est articulé autour de trois séquences :
- séquence Stoessel/Nessel ,
- les dalles du marché ,
- la liaison du pont de Strasbourg au parc des Terrasses du Musée.

Les travaux débuteront progressivement à partir de cette année avec une première opération d'aménagement et d'un îlot de fraîcheur, boulevard Stoessel. Je ne vais pas être beaucoup plus longue et je vais demander à Catherine RAPP de nous présenter cette délibération.

Mme RAPP : Merci, Mme le Maire, mes chers collègues. Effectivement, dans le cadre de Mulhouse Diagonales je viens vous parler ce soir du secteur 4 qui est un nouveau secteur sur lequel nous allons intervenir, qui comprend la délimitation Pont Stoessel jusqu'aux Terrasses du Musée. On a fait promenade de la Doller, tout au nord, les berges de l'Ill tout au sud. On est maintenant sur la partie centrale dans la ville pour ramener l'eau et la nature en cœur de la cité.

Vous l'aurez compris, dans ce secteur, le contact à l'eau est un peu moins facile puisqu'elle est moins visible et on aura plutôt des aménagements en hauteur comme des relais verts et pacifiés en promenade et une promenade plus basse, plus champêtre au bord de l'eau, mais moins simple qu'au bord de la Doller ou au bord de l'Ill de l'autre côté.

La première opération qui est en train de se dérouler, c'est donc – comme l'a dit, Mme le Maire – la création d'un îlot de fraîcheur boulevard Stoessel en lieu et place d'une ancienne station-service, pour ceux qui l'ont en mémoire, c'était une station Total jusqu'en 2012. La Ville a acquis ce foncier en 2014 qui était encore en attente jusqu'à ce jour et maintenant, elle va être totalement déminéralisée. Les travaux de taille ont commencé, demain, il va y avoir la déminéralisation et c'est juste en face du village industriel de la Fonderie, qui est amené à s'ouvrir et cet espace pourra concrétiser la porte d'entrée de Mulhouse Diagonales, on pourra en faire une espèce de vitrine pour dire, voilà, vous êtes sur le projet de Mulhouse Diagonales, en cœur de ville entre la Doller et l'Ill, une belle vitrine pour Mulhouse Diagonales.

Les aménagements qui sont prévus, c'est une petite parcelle, ce ne sont que 14 ares :
- un petit parvis sur l'angle Stoessel et Marne,
- des cheminements au travers de ce petit foncier,
- une frange verte sur les côtés nord et ouest,
- une noue plantée en prairie pour infiltrer les eaux pluviales. Une noue, c'est une espèce de fossé qui est bien là présent pour que les eaux

redescendent dans la terre et n'aillent pas sur les circuits d'assainissement,
- au centre, il y aura quelques plantations de types sous-bois. Tout ça avec des essences choisies, locales et bien sûr diversifiées,
- un mobilier pour les habitants avec quelques assises, des arceaux à vélo bien sûr et des panneaux éco pédagogiques.

Comme je vous le disais, les travaux ont commencé et au vu de sa forte ambition environnementale, ce chantier a pu bénéficier de nombreux partenaires avec nous pour financer les travaux : la Région, bien sûr l'Agence de l'eau, la CeA, la DSIL avec l'État et la Ville de Mulhouse. Donc, une opération bien enclenchée. On répond à nos objectifs :
- de lutter contre les températures excessives dans la ville et on est à deux pas du quartier Fonderie qui enregistre les plus hautes températures en été à Mulhouse, ça a été démontré par l'AURM. Donc, avec cet îlot de fraîcheur, on va contribuer à baisser la température,
- donner toujours plus de place à la biodiversité. Avec ces plantations, on va permettre à une faune sauvage de revenir s'installer,
- de favoriser l'infiltration naturelle de l'eau en supprimant un espace minéral et en végétalisant,
- offrir un nouvel espace de nature à nos habitants en cœur de ville.

C'est dans le cadre de notre Plan nature d'adaptation de la ville aux changements climatiques que nous allons vous présenter prochainement de nouvelles opérations. Nous voulons aller toujours plus loin.

Je trouve que c'est un beau symbole, comme on l'a expliqué ce matin en conférence de presse, de passer d'une station d'essence à un espace nature, en matière de décarbonation et d'image pour la nature en ville, c'est un beau cliché qu'il faut garder en mémoire.

Je terminerai aussi avec une précision, pour qu'il n'y ait pas de confusions parce que juste un amont, il y a en ce moment des travaux d'importance sur le boulevard Stoessel juste en dessous du grand parking du Champ de foire. Ne confondez pas, ce n'est pas là l'îlot de fraîcheur à la place de la station essence puisque c'est un grand chantier mené par le SIVOM pour créer un bassin de rétention. Il y a d'énormes mouvements de terre en ce moment et il y a eu des coupes, mais tout cela va être revégétalisé, retravaillé avec un espace sportif pour les jeunes du quartier sous le stade. C'est plutôt le SIVOM qui intervient. Voilà, Mme le Maire.

Mme le Maire : Merci, Catherine. J'ai une demande de parole de M. FLECK.

M. FLECK : Oui, merci. Le projet d'aménagement d'un îlot de fraîcheur au boulevard Stoessel prévoit effectivement, selon ce que vous nous indiquez, une végétalisation diversifiée, une noue en mélange prairial pour infiltrer les eaux pluviales et un espace central dédié aux plantations de type sous-bois. Voici des annonces encourageantes qui semblent plutôt aller dans le bon sens, contrairement au projet des terrasses du Musée qui, je le crains fort, risquent de ne pas apporter beaucoup de fraîcheur quand reviendront les canicules, car je ne le répéterai jamais assez – je sais que je suis redondant – les pelouses ne sont

pas de la nature, des pelouses sans arbres ni haies n'offrent aucune biodiversité et se dessèchent en été.

Si le projet Mulhouse Diagonales a véritablement l'ambition de remettre de la nature en ville et de ne pas être simplement un maquillage esthétique stérile, ce que vous annoncez aujourd'hui pour le réaménagement de l'ancienne station-service du boulevard Stoessel devrait devenir la base de toutes les réflexions, la recherche d'un équilibre entre les espaces de pelouse tondues, ombragés, où viendraient se détendre les usagers et de véritables larges espaces laissés à la nature. Encore une fois, plantons des arbres, plantons des haies et laissons l'herbe et les fleurs pousser autant que possible.

Enfin, je profite de cette intervention pour réagir en dernière minute aux propos que je juge d'une hypocrisie hallucinante, tenus tout à l'heure par les élus de droite de cette assemblée en soutien aux agriculteurs, Mme RITZ compris, puisque les députés européens Rassemblement National, tout comme Les Républicains et LREM ont voté le 22 novembre dernier pour le traité de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande qui nous envoie ses moutons depuis l'autre côté du monde. Prétendre être du côté des agriculteurs français, tout en soutenant la concurrence déloyale capitaliste qui les tue littéralement, c'est totalement honteux. Comme l'a dit Loïc MINERY tout à l'heure, si la cohérence intellectuelle compte vraiment pour vous, démissionnez de vos partis qui détruisent la souveraineté agricole et industrielle de notre pays. On a des agriculteurs qui se suicident à cause de cette politique pour laquelle vos partis votent depuis des années et vous êtes là à verser des larmes pour les agriculteurs, c'est totalement incohérent. C'était un peu mon coup de gueule aujourd'hui parce que je trouve ça d'une hypocrisie dingue. Merci.

Mme le Maire : M. FLECK, vous me donnez l'occasion de faire une annonce. À ce jour, je n'appartiens plus à aucun parti, je suis sans étiquette *(applaudissements).*
Donc, je ne me sens pas visée par vos propos, M. FLECK *(Intervention hors micro)*. Je vais laisser Alain COUCHOT s'exprimer parce qu'il est dit « Mme le Maire » dans vos propos liminaires, donc je précise que je suis à ce jour sans étiquette politique. Je vais laisser Alain s'exprimer.

M. COUCHOT : M. FLECK, vos propos, comme souvent, sont excessifs et donc insignifiants. Nous ne sommes pas, ni vous ni nous, responsables de l'ensemble des actions qui sont menées par nos responsables nationaux. Je n'aurai pas la cruauté et l'indécence de vous rappeler certaines positions du leader de la France Insoumise qu'on pourrait aussi qualifier avec des propos aussi excessifs que ceux que vous avez eus. Faites-nous crédit de notre responsabilité d'élus locaux, certes adhérents à un parti, mais si chacun d'entre nous se renvoie à la figure les actions supposées inconvenantes des leaders nationaux qui sont au sein de nos partis, ça ne contribuera pas à la sérénité de nos débats. S'il vous plaît, ne revenez pas sans cesse sur les votes qui ont pu avoir lieu dans d'autres assemblées à plus forte raison, au Parlement européen ; nous sommes ici des élus locaux attachés à la vie locale de notre collectivité et non pas les porte-parole, ni vous ni nous, d'un parti. Je vous remercie.

Mme le Maire : Je vais mettre cette délibération, concernant la promenade des Halles, au vote. Qui est pour ? Qui s'abstient ? Y a-t-il des contre ?

Pour : 42 + 6 procurations
Groupe majoritaire : 34+ 4 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5+1 procuration
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 1+1 procuration

Abstention :
Non - inscrite dans un groupe : Mme RITZ

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

14° ZAC GARE : CESSION DU FONCIER DESTINE A LA CONSTRUCTION DU PARKING P3 (534/3.2.1/1090)

La Ville de Mulhouse est propriétaire de plusieurs parcelles situées à la jonction du Pont d'Altkirch, de la Rue du Pont et du Quai d'Oran.

Dans le cadre de l'aménagement progressif du secteur gare il est nécessaire de compléter l'offre de stationnement sur place notamment pour développer l'intermodalité en réalisant un parking en silo d'une capacité de 550 places en R+5 à l'emplacement de l'actuel parking P3.

Ce parking en enclos, actuellement exploité par CITIVIA SPL dans le cadre d'une concession de la Ville de Mulhouse par laquelle elle s'est vue déléguer le service public de stationnement, sera donc remplacé par un ouvrage à visée plus large (voyageurs TGV, TER et actifs du quartier ZAC Gare) porté par m2A.

La transaction, ainsi proposée, porte sur une assiette foncière à détacher des parcelles cadastrées comme suit :

Commune de MULHOUSE

Section	N°	Lieudit	Surface
KT	57	PONT D'ALTKIRCH	00ha 01a 02ca
KT	58	RUE DU PONT	00ha 09a 34ca
KT	59	9 RUE DU PONT	00ha 06a 26ca
KT	60	5 RUE DU PONT	00ha 07a 61ca
KT	61	1 QUAI D'ORAN	00ha 06a 12ca
KT	62	2 QUAI D'ORAN	00ha 05a 99ca
KT	81	RUE DU PONT	00ha 12a 48ca
		TOTAL	00ha 48a 82ca

Ces parcelles ont été estimées par la Direction immobilière de l'Etat en date du 27 octobre 2023 au prix total de 440.000,00 €.

Ce terrain ayant vocation à supporter un ouvrage de stationnement qui complètera l'offre présente sur ce secteur, il est proposé de le céder à l'euro symbolique à Mulhouse Alsace Agglomération.

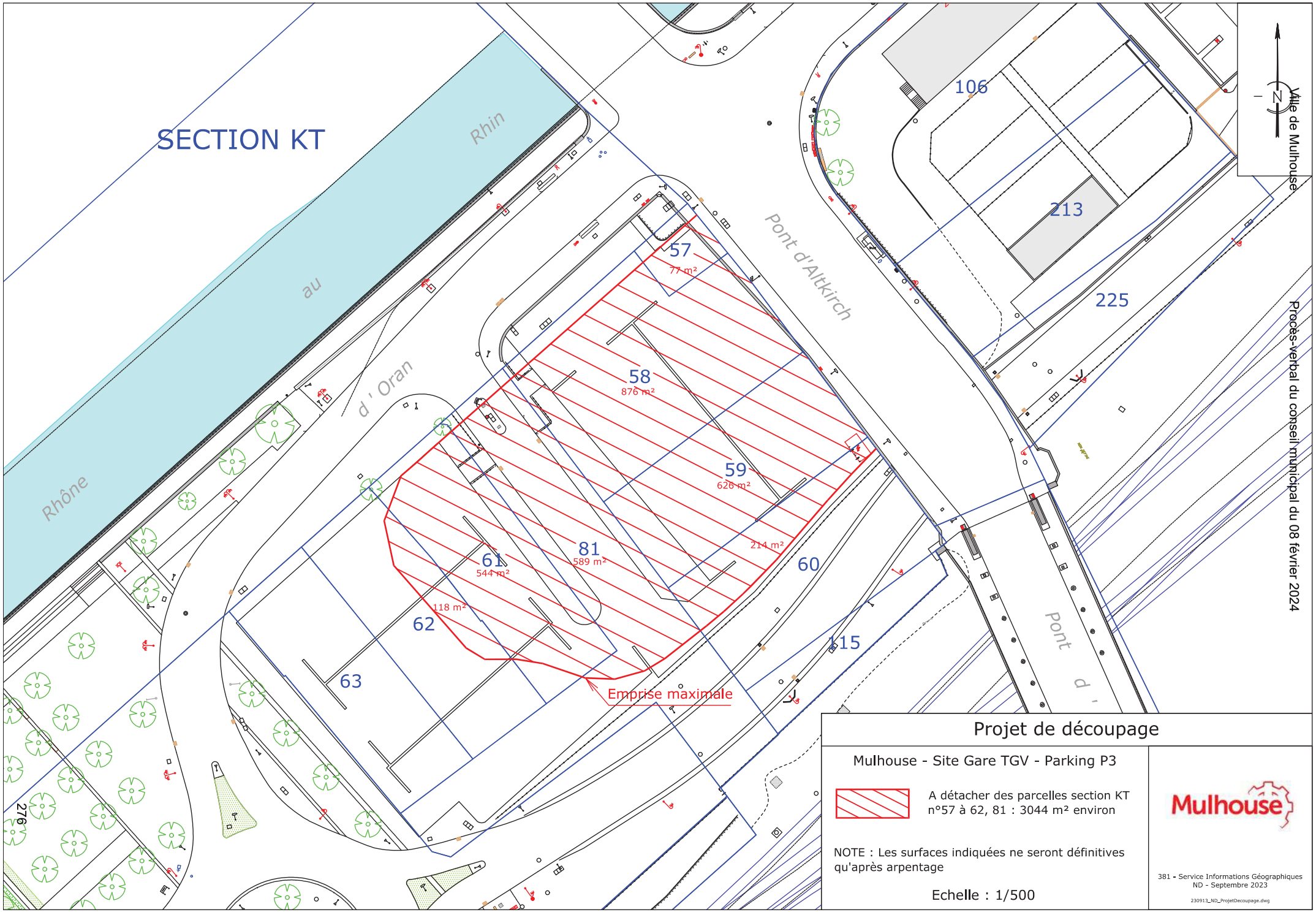
Ces opérations nécessitent les écritures comptables suivantes :

En recette réelle de fonctionnement
Chapitre 75 / Compte 75888 / Fonction 518
Service gestionnaire et utilisateur : 534
LC 26228 : vente de terrains 1 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve la cession du terrain à arpenter susvisé à l'euro symbolique à Mulhouse Alsace Agglomération,
- donne mandat à Madame le Maire ou l'Adjoint(e) délégué(e) d'établir et de signer tous les actes nécessaires à la mise en œuvre de cette décision.

PJ : - un extrait de plan cadastral
- un projet de découpage



Projet de découpage

Mulhouse - Site Gare TGV - Parking P3

A détacher des parcelles section KT n°57 à 62, 81 : 3044 m² environ

NOTE : Les surfaces indiquées ne seront définitives qu'après arpentage

Echelle : 1/500

Mulhouse

381 - Service Informations Géographiques
ND - Septembre 2023

230913_ND_ProjetDecoupage.dwg

Département : Ville de Mulhouse
HAUT RHIN

Commune :
MULHOUSE

Section : KT
Feuille : 000 KT 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 18/09/2023
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC48
©2022 Direction Générale des Finances Publiques

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

Procès-verbal du conseil municipal du 08 février 2024

PLAN DE SITUATION

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
SERVICE DEPARTEMENTAL DES IMPOTS
FONCIER - ANTENNE DE MULHOUSE
CITE ADMINISTRATIVE BAT. C 68085
68085 MULHOUSE CEDEX
tél. 03 89 33 32 06 -fax

sdif.68mulhouse@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr

Mme le Maire : Nous passons à la délibération qui concerne les copropriétés dégradées. Il s'agit de l'approbation de l'avenant n° 1 à la convention d'opération programmée d'amélioration de l'habitat qui concernent les copropriétés dégradées à Mulhouse (*intervention hors micro)*. J'ai inversé. Toutes mes excuses. On va revenir dans l'ordre peut-être pour ne pas perturber tout le monde. Donc, on parle d'abord de la ZAC Gare, chers collègues. J'ai vu Alain COUCHOT, je fonce. La ZAC Gare, il s'agit de la cession du foncier destiné à la construction du parking dit P3. Donc, je laisse immédiatement la parole à un membre du groupe Mulhouse Cause commune qui a indiqué son souhait de poser une question à ce sujet-là. M. MINERY.

M. MINERY : Merci, Mme le Maire. Par rapport à ce point, cette délibération, la réalisation d'un parking en silo très clairement dans ce secteur, c'est une bonne chose, on ne le dira jamais assez, afin de soulager le stationnement en voirie dans les rues adjacentes à la Gare, du moins, espérons-le.

Au-delà du parking P3 en projet et simultanément avec sa réalisation à venir, il va falloir clairement travailler sur le devenir de la gare elle-même. Des demandes légitimes du classement du bâtiment et de travaux d'urgence sur les marquises des quais doivent déboucher sur une réponse concrète, Mme le Maire. Dans ce dossier, excusez-moi l'expression, mais il va falloir à un moment donné tordre le bras à SNCF Réseau quitte à explorer la voie judiciaire. Il en va de la sécurité des usagers du train, comme des personnels SNCF et donc potentiellement à la clé une mise en danger d'autrui en cas de non-intervention pour évidemment faire ces travaux hautement nécessaires au niveau des marquises, des quais de la Gare.

De même, pour l'affaire de la passerelle, on reste largement sur notre faim. Destruction annoncée, résignation de votre part si on en croit la presse alors même qu'une nouvelle opération de rénovation des gares du Grand-Est est lancée. Nous aurions au moins pu négocier l'intégration de cette passerelle piétonne dans les investissements annoncés conjointement par la Région et SNCF Réseau. La Ville a dépensé 200 000 € à perte pour la mise en accessibilité de la passerelle, mais il est quand même étonnant d'imaginer que l'opérateur ferroviaire vous ait floués sur ses intentions avant cette mise en accessibilité. Dans ce cas, il faut exiger réparation, car tant de légèreté laisse quand même songeur.

Enfin, toujours dans le périmètre Gare, nous aimerions savoir quelle suite a été donnée aux riverains contestant le projet immobilier à l'arrière de la CCI. Leurs questions sur les conditions de desserte par les secours ou sur la pollution des sols ou encore le respect du PLU dans les dispositions relatives à la nature en ville sont évidemment légitimes et mériteraient d'être traitées avec rigueur. De même que mes questions relatives à la prise en compte des enjeux d'adaptation aux changements climatiques et à la mesure de l'impact de ce nouvel îlot de chaleur sur le secteur Gare centre-ville n'ont pas pour l'heure trouvé de réponses concrètes. Merci pour vos éclairages.

Mme le Maire : Je n'ai pas d'autres demandes d'intervention. M. SASSI, allez-y.

M. SASSI : Je profite de la question pour vous relancer par rapport à mon propos liminaire et notamment concernant la situation sur l'avenue Roger Salengro qui devient particulièrement problématique. Ça sera l'occasion de répondre d'une pierre deux coups. Merci à vous.

Mme le Maire : Je laisse la parole d'abord à Claudine BONI DA SILVA sur la question de la gare puis Jean-Philippe BOUILLÉ sur la question de l'arrière de la CCI, si je peux résumer les choses comme cela. Claudine.

Mme BONI DA SILVA : M. MINERY, comme nous vous l'avons déjà dit à plusieurs reprises, nous ne sommes pas passifs sur le sujet ni de la Gare ni de la passerelle puisque ma collègue Laure HOUIN suit ce sujet de très près puisqu'elle est très investie aux côtés de l'association Patrimoine Rebberg. Je peux aujourd'hui vous annoncer une bonne nouvelle puisqu'aux côtés de l'association Patrimoine Rebberg, grâce aussi à leur mobilisation puisque nous sommes sur du domaine privé, mon collègue Jean-Philippe BOUILLÉ a donné un avis défavorable à la démolition de la passerelle, avis défavorable qui a été confirmé par la DRAC via l'ABF qui a rejeté le permis de démolir qui est entériné par une décision du Préfet et par un arrêté émis le 30 juin 2024 qui refuse le permis de démolir. Donc, cette passerelle ne sera pas démolie.

Nous avons reçu la semaine dernière M. CHARTRAIN qui est directeur de Gares & Connexions qui nous a présenté son plan d'investissement pour la gare de Mulhouse, un plan d'investissement qui devrait s'étaler jusqu'en 2028, qui devrait comprendre évidemment la rénovation des marquises. Mme le Maire a un rendez-vous la semaine prochaine avec Mme BERRUT, directrice de SNCF Réseau pour s'entretenir sur le devenir de la passerelle puisqu'avec notre collègue Thierry NICOLAS à la Région, nous avons entrepris avec les différentes collectivités – Région, m2A, Ville de Mulhouse – de rentrer dans une discussion un peu plus musclée avec la SNCF pour trouver une solution de financement de rénovation de cette passerelle à plusieurs. Donc, contrairement à ce que vous dites, nous n'avons rien lâché, mais vous le savez, il y a des négociations qui ne passent pas forcément sur la place publique et via les journaux interposés. Chaque chose en son temps, nous ne communiquons que lorsque nous avons du factuel. Aujourd'hui, le factuel, nous l'avons puisque les arrêtés sont tombés il y a deux jours. Ils ont été signés le 30, mais nous les avons reçus avant-hier. Je suis d'autant plus ravie d'annoncer cette bonne nouvelle puisque depuis le début, le Maire de Mulhouse s'est toujours opposé à la démolition de cette parcelle et force est de constater que l'intelligence collective a eu raison d'un intérêt particulier, on va dire ça comme ça, et nous nous réjouissons de travailler à la suite.

Concernant la circulation avenue Robert Schuman, je vous invite, M. SASSI, à venir aux différentes restitutions des consultations et des concertations qui ont eu lieu dans le cadre de DMD. Si vous nous aviez fait l'honneur de votre présence lors des vœux, vous auriez appris que non seulement nous travaillons de manière extrêmement active et énergique à la mise en place d'un plan de circulation sur Mulhouse. Nous communiquerons en temps et en heure de manière très détaillée à l'ensemble des riverains, y compris sur l'avenue Robert Schuman, le futur plan de circulation avec la mise en place d'une stratégie de signalisation, d'autant plus que ce sont des copropriétés que nous

allons rencontrer en personne puisqu'effectivement, nous avons été saisis également d'autres sujets et nous aurons l'occasion d'en échanger avec eux.

Concernant les coussins berlinois, n'en faites pas l'alpha et l'oméga du ralentissement sur l'espace public. Lorsque certains se mettent littéralement à genoux devant Mme le Maire pendant des années pour bénéficier de ralentisseurs devant chez eux, qu'ils décrochent enfin ces fameux ralentisseurs, se plaignent deux mois plus tard du clac clac que font les voitures en passant dessus. Aujourd'hui les ralentisseurs ne sont pas à l'ordre du jour sur cette voie-là puisqu'elle comporte une circulation avec des bus. Mme RITZ, vous pouvez opiner de la tête, sachez quand même que sur ce secteur, il n'y a pas que des résidents et il y a également des parents d'élèves puisque c'est une traversée extrêmement dangereuse et la traversée dont vous parlez qui bénéficie de ces coussins berlinois est avant tout protégée pour la sortie d'école de nos enfants.

Que cela vous plaise ou que cela ne vous plaise pas, c'est quelque chose qui a été concerté avec l'ensemble des riverains et des parents d'élèves et c'est une décision que nous avons prise en conscience.

Concernant le plan de circulation, M. SASSI, je vous invite à venir aux restitutions des différentes concertations pour la présentation des plans de circulation si cela peut conduire à vous rassurer dans le domaine et sur la stratégie que nous allons développer très rapidement, en tout cas avant le printemps.

Mme le Maire : Merci pour cette réponse, Claudine. Je laisse la parole à Jean-Philippe.

M. BOUILLÉ : Oui, merci. Donc sur le bâtiment derrière…

Mme le Maire : Comme je l'ai appelé derrière la CCI.

M. BOUILLÉ : Oui, derrière la CCI. C'est vrai que j'ai cherché un terme un peu approprié, donc sur l'espace Wicky. Je pense qu'il faut prendre un petit peu de recul et regarder dans quel contexte tout ça se passe. Je reviens sur les grands fondamentaux de l'urbanisme dans le cadre du Zéro artificialisation nette, de la protection des zones agricoles, des zones boisées, d'un certain nombre de zones naturelles en périphérie. Si on veut continuer ou si on veut plutôt inverser une tendance à l'artificialisation qu'on a pu constater dans les 10, 20, 50 dernières années, y mettre un frein, il va bien falloir trouver des solutions pour intelligemment loger notre population dans de bonnes conditions.

On dit « la population n'augmente pas » mais il y a surtout un phénomène de décohabitation, un phénomène de multiplication ou plutôt de diminution du nombre d'habitants par foyer qui fait qu'in fine dans les projections, alors on va y travailler dans le cadre du PLUi, on va voir si ça se confirme, mais il faut voir que la population actuelle même en restant à son niveau actuel a besoin de plus d'espace demain qu'il n'en faut aujourd'hui, en termes de nombre de logements, je ne parle pas de surface de logement.

Cette problématique de la densification, je vais l'appeler comme ça, on va la retrouver à de multiples reprises, à la fois dans des quartiers centraux et dans

des quartiers périphériques et d'ailleurs dans le reste des 39 communes de l'agglomération. Ça se traduit par un certain nombre d'études, de réflexions autour de l'utilisation de ce qu'un appelle les dents creuses, c'est-à-dire les endroits qui sont délaissés aujourd'hui dans l'espace urbain et puis il y a un questionnement autour des hauteurs puisque si on veut mettre plus de gens sur une certaine surface tout en préservant des espaces publics généreux pour les mobilités douces et des espaces verts pour lutter contre les îlots de chaleur, il va bien falloir aussi à un moment se poser la question de la hauteur en milieu urbain. Je sais que c'est un sujet qui fâche et c'est un sujet qui va nous fâcher pendant bien longtemps à mon avis parce qu'il est vraiment dans le cadre de la transformation des espaces urbains dans la quasi-totalité de l'Europe occidentale.

En ce qui concerne ce bâtiment lui-même, ce projet qui est porté par un opérateur local qui a su faire de belles réalisations par ailleurs dans le sud Alsace et ailleurs, le projet de notre point de vue permet la mise à disposition d'un certain nombre de logements de qualité dans un périmètre extrêmement bien desservi, puisque c'est le pôle multimodal, par les mobilités douces, à l'évidence en proximité du centre-ville et en proximité d'une zone d'emplois extrêmement dense également. Donc, il y a toutes les logiques, on dit, on a oublié la ville du quart d'heure, on a exactement de la ville du quart d'heure, c'est-à-dire des choses qui se regroupent autour d'un pôle avec des mobilités certes, mais aussi la possibilité de faire un certain nombre de choses dans un rayon restreint, à pied, c'est-à-dire travailler, habiter, se divertir et ainsi de suite.

Cela étant dit, on est en démocratie et donc, il peut y avoir à un moment un conflit entre l'intérêt général et les intérêts particuliers. C'est pour ça qu'il y a des voies de recours, c'est pour ça qu'il y a un recours contre ce permis. Je l'entends, je dis, il y a une procédure, on va la suivre et on verra où elle aboutira. Je souhaite simplement en défenseur de l'intérêt général, que ce soit celui-là qui prime in fine. Merci.

Mme le Maire : Merci pour ces réponses. Nous revenons donc au point n° 14 que je mets au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci à vous.

Pour : 43 + 6 procurations
Groupe majoritaire : 34+ 4 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5+1 procuration
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 2+1 procuration

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

15° COPROPRIETES DEGRADEES : APPROBATION DE L'AVENANT N°1 A LA CONVENTION D'OPERATION PROGRAMMEE D'AMELIORATION DE L'HABITAT COPROPRIETES DEGRADEES (OPAH CD) A MULHOUSE (535/1.4/1112)

Les résidences « Le Murat », sise 99 avenue Aristide Briand (19 logements), et « Dunkerque St Malo » sise 32 à 38 rue de Dunkerque et 3 à 9 rue de St Malo (64 logements) à Mulhouse, sont deux copropriétés en difficulté accompagnées par la Ville de Mulhouse dans une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Copropriétés Dégradées – OPAH CD afin de contribuer à leur redressement et à la réalisation d'un programme de travaux.

Cet accompagnement fait suite au résultat de l'étude pré-opérationnelle conduite en 2018 par Mulhouse Alsace Agglomération, faisant état de copropriétés en difficultés nécessitant un accompagnement.

Le Conseil Municipal a approuvé le 15 décembre 2020 la mise en place d'un plan de sauvegarde pour cette copropriété et la convention a été signée le 1er juillet 2021.

Lors du comité de pilotage du 27 juin 2023 à l'issue de la 2ème année de l'OPAH, les difficultés rencontrées avec la copropriété Le Murat ont été discutées avec les partenaires présents et ont donné lieu à une interrogation sur la poursuite de leur accompagnement.
En effet, en début de mission, le diagnostic multicritères a mis en exergue des anomalies de fonctionnement au sein de la copropriété, que l'opérateur du suivi-animation a signalé de manière amiable. Le conseil syndical et le syndic n'ont pas souhaité collaborer ni avec l'opérateur ni avec la Ville de Mulhouse pour résoudre ces désordres. En conséquence, les réunions et le démarrage de la démarche travaux n'ont pu être organisés.

De plus, en raison de tensions entre copropriétaires, une assemblée générale convoquée par un copropriétaire ayant pour objet la régularisation du mandat de syndic, n'a pu se tenir. En raison de cette défaillance de syndic, une mise sous administration provisoire a été demandée et AJAssociés a été nommé par le tribunal le 02/03/23. Cette décision a été contestée par 11 copropriétaires (dont l'ensemble des membres du conseil syndical), montrant ainsi le déni du conseil syndical face aux problèmes de gouvernance soulevés. Cette contestation ayant été rejetée en juillet par le Tribunal, l'administrateur a pu convoquer une assemblée générale pour la désignation d'un syndic afin de régulariser la situation. Cette assemblée générale s'est tenue le 27 septembre 2023, elle a réélu le syndic mis précédemment en place.

Par ailleurs, la copropriété n'a plus de difficultés financières avec un taux d'impayés de seulement 4% contre 62% en 2017, et 23% en 2019. Elle a donc organisé d'elle-même son redressement financier et ne justifie plus un accompagnement sur ce point.

Au vu de l'impossibilité de mener l'OPAH CD (démarrée il y a 2 ans) en raison des difficultés de communication avec le conseil syndical et du refus d'adhésion

des copropriétaires au dispositif OPAH ; il a été proposé par courrier à l'ensemble des partenaires signataires de la convention initiale de retirer cette copropriété du dispositif, lesquels ont émis un avis favorable.
La copropriété « Dunkerque St Malo » sera dorénavant la seule concernée par cette OPAH CD.

L'avenant n°1 proposé réduisant le champ de la convention initiale, il ne mobilise pas de financement complémentaire de la Ville.
Le marché attribué à Copro + pour le suivi animation fera également l'objet d'un avenant afin de réduire leur mission ; cela réduira ainsi les coûts d'ingénierie initialement prévus.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve l'avenant n°1 de la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH CD) Mulhouse ;
- autorise Madame le Maire ou son Adjoint délégué à signer l'avenant n°1 de la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH CD) Mulhouse et tous les documents relatifs à sa mise en œuvre.

PJ : Projet d'avenant n°1 à la convention d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH CD) Mulhouse.

AVENANT N°1 A LA CONVENTION OPAH – COPROPRIETES DEGRADEES

« OPAH CD Mulhouse »

2024 - 2026

NUMERO DE LA CONVENTION : 068PRO029

DATE DE LA SIGNATURE DE LA CONVENTION INITIALE : 1er juillet 2021

PROJET

La présente convention est établie, entre :

La commune de Mulhouse, maître d'ouvrage de l'opération programmée, représentée par Michèle LUTZ, Maire ;

L'Etat, représenté en application de la convention de délégation de compétence par Vincent HAGENBACH, Vice-président de Mulhouse Alsace Agglomération,

L'Agence nationale de l'habitat, établissement public à caractère administratif, sis 8 avenue de l'Opéra 75001 Paris, représentée en application de la convention de délégation de compétence par Vincent HAGENBACH, Vice-président de Mulhouse Alsace Agglomération et dénommée ci-après « Anah »,

Mulhouse Alsace Agglomération, représentée par Fabian JORDAN, Président et dénommé ci-après « m2A »,

La Caisse des dépôts – Banque des Territoires, établissement public à caractère financier, sis 56 rue de Lille 75356 Paris, représentée par Madame Isabelle HALB-SIENER, Directrice territoriale pour le Haut-Rhin, et dénommée ci-après « Banque des Territoires » ;

Action Logement Services, société par actions simplifiées, représentée par ……, Directrice régionale Action Logement Services Grand Est, et dénommée ci-après « Action Logement Services » ;

La Caisse d'Allocations Familiales du Haut-Rhin, sis 26 avenue Robert Schuman 68100 Mulhouse, représentée par Monsieur Luc CHERVY, Président du conseil d'administration et Monsieur Lionel KOENIG Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales du Haut-Rhin ;

La Région Grand Est, sis 1 place Adrien Zeller, 67000 Strasbourg, représentée par Franck ROYER, Président.

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L615-1 et suivants, R615-1 et suivants, L. 321-1 et suivants et R.321-1 et suivants,

Vu le règlement général de l'Agence nationale de l'habitat,

Vu le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées, adopté par le Préfet, le 20 mai 2019 ;

Vu le Programme Local de l'Habitat, arrêté par délibération de Mulhouse Alsace Agglomération, le 21 septembre 2020,

Vu la convention de délégation de compétence du 22 février 2020 conclue entre Mulhouse Alsace Agglomération et l'État, en application de l'article L. 301-5-1 ou L301-5-2 du code de la Construction et de l'Habitation,

Vu la convention pour la gestion des aides à l'habitat privé du 22 février 2020 conclue entre Mulhouse Alsace Agglomération et l'Anah,

Vu la circulaire du 11 février 2020 relative aux orientations de la programmation 2020 des actions et des crédits de l'Anah,

Vu la délibération de l'assemblée délibérante de la collectivité maître d'ouvrage de l'opération, en date du 08/02/2024, autorisant la signature du présent avenant,

Vu la délibération de l'assemblée délibérante de Mulhouse Alsace Agglomération, en date du 29/01/2024, autorisant la signature du présent avenant,

Vu la délibération de l'assemblée délibérante de la Région Grand Est, en date du ……., autorisant la signature du présent avenant,

Vu l'avis de la Commission Locale d'Amélioration de l'Habitat, en application de l'article R. 321-10 du code de la construction et de l'habitation, en date du ……..

Vu l'avis du délégué de l'Anah en région Grand Est, en application de l'article R. 321-11 du code de la construction et de l'habitation, en date du ……..,

Il a été exposé ce qui suit :

Table des matières

Article 1 – Objet de l'avenant....6
Article 2 – Modifications apportées à l'article 1 – Objet de la convention et périmètre....6
Article 3 – Modifications apportées à l'article 2 – Enjeux de l'opération....6
Article 4 – Modifications apportées à l'article 3.4.1.1 – Descriptif de l'opération....7
Article 5 – Modifications apportées à l'article 5 – Financements de l'opération et engagements complémentaires....8
Article 6 - Avenant....8
Article 7 – Dispositions inchangées....8

Préambule

Engagée dans des projets de renouvellement urbain depuis le début des années 2000, la Ville de Mulhouse s'est fortement impliquée dans l'accompagnement des copropriétés dégradées.

Suite à une étude pré-opérationnelle réalisée en 2018 ayant mis en avant trois copropriétés mulhousiennes identifiées comme dégradées et devant bénéficier d'un accompagnement de la collectivité pour permettre leur redressement, un dispositif d'OPAH CD sur les deux copropriétés « Dunkerque St Malo » et « Le Murat » a été mis en place en 2021 avec la signature de la convention le 1er juillet 2021.

Lors du comité de pilotage du 27 juin dernier, les difficultés rencontrées avec la copropriété Le Murat ont été discutées avec les partenaires présents et ont donné lieu à une interrogation sur la poursuite de leur accompagnement.

En effet, en début de mission, le diagnostic multicritères réalisé a mis en exergue des anomalies de fonctionnement au sein de la copropriété, que l'opérateur du suivi-animation a signalé de manière amiable. Le conseil syndical et le syndic n'ont pas souhaité collaborer ni avec l'opérateur ni avec la Ville pour résoudre ces désordres. En conséquence, les réunions et le démarrage de la démarche travaux n'ont pu être organisés.

De plus, en raison de tensions entre copropriétaires, une assemblée générale convoquée par un copropriétaire ayant pour objet la régularisation du mandat de syndic, n'a pu se tenir. En raison de cette défaillance de syndic, une mise sous administration provisoire a été demandée et AJAssociés a été nommé par le tribunal le 02/03/23. Cette décision a été contestée par 11 copropriétaires (dont l'ensemble des membres du conseil syndical), montrant ainsi le déni du conseil syndical face aux problèmes de gouvernance soulevés. Cette contestation ayant été rejetée en juillet par le Tribunal, l'administrateur va donc pouvoir convoquer une assemblée générale pour la désignation d'un syndic, et régulariser la situation (avec une forte probabilité que le syndic défaillant soit désigné par les copropriétaires).

Par ailleurs, la copropriété n'a plus de difficultés financières avec un taux d'impayés de seulement 4% contre 62% en 2017, et 23% en 2019. Elle a donc organisé d'elle-même son redressement financier et ne justifie plus un accompagnement sur ce point.

Au vu de l'impossibilité de mener l'OPAH (démarrée il y a 2 ans) en raison des difficultés de communication avec le conseil syndical et du refus d'adhésion des copropriétaires au dispositif OPAH, la copropriété Le Murat est retirée de l'OPAH.
Le présent dispositif ne concernera plus que la copropriété « Dunkerque St Malo ».

Article 1 – Objet de l'avenant

L'objet du présent avenant est le suivant :
- retrait la copropriété « Le Murat » de la convention initiale

Les articles suivants de la convention initiale relative à la mise en œuvre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat sont modifiés comme suit :
- article 1 – objet de la convention et périmètre
- article 2 – enjeux de l'opération
- article 3.4.1.1 – descriptif du dispositif
- article 5.1 – financements de l'ANAH

A l'issue de ce constat, les partenaires conviennent des modifications suivantes :

Article 2 – Modifications apportées à l'article 1 – Objet de la convention et périmètre

L'article 1 – « objet de la convention et périmètre » est modifié comme suit :

Le nouveau périmètre d'intervention se définit comme suit :

- **Copropriété Dunkerque Saint-Malo** (composée de 4 bâtiments) – 32, 34, 36, 38 rue de Dunkerque et 3, 5, 7, 9 rue de Saint-Malo et à Mulhouse
  Numéro d'immatriculation au registre des copropriétés : AA8744120

	Dunkerque / Saint Malo
Nombre de lots d'habitation	64
Typologies de logements	T4 (65m²)

Article 3 – Modifications apportées à l'article 2 – Enjeux de l'opération

L'article 2 – « Enjeux de l'opération » est modifié comme suit :

Toute mention relative à la copropriété « Le Murat » est supprimée.

	Enjeux à court et moyen termes	Enjeux à long terme
Dunkerque Saint-Malo	- Limiter les impayés en mobilisant en accompagnement social ; - Actions de médiation pour lutter contre les incivilités, - Consolider les travaux devant être engagés (travaux d'urgence) ou souhaitables (énergétiques, résidentialisation, mise en valeur du patrimoine bâti). Le changement de la chaudière du n°36-38 a été fait par anticipation à l'automne 2019.	- Mettre en œuvre un programme pluriannuel de travaux de conservation (réseaux d'eau, chaufferie, électricité…), - Accompagner la copropriété dans le lancement de travaux de rénovation énergétique, de résidentialisation et de mise en valeur du patrimoine bâti.

Pour retrouver un fonctionnement « normal » et pouvoir ainsi réaliser les travaux nécessaires à la conservation du bâtiment, l'OPAH Copropriété Dégradée devra permettre l'identification des potentiels de redressement de la copropriété à court, moyen et long terme.

Ainsi l'OPAH CD Mulhouse interviendra sur :

Les instances de gestion pour :

- Former et informer les conseils syndicaux et l'ensemble des copropriétaires sur le suivi de leur copropriété,
- Accompagner les conseils syndicaux et les syndics dans la recherche de solutions afin d'optimiser le montant des charges,
- Accompagner les membres des conseils syndicaux dans l'organisation des conseils syndicaux,
- Mettre en place des outils de communication pour impliquer les copropriétaires et les informer des différents évènements sur la copropriété.

Traiter les impayés :

- Accompagner individuellement les ménages en impayés,
- Identifier les ménages en incapacité à rester copropriétaires et les accompagner vers un parcours résidentiel adapté,
- Travailler à une prise en charge globale des ménages en associant l'ensemble des travailleurs sociaux du territoire,
- Accompagner le syndic dans le traitement des situations d'impayés.

Intervenir sur le marché immobilier :

- Informer les nouveaux acquéreurs sur le fonctionnement de la copropriété,
- Suivre le marché immobilier de la copropriété sur le quartier / sur la commune.

Accompagner la copropriété dans un processus de travaux

- Accompagner les copropriétés dans la réalisation en premier lieu des travaux de sécurité le cas échéant, si des besoins sont diagnostiqués (électricité, accessibilité, réseaux…),
- Travailler à la requalification des espaces extérieurs le cas échéant (gestion des déchets, espace extérieurs communs…),
- Accompagner les copropriétés dans la réalisation de travaux de réhabilitation thermique, afin de permettre de réduire la précarité énergétique, mais aussi de résidentialisation ou de mise en valeur du patrimoine (ravalement, etc.).

Plus globalement, l'OPAH CD Mulhouse doit permettre de requalifier de manière durable tant le bâti (parties communes), les logements (parties privatives) que les extérieurs de la copropriété. L'OPAH a également pour objectif la revalorisation de l'image des copropriétés pour permettre de les rendre attractives.

Article 4 – Modifications apportées à l'article 3.4.1.1 – Descriptif de l'opération

L'article 3.4.1.1 « Descriptif du dispositif » est modifié comme suit :

Toute mention à la copropriété « Le Murat » est supprimée.

La copropriété **Dunkerque Saint-Malo** est composée de plusieurs bâtiments. Le bâtiment sis 36-38 rue de Dunkerque a changé récemment sa chaudière suite à une procédure d'urgence. Des travaux plus globaux, à l'échelle des 4 bâtiments, devront être envisagés avec les copropriétaires une fois la situation financière assainie. Il s'agit en majorité de travaux sur les parties communes, cependant les copropriétaires seront incités à remplacer leurs menuiseries extérieures en même temps.

Article 5 – Modifications apportées à l'article 5 – Financements de l'opération et engagements complémentaires

L'article 5 « Financements de l'opération et engagements complémentaires » est modifié comme suit :

Toute mention de financement à la copropriété « Le Murat » est supprimée.

Article 6 - Avenant

Le présent avenant fait partie intégrante de la convention de partenariat susvisée et est soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

Article 7 – Dispositions inchangées

Les autres dispositions définies dans la convention de partenariat susvisée demeurent inchangées.

PROJET

Fait en 8 exemplaires à Mulhouse, le

Pour le maître d'ouvrage,
Le Maire
Michèle LUTZ

Pour l'Etat,
Le Vice-président de m2A
Vincent HAGENBACH

Pour l'Anah,
Le Vice-président de m2A
Vincent HAGENBACH

Pour Mulhouse Alsace Agglomération,
Le Président
Fabian JORDAN

Pour la Banque des Territoires,
La Directrice territoriale
Isabelle HALB-SIENER

Pour Action Logement,
La Directrice régionale

Pour la Région Grand Est,
Le Président
Franck ROYER

Pour la CAF,
Le Président du conseil d'administration
Luc CHERVY

Pour la CAF,
Le Directeur
Lionel KOENIG

PROJET

Mme le Maire : Nous sommes dans la bonne chronologie, j'espère, nous sommes sur la délibération 1112. Il s'agit bien des copropriétés dégradées, l'approbation donc de l'avenant n° 1 à la convention d'opération programmée d'amélioration de l'habitat à Mulhouse.

Mesdames, messieurs, comme vous le savez, nous avons fait de la lutte contre l'habitat dégradé l'une de nos priorités. Elle occupe une place centrale dans la transformation de notre ville. Elle est essentielle pour la rendre toujours plus attractive.

Je laisserai le soin à mon premier adjoint de vous présenter précisément le contenu de cette délibération, mais je souhaitais simplement me réjouir avec vous de l'adoption à l'unanimité, moins une voix, à l'Assemblée Nationale du projet de loi relatif à l'accélération et à la simplification de la rénovation de l'habitat dégradé et des grandes opérations d'aménagement. Ce projet de loi largement inspiré du rapport que nous avions écrit avec mon homologue Mathieu HANOTIN, Maire de Saint-Denis, a été réellement enrichi par le débat parlementaire et on ne peut que s'en réjouir. Je laisse à Alain le soin de nous donner des détails.

M. COUCHOT : Merci, Mme le Maire. Une opération programmée d'amélioration de l'habitat est mise en place par les collectivités locales pour aider les propriétaires à rénover leur logement. Concrètement, ça signifie qu'un ensemble de mesures est planifié et coordonné pour encourager les travaux de rénovation comme l'isolation, la rénovation énergétique ou la mise aux normes. Les propriétaires peuvent bénéficier d'aide financière, de conseils techniques et parfois même d'accompagnement dans les démarches administratives.

L'objectif principal de l'OPAH est d'améliorer la qualité des logements tout en contribuant à la revitalisation des quartiers et à la préservation du patrimoine urbain. Elle fait partie avec l'obligation de restauration immobilière, le permis de louer, de l'arsenal mis en œuvre par la ville de Mulhouse et son agglomération dans la lutte contre l'habitat indigne. J'en profite pour signaler que le projet de loi évoqué à l'instant par le Maire issu du travail des maires de Saint-Denis et de Mulhouse poursuit son parcours législatif. Il sera présenté, enrichi par les travaux de l'Assemblée au Sénat le 28 février.

S'agissant de l'OPAH qui fait l'objet de cette délibération, elle visait initialement deux copropriétés en difficulté. L'une d'entre elles a refusé d'y adhérer malgré les nombreuses tentatives depuis juillet 2021 de les accompagner. Elle est donc retirée de l'OPAH qui concerne donc désormais la seule copropriété Dunkerque–Saint-Malo confrontée notamment à de grosses difficultés de chauffage. La Ville et l'Agglomération participent chacune à hauteur de 250 000 € aux travaux de rénovation de 2,5 millions d'euros. Je vous remercie.

Mme le Maire : Merci pour la présentation de cette délibération. Y a-t-il des demandes de parole ? Je n'en ai pas, donc nous pouvons mettre le point n° 15 au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci à vous.

Pour : 43 + 6 procurations
Groupe majoritaire : 34+ 4 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5+1 procuration
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 2+1 procuration

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

16° ECOLES PRIVEES : PARTICIPATION AUX DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (221/8.1/1109)

La participation aux dépenses de fonctionnement d'une école privée du premier degré est une dépense obligatoire pour la collectivité territoriale de résidence, lorsque cette école est placée sous contrat d'association (article L442-5 et suivants du code de l'Education).

Après concertation avec les représentants des écoles privées, cette participation a été fixée à 550 € par an et par élève. Il est proposé de reconduire ce montant au titre de l'année 2024.

Le versement sera effectué en une seule fois, en tenant compte de la situation des effectifs au 1er janvier 2024.

Les crédits nécessaires sont disponibles au budget primitif 2024 :
Chapitre 65- Article 6558- Fonction 024
Service gestionnaire et utilisateur 221
Ligne de crédit n°26151 « contribution au fonctionnement écoles privées »

Le Conseil Municipal,

- approuve le montant de la participation aux dépenses de fonctionnement des écoles privées placées sous contrat d'association pour l'année 2024
- donne pouvoir au Maire ou à l'adjoint délégué d'accorder les montants correspondants inscrits au BP 2024.

PJ : Tableau des effectifs

Pôle Ressources, Education et Sports
22 – Direction Education
221 – Affaires scolaires
2212 – Gestion des écoles
AB

PARTICIPATION AUX DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DES ECOLES PRIVEES 2024

ECOLES	EFFECTIFS	PARTICIPATION / ELEVES	TOTAL
Jeanne d'Arc	344	550,00 €	189 200,00 €
Ecole Jean XXIII	429	550,00 €	235 950,00 €
Sainte-Ursule	79	550,00 €	43 450,00 €
ABCM	70	550,00 €	38 500,00 €
TOTAL	**922**	**507 100,00 €**	

Mme le Maire : Nous passons à la délibération qui concerne les écoles privées. Il s'agit de la participation aux dépenses de fonctionnement. Je laisse le représentant du groupe Mulhouse Cause Commune nous poser la question qu'il souhaitait poser à l'occasion de la présentation de cette délibération. M. SIMEONI.

M. SIMEONI : Merci, Mme le Maire, chers collègues. Plus qu'une question, c'est un ensemble de remarques à propos du financement public des écoles privées. À lire également le rapport, M. COLOM en a parlé au début de son intervention pour dire tout le bien qu'il pensait de l'action des enseignants le 1er février et ce dernier 8 février. Les enseignants et les personnels se manifestent aujourd'hui avec les parents pour demander des moyens pour l'école publique. Donc, c'est un petit peu autour de cette proposition, de cette dialectique contradictoire des uns et des autres que je souhaite intervenir.

Bien évidemment, heureusement, la délibération prend bien soin de préciser le cadre légal duquel donc elle participe pour préciser et annoncer que nous allons, un peu comme l'année dernière, financer à hauteur de 550 000 € les écoles privées sous contrat. C'est un peu le sens de la délibération qui donne les chiffres de la manière suivante.

Ce que l'on déplore, c'est que ceci se produit dans un contexte scolaire, social et spatial, marqué par le creusement des inégalités et je parle de notre ville, je ne vais pas beaucoup plus loin que Mulhouse et son agglomération, mais je pourrais le faire pour l'ensemble du pays. Dans ce contexte-là, il nous semble que ce financement public des écoles privées participe à créer un problème pour notre pacte républicain lui-même qui est fondé sur l'égalité et sur le traitement non discriminant de l'ensemble des enfants de ce pays. C'est quelque part une remise en cause du droit de tous les enfants à disposer des mêmes conditions pour s'émanciper dans un enseignement de qualité.

Pour préciser notre point de vue, je rappelle quand même à tous qu'aujourd'hui, les écoles privées reçoivent pour leur fonctionnement 73 % en moyenne d'argent public. À l'échelle du pays, cela représente 12 milliards d'euros : 9 milliards pour l'État, 3 milliards pour les collectivités. Ça, c'est la réalité. Donc, elles le font sans rien donner en échange en termes d'accueil de tous les élèves, en termes également dans les établissements privés confessionnels de respect de la laïcité, dont on parle beaucoup par ailleurs.

Nous demandons avec l'ensemble des enseignants et des personnels et de ceux qui tiennent le développement du service public qui est ouvert à tous, je le signale, que l'on impose dans l'immédiat aux écoles privées bénéficiaires de fonds publics, qu'on leur impose sur la base d'un rapport que la municipalité pourrait également activer de savoir si premièrement ces écoles privées développent une politique de mixité sociale, elles respectent tous les fondements de la laïcité, ce qu'on impose dans l'ensemble des écoles de la ville ; donc par conséquent, d'établir un cahier des charges fondé sur le respect de ces deux valeurs, la mixité sociale et la laïcité dans l'attribution des fonds publics. Il ne s'agit pas de rallumer une guerre scolaire qui n'aurait pas de sens, mais

d'imposer au privé, parce qu'il est financé par de l'argent public, de respecter a minima avec un contrôle accru de la municipalité, ce qu'on impose à l'ensemble des écoles de notre ville.

Par rapport à une idée reçue qui est largement partagée, qui est souvent énoncée, que les parents ont la liberté de choix. Mais où est la liberté de choix quand on regarde que les indices de position sociale qui sont sortis dans le département et pour notre ville montrent qu'il y a une corrélation étroite entre le niveau social des gens, la fréquentation des écoles privées et publiques et la réussite. Cet écart va grandissant avec pour conséquence l'établissement d'une différence entre l'école des riches et l'école des pauvres.

Donc, ce que nous proposons, c'est d'en finir avec ce séparatisme scolaire et social qui est en train de saper les fondements de la République. Par conséquent, nous faisons des propositions, nous espérons que la municipalité en tienne compte. Nous sommes prêts à travailler au sein de la commission éducation pour les faire avancer. Je sais qu'il y a une réunion qui va intervenir au mois de mars, je crois, mais on peut le faire avant, on est disponibles. Par conséquent, sur cette délibération, le groupe Mulhouse Cause Commune s'abstiendra. Merci chers collègues, merci, Mme le Maire.

Mme le Maire : J'ai une demande de parole de Mme RITZ.

Mme RITZ : Merci, Mme le Maire. J'aimerais rebondir sur cette délibération pour vous réitérer une demande importante relative à la sécurité aux abords des établissements scolaires, et ce notamment devant l'entrée de l'école Jean XXIII, avenue Aristide Briand. La piste cyclable sert tous les jours de dépose-minute aux parents qui empêchent ainsi les élèves arrivant à vélo d'aborder l'école en toute sécurité.

Autre point, le feu tricolore situé à la hauteur de l'entrée de l'établissement n'est ni respecté par les automobilistes ni par les cyclistes. De nombreux accidents graves ont déjà été déplorés, notamment à l'automne dernier alors qu'une cycliste ayant passé le feu rouge a percuté une élève qui traversait sur le passage piéton. Cette dernière s'en est sortie avec une fracture du poignet et la cycliste quant à elle ne s'est même pas donné la peine de s'arrêter et a disparu dans la nature.

Pour éviter ce genre d'accidents et de faits qui mettent clairement la sécurité des élèves en danger, je vous avais déjà interpellés l'an passé afin qu'une réflexion soit menée quant à la possibilité d'implanter une caméra et de créer une zone de vidéoverbalisation. Pourriez-vous m'apporter une réponse quant à cette demande ?

Je souhaite aussi revenir sur les accusations et tentatives de détournement de mes propos par Mme DA SILVA concernant la rue du Château Zu-Rhein. Il n'est nullement question de s'opposer au ralentisseur rue du Château Zu-Rhein. Les riverains qui m'ont interpellée – vous le savez bien – souhaitent simplement que soit étudiée la possibilité de revoir la nature de ces ralentisseurs. Rue de Brunstatt, la rue parallèle à la rue de Château Zu-Rhein, il y a également des ralentisseurs qui ont été mis en place pour la sécurité des élèves de l'école ABCM, mais qui n'ont pas pris la forme de coussins berlinois. À nouveau, votre

entêtement sur ce dossier révèle votre mépris des Mulhousiens, mais écoutez les Mulhousiens. Je n'ai pas dit qu'on ne devait pas mettre de ralentisseurs, je parle de la nature de ces ralentisseurs.

Mme le Maire : Mme RITZ, on ne va pas revenir sur des choses qui ont déjà été dites, s'il vous plaît.

Mme RITZ : Non, j'aimerais bien pouvoir répondre. Ensuite, j'aimerais pouvoir répondre à M. COLOM puisqu'il m'a attaquée nominativement dans son intervention liminaire. M. COLOM, arrêtez de parler de ce que vous ne connaissez pas. Vous étiez sans doute encore au domicile de vos parents alors que j'étais adjointe de Jean-Marie BOCKEL et de Jean ROTTNER. À l'occasion, je vous transmettrai mes interventions et communiqués de presse concernant le projet de mosquée de Millî Görüs de 2012, 2013 et 2014 et au passage, mon bilan de mandat d'adjointe au maire que vos collègues n'ont jamais critiqué, mais vous, vous êtes un négationniste vous refusez de voir en quelqu'un d'autre que vous certaines qualité politiques et que vous n'aurez jamais.

Mme le Maire : Mme RITZ, s'il vous plaît. Terminez vos propos.

Mme RITZ : Votre ton et votre attitude doivent souvent irriter certains de vos collègues. Cela ne m'étonne guère de vous entendre. Franchement, vous parler d'OQTF, M. COLOM. Ne vous en déplaise, je suis Française, Alsacienne et même si mon nom marital a de grandes consonances italiennes, je ne serai pas la première à quitter le territoire français. Mais quelle indécence, alors que je ne vous ai jamais…

Mme le Maire : Ce discours, vous nous l'avez déjà fait, s'il vous plaît.

Mme RITZ : Entendu réclamer l'OQTF de quelconque terroriste. Tous ces actes terroristes qui ont eu lieu depuis votre mandat, tout comme je n'ai obtenu aucun soutien ni de vous ni de votre majorité alors qu'en 2021, j'ai été victime d'une agression par arme en présence de mes enfants.

Mme le Maire : Ça suffit, Mme RITZ, vous nous en avez déjà parlé 15 fois.

Mme RITZ : Non. Voyez-vous, M. COLOM, votre piètre expérience politique et votre sentiment d'infériorité vous rendent si méprisant. Alors avec de tels propos, vous et le parti politique que vous soutenez, vous ne dépasserez jamais, M. COLOM, les 5 % aux prochaines législatives.

Mme le Maire : Comme vous vous autorisez à ce genre de choses, je vous dis que j'ai été très vexée. Vous allez m'écouter ? Vous décriez le métier de la coiffure, sachez, Mme RITZ, s'il vous plaît, que pendant 43 ans j'ai eu beaucoup de plaisir à exercer ce métier et j'espère qu'il y a beaucoup de gens dans l'avenir, nos jeunes, qui vont exercer ce métier. Je n'en dirai pas plus et je laisse Chantal nous répondre.

Mme RISSER : En 2012, j'avais déjà du mal avec vous, Mme RITZ, mais alors aujourd'hui, je n'en parle pas. Revenons maintenant sur la question très sérieuse qu'a posée M. SIMEONI parce que là, on est dans l'essentiel (*Intervention hors*

micro de Mme RITZ). On s'occupe de nos enfants, on s'occupe de nos familles. Je ne vous ai pas interrompue, vous ne m'interrompez pas. Merci.

Comme vous l'avez rappelé, M. SIMEONI, effectivement c'est une obligation, donc on ne va pas revenir là-dessus. Vous connaissez tout comme moi la loi, le décret, etc. Je rappelle quand même qu'au niveau des écoles privées, on parle de 922 enfants mulhousiens qui sont dans des écoles privées sous contrat à Mulhouse.

J'ai plutôt envie de parler de ces plus de 12 000 enfants qui sont dans nos 63 écoles publiques de Mulhouse. Je suis d'accord avec vous sur les inégalités qui pourraient exister, etc. C'est bien pour ça que notre rôle en tant que municipalité et en tant que conseiller municipal aujourd'hui, c'est de reconnaître que par rapport à nos 63 écoles publiques, on fait plein de choses pour accompagner les enfants, plein de choses pour accompagner les parents pour être aux côtés des équipes éducatives.

Je ne vais pas vous faire l'affront de vous parler d'Ambitions Mulhouse, de vous parler du Plan École, de vous parler des classes de ville, de vous parler de l'école du dehors, de vous parler du programme de réussite éducative, la liste pourrait être bien longue que celle-là. La différence, je crois, c'est bien justement tous les moyens que nous mettons en plus sur nos écoles à Mulhouse.

Deuxième point, par rapport aux rapports de la municipalité. Je représente la Ville dans les différentes écoles privées de Mulhouse et je suis très attentive à ce dont vous parlez. Je ne vais pas citer de nom aujourd'hui, mais je peux vous dire que notamment dans une école assez considérable de Mulhouse, celle qui accueille le plus d'enfants mulhousiens, cette mixité sociale, ils la prônent vraiment. Ça leur est parfois même reproché par certaines familles. Quand on participe aux conseils d'établissement, ils nous font un bilan de ce qu'ils font par rapport aux enfants les plus en difficultés, comme ils les accompagnent, etc. Donc, je crois qu'on a sur Mulhouse la chance d'avoir des établissements privés qui jouent le jeu. En tout cas, l'une tout particulièrement joue vraiment le jeu de cette mixité. Je crois qu'on se doit d'être aussi à leurs côtés pour justement leur permettre de développer encore cette mixité qu'il n'est pas forcément facile pour eux de mettre en place par rapport à certains nombres de parents qui fréquentent leurs établissements.

Mme le Maire : Merci, Chantal, pour cette réponse. Je vais mettre le point n° 16 au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci à vous.

Pour : 38+ 5 procurations
Groupe majoritaire : 34+ 4 procurations
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 2+1 procuration

Abstentions : 5+1
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5+1 procuration

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

M. COUCHOT : Mme le Maire, pour un rappel au règlement si vous me le permettez. J'aimerais rappeler l'article 25 et l'article 26 du règlement intérieur de notre assemblée. Lorsqu'un membre du Conseil municipal s'écarte de la question traitée ou qu'il trouble le bon déroulement de la séance par des interruptions ou des attaques personnelles, la parole peut lui être retirée par le Maire qui peut faire le cas échéant application des dispositions prévues à l'article 26. Article 26 : « en cas de récidive ou si un orateur se laisse aller à des expressions injurieuses ou offensantes ou s'il perturbe le bon déroulement des débats, le président peut lui retirer la parole ». Je vous indique donc, Mme RITZ, à faire preuve de davantage de modération dans votre expression. Je vous remercie.

Mme le Maire : Merci, chers collègues.

17° AGENCE DE LA PARTICIPATION CITOYENNE : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION POUR L'ANNEE 2024 (1321/7.5.6/1107)

L'Agence de la participation citoyenne est chargée de la mise en œuvre du programme de démocratie participative de la Ville de Mulhouse. A cet effet, une régie personnalisée a été créée le 1er juillet 2015. Elle est, de ce fait, administrée par un conseil d'administration composé d'élus municipaux et de représentants de partenaires extérieurs.

Pour ce faire, et conformément aux statuts de cette régie, la Ville met à sa disposition des moyens de fonctionnement et lui verse une subvention annuelle.

En matière de moyens humains, la Ville de Mulhouse met à sa disposition 8 ETP (équivalent temps plein), comprenant 6 chargés de mission, 2 secrétaires et une directrice. La directrice et une secrétaire sont mises à disposition à 50% pour assurer d'autres missions qu'elles exercent dans les services de la Ville de Mulhouse.

En 2023, l'Agence a bénéficié d'une subvention de 68 530 € de la Ville de Mulhouse. Compte tenu de l'excédent de l'année précédente, le budget total 2023 s'est élevé à 135 840,55 €

Ce budget a notamment permis :

- Le soutien et l'accompagnement des démarches participatives de la collectivité, en particulier sur plusieurs grands projets (renouvellement urbain, développement des mobilités douces, plan lumière …) via des concertations et des présentations de projets qui en sont issus, dans les instances participatives mais également sur le terrain, au plus près des usagers concernés.
- L'engagement de l'expérimentation relative à une plateforme collaborative urbaine à DMC, dans le cadre de l'AMI Démonstrateur de la ville durable.
- Le lancement du nouveau budget participatif consacré aux mobilités douces.
- La relance des instances participatives qui ont retrouvé une réelle dynamique. Le rapprochement des conseils citoyens et des conseils

participatifs a permis une clarification de l'organisation pour aboutir à une instance par secteur appelée Conseil des habitants.
- Le soutien des initiatives citoyennes contribuant au mieux vivre ensemble et à l'animation des quartiers.
- La participation à l'appel à projets Courts-circuits.

Pour 2024, compte tenu de l'implication de l'Agence dans l'accompagnement et l'appropriation de certains grands projets entrant en phase de travaux mais aussi dans le pilotage du vote des projets du budget participatif ainsi que dans le soutien apporté aux Conseils d'habitants qui ont pris leurs marques, il est proposé de lui attribuer une subvention de 68 530 € selon le projet de convention ci-joint.

La Ville autorise également l'Agence à reverser une partie de la subvention aux associations pour l'organisation d'initiatives portées par des habitants et notamment les fêtes de quartier et le dispositif Courts-circuits.

Les crédits sont inscrits au BP 2024 :
- Chapitre 65 -article 65736212 - fonction 428
- Service gestionnaire et utilisateur 132
- Ligne de Crédit 37407 « Sub. Agence de la participation citoyenne »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- Approuve l'attribution d'une subvention de 68 530 € à l'Agence de la Participation Citoyenne pour l'année 2024.
- Autorise l'Agence de la Participation Citoyenne à reverser une partie de cette subvention dans la limite d'un montant de 20 000 €, aux associations dès lors que cela concerne des initiatives portées par les habitants prévus aux articles 2 et 4 de la Convention liant la Ville de Mulhouse et l'Agence.
- Charge Madame le Maire ou son représentant de signer toutes les pièces contractuelles nécessaires et notamment la convention en pièce jointe de la présente délibération.

2 PJ : PJ1 - Convention de subvention 2024
PJ2 - Bilan d'activité 2023 de l'Agence de la Participation Citoyenne

CONVENTION DE SUBVENTION 2024

Entre,

La Ville de Mulhouse, représentée par son Maire, Madame Michèle LUTZ, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 08 février 2024 d'une part,

Et

La régie personnalisée « Agence de la Participation Citoyenne », représentée par sa Présidente, Madame Cécile SORNIN, dûment habilitée par décision du Conseil d'administration du 23 juillet 2020 d'autre part,

Il convient ce qui suit :

Préambule

L'Agence de la Participation Citoyenne est chargée de la mise en œuvre du programme de démocratie participative.

Compte-tenu de l'intérêt local poursuivi par l'Agence, la Ville de Mulhouse a décidé d'apporter son soutien financier à diverses actions dans les conditions définies parla présente convention.

Article 1 : Objet de la Convention

La présente convention a pour objet de déterminer les modalités du soutien financier de la Ville à l'Agence de la Participation Citoyenne.

La Ville autorise l'Agence à reverser une partie de la subvention perçue au profit d'associations ou personnes morales qui souhaitent organiser les activités telles que définies aux articles 2 et 4.

Article 2 : Objectifs et Actions à soutenir

L'Agence s'engage à réaliser les actions suivantes :

- **Le soutien des initiatives citoyennes** contribuant au mieux vivre ensemble et à l'animation des quartiers. Ce soutien se caractérise notamment par une aide financière aux associations et personnes morales qui organisent des animations de quartiers d'un intérêt local certain et s'inscrivant en cohérence des politiques publiques de la Ville.

- Une aide financière pourra également être apportée à des projets citoyens définis à l'article 4 de la présente convention.

- **Le soutien et l'accompagnement des démarches participatives de la collectivité**

Cet accompagnement comprend le soutien aux services de la collectivité qui entament des démarches de concertation sur des politiques publiques ainsi que celui des instances participatives et territoriales de la collectivité.

Le budget prévisionnel de chaque action pour 2024 est le suivant :

- Le soutien aux initiatives citoyennes : 20 000 €
- Pour l'ensemble de ses missions d'accompagnement des démarches participatives : 113 673.49 €

Pour information, pour l'année 2024, le budget global de l'Agence de la Participation Citoyenne s'élève 135 173.49 € et est composé de :

- 68 530 € (subvention ville de Mulhouse)
- 36 643.49€ (reliquat prévisionnel exercice 2023)
- 30 000 € (subvention Politique de la Ville faisant suite à l'Appel A Initiatives porté par l'Etat dans le cadre de l'accompagnement des Conseils participatifs et Citoyens, sous réserve d'attribution)

Article 3 : Montant de la subvention et modalités de reversement

Pour l'année 2024, la Ville de Mulhouse attribue une subvention de fonctionnement de 68 530 € à l'Agence de la Participation Citoyenne afin de lui permettre de réaliser ses actions indiquées à l'article 2 de la présente convention.

Le règlement de la subvention par la Ville se fera, par un versement unique, par virement au compte de l'Agence de participation citoyenne (compte Trésorerie de Mulhouse Municipale tenu au 45 rue Engel Dollfus 68097 Mulhouse) selon les procédures comptables en vigueur, sur présentation du budget prévisionnel de l'année en cours, du bilan financier de l'année précédente et après signature de la convention et vote du budget primitif de la Ville.

Elle est créditée au compte de l'Agence selon les procédures comptables en vigueur.

En cas de non-respect des objectifs, la Ville se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée. Il en est de même si le montant de la subvention excède le coût des actions.

Cette participation financière ne sera versée que sous réserve des trois conditions suivantes :

- La délibération de la Ville approuvant le budget primitif.
- Le respect par l'Agence des obligations mentionnées au titre de la présente convention.
- La vérification par la Ville que le montant de la contribution n'excède pas le coût de l'action.

Article 4 : Autorisation de reversement de la subvention

Conformément à la délibération de création de l'Agence de la Participation Citoyenne du 29 juin 2015, elle est en particulier destinée à « mieux soutenir les initiatives citoyennes ». Les fêtes de quartier et les projets citoyens constituent des initiatives citoyennes se déroulant de façon régulière dans une majorité de quartiers mulhousiens et sont ainsi destinés à être soutenus par l'Agence.

En application de l'article L 1611-4 du code général des collectivités territoriales, la Ville de Mulhouse autorise l'Agence à reverser, dans la limite d'un montant de 20 000 € pour l'année 2024, la subvention mentionnée à l'article 3 aux associations et personnes morales qui organisent des fêtes de quartiers, et des projets citoyens, relevant d'un intérêt local certain et s'inscrivant en cohérence des politiques publiques de la Ville.

Les **fêtes de quartier** se définissent comme des événements organisés par des habitants et acteurs de quartiers, conviviaux, gratuits et ouverts à tous, avec la caractéristique d'être organisés sur un mode participatif : tout habitant et acteur du quartier concerné peut y participer. La finalité de l'évènement est la création de lien social et le vivre ensemble.

Les **projets citoyens** se définissent comme des projets portés par des associations, contribuant à l'amélioration du bien-être des habitants et favorisant le lien social entre habitants d'un même quartier. Le projet devra être co-construit par des habitants et acteurs du quartier.

Les structures porteuses des fêtes, ou projets citoyens devront soumettre leur projet à l'approbation du conseil d'administration de l'Agence de la Participation Citoyenne. Ces projets seront déposés selon des modalités prévues par l'Agence.

Le reversement de la subvention donnera lieu par le bénéficiaire à la production et la transmission d'un compte-rendu financier et d'un rapport d'activité justifiant de l'utilisation de la subvention ainsi que de la production de toute pièce complémentaire sollicitée le cas échéant par l'Agence.

Article 5 : Contrôles de la Ville

En contrepartie du versement de la subvention, la régie personnalisée devra :

- d'une part, remettre avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention, un compte-rendu financier des actions menées, conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- d'autre part, fournir avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention un compte-rendu d'exécution de ces actions.

D'une manière générale, l'Agence de la Participation Citoyenne s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville de Mulhouse, de l'utilisation des subventions reçues.

Article 6 : Suivi des actions

La Ville conservera tout au long de l'année civile un contact régulier et suivi avec l'Agence de la Participation Citoyenne afin de disposer d'une évaluation continue des actions conduites.

La régie personnalisée s'engage à faciliter à tout moment, le contrôle par la Ville ou ses représentants dûment habilités, de la réalisation des objectifs et actions décrits à l'article 2, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 7 : Responsabilité

L'aide financière apportée par la Ville aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à l'Association ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 8 : Durée et résiliation de la convention

La présente convention est conclue pour une durée d' 1 an à compter du 1er janvier2024.

Elle pourra notamment être résiliée :

- en cas de force majeure
- d'un commun accord entre les parties

- par dénonciation par l'une ou l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception, un mois avant l'expiration de la période contractuelle.

Article 9 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 10 : Litiges

En cas de litige ou de conflit, les parties s'engagent à rechercher toute voie amiable de règlement, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente convention sera soumis à la compétence du tribunal administratif de Strasbourg.

Mulhouse, le

Etabli en deux exemplaires originaux

Pour la Régie Personnalisée, la Présidente	Pour la Ville, le Maire
Cécile SORNIN	**Michèle LUTZ**

L'AGENCE DE LA PARTICIPATION CITOYENNE : BILAN D'ACTIVITE 2023 ET PERSPECTIVES 2024

Dans une forte dynamique d'engagement, l'Agence de la Participation Citoyenne a maintenu un haut niveau d'activité tout en adaptant son programme 2023 aux besoins du territoire.

Ses activités ont été principalement les suivantes :

1. Les concertations

En 2023, un travail de concertation et d'appropriation a été mené sur plusieurs grands projets : le développement des mobilités douces, le Renouvellement Urbain, le Plan lumière. Une expérimentation a également été lancée sur le projet DMC jumeau numérique dans le cadre de l'AMI Démonstrateur de la ville durable. Enfin, l'Agence de la Participation Citoyenne a accompagné plusieurs démarches proposées par des services thématiques ou des habitants investis dans les instances participatives.

Les grands projets :

- L'accompagnement de la seconde phase d'étude sur le **développement des mobilités douces :**
  - Présentation de l'avant projet aux instances participatives, aux commerçants et aux riverains via des réunions dédiées et des balades urbaines : 10 temps d'échanges organisés
  - Concertation sur le futur aménagement du square Roosevelt : 2 ateliers organisés avec les riverains et les usagers des abords du square pour travailler sur les types d'équipement et leur spatialisation.

- L'accompagnement du lancement de la **Zone d'Aménagement Concertée des Coteaux :** le projet de renouvellement urbain des Coteaux entre en phase d'étude opérationnelle et l'Agence de la Participation Citoyenne accompagne l'appropriation de ce projet urbain. En 2023, l'agence s'est investie dans :
  - L'expérimentation d'un jeu sur le quartier
  - L'organisation d'un temps fort d'information sous la forme d'un forum des acteurs du quartier

- La concertation autour **du nouveau Plan Lumière** de la Ville : dans le cadre de son Marché Global de Performance et de son Plan Lumière, la Ville de Mulhouse a entrepris l'animation d'une série d'ateliers ouverts aux habitants. Un temps fort en juin 2023 et un premier atelier en octobre 2023 ont été menés par l'Observatoire de la Nuit, prestataire spécialisé dans la concertation nocturne. L'Agence de la Participation Citoyenne intervient en appui de ce prestataire dans l'organisation des ateliers : expertise de terrain, travail sur le format, mobilisation, bilan.

Plateforme collaborative urbaine à DMC :

Innovant, inclusif, résiliant et durable, reconnecté au tissu urbain, le nouveau quartier DMC développera autour d'un pôle des arts visuels l'ensemble des fonctions urbaines : habiter, travailler, se divertir, consommer, apprendre... Dans ce cadre, la Ville de Mulhouse souhaite construire une plateforme collaborative numérique afin de tisser du lien social et de répondre favorablement aux besoins des habitants et futurs usagers du site. L'Agence de la Participation Citoyenne accompagne la démarche de co-construction de cette plateforme à travers la mobilisation d'un groupe de travail et l'organisation de 4 ateliers de co-construction.
En 2023, une soirée de lancement permettant le choix d'un projet sur lequel construire l'expérimentation ainsi que 3 ateliers de réflexion ont été organisés.

Wickypédia :

L'Agence a accompagné le service Ville d'art et d'histoire dans la commémoration des 150 ans de la naissance d'Auguste Wicky, à l'origine de nombreuses constructions à caractère social.
Quatre temps en pieds d'immeubles ont permis de recueillir des témoignages des habitants des 4 cité-jardin qui marquent le paysage urbain : Brustlein, Haut-Poirier, Wolf et Drouot, dans la perspective de nourrir une exposition.

Espace vert Saint-Nazaire à Bourtzwiller :

L'Agence a soutenu le Conseil Participatif de Bourtzwiller dans sa volonté d'aménager un espace vert aux abords de l'arrêt de tram Saint Nazaire.

En 2023, 25 temps de concertation sur le terrain avec questionnaire ou panneau pour définir les usages à prioriser sur cet espace ont été organisés.

2. L'accompagnement des instances participatives

Conscient de la nécessité de « faire avec » tous en s'appuyant sur une culture de la participation initiée en 2014 avec la démarche *Mulhouse c'est vous*, la ville de Mulhouse conforte son engagement en faveur du pouvoir citoyen. Permettre aux citoyens qui le souhaitent de prendre une part active au devenir de sa ville et les accompagner dans une réalisation collective de leur engagement constituent aujourd'hui un pilier de l'action municipale.

Suite à la redynamisation des instances participatives en 2022, cette année 2023 a été marquée par un rapprochement et la fusion des conseils citoyens et des conseils participatifs. Cette évolution a permis d'apporter de la clarté, chaque secteur de la ville disposant à présent d'un conseil des habitants. Cette nouvelle forme d'organisation participe à la dynamique collective par la mise en synergie des forces vives qui composent ces instances. Chacune des instances a son propre fonctionnement (modalités de travail, d'animation ; fréquence des rencontres ; sujets travaillés…).

Une quarantaine de réunions plénières et une cinquantaine de réunions thématiques (commissions cadre de vie ; commission animation…) ont été programmées sur l'ensemble des 6 secteurs. Nous constatons que ces instances sont composées de noyaux durs (une vingtaine de participants réguliers par instance sur les 403 personnes inscrites).

La dynamique s'observe aussi par la mise en œuvre de nombreuses actions. Pour exemples :

- **A D8 :** La fresque participative ***« la nature fait le mur à Neppert »*** - Promenade des 4 saisons) ; Projet éco citoyen sur différents temps : actions de nettoyage avec les habitants et acteurs collectifs, sensibilisation au tri sélectif, valorisation des métiers de la propreté…
- **A Manufactures :** La fête de quartier Brustlein du 9 septembre, les petits déjeuners de l'espace citoyen du 88, la participation à la semaine de réduction des déchets (ateliers avec le CSC…)
- **A MGC :** Principalement des projets d'aménagement « voirie » pour faciliter et sécuriser le cheminement piéton et cycliste, dont un passage piéton rue de Bâle, et par une amélioration de la signalétique pour faciliter la circulation routière.
- **A West :** Une médiation Clous/riverains concernant des nuisances sonores avec construction d'un mur anti bruit à la résidence Master/Doctorat, un projet de plantation d'une haie fruitière et d'aménagement du parc de la Croix Bleue, des projets « voirie » dont un îlot planté avec permis de végétaliser.
- **A Drouot :** La construction et la pose de tables et bancs devant l'école élémentaire Drouot (illustration d'une coopération mise en œuvre entre le conseil et les services de la Ville, l'agence et les acteurs du quartier dont l'APSM)
- **A Bourtzwiller :** Une mobilisation autour du jardin partagé Jean-Grimont avec notamment l'organisation d'une fête au jardin, la préfiguration d'un projet d'aménagement sur l'espace Saint- Nazaire et un aménagement rue de Quimper.

L'implication des instances dans les différentes concertations est également à souligner tout autant que leur implication dans le budget participatif à travers des ateliers d'idéation donnant lieu à dépôts d'idées.

La préoccupation et l'engagement des instances sur l'environnement et le développement de la qualité du cadre de vie est aussi observée à travers les 14 diagnostics en marchant réalisés en 2023 et leur participation aux opérations « Prox' Quartiers ».

Ces différentes formes d'implications indiquent effectivement un fort engagement citoyen des conseillers habitants et soulignent le rôle de l'Agence de la Participation Citoyenne comme facilitateur des coopérations entre les services de la Ville, les instances elles-mêmes et les acteurs des territoires. Ces formes d'implications participent tout autant à un exercice pédagogique tant en direction des services de la Ville que des habitants eux-mêmes. La compréhension des contraintes des services gestionnaires (réglementaires ; budgétaires…), l'écoute et la prise en compte des préoccupations et attentes des habitants facilitent le consensus, quelque soit la dimension du projet. Ce consensus se concrétise ainsi par des solutions coproduites et des réalisations effectives.

Groupe de liaison :

Le groupe de liaison, composé de deux référents de chaque instance dont Mulhouse Ainés, se réunit à deux reprises dans l'année pour arbitrer l'engagement des projets de plus de 10 000€.
En 2023, le groupe de liaison s'est réunit en mai et en octobre et de manière exceptionnelle à l'occasion d'une troisième réunion en décembre afin d'engager un dernier projet.
Ces réunions font également partie intégrante des rencontres inter-instances qui permettent, au cours de l'année, de mettre en commun et coordonner les actions des conseils, d'évoquer certains sujets de réflexion ou actualités de l'APC.

Le budget travaux des instances participatives :

En 2023, les conseils ont bénéficié d'une enveloppe de 230 000 € dédiée à des travaux d'amélioration du cadre de vie dans les quartiers.
Dans l'ensemble, ce budget a été réparti de manière relativement égalitaire entre les différents secteurs pour des projets concernant principalement des améliorations de « voirie » : mises en accessibilité et en conformité d'emplacements PMR, créations de passages protégés, amélioration de la signalétique routière, création d'un îlot végétalisé, etc. Certains projets « espaces verts » tels que des plantations d'arbres et poses de bancs ont également été réalisés.
L'engagement tardif d'un dernier projet de réfection de la voirie rue de Quimper a permis d'engager la quasi-totalité de l'enveloppe 2023, bilan positif et indicateur du dynamisme des conseils et d'une collaboration efficace avec les services mobilisés dans la réalisation des projets.

Le temps fort du 04 décembre :

Ce temps d'échange et de convivialité a été l'occasion de valoriser l'engagement et le dynamisme des instances notamment par la projection d'une vidéo « rétrospective des réalisations » et par une séquence « pitch » mettant en exergue la coopération entre les instances et la Ville. L'association du Conseil des Jeunes et de Mulhouse Ainés à cette soirée participe à la création de passerelles entre les différentes instances participatives et à l'interconnaissance.
Les ateliers réalisés lors de cette soirée ont conduit à croiser les expériences respectives, à développer les connexions entre les instances elles-mêmes, entre les instances et les services présents. La production de ces ateliers permet d'alimenter les perspectives pour 2024 : animation des espaces citoyens, programmation de rdv citoyens, retour usagers sur l'application Allo proximité, …
C'est durant cette même soirée qu'a été voté le nouveau nom des instances à la majorité des voix ***« conseil des habitants + nom de l'instance ».***
Le bilan qualitatif réalisé met en exergue la satisfaction exprimée par les habitants en tant que membres des instances, en particulier par la concrétisation des projets et les coopérations mises en œuvre avec les services de la Ville et l'Agence de la Participation Citoyenne.
80 personnes ont répondu présents à cette rencontre, à laquelle différents services de la Ville ont apporté leurs contributions tant sur l'organisation de l'événement que sur son animation.

Dans la vie d'un Conseil, une expérimentation apprenante…

Un projet porté par le Conseil Participatif Manufactures a amené à l'installation de boîtes à pain sur le territoire Briand. Il s'agissait de récolter le pain dur afin d'éviter le dépôt sauvage dans les espaces publiques. Cette idée, qui semble à première vue assez simple à réaliser, a amené de nombreux questionnements quant au devenir du pain récolté, de la gestion au quotidien des boîtes à pain, de thématiques telles que le sur-achat de pain, les pratiques commerciales, l'impact du pain blanc sur la santé. Les conseillers ont ainsi mis en place, en collaboration avec le Conseil citoyen, des actions de sensibilisation sur chacun de ces sujets.
Cette démarche a nécessité un accompagnement dense afin de répondre aux différentes évolutions de situation mais a aussi permis de mettre en perspective les problématiques liées à la gestion des bio-déchets, à travers un exemple concret. Il s'agit aujourd'hui de trouver le bon format de gestion de cette collecte relevant du SIVOM.

3. 10 RDV citoyens programmés en 2023

La programmation 2023 s'est construite notamment sur la base d'un sondage adressé aux différents services de la Ville dans l'objectif de promouvoir plus particulièrement des projets et des dispositifs portés par la collectivité. Les 10 rendez-vous citoyens programmés cette année ont accueilli 290 participants, soit une moyenne de 29 participants par rencontre.
Il a été observé cette année une plus grande diversité (genre ; génération ; secteurs) parmi le public.

Ces rendez-vous sont l'occasion d'un feedback des usagers et créent une interconnaissance contribuant notamment à une meilleure compréhension du fonctionnement de la Ville. Ils mettent en visibilité l'action publique municipale et sont facilitateurs de l'implication citoyenne.

La programmation 2023

Le 30/01/23 : ***« Coop ou pas coop »*** (65 participants) : 2 ateliers proposés aux habitants, agents de la collectivité et acteurs associatifs qui ont permis de sensibiliser sur les leviers et freins à la coopération à travers le serious game « coop ou pas coop ». Cette action a été réalisée en collaboration avec *Citoyens et Territoires Grand Est et l'IR DSU*

Le 02/03/23 : ***« 2 dispositifs d'expression citoyenne pour agir dans sa ville »*** (31 participants) : Présentation de ***« la proposition citoyenne »*** et ***« allo proximité »*** dans le cadre de la promotion de la nouvelle application Allo Proximité et du lancement de la « proposition citoyenne »

Le 06/04/23 : ***« La médiation citoyenneté, un dispositif au service des habitants »*** (32 participants) : Promotion du dispositif de médiation citoyenne et des espaces citoyens.

Le 04/05/23 : ***« Tour d'horizon des métiers de la Ville à Mulhouse »*** (58 participants) : Présentation des différents métiers au sein de la collectivité : diversité ; qualification… ; l'accès à l'information sur les postes vacants au sein de la collectivité, modalités pour y postuler, offres de stage et d'apprentissage ; Promotion des dispositifs jeunesse, notamment les Jobs d'été et le recrutement d'animateurs ALSH

Le 27 juin 2023 : ***« Avec le budget participatif, vos idées font leur chemin »*** (14 participants) : Présentation du bilan du budget participatif saison 1 et information sur le lancement de la saison 2

Le 12 septembre 2023 : ***« avec le budget participatif, vos idées font leur chemin »*** (22 participants) : Présentation du budget participatif saison 2 : les différentes étapes et séquence idéation pour formuler des idées et les transformer en projet

Le 21 septembre 2023 : ***« du sport sur ordonnance avec la Maison sport-santé »*** (19 participants) : Présentation de la Maison Sport- santé et des différents dispositifs, avec la participation Nat'Connect pour illustrer le dispositif « Prescri'Mouv »

Le 19 octobre 2023 : ***« Les points d'accueil, un trait d'union entre usagers et services »*** (24 participants) : Un sondage Kahoot en amont a permis d'identifier le degré de satisfaction des usagers ainsi que les axes d'amélioration qui pourraient être envisageables. Ce RDV a été organisé sous forme d'atelier d'idéation afin d'identifier les axes d'amélioration qui pourraient être mis en place. Il s'est inscrit dans la démarche « qualité » du service Moyens Généraux de la Ville.

Le 16 novembre 2023 : ***« Tranquillité publique : comment agir ensemble ? »*** (23 participants) Un sondage Kahoot a permis d'avoir une photographie des représentations qu'ont les habitants de la notion de tranquillité publique et des incivilités, et d'identifier les actions citoyennes pouvant y répondre. 34 personnes ont répondu. Le rdv citoyen a mis un zoom plus particulièrement sur le plan de lutte contre les incivilités et les actions mises en œuvre par la Ville (médiation dans les quartiers, ATP…

4. Expérimentation de débats citoyens :

L'accompagnement du débat citoyen porté par le lycée Montaigne fait suite à l'initiative amorcée par l'agence de la participation citoyenne en mai 2023.

Cette expérimentation a été conduite dans le cadre du projet semestriel de deux classes de terminale. Deux sujets ont été abordés, sous forme de procès, organisé le 21 décembre dernier à l'UHA Fonderie : ***« Peut-on vivre en paix à Mulhouse ? »*** et ***« L'art contemporain permet-il tout ? »***.

Elle constitue une expérience apprenante qui sera mis à profit pour la mise en place en 2024 du nouveau dispositif « le débat citoyen mulhousien » porté par l'agence.

5. La proposition citoyenne mulhousienne :

La proposition citoyenne décrit la procédure par laquelle des citoyens peuvent faire remonter une demande aux responsables de l'institution pour déclencher un débat et éventuellement une décision qui fait évoluer l'action publique. Cette démarche a été engagée en janvier 2023.

12 propositions citoyennes ont été instruites cette année dont

- 3 propositions clôturées avec le statut de non recevabilité
- 4 propositions sont clôturées avec le statut « proposition traitée »
- 4 propositions en cours de traitement
- 1 proposition en cours de traitement hors dispositif

6. Le lancement du budget participatif « mobilités douces » :

Pour cette nouvelle édition du budget participatif, ce sont 500 000 € qui sont consacrés par la Ville de Mulhouse à des projets imaginés et votés par les Mulhousiens. Ces projets sont en lien avec la thématique des mobilités douces dont le développement à travers les grands chantiers urbains structurants va profondément modifier le paysage mulhousien dans les années à venir. Ces transformations permettront, tel un accélérateur de développement durable, d'introduire plus de nature en ville, de créer des îlots de fraîcheur

supplémentaires et un cadre de vie plus agréable et convivial. Le budget participatif dédié aux mobilités douces vient enrichir la dynamique du projet municipal. La Ville réalisera les projets lauréats du budget participatif ou accompagnera les porteurs de projets dans leur réalisation.

Engagée à l'occasion des Forums du Maire en juin dernier, la première phase du dispositif s'est achevée le 30 novembre 2023 et s'est soldée par le **dépôt de 218 projets citoyens** sur la plateforme Mulhousecestvous.fr. Durant toute cette phase, l'équipe de l'Agence de la Participation Citoyenne a déployé :

- 30 stands d'information sur l'espace public
- 2 réunions de formation sur l'outil d'idéation à destination des partenaires
- 2 rdv citoyens dédiés au budget participatif
- 1 rdv du carré à destination des associations
- Des permanences à l'Agence de la Participation Citoyenne tous les mercredis après-midi
- 30 ateliers d'idéation réalisés et programmés pour générer des projets à destination de tous les publics (CSC, instances participatives, conseil municipal des enfants, conseil des jeunes et des ados, clé des aînés, Sémaphore, Maison des familles, Unis-Cité, Synergie Family, Adapei Le Moulin…)

En 2024, l'intégralité des projets seront instruits par les services de la Ville pour une analyse de recevabilité et de faisabilité. Durant cette phase, des fusions de projets de même nature pourront voir le jour et une liste exhaustive des projets éligibles sera établie.

S'en suivra une campagne de vote des projets éligibles qui se déroulera du 13 mai au 26 mai 2024 (période de vote décalée au regard du contexte électoral relatif aux élections européennes du 9 juin 2024). Tous les mulhousiens mais également les usagers de la Ville de tout âge et de toute nationalité sont invités à choisir leurs 3 projets préférés en votant via des bulletins papier, du vote numérique via la plateforme Mulhousecestvous.fr ou encore par l'envoi d'un SMS gratuit. La liste des projets lauréats sera communiquée dans les jours suivants la fin de la campagne de vote.

7. Le soutien aux fêtes de quartier et à l'appel à projet Courts-Circuits :

Six fêtes de quartier ont été soutenues en 2023 par l'Agence, dans le cadre de son accompagnement de projets collectifs d'habitants.

Et comme chaque année depuis 2016, l'Agence de la Participation Citoyenne contribue à l'appel à projets Courts-Circuits organisé par la MEF en partenariat avec m2A et la Ville de Mulhouse. Cet appel à projets a lieu pendant le mois de l'économie sociale et solidaire. L'Agence participe à la diffusion de l'information, met à disposition la plateforme Mulhouse C'est Vous afin de déposer les candidatures, propose l'accompagnement au pitch des candidats sélectionnés, fait partie du jury et intervient en finançant le lauréat du prix Citoyen en offrant un chèque de 1500 €. Cette année, 12 projets ont été déposés sur la plateforme mulhousecestvous.fr et le lauréat du prix citoyen a été remis le 14 décembre dernier aux porteurs du projet Cantine solidaire de quartier.

En conclusion, cette année 2023 a été dense en projets, rencontres et collaborations internes et externes. L'Agence de la participation citoyenne s'inscrit peu à peu comme un acteur incontournable dans les grands projets de transformation du territoire et permet ainsi d'associer l'habitant aux mutations de son cadre de vie et à l'appropriation des changements à venir. Ces dynamiques de participation se vivent également à travers l'ensemble des processus portés et développés par l'équipe de l'Agence. 2024 permettra d'engager de nouvelles expérimentations tout en pérennisant des expériences concluantes.

Pour 2024 :

Dans la continuité des pratiques initiées depuis la création de l'agence, les
perspectives sont les suivantes :

- **L'accompagnement des instances participatives** en favorisant l'inscription de leurs actions dans des dynamiques de territoire
- **La poursuite des concertations** sur les grands projets urbains, en particulier ceux du Renouvellement Urbain à Coteaux et Fonderie **mais aussi l'accompagnement des phases de travaux et l'appropriation des nouveaux aménagements** réalisés dans les différents quartiers de la ville
- **L'accompagnement de dynamiques territoriales** par un soutien des initiatives citoyennes, associatives, autour des Espaces citoyens et en lien avec les élus de secteur
- La mise en œuvre **du budget participatif**
- La mise en œuvre **des RDV citoyens** et de la **proposition citoyenne**
- Le soutien au développement de débats citoyens
- **L'amélioration de la visibilité des actions de l'Agence** à travers la plateforme mulhousecestvous.fr, les réseaux sociaux

Son budget prévisionnel, pour cette année 2024, est composé de la manièresuivante :

- 68 530 € de dotation de la Ville de Mulhouse pour son fonctionnement et le soutien des projets
- 30 000 € de subvention de l'Etat au titre de la Politique de la ville (sous réserve d'acceptation)
- 36 643,49 € d'excédent de l'exercice 2023 (excédent prévisionnel, sous réserve de clôture)

Soit un budget total de **135 173,49 €** *(montant provisoire en attente de validation du CA)*

Mme le Maire : Nous passons à la prochaine délibération, le point n° 17. Il s'agit de l'Agence de la participation citoyenne. Attribution d'une subvention pour 2024. Il m'appartient donc de présenter cette délibération puisque Cécile ne peut pas le faire. Cette année encore, les dispositifs pour se prémunir des conflits d'intérêts empêchent – bien sûr, Cécile, je viens de le dire – de présenter cette délibération.

Chers collègues, nous fêterons l'an prochain les 10 ans de l'Agence de la participation citoyenne. Quasi 10 ans d'action pour faire vivre au plus près des Mulhousiens la démocratie, le débat, l'échange, l'intelligence collective. Tu t'y retrouves, Cécile ? 10 ans d'une aventure riche de rebondissements et de défis à relever. L'année 2023 a été une année complètement normale reléguant les périodes de confinement, de rupture du lien social à de vieux souvenirs.

Nous sommes heureux de compter 400 habitants engagés dans nos six conseils et l'on continue d'enregistrer de nouvelles candidatures chaque mois. Preuve en est, l'enveloppe de travaux dotée de 230 000 € qui a été complètement dépensée en totale autonomie, mais en étroite collaboration avec notre service de la voirie par nos conseillers. Un petit clin d'œil au conseil des habitants manufacture qui a été précurseur avec les boites à pain, prémices de la collecte des biodéchets dont on parle aujourd'hui, n'est-ce pas, cher Florian ?

Cette année, plus que jamais, nous n'avons eu de cesse de multiplier les temps de concertation sur nos grands projets et plus particulièrement autour des mobilités douces, du plan lumière ou encore du programme de renouvellement urbain. Notre ville se transforme pour, mais aussi avec les Mulhousiens.

Permettez-moi de souligner le succès rencontré par le deuxième budget participatif autour des mobilités douces. 218 projets ont été déposés contre 90 projets lors de la première édition. Les Mulhousiens sont invités à voter y compris par SMS. C'est une petite nouveauté – n'est-ce pas, chère, Cécile ? - pour leur projet favori d'ici quelques semaines.

Une mention spéciale également pour le travail exemplaire mené en transversalité autour du jumeau numérique, un projet plaçant réellement la technique au service du lien social pour reprendre les propos de mon adjointe, Marie HOTTINGER. Je vous invite à ce propos à venir participer le 20 février prochain à la soirée de restitution de cette démarche extraordinaire d'intelligence collective.

Pour conclure, permettez-moi de dresser quelques perspectives pour cette nouvelle année. Nous réfléchissons activement à la mise à jour de notre plateforme « Mulhouse, C'est vous » pour proposer un outil plus moderne, c'est normal. Nous multiplions également les actions sur le terrain pour une meilleure appropriation des transformations de notre ville par les Mulhousiens, informer bien sûr pour mieux les accompagner. Enfin, nous mettrons en œuvre les nombreux projets retenus dans le cadre du budget participatif. Vous l'aurez compris, les challenges à relever sont nombreux pour cette nouvelle année.

Je tiens encore, avant de laisser place aux questions à remercier sincèrement les membres du conseil d'administration, chère Cécile parce que c'est important, on ne parle pas toujours du conseil d'administration, ainsi que tous les élus tous

groupes confondus qui s'y investissent. Je sais par exemple que M. SIMEONI s'investit beaucoup, mais aussi l'ensemble des collaborateurs qui, dans une articulation pleine et entière, avec les centres sociaux, la politique de la Ville et la vie associative, œuvrent à rendre le citoyen acteur de sa ville. Je crois que c'est ce qu'il faut retenir de cette présentation. Y a-t-il des prises de parole ? Mme EL HAJJAJI.

Mme EL HAJJAJI : Mme le Maire, chers collègues, concernant l'attribution de la subvention à l'Agence de participation citoyenne pour l'année 2024, nous saluons le travail accompli par l'Agence de la participation citoyenne. Les actions menées pour encourager la démocratie participative à Mulhouse sont indéniablement louables et nécessaires dans le contexte actuel où l'engagement citoyen et la transparence sont des piliers essentiels d'une gouvernance démocratique saine.

Cependant, de façon globale, nous n'oublions pas que les politiques de droite marginalisent souvent les voix des citoyens ordinaires au profit de quelques-uns, sapant ainsi les fondements mêmes de notre démocratie. Mulhouse n'y échappe pas au vu des nombreux retours que nous avons. Nous devons être honnêtes quant à l'état de la démocratie locale à Mulhouse. Les citoyens se sentent souvent exclus des processus décisionnaires et leurs préoccupations sont souvent reléguées au second plan. C'est pourquoi nous soutenons fermement des propositions permettant de renforcer réellement la démocratie participative à Mulhouse et nous devons nous engager à créer des mécanismes plus inclusifs et transparents pour impliquer les citoyens dans la prise de décision. Renforcement par exemple de la transparence en publiant l'ensemble des documents pertinents en ligne, promotion de l'inclusion sociale.

Nous devons nous assurer que tous les segments de la société, y compris les groupes marginalisés, aient une voix dans les processus décisionnaires. Cela signifie mettre en place des mécanismes pour encourager la participation des minorités et des communautés défavorisées. Soutien aux initiatives citoyennes en plus de l'Agence de la participation citoyenne. Nous devons soutenir financièrement, franchement, les initiatives citoyennes qui favorisent le bien-être communautaire et renforcent le tissu social. Renforcement des mécanismes de responsabilité, nous devons mettre en place des mécanismes robustes de reddition des comptes pour garantir que les élus soient responsables de leurs actions et qu'ils rendent des comptes à leurs électeurs et puis également mettre en place le Quart d'heure citoyen lors des Conseils municipaux afin de permettre très concrètement que la parole des citoyens soit prise en compte au sein d'une instance décisionnaire.

Pour notre part, en tous les cas, nous continuerons d'œuvrer pour que Mulhouse soit plus démocratique et inclusive où chaque voix compte et où les citoyens sont véritablement au cœur du processus décisionnel. Merci bien.

Mme SORNIN : Merci pour cette intervention. J'avoue que je ne sais pas s'il y a une question. Mme EL HAJJAJI, j'entends bien les propos. Je pense qu'on fait objectivement avec cette équipe et je veux rendre hommage à Christine EDEL qui a assuré l'intérim puisqu'on vient d'avoir une nouvelle directrice qu'on a accueillie qui s'appelle Anne-Claire BOYARD à l'agence début janvier. Donc vraiment, c'est une équipe qui est au quotidien sur le terrain, qui au quotidien œuvre dans l'articulation avec les équipes de la politique de la ville, du carré et

des centres sociaux à faire de la proximité, de l'inclusion, de la démocratie. Vraiment, je pense qu'on est regardé au niveau national pour la façon de travailler et la cohérence, façon de travailler et cohérence qui nous donnent cette force. Donc, je ne vois pas exactement ce que vous proposez en plus. Si c'est le Quart d'heure citoyen en Conseil municipal, j'avoue que personnellement – et Dieu sait si je suis une démocrate –, je n'y crois absolument pas. Vous êtes des représentants de tous les citoyens au même titre que l'équipe municipale majoritaire, vraiment je suis à disposition. J'ai entendu dans votre plaidoyer beaucoup de grandes ambitions, mais concrètement, à part le quart d'heure citoyen, je n'y trouve pas grand-chose. Je suis à votre disposition pour en parler en petit comité de façon plus pragmatique. Je vous remercie.

M. COUCHOT : Sur cette délibération, qui est contre ? Qui s'abstient ? Les administrateurs de la participation citoyenne ne prennent pas part au vote.

Pour : 35+ 6 procurations
Groupe majoritaire : 29+ 4 procurations
Groupe M Mulhouse : 1
Non-inscrits dans un groupe : 1+1 procuration
Groupe Mulhouse Cause Commune : 4+1 procuration

Ne prennent pas part au vote : Mme SORNIN, M. BOUILLE, Mme BONI DA SILVA, Mme HIMER, Mme GOETZ, M. SIMEONI, Mme RITZ et M. SASSI.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

18° CINEMA LE PALACE : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT EXCEPTIONNELLE EN 2024 (218/7.5.6/1129)

Le Cinéma « Le Palace », situé au 10 avenue de Colmar, est un établissement cinématographique de type art et essai ouvert en décembre 2007, et dont la capacité totale d'accueil est de 860 fauteuils. Il accueille chaque année environ 160 000 spectateurs et propose en moyenne une quinzaine de films par semaine.

Propriété de la Ville de Mulhouse, le bâtiment est géré actuellement par la Société CinéZéphir Mulhouse via un bail à construction.

Le Palace nécessite encore d'importants travaux de rénovation énergétique liés à la vétusté des bâtiments, portant notamment sur le remplacement de la chaudière.

En effet, en 2021, le Centre National du Cinéma (CNC) avait demandé au cabinet spécialisé ENEOR de réaliser un audit sur un certain nombre d'établissements cinématographiques dont le cinéma Le Palace (parmi 13 autres établissements). Le résultat de cet audit confirme que Le Palace est de loin le cinéma ayant la consommation énergétique par fauteuil la plus élevée.

Dans un souci de développement durable et de recherche d'une plus grande sobriété énergétique, la Ville de Mulhouse souhaite accompagner le Palace vers plus de performance de son chauffage et de maitrise des charges de fonctionnement induites. De plus, l'activité d'un cinéma comme « Le Palace » participe à l'animation du centre-ville et propose une programmation de qualité.

La loi Sueur du 13 juillet 1992 permet à des salles de cinéma de bénéficier d'aides des collectivités, jusqu'à 30% de leurs projets. De plus, dans le cadre du bail à construction existant, la Ville a la possibilité de verser une subvention en sa qualité de propriétaire pour la réalisation des travaux d'amélioration du bâtiment.

Le projet global de rénovation énergétique du cinéma Palace s'établit à plus d'un million d'euros. En plus de ses fonds propres et d'une aide du CNC, la société gestionnaire du Palace a effectué une demande de subvention auprès de la Région Grand-Est en 2023. Le budget prévisionnel du projet global de rénovation énergétique s'établit comme suit :

Postes	Dépenses (k€)
Isolation	293
Chauffage - Ventilation - Climatisation	639
Projection	72
Compléments (électricité, peinture, aléas)	96
TOTAL	**1100**

Postes	Recettes (k€)
Fonds propres (Sté CinéZéphyr)	400
Fonds propres - avance majorée par le CNC	300
Subvention d'équipement Ville de Mulhouse	100
Autres Subventions	100
Fond régional	200
TOTAL	**1100**

La première partie des travaux, qui consiste à démanteler l'ancienne chaufferie et installer les six premières pompes à chaleur (sur 8), s'est achevée fin 2023.

En 2024, Le Palace poursuivra ce chantier (chauffage du hall, isolation du toit et installation de projecteurs lasers).

Au titre de ces dépenses d'investissement, la Société CinéZéphir Mulhouse, gestionnaire de l'établissement cinématographique « Le Palace », sollicite pour l'année 2024, une aide financière exceptionnelle à la Ville à hauteur de 100 000 €.

En application des articles L 2251-4 et R 1511-40 à 1511-43 du Code général des collectivités territoriales, il est proposé que la Ville de Mulhouse attribue une subvention d'investissement de 100 000 € à la Société CinéZéphir Mulhouse.

Le projet de convention ci-après annexé détermine les conditions d'attribution de cette subvention.

Structure	Subvention exceptionnelle versée en 2024	Imputation Budgétaire
Société CinéZéphir Mulhouse	100 000 €	Chapitre 204 - Nature 20422 - Fonction 317 LC 37421 Subvention d'équipement – Le Palace Service gestionnaire et utilisateur 218

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- décide l'attribution d'une aide financière d'un montant de 100 000 € à la Société CinéZéphir Mulhouse,
- approuve la convention entre la Ville de Mulhouse et la Société CinéZéphir Mulhouse,
- charge Mme le Maire ou son Adjoint délégué de signer la convention et tous documents nécessaires.

PJ : 1 projet de convention

VILLE DE MULHOUSE
DEVELOPPEMENT CULTUREL
218 - EV

CONVENTION

Entre

La Ville de Mulhouse, représentée par Mme Anne-Catherine GOETZ, Adjointe au Maire, en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 08 février 2024 et désignée sous le terme « la Ville »
d'une part,

Et :

La société dénommée « CinéZéphyr Mulhouse » société par actions simplifiées à associé unique ou société par actions simplifiées unipersonnelle, dont le siège est à Saint-Gatien-des-Bois (14130) La Fontaine Balan, 19 rue des Picanes identifiée au SIREN sous le numéro 879996106 et imatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Lisieux, et son représentant légal,
d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

Le Cinéma « Le Palace », situé au 10 avenue de Colmar, est un établissement cinématographique Art et Essai ouvert en décembre 2007, et dont la capacité totale d'accueil avoisine les 860 fauteuils. Il accueille chaque année environ 160 000 spectateurs et propose en moyenne une quinzaine de films par semaine.

Propriété de la Ville de Mulhouse, le bâtiment est géré actuellement par la Société CinéZéphir Mulhouse via un bail à construction.
Le Palace nécessite encore d'importants travaux de rénovation énergétique liés à la vétusté des bâtiments, portant notamment sur le remplacement de la chaudière.
En 2021, le Centre National du Cinéma (CNC) avait demandé au cabinet spécialisé ENEOR de réaliser un audit d'un ensemble d'établissements cinématographiques dont le cinéma Le Palace (parmi 13 autres établissements). Le résultat de cet audit confirme que Le Palace est de loin le cinéma ayant la consommation énergétique par fauteuil la plus élevée.

Dans un souci de développement durable et de sobriété énergique, il appartient à la Ville d'accompagner le Palace vers des dispositifs de transitions énergétiques et de maitrise des charges induites. De plus, la Ville de Mulhouse souhaite soutenir l'activité d'un cinéma qui participe à l'animation du centre-ville et propose une offre de loisir et de culture, de qualité.
A ce titre la Ville de Mulhouse attribue à la société CinéZéphir Mulhouse une subvention de 100 000 € en soutien au projet global de rénovation énergétique et en application des articles L 2251- 4 et R 1511-40 à 1511-43 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La loi Sueur du 13 juillet 1992 permet à des salles de cinéma de bénéficier de la part des collectivités d'aides jusqu'à 30% de leurs projets. De plus, dans le cadre du bail à construction existant, la Ville à la possibilité de verser une subvention en sa qualité de propriétaire du bâtiment.

Ce projet global de rénovation énergétique du cinéma Palace s'établit à plus d'un million d'euros. En plus de ses fonds propres et d'une aide du CNC, la société gestionnaire du Palace a effectué une demande de subvention auprès de la Région Grand-Est en 2023.
La première partie des travaux, qui consiste à démanteler l'ancienne chaufferie et installer les six premières pompes à chaleur (sur 8), s'est achevée fin 2023.

En 2024, Le Palace poursuivra ce chantier (chauffage du hall, isolation du toit et installation de projecteurs lasers).

Budget prévisionnel du projet global de rénovation énergétique

Postes	Dépenses (k€)
Isolation	293
Chauffage - Ventilation - Climatisation	639
Projection	72
Compléments (Coordo, élec, peinture, aléas)	96
TOTAL	**1100**

Postes	Recettes (k€)
Fonds propres (Sté CinéZéphyr)	400
Fonds propres - avance majorée par le CNC	300
Subvention d'équipement Ville de Mulhouse	100
Autres Subventions	100
Fond régional	200
TOTAL	**1100**

ARTICLE 2 SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT

Une subvention d'investissement 2024 d'un montant de 100 000 €
est accordée par le Conseil Municipal dans sa séance du 08 février 2024.

Il est viré au compte de l'association:

XXX

ARTICLE 3 : REDDITION DES COMPTES, CONTROLE DES DOCUMENTS FINANCIERS

En contrepartie du versement de la subvention, la Société, dont les comptes sont établis pour un exercice courant du 1er janvier au 31 décembre, devra :

- remettre d'une part un compte rendu financier des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention et, d'autre part, un compte rendu d'exécution des actions menées avant le 30 juin de l'année suivant celle de la subvention
- fournir une copie certifiée de son budget et de ses comptes de l'exercice écoulé ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité
- déposer à la Préfecture du Haut-Rhin son budget, ses comptes, les conventions passées avec les autorités administratives et les comptes rendus financiers des subventions reçues conformément à l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et de l'article 2 du décret n° 2001-495 du 6 juin 2001.

D'une manière générale, la Société s'engage à justifier à tout moment sur la demande de la Ville, l'utilisation des subventions reçues. Elle tiendra sa comptabilité à sa disposition à cet effet.

La Société s'engage à tenir sa comptabilité par référence aux principes du Plan Comptable Général 1982.

La Société s'engage à désigner un commissaire aux comptes, inscrit près de la cour d'appel.

Enfin, la Ville de Mulhouse se réserve la possibilité d'effectuer des contrôles sur place pour constater l'effectivité des travaux.

ARTICLE 4 : COMMUNICATION

La Société s'engage à faire apparaître, sur ses principaux documents informatifs ou promotionnels, la participation financière de la Ville, par exemple au moyen de l'apposition de son logo.

ARTICLE 5 : ASSURANCE

La société souscrira toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Elle paiera les primes et les cotisations de ces assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Elle devra justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de primes correspondant.

ARTICLE 6 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification du contenu de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

ARTICLE 7 : DUREE DE LA CONVENTION - RESILIATION

La présente convention est consentie et acceptée pour une durée d'un an.

Elle prendra effet à la date de cette notification.

En cas de non-respect des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, valant mise en demeure.
En outre, si l'activité réelle de l'Association était significativement inférieure aux prévisions présentées dans le cadre de la demande de subvention déposée auprès de ses services, la Ville se réserve le droit de réclamer le remboursement de tout ou partie de la somme versée.

Fait à Mulhouse, le

Pour la Ville de Mulhouse,

l'Adjointe déléguée à la Culture

Anne-Catherine GOETZ

Pour la Société
« CinéZéphyr Mulhouse »
Son représentant légal

M. COUCHOT : Concernant le Cinéma Le Palace, propriété de la Ville de Mulhouse, gérée actuellement par la société CinéZéphir Mulhouse via un bail à construction : en raison de la vétusté du bâtiment, Le Palace nécessite d'importants travaux de rénovation énergétique. À ce titre, la société gestionnaire de l'établissement sollicite pour l'année 2024 une aide financière exceptionnelle de 100 000 € auprès de la Ville. D'autres collectivités locales étant amenées elles-mêmes à participer financièrement, notamment la Région Grand-Est. Le groupe Mulhouse Cause Commune nous a indiqué son souhait de poser une question sur cette délibération.

M. SIMEONI : Merci, M. COUCHOT. Merci, Mme le Maire. Chers collègues. 100 000 € pour Le Palace, afin que se développe et vive le cinéma, c'est ambitieux, mais c'est souhaitable pour le développement du 7ème art à Mulhouse. Cependant, nous aimerions que cet état d'esprit rayonne sur l'ensemble du territoire. Comme on a vu tout à l'heure, à propos de DMC où il y a eu des échanges, à mon avis, très intéressants sur le devenir et la réhabilitation de ce bel ensemble, je pense qu'il faut aussi entendre ce qui se dit dans la ville et notamment par ceux aussi qui animent et qui font le cinéma, qui lui donnent sa coloration dans la ville, je veux parler en particulier de l'association du cinéma à Bel-Air où je siège avec d'autres qui sont ici, Mme SORNIN, notre adjointe également à la culture, Anne-Catherine GOETZ. C'un cinéma qui, au fond, après le Covid, a su remonter la pente et qui aujourd'hui a rattrapé la situation d'avant le Covid et qui fait preuve d'un dynamisme important, mais qui n'a pas toujours les moyens, comme vous le savez, de pouvoir donner corps à tous ses projets.

Ce que nous souhaitons, c'est que dans le cadre de la réhabilitation qui a commencé dans le quartier DMC, on puisse entendre et donner corps – c'est dans le projet culture aussi, me semble-t-il, Anne-Catherine, si j'ai bien lu le projet culturel de la ville – à l'idée d'installer un pôle art visuel avec aussi la présence d'un cinéma élargi avec une fonction à la fois culturelle, pédagogique et sociale. Vous le savez, dans cette proposition, il y a beaucoup de choses à prendre en compte, notamment que l'association du cinéma ne vient pas les mains vides, elle vient avec un projet concret. Elle vient aussi avec quelque argent.

Par conséquent, comme vous le savez également, pour la Ville, il s'agit de faire le lien entre un projet associatif sérieux, solide et la réhabilitation urbaine dans une vision d'avenir pour le développement de notre ville. Il me semble qu'il peut y avoir des liens à créer parce qu'au niveau du montage financier, le rôle de la Ville est décisif, non pas pour tout payer, je rassure tout monde – et je regarde M. COLOM, qu'il ne s'inquiète pas –, mais pour être la collectivité support qui permet ensuite de déclencher, de faire effet levier auprès de toute une série de partenaires, partenaires divers, collectivités, mais aussi le CNC, etc.

Il y a là, en tout cas ce que nous souhaitons, c'est qu'on puisse avoir très rapidement une décision de la collectivité en la matière. Pour nous évidemment, à Mulhouse Cause Commune, c'est un « oui » massif. Vive le cinéma dans la ville de William WYLER ! Pour nous, c'est un choix qui est important, mais ici qui pourrait être corrélé avec une vision dynamique aussi en phase avec ce qui est envisagé dans le cadre du quartier DMC. Voilà, c'est notre proposition par rapport au sujet. Bien évidemment, nous voterons la subvention pour Le Palace où on a déjà plus chaud, je peux vous le dire.

Mme le Maire : Avant de laisser Anne-Catherine vous répondre, je n'ai pas d'autres demandes de parole ? Juste une petite précision sur les travaux du Palace. Il se trouve que je suis allée voir un film au Palace et le Directeur m'a interpellée. On a été très surpris par le timing puisqu'ils ont profité d'un dispositif de la Région et c'est la raison pour laquelle il a fallu agir très vite. Je laisse Anne-Catherine GOETZ nous apporter une réponse sur cette délibération.

Mme GOETZ : Merci, Mme le Maire. M. SIMEONI, effectivement, je voulais d'abord rappeler que cette délibération, ce soutien s'inscrit, vous l'avez dit aussi, dans la nouvelle politique culturelle et ses orientations, qui visent à soutenir les acteurs culturels de premier plan comme Le Palace dans leurs activités et dans leur développement. Nous savons que le cinéma a été très touché par la crise mais qu'il remonte la pente et que les chiffres actuellement sont plutôt encourageants. C'est un soutien aussi qui s'inscrit dans une volonté politique forte d'intégrer les enjeux de développement durable dans le monde de la culture et des arts avec une attention particulière portée à la sobriété énergétique des bâtiments.

Pour ce qui est du Bel Air qui a le souhait de porter un projet, je propose que cela fasse l'objet d'une discussion en commission culture. Le Bel-Air n'est pas un cinéma isolé dans la ville. L'écosystème cinématographique est large et dépasse les limites de la ville de Mulhouse, il va bien au-delà de l'activité des cinémas. Il y a aussi l'accueil de tournages à travers la mission cinéma de l'Agence d'attractivité, il y a également une forte activité audiovisuelle et des festivals. C'est dans une réflexion beaucoup plus large qu'il faut aborder cette question, y associer les acteurs culturels qui sont concernés pour avoir une vision stratégique de développement dans laquelle le Bel-Air bien évidemment aura toute sa place avec son projet de développement et qu'il convient effectivement d'évoquer ensemble. Une prochaine commission culturelle sera l'endroit pour le faire. Merci.

Mme le Maire : Merci, Anne-Catherine, pour cette réponse. Je n'ai pas d'autres demandes d'intervention, donc on met le point 18 au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci à vous.

Pour : 43 + 6 procurations
Groupe majoritaire : 34+ 4 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5+1 procuration
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 2+1 procuration

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

19° OUVERTURE D'EMPLOIS PERMANENTS A DES AGENTS CONTRACTUELS (322/4.2.1/1125)

Selon l'article L 311-1 du code général de la Fonction publique, les emplois civils permanents des collectivités territoriales sont occupés par des fonctionnaires. Par dérogation à ce principe, des emplois permanents peuvent être occupés de manière permanente par des agents contractuels dans les cas énumérés dans l'article L 332-8 du code général de la Fonction publique.

Ces recrutements par exception étaient déjà possibles pour les emplois de catégorie A depuis la loi du 12 mars 2012 et cette possibilité a été élargie aux emplois de catégories B et C par la loi du 6 août 2019 dite loi de Transformation de la Fonction Publique. Cette évolution règlementaire permet ainsi aux agents contractuels de catégorie B et C, sous certaines conditions, de bénéficier également d'un CDI.

Pour chaque emploi ouvert au recrutement d'un agent contractuel, une délibération doit être prise en précisant le motif invoqué, le grade correspondant à l'emploi et auquel se réfèrent le niveau de rémunération, la quotité de temps de travail, la nature des fonctions et le niveau de recrutement.

Dès lors que la délibération précise ces éléments, l'emploi peut être pourvu soit par un fonctionnaire, soit par un agent contractuel.

Dans le cas du recrutement d'un agent contractuel, le contrat établi avec la collectivité sera alors conclu pour une durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Il pourra être prolongé, par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale totale de six ans. A l'issue de cette durée, le contrat de l'agent ne pourra être reconduit que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil Municipal de :

- pourvoir les emplois permanents listés dans l'**Annexe 1**, par le recrutement d'agents contractuels de droit public dans les conditions de l'article L 332-8 2° du code général de la Fonction publique, dès lors que les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté,
- fixer les niveaux de rémunération en référence à la grille indiciaire du grade de recrutement.
  Les crédits correspondants sont inscrits au budget primitif de la Ville de Mulhouse.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve ces propositions
- autorise Madame le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

PJ : 1 annexe

Mulhouse

OUVERTURE D'EMPLOIS PERMANENTS A DES AGENTS CONTRACTUELS
ANNEXE 1

Projet de délibération n°1125

N°	Emploi permanent	Direction Service	Grade de recrutement	Temps de travail	Missions	Niveau de recrutement
1	Instructeur enseignes et subventions	5313 PUBLICITE RAVALEMENT ENSEIGNES	Technicien	Temps complet	Piloter les missions d'instruction des déclarations préalables de ravalement et gérer les demandes de subventions. Instruire les demandes de subventions aux particuliers. Accueillir le public. Instruire les autorisations de ravalement. Assurer l'interim pour le suivi ensignes et publicité en l'absence du responsable de la cellule.	Diplôme de niveau IV Expérience dans un poste similaire
2	Responsable technique	216 THEATRE DE LA SINNE	Technicien principal 2ème classe Technicien principal 1ère classe	Temps complet	Assurer la préparation, la planification, l'accueil l'encadrement technique et le bon déroulement des manifestations se déroulant au théatre ou relevant de l'activité du théatre ; Garantir la sécurité des personnes et des biens au sein du théatre en assurant la mise en oeuvre et l'application des règles d'hygiène, de sécurité et de prévention des risques ; Encadrement, planification et gestion opérationnelle du personnel technique.	Diplôme de niveau IV Expérience dans un poste similaire

Mme le Maire : Je vais présenter les deux délibérations qui vont suivre, à savoir la 1125 et la 1126. Il s'agit à la fois de l'ouverture d'emplois permanents à des agents contractuels et la mise à jour du tableau des emplois permanents. Dans cette assemblée, on a déjà parlé à maintes reprises de ces points-là. Je propose que le groupe Mulhouse Cause commune qui a souhaité intervenir nous formule tout de suite la question et je pense que c'est M. SIMEONI si je devine bien.

M. SIMEONI : Merci, Mme le Maire, chers collègues. Oui, évidemment, c'est plus pertinent, je trouve aussi, qu'on travaille ou du moins qu'on discute ou qu'on essaie d'avoir un débat sur les deux délibérations en même temps puisqu'elles concernent la même chose, c'est-à-dire l'état de l'emploi public dans notre collectivité et la situation avec les obligations de recruter des contractuels, mais également voir l'impact de la démutualisation et également mesurer son effet.

Si on fait une analyse des deux, je pense qu'il y a trois indications majeures qu'on peut faire. Je fais une petite synthèse rapide. Primo, recruter devient plus difficile et recruter sur des postes à statut, encore plus. C'est la première chose. Question : pourquoi ? Réponse globale, c'est l'effritement constant du pouvoir d'achat de la fonction publique territoriale, tout le monde est d'accord, mais également ce que nous pouvons interroger, parmi les facteurs, ce sont les choix de la municipalité qui ont été faits encore très récemment, au sujet notamment de l'attribution de la prime à nos agents.

Donc, il y a aussi une réalité locale qu'il faut interroger au regard de ce qu'ont fait les autres autour de nous, à m2A par exemple, où on a eu et le régime indemnitaire et la prime, voire dans d'autres collectivités de l'agglomération. Évidemment, nous souhaitons que les choses bougent dans la bonne direction et il est remarquable de noter à cet égard l'attitude de l'adjoint aux finances à m2A – excusez-moi, M. COUCHOT – où lui-même a énoncé qu'il était fourmi à Mulhouse et que la notion de cigale l'intéressait davantage à m2A, notamment en appelant – Loïc l'a rappelé tout à l'heure – à dépenser plus pour le développement du tramway, la cantine sociale, etc., chose avec lesquelles je suis par ailleurs d'accord. Ce qui m'a frappé, c'est qu'à Mulhouse, alors que nous avions un taux d'épargne brute de 26 millions d'euros contre 16 millions d'euros à peine à m2A, j'entende ce discours. Evidemment, je sais très bien la capacité élastique de faire un grand écart de la jeunesse conservatrice, mais au fond, aujourd'hui, je l'appelle à retrouver son équilibre et à attribuer la prime pour qu'il y ait une cohérence entre ce qui est dit à Mulhouse, ce qui est fait à m2A et vice-versa et tout ça tiré vers le haut. Première indication.

Deuxième indication, lorsqu'on regarde le tableau de la répartition de nos 1 661 agents, il y a un tableau assez exhaustif même s'il souffre de quelques petites imperfections, j'y reviendrai tout à l'heure. Ce qu'on peut noter, c'est d'abord l'existence quand même d'à peu près 20 % de nos agents qui sont en situation d'emploi partiel. C'est le cas par exemple pour les 193 ATSEM qui sont toutes situées dans cette catégorie-là, le temps partiel. Vous le savez, là aussi, on a eu des échanges importants à propos des ATSEM, de la nécessité d'en recruter, de revaloriser et là nous savons – Mme le Maire l'a rappelé dans un Conseil municipal – qu'il y a aussi des demandes d'emploi, qu'on en trouve, ce qui n'est pas le cas pour un certain nombre d'autres métiers.

Deuxième chose caractéristique, c'est qu'au niveau des filières de l'organisation par filière, la majorité des emplois sont de catégorie C, distribués dans le technique et dans l'administratif. Il y a quand même de forts contrastes entre ces filières techniques, administratives et par exemple, c'est vraiment l'opposition la plus grande, la filière médicosociale pour ceux qui ont regardé le tableau où est seulement recensé un médecin. Bien évidemment, j'espère que l'ensemble des agents ne se soigne pas dans ce cadre-là, parce qu'autrement, il n'en pourrait plus le pauvre, ou la pauvre, je ne sais pas.

Ce que je veux dire, c'est que ce tableau nous permet d'avoir également toute une série de chantiers à ouvrir par rapport à la question de comment on recrute, qui on recrute et surtout le niveau des salaires distribués. Pourquoi, quel est l'enjeu ? L'enjeu, c'est le déploiement ou pas d'un service public de qualité – vous en parliez, Mme le Maire – dans l'ensemble de la ville de Mulhouse. C'est ça l'enjeu. C'est une vraie question à ne pas traiter uniquement sous l'angle du marché, mais à regarder avec une véritable volonté de se dire qu'il faut qu'on recrute parce qu'il va y avoir des départs à la retraite, il faut qu'on paie mieux. Donc, il y a des choses à améliorer. Là aussi, il peut y avoir même au cours de cette année, des choses qui bougent ou qu'on peut faire bouger.

Troisième indication : on remarque que la démutualisation n'a pas été sans effet puisque – je cite la délibération – elle nous oblige à créer 33 emplois financés partiellement par l'arrêt de 41 emplois démutualisés, je cite : « notamment avec le recrutement pour jeunesse et sports, de… », etc. Donc, la question que tous les Mulhousiennes et Mulhousiens se posent, parce que ça murmure dans la ville : est-ce que cette démutualisation était nécessaire ? La réponse le plus souvent qu'on me balance : pourquoi ? et ce n'était pas nécessaire. Certains me disent, sauf pour ceux qui veulent faire jouer Mulhouse en deuxième division, qui ont le sentiment que Mulhouse est dépossédée, que la ville-centre, elle est un peu mise en périphérie. Donc, ce que nous souhaitons - on va voter évidemment ces délibérations- c'est qu'on puisse ouvrir sur cette question de l'emploi public comment gage d'un service public de qualité offert à l'ensemble des Mulhousiennes et Mulhousiens, qu'on puisse avoir à la fois un débat approfondi, une stratégie dans l'immédiat et pour demain parce que ce sont des politiques qu'il faut réfléchir. Évidemment, il ne s'agit pas de le faire après-demain, mais de commencer un travail aussi, de le faire pas uniquement en Conseil municipal, de le faire avec les salariés, avec les agents bien sûr. Donc, voilà ce qu'on voulait apporter sur ce sujet. Il y a des choses à faire, ce n'est pas qu'une délibération technique. Je vous remercie, Mme le Maire.

Mme le Maire : Je n'ai pas d'autres demandes d'intervention. Pour ma part – et heureusement, M. SIMEONI, parce que vous m'avez mise dans un moment de panique –nous avons trois médecins dans la collectivité et pas seulement un. Ce sont des postes mutualisés, M. SIMEONI, les médecins. Donc, il y en a deux qui sont pourvus et il y en a un qui est en cours de recrutement. J'ai eu peur pour le médecin unique parce que je me suis dit, vous n'allez pas me le mettre en burnout (*Intervention hors micro).* Il y en a trois en temps normal, mais ce sont des postes mutualisés.

Pour la question de la rémunération et des embauches, je vais laisser à Régis OCHSENBEIN qui est sans doute la personne la plus pertinente pour vous apporter les réponses parce qu'on en a déjà souvent parlé. Sans doute que je

n'étais pas assez claire, donc on va s'adresser directement au spécialiste. Régis, si vous voulez répondre à M. SIMEONI ?

M. OCHSENBEIN : Peut-être simplement vous redonner les explications que j'ai pu donner en commissions réunies, pour vous dire qu'effectivement, la Ville de Mulhouse a fait le choix, et le Maire a fait le choix d'intervenir et d'augmenter le régime indemnitaire de façon pérenne, depuis le mois d'octobre dernier avec une augmentation qui va autour de 30 à 40 € par mois par agent.

La Ville a décidé également de mettre en place à partir du mois d'avril 2024 les tickets-restaurant, pour l'ensemble des agents de la collectivité, ce qui va représenter à peu près un pouvoir d'achat supplémentaire de l'ordre de 60 € par mois pour les agents. Tout c'est pérenne. On est sur des montants qui vont dépasser les 1 000 € par an de façon pérenne, ce qui est bien supérieur à ce que d'autres ont fait en mettant une prime inflation *one-shot* qui est tombée une seule fois en décembre 2023. Je pense qu'il faut vraiment rétablir les choses telles qu'elles sont. On voit bien que la décision prise par la Ville était au-delà de ce que beaucoup de collectivités ont fait en mettant en place une prime *one-shot*, en décembre 2023 ou janvier 2024, au titre de la prime inflation.

Mme le Maire : Merci pour cette réponse et j'espère que c'est plus carré que ce que j'ai pu dire, mais en tout cas, vous l'aurez vu, ce qui était important pour nous et en tout cas c'est la décision que j'ai prise, c'est de faire en sorte que l'augmentation de cette possibilité en termes de pouvoir d'achat puisse être pérenne et puisse ne pas exister qu'une seule fois puisque je pense que c'est important que ça dure dans le temps et je m'y suis engagée. Je vais laisser Alain COUCHOT nous parler un peu de la question de la réorganisation des services s'il veut bien.

M. COUCHOT : Merci, Mme le Maire. M. SIMEONI, la question que vous posez est légitime. Vous savez que le changement d'organisation, ce n'était pas notre projet pour reprendre une expression célèbre. Néanmoins, je rappelle que nous avons été alertés de façon vigoureuse notamment par les cadres des deux collectivités, des cadres mutualisés qui nous ont alertés en fin d'année dernière sur la difficulté qu'il y avait pour eux à travailler avec deux collectivités dont le projet politique était distinct, dont le processus de décision était distinct avec des modes de fonctionnement qui sont pour chacun légitime dans sa collectivité, mais différents. Le travail que nous avons mené avec mon homologue Jean-Luc SCHILDKNECHT et Régis OCHSENBEIN et son homologue, M. WOLLBRETT, à qui je tiens à rendre hommage pour l'intensité et la qualité du travail qui a été réalisé et fait en bonne intelligence, nous avons eu de nombreuses réunions et chaque fois, nous nous sommes interrogés sur ce qui était le plus efficace et le plus pertinent pour arriver à ce que les deux collectivités aient leur propre organisation chaque fois que ça nous paraissait utile et qu'on conserve, parce que c'est le cas, des services mutualisés chaque fois ça paraissait pertinent. L'idée étant que chacune des collectivités puisse mener de façon adaptée son projet politique, c'est ce à quoi nous avons abouti. Certes, il y a un coût, vous l'avez dit, mais partiellement compensé par la reprise du personnel mutualisé. On poursuit également les négociations financières avec l'Agglomération sur la globalité. On aura l'occasion d'y revenir, mais au total, le résultat est équilibré.
Sur le reste, vous nous invitez à avoir une réflexion sur l'emploi public. Là aussi, c'est une réflexion qui est pertinente. Elle est menée par les équipes de la

direction générale actuelle et future et en lien avec le projet politique. Nous n'avons pas tout à fait le même projet politique mais la réflexion sur l'emploi public au sein de la collectivité et sa place au sein de la cité est bien évidemment une réflexion pertinente et adaptée.

Mme le Maire : Merci pour ces réponses aux uns et aux autres. Je vais mettre ce point 19, alors il y a deux points, il y a la délibération 1125 et la délibération 1126. Donc, on commence par la 1125. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci à vous.

Pour : 42 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33+ 5 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5+1 procuration
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 2+1 procuration

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

20° MISE A JOUR DU TABLEAU DES EMPLOIS PERMANENTS (324/411/1126)

Conformément à l'article L.313-1 du code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par son organe délibérant.

Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, y compris les emplois fonctionnels de direction.

Considérant le tableau des emplois adopté par le Conseil municipal le 22 juin 2023 ;
Considérant que les services municipaux ont été réorganisés à la suite de l'évolution des modalités de mutualisation de services avec Mulhouse Alsace Agglomération, nécessitant la création d'emplois permanents et la révision de l'état des emplois ;

Il est proposé de modifier le tableau des emplois permanents par la prise en compte :

- de la réorganisation de la direction des Sports et de la Jeunesse qui nécessite la création de 32 nouveaux emplois permanents et la transformation de 2 postes au tableau des effectifs. Ces créations sont partiellement financées par l'arrêt de la mutualisation de 41 emplois d'agents de m2A et de la refacturation afférente ;

- de la nouvelle organisation de la collectivité à compter du 15 février 2024 qui emporte la création d'un poste de Directeur Général Adjoint du pôle Education, Sport et Jeunesse, Innovation et Pilotage et d'un poste de Directeur Général Adjoint du pôle Ressources.

Ces emplois de Directeur Général Adjoint pourront être pourvus par voie de détachement d'un fonctionnaire en application de l'article L.412-6 du code

général de la fonction publique. Ce fonctionnaire devra relever du cadre d'emplois des administrateurs territoriaux, des conservateurs territoriaux du patrimoine, des conservateurs territoriaux de bibliothèques ou appartenir à un corps ou à un cadre d'emplois dont l'indice terminal est au moins égal à la hors-échelle B, ou être titulaire du grade d'attaché territorial hors classe ou d'un grade dont l'indice terminal est au moins égal à l'indice brut 1020.

En outre, en application de l'article L.343-1 du code général de la fonction publique ces emplois pourront être pourvus par le recrutement d'un agent contractuel pour une durée maximale de trois ans renouvelables. Le cas échéant, l'agent contractuel recruté sera rémunéré en référence à un indice de rémunération de la grille de l'emploi occupé, fixé en fonction de son expérience professionnelle et de sa qualification, ainsi que du RIFSEEP en vigueur à la Ville de Mulhouse.

Le Comité Social Territorial a été saisi de l'ensemble des modifications proposées le 16 janvier 2024.

Les crédits correspondants sont inscrits au budget 2024.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- Crée au tableau des effectifs les emplois précités
- Modifie en conséquence le tableau des effectifs dont la nouvelle composition figure en annexe

P.J : 1 annexe

IV - ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS NOUVEL ETAT DES EMPLOIS PERMANENTS AU 01/03/2024 *Ville de Mulhouse*	C1

GRADES OU EMPLOIS (1)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			
	CATEGORIES (2)	Emplois permanents temps complet	Emplois permanents temps non complet	TOTAL
Collaborateur de cabinet	A	5	0	5
EMPLOIS FONCTIONNELS				
Directeur Général	A	1	0	1
Directeur Général Adjoint	A	6	0	6
FILIERE ADMINISTRATIVE				
Cadre d'emploi des administrateurs territoriaux Administrateur général Administrateur hors classe Administrateur	A	4	0	4
Cadre d'emplois des attachés territoriaux Attaché hors classe Directeur (en voie d'extinction) Attaché principal Attaché	A	148	0	148
Cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux Rédacteur principal de 1ère classe Rédacteur principal de 2ème classe Rédacteur	B	94	0	94
Cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux Adjoint administratif principal de 1ère classe Adjoint administratif principal de 2ème classe Adjoint administratif	C	163	7	170
TOTAL		**409**	**7**	**416**
FILIERE TECHNIQUE				
Cadre d'emploi des ingénieurs en chef territoriaux Ingénieur général Ingénieur en chef hors classe Ingénieur en chef	A	3	0	3
Cadre d'emplois des ingénieurs territoriaux Ingénieur hors classe Ingénieur principal Ingénieur	A	22	0	22
Cadre d'emplois des techniciens territoriaux Technicien principal de 1ère classe Technicien principal de 2ème classe Technicien	B	65	0	65
Cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux Agent de maîtrise principal Agent de maîtrise	C	81	1	82
Cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux Adjoint technique principal de 1ère classe Adjoint technique principal de 2ème classe Adjoint technique	C	409	109	518
TOTAL		**580**	**110**	**690**
FILIERE MEDICO-SOCIALE				
Cadre d'emplois des médecins territoriaux	A	1	0	1

Médecin hors classe Médecin 1ère classe Médecin 2ème classe				
TOTAL		**1**	**0**	**1**
FILIERE SOCIALE				
Cadre d'emploi des conseillers territoriaux socio-éducatifs Conseilleur hors-classe socio-éducatif Conseiller supérieur socio-éducatif Conseiller socio-éducatif	A	3	0	3
Cadre d'emplois des assistants territoriaux socio-éducatifs Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle Assistant socio-éducatif de 1è classe Assistant socio-éducatif de 2è classe	A	25	1	26
Cadre d'emplois des éducateurs territoriaux de jeunes enfants Educateur de jeunes enfants de classe exceptionnelle Educateur de jeunes enfants de 1è classe Educateur de jeunes enfants de 2è classe	A	7	7	14
Cadre d'emplois des agents sociaux territoriaux Agent social principal de 1ère classe Agent social principal de 2ème classe Agent social	C	6	0	6
Cadre d'emplois des agents spécialisés des écoles maternelles Agent spécialisé des écoles maternelles principal de 1ère classe Agent spécialisé des écoles maternelles principal de 2ème classe	C	0	193	193
TOTAL		**41**	**201**	**242**
FILIERE CULTURELLE				
Cadre d'emplois des conservateurs territoriaux du patrimoine Conservateur en chef Conservateur	A	3	0	3
Cadre d'emplois des conservateurs territoriaux de bibliothèque Conservateur en chef Conservateur	A	3	0	3
Cadre d'emplois des attachés de conservation Attaché de conservation du patrimoine	A	3	0	3
Cadre d'emplois des bibliothécaires territoriaux Bibliothécaire	A	5	0	5
Cadre d'emplois des directeurs d'établissement territoriaux d'enseignement artistique Directeur d'établissement d'enseignement artistique de 1ère catégorie Directeur d'établissement d'enseignement artistique de 2ème catégorie	A	1	0	1
Cadre d'emplois des professeurs territoriaux d'enseignement artistique Professeur d'enseignement artistique hors classe Professeur d'enseignement artistique de classe normale	A	31	3	34
Cadre d'emplois des assistants de conservation du patrimoine et des bibliothèques Assistant de conservation principal de 1ère classe Assistant de conservation principal de 2ème classe Assistant de conservation	B	31	0	31
Cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère classe Assistant d'enseignement artistique principal de 2ème classe Assistant d'enseignement artistique	B	21	18	39
Cadre d'emplois des adjoints territoriaux du patrimoine Adjoint du patrimoine principal de 1ère classe Adjoint du patrimoine principal de 2ème classe Adjoint du patrimoine	C	34	0	34
TOTAL		**132**	**21**	**153**

FILIERE SPORTIVE				
Cadre d'emplois des conseillers territoriaux des activités physiques et sportives Conseiller principal des APS Conseiller des APS	A	2	0	2
Cadre d'emplois des éducateurs territoriaux des activités physiques et sportives Educateur des APS principal de 1ère classe Educateur des APS principal de 2ème classe Educateur des APS	B	7	0	7
TOTAL		**9**	**0**	**9**
FILIERE ANIMATION				
Cadre d'emploi des animateurs territoriaux Animateur principal de 1ère classe Animateur principal de 2ème classe Animateur	B	2	0	2
Cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation Adjoint d'animation principal de 1ère classe Adjoint d'animation principal de 2ème classe Adjoint d'animation	C	4	0	4
TOTAL		**6**	**0**	**6**
FILIERE POLICE MUNICIPALE				
Cadre d'emploi des directeurs de police municipale Directeur de police municipale	A	1	0	1
Cadre d'emploi des chefs de service de police municipale Chef de service de police municipale principal de 1ère classe Chef de service de police municipale principal de 2ème classe Chef de service de police municipale	B	7	0	7
Cadre d'emploi des gardiens de police municipale Brigadier chef principal de police municipale Gardien-brigadier de police municipale	C	67	0	67
TOTAL		**75**	**0**	**75**
EMPLOIS HORS FILIERES				
Directeur d'orchestre	A	1	0	1
Musicien	A	56	0	56
TOTAL		**57**	**0**	**57**
TOTAL GENERAL		**1322**	**339**	**1661**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR/INT/B/95/00102/C du 23 mars 1995 ;
(2) Catégories : A, B ou C.

Mme le Maire : La délibération 1126. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

Pour : 42 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 33+ 5 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5+1 procuration
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 2+1 procuration

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

21° ORCHESTRE SYMPHONIQUE : MODIFICATION DES GRILLES DE REMUNERATION DES MUSICIENS (322/4.2.7/1133)

Les musiciens de l'Orchestre Symphonique de Mulhouse sont régis par un statut établi en 1972. Ce statut prévoit notamment l'évolution de leurs rémunérations en fonction de 4 catégories comprenant 3 niveaux indiciaires pour la hors catégorie et 4 niveaux pour les 1ère, 2ème et 3ème catégories.

Or, à compter du 1er janvier 2024, cinq points d'indice sont ajoutés à tous les indices majorés des grilles de la fonction publique en application du décret n°2023-519 du 28 juin 2023 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation.

Afin que les musiciens de l'Orchestre symphonique de Mulhouse puissent également bénéficier de cette majoration indiciaire, il est proposé de:

- réévaluer l'ensemble des indices majorés correspondant aux différents niveaux de rémunération des 1ère, 2ème et 3ème catégories ;

- fixer le niveau des rémunérations en référence aux grilles dont les indices évoluent de la manière suivante :

Catégorie	Niveau	Indice majoré
Hors catégorie	1	1009
	2	1031
	3	1053
	4	1065
	5	1075
1ère catégorie	1	681
	2	694
	3	705
	4	717
	5	739
	6	761

2ème catégorie	1	636
	2	648
	3	660
	4	672
	5	694
	6	716
3ème catégorie	1	603
	2	609
	3	621
	4	633
	5	655
	6	677

Les crédits correspondants sont inscrits au budget primitif 2024 de la Ville de Mulhouse.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :
- approuve ces propositions
- autorise le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

Mme le Maire : On passe à la délibération 1133. Il s'agit de l'orchestre symphonique de Mulhouse, la modification des grilles de rémunération des musiciens. C'est également le groupe Mulhouse Cause commune qui a souhaité évoquer la question. Donc, c'est M. SIMEONI, si je vois bien.

M. SIMEONI : Merci, Mme le Maire, chers collègues. Soutenir l'excellence de l'OSM, je crois que s'exprime ici l'avis unanime du Conseil municipal, même les gens qui sont menacés d'OQTF. Ce que je voudrais dire, c'est que c'est une délibération qui est justifiée. C'est une délibération normale d'attribution de cinq points d'indice. Ce n'est pas un miracle, mais c'est toujours ça de pris ; les musiciennes et les musiciens ne peuvent que s'en féliciter, d'autant plus que l'OSM assure le rayonnement de la ville notamment quand il a fait concert récemment à Bâle, hors les murs, hors de sa ville, il a fait un tabac pour parler un peu trivialement.

Je voulais profiter de cette délibération pour noter deux petites choses qui ne sont pas non plus négligeables. La première, je sais qu'il y a la présidente de la régie personnalisée qui est là et d'autres encore qui participent au conseil d'administration de l'OSM, mais ce qui serait peut-être intéressant, c'est de constater quand même nous avons 56 postes – voir la grille, il y a 56 musiciens avec des classements différents. Sur ces 56 postes, il faut se dire qu'il y en a sept qui sont vacants. Donc, il y a des postes à ouvrir, par conséquent. Parce que quand l'orchestre joue, s'il n'est pas au complet, il prend des intermittents, c'est comme ça que ça se passe. Les intermittents, ça a aussi un coût. Donc, à un moment donné, est-ce que c'est mieux d'ouvrir le poste et de travailler avec les intermittents, c'est un peu la même situation. Donc, il faut ouvrir, alors peut-être pas sept postes d'un coup, mais il faut aller assez vite.

Les postes, on peut préciser lesquels, il n'y a pas de souci. Il faut sept ou huit puisqu'il y a un départ à la retraite aussi qui s'annonce. Il faudrait quatre violons, deux altos.

Mme le Maire : Vous avez fait votre marché, M. SIMEONI.

M. SIMEONI : Une contrebasse aussi, il ne faut pas le perdre de vue. C'est très important.

Mme le Maire : Très bel instrument, bien sûr.

M. SIMEONI : Je le dis aussi parce qu'évidemment, ça n'apparaît jamais, on va en discuter, à la régie, c'est sûr, il n'y a que ça. Ce qui est important, c'est que nous sommes légitimement fiers les uns et les autres de l'excellence de l'orchestre et nous voulons lui donner tous les moyens. J'attire aussi votre attention, ça va bien, etc., c'est un bel orchestre, les musiciens m'ont l'air d'être contents, mais il faut regarder aussi, il y a quelque chose à combler du point de vue des postes. Je le dis également à Mme GOETZ Anne-Catherine qui est la présidente. Je vous remercie, Mme le Maire, chers collègues.

Mme le Maire : Je pense que tu as pris bien note. Est-ce que tu souhaites ajouter encore quelque chose ? Comme vous allez bientôt avoir une commission culture, c'est peut-être le moment aussi d'évoquer…il y a un conseil d'administration, donc voilà des sujets à évoquer.
Ce point 21, je vais le mettre au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci à vous. M. SASSI s'abstient.

Pour : 41+ 7 procurations
Groupe majoritaire : 33+ 5 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5+1 procuration
Groupe M Mulhouse : 1
Non-inscrits dans un groupe : 2+1 procuration

Abstention : M. SASSI

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

--- / ---

VOTE EN BLOC DES DELIBERATIONS

Mme le Maire : Nous arrivons au terme des délibérations discutées, je vais demander de voter en vote en bloc le reste des délibérations. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci à vous.

Pour : 41+ 8 procurations
Groupe majoritaire : 32+ 6 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5+1 procuration
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 2+1 procuration

Le vote en bloc des délibérations ci-dessous est adopté à l'unanimité des suffrages
exprimés.

Mme RITZ : Serait-il possible de tenir des votes séparés sur ce bloc ?

Mme le Maire : Non. C'est le principe du vote en bloc Mme RITZ, que tout le monde a adopté. Je vous rappelle que quand tous les groupes sont rentrés en fonction en 2020, c'est quelque chose qui a été acté. Par contre, effectivement, il est déjà arrivé qu'au début d'une séance, il y ait une délibération dans le vote en bloc qui soit demandée, mais il faut le signaler en début de séance et à ce moment-là, on ouvre la discussion.

22° DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA VILLE DE MULHOUSE AU SEIN DES ASSOCIATIONS ET ORGANISMES DIVERS : DELIBERATION COMPLEMENTAIRE (341/5.3.4/1099)

La Ville de Mulhouse est représentée au sein des associations et dans de nombreux organismes ainsi que le prévoient leurs statuts.

A la suite de la démission de M. Bruno BALL de son mandat de conseiller municipal, il convient de procéder à son remplacement au sein des organismes dans lesquels il représentait Ville de Mulhouse. C'est pourquoi, il est proposé de désigner, dans les organismes ci-dessous, Mme Virginie RAPIN en remplacement de M. Bruno BALL :

11	COMMISSION MULHOUSIENNE POUR L'ACCESSIBILITE (CMPA) /COMMISSION EXTRAMUNICIPALE DES PERSONNES HANDICAPEES (CEMPH)	**Titulaires :** Marie Corneille ~~Bruno Ball~~ **Virginie Rapin** Claudine Boni Da Silva Alfred Jung Loïc Minery
11	FONDS DE SOLIDARITE POUR LE LOGEMENT (FSL) - INSTANCE DE DECISION	~~Bruno Ball~~ **Virginie Rapin**
11	ASSOCIATION LES GROUPES D'ENTRAIDE MUTUELLE (GEM) LA NAVETTE	Marie Corneille ~~Bruno Ball~~ **Virginie Rapin**

M. Bruno BALL siégeait également au sein de commissions internes d'étude où il y a lieu de le remplacer. C'est pourquoi il est proposé de désigner Mme Virginie RAPIN à la commission transition énergétique/développement durable et Mme Aya HIMER à la commission culture :

341	Commission de la transition énergétique / développement durable	Catherine Rapp Claudine Boni Da Silva Jean-Philippe Bouillé Alain Couchot ~~Bruno Ball~~ **Virginie Rapin** Alfred Jung Jean-Claude Chapatte Laure Houin Agnès Schneider Jason Fleck Cléo Schweitzer Christelle Ritz
341	Commission de la Culture	Anne-Catherine Goetz Oana Tisserant Laure Houin Peggy Miquée Philippe D'Orelli ~~Bruno Ball~~ **Aya HIMER** Emmanuelle Suarez Nathalie Motte Joseph Simeoni Nadia El Hajjaji

		Antoine Ehret Christelle Ritz

D'autre part, dans le cadre du renouvellement complet de ses membres, la Faculté des Lettres, Langues et Sciences humains (FLSH) a saisi Mme le Maire afin qu'un titulaire et qu'un suppléant de même sexe soient désignés pour siéger au Conseil de la FLSH. C'est pourquoi, il est proposé de reconduire Mme MOTTE en tant que titulaire et Mme HIMER en tant que suppléante au conseil de la FLSH :

5	Conseil de la Faculté des Lettres, Langues et Sciences humains (FLSH)	<u>Titulaire :</u> Natalie MOTTE <u>Suppléante :</u> Aya HIMER

Après en avoir délibéré, le conseil municipal approuve les désignations mentionnées ci-dessus.

Pour : 40+ 8 procurations
Groupe majoritaire : 31+ 6 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5+1 procuration
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 2+1 procuration

Mme RAPIN ne prend pas part au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

23° <u>DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA VILLE DE MULHOUSE AU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE DE LA DOLLER (341/5.3.3/1100)</u>

La Ville de Mulhouse est représentée au sein d'établissements publics de coopération intercommunale et de syndicats mixtes ainsi que le prévoient leurs statuts.

A la suite de la démission de M. Bruno BALL de son mandat de conseiller municipal, il convient de procéder à son remplacement au sein du comité syndical du syndicat mixte de la Doller. C'est pourquoi, il est proposé de désigner Charles HUNOLD en remplacement de M. Bruno BALL :

41	Comité syndical du syndicat mixte de la Doller.	**Titulaire :** Maryvonne Buchert **Suppléant :** ~~Bruno Ball~~ **Charles Hunold**

Après en avoir délibéré, le conseil municipal approuve la désignation mentionnée ci-dessus.

Pour : 41+ 8 procurations
Groupe majoritaire : 32+ 6 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5+1 procuration
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 2+1 procuration

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

24° DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA VILLE DE MULHOUSE AU COMITE D'ADMINISTRATION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL FORESTIER DE l'AGGLOMERATION MULHOUSIENNE - SIFAM (341/5.3.3/1101)

La Ville de Mulhouse est représentée au sein d'établissements publics de coopération intercommunale et de syndicats mixtes ainsi que le prévoient leurs statuts.

A la suite de la démission de M. Bruno BALL de son mandat de conseiller municipal, il convient de procéder à son remplacement au sein du comité d'administration du Syndicat Intercommunal Forestier de l'Agglomération Mulhousienne (SIFAM). C'est pourquoi, il est proposé de désigner M. Paul-André STRIFFLER en remplacement de M. Bruno BALL :

41	Comité d'Administration du Syndicat intercommunal Forestier de l'Agglomération Mulhousienne (SIFAM)	**Titulaires :** Catherine Rapp ~~Bruno Ball~~ **Paul-André STRIFFLER**

Après en avoir délibéré, le conseil municipal approuve la désignation mentionnée ci-dessus.

Pour : 41+ 8 procurations
Groupe majoritaire : 32+ 6 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5+1 procuration
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 2+1 procuration

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

25° DESIGNATION DES REPRESENTANTS DE LA VILLE DE MULHOUSE AU COMITE SYNDICAL DU SYNDICAT MIXTE DE l'ILL (341/5.3.4/1102)

La Ville de Mulhouse est représentée au sein d'établissements publics de coopération intercommunale et de syndicats mixtes ainsi que le prévoient leurs statuts.

A la suite de la démission de M. Bruno BALL de son mandat de conseiller municipal, il convient de procéder à son remplacement au sein du comité syndical du syndicat mixte de l'Ill. C'est pourquoi, il est proposé de désigner Charles HUNOLD en remplacement de M. Bruno BALL :

41	Comité syndical du syndicat mixte de l'Ill	**Titulaire :** Maryvonne Buchert **Suppléant :** ~~Bruno Ball~~ **Charles Hunold**

Après en avoir délibéré, le conseil municipal approuve la désignation mentionnée ci-dessus.

Pour : 41+ 8 procurations
Groupe majoritaire : 32+ 6 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5+1 procuration
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 2+1 procuration

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

26° INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LES DECISIONS PRISES PAR LE MAIRE (341/5.2.3/1115)

Afin de faciliter le fonctionnement de l'administration et d'accélérer le règlement des affaires, le Conseil Municipal a délégué en date du 17 juillet 2020 une partie de ses attributions au Maire en application de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En application de l'article L 2122-23 du même code, cette délégation de pouvoirs est assortie de l'obligation de rendre compte au Conseil municipal des décisions prises par le Maire, par un Adjoint, ou par un conseiller municipal par subdélégation.

Les décisions suivantes ont été prises en application de ces dispositions :

Finances

- décision du 15 novembre 2023 : réalisation d'un emprunt de 10 000 000 € auprès de la Banque Postale. Destiné au financement des investissements 2023 du budget principal, cet emprunt est consenti pour une durée de 20 ans au taux Euribor 12 mois + 0,59% et sera remboursé par échéances annuelles avec amortissement linéaire du capital.

-décision du 15 novembre 2023 : réalisation d'un emprunt de 5 000 000 € auprès de la Banque Postale. Destiné au financement des reports d'investissements 2023 du budget principal, cet emprunt est consenti pour une durée de 20 ans au taux Euribor 12 mois + 0,60% et sera remboursé par échéances annuelles avec amortissement linéaire du capital.

-décision du 15 novembre 2023 : réalisation d'un emprunt Intracting de 3 000 000 € auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations. Destiné au financement du Plan Lumière de la Ville de Mulhouse, cet emprunt consiste en une avance remboursable sur une durée de 13 ans au taux fixe de 2,00% et sera remboursé par échéances constantes.

Assurances – Juridique

- signature de la convention de cession du matériel informatique de la Ville de Mulhouse au centre social et culturel (CSC) Le BOAT. Cette convention précise les modalités de ladite cession au CSC à compter du 1er janvier 2024 pour un montant de 1000 euros.

Le Conseil municipal a pris acte des décisions prises par le Maire par délégation de pouvoir.

27° INDEMNITES DE FONCTION DES MEMBRES DU CONSEIL MUNICIPAL : MISE A JOUR - FEVRIER 2024 (323/5.6.1/1130)

La délibération en date du 17 juillet, dont la dernière version a été adoptée le 2 février 2023, fixe le montant des indemnités des membres du Conseil Municipal.

A la suite de la démission de Madame FAUROUX-ZELLER de ses fonctions de Conseiller municipal délégué, Madame Virginie RAPIN est appelée à la remplacer en application de l'article L 270 du code électoral.

Il est donc proposé de mettre à jour le tableau des indemnités afin de tenir compte de ces changements.

Le versement des indemnités est effectif à compter de la date de son installation au conseil.

Les indemnités maximales pour l'exercice de ces fonctions sont fixées par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

En application des articles L2123-24 et L2123-24-1du CGCT, l'enveloppe globale relative aux indemnités de fonction des élus municipaux pouvant être allouée est fixée à 56 316.75 €/mois (hors charges patronales).

Conformément à l'article L2123-22 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoyant une majoration pour les communes chefs-lieux d'arrondissement, les indemnités des élus sont majorées de 20%.

Ces indemnités feront l'objet des revalorisations applicables au traitement de la fonction publique. Elles seront soumises à l'impôt sur le revenu ainsi qu'aux cotisations sociales prévues par les dispositifs règlementaires.

Les crédits budgétaires nécessaires sont inscrits chaque année au budget primitif.

Chapitre 65 - Compte 6531 - Fonction 021 - Enveloppe 555

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal,

-approuve ces propositions et le tableau récapitulatif ci-annexé,
-charge Madame le Maire de prendre les mesures nécessaires à leur mise en œuvre,

PJ : 1

INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS
TABLEAU RECAPITULATIF – PAGE JOINTE DELIBERATION 1130

	Fonction	Nom, Prénom	MONTANT BRUT MENSUEL DE L'INDEMNITE (%indice de référence)
1	Maire	LUTZ Michèle	141.37
2	1er Adjoint	COUCHOT Alain	66
3	2ème Adjoint	SORNIN Cécile	39
4	3ème Adjoint	COLOM Florian	66
5	4ème Adjoint	RAPP Catherine	39
6	5ème Adjoint	TRIMAILLE Philippe	39
7	6ème Adjoint	GOETZ Anne-Catherine	39
8	7ème Adjoint	QUIN Paul	39
9	8ème Adjoint	RISSER Chantal	39
10	9ème Adjoint	NICOLAS Thierry	39
11	10ème Adjoint	BONI DA SILVA Claudine	39
12	11ème Adjoint	BOUILLÉ Jean-Philippe	39
13	12ème Adjoint	CORNEILLE Marie	39
14	13ème Adjoint	STEGER Christophe	39
15	14ème Adjoint	SUAREZ Emmanuelle	39
16	15ème Adjoint	OBERLIN Alfred	39
17	16ème Adjoint	MOTTE Nathalie	39
18	17ème Adjoint	BILA Ayoub	39
19	18ème Adjoint	HOTTINGER Marie	39
20	19ème Adjoint	BUCHERT Maryvonne	39
21	C.M.D	CHAPATTE Jean-Claude	19.5
22	C.M.D	METZGER Henri	19.5
23	C.M.D	JUNG Alfred	19.5
24	C.M.D	RAPIN Virginie	19.5
25	C.M.D	ZAGAOUI Saadia	19.5
26	C.M.D	BINICI Hasan	19.5
27	C.M.D	PULEDDA Patrick	19.5
28	C.M.D	LOISEL Corinne	19.5
29	C.M.D	MAHZOUL Hakim	19.5
30	C.M.D	MIQUÉE Peggy	19.5
31	C.M.D	SCHMIDLIN BEN M'BAREK Malika	19.5
32	C.M.D	D'ORELLI Philippe	19.5
33	C.M.D	BOUAMAIED Nour	19.5
34	C.M.D	TISSERANT Oana	19.5
35	C.M.D	BEYAZ Beytullah	19.5
36	C.M.D	HOUIN Laure	19.5
37	C.M.D	HUNOLD Charles	19.5
38	C.M.D	DURRWELL Rose-Marie	19.5
39	C.M.D	HIMER Aya	19.5

40	C.M.	SIMEONI Joseph	5.85
41	C.M.	CAUSER Jean-Yves	5.85
42	C.M.	EL HAJJAJI Nadia	5.85
43	C.M.	PAUGAM Maëlle	5.85
44	C.M.	MINERY Loïc	5.85
45	C.M.	SCHNEIDER Agnès	5.85
46	C.M.	FLECK Jason	5.85
47	C.M.	JENN Fatima	5.85
48	C.M.	SCHWEITZER Pascale Cléo	5.85
49	C.M.	HORTER Franck	5.85
50	C.M.	SASSI Annouar	5.85
51	C.M.	EHRET Antoine	5.85
52	C.M.	RITZ Christelle	5.85
53	C.M.	ZANETTE Fabienne	5.85
54	C.M.	PAUVERT Bertrand	5.85
55	C.M.	STRIFFLER Paul-André	5.85

Pour : 41+ 8 procurations
Groupe majoritaire : 32+ 6 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5+1 procuration
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 2+1 procuration

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

28° GROUPE SCOLAIRE PIERREFONTAINE : ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DANS LE CADRE D'UN CYCLE ESCALADE (221/7.5.6/1117)

Les élèves de CM2a et CM2b de l'école Pierrefontaine découvrent l'activité escalade en cette année olympique.

Ils suivent un cycle de 6 séances dès le mois de janvier au centre Climbing Mulhouse Center, situé dans le quartier DMC à proximité de l'école.

Cette activité sportive permet aux élèves de développer la concentration, la résistance à l'effort et à ses propres peurs. Elle favorise également le dépassement de soi, la confiance en soi et en l'autre.

Le coût total de l'activité est estimé à 672 €. Les enseignants sollicitent une subvention auprès de la Ville pour permettre le financement de cette activité sportive et de réduire un maximum la participation financière des familles.

Il est proposé d'attribuer une subvention ponctuelle d'un montant de 240 € au groupe scolaire Pierrefontaine dans le cadre d'un cycle escalade.

Les crédits nécessaires sont disponibles au BP 2024 :
Chapitre 65- Article 65748- Fonction 212
Service gestionnaire et utilisateur 2212
Ligne de crédit n°16962 « SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT DIVERSES »

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

- approuve le versement de la subvention à la caisse des écoles du groupe scolaire Pierrefontaine,
- charge Madame le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

Pour : 41+ 8 procurations
Groupe majoritaire : 32+ 6 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5+1 procuration
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 2+1 procuration

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

29° CLASSES VERTES 2024 DES ECOLES MATERNELLES ET ELEMENTAIRES : PARTICIPATION DE LA VILLE DE MULHOUSE (2212/7.5/1121)

Depuis plusieurs années, la Ville de Mulhouse accorde une subvention journalière par élève pour les écoles mulhousiennes séjournant en classe verte d'environnement dans les structures d'accueil départementales de sorties scolaires avec nuitées.

Entre 2004 et 2015, la subvention de la Ville de Mulhouse au profit des classes de découverte représentait 25% du coût du séjour et était ainsi alignée sur la prise en charge du Conseil Départemental.

Depuis 2016, le Conseil Départemental a décidé de revoir à la baisse son taux de participation. La Ville de Mulhouse quant à elle souhaite maintenir le taux de prise en charge appliqué.

En effet, cette contribution permet une diminution du coût de la participation des familles et facilite l'inscription d'un nombre plus important d'enfants à ces classes découvertes. Cela offre aux élèves mulhousiens une opportunité de vivre des expériences enrichissantes car tous n'ont pas accès à des séjours nature.

Ainsi au titre de l'année 2024, les contributions proposées par la Ville sont les suivantes (montant forfaitaire par élève et par nuitée, 6 nuitées au maximum) :

Centres d'accueil		**Janvier à juin 2024**	**Septembre à décembre 2024**
HAUT-RHIN	Catégorie A	13,00 €	16,20 €
	Catégorie B	9,50 €	12,30 €
	Catégorie C	6,90 €	8,80 €
BAS-RHIN		6,90 €	8,80 €

Les crédits nécessaires sont disponibles au BP 2024 :
- chapitre 011 – Article 6042 – Fonction 284
- service gestionnaire et utilisateur : 2212
- ligne de crédit n° 1198 « Classes Vertes »

Le Conseil Municipal :
- approuve cette proposition,
- charge le Maire ou son Adjoint délégué d'établir et de signer toutes les pièces nécessaires.

Pour : 41+ 8 procurations
Groupe majoritaire : 32+ 6 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5+1 procuration
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 2+1 procuration

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

30° FAMILLE « CLUBS SPORTIFS » : ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT 2023/2024 (243/7.5.6/1113)

Après examen de leur projet associatif et en considération de leur contribution à l'animation sportive en général de la Ville et au développement des disciplines, il est proposé d'attribuer aux associations mulhousiennes répertoriées dans la famille des « clubs sportifs », les subventions figurant dans le tableau ci-après, au titre de la saison sportive 2023/2024.

Les aides financières proposées s'inscrivent dans le cadre des priorités fixées en matière de politique sportive municipale (le sport pour tous, des projets sportifs qualifiés et l'excellence par la formation) présentées auprès du mouvement sportif lors de l'un des rendez-vous du sport.

L'attribution et le versement des subventions votées dans le cadre de la présente délibération sont conditionnés au respect par le bénéficiaire des principes inscrits dans le contrat d'engagement républicain annexé au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 sous réserve d'éventuelles dérogations prévues par loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République.

Les crédits nécessaires, soit 42 000 €, sont disponibles au Budget 2024 :

Chapitre 65 : Autres charges de gestion courante
Compte 65748 : Subvention de fonctionnement aux autres associations de droit privé
Fonction 30 : Culture, vies sociale, jeunesse, sports et loisirs – Services communs
Enveloppe 3682 : Subvention de fonctionnement aux associations sportives.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve l'attribution des subventions de fonctionnement forfaitaires au titre de la saison sportive 2023/2024 pour les associations susmentionnées.

PJ : - 1 tableau d'individualisation des crédits.

Associations sportives	Subvention 2022/2023	Subventions 2023/2024
Famille clubs sportifs		
ASCETH	500,00	500,00
ASM Plongée	500,00	500,00
ASPTT Cyclisme	4 500,00	3 000,00
ASPTT Omnisports	6 000,00	6 000,00
ASPTT Sports Santé Seniors	2 000,00	2 000,00
ASPTT Tennis	1 000,00	1 000,00
ASPTT VTT	3 250,00	2 000,00
Club Alpin Français Mulhouse	2 000,00	2 000,00
Club de Tir St-Etienne	500,00	500,00
Club Grand Fond Mulhouse	3 000,00	3 000,00
Club Vosgien Mulhouse-Crêtes	1 000,00	1 000,00
Cosmosport et loisirs	-	1 500,00
Curling Olympic Mulhouse	500,00	500,00
Espérance Mulhouse 1893 Gymnastique	1 500,00	1 500,00
Espérance Mulhouse 1893 Karaté	1 000,00	1 000,00
Etoile Mulhouse	2 500,00	2 500,00
FCM Billard	5 000,00	3 000,00
Fudokan Mulhouse	500,00	500,00
Gymavie	1 000,00	1 000,00
La Mulhouse 1875 Gymnastique	1 500,00	1 500,00
Les Cheikhs de Brossolette	1 000,00	1 000,00
Mulhouse Loisirs Sportifs	2 000,00	2 500,00
Mulhouse Nordic Sport Union	1 000,00	1 000,00
Mulhouse Pétanque Sport & Loisirs	-	1 500,00
Olympique Sportive Mulhouse	-	500,00
Tir Sportif Mulhousien	500,00	500,00
Union Sportive Ouvrière Mulhouse	500,00	500,00
Totaux	**42 750,00 €**	**42 000,00 €**

Pour : 40 + 8 procurations
Groupe majoritaire : 31+ 6 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5+1 procuration
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 2+1 procuration

Mme STEGER ne prend pas part au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

31° AIDE POUR TRAVAUX DE RESTAURATION D'UN IMMEUBLE SITUE DANS LE QUARTIER FONDERIE (5313/7.5/1120)

La Ville de Mulhouse soutient depuis de nombreuses années la réhabilitation des immeubles situés dans les quartiers anciens, dans ce cadre elle a été sollicitée par le propriétaire de l'immeuble sis 9 rue des Corneilles pour l'octroi d'une subvention dans le cadre de l'Opération Programmée pour l'Amélioration de l'Habitat. La demande ayant été réceptionnée en 2022, elle relève à ce titre du régime de l'OPAH RU FONDERIE approuvé par délibération du 25 septembre 2019.

Les travaux étant à présent achevés et les factures correspondantes réceptionnées, il est proposé au Conseil Municipal d'approuver le versement d'une subvention pour la restauration complète de l'immeuble.

Conformément aux règles de calcul des aides octroyées dans le cadre de l'OPAH RU FONDERIE, une aide complémentaire de la Ville abondant la subvention de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'Habitat (ANAH). Cette aide, dite au pourcentage, couvre 15% des travaux de mise aux normes des logements, soit **46 494 €** pour un coût de travaux de 309 962 €.

La subvention de l'ANAH représente un montant de 116 487 € et concerne quant à elle uniquement l'intérieur des logements.

Les travaux ont consisté en la réfection complète de l'immeuble et sa mise aux normes.

Le bénéficiaire de la subvention est la SCI CORNEILLES 9, représentée par M. Éric GATHRAT et sise 7a rue Vieille 68480 ESCHENTZWILLER.

Les conditions d'attribution de l'aide sont fixées par le biais de la convention jointe en annexe.

Les crédits sont disponibles au budget primitif 2024 :
Chapitre 204 / Fonction 552 / article 20422 Ligne de crédit 13517 : « Subvention d'équipement au privé - OPAH Fonderie ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve ces propositions et l'attribution d'une subvention de **46 494 €** à la SCI CORNEILLES 9 représentée par M. Éric GATHRAT ;

- charge Madame le Maire ou son Adjointe Déléguée, d'établir et de signer les actes nécessaires.

P.J. : 1 convention

CONVENTION

ALLOUANT UNE SUBVENTION RELATIVE

AUX TRAVAUX DE REFECTION COMPLETE DE L'IMMEUBLE SIS AU 9 RUE DES CORNEILLES

Entre :

La Ville de Mulhouse représentée par son Maire en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 25 septembre 2019 et désignée sous le terme « la Ville »

D'une part

Et

La SCI CORNEILLES 9 ; 7a rue Vieille 68480 Eschentzwiller, représentée par Monsieur Éric GATHRAT et désigné sous le terme « le propriétaire ».

D'autre part

Il est convenu ce qui suit :

Préambule

Le propriétaire assume la gestion de l'immeuble 9 rue des Corneilles.
Il sollicite une subvention de la Ville pour les travaux de mise aux normes de l'immeuble.

Article 1 : objet

Le propriétaire a réalisé les travaux de réfection complète de l'immeuble et cela conformément à l'autorisation d'urbanisme délivrée.

Pour sa part, la Ville s'engage, sous réserve de l'inscription des crédits au budget, à soutenir financièrement la SCI CORNEILLES 9 pour les dépenses occasionnées par ces travaux.

Article 2 : Montant de la subvention

La Ville accorde au propriétaire une subvention de **46 494 €** correspondant à un montant de travaux de **309 962 €** pour la réalisation et le financement des travaux cités ci-dessus.
Ce montant est calculé en fonction des factures acquittées produites et selon les règles fixées dans le cadre de l'OPAH RU FONDERIE 2019-2024.

Article 3 : Conditions de paiement

Cette subvention fera l'objet d'un versement unique sur présentation des factures acquittées et tout justificatif utile portant sur les travaux subventionnables. Elle est créditée au compte du propriétaire selon les procédures comptables en vigueur.
Le versement sera effectué au compte

IBAN FR76 1513 5090 1708 0024 7423 376
BIC CEPAFRPP513
De la Caisse d'Épargne Grand Est Europe

Article 4 : Engagements du syndic

Le bénéficiaire s'engage à faire mention de la participation de la Ville sur tout support de communication et dans ses relations avec les médias.

Article 5 : Assurances

Le propriétaire souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour garantir sa responsabilité civile. Il paie les primes et les cotisations des assurances sans que la responsabilité de la Ville puisse être mise en cause. Il doit justifier à chaque demande de l'existence de telles polices d'assurance et du système de prime correspondant.

Article 6 : Responsabilité

L'aide financière apportée par la Ville aux actions ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable à la SCI ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

Article 7 : Durée

La présente convention est conclue pour l'exercice budgétaire 2024.

Article 8 : Avenant

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par le propriétaire des engagements inscrits dans la présente, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par la Ville à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Fait à Mulhouse, le

Etabli en deux exemplaires originaux

Le propriétaire	La Maire de Mulhouse
Éric GATHRAT	Michèle LUTZ

Pour : 34 + 7 procurations
Groupe majoritaire : 26 + 5 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 4+1 procuration
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 2 +1 procuration

Ne prennent pas part au vote : 7 + 1
Mme LUTZ, M. BOUILLE, M. COLOM, Mme BONI DA SILVA, M. COUCHOT, Mme MOTTE, Mme EL HAJJAJI, et M. NICOLAS (représenté par M. COLOM).

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

32° BIBLIOTHEQUES : CONVENTION AVEC LA VILLE DE MONTPELLIER ET L'ASSOCIATION L'AGRANDISSEUR POUR DEUX EXPOSITIONS PHOTOGRAPHIQUES SUR PAUL WOLFF (212/8.9/1108)

Natif de Mulhouse, Paul Wolff (1887-1951) est l'un des photographes les plus productifs et les plus connus d'Allemagne des années 1920 aux années 1940. Diplômé en médecine de l'Université de Strasbourg (1914), il débute en photographiant des vues du vieux Strasbourg (1919) et des Vosges (1920). Puis, il expérimente le Leica dont il est l'un des pionniers et promoteurs, contribuant à révolutionner la prise de vue et le cadrage. En 1927, il fonde avec le photographe Alfred Trischler l'agence « Historisches Bildarchiv Dr. Paul Wolff & Tritschler », à Francfort sur Le Main, qui sera l'une des plus dynamiques et prospère durant la première moitié du XXème siècle. Il photographie notamment les Jeux olympiques de Berlin en 1936, mais aussi le monde du travail et de l'industrie, réalisant les vues d'un grand nombre de publications d'entreprises.

En 2022, le collectionneur américain Manfred Heiting, spécialiste de la photographie, auteur d'une importante monographie intitulée *Dr. Paul Wolff et Alfred Tritschler : die gedruckten Bilder*. *1906-2019*, fait don à la Ville de Mulhouse d'un fond d'ouvrages relatifs au photographe Paul Wolff, avec le souhait qu'elle organise une exposition sur l'œuvre du photographe.

Après avoir accepté le don (convention de donation signée en 2022), la Ville de Mulhouse a souhaité valoriser ce fonds précieux en s'appuyant sur l'association l'Agrandisseur organisatrice de la Biennale de la Photographie de Mulhouse pour concevoir et programmer une exposition relative à Paul Wolff lors d'une future édition. La Ville de Montpellier, ayant également un projet d'exposition sur la figure de Paul Wolff, a manifesté son intérêt pour entamer une collaboration autour du fonds donné par Manfred Heiting, après être venue consulter le fonds mulhousien.

Soucieuse de faire rayonner le patrimoine mulhousien, la Ville de Mulhouse répond favorablement à la demande montpelliéraine. En 2024, les villes de Mulhouse et de Montpellier et l'association L'Agrandisseur engagent un partenariat culturel et scientifique pour réaliser deux expositions relatives à l'œuvre du photographe allemand Paul Wolff (1887-1951) :

- *Dr Paul Wolff : l'homme au Leica*, du 17 janvier au 14 avril 2024 au Pavillon populaire, à Montpellier. Commissariat : Gilles Mora

- *Paul Wolff : l'expérience photographique, l'image éditée*, du 13 septembre au 30 novembre 2024 à la Bibliothèque municipale de Mulhouse, dans le cadre de la Biennale de la Photographie de Mulhouse 2024, organisée par l'association L'Agrandisseur. Commissariat : Michaël Guggenbuhl

Le partenariat culturel et scientifique se concrétise par les actions communes suivantes :

- Prêt d'ouvrages entre les villes de Mulhouse et Montpellier
- Prêt de tirages photographiques par la Ville de Montpellier à la Ville de Mulhouse
- Collaboration scientifique pour des publications conjointes dans les catalogues d'exposition respectifs
- Partage des coûts (droits de reproduction, tirages, transport des œuvres, édition des catalogues)
- Valorisation respective des deux expositions

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2024 :

LC n° 3007 « Catalogues et imprimés » : 800 €
Chapitre 011 - article 6236 - fonction 313

Service gestionnaire : 212

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :
- approuve la convention avec la Ville de Montpellier et l'association l'Agrandisseur
- approuve le financement du projet des deux expositions
- autorise Mme le Maire ou son représentant à signer tous les documents nécessaires y afférant.

P.J. : 1 convention

CONVENTION DE PARTENARIAT
autour des EXPOSITIONS PAUL WOLFF

L'homme au Leica et *L'expérience photographique, l'image éditée*

VILLE DE MONTPELLIER ;
VILLE DE MULHOUSE ;
ASSOCIATION L'AGRANDISSEUR

ENTRE LES SOUSSIGNES:

La Ville de Montpellier:
Hôtel de Ville de Montpellier
1 Place Georges Frêche
34 267 Montpellier cedex 2
Téléphone: 04 67 34 88 84 Fax: 04 99 58 87 66
N° SIRET: 213 401 72 20 1787 Code APE: 8411Z

Représenté par Mme Agnès ROBIN, adjointe au Maire déléguée à la culture et à la culture scientifique

Ci-après dénommé « L'ORGANISATEUR »

ET:

La Ville de Mulhouse:
Hôtel de Ville de Mulhouse
2, rue Pierre et Marie Curie
B.O. 10020
68948 Mulhouse cedex 9
N° SIRET : 216 802 249 00013 Code APE : 8411Z

Représentée par Mme Anne-Catherine Goetz, adjointe au Maire déléguée à la culture et au patrimoine

Ci-après dénommé « LE PARTENAIRE- BIBLIOTHEQUE MULHOUSE »

ET:

L'association l'Agrandisseur
26 avenue de la première division blindée
68100 Mulhouse
N° SIRET : 534151964 00010 Code APE : 9003B

Représentée par François Diserens, président de l'association l'Agrandisseur

Ci-après dénommé « LE PARTENAIRE-BIENNALE PHOTO »

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

La présente convention est motivée par l'intérêt commun de la Ville de Montpellier d'une part, de la Ville de Mulhouse et de L'Agrandisseur d'autre part à valoriser l'œuvre éditoriale et photographique de Paul Wolff (1887-1951) et révéler au public son importance sur le plan culturel et historique, en restituant notamment sa place au sein de la modernité photographique allemande.

Cet objectif sera servi par 2 expositions autonomes mais complémentaires :

- L'une à Montpellier, *Dr Paul Wolff : l'homme au Leica*, du 17 janvier au 14 avril 2024 au Pavillon populaire. Commissariat : Gilles Mora

- L'autre à Mulhouse, *Paul Wolff : l'expérience photographique, l'image éditée*, du 13 septembre au 30 novembre 2024 à la Bibliothèque municipale de Mulhouse, dans le cadre de la Biennale de la Photographie de Mulhouse 2024, manifestation organisée par l'association L'Agrandisseur. Commissariat : Michaël Guggenbühl

Article 1 : Objet du contrat

La présente convention a vocation à préciser les modalités de ce **partenariat culturel et scientifique** et les engagements réciproques des trois parties pour concourir à l'enrichissement, à la réussite et au rayonnement de ces manifestations.

Article 2 : Durée :

La présente convention prendra effet à sa signature en Novembre 2023. Son terme est fixé au 30 Décembre 2024.

Article 3: Engagement de chaque partie :

L'ORGANISATEUR s'engage à :

-Encadrer le partenariat et le sceller par une convention entre les parties
-Mentionner la BPM-Biennale de la photographie de Mulhouse (texte de présentation de l'édition 2024) et l'exposition Paul Wolff, *L'expérience photographique, l'image éditée,* à Mulhouse dans le dossier de presse de l'exposition *L'Homme au Leica* de Montpellier et faire relire les textes aux PARTENAIRES avant diffusion.
-Ajouter des logos de la Ville de Mulhouse, de l'Agrandisseur et de la Biennale Photo sur l'affiche de l'exposition de Montpellier ainsi qu'à la page des partenaires dans le catalogue de l'exposition, + mentionner Ville de Mulhouse, l'Agrandisseur et la Biennale Photo dans le catalogue (faire relire la page pour le BAT).
-Publier le texte de M. Guggenbühl *: Le fonds Paul Wolff – collection Manfred Heiting à Mulhouse* avec illustrations dans le catalogue ainsi que dans le livret d'aide à la visite et dans le dossier de presse de l'exposition *L'homme au Leica + Mentionner l'exposition mulhousienne et ses spécificités dans le texte d'introduction de Gilles Mora*
-Assumer le transport retour des ouvrages prêtés par la Bibliothèque municipale de Mulhouse et assurer l'ensemble du prêt clou à clou selon les valeurs indiquées
- Faciliter par une mise en lien avec le prêteur M. Brandstätter l'accord pour le transfert des fichiers HD de ses tirages, leur usage (presse/web) et la production de 30 tirages modernes (nombre à titre indicatif) pour l'exposition Paul Wolff de Mulhouse. Superviser la production des dits tirages par le

Laboratoire Studaphot de Montpellier.
-Prêt d'une sélection d'ouvrages présentés dans l'exposition Paul Wolff de Montpellier, établie en accord avec Gilles Mora et dont la liste est en annexe de ce contrat
- Faire don de 10 exemplaires du catalogue de l'exposition *L'homme au Leica* de Montpellier au partenaire - BIENNALE PHOTO
- Faire don de 10 exemplaires du catalogue de l'exposition *L'homme au Leica* de Montpellier au partenaire BIBLIOTHEQUE MULHOUSE

Le partenaire – BIBLIOTHEQUE MULHOUSE s'engage à :

- Verser 800 (huit-cents) Euros à la Ville de Montpellier afin de contribuer à la négociation des droits (usages presse/web/documents d'accompagnement), la reproduction numérique et la réalisation de tirages modernes de 30 photographies originales de la collection Christian Brandstätter. (Versement sous forme de prise en charge directe d'une prestation, à régler directement en 2024 au Laboratoire Studaphot de Montpellier, pour la réalisation des tirages modernes, et à Florence Girard, graphiste, pour la réalisation des outils de communication)
- collaborer scientifiquement avec Gilles Mora, commissaire de l'exposition *L'homme au Leica*, autour de la production imprimée de Paul Wolff, en particulier repérages et pré-sélections au sein de la collection Manfred Heiting conservée à la Bibliothèque municipale de Mulhouse
-livrer un texte du commissaire de l'exposition de Mulhouse (M. Guggenbühl) d'une page avec illustrations sur « Le fonds Paul Wolff – collection Manfred Heiting à Mulhouse » pour le catalogue de l'exposition *L'homme au Leica* de Montpellier, ainsi que pour le livret d'aide à la visite et le dossier de presse. Le cas échéant, rédaction d'un ou plusieurs cartels pour l'exposition de Montpellier.
-prêter à titre gracieux les ouvrages de Paul Wolff issus de la collection Manfred Heiting (donation 2022 à la Ville de Mulhouse) ou des fonds propres de la Bibliothèque municipale pour l'exposition de Montpellier (liste de prêt jointe à cette convention)
-Rédiger et envoyer les constats d'état départ,
-Prendre en charge l'emballage, et le transport aller : Mulhouse-Montpellier, des ouvrages prêtés
- S'engage à solliciter l'accord écrit de Christian Brandstätter en tant que prêteur des œuvres pour la monstration et l'usage (presse/web) des tirages modernes issus de sa collection dans l'exposition *Paul Wolff : l'expérience photographique, l'image éditée,* dans le cadre de la Biennale de la photographie de Mulhouse
-réaliser l'encadrement de la sélection de tirages modernes envoyée ;
-participer à la journée inaugurale (temps presse et vernissage) de Montpellier : **16 janvier 2024**
-promouvoir voire vendre sur place le catalogue de l'exposition *L'homme au Leica* de Montpellier
-Inviter un représentant politique et un représentant administratif de la Ville de Montpellier au vernissage de l'exposition Paul Wolff de la Bibliothèque municipale de Mulhouse en septembre 2024.

Le partenaire - BIENNALE s'engage à :

-Verser 2500 (deux mille cinq cents) Euros à la Ville de Montpellier sous forme de prise en charge directe d'une dépense par une participation aux frais d'édition du catalogue de l'exposition *L'homme au Leica* de Montpellier
-Valoriser la Ville de Montpellier en apposant le logo sur les supports de communication de la BPM-Biennale de la photographie de Mulhouse (affiche du festival, dossier de presse,…)
-Inviter un représentant politique et un représentant administratif de la Ville de Montpellier aux journées d'inauguration de la Biennale de la photographie de Mulhouse 2024 les 13 et 14 septembre 2024 (déplacement pris en charge par la Ville de Montpellier)

Article 4 : clause complémentaire:

Chaque partenaire reste responsable du projet d'exposition dont il est porteur (propos scientifique,

choix du corpus exposé, scénographie, régie des œuvres, gestion, etc.) et notamment de son budget et ne peut tenir l'autre parti co-responsable d'un dépassement de budget éventuel.

Article 5 : Élection de domicile :

Les parties élisent domicile en leurs adresses respectives énoncées en tête du présent contrat.

Elles s'engagent à notifier tout changement de domicile, par lettre recommandée, à l'autre partie dans un délai de 60 jours.

Article 6 : Loi applicable :

La présente convention est soumise à la loi française.

Article 7 : Litiges:

En cas de différend entre les parties à l'occasion de l'interprétation, de l'exécution ou de la résiliation du présent contrat, les parties conviennent de rechercher préalablement une solution amiable dans l'esprit la présente convention. A défaut le Tribunal Administratif de Montpellier sera seul compétent.

Fait à …....., le …....

En deux exemplaires originaux

** faire précéder la signature de la mention « lu et approuvé »*

LES PARTENAIRES:

La Ville de Mulhouse
Mme Anne-Catherine Goetz,
Adjointe au Maire déléguée à la culture et au patrimoine

L'ORGANISATEUR*:

La Ville de Montpellier,

Pour Monsieur Le Maire

L'Adjoint délégué

L'association l'Agrandisseur
François Diserens, président

Pour : 41+ 8 procurations
Groupe majoritaire : 32+ 6 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5+1 procuration
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 2+1 procuration

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

33° BIEN IMMOBILIER : AVIS A EMETTRE SUR UNE VENTE (1201/9.1/1134)

Le Conseil de Fabrique de L'Eglise Sainte Geneviève 20 rue Stalingrad à Mulhouse a décidé de vendre un bien immobilier à Monsieur Timothy Aloun DRISCOLL XXXXXXXXXXXXXXXX (*Dans le cadre du respect de la vie privée, des données à caractère personnel ont été masquées ou anonymisées)*.

Ce bien est cadastré comme suit :

Ban de Mulhouse

- Section MN n°204 – lieudit « 35-37 rue Stalingrad 68100 MULHOUSE » – d'une superficie de 75.24 m^2.

Le prix de cette cession a été fixé à 89 000 euros.

En vertu de l'article L 2541-14 du code général des collectivités territoriales, le conseil municipal est appelé à émettre un avis sur cette vente.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- décide de donner un avis favorable à la vente de ce bien au prix de 89 000 euros.

Pour : 41 + 8 procurations
Groupe majoritaire : 32 + 6 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5 +1 procuration
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 2 + 1 procuration

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

34° REMISE GRACIEUSE DE CREANCE (HUIS CLOS) (315/7.10.5/1127)

La remise gracieuse d'une créance est sollicitée afin de réduire la dette d'un ancien agent.

Il s'agit d'une créance de paie due par xxx xxx xxx *(dans le cadre du respect de la vie privée, des données à caractère personnel ont été masquées ou anonymisées)* correspondant à la rémunération de congés payés non acquis du fait du non renouvellement de la période d'essai et de l'absence d'embauche. La demande de pose de congés ayant été à l'initiative de la collectivité et afin de régulariser la situation, il est proposé la mise en œuvre d'une remise gracieuse.

Les références du titre concerné sont les suivantes : exercice 2023 - titre n° 2003/ bordereau 321 du 27/09/2023 pour un montant de 632,13 €.

Les crédits nécessaires à la mise en œuvre de cette remise gracieuse sont disponibles au budget 2024 :

Chapitre 65 - article 6577 - service gestionnaire et utilisateur 31 - enveloppe à créer « Remises gracieuses ».

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- approuve la remise gracieuse, pour un montant de 632,13 € et son imputation sur le budget 2024,
- charge Madame le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces contractuelles nécessaires.

Pour : 41 + 8 procurations
Groupe majoritaire : 32 + 6 procurations
Groupe Mulhouse Cause Commune : 5+1 procuration
Groupe M Mulhouse : 2
Non-inscrits dans un groupe : 2 + 1 procuration

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés.

Mme le Maire : Avant de clore ce Conseil municipal, j'aimerais rendre hommage à mon voisin, M. HUMBERT. Vous savez qu'il y a un petit moment de convivialité qui va suivre. Ça sera désormais un petit usage que nous allons instaurer parce que je pense que c'est important.

Mes chers collègues, vous l'avez deviné, je tiens à rendre hommage à M. Jean-Luc HUMBERT, notre Directeur Général des Services de la Ville de Mulhouse, après avoir été également celui mutualisé avec l'Agglomération jusqu'aux dernières élections. Il a siégé ce soir parmi nous pour la dernière fois en qualité de Secrétaire de Séance, mais peut-être continuera-t-il à nous suivre, magie de la technologie, à distance désormais. Ne répondez pas tout de suite, M. HUMBERT. Par contre, vous pouvez nous envoyer quelques impressions, de choses comme ça.

C'est surtout avec un peu d'émotion, de profond respect, et une reconnaissance qui est sincère que je lui adresse publiquement, ces quelques mots. Il est un peu difficile, mais installez-vous parce qu'on en a pour un tout petit moment. Il est difficile de résumer les pas moins de 42 années de carrière que vous avez consacrées au service public et plus particulièrement aux collectivités locales. Vous m'arrêtez si je dis des bêtises.

Né dans les Vosges, vous effectuez vos études à Nancy avec le prix du meilleur étudiant, puis à l'université Robert Schuman de Strasbourg avec le rang de major de promotion. Fraichement diplômé, vous réussissez le concours externe d'attaché territorial et démarrez votre carrière à Montbéliard, d'abord comme directeur du secrétariat général et des affaires culturelles puis comme secrétaire général adjoint. Toujours juste ?

Dans le même temps, votre carrière évolue d'abord comme attaché territorial principal en 1991, puis directeur territorial en 1994. Le 1er mai 1995 – ça ne s'invente pas le 1er mai – vous rejoignez le district du Pays de Montbéliard pour y exercer les fonctions de directeur général adjoint. À cette occasion, vous êtes nommé administrateur territorial.

En janvier 2000, vous quittez l'Est pour le Nord et Valenciennes pour y exercer les fonctions de directeur général des services de la Ville puis à compter du 1er février 2002 les fonctions de directeur général de service de Valenciennes Métropole auprès de M. Jean-Louis BORLOO que tout le monde connaît, puis de Mme Valérie LÉTARD. Vous devenez administrateur hors classe en 2003.

En mars 2016, direction La Loire pour rejoindre Saint-Étienne Métropole en qualité de directeur général des services où vous accédez au grade d'administrateur général. Je vous avoue que je ne maîtrise pas dans le détail tout ce que vous avez fait, M. HUMBERT.

Enfin, et c'est là l'essentiel, en mars 2018, vous revenez dans l'Est, chez nous à Mulhouse pour exercer tout d'abord les fonctions de directeur général des services mutualisés de Mulhouse Alsace Agglomération et de la ville de Mulhouse, puis depuis le 1er décembre 2020 pleinement ceux de la Ville de Mulhouse.

Ayant eu le plaisir de bénéficier de votre collaboration avec vos conseils depuis six ans, je tiens à affirmer votre grand sens professionnel, votre disponibilité et votre dévouement. Je voudrais souligner tout particulièrement votre rôle central et votre engagement de chaque instant durant la première crise du Covid-19 qui a touché de plein fouet plus tôt et plus fort d'ailleurs notre ville et son agglomération. C'est vrai que ça parfois, on l'oublie, c'est déjà derrière nous.

Il est tout à votre honneur de rappeler que vous avez toujours eu à cœur de mettre en avant ceux qui étaient en première ligne, en omettant avec élégance de valoriser le rôle qui était le vôtre. Je sais pertinemment que sans vous, nous n'aurions pas pu faire face avec autant d'efficacité aux défis de cette douloureuse période. Vous êtes un homme engagé et vous avez su tisser par le dialogue et l'écoute des relations de confiance et de travail avec les élus, les agents et les partenaires extérieurs.

Au moment de votre départ de la fonction publique et au nom de l'ensemble des élus et collaborateurs actuels et passés, je veux vous dire notre estime, le plaisir qui a été le nôtre à vous connaître et bénéficier de vos valeurs professionnelles et humaines. Merci, au nom des Mulhousiens et de Mulhouse. Je sais très bien que nous allons nous retrouver rapidement au détour de quelques chemins, mais je tenais très symboliquement à vous remettre ce soir la médaille d'honneur de la Ville de Mulhouse (a*pplaudissements).* Je ne vais pas vous agrafer la médaille, M. HUMBERT, parce que vous êtes toujours très élégant, vous avez toujours de magnifiques costumes et j'ai très peur que l'épingle ne soit pas tout à fait à la hauteur de votre élégance (a*pplaudissements et remise de la Skyline de Mulhouse).*

M. HUMBERT : Compte tenu de tous les projets qui sont engagés, je pense que la *Skyline* va encore évoluer dans les années qui viennent, ce qui vous vaudra sans doute quelques débats sur le sujet comme sur bien d'autres.

Juste un petit mot évidemment pour vous remercier très chaleureusement, je suis très touché. Évidemment rien à dire, Mme le Maire, sur la description des états de service, comme on dit, mais je me disais tout à l'heure que j'ai dû assister à peu près à 250-260 réunions d'assemblée comme celle-ci, vous l'avez dit, à Montbéliard, à Valenciennes, à Saint-Étienne. Il y a quelques autres étapes qui n'ont pas été citées, mais ça n'a pas d'importance, c'est suffisamment éclectique pour pouvoir aussi mesurer la façon dont j'ai pu percevoir à vos côtés la tenue de cette assemblée.

J'ai envie de vous dire deux choses : la première, c'est que je trouve et c'est peut-être le citoyen qui parle plus que le fonctionnaire que vos débats ont toujours eu – et vous l'avez rappelé il n'y a pas très longtemps – une certaine tenue, ce qui n'a pas empêché quelques moments d'expression forte, pour ne pas réemployer les mots qui vous appartiennent. L'assemblée, c'est un peu une forme de théâtre au sens historique ou étymologique du mot. J'y ai vu quelques pièces parfois un peu baroques, quelques pièces un peu classiques. Pierre CORNEILLE aurait apprécié l'épisode sur les corvidés, mais vous étiez quand même assez souvent sur les racines de la démocratie parce que cette assemblée en est l'expression, c'est celle qui est la plus visible et c'est celle qui intéresse le plus les habitants et les citoyens. Donc, si le cœur de la démocratie bat encore, c'est d'abord ici et je pense que c'est assez essentiel dans la période que nous vivons. C'était mon commentaire un peu citoyen.

Le fonctionnaire vous remercie, pour moi et pour toute l'équipe qui m'entoure, car vous avez été toujours très respectueux et très considérants de la place et du rôle des collaborateurs dans le fonctionnement de cette assemblée et je vous en remercie parce qu'effectivement, préparer une réunion, vous le savez, mais vous n'avez peut-être pas tous dans votre pratique une vision toujours précise de l'envers du décor. L'envers du décor, c'est quand même pas mal d'heures de travail parce que ce qui se décide doit aussi se mettre en forme pour constituer le support de vos débats et la mise en forme, ce n'est pas que de la rédaction. La mise en forme, c'est aussi la prise en compte de tout le cadre législatif et réglementaire. Il est de plus en plus compliqué et il est de plus en plus soumis à contentieux. C'est bien d'autres choses encore que je ne vais pas développer, mais vous dire qu'il y a une salle des machines qui est quand même assez lourde, et on a l'impression que finalement, tout ce travail est réduit un peu

comme une tête de jivaro à un texte qui vous arrive, mais que les adjoints forcément maîtrisent. Derrière, il y a une quantité de boulot assez conséquente réalisée souvent par des personnes qui sont en arrière-plan et auxquelles je veux rendre hommage aussi.

Voilà ce que je voulais simplement vous dire en leur nom et vous remercier encore une fois. Et oui, je suivrai à distance les séances du Conseil municipal, oui, j'ai demandé à la com de m'envoyer M+ et oui, parce que vous les élus, vous avez des réseaux, mais rassurez-vous, nous aussi ! Donc, je continuerai à rester informé de près à ce qui se passe, par ce qui se passe parce qu'on ne peut pas avoir passé six ans dans une Ville aussi attachante avec des projets aussi passionnants, certes soumis à la critique, mais c'est le jeu de la démocratie, sans continuer à y penser et à savoir, à s'intéresser, à ce qu'ils deviennent. Donc, je continuerai à m'intéresser à ce que deviennent les projets et surtout à ce que vous devenez, vous aussi, Mme le Maire, Alain et les autres. Voilà, merci beaucoup encore une fois (*applaudissements).*

Mme le Maire : Rapidement pour terminer, ça sera vraiment la dernière phrase. Il m'appartenait aussi d'organiser la suite. La suite, c'est, vous le savez déjà, un peu, en tout cas, ça n'est plus un secret, M. Régis OCHSENBEIN. Vous pouvez aussi l'applaudir (*applaudissements)*

Mme le Maire : Pourquoi le choix de Régis OCHSENBEIN ? Parce que tout simplement j'ai l'occasion de travailler avec lui aussi en, tant que directeur du SIVOM. Je rappelle que Régis OCHSENBEIN est un ancien élu local puisqu'il a été maire d'une collectivité aussi, une charmante bourgade ou commune dans le Sundgau et je suis très attachée aussi à cette région du Sundgau. De plus, avec l'ensemble de ses compétences et je dois dire aussi, et je tiens à le souligner, que Régis, quand on a commencé à envisager la suite, s'est aussi formé à son rôle de DGS. Quelquefois on se dit que oui, c'est un passage d'un poste à un autre naturellement. Et bien non, ce n'est pas naturel. Régis est reparti en formation pendant un an afin d'acquérir toutes les compétences nécessaires pour occuper ce poste. Il faut le saluer et je tenais vraiment à lui exprimer bien sûr, plein succès pour cette mission, mais vous vous en doutez bien, ça fait quelque temps qu'on travaille déjà et qu'on agit en interaction.

Le mot de la fin : le buffet est ouvert et nous allons avoir l'occasion d'échanger autour de verres de l'amitié parce que je crois qu'on va en faire un petit usage, je regarde le président du groupe majo. Ça a été demandé aussi, donc terminons sur une bonne note. Le petit pot de l'amitié et belle soirée à vous tous ! (*Applaudissements).*

Fin de la Séance à 18h10.

Mme le Maire

Michèle LUTZ

Pour le Secrétaire de séance absent,

Régis OCHSENBEIN
Directeur Général des Services par intérim